



WORLD
ECONOMIC
FORUM

COMMITTED TO
IMPROVING THE STATE
OF THE WORLD

Rapport sur la
compétitivité en **Afrique** 2015





COMMITTED TO
IMPROVING THE STATE
OF THE WORLD

Rapport de synthèse

Le Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015

Le *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015* est un projet spécial de l'équipe du Forum économique mondial qui est chargée d'évaluer la compétitivité et les risques à l'échelle du globe. Il est le fruit de la collaboration entre le Forum économique mondial, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Rendez-vous sur la page du *Rapport sur la compétitivité en Afrique* à l'adresse

www.weforum.org/acr.

Forum économique mondial

Genève

Copyright © 2015

Forum économique mondial, avec le soutien de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Tous droits réservés. Il est fait interdiction de reproduire, d'archiver dans un système de consultation ou de transmettre tout ou partie du présent document, sous toute forme ou par tout moyen, électronique, mécanique ou par photocopie, sans l'autorisation préalable du Forum économique mondial.

ISBN-13 : 978-92-95044-00-5

ISBN-10 : 92-95044-00-2

Ce rapport est imprimé sur du papier recyclable issu de forêts durablement gérées.

Édition: Hope Steele

Maquette et graphisme: Neil Weinberg

TERMES UTILISES ET LIMITATION DE RESPONSABILITE

Le *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015* (ci-après le « Rapport ») présente des informations et des données qui ont été compilées et/ou recueillies par le Forum économique mondial (ci-après les « données »). Les données de ce Rapport peuvent être modifiées sans préavis.

Les termes *pays* et *nation* utilisés dans le Rapport ne font en aucun cas référence à une entité territoriale formant un État au sens du droit international et de la pratique. Ces termes désignent des zones économiques bien définies géographiquement et autonomes, qui ne sont pas forcément des États, mais pour lesquelles des statistiques sont recueillies et actualisées sur une base distincte et indépendante.

Même si toutes les précautions raisonnables ont été prises pour que les données compilées et/ou recueillies soient correctement incluses dans le Rapport, le Forum économique mondial, ses agents, ses dirigeants et son personnel (i) communiquent les données telles qu'elles sont disponibles, sans aucune garantie, explicite ou implicite, de leur qualité marchande, de leur adéquation pour un usage particulier et de non-infraction au droit d'auteur; (ii) ne garantissent pas, explicitement ou

implicitement, l'exactitude des données contenues dans le Rapport, ni leur adéquation pour un usage particulier; (iii) déclinent toute responsabilité s'agissant de leur utilisation, quelle qu'elle soit, de leur exactitude, et en particulier, concernant toute interprétation, décision ou action reposant sur les données du présent Rapport.

Certaines des données contenues dans le Rapport peuvent être la propriété d'autres parties. Le Forum économique mondial ne garantit en aucune façon qu'il détient ou contrôle tous les droits sur toutes les données, et il exclut toute responsabilité en cas d'action intentée par des tiers à l'encontre des utilisateurs des données.

Le Forum économique mondial, ses agents, ses dirigeants et son personnel n'invitent pas à utiliser les produits ou services fournis par des tiers établis sur la base des données, des documents ou du contenu cités ou inclus dans le Rapport, et n'apportent aucune garantie concernant ces produits ou services.

Les utilisateurs sont tenus de respecter l'intégrité des données, et en particulier de s'abstenir de toute modification affectant intentionnellement la nature ou l'exactitude des données. Si l'utilisateur apporte des modifications substantielles aux données, il doit l'indiquer explicitement et citer ses sources.

En ce qui concerne les données compilées par des parties autres que le Forum économique mondial, tel que spécifié dans la section « Notes techniques et sources » du Rapport, les utilisateurs sont priés de se référer aux conditions d'utilisation établies par lesdites parties, en particulier pour l'attribution, la diffusion et la reproduction des données.

Si des données provenant du Forum économique mondial (ci-après « données du Forum économique mondial »), tel que spécifié dans la section « Notes techniques et sources » du présent Rapport, sont diffusées ou reproduites, elles doivent être citées de manière exacte et attribuées au Forum économique mondial. Cette obligation s'applique à toute utilisation des données, que celles-ci soient obtenues directement auprès du Forum économique mondial ou auprès d'un utilisateur.

Les utilisateurs qui mettent des données du Forum économique mondial à la disposition d'autres utilisateurs via tout moyen de distribution ou de téléchargement conviennent de déployer tous les efforts raisonnables pour informer sur les présentes conditions et veiller à ce que les utilisateurs finals s'y conforment de manière appropriée.

Les utilisateurs qui souhaitent vendre des données du Forum économique mondial comme éléments d'une base de données ou d'un produit distinct doivent obtenir l'autorisation préalable du Forum économique mondial (gcp@weforum.org).

Sommaire

Préface v

Angel Gurría (Organisation de coopération et de développement économiques), Donald Kaberuka (Groupe de la Banque africaine de développement), Jim Yong Kim (Groupe de la Banque mondiale) et Klaus Schwab (Forum économique mondial)

Remerciements vii

Contributeurs ix

Instituts partenaires xi

Vue d'ensemble xiii

Partie 1: Évaluer la compétitivité de l'Afrique

1.1 Évaluer la compétitivité de l'Afrique: opportunités à saisir et obstacles à lever pour transformer les économies africaines 3

El-hadj M. Bah, Jennifer Mbabazi Moyo et Audrey Verdier-Chouchane (Banque africaine de développement); Carlos Conde, Philipp Heinrigs et Anthony O'Sullivan (Organisation de coopération et de développement économiques); Barak Hoffman et John Speakman (Banque mondiale); Attilio Di Battista, Margareta Drzeniek et Caroline Galvan (Forum économique mondial)

Partie 2: Transformer les économies africaines

2.1 Transformer l'agriculture africaine pour en améliorer la compétitivité 41

Jennifer Mbabazi Moyo, El-hadj M. Bah et Audrey Verdier-Chouchane (Banque africaine de développement)

2.2 Valoriser le commerce des services en Afrique 59

Sebastian Sáez, Miles McKenna et Barak Hoffman (Groupe de la Banque mondiale)

2.3 Exploiter le potentiel des chaînes de valeur mondiales pour l'Afrique 81

Carlos Conde, Philipp Heinrigs et Anthony O'Sullivan (Organisation de coopération et de développement économiques)

Partie 3: Profils de compétitivité

Guide de lecture des profils de compétitivité.....99
Notes techniques et sources101
Liste des pays113
Profils de compétitivité114

Biographie des auteurs 195

Préface

ANGEL GURRÍA, Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques

DONALD KABERUKA, Président du Groupe de la Banque africaine de développement

JIM YONG KIM, Président du Groupe de la Banque mondiale

KLAUS SCHWAB, Président exécutif du Forum économique mondial

Le *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015* est publié à un moment où cette région connaît une évolution prometteuse. En effet, la croissance vigoureuse, supérieure à 5 pour cent en moyenne, que l'Afrique a enregistrée au cours des 15 dernières années témoigne d'un potentiel économique impressionnant. Sur ce continent, une main-d'œuvre de plus en plus abondante et l'émergence d'un vaste marché de consommation offrent des opportunités de croissance supplémentaires. Néanmoins, l'Afrique devra surmonter de multiples obstacles pour mettre à profit ce potentiel. Sa croissance pourrait être plus équitable et bénéficier à un plus large pan de sa population. Il faut que les pays africains passent à des activités à plus forte valeur ajoutée, qui créeront des emplois de qualité pour leur population, de plus en plus nombreuse, et qui jetteront les bases d'une croissance soutenue. L'Afrique dispose de tous les ingrédients nécessaires à cette fin, et les décisions prises et les actions engagées aujourd'hui détermineront sa capacité à atteindre un niveau de prospérité plus élevé.

Publié tous les deux ans, le *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015* met en évidence les domaines appelant une action et des investissements destinés à pérenniser la croissance de cette région. Ce *Rapport*, qui est le fruit d'une collaboration de longue date, s'appuie sur le savoir et l'expertise de la Banque africaine de développement, du Forum économique mondial, du Groupe de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour éclairer les politiques susceptibles d'aider les pays d'Afrique à se transformer.

Par une analyse détaillée des problèmes de compétitivité auxquels il est urgent de remédier, ce *Rapport* explore les obstacles et les difficultés qui empêchent les économies africaines d'exploiter tout leur potentiel. Il examine le rôle de l'agriculture et les possibilités offertes par ce secteur qui emploie une grande partie de la population en âge de travailler. Il s'intéresse aussi au secteur des services et aux mécanismes permettant de maximiser le potentiel de ce secteur qui ne cesse de gagner en importance et qui pourrait favoriser la transformation structurelle de l'Afrique. En outre, le *Rapport* explore le rôle joué par les chaînes de valeur régionales et mondiales dans le développement des économies africaines, dans le passage de ces économies à de nouvelles activités et

dans l'amélioration du dynamisme et de la compétitivité de l'agriculture et du secteur des services. Il enrichit ainsi le débat sur la contribution du secteur manufacturier au développement de l'Afrique. Pour finir, il présente le profil de compétitivité de 40 pays de cette région, ainsi qu'une synthèse détaillée des moteurs de la productivité et de la compétitivité sur ce continent.

Nous espérons que le *Rapport* de cette année fera avancer les discussions entre l'État, les entreprises, les partenaires au développement et les communautés sur les actions que nous pouvons tous mener, individuellement et collectivement, pour aider l'Afrique à parvenir à une croissance durable et à une prospérité partagée. Les investissements dans le capital physique et humain seront essentiels et devront être appuyés par un cadre institutionnel solide et par un environnement propice à l'activité économique. Les entreprises peuvent promouvoir des réformes qui amélioreront leur compétitivité et engager avec l'État un dialogue sur le type de réformes qui assureront leur prospérité. L'État peut investir durablement dans l'infrastructure, la santé et l'éducation, instaurer le cadre juridique et réglementaire nécessaire à un bon climat des affaires et, surtout, veiller à la cohérence des politiques publiques et de leur mise en œuvre sur la durée et au-delà des frontières nationales.

Les récents succès de l'Afrique augurent d'un avenir plus radieux pour ce continent. Nous espérons que, grâce à cette analyse, ces opportunités pourront être mises à profit pour les générations d'Africains actuelles et futures.

Remerciements

Le *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015* a été rédigé par une équipe conjointe: Margareta Drzeniek Hanouz, Ciara Browne, Caroline Galvan et Attilio Di Battista, du Forum économique mondial; John Speakman, Barak Hoffman, Sebastian Sáez et Miles McKenna, de la Banque mondiale; Issa Faye, Jennifer Mbabazi Moyo, El-hadj Mamadou Bah et Audrey Verdier-Chouchane, de la Banque africaine de développement; et Anthony O'Sullivan, Carlos Conde et Philipp Heinrigs, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les travaux ont été supervisés par Richard Samans, directeur exécutif du Forum économique mondial; Marcos Bonturi, Directeur du Secrétariat des relations mondiales de l'OCDE; Anabel Gonzales, Directrice principale du Pôle mondial d'expertise en Commerce et compétitivité, Shantayana Devarajan, Économiste en chef pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, et Francisco Ferreira, Économiste en chef pour la Région Afrique, à la Banque mondiale; et Steve Kayizzi-Mugerwa, Économiste en chef et vice-président par intérim du Complexe de l'économiste en chef (ECON) à la Banque africaine de développement.

Nous remercions également l'ensemble du personnel de nos institutions, qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour permettre l'élaboration de ce rapport conjoint et qui ont apporté leurs commentaires aux différentes phases de rédaction. Nous exprimons tout particulièrement notre gratitude à Issa Faye, Steve Kayizzi-Mugerwa et Abebe Shimeles, de la Banque africaine de développement, pour leurs précieux avis, Charlotte Karagueuzian et Anna von Wachenfelt (consultantes) pour leur aide très précieuse lors des recherches, ainsi que Zuzana Brixiova (co-révisseuse). Nous tenons en outre à remercier le Département Agriculture et agro-industries de la Banque africaine de développement, notamment Chiji Ojukwu (qui dirige le Département), Xavier Boulenger, Joseph Coompson, Ken Johm, Benedict Kanu et Damian Onyema, qui ont formulé des commentaires sur le chapitre consacré à l'agriculture. Rhoda Bangurah, Nana Cobbina et Abiana Nelson ont apporté un appui administratif. À l'OCDE, nous remercions Carole Biau, Karim Dahou, Przemyslaw Kowalski, Iza Lejarraga, Javier Lopez Gonzalez, Idil Mohamed et Henri-Bernard Solignac-Lecomte; à la Banque mondiale, Paul Brenton, Shantayana Devarajan, Francisco Ferreira et Anabel Gonzalez, qui

ont soutenu avec enthousiasme la participation de la Banque mondiale au *Rapport sur la compétitivité en Afrique*. Nous remercions aussi nos co-réviseurs, César Calderón, Melise Jaud et William Maloney, pour leurs avis extrêmement utiles; Ejaz Ghani, Claire Hollweg et Anand Rajaram pour leurs informations et leurs suggestions; Maria Alyanak et Véronique Gorce pour leur appui administratif irremplaçable; ainsi que Laura Juliana Higuera Ardila, Esteban Rojas P. et Annoula Rysova pour l'excellence de leur aide lors des recherches. Enfin, au Forum économique mondial, nous remercions Francesca Bianchi, Oliver Cann, Benjii Coetzee, Gemma Corrigan, Reuben Coulter, Roberto Crotti, Lisa Dreier, Gaëlle Dreyer, Lorin Fries, Thierry Geiger, Tania Gutknecht, Elsie Kanza, Kristin Keveloh, Vanessa Moungar, Patrick McGee, Anu Paasiaro, Pedro Rodrigues De Almeida, Cecilia Serin, Huguette Umutoni et Saadia Zahidi.

Contributeurs

Le *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015* est le fruit de la collaboration entre le Forum économique mondial, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

FORUM ECONOMIQUE MONDIAL

Prof. Klaus Schwab

Président exécutif

Richard Samans

Directeur général, Centre pour l'Agenda global

Jennifer Blanke

Économiste en chef

Margareta Drzeniek Hanouz

Chef d'équipe, Compétitivité globale et Risques

Ciara Browne

Directrice, Compétitivité globale et Risques

Attilio Di Battista

Économiste quantitatif junior, Compétitivité globale et Risques

Caroline Galvan

Économiste, Compétitivité globale et Risques

Elsie Kanza

Directrice principale, responsable Afrique

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Jim Yong Kim

Président

Anabel Gonzalez

Directrice principale, Pôle mondial d'expertise en Commerce et compétitivité

Shantayana Devarajan

Économiste en chef, Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Francisco H. G. Ferreira

Économiste en chef, Région Afrique

William Maloney

Économiste principal spécialiste des échanges et de la compétitivité, Pôle mondial d'expertise en Commerce et compétitivité

John Speakman

Gestionnaire, Pôle mondial d'expertise en Commerce et compétitivité

Sebastian Sáez

Économiste senior spécialiste des échanges, Pôle mondial d'expertise en Commerce et compétitivité

Barak Hoffman

Spécialiste du secteur public, Pôle mondial d'expertise en Gouvernance

Miles McKenna

Consultant, Pôle mondial d'expertise en Commerce et compétitivité

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Donald Kaberuka

Président

Steve Kayizzi-Mugerwa

Économiste en chef et vice-président par intérim du Complexe de l'économiste en chef

Abebe Shimeles

Directeur du Département de la recherche sur le développement

Issa Faye

Manager, Division de la recherche, Département de la recherche sur le développement

Jennifer Mbabazi Moyo

Économiste de recherche senior, Département de la recherche sur le développement

El-hadj Mamadou Bah

Économiste de recherche principal, Division de la recherche, Département de la recherche sur le développement

Audrey Verdier-Chouchane

Économiste en chef, Division de la recherche, Département de la recherche sur le développement

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

Angel Gurría

Secrétaire général

Marcos Bonturi

Directeur, Secrétariat des relations mondiales

Anthony O'Sullivan

Directeur adjoint, Secrétariat des relations mondiales

Carlos Conde

Directeur de la Division Moyen-Orient et Afrique, Secrétariat des relations mondiales

Philipp Heinrigs

Analyste senior des politiques publiques, Division Moyen-Orient et Afrique, Secrétariat des relations mondiales

Instituts partenaires

L'équipe du Forum économique mondial chargée de l'évaluation de la compétitivité et des risques à l'échelle du globe remercie les organisations suivantes, qui sont des instituts partenaires précieux et qui ont contribué à l'élaboration du *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015*:

Afrique du Sud

Business Leadership South Africa

Friede Dowie, directeur général

Thero Setiloane, président directeur général

Business Unity South Africa

Nomaxabiso Majokweni, président directeur général

Kgatlaki Ngoasheng, directeur exécutif, Politique économique

Angola

InAngol

Luis Verdeja, président directeur général

Botswana

Botswana National Productivity Centre (BNPC)

[Centre national de la productivité du Botswana]

Letsogile Batsetswe, consultant chercheur et statisticien

Baeti Molake, directeur exécutif

Phumzile Thobokwe, chef du département des services d'information et de recherche

Bénin

CAPOD—Conception et analyse des politiques de développement

Epiphane Adjovi, directeur

Sosthène Gnansounou, économiste principal

Burkina Faso

Institut supérieur des sciences de la population (ISSP)

Bonayi Hubert Dabire, directeur adjoint

Jean François Kobiane, directeur

Justin Zoma, étudiant

Burundi

Centre universitaire de recherche pour le développement économique et social (CURDES), Université nationale du Burundi

Dieudonné Gahungu, directeur

Charles Kabwigiri, doyen

Gilbert Niyongabo, chef de département, faculté d'économie et de management

Cabo Verde

INOVE RESEARCH—Investigação e Desenvolvimento, Lda. [Recherche et développement]

Emanuel Carvalho, chef de projet

Júlio Delgado, associé et chercheur senior

José Mendes, président directeur général

Cameroun

Comité pour la compétitivité

Jean-Jacques Ngouang, directeur des opérations

Lucien Sanzouango, directeur général

Côte d'Ivoire

Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire

Anzoumane Diabakate, responsable des communications
Jean Rock Kouadio-Kirine, responsable de l'information économique régionale

Marie-Gabrielle Varlet-Boka, directrice générale

Égypte

Centre égyptien pour les études économiques

Iman Al-Ayouty, économiste senior

Tarek El-Ghamrawy, économiste

Omneia Helmy, directrice adjointe et directrice de la recherche

Éthiopie

African Institute of Management, Development and

Governance [Institut africain de gestion, du développement et de la gouvernance]

Zebebay Kifle, directeur général

Tegenge Teka, expert senior

Gabon

Confédération patronale gabonaise

Régis Loussou Kiki, secrétaire général

Gina Eyama Ondo, secrétaire générale adjointe

Henri Claude Oyima, président

Gambie

Gambia Economic and Social Development Research Institute (GESDRI) [Institut de recherche sur le développement économique et social de la Gambie]

Makareh A. Nije, directeur

Ghana

Association of Ghana Industries (AGI)

Patricia Addy, chargée des projets

James Asare-Adjey, président

Seth Twum-Akwaboah, directeur exécutif

Guinée

Confédération patronale des entreprises de Guinée

Mohamed Bénogo Conde, secrétaire général

Kenya

Kenya Institute for Development Studies, [Institut d'études du développement du Kenya], Université de Nairobi

Paul Kamau, professeur-chercheur senior

Dorothy McCormick, professeur-chercheur

Winnie Mitullah, directrice et professeur-chercheur associée

Lesotho

Private Sector Foundation of Lesotho

[Fondation du secteur privé du Lesotho]

Nthathi Mapitsi, chercheur

Thabo Qhesi, président directeur général

Kutloano Sello, président, chercheur

Libye

Libya Development Policy Center [Centre de la politique de développement de la Libye]

Mohamed Hammuda, coordinateur de projet

Mohamed A. Wefati, directeur général

Madagascar

Centre d'études économiques, Université d'Antananarivo

Ravelomanana Mamy Raoul, directeur

Razato Rarijaona Simon, secrétaire exécutif

Malawi

Confédération des Chambres de commerce et d'industrie du Malawi]

Hope Chavula, responsable du dialogue public-privé

Chancelier L. Kaferapanjira, président directeur général

Mali

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT)

Massa Coulibaly, directeur exécutif

Mauritanie

Bicom-Service Commercial

Guèye Ibrahima, directeur financier administratif et analyste

Ousmane Samb, directeur technique/marketing et analyste

Habib Sy, directeur général

Maroc

Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM)

Meriem Bensalah Cheqroun, Président

Si Mohamed Elkhatib, chef de projet, Commission Climat des affaires et partenariats public-privé

Ahmed Rahhou, président, Commission Climat des affaires et partenariats public-privé

Maurice

Bureau des investissements de l'Île Maurice

Manaesha Fowdar, responsable des investissements, pôle compétitivité

Khoudijah Maudarbocus-Boodoo, directrice

Ken Poonoosamy, directeur général

Conseil économique conjoint

Raj Makoond, directeur

Mozambique

EconPolicy Research Group, Lda. [Groupe de recherche EconPolicy]

Peter Coughlin, directeur

Mwikali Kieti, coordinateur de projet

Namibie

Institute for Public Policy Research (IPPR) [Institut de recherche sur la politique publique]

Graham Hopwood, directeur exécutif

Leon Kufa, chercheur associé

Lizaan van Wyk, chercheur associé

Nigéria

Nigerian Economic Summit Group (NESG) [Groupe du Sommet économique du Nigéria]

Frank Nweke II, directeur général

Olajiire Onatade-Abati, analyste-chercheur

Sope Williams-Elegbe, directrice associée et chef de la recherche

Ouganda

Kabano Research and Development Centre [Centre de recherche et du développement Kabano]

Robert Apunyo, chef des programmes

Dellus Asimwe, directeur exécutif

Francis Mukuya, chercheur associé

Rwanda

Private Sector Federation (PSF) [Fédération du secteur privé]

Hannington Namara, président directeur général

Andrew O. Rwigyema, chef de la recherche et de la politique

Rwanda Development Board (RDB)

Daniel Nkubito, Division Stratégie et compétitivité

Valentine Rugwabiza, présidente directrice générale

Sénégal

Centre de recherches économiques appliquées (CREA), Université de Dakar

Youssou Camara, cadre administratif

Fatou Gueye, enseignante

Gisèle Tendeng, comptable

Seychelles

Plutus Auditing & Accounting Services [Plutus audit et services comptables]

Nicolas Boulle, associé

Marco L. Francis, associé

Swaziland

Fédération des employeurs et chambre de commerce du Swaziland

Mduduzi Lokotfwako, analyste chercheur

Zodwa Mabuza, président directeur général

Nyakwesi Motsa, directeur administratif et financier

Tanzanie

Research for Policy Development (REPOA) [Recherche pour la politique de développement]

Cornel Jahari, chercheur adjoint

Blandina Kilama, chercheur

Donald Mmari, directeur de la recherche sur la croissance et le développement

Tchad

Groupe de recherches alternatives et de monitoring du projet pétrole-Tchad-Cameroun (GRAMP-TC)

Antoine Doudjidingao, chercheur

Gilbert Maoundonodji, directeur

Céline Nénodji Mbaïpeur, chef des programmes

Zambie

Institute of Economic and Social Research (INESOR) [Institut de recherche économique et sociale], Université de Zambie

Patricia Funjika, chercheuse associée

Jolly Kamwanga, chercheur associé senior et coordonnateur des projets

Mubiana Macwan'gi, directrice et professeur

Zimbabwe

Graduate School of Management [Ecole supérieure de gestion], Université du Zimbabwe

A. M. Hawkins, professeur

Libéria et Sierra Leone

FJP Development and Management Consultants [Consultants en développement et en gestion]

Omodele R. N. Jones, président directeur général

Vue d'ensemble

Le *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015* est publié à un moment important pour ce continent: depuis 15 ans, l'Afrique affiche des taux de croissance supérieurs à 5 pour cent en moyenne¹ et sa forte expansion démographique devrait lui permettre de se doter d'un vaste marché de consommation et de disposer d'une main-d'œuvre sans précédent, ce qui pourrait créer d'importantes opportunités de croissance². Ainsi, la montée en puissance de modèles économiques novateurs, notamment dans le secteur des technologies mobiles, témoigne de ce potentiel de croissance. Cependant, l'Afrique demeure un continent largement agricole, et sa croissance reste tributaire du secteur des ressources naturelles, ainsi que d'un vaste secteur informel qui ne cesse de gagner en importance³. Cette croissance forte et ininterrompue depuis plus d'une décennie ne s'est toujours pas répercutée sur la majeure partie de la population: près d'un Africain sur deux vit toujours dans l'extrême pauvreté⁴, et les inégalités de revenus restent parmi les plus élevées au monde. De surcroît, la productivité est encore faible dans tous les secteurs, de l'agriculture aux services, en passant par l'industrie manufacturière. Il faudra qu'elle s'améliore pour que la croissance de l'Afrique soit plus vigoureuse et crée des emplois de qualité, et, partant, pour qu'elle devienne durable et inclusive.

Cependant, la trajectoire de développement optimal demeure incertaine. Pendant des décennies, ce sont en général les gains de productivité dans l'agriculture, puis l'expansion de l'industrie manufacturière, qui ont permis de sortir de la pauvreté. Or, d'après les données examinées au chapitre 1.1 (Évaluer la compétitivité de l'Afrique), la *transformation structurelle* du continent, définie comme la réorientation de l'activité économique des secteurs les moins productifs vers les secteurs plus productifs, suit une toute autre trajectoire. Dans l'ensemble de la région, la part de l'agriculture dans le PIB diminue et l'industrie manufacturière stagne: à l'inverse, le secteur des services contribue de plus en plus à l'emploi et au PIB, et certains de ses intrants essentiels dynamisent d'autres activités économiques. Afin d'éclairer ce débat, cette édition du *Rapport* analyse la transformation structurelle de l'Afrique, les obstacles, et les opportunités de passer à des activités nouvelles plus productives.

Parallèlement à ce changement de structure économique, la dynamique démographique évolue

elle aussi. Entre 2010 et 2035, quelque 450 millions de personnes devraient entrer sur le marché du travail⁵. Il en résulte une opportunité sans précédent, un « dividende démographique », mais aussi des difficultés pour répondre à un impératif de plus en plus crucial, la création d'emplois. La transformation de l'Afrique impose donc de relever un double défi: la réalisation de gains de productivité et la création massive d'emplois. Qui plus est, les évolutions démographiques nécessiteront à brève échéance des investissements substantiels dans les centres économiques et les villes secondaires. En effet, malgré la forte expansion de la population et l'urbanisation rapide, une majorité d'Africains vivront encore en milieu rural jusque dans les années 2030, et leur nombre continuera d'augmenter bien au-delà de 2050⁶. Cette tendance, qui diffère de celle observée dans d'autres régions du monde, appelle également des politiques destinées à résorber le fossé entre zones urbaines et zones rurales tout en accompagnant la transformation du continent.

Les éditions précédentes du *Rapport* biennal ont traité de thèmes distincts, mais connexes, en explorant les solutions les plus efficaces pour stimuler la compétitivité de l'Afrique. Ainsi, le *Rapport* de 2011 s'est penché sur les ressources humaines et le secteur des services de la région et a examiné les efforts requis pour améliorer l'enseignement supérieur, soutenir davantage l'entrepreneuriat des femmes et capitaliser sur le secteur émergent des voyages et du tourisme. Le *Rapport* de 2013 s'est concentré sur les possibilités offertes par l'intégration régionale en tant qu'étape intermédiaire vers la réalisation d'économies d'échelle, une intensification de la concurrence et une plus grande diversification économique. L'édition 2013 a en outre analysé les obstacles et le cadre d'action qui permet de développer l'infrastructure nécessaire à une connectivité durable des marchés d'Afrique. Le *Rapport* de cette année s'appuie sur le savoir-faire et sur les recherches menées par les organisations partenaires (la Banque africaine de développement, l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Banque mondiale et le Forum économique mondial) pour déterminer comment parvenir à une transformation optimale des économies africaines. Il part de l'hypothèse que les gains de compétitivité sont, par définition, un moteur essentiel de la transformation structurelle et d'une croissance dont bénéficiera le plus grand nombre. La *compétitivité* est

définie comme l'ensemble des facteurs, des institutions et des politiques influant sur le niveau de productivité d'un pays. À son tour, la productivité détermine le niveau et la trajectoire de prospérité qu'une économie peut atteindre durablement.

Dans ce contexte, le *Rapport* présente tout d'abord un panorama de la structure économique actuelle de la région, puis les problèmes de compétitivité dont l'Afrique souffre actuellement.

ÉVALUER LA COMPÉTITIVITÉ DES PAYS AFRICAINS

Le chapitre 1.1 du *Rapport* analyse la compétitivité sur l'ensemble du continent et s'intéresse à un large éventail de facteurs qui influent sur la productivité dans les pays d'Afrique. L'indice de compétitivité mondiale (Global Competitiveness Index, GCI) classe la majorité de ces pays parmi les moins compétitifs au monde et montre que, malgré 15 années de forte croissance, la compétitivité globale de l'Afrique continue de stagner.

À de nombreux égards, les raisons du manque de compétitivité de l'Afrique sont les mêmes que celles mises en évidence depuis la première parution, en 1998, du *Rapport*: fragilité des institutions, déficit infrastructurel persistant (exploré en détail dans l'édition 2013 du *Rapport*), et niveau insuffisant des indicateurs relatifs à la santé et à l'éducation, ce qui risque d'empêcher l'Afrique d'exploiter le vaste potentiel de ses ressources humaines. Ces difficultés récurrentes sont d'autant plus préoccupantes qu'une majorité de pays africains en sont à un stade de développement dans lequel ces paramètres de base sont nécessaires à la mise en place des conditions qui généreront des sources de croissance à valeur ajoutée. Et, malgré la révolution mobile en Afrique, l'ensemble de la région ne parvient pas à suivre le rythme rapide des avancées technologiques qui sont à l'œuvre dans d'autres parties du monde. Un cinquième seulement de la population de l'Afrique utilise Internet, contre 30 pour cent en Asie du Sud-Est, 40 pour cent dans la région Amérique latine et Caraïbes et 80 pour cent dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Et même quand Internet est utilisé, son potentiel n'est pas pleinement exploité. Néanmoins, beaucoup de progrès ont aussi été accomplis et la situation macroéconomique de l'Afrique s'est nettement améliorée par rapport à la décennie précédente. Malgré des problèmes de gouvernance, l'Afrique est aujourd'hui plus stable et mieux administrée qu'elle ne l'a jamais été depuis son indépendance, et c'est la région qui réforme le plus rapidement son environnement d'affaires⁷ Cependant, même s'il s'agit là de tendances positives, le chapitre 1.1 met en évidence d'importants écarts de compétitivité entre les pays africains. Par exemple, Maurice apparaît à la 39e place, tandis que la Guinée, au 144e rang, est le pays le plus mal classé parmi tous ceux qui sont évalués. C'est au niveau de l'infrastructure, de la santé

et de l'enseignement primaire, ainsi que du point de vue des résultats financiers et macroéconomiques, que les disparités sont les plus marquées.

Compte tenu de l'hétérogénéité du continent, ce chapitre examine plus en détail les principaux problèmes de compétitivité en différenciant quatre groupes d'économies africaines: les pays exportateurs de pétrole et de gaz, les pays à revenu intermédiaire, les pays à revenu faible non fragiles et les États fragiles. Les données montrent que la première catégorie affiche des performances aussi médiocres que la dernière catégorie pour 8 des 12 piliers de la compétitivité, ce qui amène à se demander si la forte croissance économique de ces pays sera durable. Le même chapitre note plus loin que les pays à revenu faible non fragiles sont dotés d'un marché financier, de marchés des produits et d'un marché du travail particulièrement efficaces. Malgré des performances généralement meilleures, les pays à revenu intermédiaire sont confrontés aux mêmes problèmes de compétitivité que les pays de référence, notamment à un déficit infrastructurel et à de faibles niveaux d'études. Ce chapitre compare la situation de l'Afrique hier et aujourd'hui. Sur la dernière décennie, globalement, les pays à revenu intermédiaire et les pays exportateurs de pétrole n'ont guère réussi à améliorer leur compétitivité, tandis que les pays à revenu faible sont devenus un peu plus compétitifs. C'est Maurice qui a le plus progressé dans ce domaine, devançant l'Afrique du Sud pour la première fois en 2013.

TRANSFORMER LES ÉCONOMIES AFRICAINES

Même si l'expérience d'autres régions (Asie de l'Est et du Sud-Est, par exemple) a montré que l'industrialisation était le moteur du développement économique depuis les années 1960, les données pour l'Afrique font apparaître un tout autre tableau. Si l'agriculture continue d'employer plus de la moitié de population du continent, sa part en valeur ajoutée recule depuis quatre décennies: elle était à peine supérieure à 20 pour cent en 2010, contre 34 pour cent en 1965. Au lieu d'entraîner le développement du secteur manufacturier, comme ce fut le cas dans d'autres régions, ce déclin a été en grande partie compensé par une expansion du secteur des services, dont la part dans le PIB dépasse les 50 pour cent, à l'instar des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Ce basculement s'est essentiellement produit dans les services marchands, en particulier dans le commerce de détail, la distribution et d'autres services commerciaux, qui emploient 25 pour cent de la population en âge de travailler⁸. Cependant, dans l'agriculture et les services commerciaux, qui ont accueilli l'essentiel de la main-d'œuvre agricole, la productivité du travail reste faible et devrait être améliorée. Une hausse de la productivité dans l'agriculture et les services commerciaux stimulerait en effet la croissance économique et appuierait la

transformation structurelle en permettant aux facteurs de production de passer de l'agriculture aux services.

La dichotomie entre, d'une part, une société largement agricole, dont les principaux moteurs de compétitivité ne sont guère performants, et, de l'autre, un secteur des services en expansion et un environnement des affaires en mutation rapide, fait douter de la durabilité de la trajectoire de développement de l'Afrique, et en particulier de la viabilité d'un développement axé sur les services et laissant de côté le secteur manufacturier. Un secteur des services en croissance rapide mais dont la productivité est globalement faible n'offre pas de solides perspectives d'amélioration de la compétitivité.

ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ AGRICOLE

Le chapitre 2.1, Transformer l'agriculture africaine pour en améliorer la compétitivité, ouvre le débat sur la transformation de l'Afrique en examinant le cas de l'agriculture. Malgré ses vastes superficies de terres arables, l'Afrique affiche l'incidence la plus élevée au monde pour la sous-alimentation, et elle importe massivement des aliments de base. La faible productivité de son secteur agricole, qui se caractérise par une production de subsistance à petite échelle, n'a pas profité de la révolution verte dont a bénéficié une grande partie du reste du monde en développement⁹. Les mauvaises performances de l'agriculture sont un obstacle majeur au développement économique et à la transformation structurelle de l'Afrique, car elles empêchent la main-d'œuvre de quitter ce secteur pour s'orienter vers l'industrie manufacturière et les services. Le chapitre 2.1 analyse donc les possibilités de libérer le vaste potentiel de ce secteur pour le rendre plus concurrentiel afin qu'il contribue à la transformation structurelle du continent, qu'il fasse reculer l'insécurité alimentaire et qu'il réduise significativement la pauvreté. Ce chapitre explique qu'il faut renforcer de toute urgence l'intégration dans les chaînes de valeur agricoles pour améliorer le revenu des agriculteurs africains et créer une industrie agroalimentaire. Les chaînes de valeur permettraient de soutenir la récente croissance des grandes entreprises agroalimentaires (encadré 1 et chapitre 2.3 pour une analyse des chaînes de valeur mondiales, CVM). Dans le même temps, pour que ce secteur soit inclusif, il faut encourager les liens avec des petits exploitants, notamment grâce à l'agriculture sous contrat: les petits producteurs fournissent des produits à une entreprise plus grande dans des conditions convenues à l'avance. Lorsqu'ils sont en relation avec de grandes entreprises agroalimentaires ou organisés en groupements, les petits exploitants peuvent diversifier leur production pour s'orienter vers des cultures à plus forte valeur ajoutée, adopter de meilleurs processus de production et augmenter leurs prix. Ainsi, les chaînes de valeur régionales peuvent leur permettre d'améliorer leur production et leurs processus de commercialisation

Encadré 1: Définition et méthode de mesure des chaînes de valeur mondiales

Une chaîne de valeur mondiale (CVM) désigne le processus interconnecté de production de biens et de services qui va de la conception à la distribution, en passant par la production et le marketing.¹ On mesure principalement la participation d'un pays aux échanges au sein d'une CVM par l'*intégration amont*, cas dans lequel un pays s'approvisionne en intrants étrangers afin de produire pour l'exportation, et par l'*intégration aval*, cas dans lequel un pays fournit des intrants qui permettront à un pays étranger de produire pour l'exportation. La combinaison de l'intégration amont et aval donne une indication de la participation totale d'un pays aux CVM.

Note

1 Gereffi & Fernandez-Stark 2011.

et, in fine, de satisfaire aux normes de qualité exigées par les marchés mondiaux. En outre, un cadre réglementaire et institutionnel solide, des instruments financiers adaptés au cycle de production agricole et un accroissement des dépenses de recherche favoriseront le développement et l'adoption de cultures à haut rendement, y compris de variétés génétiquement modifiées. Il importe que les pays tiennent compte de ces éléments, et qu'ils intensifient nettement leurs efforts de manière à consacrer 10 pour cent de leurs dépenses à l'agriculture, comme le prévoit le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. En outre, la réforme agraire jouera un rôle de premier plan en améliorant l'accès à la terre, notamment des femmes, et permettra ainsi de réduire les inégalités dans la distribution des terres et de garantir les droits de propriété foncière.

LE RÔLE DES SERVICES

Le rôle de plus en plus important que jouent les services dans les économies d'Afrique remet en cause la conception classique de la trajectoire de transformation structurelle. Le chapitre 2.2, intitulé « Valoriser le commerce des services en Afrique », se penche sur les nouvelles statistiques du commerce des pays d'Afrique qui intègrent des données en valeur ajoutée et qui montrent que les exportations de services comptent beaucoup plus pour l'Afrique qu'on ne le pensait jusqu'ici. Les services contribuent aux exportations par deux voies: par les exportations directes et à titre de facteurs intermédiaires entrant dans les exportations d'autres secteurs. La désagrégation des données sur la valeur ajoutée met nettement en évidence le poids des services comme facteurs intermédiaires d'autres activités d'exportation, et notamment leur contribution aux exportations de produits primaires et manufacturés. Ainsi, les services comptent pour 83 pour cent du prix de vente des roses éthiopiennes aux Pays-Bas. La

distribution et les services commerciaux (y compris les hôtels et restaurants) ainsi que d'autres services aux entreprises (dont les TIC et les services spécialisés), en particulier, tendent à entretenir des liens plus étroits avec d'autres secteurs d'exportation lorsqu'ils sont mesurés en valeur ajoutée. Habituellement considérées comme une source d'avantage comparatif pour les économies plus avancées, ces tendances confèrent au secteur des services un rôle plus manifeste dans l'agenda de développement de l'Afrique. La croissance du secteur des services peut également contribuer à améliorer l'égalité entre les sexes en Afrique, parce que les obstacles à l'emploi des femmes sont moins élevés dans les services que dans les activités manufacturières. Pourtant, les exportations africaines de services représentent toujours une petite proportion du total et de nombreuses entraves au commerce des services subsistent. Pour maximiser les gains qu'ils pourraient en tirer, les pays d'Afrique doivent abaisser les obstacles directs aux échanges de services et lever les freins indirects résultant d'une piètre réglementation. À mesure que les pays s'emparent des opportunités offertes par ce secteur, les autorités et les économistes doivent remettre en question leurs hypothèses anciennes et étudier les nouvelles conséquences de ces évolutions. Il leur faut réexaminer le rôle des services dans la transformation structurelle, ainsi que les liens entre la croissance des services et le recul de la pauvreté en Afrique, en se demandant s'il s'agit là d'un secteur d'exportation viable pour le continent.

EXPLOITER LE POTENTIEL DES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES (CVM)

Même si elles n'ont rien de nouveau, les chaînes de valeur transfrontières ont acquis une dimension mondiale en gagnant les pays émergents et en développement (encadré 1). Les entreprises opèrent de plus en plus dans des chaînes de production fragmentées à l'international. Les CVM facilitent les flux de biens, de services, d'investissements et de connaissances nécessaires pour produire en de multiples lieux, ce qui engendre ce que l'on appelle le *complexe commerce-investissement-services-propriété intellectuelle (PI)*.¹⁰ L'importance de ces interactions pour les échanges internationaux et le développement motive de nouveaux travaux de recherche visant, notamment, à en évaluer l'influence sur les liens entre commerce, compétitivité et développement. D'après des données récentes, la participation aux CVM s'accompagne de bienfaits économiques surtout dans les pays en développement, où le commerce en valeur ajoutée contribue à 28 pour cent du PIB en moyenne, contre 18 pour cent seulement dans les économies développées. De plus, les pays dont la participation aux CVM progresse le plus vite affichent un taux de croissance du PIB par habitant supérieur de 2 points environ à la moyenne¹¹. Les CVM offrent à l'Afrique l'opportunité de s'insérer dans un segment

spécifique de la chaîne de production en misant sur l'avantage comparatif d'un pays ou d'un secteur, au lieu de mettre en place une chaîne de production dans son intégralité.

Étant donné les opportunités économiques associées aux CVM, le chapitre 2.3 explore des solutions qui pourraient permettre à l'Afrique d'exploiter le potentiel des chaînes de valeur mondiales via les effets bénéfiques découlant des gains de productivité, du développement des qualifications des travailleurs et de la diversification des exportations. Comme le montre l'édition 2013 du *Rapport*, la région n'entre encore que pour une faible part (environ 2 pour cent) dans les échanges mondiaux, et elle continue d'exporter principalement des produits de base¹². Cette forte exposition aux produits de base rend l'Afrique vulnérable aux fluctuations des cours de ces produits, lesquels sont actuellement en baisse, et pourrait aussi mettre en péril la stabilité du budget public. La diversification de la composition des exportations de produits et de services, mais aussi la diversification géographique, reste donc essentielle pour que l'Afrique devienne plus résiliente et progresse le long de la chaîne de valeur. Même si elle s'accroît, la participation de la région aux CVM demeure faible. Cette part représente actuellement 2,2 pour cent du total des échanges liés aux CVM, dont les deux tiers s'expliquent par l'intégration aval liée aux abondantes ressources naturelles du continent et par sa sous-industrialisation. L'essor des CVM, et en particulier les effets de diffusion en amont, dépendra de la mise en œuvre d'un vaste ensemble de mesures destinées à faciliter les échanges, à promouvoir l'investissement, à améliorer l'infrastructure de transport et à élargir l'accès au financement. C'est sur les petites et moyennes entreprises (PME) africaines que ces mesures auront le plus d'impact, car c'est cette catégorie d'entreprises qui rencontre le plus de difficultés pour s'intégrer dans les CVM et dont le manque d'accès au financement, notamment, limite la participation. De plus, le chapitre 2.3 considère qu'une accélération de l'harmonisation et de l'application des accords commerciaux régionaux devrait aider les entreprises d'Afrique, en particulier les PME, à accroître leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Néanmoins, ce chapitre lance aussi une mise en garde: la participation aux CVM aura des répercussions variables d'un secteur à l'autre et en fonction de facteurs structurels comme le niveau de développement du pays ou la taille du marché intérieur. En outre, des études empiriques et des données supplémentaires seront nécessaires pour évaluer pleinement l'ampleur de l'intégration de l'Afrique aux CVM, ainsi que le lien entre cette intégration et certains effets du développement, par exemple sur l'emploi.

À mesure que le nombre de consommateurs s'accroît en Afrique, les cultures et activités non traditionnelles (fruits, légumes et poisson), qui

s'organisent autour des acheteurs et où il peut y avoir une montée en gamme (les détaillants veulent en effet des produits prêts à être vendus, déjà conditionnés pour le marché final), constituent une CVM particulièrement prometteuse pour l'Afrique¹³. Les chaînes de valeur régionales peuvent aussi permettre l'intégration dans les chaînes agricoles mondiales. Les petits agriculteurs en particulier peuvent apprendre à satisfaire aux normes de qualité élevées imposées par le marché mondial, comme noté plus haut.

UNE PANOPLIE DE MESURES COMPLÈTE

Chaque chapitre explore les moyens, les possibilités et les obstacles à la transformation des économies africaines. À l'évidence, les mesures publiques visant à libérer l'immense potentiel du continent se recoupent souvent. Ces efforts sont destinés à remédier au déficit d'infrastructures et à exploiter le potentiel des ressources humaines de la région. Dans le même temps, il faudra identifier et mettre en œuvre un cadre réglementaire solide au sein de chaque secteur et entre les secteurs, et abaisser les obstacles aux échanges. Ensemble, les leviers suivants joueront un rôle de premier plan pour remédier à nombre des problèmes étudiés dans le présent *Rapport*:

- **Développer l'infrastructure de transport et des TIC:**

Le chapitre 2.1 dresse la liste des problèmes infrastructurels (manque de fiabilité de l'approvisionnement énergétique, réseau routier urbain-rural insuffisant et ports inefficients) qui empêchent les performances du secteur agricole de s'améliorer. La hausse des dépenses consacrées à l'infrastructure rurale (irrigation, routes et énergie) permettra à l'Afrique de réduire sa dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale. Ces dépenses contribueront à intensifier le recours à l'irrigation, ce qui améliorera la résilience au changement climatique et l'accès aux marchés des biens intermédiaires et des produits agricoles. La disponibilité et la qualité de l'infrastructure déterminent aussi, dans une large mesure, l'exploitation du potentiel offert par le commerce (intra-)africain, et plus spécifiquement la participation de l'Afrique aux chaînes de valeur régionales et mondiales (chapitre 2.3). De même, le développement de l'infrastructure des TIC concerne tous les secteurs: les TIC permettent de rationaliser les flux d'informations sur la production et sur le marché entre les acteurs du secteur, car ils (1) facilitent l'enregistrement des terres et l'accès au crédit, (2) rendent l'utilisation des terres et la gestion de l'eau plus efficaces, (3) donnent des informations sur la météo, les cultures et les marchés¹⁴ et (4) permettent la traçabilité des aliments et des animaux. Les TIC jouent également un rôle essentiel en facilitant la prestation des

services à l'intérieur des pays et à l'international (chapitre 2.2).

- **Améliorer la qualité de l'éducation:** Pour améliorer la productivité dans tous les secteurs, il est essentiel de relever le niveau et la qualité de l'enseignement. Le chapitre 1.1 montre que, malgré les progrès considérables que l'Afrique a accomplis pour améliorer l'accès à l'école primaire, les taux d'inscription dans l'enseignement supérieur, et en particulier dans l'enseignement tertiaire, restent bien trop faibles. Si l'on veut que la productivité agricole s'améliore, il faudra impérativement rehausser le niveau et la qualité de l'éducation, y compris en renforçant les compétences dans les biotechnologies (chapitre 2.1). Des données empiriques montrent que les inscriptions dans l'enseignement supérieur constituent un facteur déterminant pour le secteur des services dans les pays en développement, principalement via les compétences et les activités entrepreneuriales (chapitre 2.2). D'ailleurs, une main-d'œuvre très instruite est nécessaire pour développer les exportations de services à forte valeur ajoutée, comme les services financiers, les services de communication et les services aux entreprises. Dans le cas des CVM, l'amélioration de la qualité de l'éducation rehaussera l'attrait des producteurs africains et facilitera les transferts de technologie et de savoir, ainsi que les retombées positives, ce qui permettra au continent de progresser dans ces chaînes.
- **Réduire les obstacles aux échanges:** La réduction de ces obstacles reste fondamentale pour accroître la compétitivité de l'Afrique. Au-delà de la médiocre qualité de l'infrastructure physique et du niveau élevé des droits de douane, les estimations montrent que 60 à 90 pour cent du coût des échanges sont liés à des mesures non tarifaires (chapitre 2.3). En outre, les retards et l'imprévisibilité constituent souvent un obstacle majeur à la participation de la région aux CVM. De nombreuses industries pratiquent en effet la production en flux tendus et sont tributaires de la sécurité de l'approvisionnement en facteurs intermédiaires. Le chapitre 2.1 montre, en prenant l'exemple des chaînes de valeur agricoles, que la réduction du temps et du coût de transport entraîne une diminution significative des pertes de denrées périssables. Les recommandations clés énoncées dans la dernière édition du *Rapport sur la compétitivité en Afrique* restent donc cruciales pour la participation de l'Afrique aux CVM. Il est notamment essentiel de simplifier les procédures d'import-export (rationaliser l'administration douanière et réduire le coût des procédures

de dédouanement et des retards, améliorer la coordination du processus de dédouanement).

- **Renforcer le cadre réglementaire:** Le chapitre 2.1 traite de l'accès aux terres en mettant en évidence les droits coutumiers qui pénalisent les femmes, la répartition inéquitable des terres et l'absence de marché foncier qui empêchent les agriculteurs les plus productifs d'accroître leur production. L'incertitude qui plane sur les droits fonciers limite également la capacité des agriculteurs à apporter leurs terres en garantie pour accéder au marché du crédit. Des pans essentiels du secteur des services, comme les télécommunications, les services spécialisés et les services de transport, restent relativement restreints dans de nombreux pays. Par exemple, des politiques restrictives et des réglementations régionales disparates ont entraîné la fragmentation du marché des services spécialisés en Afrique de l'Est, laquelle est exacerbée par la politique d'immigration stricte de certains pays de la région. Pourtant, remédier à la restrictivité ne suffira pas si l'on ne réforme pas aussi la réglementation (chapitre 2.2). De même, dans le secteur de la logistique du fret, l'absence de concurrence et l'inefficacité de la réglementation font augmenter des coûts de transport déjà élevés, ce qui nuit considérablement au développement des échanges et à une plus grande participation aux CVM (chapitre 2.3).

Des efforts visant à remédier à tous ces problèmes sont en cours dans certaines parties du continent africain, mais il faut les renforcer et les accélérer pour que les économies africaines puissent réellement se transformer.

À la suite des analyses présentées dans les différents chapitres, la dernière section du *Rapport* détaille les profils de compétitivité des 40 pays d'Afrique inclus dans l'indice de compétitivité mondiale (GCI) élaboré par le Forum économique mondial. Ces profils permettent une évaluation approfondie du contexte et des problèmes de chaque pays, sur la base des classements détaillés qui reposent eux-mêmes sur la comparaison mondiale des niveaux de compétitivité.

NOTES

- 1 Calculs des auteurs d'après Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale* (FMI, 2015).
- 2 Les opportunités de croissance dépendent de plusieurs facteurs, notamment d'un problème critique: l'emploi d'une main-d'œuvre toujours plus nombreuse. L'élargissement des opportunités d'emploi ferait augmenter la production économique, les revenus du travail pour chaque ménage et, entre autres, les investissements par habitant dans la santé, l'éducation et l'infrastructure. Il entraînerait aussi une réorientation de l'économie informelle vers l'économie formelle. Pour une analyse complète, voir également FMI, 2015, chapitre 2.
- 3 Seulement un Africain sur deux a un emploi salarié ; voir Banque mondiale, 2014a.

- 4 Il s'agit de 46,8 pour cent de la population, d'après le seuil de pauvreté fixé à 1,25 dollar par jour. Pour des informations détaillées, voir <http://povertydata.worldbank.org/poverty/region/SSA>.
- 5 FMI, 2015.
- 6 ONU-DESA, 2015.
- 7 Banque mondiale, 2014b.
- 8 Ces chiffres concernent l'année 2010 et portent sur 11 pays d'Afrique subsaharienne et sur 2 pays d'Afrique du Nord pour lesquels des données sont disponibles dans la base de données du GGDC relative à l'Afrique (Timmer et al., 2014). L'échantillon des pays d'Afrique subsaharienne se compose de l'Afrique du Sud, du Botswana, de l'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Malawi (données de 1966 utilisées pour 1965), de Maurice (données de 1970 utilisées pour 1965), du Nigéria, du Sénégal (données de 1970 utilisées pour 1965), de la Tanzanie et de la Zambie. L'échantillon des pays d'Afrique du Nord de l'Égypte et du Maroc.
- 9 La *révolution verte* désigne l'augmentation spectaculaire de la productivité de l'agriculture observée dans d'autres parties du monde, en conséquence des progrès de l'industrie chimique et du développement de cultures à haut rendement, qui ont permis de produire de bien plus grandes quantités de nourriture pour une population de plus en plus nombreuse.
- 10 Baldwin, 2011, 2012. Voir également Feenstra, 2010 ; Grossman & Rossi-Hansberg, 2008 ; Helpman, 2011 et Jones, 2000 pour une analyse des fragmentations, du commerce des tâches et de l'externalisation.
- 11 CNUCED, 2013.
- 12 Les combustibles et les produits miniers entrent pour plus de la moitié dans les exportations de l'Afrique subsaharienne, contre seulement 10 pour cent environ dans les exportations des pays d'Asie en développement et des économies avancées.
- 13 Les cultures vivrières traditionnelles (café, coton, cacao, sucre, thé et tabac) entrent souvent dans des chaînes organisées autour des producteurs, qui présentent peu de possibilités de montée en gamme fonctionnelle, car elles sont étroitement contrôlées par les producteurs chefs de file dont les activités à forte valeur ajoutée (transformation et fabrication) sont réalisées hors d'Afrique.
- 14 L'Esoko Ghana Commodity Exchange publie chaque semaine un indice des prix au comptant des produits de base. Esoko est aujourd'hui présente dans une dizaine de pays et transmet des données sur les prix et des informations aux agriculteurs via des SMS.

RÉFÉRENCES

- Baldwin, R. 2011. "Trade and Industrialisation after Globalisation's 2nd Unbundling: How Building and Joining a Supply Chain Are Different and Why It Matters." *NBER Working Paper*. N° 17716. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. Disponible à l'adresse <http://www.nber.org/papers/w17716>.
- Baldwin, R. 2012. "Global Supply Chains: Why They Emerged, Why They Matter, and Where They Are Going." *Centre for Economic Policy Research Discussion Paper*, n° 9103, août.
- Banque mondiale. 2014a. *L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne*. Washington, DC: Banque mondiale. Disponible à l'adresse <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/2014/01/19566337/youth-employment-sub-saharan-africa-vol-2-2-rapport-complet>.
- Banque mondiale, 2014b. « L'Afrique subsaharienne enregistre le plus grand nombre de réformes portant sur la réglementation des affaires à travers le monde ». Communiqué de presse, 29 octobre. Disponible à l'adresse <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/10/29/sub-saharan-africa-business-regulatory-reforms-worldwide>.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2013. *Economic Development in Africa Report 2013: Intra-African Trade: Unlocking Private Sector Dynamism*. Genève: Nations Unies. Disponible à l'adresse http://unctad.org/en/publicationslibrary/aldcafrica2013_en.pdf.

- DAES-ONU (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population). 2015. *World Urbanization Prospects: The 2014 Revision*. Disponible à l'adresse <http://esa.un.org/unpd/wup/>.
- Feenstra, R. 2010. *Offshoring in the Global Economy: Microeconomic Structure and Macroeconomic Implications*. Boston, MA: MIT Press.
- FMI (Fonds monétaire international). 2015. *Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne: Faire face aux vents contraires*. Avril. Washington, DC: FMI. Disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2015/afr/pdf/sreo0415f.pdf>.
- Gereffi, G. & K. Fernandez-Stark. 2011. "Global Value Chain Analysis: A Primer." Durham, NC: Center of Globalization, Governance and Competitiveness.
- Grossman, G. & E. Rossi-Hansberg. 2008. "Task Trade Between Similar Countries." *NBER Working Paper*, n° 14554. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. Disponible à l'adresse <http://www.nber.org/papers/w14554>.
- Helpman, E. 2011. *Understanding Global Trade*. Cambridge, MA: Belknap Press of Harvard University Press.
- Jones, R. 2000. *Globalization and the Theory of Input Trade*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Timmer, M. P., G.J. de Vries & K. de Vries. 2014. "Patterns of Structural Change in Developing Countries." *GGDC research memorandum*. N° 149. Université de Groningue. Disponible à l'adresse <http://www.ggdc.net/publications/memorandum/gd149.pdf>.

Partie 1

Évaluer la compétitivité de l'Afrique

Évaluer la compétitivité de l'Afrique: opportunités à saisir et obstacles à lever pour transformer les économies africaines

EL-HADJ M. BAH

JENNIFER MBABAZI MOYO

AUDREY VERDIER-CHOUGHANE

Banque africaine de développement

CARLOS CONDE

PHILIPP HEINRIGS

ANTHONY O'SULLIVAN

OCDE

BARAK HOFFMAN

JOHN SPEAKMAN

Banque mondiale

ATTILIO DI BATTISTA

MARGARETA DRZENIEK

CAROLINE GALVAN

Forum économique mondial

L'édition 2015 du *Rapport sur la compétitivité de l'Afrique* paraît à un moment où cette région enregistre une forte croissance, qui n'est surpassée que par l'Asie émergente et en développement. De fait, ces dernières années, les pays avancés ont été secoués par des turbulences économiques qui ont épargné l'Afrique. La croissance revient dans certains pays avancés, en particulier aux États-Unis, mais elle reste anémique dans une grande partie de l'Europe, au Japon et dans d'autres économies avancées. A contrario, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne continuent d'afficher des taux de croissance supérieurs à 5 pour cent en moyenne. Néanmoins, même si sa forte croissance se maintient depuis plus d'une décennie, l'Afrique pâtit de ses faibles niveaux de productivité et sa compétitivité globale stagne. Cette préoccupation est exprimée depuis le premier *Rapport sur la compétitivité de l'Afrique*, paru en 1998.

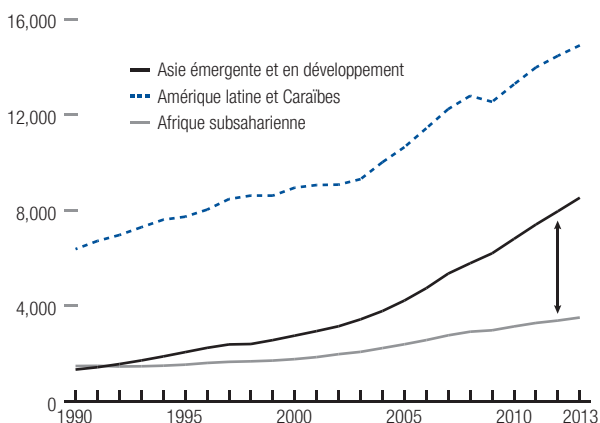
Ce déficit de compétitivité pose problème pour deux raisons. À court terme, il rend les pays de la région vulnérables à un grave choc économique, tel qu'un ralentissement de l'activité sur les marchés émergents ou les conséquences du plancher atteint par les cours du pétrole sur quatre ans et de la baisse des prix d'autres matières premières pour les économies d'Afrique riches en ressources naturelles. À moyen terme, ce manque de compétitivité amène à se demander si le continent africain pourra mettre à profit son dividende démographique: sa population (plus d'un milliard de personnes) constitue un vaste marché de consommation émergent et une main-d'œuvre qui offre des opportunités de croissance non négligeables.¹ Dans ce contexte, il sera fondamental d'accroître la compétitivité des pays d'Afrique. Le *Rapport* de cette année cherche à déterminer si les transformations structurelles qui sont cruciales pour stimuler cette compétitivité sont engagées. Il se demande également si les pouvoirs publics mettent en place les fondamentaux qui maintiendront la trajectoire de forte croissance nécessaire pour améliorer le niveau de vie de la population.

Après un bref examen de la structure actuelle des économies de la région, ce chapitre évalue en détail la compétitivité sur l'ensemble du continent et dans les différents pays couverts par le présent rapport. L'analyse des forces et faiblesses de l'Afrique et la comparaison des économies africaines à d'autres régions et pays du monde procurent aux autorités, aux chefs d'entreprise et à d'autres acteurs un précieux outil, qui les aidera à formuler des politiques propices à la compétitivité. Elles permettront aussi un examen plus approfondi de la transformation structurelle dans les chapitres suivants.

Les auteurs souhaitent également remercier Charlotte Karagueuzian et Anna von Wachenfelt (consultantes BAD) pour leur aide précieuse lors des recherches.

Graphique 1: Prospérité et croissance économique, 1990–2013

PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat (PPA) et en dollars internationaux courants



Source: FMI, 2014c.

LE DÉFICIT DE COMPÉTITIVITÉ DE L'AFRIQUE

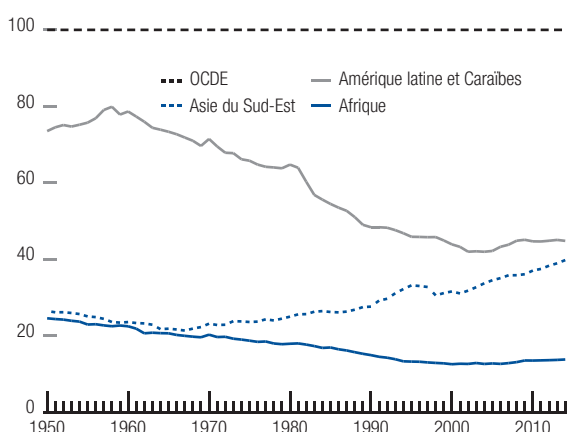
Nombreux sont ceux qui se demandent si les récents taux de croissance économique de l'Afrique sont durables à moyen et long terme. L'analyse réalisée dans le cadre du présent *Rapport* peut éclairer ce débat, étant donné que les niveaux de compétitivité des pays africains sont d'importants déterminants de la productivité. En d'autres termes, si la compétitivité des économies africaines s'améliore, il y aura aussi davantage de prospérité dans cette région (graphique 1).

La transformation structurelle

Il est largement admis que la dernière décennie a annoncé une ère nouvelle, celle d'un renouveau de l'Afrique grâce à ses robustes taux de croissance moyens. Depuis, la question la plus cruciale dont les observateurs et analystes débattent est de savoir si la région pourra continuer d'enregistrer une croissance aussi soutenue et d'améliorer le niveau de vie de ses habitants. Les opportunités qui découlent de son expansion démographique rapide (tout particulièrement la présence d'un vaste marché de consommateurs et d'une main-d'œuvre jeune et dynamique) contrastent fortement avec les structures actuelles des économies, qui se caractérisent, dans une large mesure, par leur dépendance vis-à-vis des produits primaires, par les failles de leur système éducatif (à la fois quantitativement et qualitativement) et par des indicateurs de développement qui restent faibles.² Comme l'ont suggéré certains observateurs,³ la croissance récente d'une partie de ces pays s'explique par le renchérissement des matières premières, et elle risque donc de se tasser sous l'effet de la baisse actuelle des cours de ces produits. D'autres considèrent que des politiques macroéconomiques plus saines et un environnement économique plus efficient sont décisifs pour une croissance plus durable en Afrique.⁴ De surcroît, l'Afrique est aujourd'hui bien plus stable

Graphique 2: Recul de la productivité en Afrique

Productivité du travail par personne, en dollars EU de 1990 (convertis en dollars de Geary Khamis à parité de pouvoir d'achat)



Source: The Conference Board, Total Economy Database™, à paraître, juin 2015, <http://www.conference-board.org/data/economydatabase>.

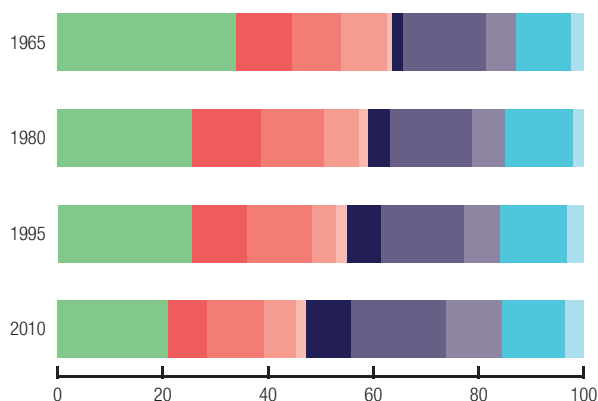
Note: L'**Asie du Sud-Est** englobe le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam; l'**Afrique** englobe l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Maroc, le Mozambique, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Sénégal, le Soudan, la Tanzanie, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe; la région **Amérique latine et Caraïbes** englobe l'Argentine, la Barbade, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, la Jamaïque, le Mexique, le Pérou, la République dominicaine, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Venezuela; la **zone OCDE** englobe l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie.

et mieux gouvernée qu'à toute autre époque depuis son indépendance. Même s'il n'y a pas encore de consensus sur sa trajectoire économique, le débat souligne la diversité d'une région qui compte à la fois des économies diversifiées à revenu intermédiaire, telles que l'Afrique du Sud et Maurice, des États fragiles, comme le Burundi, et des pays tributaires de leurs ressources naturelles, dont le Tchad et l'Angola.

Le graphique 2 compare la productivité de la main-d'œuvre en Afrique, en tant que mesure indirecte de la productivité globale, à celle d'autres régions, sur les 50 dernières années. Bien que l'Afrique et l'Asie du Sud-Est soient toutes les deux parties de niveaux très bas, la main-d'œuvre de l'Asie du Sud-Est est devenue plus productive, convergeant vers la moyenne de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En revanche, non seulement l'Afrique est restée à la traîne, mais son écart de productivité avec l'Asie du Sud-Est s'est creusé entre 1960 et 2005. Cependant, la légère amélioration de sa productivité depuis le début des années 2000 est encourageante. Elle indique que la croissance économique repose de plus en plus sur la hausse de la productivité dans certains pays d'Afrique. D'après la base de données du Groningen Growth and Development Centre (GGDC), qui porte sur 10 secteurs d'activité⁵ (voir plus loin), ces gains de productivité ont été constatés dans de nombreux secteurs, y compris dans l'agriculture, mais ils ont été particulièrement

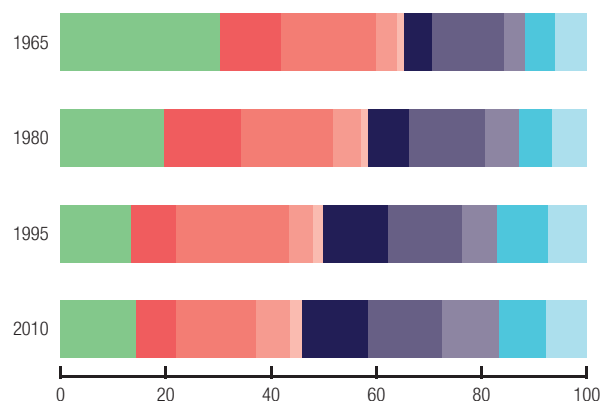
Graphique 3: Valeur ajoutée sectorielle par région, 1965–2010 (% de la valeur ajoutée totale)

3a: Afrique subsaharienne



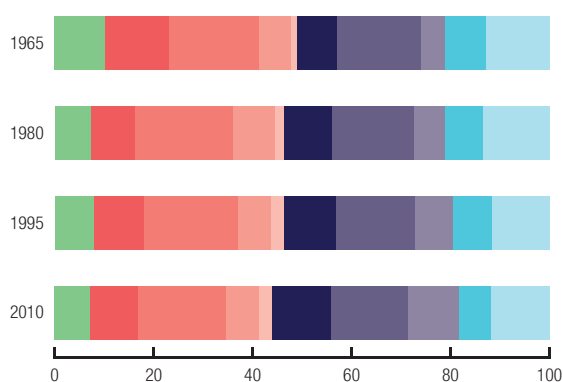
Note: L'échantillon des pays d'**Afrique subsaharienne** comprend l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi (données de 1966 pour l'année 1965), Maurice (données de 1970 pour l'année 1965), le Nigéria, le Sénégal (données de 1970 pour l'année 1965), la Tanzanie et la Zambie.

3b: Afrique du Nord



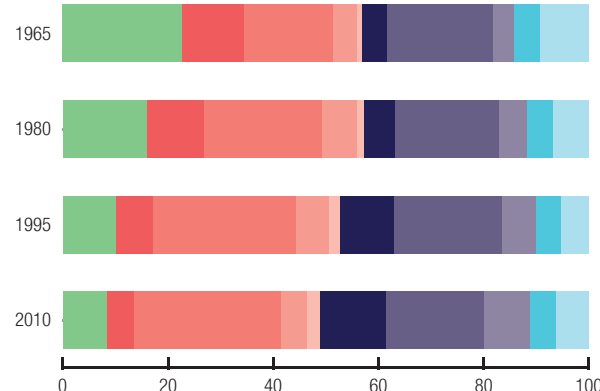
Note: L'échantillon des pays d'**Afrique du Nord** comprend l'Égypte et le Maroc.

3c: Amérique latine



Note: L'échantillon des pays d'**Amérique latine** comprend l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Mexique, le Pérou et le Venezuela.

3d: ASEAN



Note: L'échantillon des pays de l'**ASEAN** comprend l'Indonésie, la Malaisie (données de 1970 pour l'année 1965), les Philippines (données de 1971 pour l'année 1965), Singapour et la Thaïlande.



Source: Timmer et al., 2014.

Note: Ces 10 secteurs économiques sont classés d'après la CITI, rév. 3.1 comme suit: agriculture (A, B), mines (C), secteur manufacturier (D), services collectifs (E), construction (F), services aux entreprises (J, K), services commerciaux (G, H), services de transport et de communication (I), administrations publiques (L, M, N) et services aux particuliers (O, P). Pour la Bolivie, la Colombie, le Pérou, le Venezuela et Singapour, les données sur les services aux particuliers (O, P) incluent celles relatives aux services aux entreprises (L, M, N).

substantiels dans les services collectifs, les transports et les télécommunications.

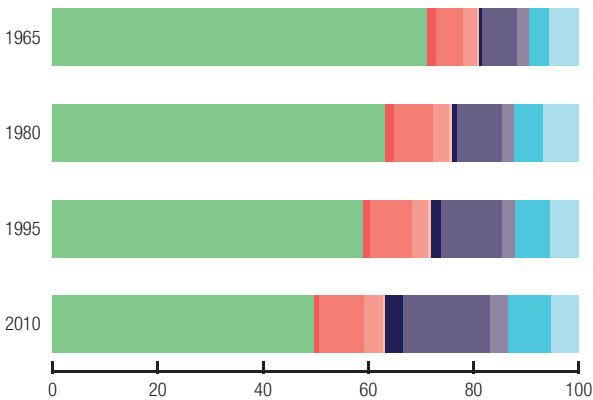
C'est pourquoi la *transformation structurelle*, définie ici comme la réorientation de l'activité économique des secteurs les moins productifs vers des secteurs plus productifs, constitue un moteur essentiel du développement économique.⁶ La transformation structurelle comporte deux dimensions: l'expansion d'activités nouvelles, plus productives, et le transfert des ressources des activités traditionnelles vers des activités plus sophistiquées.⁷ Mais existe-t-il des preuves

d'une réallocation intersectorielle de la main-d'œuvre en Afrique?

En Afrique, l'agriculture continue de jouer un rôle important en termes de valeur ajoutée, mais son recul au cours des quatre dernières décennies est largement contrebalancé par l'essor du secteur des services, tandis que l'industrie manufacturière est au point mort.⁸ Le graphique 3 illustre la composition de la valeur ajoutée dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, d'Afrique du Nord (Égypte et Maroc) et dans deux régions de référence: l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN)

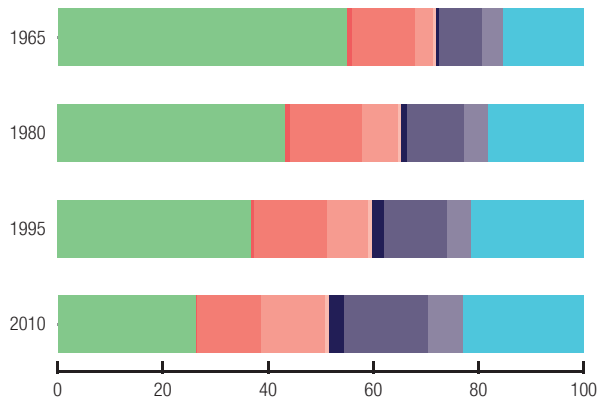
Graphique 4: Part dans l'emploi, 1965–2010 (% du total de l'emploi)

4a: Afrique subsaharienne



Note: L'échantillon des pays d'Afrique subsaharienne comprend l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya (données de 1969 pour l'année 1965), Maurice (données de 1970 pour l'année 1965), le Nigéria, le Sénégal (données de 1970 pour l'année 1965), la Tanzanie et la Zambie.

4b: Afrique du Nord



Note: L'échantillon des pays d'Afrique du Nord comprend l'Égypte et le Maroc.



Source: Timmer et al., 2014.

Note: Ces 10 secteurs économiques sont classés d'après la CITI, rév. 3.1 comme suit: agriculture (A, B), mines (C), industrie manufacturière (D), services collectifs (E), construction (F), services aux entreprises (J, K), services commerciaux (G, H), services de transport et de communication (I), administrations publiques (L, M, N) et services aux particuliers (O, P). Pour la Zambie, les données sur les services aux particuliers (O, P) incluent celles relatives aux services aux entreprises (L, M, N). Pour l'Égypte, les données sur les administrations publiques (L, M, N) incluent celles relatives aux services aux particuliers (O, P).

et l'Amérique latine. La base de données du GGDC permet une analyse plus granulaire de la valeur ajoutée.⁹ Concernant l'Afrique subsaharienne, on constate que, malgré une baisse significative de la part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB sur les 40 dernières années (proche de 34 pour cent en 1965, cette part est tombée à 21 pour cent en 2010), tandis que celle du secteur des services a augmenté, représentant en 2010 près de 60 pour cent du PIB des 11 économies qui composent l'échantillon. C'est dans le commerce (hôtellerie-restauration, commerce de gros et de détail), les transports et communications et les services aux entreprises qu'elle a le plus progressé. Aujourd'hui, la part des services dans l'économie des pays d'Afrique subsaharienne est la même que dans les pays de l'ASEAN, même si les services marchands, en particulier les services aux entreprises, tiennent une place moins grande. Pour l'Afrique du Nord, les données indiquent une tendance analogue: au cours des 40 dernières années, la part de la valeur ajoutée dans l'agriculture a diminué de moitié, tombant de 30 à 15 pour cent, tandis que la part du secteur des services est passée de 35 à 55 pour cent. De même, on observe un recul de la valeur ajoutée manufacturière, qui est passée de 18 pour cent en 1965 à 15 pour cent en 2010. Ce qui diffère en Afrique du Nord par rapport à l'Afrique subsaharienne, c'est la part des services aux entreprises, qui, en valeur ajoutée, est proche de celle observée dans les pays de

l'ASEAN. Le chapitre 2.2 analyse plus en détail le rôle des exportations de services en Afrique, ainsi que leurs effets de diffusion en aval et en amont pour l'économie locale.

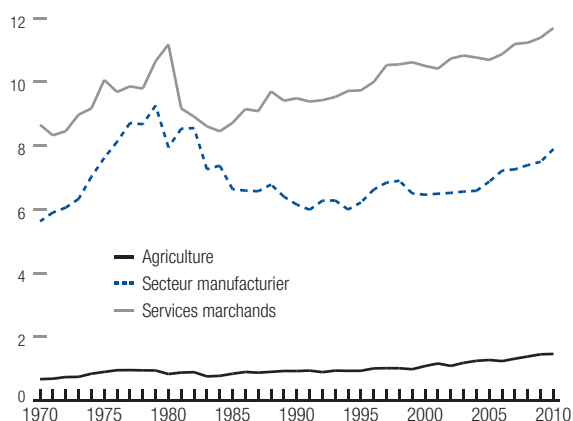
Les données mettent également en évidence le recul, attesté par de nombreuses analyses, de l'industrie manufacturière en Afrique subsaharienne par rapport aux pays de l'ASEAN. À l'heure actuelle, le secteur manufacturier représente à peine 11 pour cent de la valeur ajoutée globale en Afrique subsaharienne. Cette part est restée stable sur les dernières décennies, et elle est encore nettement inférieure à celle des pays de l'ASEAN, qui avoisine les 30 pour cent. Mais, alors, où les emplois sont-ils allés?

En Afrique subsaharienne, environ la moitié des emplois sont restés dans l'agriculture, bien que la main-d'œuvre ait quitté ce secteur au profit, surtout, du secteur des services, « contournant » le secteur manufacturier. Le graphique 4 illustre les parts de l'emploi dans l'agriculture, l'industrie et les services dans 11 pays d'Afrique subsaharienne et deux pays d'Afrique du Nord. La ventilation des données permet une analyse plus complète de la transformation structurelle.

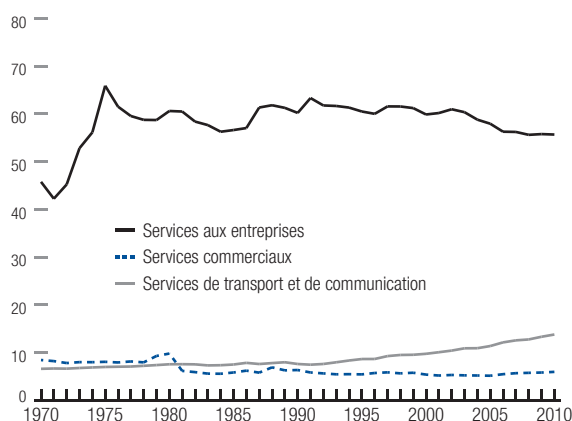
Quelques observations intéressantes s'en dégagent: en 2010, l'agriculture fournissait encore la moitié des emplois, en moyenne, malgré la diminution de sa part à la fois dans l'emploi et en valeur ajoutée (voir le chapitre 2.1 pour une étude approfondie de ce secteur).

Graphique 5: Productivité par travailleur, Afrique subsaharienne (en milliers de dollars EU, corrigés des PPA, prix de 2005)

5a: Productivité du travail dans trois secteurs



5b: Productivité du travail dans les services marchands



Source: de Vries et al., 2013; Timmer et al., 2014.

Notes: Les 10 secteurs de l'économie sont classés selon la CITI, révision 3.1, comme suit: agriculture (CITI, révision 3.1): A, B); mines (C); secteur manufacturier (D); BTP (F); services collectifs (E); services aux entreprises (J, K); services commerciaux (G, H); services de transport et de communication (I); administrations publiques (L, M, N); services aux particuliers (O,P).

L'agriculture englobe les catégories A et B, et le secteur manufacturier la catégorie D de la CITI, révision 3.1. Les services marchands correspondent à la somme des services aux entreprises (J, K), des services commerciaux (G, H) et des services de transport et de communication (I). Les chiffres correspondent à la productivité moyenne par travailleur, non pondérée, dans les pays suivants: Afrique du Sud, Botswana, Ghana, Kenya, Malawi, Maurice, Nigéria, Sénégal, Tanzanie et Zambie. Pour chacun de ces pays, on a calculé la productivité par travailleur d'après la valeur ajoutée en monnaie locale constante de 2005, extraite de la base de données du GGDC portant sur 10 secteurs et convertie en dollars EU constants de 2005 corrigés des PPA à l'aide du taux de change de 2005 et des PPA sectorielles à PPA provenant de la base de données sectorielles du GGDC relatives à l'Afrique.¹¹

Quant à la part de la valeur ajoutée manufacturière, elle est passée de 9,3 à 12,1 pour cent entre 1965 et 1980, et la part du secteur manufacturier dans l'emploi de 4,8 à 7,2 pour cent. Ces données indiquent qu'après leur indépendance, les pays d'Afrique se sont développés et la main-d'œuvre a quitté l'agriculture pour être absorbée par l'industrie manufacturière. En revanche, pendant la décennie suivante, l'industrialisation a stagné. Les graphiques 3 et 4 représentent ce que l'on a appelé communément « la phase de désindustrialisation » (1995–2010). Cette phase s'est caractérisée par la stabilité de la part dans l'emploi, mais par une baisse de la valeur ajoutée manufacturière. En effet, les données suggèrent que, sur cette période, les travailleurs ont quitté à la fois l'agriculture et l'industrie manufacturière pour rejoindre le secteur des services marchands, en particulier le commerce de détail, la distribution et d'autres services marchands, dont la part dans l'emploi a augmenté de 50 pour cent. De plus, on constate que le secteur minier ne procure qu'une part négligeable des emplois. On observe une tendance analogue dans l'échantillon composé des pays d'Afrique du Nord, du Maroc et de l'Égypte.

Cependant, tant dans l'agriculture que dans le secteur des services marchands, vers lequel la plupart des emplois se sont dirigés, la productivité du travail reste modeste. Le graphique 5a illustre pour l'agriculture cette faiblesse de la productivité, qui s'accroît toutefois progressivement,¹⁰ comme le montrera le chapitre 2.1. Le graphique 5b ventile la productivité entre plusieurs services marchands. Nous avons vu plus haut que les services marchands ont absorbé l'essentiel de la main-d'œuvre au cours des dernières décennies. Néanmoins, c'est ce secteur qui affiche aussi la productivité du travail la plus faible, et

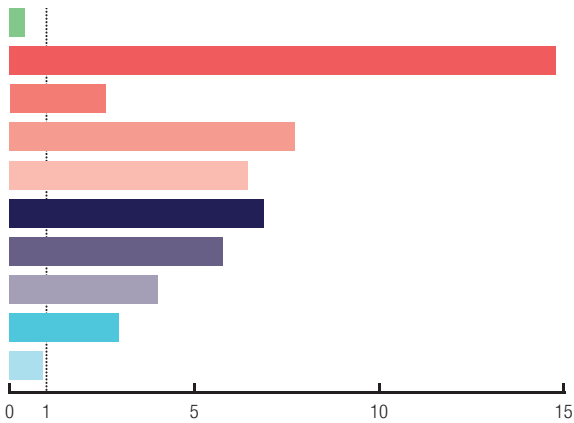
qui tend à diminuer. Cette observation est confirmée par les graphiques 6a à 6d, qui illustrent la productivité relative de différents secteurs d'activité en Afrique subsaharienne, à savoir le ratio de la productivité du travail de secteurs spécifiques sur la productivité économique totale, à des intervalles de cinq ans commençant en 1965. Si la productivité relative apparaît plus élevée dans les services aux entreprises, elle décroît aussi dans ce secteur. Depuis 2000, outre la construction et les services collectifs, les principaux moteurs de la croissance de la productivité sont les services de transport et de communication. Aujourd'hui, avec les mines et les services aux entreprises, ces secteurs affichent en effet les plus hauts niveaux de productivité relative. Cependant, les services de transport, qui entrent pour une part significative dans le total des exportations de services de la plupart des pays du continent, ont peu de liens avec les autres exportations africaines (chapitre 2.2).

Globalement, les données suggèrent que, même si les travailleurs ont quitté l'agriculture au profit des services, c'est dans la plupart des cas pour occuper les emplois les moins productifs dans le commerce de détail et la distribution (petits commerces, hôtels et restaurants). Pour que le secteur des services soit une alternative viable à l'industrie manufacturière dans le processus de transformation structurelle de l'économie, il faut donc donner la priorité aux emplois très productifs liés aux services aux entreprises.

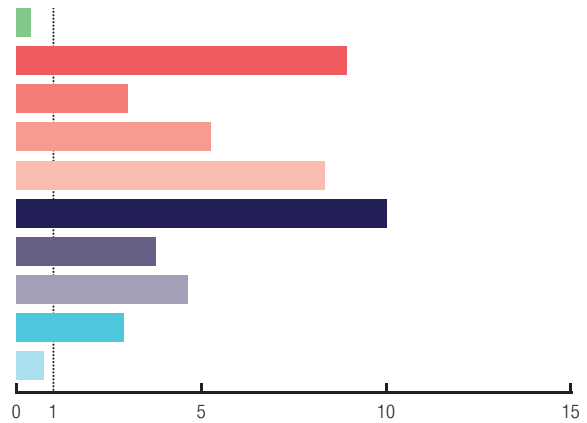
Qu'est-ce que cela implique pour l'Afrique? L'industrialisation est généralement considérée comme le moteur du développement économique. Cette perception est notamment corroborée par le développement rapide, tiré par l'industrie, de l'Asie de l'Est et du Sud-Est depuis les années 1960. En

Graphique 6: Productivité sectorielle relative, Afrique subsaharienne (productivité sectorielle relative, 1 = productivité totale de l'économie)

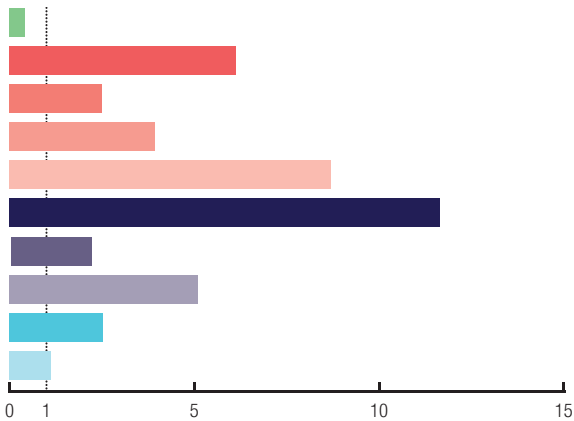
6a: 1965



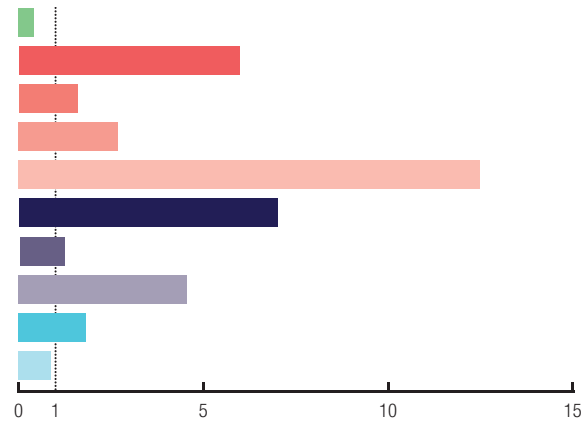
6b: 1980



6c: 1995



6d: 2010



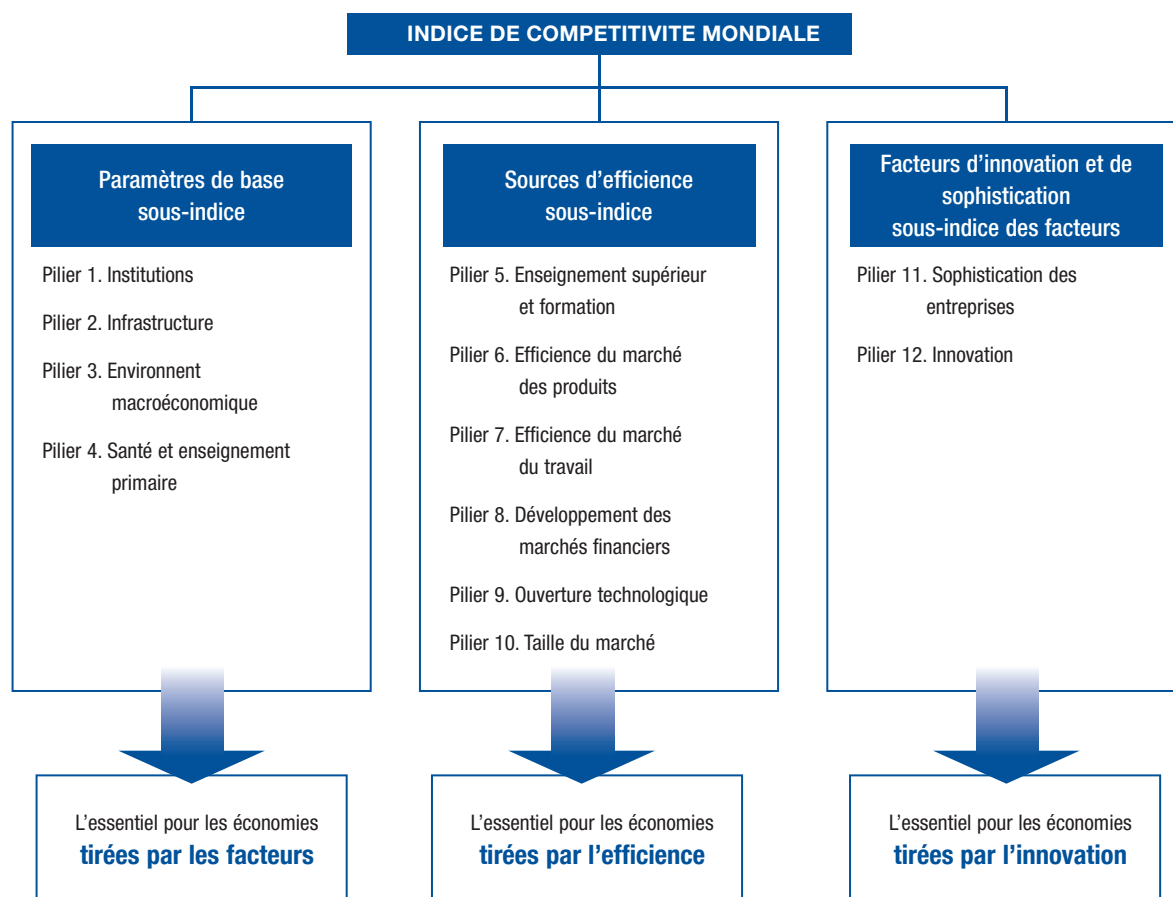
Source: Timmer et al., 2014.

Notes: Ces 10 secteurs économiques sont classés d'après la CITI, rév. 3.1 comme suit: agriculture (A, B), mines (C), industrie manufacturière (D), services collectifs (E), construction (F), services aux entreprises (J, K), services commerciaux (G, H), services de transport et de communication (I), administrations publiques (L, M, N) et services aux particuliers (O, P). L'échantillon des pays d'Afrique sub-Saharienne comprend le Botswana, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya (les données de 1969 ont été utilisées pour 1965), le Malawi (les données de 1966 pour 1965), Maurice (les données de 1970 pour 1965), le Sénégal (les données de 1970 pour 1965), l'Afrique du Sud, la Tanzanie et la Zambie. L'échantillon ne prend pas en compte le Nigéria, car ce pays enregistre une forte productivité dans le secteur minier et se trouve par conséquent à l'écart par rapport aux autres pays.

revanche, selon certains commentateurs, il est possible de contourner l'industrie manufacturière pour passer à des services à forte productivité, comme l'a fait l'Inde par exemple¹². D'autres doutent qu'il s'agisse d'une solution viable pour l'Afrique, étant donné que ce continent a un grand retard à rattraper et que la part des services aux entreprises dans l'emploi y est faible (graphique 4). Ils soulignent que, même en Inde, le secteur manufacturier dégage encore près de 20 pour cent de la valeur ajoutée totale, contre 11 pour cent en Afrique subsaharienne¹³.

De plus, les services aux entreprises très productifs ne représentent une part significative de la valeur ajoutée et de l'emploi que dans quelques économies avancées. Pour que ces services prospèrent, les pays doivent investir à long terme dans des systèmes d'enseignement supérieur et de formation généralisés et bien développés. Ils doivent aussi créer un environnement propice à l'investissement direct étranger (IDE) et au transfert de technologies. Ensemble, ces investissements et cet environnement rehausseront

Graphique 7: Cadre conceptuel de l'indice de compétitivité mondiale



Source: Forum économique mondial, 2014a.

l'attrait de la région et permettront l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales (chapitre 2.3). Pour que la prospérité soit partagée en Afrique, la plupart des secteurs devront devenir plus productifs.

L'indice de compétitivité mondiale (Global Competitiveness Index, GCI) vise à identifier les moteurs de la productivité nécessaires à une croissance économique soutenue. Il définit la *compétitivité* comme l'ensemble des institutions, des politiques et des facteurs influant sur le niveau de productivité d'un pays. À leur tour, les niveaux de productivité actuels et futurs déterminent le niveau de prospérité qu'une économie peut atteindre à moyen et long terme.

La mesure de la compétitivité est complexe. Pour y parvenir, le GCI examine 12 piliers distincts¹⁴: les institutions (publiques et privées), l'infrastructure, l'environnement macroéconomique, la santé et l'enseignement primaire, l'enseignement supérieur et la formation, l'efficacité du marché des produits, l'efficacité du marché du travail, les développements des marchés financiers, l'ouverture à la technologie, la taille du marché, la sophistication des entreprises et

l'innovation (graphique 7). Pour lever les obstacles à une croissance durable en Afrique, il importe d'améliorer la compétitivité dans ces 12 domaines.

Le GCI tient compte des différences de niveau de développement économique entre les pays et indique sur quoi les réformes doivent porter en priorité. Il distingue trois stades de développement. Au premier stade, le développement est *tiré par les facteurs de production* et la compétitivité dépend de la dotation en facteurs (main-d'œuvre non qualifiée et ressources naturelles principalement). La préservation de cette compétitivité nécessite des institutions publiques et privées qui fonctionnent bien (pilier 1), une infrastructure solide (pilier 2), un environnement macroéconomique stable (pilier 3) et une main-d'œuvre en bonne santé et instruite (pilier 4). À mesure que le développement engendre une hausse des salaires, les pays passent à un développement *tiré par l'efficacité* (le deuxième stade) et, pour rester compétitifs, ils doivent alors commencer à instaurer des processus de production plus efficaces et à améliorer la qualité de leurs produits. À ce stade, la compétitivité repose davantage sur

Tableau 1: Classification des pays d'Afrique en fonction de leur stade de développement

Stade	Pays d'Afrique	Autres pays au même stade de développement	Aspects essentiels pour la compétitivité
Stade 1 (développement tiré par les facteurs de production) PIB par habitant < 2 000 dollars EU	Bénin*, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Libéria*, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Zambie, Zimbabwe	Bangladesh, Nicaragua, Pakistan, Vietnam, Yémen	Paramètres de base (60%) et sources d'efficacité (35%)
Transition du stade 1 au stade 2 PIB par habitant 2 000–3 000 dollars EU	Algérie, Angola, Botswana, Gabon, Libye	Azerbaïdjan, Bolivie, Brunei Darussalam, Iran (République islamique d'), Venezuela	Paramètres de base (40–60%) et sources d'efficacité (35–50%)*
Stade 2 (développement tiré par l'efficacité) PIB par habitant 3 000–9 000 dollars EU	Afrique du Sud, Cabo Verde, Égypte, Maroc, Namibie, Swaziland, Tunisie	Afrique du Sud, Albanie, Belize, Chine, Colombie, Indonésie, Jordanie, Pérou	Paramètres de base (40%) et sources d'efficacité (50%)
Transition du stade 2 au stade 3 PIB par habitant 9 000–17 000 dollars EU	Maurice, Seychelles	Argentine, Brésil, Chili, Croatie, Malaisie, Mexique, Russie (Fédération de), Turquie	Paramètres de base (20–40%) et sources d'efficacité (50%) Facteurs d'innovation (10–30%)*
Stade 3 (développement tiré par l'innovation) PIB par habitant > 17 000 dollars EU		Allemagne, Rép. de Corée, Espagne, États-Unis, Norvège, Royaume-Uni	Paramètres de base (20%) et sources d'efficacité (50%) Facteurs d'innovation (30%)*

Sources: Forum économique mondial, 2014a, 2013b (Bénin et Libéria).

Note: On considère ici que les pays dont les exportations de ressources minérales représentent plus de 70 pour cent du total des exportations se trouvent à un stade de développement inférieur.

Voir la note 15 pour des informations plus détaillées.

* D'après le GCI 2014–2015.

l'enseignement supérieur et la formation (pilier 5), l'efficacité du marché des produits et des services (pilier 6), un marché du travail sans frictions (pilier 7), un marché financier développé (pilier 8), la capacité à utiliser les dernières innovations technologiques (pilier 9) et la taille du marché intérieur et étranger qui offre des débouchés aux entreprises du pays (pilier 10). Enfin, quand les pays atteignent le troisième stade, celui du développement *tiré par l'innovation*, ils ne peuvent verser des salaires plus élevés, et maintenir le niveau de productivité requis, que si leurs entreprises sont à même de rivaliser avec leurs concurrents en proposant des produits nouveaux et uniques en leur genre. À ce stade, la compétitivité des entreprises repose sur la production de biens ou de services nouveaux et différents grâce aux méthodes de management les plus sophistiquées (pilier 11) et à l'innovation (pilier 12).

Le GCI classe la plupart des pays d'Afrique dans la catégorie des économies tirées par les facteurs de production (tableau 1).¹⁵ ce qui indique que la première étape cruciale vers l'amélioration de leur productivité et de leur compétitivité consiste à renforcer leurs fondamentaux: ces économies doivent en priorité mettre en place des institutions et des politiques macroéconomiques saines, se doter d'une infrastructure adéquate et veiller à la bonne santé et à la formation de leur main-d'œuvre. C'est particulièrement important pour les cinq pays (Algérie, Angola, Botswana, Gabon et Libye) qui sont en train de passer au stade du développement tiré par l'efficacité et qui devront accroître leur efficacité pour préserver leur croissance¹⁶.

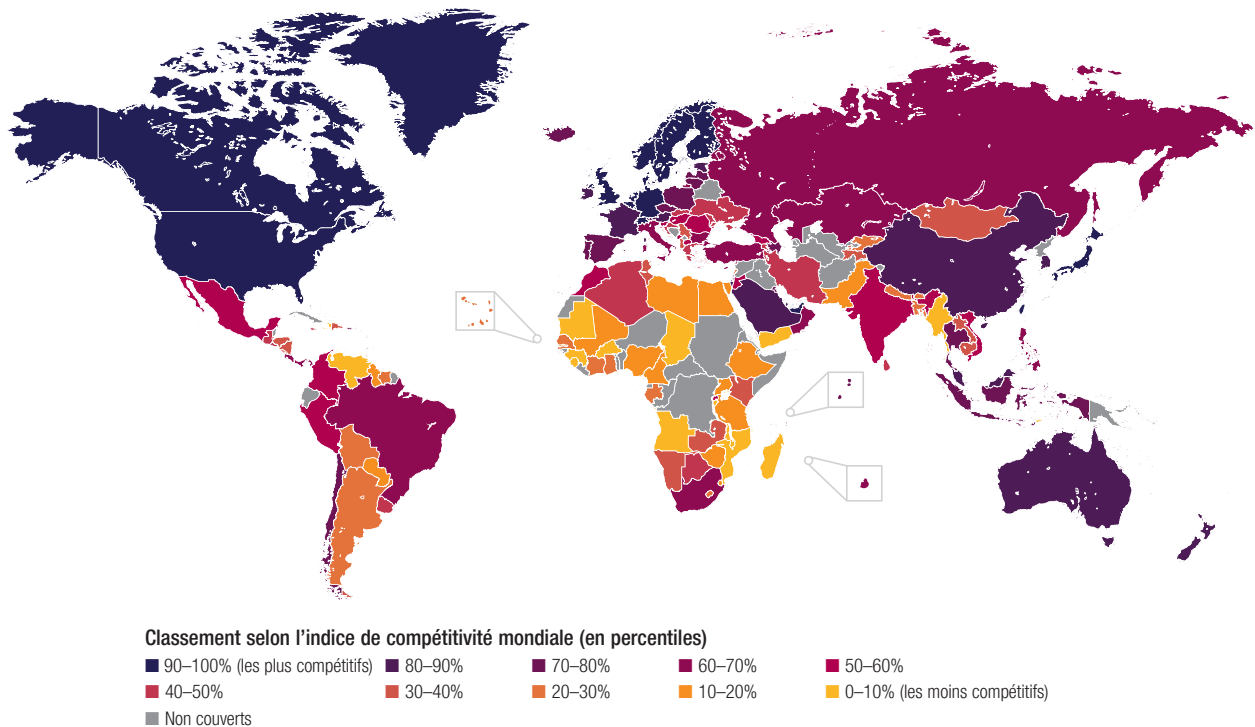
Sept autres pays d'Afrique en sont actuellement à ce deuxième stade de développement, où l'enseignement supérieur et l'efficacité des marchés (marché des produits, marché du travail et marché financier) jouent un plus grand rôle. Comme les Seychelles, Maurice opère actuellement une transition vers le stade du développement tiré par l'innovation. Si elles veulent devenir plus compétitives, ces petites économies ouvertes sur l'extérieur doivent redoubler d'efforts pour disposer d'une main-d'œuvre qualifiée et créer un environnement favorisant l'innovation et à même d'accueillir les nouvelles technologies. Il est essentiel de garder à l'esprit que les priorités définies par le GCI sont des orientations, et non des politiques gravées dans le marbre, et qu'une stratégie holistique doit prendre en compte le contexte et les problèmes spécifiques du pays.

La section qui suit évalue la compétitivité globale de l'Afrique. Pour permettre une analyse dans une perspective mondiale, elle compare aussi les performances de la région à celles d'autres régions et pays (Asie du Sud-Est, Amérique latine et Caraïbes et pays BRIC)¹⁷.

Pays étudiés

Comme dans le précédent *Rapport sur la compétitivité de l'Afrique*, l'édition de cette année se penche sur 38 économies africaines dont traite le Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015. L'échantillon est légèrement différent par rapport à édition précédente: deux pays (l'Angola et la Tunisie) ont été réintégrés dans

Graphique 8: Indice de compétitivité mondiale 2014–2015



Source: Forum économique mondial, 2014a.

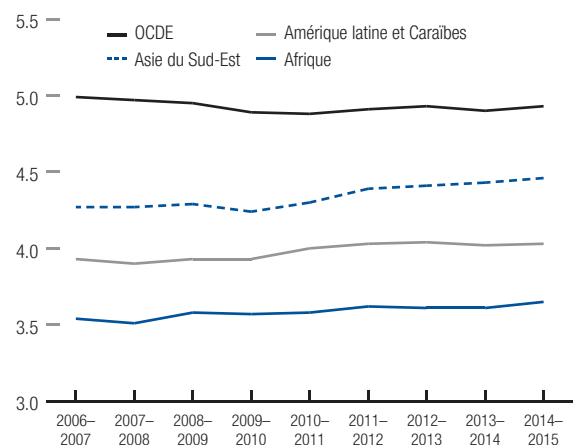
le GCI, et deux pays précédemment couverts (le Bénin et le Libéria) n'ont pas été inclus en 2014–2015 car les données collectées dans le cadre de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise n'étaient pas suffisantes. Pour des questions d'exhaustivité, les profils de compétitivité de ces pays sont présentés sur la base des données de 2013–2014 et signalés par un astérisque, dans la Partie 3.¹⁸

Performances de l'Afrique dans un contexte international

Malgré la vigueur de leur croissance récente, les économies d'Afrique sont, en moyenne, à la traîne du reste du monde en termes de compétitivité: dans l'échantillon sur lequel repose le présent *Rapport*, 15 des 20 pays les moins compétitifs sont africains. Le graphique 8 indique les « champions » de la compétitivité et les régions ou pays qui affichent de faibles résultats selon le GCI. Les 10 pays les plus performants apparaissent en bleu sombre. Pour les autres pays, les couleurs utilisées, plus chaudes plus les économies sont performantes, vont du violet foncé (deuxième meilleur groupe) au rouge-violet, à l'orange foncé, à l'orange et enfin, au jaune. Cette dernière couleur correspond aux pays les moins compétitifs d'après le GCI. Comme le montre la carte, une grande majorité des pays d'Afrique analysés dans ce *Rapport* font partie des économies les moins compétitives (orange à jaune). Hors de l'Afrique, seulement quatre pays d'Amérique latine (le Guyana, Haïti, le Paraguay et le Venezuela), trois d'Asie (le Myanmar, le Pakistan et le Timor-Leste) et un du

Moyen-Orient (le Yémen) enregistrent des résultats comparables. En revanche, sur le continent africain, l'Afrique du Sud, Maurice et le Rwanda (rouge bordeaux),

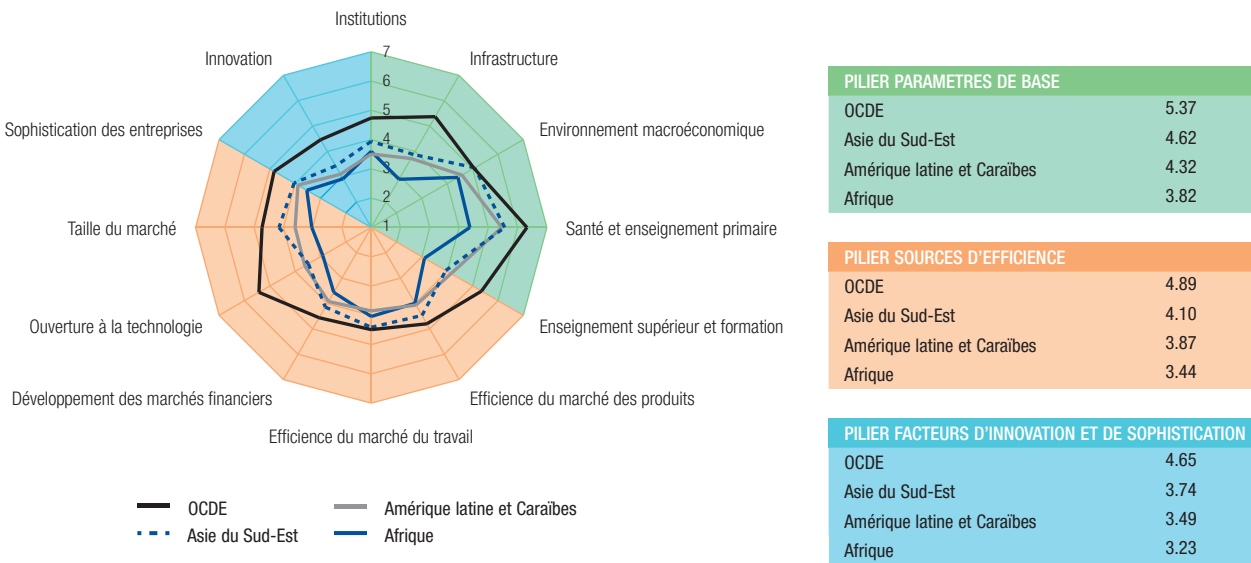
Graphique 9: Tendances du GCI, 2006–14
Scores GCI (1–7)



Source: Forum économique mondial, 2014a.

Note: L'**Afrique** (échantillon constant de 2006) englobe l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, l'Éthiopie, la Gambie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, l'Ouganda, la Tanzanie, le Tchad, la Zambie et le Zimbabwe; la région **Amérique latine et Caraïbes** (échantillon constant de 2006) englobe l'Argentine, la Barbade, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Guyana, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, Salvador, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Venezuela; l'**Asie du Sud-Est** (échantillon constant de 2006) englobe le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Timor-Leste et le Vietnam; la **zone OCDE** (échantillon constant de 2006) englobe l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Graphique 10: Comparaison entre les performances de l'Afrique et celles des autres régions, 2014–2015
Scores GCI (1–7)



Source: Forum économique mondial, 2014a.

Note: L'**Afrique** englobe l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, la Libye, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, le Swaziland, la Tanzanie, le Tchad, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe; la région **Amérique latine et Caraïbes** englobe l'Argentine, la Barbade, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, la Costa Rica, la République dominicaine, le Guatemala, le Guyana, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, Salvador, le Suriname, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Venezuela; l'**Asie du Sud-Est** englobe le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, la RPD lao, Singapour, la Thaïlande, le Timor-Leste et le Vietnam; la **zone OCDE** englobe l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse, et la Turquie.

ainsi que le Botswana et le Maroc (rouge plus clair) sont relativement plus compétitifs.

Même si, depuis plus d'une décennie, l'Afrique bénéficie d'une croissance soutenue et persistante, sa compétitivité globale continue de stagner. C'est ce que montrent les différentes éditions du Rapport sur la compétitivité de l'Afrique Report depuis le premier rapport, paru en 1998. Le graphique 9 évalue les performances de 24 économies africaines incluses dans le GCI depuis 2006 par rapport à la moyenne OCDE (économies plus avancées). Ces performances sont également mesurées par rapport à celles de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique latine, deux régions plus comparables à l'Afrique étant donné leur stade de développement. Ainsi, alors qu'il était similaire à celui de l'Afrique dans les années 1960, le PIB par habitant de l'Asie du Sud-Est a ensuite augmenté bien plus rapidement que celui de l'Afrique subsaharienne (voir aussi le graphique 1), ce qui se reflète dans le niveau de compétitivité: la compétitivité globale de l'Afrique stagne et l'écart avec l'Asie du Sud-Est se creuse (graphique 9).

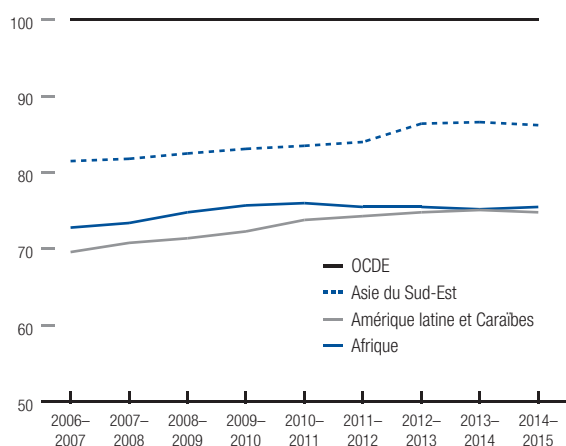
Dans l'ensemble, l'Afrique accuse un retard par rapport aux autres régions dans la mise en place des paramètres de base de la compétitivité, mais elle affiche de bonnes performances en ce qui concerne l'efficacité de son marché des produits, du travail et financiers. La comparaison de ses performances à celles d'autres régions plus

avancées permet de déterminer les forces et les faiblesses de l'Afrique. À cette fin, le graphique 10 compare les performances des 38 économies africaines qui composent l'échantillon de cette année à celles de régions de référence, sur un échantillon total de 144 pays, pour les 12 piliers de la compétitivité. Les résultats des économies africaines sont constamment inférieurs à la moyenne de l'Asie du Sud-Est pour ces 12 aspects. C'est au niveau des paramètres de base de la compétitivité que les écarts restent les plus critiques: institutions, infrastructure, éducation et qualifications.¹⁹ Ce constat est inquiétant car ces domaines sont actuellement les plus importants pour la compétitivité de ces pays, la majorité des pays africains étant classés dans la catégorie des économies tirées par les facteurs de production (tableau 1). Point plus positif, les marchés financiers, des produits et du travail de l'Afrique fonctionnent bien (à égalité ou quasiment à égalité avec ceux de l'Amérique latine). Néanmoins, la facilité à trouver et à quitter des emplois faiblement rémunérés et peu productifs n'améliorera pas la compétitivité. Il sera essentiel que l'Afrique s'appuie sur ses marchés relativement efficaces pour investir dans d'autres réformes qui lui permettront de réaliser des gains de compétitivité.

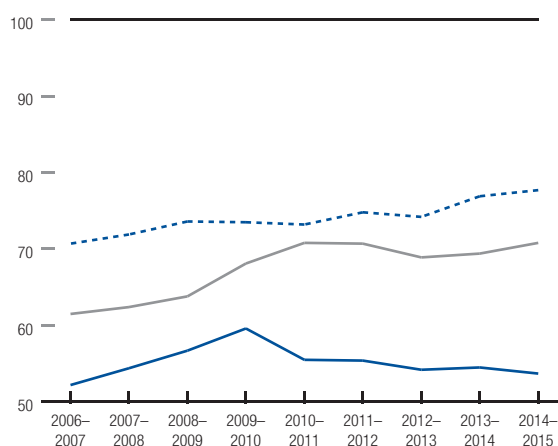
La fragilité des institutions locales est particulièrement préoccupante. Même si, dans ce domaine, les performances de l'Afrique sont

Graphique 11: Comparaison entre les performances de l'Afrique et celles des régions de référence (performances relatives, 100 = OCDE), pour certains piliers

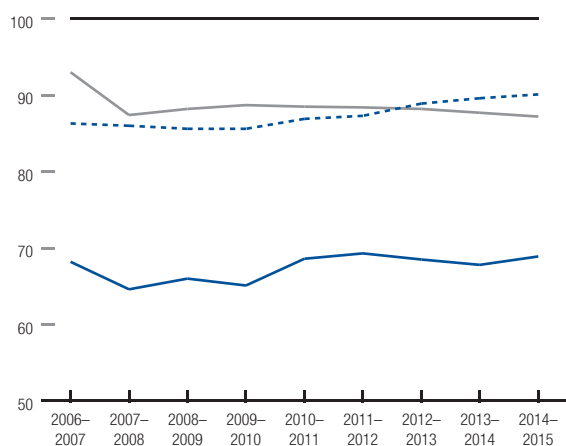
11a: Pilier Institutions



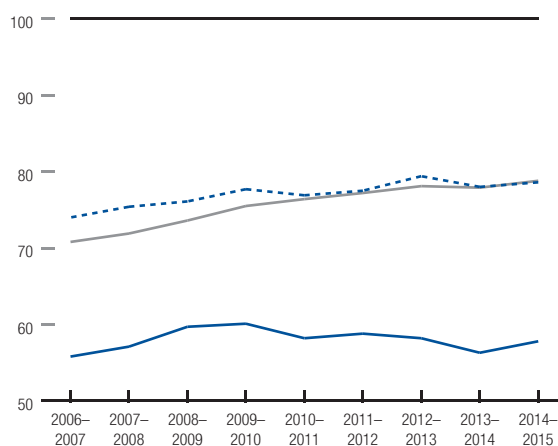
11b: Pilier Infrastructure



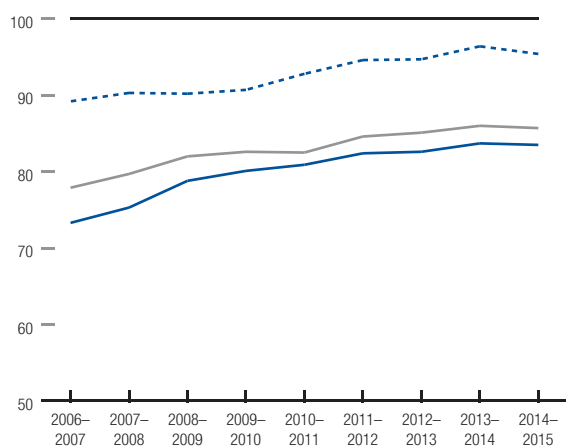
11c: Pilier Santé et enseignement primaire



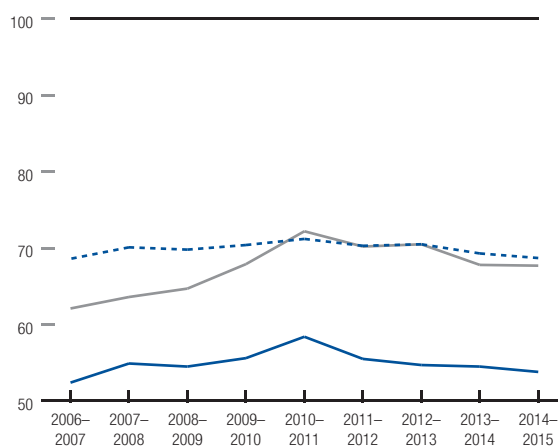
11d: Pilier Enseignement supérieur et formation



11e: Pilier Efficience du marché des produits



11f: Pilier Ouverture à la technologie



Sources: Forum économique mondial, *Rapport sur la compétitivité mondiale* (diverses éditions).

Note: L'**Afrique** (échantillon constant de 2006) englobe l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, l'Éthiopie, la Gambie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, l'Ouganda, la Tanzanie, le Tchad, la Zambie et le Zimbabwe; la région **Amérique latine et Caraïbes** (échantillon constant de 2006) englobe l'Argentine, la Barbade, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Salvador, le Guatemala, le Guyana, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Venezuela; l'**Asie du Sud-Est** (échantillon constant de 2006) englobe le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Timor-Leste et le Vietnam; la **zone OCDE** (échantillon constant de 2006) englobe l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie.

comparables à celles de l'Asie du Sud-Est et de la région Amérique latine et Caraïbes, les institutions de ces trois régions du monde reçoivent une note inférieure à 4 sur une échelle allant de 1 à 7. Les pays doivent donc redoubler d'efforts pour accroître les capacités de leur cadre institutionnel, car celui-ci influe de manière cruciale sur les autres dimensions de la compétitivité. D'après le GCI, la qualité des institutions se dégrade à la fois dans les pays de l'OCDE et dans les économies africaines, ce qui pourrait contribuer à expliquer pourquoi la compétitivité de l'Afrique semble stagner par rapport à celle de la zone OCDE (graphique 11a). En Afrique, cette situation serait principalement due à l'insécurité croissante et à l'efficacité moindre de l'État, deux composantes du sous-pilier relatif aux institutions publiques. Or, la solidité des institutions et de la gouvernance publiques constitue une importante condition préalable pour le développement économique. Dans ce contexte, leur affaiblissement, dont témoignent les chiffres disponibles, incite à se demander si les fondamentaux nécessaires à une croissance durable sont en place.

L'Afrique souffre d'un déficit infrastructurel persistant. Les données du GCI confirment, une fois de plus, ce grave déficit, qui empêche largement ce continent de profiter des effets bénéfiques de l'intégration régionale accrue. Ce thème est exploré dans l'édition 2013 du *Rapport sur la compétitivité de l'Afrique*.²⁰ La connectivité des marchés de l'Afrique sera impérative pour dynamiser les échanges intrarégionaux. Les données indiquent qu'à ce jour, le commerce intrarégional ne représente que 11,3 pour cent du total,²¹ et que les exportations de ressources minérales brutes restent largement prédominantes. Qui plus est, d'importants goulets d'étranglement, notamment le manque de fiabilité de l'alimentation électrique, empêchent le continent africain de passer à des activités à plus forte valeur ajoutée. L'Afrique (d'après un échantillon de 48 pays) produit autant d'électricité que l'Espagne, pour une population de près de 1,1 milliard de personnes, contre 49 millions en Espagne.²²

Les années 2006 à 2009 ont été prometteuses et semblaient annoncer une convergence progressive de la qualité des infrastructures africaines avec celle des pays de l'OCDE, mais c'est en réalité une divergence qui a été observée au cours des six dernières années (graphique 11b). Cette évolution est particulièrement inquiétante, étant donné que, pour l'instant, les infrastructures de l'Afrique sont plus de deux fois moins performantes que celles de la zone OCDE.²³ On estime que l'infrastructure nécessaire et sa maintenance représentent 10 pour cent du PIB annuel de l'Afrique subsaharienne.²⁴ À lui seul, le Plan d'actions prioritaires du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA PAP) nécessitera 68 milliards de dollars EU d'investissements entre

2012 et 2020, associant 51 programmes d'importance régionale dans les secteurs des transports, de l'eau, de l'énergie et des technologies de l'information et des communications (TIC).²⁵ La stagnation de l'Afrique en matière d'infrastructures contraste fortement avec ce que l'on observe en Asie du Sud-Est et dans la région Amérique latine et Caraïbes, où les investissements ont réduit l'écart infrastructurel avec les pays de l'OCDE. Ainsi, par rapport à l'OCDE, l'Asie du Sud-Est a ramené son déficit infrastructurel de 30 pour cent en 2006 à 20 pour cent en 2014 (graphique 11b). L'un des plus grands défis à venir sera de concilier le financement public et les besoins d'investissement dans l'infrastructure. Cependant, une récente étude du FMI montre que le manque de fonds n'est pas toujours la cause première du sous-investissement dans l'infrastructure: dans nombre de pays, il semble qu'une trop faible capacité de réglementation et de mise en œuvre soit le principal frein.²⁶

L'Afrique n'exploite pas les possibilités offertes par son capital humain. C'est le constat le plus préoccupant. Toute la région affiche des performances insuffisantes pour l'éducation et la santé publique (graphiques 11c et 11d). La propagation des maladies transmissibles n'est pas enrayée dans certaines parties du continent, la mortalité des enfants est plus de deux fois plus élevée que dans la région Amérique latine et Caraïbes et qu'en Asie du Sud-Est, et l'espérance de vie est d'à peine 50 ans, en moyenne, contre plus de 70 ans dans ces deux régions de référence. De même, en Afrique, seul un enfant sur deux fréquente l'enseignement secondaire et tout juste un dixième d'une cohorte d'âge accède à l'enseignement supérieur, contre plus d'un tiers dans les régions de référence.

Il est urgent d'améliorer ces faibles niveaux d'instruction étant donné le problème que constitue le chômage des jeunes et ses conséquences potentiellement désastreuses. Des événements comme le Printemps arabe ont mis au jour les tensions qui peuvent se produire lorsque l'expansion démographique ne s'accompagne pas d'avancées économiques et sociales offrant aux habitants des conditions de vie décentes, des emplois et des opportunités de vivre mieux.²⁷ L'Afrique a déjà la population la plus jeune au monde; en 2020, d'après les projections, la moitié des Africains auront moins de 25 ans. Un rapport de la Banque mondiale estime qu'entre 2015 et 2035, les jeunes Africains de 15 ans seront chaque année un demi-million de plus que l'année précédente.²⁸ D'après les estimations, il faudra créer 18 millions d'emplois par an jusqu'en 2035 pour absorber ces travailleurs toujours plus nombreux.²⁹

Une main-d'œuvre instruite sera le facteur le plus important pour transformer les économies africaines et pour leur permettre d'exploiter leur dividende démographique. À court terme, l'absorption des

Encadré 1: L'initiative pour le développement des qualifications en Afrique

Toutes les parties prenantes devront agir de manière concertée pour remédier au problème du chômage et à l'écart qui ne cesse de se creuser entre l'offre et la demande de qualifications en Afrique. Même si c'est aux pouvoirs publics qu'il appartient de créer un environnement favorisant la création d'emplois de qualité et assurant l'accès à une éducation de qualité, il est crucial que les entreprises, la société civile, le système éducatif et le secteur de la formation s'attachent à déterminer des solutions et à les mettre en œuvre.

S'inscrivant dans le cadre du programme Global Challenge on Employment, Skills & Human Capital,¹ l'initiative pour le développement des qualifications en Afrique (Africa Skills Initiative) invite les différents participants au Forum économique mondial à unir leurs efforts pour comprendre les besoins actuels et à venir, ainsi que pour proposer des solutions. Elle s'appuie sur un ensemble d'outils analytiques, tels que l'indice de capital humain (Human Capital Index), qui évalue et compare les pays d'après leur capital humain; l'étude sur l'avenir des emplois (Future of Jobs), qui établit un diagnostic, secteur par secteur, des principales tendances et perturbations du marché du travail et de leurs effets sur l'emploi et sur les qualifications; et le portail Disrupting Unemployment, qui présente des solutions adoptées par des entreprises pour résorber le déficit de qualifications, encourager l'entrepreneuriat et développer le marché des talents. Sur la base de ce savoir, cette initiative vise à définir ce que l'on peut faire aujourd'hui pour mettre un terme à la crise du chômage tout en préparant l'avenir. Conduite par l'Africa Business Council, elle appelle les entreprises à s'engager publiquement à créer des emplois et à améliorer les qualifications de la main-d'œuvre sur une période de deux ans.

On peut tirer un certain nombre de leçons essentielles des solutions et des pratiques déjà mises en œuvre. Premièrement, des partenariats intersectoriels sont indispensables à l'élaboration de solutions évolutives. Parmi les initiatives les plus fructueuses, un partenariat explicite entre différents pans de la société est impératif étant donné la gravité de la situation actuelle.

Deuxièmement, dans un environnement perturbé, les interventions les plus efficaces sont celles qui sont axées sur le long terme, et non celles qui sont réactives ou qui s'appuient sur les réussites passées. Par exemple, les efforts destinés à proposer aux jeunes chômeurs des places d'apprentissage dans des catégories d'emploi traditionnelles ne sont pas forcément rentables pour l'entreprise ou pour les personnes concernées si ces catégories d'emploi risquent d'être obsolètes d'ici cinq ans. Les nouveaux métiers porteurs d'une forte croissance qui pourraient nécessiter de nouvelles formes d'apprentissage sont susceptibles d'offrir davantage d'opportunités.

C'est l'approche que la fondation Rockefeller a adoptée pour son programme Digital Jobs Africa, qui lutte contre les perturbations actuelles du marché de l'emploi en soutenant les opportunités d'emploi durables offertes par les technologies de l'information et des communications (TIC) et par la formation professionnelle des jeunes Africains.² En partenariat avec divers acteurs (secteur privé, pouvoirs publics, société civile et communauté du développement), ce programme permet aux jeunes d'accéder à des emplois liés au numérique, tout en renforçant et en affinant les qualifications transférables qui assureront leur résilience dans l'économie de demain.

Troisièmement, la technologie permet d'atteindre une masse critique. Ainsi, la Networking Academy du groupe Cisco³ travaille en partenariat avec des établissements d'enseignement et des organisations non gouvernementales, dans plus de 170 pays, pour proposer un programme de formation aux TIC qui combine des modules en ligne et hors ligne et qui est adapté aux besoins de différentes régions.

Quatrièmement, les initiatives qui exploitent des processus fondamentaux dans les entreprises et qui associent l'intérêt public et des intérêts privés donnent souvent des résultats excellents et pérennes. 5by20⁴, par exemple, est une initiative de The Coca-Cola Company qui permet aux femmes chefs d'entreprise d'accéder à la chaîne de valeur de ce groupe en surmontant les obstacles qu'elles rencontrent. Elle propose notamment des formations professionnelles, ainsi qu'un accès à des services financiers et à des réseaux de pairs ou de mentors.

Notes

- 1 Informations sur l'initiative Employment, Skills & Human Capital: <http://www.weforum.org/projects/employment-skills-and-human-capital>.
- 2 Informations sur le programme Digital Jobs Africa: <http://reports.weforum.org/disrupting-unemployment/digital-jobs-africa/>.

- 3 Informations sur la Networking Academy de Cisco: <http://reports.weforum.org/disrupting-unemployment/networking-academy/>.

- 4 Informations sur l'initiative 5by20: <http://reports.weforum.org/disrupting-unemployment/5by20/>.

nombreux nouveaux arrivants sur le marché du travail imposera de développer les secteurs à forte intensité d'emplois (chapitre 2.1). À plus long terme, pour progresser le long de la chaîne de valeur, vers des secteurs plus avancés (industrie manufacturière et services), tout en accroissant la productivité de ces secteurs, il faudra des investissements immédiats et substantiels dans l'éducation pour que la main-d'œuvre puisse être employée dans des processus de production plus sophistiqués. Or, les problèmes que rencontre l'Afrique pour former sa main-d'œuvre et pour améliorer ses compétences sont particulièrement préoccupants à l'heure où les travailleurs affluent

dans le secteur des services, qui représente une part substantielle de la valeur ajoutée et qui se caractérise par une faible productivité (du travail), comme nous l'avons vu plus haut. De plus, le taux de chômage élevé des jeunes qui ont fréquenté l'enseignement secondaire et supérieur, y compris dans les pays affichant un bon taux de scolarisation, tels que Maurice ou la Tunisie, est le signe d'une inadéquation entre le système éducatif et les besoins des employeurs. Les enquêtes auprès de ces derniers le confirment: 54 pour cent des employeurs africains affirment que les compétences des demandeurs d'emploi ne correspondent pas à leurs besoins, et 41 pour cent que les chômeurs ne sont pas,

Tableau 2: L'indice de compétitivité mondiale 2014–2015 des économies d'Afrique et des pays de référence

Économie	GCI 2014–2015			GCI 2013–2014
	Rang/144	Évolution	Score	Rang/148
Chine	28	↑	4.9	29
Maurice	39	↑	4.5	45
Fédération de Russie	53	↑	4.4	64
Afrique du Sud	56	↓	4.4	53
Brésil	57	↓	4.3	56
Moyenne Asie du Sud-Est			4.3	
Rwanda	62	↑	4.3	66
Inde	71	↓	4.2	60
Maroc	72	↑	4.2	77
Botswana	74	→	4.2	74
Algérie	79	↑	4.1	100
Moyenne Amérique latine et Caraïbes			4.0	
Tunisie	87	↓	4.0	83
Namibie	88	↑	4.0	90
Kenya	90	↑	3.9	96
Seychelles	92	↓	3.9	80
Moyenne Afrique du Nord			3.9	
Zambie	96	↓	3.9	93
Gabon	106	↑	3.7	112
Lesotho	107	↑	3.7	123
Ghana	111	↑	3.7	114
Sénégal	112	↑	3.7	113
Cabo Verde	114	↑	3.7	122
Côte d'Ivoire	115	↑	3.7	126
Cameroun	116	↓	3.7	115
Éthiopie	118	↑	3.6	127
Égypte	119	↓	3.6	118
Moyenne Afrique sub-Saharienne			3.6	
Tanzanie	121	↑	3.6	125
Ouganda	122	↑	3.6	129
Swaziland	123	↑	3.6	124
Zimbabwe	124	↑	3.5	131
Gambie	125	↓	3.5	116
Libye	126	↓	3.5	108
Nigéria	127	↓	3.4	120
Mali	128	↑	3.4	135
Madagascar	130	↑	3.4	132
Malawi	132	↑	3.2	136
Mozambique	133	↑	3.2	137
Burkina Faso	135	↑	3.2	140
Sierra Leone	138	↑	3.1	144
Burundi	139	↑	3.1	146
Angola	140	↑	3.0	142
Mauritanie	141	→	3.0	141
Tchad	143	↑	2.8	148
Guinée	144	↑	2.8	147

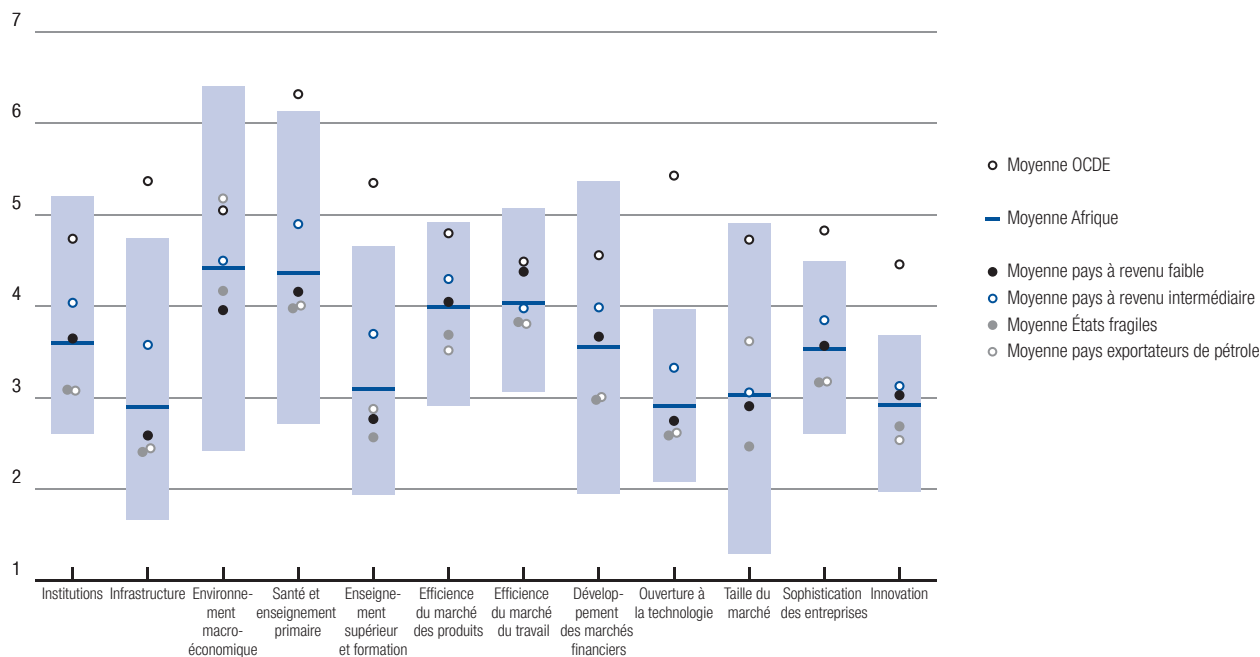
Sources: Forum économique mondial 2013b, 2014a.

en général, assez qualifiés.³⁰ L'éducation peut jouer un rôle encore plus essentiel en permettant au savoir des acteurs du secteur des ressources naturelles d'avoir des retombées positives sur l'économie nationale. Ce ne sera possible que si des efforts sont déployés pour améliorer les qualifications et les formations (encadré 1). En effet, l'adoption des nouvelles technologies et le renforcement du soutien à l'innovation sont appelés à gagner en importance dans la préservation de la compétitivité de l'Afrique.

Malgré la révolution de la téléphonie mobile en Afrique, la région dans son ensemble ne parvient pas à suivre le rythme des progrès technologiques rapides qui sont réalisés dans d'autres parties du monde. Le pilier du GCI relatif à l'ouverture à la technologie mesure l'agilité avec laquelle une économie adopte des technologies existantes pour rendre ses industries plus productives, et plus spécifiquement pour accroître sa capacité à mettre pleinement à profit les TIC. Cet aspect est particulièrement important étant donné l'évolution du rôle des TIC, lesquelles sont devenues des outils indispensables. En effet, elles représentent une part significative de la valeur ajoutée et de l'emploi dans les économies avancées, favorisent les gains d'efficacité et facilitent l'innovation transformative. Pour les pays en développement, par exemple, une augmentation de 10 pour cent du taux de pénétration de la téléphonie mobile est associée à une hausse de 0,8 pour cent du PIB par habitant, et une progression équivalente des réseaux à haut débit pourrait étoffer la croissance économique globale de 1,4 pour cent.³¹

Le taux d'abonnement à la téléphonie mobile pour 100 habitants a fait un bond spectaculaire dans les pays d'Afrique composant notre échantillon: à peine un dixième de la population était abonné en 2006, contre plus des quatre cinquièmes en 2014. C'est une expansion plus rapide que dans toutes les régions de référence. Néanmoins, les TIC restent, dans l'ensemble, une cible mouvante. Le graphique 11f montre que l'ouverture de l'Afrique à la technologie reste inférieure de 50 pour cent à celle des pays de l'OCDE. On constate une stagnation similaire par rapport aux économies avancées de la région Amérique latine et Caraïbes et de l'Asie du Sud-Est. La situation est encore plus défavorable en ce qui concerne l'utilisation des TIC, l'un des deux sous-piliers du pilier Ouverture à la technologie (annexe A): en Afrique, le taux d'utilisation des TIC est encore inférieur de 30 pour cent à celui mesuré dans la zone OCDE. À l'avenir, les économies africaines devront réaliser les investissements nécessaires pour renforcer l'infrastructure des TIC, mais aussi créer un environnement propice à la généralisation de ces technologies, ce qui renforcera les impacts économiques et sociaux.³²

Graphique 12: Dispersion des score GCI entre les différents groupes de pays d'Afrique et comparaison avec la zone OCDE
Score GCI (1-7)



Source: Forum économique mondial, 2014a.

Note: Sur ce graphique, la longueur de chaque barre dépend du score de l'économie la plus performante et de l'économie de la moins performante dans l'échantillon 2015 des pays d'Afrique.

Pays à revenu faible: Burkina Faso, Éthiopie, Gambie, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone et Tanzanie; **pays à revenu intermédiaire:** Afrique du Sud, Botswana, Cabo Verde, Égypte, Ghana, Lesotho, Maurice, Maroc, Namibie, Sénégal, Seychelles, Swaziland, Tunisie et Zambie; pays exportateurs de pétrole: Algérie, Angola, Cameroun, Gabon, Libye, Nigéria et Tchad; **États fragiles:** Burundi, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Mauritanie et Zimbabwe; **zone OCDE:** Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.

En particulier, l'intensification de la concurrence sur les marchés des TIC sera vitale pour rendre ces technologies financièrement plus accessibles, pour améliorer la prestation des services et pour accélérer leur adoption. En Afrique subsaharienne, près d'un pays sur trois a déjà entièrement libéralisé son marché des TIC. Parmi ces réformateurs, on trouve non seulement des leaders régionaux, comme le Kenya, Maurice et le Nigéria, mais également des États fragiles et des pays qui font partie des moins avancés, par exemple le Burkina Faso, Madagascar et l'Ouganda. Les marchés ouverts à la concurrence facilitent le développement de l'utilisation des TIC et de la connectivité dans tout un pays. Dans l'échantillon de cette année, composé de 38 économies africaines, moins de 20 pour cent de la population a accès à Internet, contre près de 30 pour cent en Asie du Sud-Est et 50 pour cent en Amérique latine. L'Afrique a montré qu'elle pouvait proposer des modèles économiques novateurs dans ce domaine, tels que le système de paiement M-PESA, bien connu. Cependant, son avenir dépendra en partie de sa capacité à faire accéder une plus forte proportion de ses habitants à Internet et à réduire l'écart avec d'autres pays qui prennent rapidement de l'avance, tout particulièrement dans le cadre de la transition vers une économie de services. Comme nous l'avons vu plus haut dans ce chapitre, les données montrent qu'en Afrique subsaharienne, le secteur des transports et des

communications (qui inclut les TIC) enregistre l'une des plus fortes hausses de productivité. Là encore, une main-d'œuvre instruite et qualifiée sera nécessaire pour soutenir les entreprises performantes de la branche des TIC, accroître leur nombre et faciliter le passage à une économie de services à plus forte valeur ajoutée.³³

La stabilité macroéconomique s'améliore en Afrique depuis le précédent Rapport, car l'inflation est maîtrisée et la dette publique se maintient à environ 40 pour cent du PIB en moyenne. Mais la région doit rester vigilante en ce qui concerne sa stabilité macroéconomique.³⁴ D'importants risques de baisse persistent, par exemple un ralentissement de la croissance sur de grands marchés émergents qui sont les locomotives des économies africaines entraînerait de graves problèmes; les pays qui ont bénéficié d'entrées de capitaux pourraient ressentir les effets du relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis; et les pays qui exportent de l'énergie pourraient pâtir du recul des cours du pétrole, qui sont à leur plus bas sur quatre ans. Cependant, étant donné sa faible intégration dans l'économie mondiale, l'Afrique n'a pas subi de plein fouet les répercussions de la crise mondiale (à l'exception de l'Afrique du Sud). Et même si une intégration plus poussée crée des opportunités, elle expose aussi davantage la région aux chocs extérieurs. De récents travaux du FMI indiquent qu'une accélération de la croissance dans les pays avancés ou émergents

Tableau 3: Dispersion des scores GCI 2014–2015 obtenus par les pays d'Afrique pour divers piliers
(Scores GCI 1–7)

Pays/économie	Indice de compétitivité mondiale	PARAMETRES DE BASE				SOURCES D'EFFICIENCE**					
		1er pilier: Institutions	2e pilier: Infrastructure	3e pilier: Environnement macro-économique	4e pilier: Santé et enseignement primaire	5e pilier: Enseignement supérieur et formation	6e pilier: Efficience des marchés des produits	7e pilier: Efficience du marché du travail	8e pilier: Développement des marchés financiers	9e pilier: Ouverture à la technologie	
Maurice	4,52	4,60	4,74	4,66	6,14	4,66	4,92	4,33	4,74	3,97	
Afrique du Sud	4,35	4,50	4,29	4,45	3,96	4,04	4,71	3,80	5,37	3,86	
Maroc	4,21	4,21	4,38	4,72	5,66	3,56	4,41	3,81	4,02	3,57	
Botswana	4,15	4,47	3,19	6,30	4,14	3,59	4,12	4,56	4,22	3,58	
Tunisie	3,96	3,70	3,80	4,03	6,00	4,28	4,03	3,51	3,35	3,38	
Namibie	3,96	4,19	4,17	4,62	4,63	3,23	4,13	4,31	4,43	3,42	
Seychelles	3,91	4,04	4,50	4,89	5,98	4,04	4,18	4,44	3,65	3,73	
Zambie	3,86	4,12	2,67	4,16	4,56	4,16	4,65	4,06	4,37	2,99	
Lesotho	3,73	3,86	2,77	5,69	4,03	3,23	4,24	4,16	3,27	2,37	
Ghana	3,71	3,85	3,03	3,38	4,46	3,46	4,34	3,94	4,15	3,11	
Sénégal	3,70	3,81	2,93	4,29	3,96	3,18	4,34	4,23	3,80	3,21	
Cabo Verde	3,68	3,89	3,14	4,11	5,96	3,91	4,01	3,59	3,36	3,54	
Égypte	3,60	3,41	3,20	2,96	5,37	3,27	3,95	3,08	3,19	3,21	
Swaziland	3,55	3,94	3,26	4,79	3,69	3,18	4,09	3,86	4,00	2,66	
Rwanda	4,27	5,21	3,14	4,62	5,52	2,98	4,62	5,08	4,26	3,14	
Kenya	3,93	3,73	3,27	3,73	4,55	3,77	4,40	4,68	4,77	3,48	
Éthiopie	3,60	3,46	2,49	4,36	4,82	2,63	3,84	4,15	3,33	2,46	
Tanzanie	3,57	3,49	2,26	4,06	4,86	2,45	3,90	4,39	3,72	2,51	
Ouganda	3,56	3,29	2,28	4,36	4,45	2,68	3,95	4,66	3,81	2,78	
Gambie	3,53	4,29	3,27	2,96	3,88	3,45	4,00	4,54	3,74	3,02	
Mali	3,43	3,18	3,15	4,48	3,33	2,70	4,07	3,89	3,32	2,86	
Malawi	3,25	3,74	2,21	2,42	4,42	2,57	4,03	4,63	3,82	2,41	
Mozambique	3,24	3,16	2,36	4,06	3,58	2,39	3,99	3,88	3,14	2,71	
Burkina Faso	3,21	3,28	2,01	4,55	3,18	2,42	3,81	4,22	3,14	2,49	
Sierra Leone	3,10	3,37	2,07	3,94	3,18	2,39	3,98	4,01	3,36	2,36	
Côte d'Ivoire	3,67	3,64	3,41	4,70	3,25	3,12	4,23	4,21	3,86	2,81	
Zimbabwe	3,54	3,31	2,54	4,48	4,99	3,18	3,58	3,25	3,44	2,95	
Madagascar	3,41	3,13	2,10	4,60	4,26	2,64	4,08	4,53	2,85	2,63	
Burundi	3,09	2,92	2,01	4,02	4,64	2,14	3,49	3,89	2,37	2,10	
Mauritanie	3,00	2,76	2,59	4,00	3,48	2,16	3,35	3,07	2,50	2,71	
Guinée	2,79	2,81	1,78	3,20	3,25	2,19	3,40	4,05	2,85	2,35	
Algérie	4,08	3,41	3,12	6,41	5,61	3,69	3,48	3,15	2,72	2,59	
Gabon	3,74	3,72	2,86	6,03	4,01	2,78	3,81	4,23	3,57	2,95	
Cameroun	3,66	3,53	2,47	4,45	4,70	3,22	3,99	4,11	3,51	2,76	
Libye	3,48	2,62	2,88	5,36	4,55	3,59	3,32	3,41	1,95	2,56	
Nigéria	3,44	3,01	2,13	4,62	2,97	2,88	4,19	4,53	4,06	3,02	
Angola	3,04	2,61	2,01	4,70	3,54	1,94	2,92	3,52	2,50	2,34	
Tchad	2,85	2,66	1,67	4,68	2,72	2,05	2,94	3,72	2,74	2,09	

■ [1.67–2.33] ■ [2.33–3.00] ■ [3.00–3.67] ■ [3.67–4.35] ■ [4.35–5.04] ■ [5.04–5.72] ■ [5.72–6.41]

Source: Forum économique mondial, 2014a.

Note: Le code couleur correspond aux scores maximum et minimum de l'échantillon. L'intervalle [x,y] inclut x mais exclut y.

* Exception faite du 10e pilier (taille du marché).

engendre des gains de croissance de même ampleur en Afrique subsaharienne, et vice versa.³⁵ L'amélioration de la compétitivité sera fondamentale pour attirer des investissements sur le long terme, et donc pour pérenniser la croissance.

Sur le marché des produits, les gains d'efficience sont remarquables, et résultent

principalement de l'amélioration de la concurrence intérieure (graphique 11e). Dans l'échantillon constant du *Rapport*, qui se compose de 24 économies, le nombre de jours nécessaires à la création d'une entreprise, par exemple, a diminué de moitié: il est passé à moins d'un mois en 2014, contre environ deux mois en 2006. Selon une récente publication de

la Banque mondiale, c'est en Afrique subsaharienne que les réformes de la réglementation ont été les plus nombreuses en 2013. Plus des trois quarts des pays de cette sous-région ont amélioré les règles applicables aux entrepreneurs locaux.³⁶ La solidité de l'environnement économique est cruciale car elle déterminera le cadre dans lequel opèrera un secteur privé robuste et, partant, la création d'emplois; elle facilitera aussi l'IDE. Alors que les flux d'investissement internationaux sont au point mort partout, l'IDE a représenté 57 milliards de dollars EU en Afrique en 2013. Les investisseurs donnent la priorité au développement de l'infrastructure dans deux secteurs: les transports et les services collectifs. Le potentiel offert par un vaste marché intérieur, où les classes moyennes sont de plus en plus nombreuses, intéresse aussi les secteurs des services aux consommateurs, tels que les TIC, la finance, le tourisme et le commerce de détail. En revanche, le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2014* montre que la part de l'IDE allouée au secteur primaire diminue progressivement en Afrique, tandis que celle qui va aux services associés à des projets entièrement nouveaux est en nette hausse.³⁷

L'écart de compétitivité de l'Afrique

Les chiffres agrégés masquent de grandes différences entre économies africaines. Maurice est le pays le plus performant du continent (39e place) et la Guinée le moins performant (144e), ce qui indique que la compétitivité n'est pas du tout homogène en Afrique. Le tableau 2 présente le rang de tous les pays d'Afrique couverts par le GCI et celui des régions et pays de référence. L'Afrique du Sud et Maurice, respectivement 56e et 39e, sont les champions africains et surpassent la moyenne de l'Asie du Sud-Est, alors qu'ils faisaient moins bien que cette région dans le dernier *Rapport* en date. Ils affichent de meilleurs résultats que le Brésil et l'Inde, deux économies émergentes. Ils sont suivis par un deuxième groupe de pays (Rwanda, 62e, Maroc, 72e, Botswana, 74e, et Algérie, 79e) plus compétitifs, en moyenne, que la région Amérique latine et Caraïbes. Un troisième groupe (Tunisie, Namibie, Kenya et Seychelles) se situe entre la moyenne de l'Amérique latine et celle de l'Afrique du Nord. Si l'Égypte (119e) et la Libye (126e) sont moins performantes que la moyenne de l'Afrique du Nord, plusieurs pays (Zambie, Gabon, Lesotho, Ghana, Sénégal, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Cameroun et Éthiopie) devancent la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

Ces grandes différences au niveau des performances globales des pays africains montrent que les écarts de compétitivité sont considérables entre pays et groupes de pays, et qu'il existe pas de modèle unique pour améliorer la compétitivité. D'après la classification établie par le FMI, on distinguera ici quatre groupes de pays africains: les exportateurs

de pétrole, les économies à revenu intermédiaire, les économies à revenu faible non fragiles et les États fragiles.³⁸ Le graphique 12 met en évidence les écarts intrarégionaux pour les 12 piliers de la compétitivité. Il représente la moyenne OCDE en tant que référence internationale (cercle noir) et la moyenne africaine (barre bleue). Pour compléter l'analyse, le tableau 3 fait apparaître le score de chaque pays. Cette classification vise à faciliter la discussion et à tirer des conclusions générales sur les forces et faiblesses de ces groupes de pays. Cette analyse générale a toutefois des limites et devrait donc être complétée par une analyse approfondie des problèmes et priorités spécifiques à chaque pays (voir les profils pays dans la Partie 3).³⁹

Deux facteurs essentiels pour la compétitivité, l'infrastructure (pilier 2) ainsi que la santé et l'enseignement primaire (pilier 4), souffrent des écarts de compétitivité les plus importants avec les autres régions (écarts interrégionaux). Ils sont aussi à l'origine des écarts intrarégionaux les plus substantiels entre les économies africaines les plus performantes et les moins performantes; ces écarts représentent plus de trois points sur l'échelle allant de 1 à 7 (graphique 12). Mais ces constats révèlent également l'existence de poches de qualité comparables à celles d'autres régions. Quelques pays ont obtenu des résultats encourageants dans certains domaines, tels que la santé et l'enseignement primaire, où, nous l'avons vu, l'Afrique est par ailleurs nettement à la traîne des régions de référence. Les petites économies ouvertes, comme Maurice, les Seychelles et le Cabo Verde, affichent des scores proches de 6 sur cette échelle, ainsi que quatre des cinq pays d'Afrique du Nord, qui obtiennent tous un score de plus de 5 (tableau 3). L'espérance de vie y est supérieure à 70 ans et le taux d'inscription dans le primaire dépasse largement 90 pour cent. Le graphique 12 et le tableau 3 donnent des informations supplémentaires sur les différences en termes d'infrastructure, qui atteignent des proportions analogues. Même si Maurice est le mieux classé dans ce domaine (42e), suivi par les Seychelles (53e), le Maroc (55e) et l'Afrique du Sud (60e), le score de la majorité des pays de l'échantillon est inférieur à 3 (sur 7). Celui de certains pays, dont la Guinée et le Tchad, est même inférieur à 2, témoignant du déficit infrastructurel considérable sur le continent africain.

En outre, on constate de fortes disparités intrarégionales dans les performances macroéconomiques et dans celles des marchés financiers. Certains pays d'Afrique ont un marché financier efficient. C'est tout particulièrement le cas de l'Afrique du Sud, au 7e rang mondial, du Kenya et de Maurice. A contrario, nombre d'économies se caractérisent par un marché financier rudimentaire, notamment deux pays d'Afrique du Nord: l'Algérie (137e) et la Libye (144e). Les déclarations des dirigeants d'entreprise, qui sont une majorité à considérer

Encadré 2: Comment améliorer la compétitivité des 20 pays riches en ressources naturelles les moins performants selon le GCI?

Même si leur PIB affiche en moyenne un taux de croissance plus élevé que celui des économies pauvres en ressources naturelles, les pays d'Afrique riches en ressources naturelles enregistrent des performances médiocres et nombre d'entre eux font partie des 20 économies qui occupent le bas du classement selon l'indice de compétitivité mondiale (GCI) 2014–2015. Parmi ces 20 économies, on trouve plusieurs pays africains riches en ressources naturelles, dont quatre pays exportateurs de pétrole (Angola, 140e, Tchad, 143e, Libye, 126e et Nigéria, 127e) et six pays exportateurs de ressources minérales (Guinée, 144e, Mali, 128e, Mauritanie, 141e, Mozambique, 133e, Sierra Leone, 138e et Zimbabwe, 124e), dont deux États fragiles (Guinée et Mauritanie). Leurs performances médiocres indiquent que ces pays ne savent pas utiliser les revenus qu'ils tirent de leurs ressources naturelles pour devenir plus compétitifs. En effet, malgré les opportunités offertes par les épisodes de renchérissement des matières premières, les données disponibles ne font état d'aucun gain de compétitivité, et le présent chapitre pointe une multitude d'obstacles qui ne sont pas encore levés.

Faute d'institutions solides, ces économies pâtissent de la corruption et d'un comportement de recherche de rente, ce qui nuit à leur compétitivité globale. Elles devront investir davantage et entretenir leur infrastructure afin de réduire les coûts indirects et d'améliorer la compétitivité de leurs entreprises. L'efficacité de l'environnement d'affaires passe par des formalités administratives moins lourdes et par le développement du secteur financier. Dans l'ensemble, ces pays souffrent du « syndrome hollandais » : l'appréciation du cours de change réel et le niveau des salaires y font peu à peu disparaître les industries d'exportation et les industries qui concurrencent les importations. C'est pourquoi les pouvoirs publics devraient encourager le développement du

secteur marchand et des produits marchands qui ne sont pas des ressources naturelles.

Actuellement, les chocs sur les cours des matières premières engendrent des problèmes supplémentaires qui accentuent les vulnérabilités macroéconomiques de ces pays et les empêchent de réaliser des investissements susceptibles d'améliorer leur compétitivité. La récente chute des cours du pétrole (recul de plus de 50 pour cent entre septembre 2014 et février 2015, avec un plancher à moins de 50 dollars EU le baril en janvier 2015) a nettement comprimé le revenu des économies pétrolières, lesquelles sont devenues encore plus vulnérables sur le plan macroéconomique.¹ Les exportations d'autres matières premières ont, elles aussi, diminué dans les mêmes proportions; le minerai de fer, par exemple, s'est déprécié de 51 pour cent entre janvier 2014 et février 2015. La baisse des recettes qui en résulte entraîne une détérioration de la situation budgétaire et de la position extérieure de ces pays, avec des effets délétères concomitants sur la capacité de dépense de l'État, ce qui limite les investissements publics dans des programmes qui amélioreraient la compétitivité.

À l'avenir, ces pays riches en ressources naturelles devront impérativement mettre en place les fondamentaux nécessaires à l'accroissement de leur compétitivité et à leur développement économique général. Le cabinet McKinsey estime qu'ils « devraient repenser leur stratégie économique autour de trois grandes priorités : étoffer leur secteur des ressources naturelles, en tirer des gains et les transformer en une prospérité à long terme ».² Cette réorientation nécessitera de renforcer les institutions et la gouvernance de ce secteur, l'infrastructure, la politique budgétaire et la compétitivité, de soutenir le contenu local et de déterminer comment utiliser le mieux possible la manne provenant des ressources naturelles afin de parvenir à un développement économique dont bénéficiera le plus grand nombre.

Notes

1 BAD 2014.

2 Dobbs et al. 2013, p. 26.

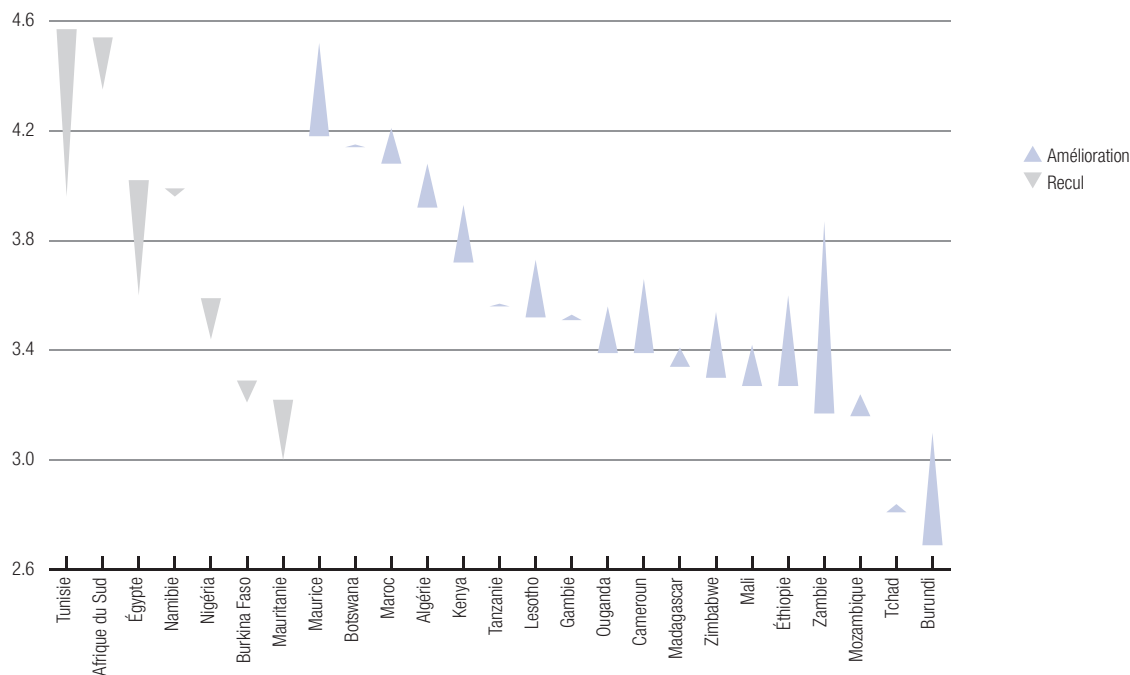
le manque d'accès au financement comme l'un des plus importants freins à leur activité (voir plus loin dans ce chapitre), illustrent cette inefficience des marchés financiers (graphique 14). La région souffre tout particulièrement de son incapacité à orienter l'épargne vers les investissements les plus productifs, ce qui l'empêche d'exploiter pleinement son potentiel de croissance. Les écarts de performances macroéconomiques s'expliquent dans une large mesure par les bons résultats des pays riches en ressources naturelles, tels que l'Algérie (11e), le Botswana (13e) et le Gabon (18e). Au moment de la collecte des données destinées à ce rapport, ces bons résultats étaient dus, en grande partie, à l'amélioration de la situation budgétaire de ces pays grâce aux revenus provenant de leurs ressources naturelles.⁴⁰ Parce qu'il peut dénoter une fragilité budgétaire, l'effondrement des cours mondiaux du pétrole, de plus de 50 pour cent (moins de 50 dollars EU le baril à la date de rédaction du présent rapport, contre 115 en juin 2014) aura des conséquences non négligeables pour certains des pays richement

dotés en ressources naturelles. En même temps, il permet aux pays importateurs d'énergie de supprimer les subventions ou de profiter de la dynamique politique pour rallier un soutien en faveur de réformes qui amélioreront la productivité.

L'analyse de la compétitivité indique que les pays exportateurs de pétrole et de gaz sont loin d'avoir mis en place les fondamentaux économiques requis pour leur compétitivité. Étant donné que la forte croissance de l'Afrique repose, en grande partie, sur l'abondance des gisements pétroliers et gaziers de ce continent, il faut déterminer si cette croissance sera durable, ce qui suscite beaucoup de débats. En moyenne, pour huit des 12 piliers de la compétitivité, les pays africains riches en pétrole et en gaz affichent des performances aussi médiocres que celles des États fragiles. Ils se caractérisent en particulier par des institutions fragiles, une infrastructure de piètre qualité ou inexistante, un environnement macroéconomique volatil, un faible niveau de capital humain et des marchés des facteurs et des produits peu efficaces.

Graphique 13: Évolution des performances des pays d'Afrique

Score GCI (1–7), comparaison entre l'édition 2015 et l'édition 2007 du Rapport



Source: Données du Rapport sur la compétitivité mondiale 2006–2007 (Forum économique mondial, 2006) et du Rapport sur la compétitivité mondiale 2014–2015 (Forum économique mondial, 2014a).

Même si l'on s'attend à trouver des institutions de piètre qualité dans les États fragiles, cette fragilité en dit long sur le fonctionnement des institutions dans les pays exportateurs de pétrole. En effet, si le Gabon dispose d'institutions relativement satisfaisantes (au 79e rang), la plupart des pays comparables se situent dans le bas du classement dans ce domaine: le Tchad (140e), la Libye (142e) et l'Angola (143e) occupent un rang similaire à celui des États fragiles comme le Burundi (132e), la Guinée (134e) et la Mauritanie (138e) (annexe C). Ces performances médiocres suscitent des doutes sur la capacité de ces pays à gérer avec efficacité les recettes qu'ils tirent de leurs ressources naturelles et à les réallouer à d'autres pans de l'économie pour créer les conditions d'une croissance plus diversifiée tout en évitant l'alternance de phases d'expansion et de phases de récession qui pourrait menacer la stabilité macroéconomique.

Outre ces carences institutionnelles, l'infrastructure est inadéquate dans tous les pays exportateurs de pétrole, qui sont constamment relégués au-delà du 100e rang dans ce domaine. De plus, la majorité de ces pays affichent un trop faible indice du développement humain corrigé des inégalités.⁴¹ Cette situation est préoccupante car ces économies vont devoir diversifier leur croissance pour que la richesse liée à leurs ressources naturelles profite à l'ensemble de leur population et que la croissance, en général, doit plus pérenne (voir l'encadré 3 pour une analyse de la croissance inclusive). La diversification requiert une main-d'œuvre qualifiée. Or, les classements montrent que l'éducation et le développement des compétences

restent insuffisants dans les pays exportateurs de pétrole: le Tchad est classé dernier (au 144e rang) pour la santé et l'enseignement primaire et, avec un score de 2,1, il arrive à l'avant-dernière place pour le pilier relatif à l'enseignement supérieur (143e). Par ailleurs, le marché des produits et le marché du travail restent très inefficients. Par exemple, même si le marché des produits a indéniablement gagné en efficacité, il est frappant de constater que la majorité des pays d'Afrique qui exportent du pétrole et du gaz continuent de faire partie des 30 économies du monde les moins performantes.

L'encadré 2 élargit l'analyse à tous les pays africains riches en ressources naturelles qui affichent un faible score selon le GCI car, à l'instar de ceux qui disposent de vastes gisements de pétrole et de gaz, beaucoup de pays possédant des ressources minérales se caractérisent par un revenu faible, des fragilités et un manque de compétitivité. D'après la définition du FMI, les *pays riches en ressources naturelles* sont les pays dont les exportations d'énergie entrent pour 30 pour cent dans le total des exportations, et les exportations de ressources minérales pour 25 pour cent, ou les pays où plus de 20 pour cent des recettes publiques sont constitués par les recettes issues des ressources naturelles. Sur la base de cette définition, l'Afrique compte 22 pays riches en ressources naturelles (20 en Afrique subsaharienne et 2 en Afrique du Nord). Le McKinsey Global Institute définit, lui, les *pays dont la croissance est tirée par les ressources naturelles* comme les pays répondant à un moins l'un des trois critères suivants: (1) les exportations de ressources

Encadré 3: Mesurer la croissance inclusive

L'Afrique a enregistré une forte croissance économique au cours de la dernière décennie, mais la répartition inégale des bienfaits de cette croissance fait obstacle au recul de la pauvreté et à l'amélioration du niveau de vie. Dans nombre de pays de la région, l'écart entre riches et pauvres se creuse au lieu de se réduire, le chômage des jeunes augmente et la majeure partie de la population n'a toujours pas accès aux services de base. La part de la richesse détenue par le décile de revenus supérieur a augmenté ces dernières années, et le continent africain occupe le deuxième rang mondial en termes de concentration de la richesse.¹ Dans ce contexte, des cadres analytiques et des solutions reposant sur des données factuelles sont de plus en plus nécessaires pour remédier à ces problèmes et pour permettre à la croissance d'améliorer le niveau de vie et de bénéficier à l'ensemble de la population.

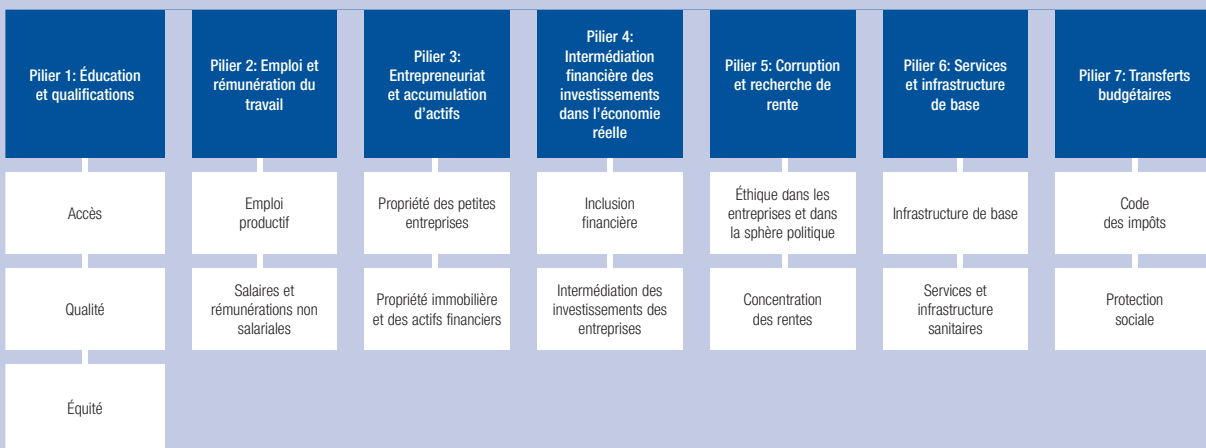
La communauté internationale a largement avancé dans la définition de la croissance inclusive, grâce aux travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de la Banque mondiale et des banques de développement régionales. Selon l'une des définitions les plus largement acceptées, une *croissance inclusive* est une croissance de la production qui se maintient d'une décennie sur l'autre, qui concerne tous les secteurs de l'économie, qui crée des opportunités d'emploi pour la majeure partie de la population d'un pays et qui atténue la pauvreté.² Pour qu'il y ait croissance, il faut aussi commencer par réduire les inégalités de revenus qui sont excessives. De fait, des données toujours plus nombreuses montrent que les inégalités sapent la croissance.³ En résumé, la croissance inclusive dépend à la fois du rythme et de la trajectoire de la croissance économique.⁴

Les travaux du Forum économique mondial qui portent sur la croissance inclusive cherchent à apporter une meilleure réponse au problème des inégalités, via une analyse comparative qui détermine dans quelle mesure les pays mettent en œuvre le large éventail de politiques incitatives et de mécanismes institutionnels qui amélioreront rapidement les conditions de vie de la plupart de leurs habitants. Le cadre pour la croissance inclusive et le développement que le Forum économique mondial a élaboré comporte six

domaines d'action et treize sous-domaines (graphique A). Il définit une large palette d'incitations et de mécanismes institutionnels propices à une croissance inclusive. Il s'agit notamment de créer un environnement favorisant la formation de capital humain, de renforcer les interactions entre les salaires et les gains de productivité, d'encourager l'entrepreneuriat et l'investissement, d'inciter les entreprises et la sphère politique à un comportement plus éthique, de promouvoir la parité entre les sexes, de repenser la politique budgétaire (régime fiscal et protection sociale) et d'améliorer l'infrastructure et les services publics.

Une version de test de l'outil d'évaluation comparative proposé par le Forum économique mondial et les résultats de l'analyse seront publiés au début de l'automne 2015 dans le cadre d'une série de dialogues entre experts et décideurs des secteurs public et privé, dans différents domaines et pays, sur la base de discussions reposant sur des données factuelles. Il s'agit de mieux évaluer comment, à l'intérieur d'une société, le souhait d'adopter un modèle de croissance et de développement économiques plus inclusif peut conduire à l'élaboration d'une stratégie nationale ou régionale concrète. Ces efforts sont en grande partie déployés avec l'appui des organisations partenaires du *Rapport*: les programmes d'appui aux stratégies des pays, qui ciblent prioritairement les 40 pour cent les plus pauvres de la population en vue d'atteindre le double objectif défini par la Banque mondiale pour une croissance inclusive à l'horizon 2030 (l'autre grand objectif consiste à ramener le taux d'extrême pauvreté (< 1,25 dollar EU en PPA) à 3 pour cent de la population mondiale). Dans le cadre de sa Stratégie décennale pour 2013-22, la Banque africaine de développement a pour objectif premier de promouvoir une croissance plus inclusive, qui conduira non seulement à l'égalité de traitement et à l'égalité des chances, mais aussi à un net recul de la pauvreté et à une progression correspondante de l'emploi. Pour y parvenir, la Banque africaine de développement accorde une attention particulière aux États fragiles, à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, ainsi qu'à l'égalité entre hommes et femmes.⁵

Graphique A: Cadre d'évaluation comparative de la croissance inclusive et du développement



Source: Forum économique mondial, 2015d, à paraître.

Notes

- 1 Credit Suisse Research Institute 2014 [Institut de recherche du Crédit suisse].
- 2 Commission on Growth and Development 2008 [Commission sur la croissance et le développement 2008]; lanhovichina & Lundstrom 2009.

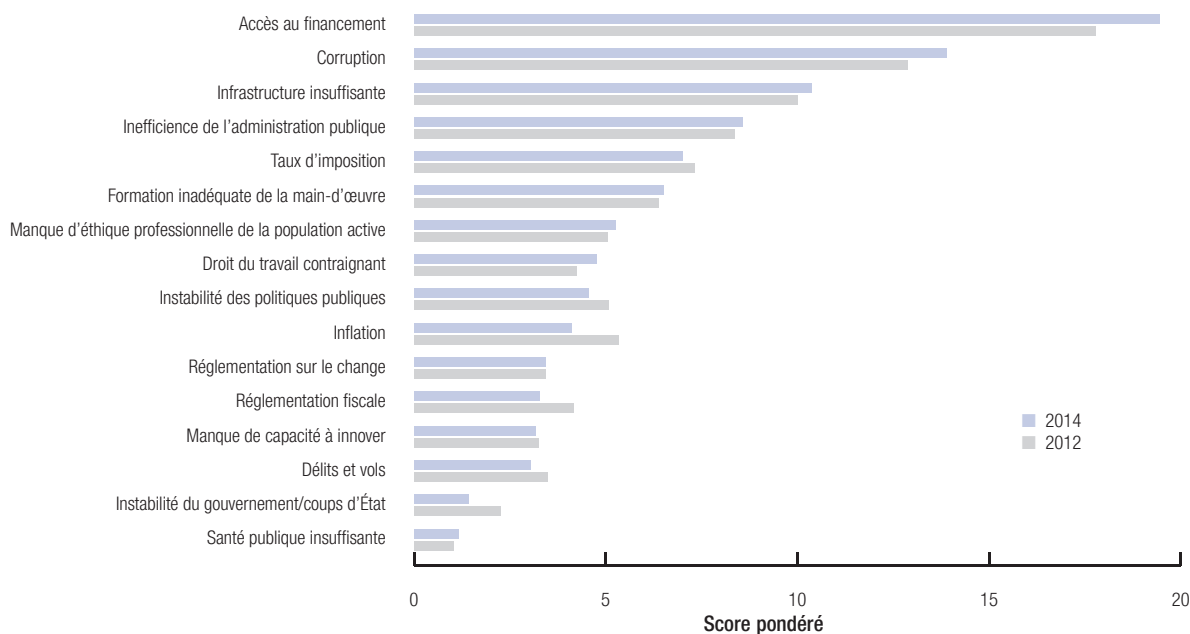
3 Berg & Ostry 2011; Ostry et al. 2014.

4 lanhovichina & Lundstrom Gable 2012.

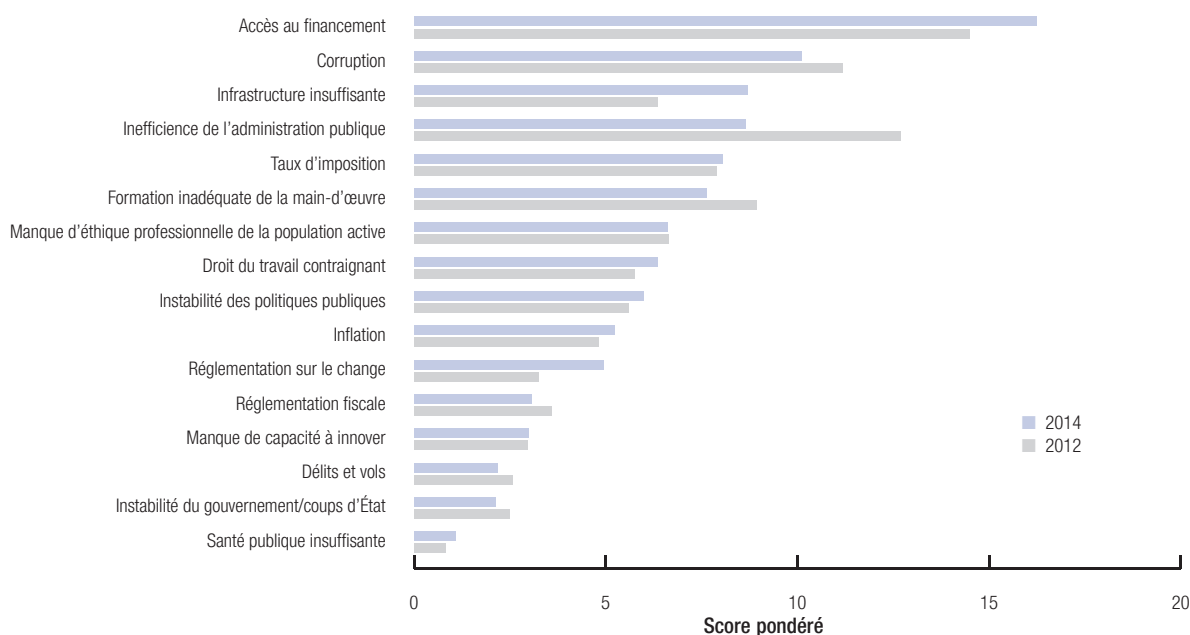
5 BAD 2013. La Stratégie décennale énonce également cinq priorités opérationnelles pour améliorer la qualité de la croissance en Afrique: (1) développement de l'infrastructure, (2) intégration économique régionale, (3) développement du secteur privé, (4) gouvernance et reddition de comptes, et (5) qualifications et technologie.

Graphique 14: Principaux obstacles à la pratique des affaires (comparaison entre les scores de 2012 et de 2014)

14a: Afrique subsaharienne



14b: Afrique du Nord



Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise, 2012, 2014.

Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur les graphiques, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

naturelles sont entrées pour au moins 20 pour cent dans le total des exportations en 2011; (2) en moyenne, les ressources naturelles ont contribué à plus de 20 pour cent des recettes publiques entre 2006 et 2010; et (3) la rente tirée des ressources naturelles a représenté plus de 10 pour cent du PIB en 2010 ou sur l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données.⁴² Cette définition ajoute huit pays sur la liste des économies africaines riches en ressources naturelles. Neuf des 20 premiers pays d'Afrique subsaharienne riches en ressources naturelles sont classés parmi les économies à revenu faible, avec un PIB par habitant

inférieur à 1 025 dollars EU; seule la Guinée équatoriale est considérée comme un pays à revenu élevé; quelques autres, dont l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie, font partie des pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure.⁴³

Dans l'ensemble, les pays à revenu faible ont gagné en compétitivité depuis l'édition 2013–2014 du GCI. Ceux d'entre eux qui ne sont pas fragiles occupent un rang intermédiaire ou le bas du tableau dans les classements, du Rwanda (62e) à la Sierra Leone (138e). Il s'agit d'un groupe diversifié, qui se compose de tous les pays à revenu faible non classés parmi les

exportateurs de pétrole ou les États fragiles, et dont le « développement économique peut s'expliquer par des facteurs économiques plus classiques ».44 Globalement, ce groupe enregistre de meilleurs résultats à la fois par rapport aux économies pétrolières et par rapport aux États fragiles, pour la plupart des piliers. C'est tout particulièrement au niveau de la qualité des institutions et de l'efficacité du marché des produits, du marché du travail et du marché financier que l'écart est le plus flagrant. Ainsi, le Kenya (24e) et le Rwanda (55e) sont dotés d'un marché financier plus efficace que celui de leurs pairs. De même, le Rwanda et la Gambie disposent d'un cadre institutionnel relativement satisfaisant, qui leur vaut respectivement la 18e et la 44e place dans ce domaine, et qui rehausse la moyenne de ce groupe dans lequel le Mali ferme la marche, au 126e rang. Dans ce groupe, une majorité de pays ont un marché du travail relativement efficace. Comme l'indique le tableau 3, le Rwanda, le Kenya et l'Ouganda sont en tête des économies africaines pour ce pilier, dont plus des deux tiers apparaissent dans la moitié supérieure des classements mondiaux. En revanche, une majorité de pays d'Afrique à revenu faible affichent des résultats médiocres en matière d'infrastructure, d'éducation et d'ouverture à la technologie, ce qui les place dans le tiers inférieur des classements mondiaux concernant ces domaines.45

Les pays d'Afrique à revenu intermédiaire ont, en moyenne, des performances comparables à celles d'autres régions, telles que la région Amérique latine et Caraïbes, car ils ont mis en place les paramètres de base de la compétitivité. Par rapport à tous les autres groupes de pays, ils doivent relever un ensemble de défis plus complexe et plus hétérogène s'ils veulent améliorer leur compétitivité. Ces pays devront se doter des fondamentaux qui leur permettront de passer à des activités à plus forte valeur ajoutée. Cependant, on observe d'importants écarts de performances à l'intérieur de ce groupe: Maurice est le mieux classé, à la 39e place, tandis que le Swaziland occupe le bas du classement, à la 123e place. Et malgré des institutions de meilleure qualité que celles de leurs pairs africains, ces pays obtiennent tout juste le score intermédiaire pour ce pilier (4, sur une échelle allant de 1 à 7). Comme noté plus haut, en général, ils disposent déjà d'une infrastructure plus solide que celle de leurs pairs (exception faite de la Zambie, du Lesotho et du Sénégal, qui obtiennent un score de 3 sur l'échelle allant de 1 à 7), ainsi que d'un marché des produits et d'un marché financier particulièrement performants. Pour progresser, les entreprises doivent pouvoir puiser dans un réservoir de talents. Or, ce n'est pas possible dans la plupart des économies à revenu intermédiaire: à quelques exceptions près, celles-ci figurent dans la moitié inférieure des classements en ce qui concerne leur capacité à exploiter pleinement le potentiel de leurs ressources humaines. Ainsi, l'Afrique du Sud n'apparaît

qu'au 113e rang pour l'efficacité de son marché du travail et affiche un taux d'inscription à l'université de seulement 19 pour cent, contre 94 pour cent aux États-Unis et 99 pour cent en République de Corée.46 À l'avenir, l'amélioration des niveaux d'études et l'adaptation de l'éducation aux besoins du secteur privé, ainsi que la flexibilisation du marché du travail, seront des facteurs cruciaux pour la transformation structurelle nécessaire.

Bilan de la compétitivité de l'Afrique hier et aujourd'hui: la compétitivité de l'Afrique sur la dernière décennie

Le graphique 13 présente les gains de compétitivité réalisés en 2006 et en 2014. Pour compléter cette analyse, l'annexe D montre l'évolution des performances des 24 pays d'Afrique qui font partie de l'échantillon constant et qui sont classés dans différentes catégories: États fragiles, pays à revenu intermédiaire ou faible et pays exportateurs de pétrole.47

Les pays d'Afrique à revenu intermédiaire et ceux qui exportent du pétrole affichent des résultats contrastés en ce qui concerne l'amélioration de leur compétitivité en neuf ans. C'est à Maurice et en Zambie que la compétitivité a le plus progressé. En revanche, l'Afrique du Sud, l'Égypte et la Tunisie ont subi des pertes de compétitivité, les deux derniers pays à la suite du Printemps arabe. Les données indiquent que l'économie actuellement la plus performante de la région, Maurice (classée 39e, rang occupé par l'Afrique du Sud il y a deux ans), a réalisé des gains de compétitivité impressionnants en lançant des réformes structurelles de grande ampleur à compter de 2006. L'effet le plus visible est la création d'un environnement propice sur les marchés financiers, des produits et du travail de ce pays. La Zambie a elle aussi accompli des avancées considérables. Elle a tout particulièrement amélioré la qualité de ses institutions et l'efficacité de son marché des produits. Le pays se classe aujourd'hui à la 96e place.

La situation de ces deux pays contraste fortement avec celle de l'Afrique du Sud, qui pâtit depuis 2006 d'une érosion graduelle, mais constante, de sa compétitivité, d'où sa rétrogradation de la 35e place en 2006 à la 56e place dans le *Rapport* de cette année. Cependant, l'Afrique du Sud conserve des institutions privées solides, notamment d'excellentes normes d'audit et d'information financière, une bonne infrastructure de transport (d'après les critères régionaux), un marché des produits et un marché financier efficaces, ainsi que des entreprises relativement innovantes. Son talon d'Achille reste l'opacité de ses institutions publiques, la fragilité de son système de santé et de son secteur éducatif et l'extrême rigidité de son marché du travail. D'autres pays à revenu intermédiaire ont maintenu leurs performances au fil des ans, comme le Botswana et la Namibie, qui disposent tous deux d'institutions de bonne

qualité, mais qui négligent leurs ressources humaines, à la fois sur le plan de la santé et en termes d'éducation, ce qui a de graves conséquences. Dans le groupe des pays d'Afrique du Nord à revenu intermédiaire, l'Égypte et la Tunisie n'ont pas réussi à renforcer leur économie depuis le Printemps arabe, même si le lent processus de stabilisation et le récent recentrage sur des réformes sont prometteurs pour l'avenir. À l'inverse, le Maroc (72e), l'économie nord-africaine la plus compétitive, suit une tendance haussière, reflétant les efforts que ce pays a accomplis en neuf ans pour améliorer son climat d'affaires. De leur côté, les pays exportateurs de pétrole affichent des résultats contrastés: le Cameroun a vu sa situation s'améliorer légèrement grâce au développement de ses institutions publiques (même si, pour ce pilier, seul son score, et non son classement, reflète cette amélioration, car d'autres pays s'en sortent mieux), tandis que la compétitivité globale stagne dans des pays comme le Nigéria ou le Tchad.

Une majorité d'États fragiles et de pays à revenu faible enregistrent de modestes améliorations. La plupart des États fragiles sont devenus plus compétitifs, bien que partant de très bas. C'est au Burundi que ces avancées sont les plus visibles: ce pays n'est classé qu'à la 139e place, mais sa compétitivité ne cesse de progresser depuis l'édition 2013 du *Rapport*. On observe aussi une amélioration progressive au Zimbabwe, depuis son point bas de 2009. En revanche, Madagascar, autre État fragile dans notre échantillon, connaît une stagnation, et la Mauritanie a reculé à la 141e place. Concernant les pays à revenu faible, le graphique 13 indique une évolution légèrement positive dans six des sept économies de notre échantillon constant de 2006. Parmi ces pays, ce sont l'Éthiopie et le Kenya qui progressent le plus; le Burkina Faso est le seul à subir une légère perte de compétitivité.

Les principaux obstacles à l'activité des entreprises en Afrique

Le GCI donne une idée des nombreux facteurs qui entravent la compétitivité de l'Afrique. Pour compléter cette analyse, le Forum économique mondial recueille chaque année l'avis de chefs d'entreprise sur les principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays. Les dirigeants interrogés doivent indiquer quels sont, à leur avis, les cinq facteurs les plus problématiques, parmi une liste de 16, et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Le graphique 14 montre qu'en 2015, comme dans l'édition 2013 du *Rapport*, l'accès au financement, la corruption et l'insuffisance de l'infrastructure restent non seulement les plus importants freins à l'activité des entreprises dans les pays d'Afrique subsaharienne, mais que c'est aussi l'opinion d'une plus forte proportion des répondants. Ce sont également ces facteurs qui nuisent le plus à la pratique des affaires en Afrique du Nord. Si, dans le précédent *Rapport*, l'inefficacité de l'administration

publique était considérée comme le deuxième plus important obstacle en Afrique du Nord, c'est un peu moins le cas aujourd'hui. Il est intéressant de noter que, sur l'ensemble du continent, les chefs d'entreprise s'inquiètent de la formation inadéquate de la main-d'œuvre, qui est le signe d'un système éducatif défaillant et, dans certaines des économies plus avancées, d'un décalage entre les compétences acquises et celles demandées en Afrique.⁴⁸ ainsi que d'un manque d'éthique professionnelle.

En revanche, dans ces deux sous-régions, les entreprises expriment des avis quelque peu divergents sur tous les autres facteurs les plus problématiques. Par exemple, dans les pays d'Afrique du Nord, les dirigeants d'entreprises restent préoccupés par l'instabilité du gouvernement et par l'incertitude des politiques publiques, alors que, dans les pays d'Afrique subsaharienne, ils s'inquiètent davantage de l'inflation. Il est intéressant de noter que, comme dans le *Rapport 2013*, ils accordent peu d'attention à la santé publique, ce qui peut sembler paradoxal étant donné les grands problèmes sanitaires auxquels l'Afrique est confrontée, et qui ont atteint un point culminant avec la récente pandémie d'Ebola.

CONCLUSIONS

Ce chapitre a enrichi le débat sur ce qu'il faudrait faire pour que les pays d'Afrique se transforment et gagnent en compétitivité. Afin de répondre à cette question, il a analysé les résultats de 38 de ces pays sur la base de l'indice de compétitivité mondiale (GCI) 2014–2015. Si, au cours de la dernière décennie, l'Afrique a enregistré une croissance vigoureuse et persistante, sa compétitivité globale a continué de stagner. La plupart des pays de cette région en sont à un stade de développement dans lequel les paramètres de base, tels que des institutions et des politiques macroéconomiques solides, une infrastructure adéquate et une main-d'œuvre instruite et en bonne santé, devront être réunies pour permettre une croissance durable. Or, c'est précisément dans ces domaines que l'on constate les écarts les plus importants avec les autres régions du monde. Le déficit infrastructurel persistant de l'Afrique et les faibles niveaux d'études de ses habitants, ainsi que ses difficultés à faire correspondre les qualifications de sa main-d'œuvre aux besoins de ses entreprises, constituent les obstacles les plus importants à la transformation des économies de cette région. Il est d'autant plus crucial de remédier à ces problèmes que les emplois se sont réorientés vers le secteur des services au cours des deux dernières décennies et que l'Afrique connaît une forte expansion de sa main-d'œuvre. Il est donc nécessaire d'investir dans des biens publics tels que l'infrastructure, la santé et l'éducation. De même, étant donné que la part de la valeur ajoutée du secteur des services dans le PIB est appelée à s'accroître, il faut encourager la population et les entreprises africaines à recourir plus largement

à la technologie. À l'évidence, l'Afrique a beaucoup progressé, et ces avancées ont donné naissance à des modèles économiques novateurs. Le système de paiement M-PESA, les exportations de services à Maurice et la transformation du Kenya en un important exportateur de produits financiers, de produits de grande consommation et de services de télécommunications en Afrique de l'Est, en sont quelques exemples. Mais la frontière des TIC reste mouvante, et l'Afrique devra éviter de se faire distancer par d'autres régions qui vont de l'avant. Cependant, l'analyse montre que, d'une manière générale, la situation macroéconomique s'améliore en Afrique. En témoignent, notamment, la décreue de l'inflation (malgré la persistance d'un risque d'instabilité élevé) et la mise en œuvre rapide des réformes sur le marché des produits.

Un examen plus approfondi des différents groupes de pays révèle un écart de compétitivité et des performances très variables entre les pays d'Afrique. Ainsi, l'Afrique du Sud et Maurice continuent d'afficher des résultats aussi bons, voire meilleurs, que d'autres économies émergentes, telles que le Brésil ou l'Inde. Maurice, en particulier, va de l'avant depuis 2006, et est devenu le pays d'Afrique le plus compétitif, surpassant l'Afrique du Sud. Un deuxième groupe (Rwanda, Maroc, Botswana et Algérie) fait mieux que la moyenne des pays d'Amérique latine. Et un troisième ensemble, plus large (Tunisie, Namibie, Kenya, Seychelles, Zambie, Gabon, Lesotho, Ghana, Sénégal, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Cameroun et Éthiopie), enregistre des résultats supérieurs à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. Les quatre premiers pays de ce groupe affichent même des performances supérieures à la moyenne des pays d'Afrique du Nord.

Cette année, au vu de ces disparités, le présent chapitre classe les économies africaines en quatre groupes spécifiques – pays exportateurs de pétrole, États fragiles, pays à revenu faible non fragiles et pays à revenu intermédiaire – dans la continuité du *Rapport 2013*. D'après cette analyse, les pays d'Afrique à revenu intermédiaire affichent des performances qui sont, en moyenne, comparables à celles d'autres régions telles que la région Amérique latine et Caraïbes, car leurs fondamentaux sont solides. En revanche, les pays exportateurs de pétrole et de gaz sont loin d'avoir les fondamentaux nécessaires pour être compétitifs. Quant aux pays à revenu faible et à certains États fragiles, leur situation s'améliore lentement mais de façon encourageante depuis l'édition 2013 du *Rapport*.

Ce chapitre ayant identifié les principaux facteurs qui entravent la compétitivité, les chapitres suivants examinent plus en détail les freins et problèmes spécifiques qui font obstacle à la transformation des économies africaines. Les chapitres 2.1 et 2.2 traitent respectivement de l'agriculture et des services, qui sont les deux plus importants employeurs en Afrique. Ces deux secteurs pourraient contribuer au développement

de la région via leurs gains de productivité et une plus grande intégration au sein des chaînes de valeur mondiales et régionales. Le chapitre 2.3 cherche à déterminer comment l'Afrique pourrait exploiter le potentiel des chaînes de valeur mondiales afin de transformer ses économies en développant de nouvelles activités et en se dotant d'une industrie manufacturière, d'une agriculture et d'un secteur des services dynamiques et compétitifs.

NOTES

- 1 D'après les estimations, en 2020, plus de la moitié de la population du continent africain aura moins de 25 ans (FMI, 2014a).
- 2 Les Profils pays, dans la Partie 3, présentent l'indice de développement humain de chaque pays couvert par ce *Rapport*.
- 3 Lipton, 2012.
- 4 Le rapport *Doing Business 2015: Au-delà de l'efficacité* de la Banque mondiale montre que, sur les cinq dernières années, 11 pays d'Afrique subsaharienne sont apparus sur la liste annuelle des 10 économies dont la situation s'est le plus améliorée. Certains, tels que le Burundi, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire et le Rwanda, ont déjà figuré plusieurs fois sur cette liste.
- 5 Timmer et al., 2014.
- 6 Duarte & Restuccia, 2010; Herrendorf et al., 2013; McMillan & Harttgen, 2014.
- 7 BAD, OCDE & PNUD, 2013.
- 8 La difficulté de mesurer la transformation structurelle en Afrique s'explique notamment par le manque de données actualisées sur la composition de la valeur ajoutée. Sachant que le changement de base pour le calcul du PIB est effectué avec un certain décalage dans le temps, nous risquons de ne pas pouvoir rendre compte d'une partie des évolutions survenues ces dernières années. Dans le cas du Nigéria, par exemple, la base de données GGDC (10 secteurs) ne permet toujours pas de disposer d'une série temporelle relative à la valeur ajoutée qui corresponde au changement de base effectué en 2014 pour le calcul du PIB. En effet, les données complètes et les éventuelles données affinées supplémentaires sur lesquelles repose cette révision n'ont pas encore été publiées. Il se peut donc que les données actuellement disponibles sous-estiment la taille du secteur des services et de l'industrie manufacturière dans ce pays et, partant, que la pondération assignée à l'agriculture et au secteur minier soit disproportionnée.
- 9 La base de données du rapport de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement dans le monde présente, elle aussi, la valeur ajoutée sectorielle en pourcentage du PIB, mais ne permet qu'une ventilation en trois grands secteurs: agriculture, industrie et services. Au niveau agrégé, les deux bases de données apportent des informations similaires.
- 10 Peut-être à cause, notamment, du recul de l'emploi dans ce secteur.
- 11 Voir également Inklaar & Timmer, 2014.
- 12 Ghani et al., 2012.
- 13 BAD et al., 2013.
- 14 On mesure les 12 piliers en s'appuyant à la fois sur les données quantitatives officielles (inflation, pénétration d'Internet, espérance de vie et taux de scolarisation) et sur les données de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise (l'Enquête), réalisée chaque année par le Forum économique mondial dans tous les pays évalués. Cette enquête apporte des informations cruciales sur un certain nombre d'aspects qualitatifs (tels que la corruption, la confiance dans le secteur public ou la qualité des établissements d'enseignement) pour lesquels on ne dispose pas de données objectives.

- 15 Pour rendre compte de l'intensité en ressources naturelles, nous prenons comme variable de substitution la part des exportations de ressources minérales dans le total des exportations du pays considéré, d'après la classification des secteurs établie par le Centre du commerce international pour le calcul de son indice des performances commerciales (Trade Performance Index). Outre le pétrole brut et le gaz, cette catégorie inclut tous les minerais métalliques, ainsi que les produits pétroliers, le gaz liquéfié, le charbon et les pierres précieuses. Les données utilisées couvrent les années 2009 à 2013, ou l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles. On trouvera des informations supplémentaires sur ces données à l'adresse suivante: <http://legacy.intracen.org/appli1/TradeCom/Documents/TradeCompMap-Tradepourcent20Performancepourcent20Index-Technicalpourcent20Notes-EN.pdf>. On considère que tous les pays dont plus de 70 pour cent des exportations sont constitués de ressources minérales sont des économies tributaires de leurs ressources naturelles. Leur stade de développement est ajusté en douceur à la baisse, en fonction de la part précise de leurs exportations de produits primaires: plus la part des exportations de ressources minérales est élevée, plus l'ajustement est substantiel et plus le pays est proche du stade 1 du développement. Par exemple, un pays dont plus de 95 pour cent des exportations sont des exportations de ressources minérales et qui, d'après les critères relatifs au niveau de revenu, se situerait au stade 3 du développement, se trouve entre les stades 1 et 2. Les critères relatifs au revenu et aux exportations de produits primaires reçoivent une pondération identique. Dans le cas des pays qui exportent moins de 70 pour cent de ressources minérales, le stade de développement dépend uniquement du revenu. Les pays qui n'exportent que des produits primaires sont automatiquement classés dans la catégorie des économies dont le développement est tiré par les facteurs de production (stade 1).
- 16 Les données concernant la Libye proviennent du GCI 2014–2015, publié début septembre 2014. Elles n'incluent donc pas les évolutions en cours dans ce pays, qui devraient être prises en compte dans la prochaine édition du GCI (2015–2016).
- 17 Brésil, Fédération de Russie, Inde et Chine. L'Afrique du Sud ne fait pas partie des pays BRIC.
- 18 Afin de donner la vision la plus complète de la compétitivité en Afrique, la Partie 3 du *Rapport* présente le profil de deux pays, le Bénin et le Libéria, sur la base du GCI 2013–2014. Pour une description détaillée de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise, voir Browne et al., 2014.
- 19 *L'éducation* englobe l'enseignement primaire et la santé (pilier 4), ainsi que l'enseignement supérieur et la formation (pilier 5), même si ce dernier secteur est stricto sensu considéré comme une source d'efficience dans le GCI.
- 20 Forum économique mondial, 2013a.
- 21 CNUCED, 2013.
- 22 Forum économique mondial, 2013a.
- 23 Même dans les pays développés, le déficit infrastructurel se creuse sous l'effet de l'évolution démographique, du manque de financements publics, de l'inadéquation des modèles de partenariat public-privé et des dysfonctionnements intempestifs et des opérations d'entretien de l'infrastructure non programmées. L'OCDE ne doit donc pas être considérée comme un modèle de référence, mais plutôt comme le « second best ».
- 24 Forum économique mondial, 2012b.
- 25 Forum économique mondial, 2014b.
- 26 FMI, 2014b.
- 27 De fait, d'après les nouvelles données provenant de l'enquête mondiale sur la perception des risques, l'Afrique est la région la moins bien préparée pour lutter contre le chômage et le sous-emploi. Voir Forum économique mondial, 2015a et 2015b. Voir aussi le chapitre 1 du *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2013* (Forum économique mondial, 2013a), à propos des jeunes et du problème du chômage.
- 28 Banque mondiale, 2014a.
- 29 FMI, 2015.
- 30 BAD et al., 2013.
- 31 Qiang & Rossotto, 2009.
- 32 Voir le *Global Information Technology Report 2015* (Forum économique mondial, 2015c) pour une analyse détaillée des impacts économiques et sociaux des TIC.
- 33 Banque mondiale & Banque africaine de développement, 2012.
- 34 Ce pilier concerne des données quantitatives, à savoir (1) solde du budget de l'État, (2) épargne nationale brute, (3) inflation et (4) dette publique, ainsi que des données qualitatives sur la note de crédit du pays. Il importe de noter qu'il évalue la stabilité de l'environnement macroéconomique. Il ne prend donc pas directement en compte la façon dont l'État gère les finances publiques. C'est le pilier du GCI relatif aux institutions qui juge cette dimension qualitative.
- 35 FMI, 2014b.
- 36 Banque mondiale, 2014b.
- 37 CNUCED, 2014, p. 10.
- 38 Nous recourons à la classification des pays établie par le FMI dans les *Perspectives économiques régionales* pour l'Afrique subsaharienne, sur la base des données les plus récentes relatives au revenu national brut (RNB) par habitant (moyenne sur trois ans) et de l'indice d'allocation des ressources élaboré par l'IDA (Banque mondiale) (indice IRAI). Les pays exportateurs de pétrole sont ceux dont les exportations de pétrole entrent pour plus de 30 pour cent dans le total des exportations. Les pays à revenu intermédiaire qui ne sont classés ni dans la catégorie des pays exportateurs de pétrole ni dans celle des États fragiles sont les pays dont le RNB moyen par habitant dépassait 1 035 dollars EU sur 2011–13 (calculs de la Banque mondiale au moyen de la méthode Atlas, qui réduit l'impact des fluctuations du cours de change) et un score IRAI supérieur à 3,2. Les pays à revenu faible qui ne sont classés ni dans la catégorie des États fragiles ni dans celle des pays exportateurs de pétrole affichaient un RNB moyen égal ou inférieur à 1 035,00 dollars EU sur 2011–13 (Banque mondiale, méthode Atlas) et un score IRAI supérieur à 3,2. Les États fragiles non classés parmi les pays exportateurs de pétrole affichaient un score IRAI égal ou inférieur à 3,2, à l'exception du Malawi, ce pays n'étant pas considéré comme « fragile » dans la liste harmonisée des États fragiles établie par la Banque mondiale (voir les *Perspectives économiques régionales*, octobre 2014, du FMI). Ces critères sont également appliqués aux économies nord-africaines.
- 39 Pour des informations détaillées pays par pays, voir l'annexe C et les profils présentés dans la Partie 3.
- 40 Étant donné que ce pilier évalue la stabilité de l'environnement macroéconomique, il ne prend pas directement en compte la façon dont les finances publiques sont gérées. C'est le pilier du GCI relatif aux institutions qui juge cette dimension qualitative. Les données concernent le GCI 2014–2015 et n'intègrent pas forcément les évolutions les plus récentes des prix de l'énergie. Ces évolutions seront prises en compte dans le GCI 2015–2016, qui sera publié fin septembre 2015.
- 41 On peut consulter l'indice du développement humain ajusté aux inégalités à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/data>.
- 42 Dobbs et al., 2013.
- 43 Certains de ces pays riches en ressources naturelles, tels que la Guinée équatoriale, ne sont pas pris en compte dans le présent chapitre car ils ne sont pas inclus dans le GCI.
- 44 Voir FMI, 2014b.
- 45 Du point de vue technique, le Rwanda est classé 86e pour la santé et l'enseignement primaire, et le Kenya 87e pour l'ouverture à la technologie.
- 46 Voir Forum économique mondial, 2014a.
- 47 Dans le cas de la Gambie, l'écart entre deux périodes masque des améliorations progressives de la compétitivité globale dans ce pays entre 2006 et 2009, qui ont été suivies d'un recul au cours des années suivantes (annexe D).
- 48 BAD et al., 2014.

RÉFÉRENCES

- Acemoglu, D., S. Johnson & J. Robinson. 2001. "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation." *American Economic Review* 91: 1369–401.
- Banque africaine de développement (BAD). 2013. *Au centre de la transformation de l'Afrique: Stratégie pour la période 2013–2022*. Banque africaine de développement (BAD). 2013. Disponible à l'adresse http://www.westafricainstitute.org/images/pdf/AfDB_Strategy_2013-2022/Strategie_de_la_BAD_pour_la_priode_2013-2022_-_Au_centre_de_la_transformation_de_lAfrique.pdf.
- . 2014. *Oil Price Shock and African Countries: A Preliminary Assessment*. Note économique du Département de la recherche pour le développement. Décembre. BAD.
- BAD, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) & Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2013. *Perspectives économiques en Afrique 2013*. Disponible à l'adresse <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>.
- . 2014. *Perspectives économiques en Afrique 2014*. Disponible à l'adresse <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>.
- Banque mondiale. 2014a. *Youth Employment in Sub-Saharan Africa*. Washington, DC: Banque mondiale. Disponible à l'adresse http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/01/22/000333037_20140122102826/Rendered/PDF/840830V10YouthOSSAOOverview0English.pdf.
- . 2014b. « L'Afrique subsaharienne enregistre le plus grand nombre de réformes portant sur la réglementation des affaires à travers le monde ». Communiqué de presse, 29 octobre. Disponible à l'adresse <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/10/29/sub-saharan-africa-business-regulatory-reforms-worldwide>.
- . 2014c. *Doing Business 2015: Au-delà de l'efficacité* (résumé en français). Disponible à l'adresse <http://français.doingbusiness.org/reports/global-reports/doing-business-2015>.
- Banque Mondiale & BAD. 2012. *The Transformational Use of Information and Communication Technologies in Africa. eTransform Africa report*. Washington, DC et Tunis-Belvédère, Tunisie: Banque mondiale & Banque africaine de développement. Disponible à l'adresse <http://siteresources.worldbank.org/EXTINFORMATIONANDCOMMUNICATIONANDTECHNOLOGIES/Resources/282822-1346223280837/MainReport.pdf>.
- Berg, A. & J. Ostry. 2011. "Inequality and Unsustainable Growth: Two Sides of the Same Coin?" *IMF Staff Discussion Note* 11/08. Washington DC: Fonds monétaire international. Disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf>.
- Browne, C., T. Geiger & T. Gutknecht. 2014. "The Executive Opinion Survey: The Voice of the Business Community." In *The Global Competitiveness Report 2014–2015*. Genève: Forum économique mondial. 69–78.
- Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). 2013. *Rapport 2013 sur le développement économique en Afrique. Le commerce intra-africain: libérer le dynamisme du secteur privé*. Genève: Nations Unies. Disponible à l'adresse http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldcafrica2013_fr.pdf.
- . 2014. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2014. L'investissement au service des Objectifs de développement durable: un plan d'action*. Genève: Nations Unies. Disponible à l'adresse http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2014_overview_fr.pdf.
- Commission on Growth and Development. 2008. *The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development*. Washington DC: Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, pour la Commission on Growth and Development. Disponible à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/6507/449860PUB0Box3101OFFICIALUSEONLY1.pdf?sequence=1>.
- The Conference Board. 2015. *Total Economy Database™*, Janvier. Disponible à l'adresse <http://www.conference-board.org/data/economydatabase/>.
- Credit suisse Research Institute [Institut de recherche Crédit suisse]. 2014. *Global Wealth Databook 2014*, A. Shorrocks & J. Davies, chercheurs, avec R. Lluberias. Zurich: Credit Suisse AG. Disponible à l'adresse http://economics.uwo.ca/people/davies_docs/global-wealth-databook-2014-v2.pdf.
- de Vries, G.J., M.P. Timmer & K. de Vries. 2013. "Structural Transformation in Africa: Static Gains, Dynamic Losses." *GGDC research memorandum*, n° 136. À paraître dans le *Journal of Development Studies*.
- Dobbs, R., J. Oppenheim, A. Kendall, F. Thompson, M. Bratt & F. van der Marel. 2013. "Reverse the Curse: Maximizing the Potential of Resource-Driven Economies." *McKinsey Global Institute Report*, McKinsey & Company. Disponible à l'adresse http://www.mckinsey.com/insights/energy_resources_materials/reverse_the_curse_maximizing_the_potential_of_resource_driven_economies.
- Duarte, M. & D. Restuccia. 2010. "The Role of the Structural Transformation in Aggregate Productivity." *Quarterly Journal of Economics* 125 (1): 129–73.
- Easterly W. & R. Levine. 1997. "Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions." *Quarterly Journal of Economics* CXII: 1203–50.
- Fonds monétaire international (FMI). 2014a. *Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne. Pour une croissance durable et plus solidaire*. Avril. Washington DC: FMI. Disponible à l'adresse <https://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2014/afr/sreo0414f.pdf>.
- . 2014b. *Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne. Maintenir le cap*. Octobre. Washington, DC: FMI. Disponible à l'adresse <https://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2014/afr/sreo1014f.pdf>.
- . 2014c. *Perspectives de l'économie mondiale: Nuages et incertitudes de l'après-crise*, Octobre. Washington, DC: FMI. Disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2014/02/pdf/textf.pdf>.
- . 2015. *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa: Navigating Headwinds*. Avril. Washington, DC: FMI. Disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/pdf/sreo0415.pdf>.
- Inklaar, R. & M. P. Timmer. 2014. "The Relative Price of Services." *Review of Income and Wealth* 60 (4): 727–46.
- Forum économique mondial. 2006. *The Global Competitiveness Report 2006–2007*. Genève: Forum économique mondial.
- . 2012a. *The Global Competitiveness Report 2012–2013*. Genève: Forum économique mondial.
- . 2012b. *Strategic Infrastructure: Steps to Prioritize and Deliver Infrastructure Effectively and Efficiently*. Industry Agenda report. Élaboré en collaboration avec PwC. Genève: Forum économique mondial. Disponible à l'adresse http://www3.weforum.org/docs/WEF_IU_StrategicInfrastructure_Report_2012.pdf.
- . 2013a. *The Africa Competitiveness Report 2013*. Genève: Forum économique mondial.
- . 2013b. *The Global Competitiveness Report 2013–2014*. Genève: Forum économique mondial.
- . 2014a. *The Global Competitiveness Report 2014–2015*. Genève: Forum économique mondial.
- . 2014b. *African Strategic Infrastructure Initiative: Managing Transnational Infrastructure Programmes in Africa: Challenges and Best Practices*. Industry Agenda report élaboré en collaboration avec The Boston Consulting Group. Genève: Forum économique mondial. Disponible à l'adresse http://www3.weforum.org/docs/WEF_AfricanStrategicInfrastructure_Report_2014.pdf.
- . 2015a. *Global Risks 2015 Report*. Genève: Forum économique mondial. Disponible à l'adresse <http://reports.weforum.org/global-risks-2015/>.
- . 2015b. "Part 1 Global Risks 2015: Preparedness at the Regional Level Is Different." Disponible à l'adresse <http://reports.weforum.org/global-risks-2015/part-1-global-risks-2015/preparedness-at-the-regional-level-is-different/>.
- . 2015c. *The Global Information Technology Report 2015*. Genève: Forum économique mondial.

- . 2015d, à paraître. *Benchmarking Inclusive Growth and Development*. Genève: Forum économique mondial. Disponible à l'adresse http://www3.weforum.org/docs/WEF_Inclusive_Growth_Development.pdf.
- Ghani, E., A. G. Goswami & H. Kharas. 2012. *Service with a Smile*. Banque mondiale, Washington, DC. © Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/17068> License: CC BY 3.0 IGO.
- Herrendorf B., R. Rogerson & A. Valentinyi. 2013. "Two Perspectives on Preferences and Structural Transformation." *American Economic Review*, n° 103 (7): 2752–89.
- Ianchovichina, E. & S. Lundstrom. 2009. "Inclusive Growth Analytics: Framework and Application." *Policy Research Working Paper*, n° 4851. Washington, DC: Banque mondiale.
- Ianchovichina, E. & S. Lundstrom Gable. 2012. "What Is Inclusive Growth?" In *Commodity Prices and Inclusive Growth in Low-Income Countries*, R. Arezki, C. Pattillo, M. Quintyn et M. Zhu (dir. pub.). Washington, DC: Fonds monétaire international. 147–60.
- Killick, T. 2002. "Responding to Inequality." *Inequality Briefing Paper* n° 3. Londres: Overseas Development Institute. Disponible à l'adresse <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/3810.pdf>.
- Lipton, M. 2012. "Income from Work: The Food-Population-Resource Crisis in the 'Short Africa'." Leontief Prize Lecture, Tufts University, Medford, MA, 3 avril. Disponible à l'adresse http://www.ase.tufts.edu/gdae/about_us/leontief/LiptonLeontiefPrizeComments.pdf.
- Lopez, H. 2004. "Pro-Poor Growth: A Review of What We Know (and of What We Don't)." Document interne. Washington, DC: Banque mondiale. Disponible à l'adresse <http://www.eldis.org/vfile/upload/1/document/0708/DOC17880.pdf>.
- McMillan, M. S. & K. Harttgen. 2014. "What Is Driving the 'Africa Growth Miracle'?" *NBER Working Paper* n° 20077, avril. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Ostry, J. D., A. Berg & C. G. Tsangarides. 2014. "Redistribution, Inequality and Growth." *IMF Staff Discussion Note* 14/02. Washington, DC: Fonds monétaire international. Disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf>.
- Qiang, C. & C. Rossotto. 2009. "Economic Impacts of Broadband." In *Information and Communication for Development: Extending Reach and Increasing Impact*. Washington, DC: Banque mondiale. 35–50. Disponible à l'adresse www.worldbank.org/ict4d.
- Sala-i-Martin, X. & A. Subramanian. 2003. "Addressing the Natural Resources Curse: An Illustration from Nigeria." *NBER Working Paper* n° 9804, juin. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Timmer, M. P., G.J. de Vries & K. de Vries. 2014. "Patterns of Structural Change in Developing Countries." *GGDC research memorandum* 149. Université de Groningue. Disponible à l'adresse <http://www.ggdc.net/publications/memorandum/gd149.pdf>.
- PNUD. 2014. *Human Development Reports, 2014 Human Development Statistical Tables*. Disponible à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/data>.

Annexe A: Calcul et structure de l'indice de compétitivité mondiale 2014–2015

Cette annexe détaille la composition de l'indice de compétitivité mondiale (Global Competitiveness Index, GCI) 2014–2015. La numérotation des indicateurs correspond à celle des tableaux de données. Le chiffre qui précède le point indique à quel pilier se rattache l'indicateur (par exemple, l'indicateur 1.11 relève du 1er pilier, et l'indicateur 9.04 du 9e pilier).

Le calcul du GCI repose sur des agrégations successives de scores, partant du niveau des indicateurs (c'est-à-dire le niveau le plus désagrégé) jusqu'à atteindre le score GCI global. Sauf mention contraire, nous utilisons une moyenne arithmétique pour agréger les différents indicateurs dans chaque catégorie.^a Pour les niveaux d'agrégation supérieurs, on utilise le pourcentage indiqué à côté de chaque catégorie. Ce pourcentage représente le poids de la catégorie au sein de sa catégorie parent immédiate. Les pourcentages présentés sont des arrondis à l'entier le plus proche, mais pour le calcul du GCI, on conserve les chiffres exacts. Par exemple, le score obtenu par un pays sur le 11e pilier entre pour 50 pour cent dans le score qu'enregistre ce pays pour le sous-indice *sources d'innovation et de sophistication*, quel que soit le stade de développement du pays. De même, le score obtenu dans le sous-pilier *infrastructure de transport* représente 50 pour cent du score du pilier *infrastructure*.

Contrairement à ce qui se passe aux niveaux d'agrégation inférieurs, la pondération associée à chacun des trois sous-indices (*paramètres de base*, *sources d'efficacité* et *sources d'innovation et de sophistication*) n'est pas fixe: elle dépend du stade de développement du pays examiné, comme le montre ce chapitre.^b Ainsi, dans le cas du Burundi, pays qui se trouve au premier stade de développement, le score enregistré dans les *paramètres de base* compte pour 60 pour cent du score GCI global, alors qu'il ne représente que 20 pour cent du score GCI global de la Suède, pays qui en est au stade de développement 3. Pour les pays en transition entre deux stades de développement, la pondération appliquée à chaque sous-indice est présentée dans le profil correspondant, à la fin de ce volume. Dans le cas, par exemple, du Gabon, qui est en train de passer du stade 1 au stade 2, la pondération de chaque sous-indice est respectivement de 51,5 pour cent, de 41,4 pour cent et de 7,1 pour cent, comme indiqué dans le profil de ce pays à la page 126 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*.

Les indicateurs qui ne proviennent pas de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise (l'Enquête) sont identifiés par un astérisque (*) dans les pages suivantes. La section Notes techniques et Sources, à la fin du *Rapport*, donne des informations détaillées sur chacun de ces indicateurs. Pour permettre l'agrégation, ces données sont converties sur une échelle de 1 à 7 de sorte qu'elles soient alignées sur les résultats de l'Enquête. Nous appliquons une transformation min-max, qui préserve l'ordre des scores des pays et leur écart relatif.^c

Les indicateurs suivis de la mention « ½ » entrent dans le calcul de deux piliers différents du GCI. Pour éviter de les compter deux fois, nous assignons une pondération d'un demi à chaque occurrence.^d

Pondération (%) au sein
de la catégorie parent immédiate

PARAMÈTRES DE BASE.....	20–60% ^b
1er pilier: Institutions	25%
A. Institutions publiques.....	75%
1. Droits de propriété.....	20%
1.01 Droits de propriété	
1.02 Protection de la propriété intellectuelle ^½	
2. Éthique et corruption.....	20%
1.03 Détournement de fonds publics	
1.04 Confiance de la population dans la classe politique	
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	
3. Abus d'autorité.....	20%
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires	
4. Efficacité des pouvoirs publics.....	20%
1.08 Gaspillage des fonds publics	
1.09 Poids de la réglementation	
1.10 Efficacité du cadre juridique pour le règlement des différends	
1.11 Efficacité du cadre juridique pour la contestation de la réglementation	
1.12 Transparence des politiques publiques	
5. Sécurité.....	20%
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	
1.14 Coût des délits et de la violence pour les entreprises	
1.15 Crime organisé	
1.16 Fiabilité des services de police	
B. Institutions privées.....	25%
1. Éthique des entreprises.....	50%
1.17 Comportement éthique des entreprises	

2. Reddition de comptes	50%
1.18 Rigueur des normes d'audit et d'information financière	
1.19 Efficacité des conseils d'administration	
1.20 Protection des intérêts des actionnaires minoritaires	
1.21 Protection des investisseurs*	

2e pilier: Infrastructure.....25%

A. Infrastructure de transport.....	50%
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire ⁹	
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	
2.06 Sièges-kilomètres aériens offerts*	

B. Infrastructures énergétiques et téléphoniques.....50%

2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	
2.08 Abonnements de téléphonie mobile* ^{1/2}	
2.09 Lignes téléphoniques fixes* ^{1/2}	

3e pilier: Environnement macroéconomique.....25%

3.01 Solde du budget de l'État*	
3.02 Épargne nationale brute*	
3.03 Inflation* ^f	
3.04 Dette publique*	
3.05 Note de crédit du pays*	

4e pilier: Santé et enseignement primaire.....25%

A. Santé.....50%

4.01 Incidence du paludisme* ⁹	
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises ⁹	
4.03 Incidence de la tuberculose* ⁹	
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises ⁹	
4.05 Prévalence du VIH* ⁹	
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises ⁹	
4.07 Mortalité infantile*	
4.08 Espérance de vie*	

B. Enseignement primaire.....50%

4.09 Qualité de l'enseignement primaire	
4.10 Taux d'inscription dans le primaire*	

SOURCES D'EFFICIENCE.....35–50%^d

5e pilier: Enseignement supérieur et formation.....17%

A. Quantité d'éducation.....33%

5.01 Taux d'inscription dans le secondaire*	
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur*	

B. Qualité de l'éducation.....33%

5.03 Qualité du système éducatif	
5.04 Qualité de l'enseignement mathématique et scientifique	
5.05 Qualité des écoles de commerce	
5.06 Accès à Internet dans les écoles	

C. Formation en cours d'emploi.....33%

5.07 Services de recherche et de formation spécialisés disponibles dans le pays	
5.08 Formation du personnel	

6e pilier: Efficacité du marché des produits.....17%

A. Concurrence.....67%

1. Concurrence sur le marché intérieur.....	variable ^h
6.01 Intensité de la concurrence locale	
6.02 Concentration du marché	

6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	
6.05 Taux d'imposition total*	
6.06 Nombre de démarches nécessaires à la création d'une entreprise* ⁱ	
6.07 Délai nécessaire à la création d'une entreprise* ⁱ	
6.08 Coût de la politique agricole	

2. Concurrence étrangère.....variable^h

6.09 Prévalence des obstacles aux échanges commerciaux	
6.10 Taux des droits de douane*	
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	
6.12 Impact de la réglementation de l'IDE sur les entreprises	
6.13 Poids des procédures douanières	
6.14 Importations en pourcentage du PIB* ^j	

B. Conditions de la demande.....33%

6.15 Degré d'orientation client	
6.16 Sophistication des acheteurs	

7e pilier: Efficacité du marché du travail.....17%

A. Flexibilité.....50%

7.01 Coopération dans les relations personnel/employeurs	
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	
7.04 Coût du licenciement*	
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	

B. Utilisation efficiente des talents.....50%

7.06 Rémunération et productivité	
7.07 Professionnalisme de l'encadrement ^{1/2}	
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	
7.10 Participation des femmes à la population active*	

8e pilier: Développement des marchés financiers.....17%

A. Efficacité.....50%

8.01 Disponibilité des services financiers	
8.02 Accessibilité économique des services financiers	
8.03 Financement via le marché boursier local	
8.04 Facilité d'accès aux prêts	
8.05 Disponibilité du capital-risque	

B. Fiabilité et confiance.....50%

8.06 Solidité des banques	
8.07 Réglementation des Bourses des valeurs mobilières	
8.08 Indice de fiabilité des garanties*	

9e pilier: Ouverture à la technologie.....17%

A. Adoption des technologies.....50%

9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises	
9.03 IDE et transfert de technologies	

B. Recours aux TIC.....50%

9.04 Internautes*	
9.05 Abonnés Internet à haut débit*	
9.06 Largeur de bande Internet*	
9.07 Abonnements de téléphonie mobile à haut débit*	
2.08 Abonnements de téléphonie mobile* ^{1/2}	
2.09 Lignes téléphoniques fixes* ^{1/2}	

10e pilier: Taille du marché17%**A. Taille du marché intérieur75%**10.01 Indice de la taille du marché intérieur^{*k}**B. Taille du marché extérieur.....25%**10.02 Indice de la taille du marché extérieur^l**SOURCES D'INNOVATION ET DE SOPHISTICATION...5–30%^b****11e pilier: Sophistication des entreprises50%**

- 11.01 Nombre de fournisseurs locaux
- 11.02 Qualité des fournisseurs locaux
- 11.03 Niveau de développement des pôles d'entreprises
- 11.04 Nature de l'avantage concurrentiel
- 11.05 Présence dans la chaîne de valeur
- 11.06 Contrôle local de la distribution à l'international
- 11.07 Sophistication des processus de production
- 11.08 Utilisation du marketing
- 11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs
- 7.07 Professionnalisme de l'encadrement^{1/2}

12e pilier: Innovation en R-D.....50%

- 12.01 Capacité d'innovation
- 12.02 Qualité des établissements de recherche scientifique
- 12.03 Dépenses de R-D des entreprises
- 12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D
- 12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées
- 12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs
- 12.07 Demandes de brevets PCT*
- 1.02 Protection de la propriété intellectuelle^{1/2}

NOTES

- a Formellement, pour une catégorie *i* composée de *K* indicateurs, on a:

$$\text{catégorie}_i = \frac{\sum_{k=1}^K \text{indicateur}_k}{K}$$

- b Comme le décrit ce chapitre, les pondérations sont celles spécifiées ci-dessous. Il convient de se référer au tableau 2 du chapitre pour la classification des pays en fonction de leur stade de développement:

	Stade de développement				
	Développe- ment tiré par les facteurs de produc- tion (1)	Transition entre le stade 1 et le stade 2	Développe- ment tiré par l'efficience (2)	Transition entre le stade 2 et le stade 3	Développe- ment tiré par l'innovation (3)
Seuils du PIB par habitant (en dollars EU)*	<2,000	2,000–2,999	3,000–8,999	9,000–17,000	>17,000
Pondération des paramètres de base	60%	40–60%	40%	20–40%	20%
Pondération des sources d'efficience	35%	35–50%	50%	50%	50%
Pondération des sources d'innovation et de sophistication	5%	5–10%	10%	10–30%	30%

* Dans le cas des pays qui dépendent fortement de leurs ressources minérales, le PIB par habitant n'est pas le seul critère utilisé pour déterminer le stade de développement. Pour des informations détaillées, voir le corps du chapitre.

- c Formellement, on a:

$$6 \times \left(\frac{\text{score du pays} - \text{minimum échantillon}}{\text{maximum échantillon} - \text{minimum échantillon}} \right) + 1$$

Le *minimum échantillon* et le *maximum échantillon* sont, respectivement, le score le plus bas et le score le plus élevé constatés sur l'ensemble des économies couvertes par le GCI. Dans certains cas, on a procédé à des ajustements pour tenir compte des valeurs aberrantes. En ce qui concerne les indicateurs pour lesquels une valeur élevée signale un résultat moins bon (par exemple, l'indice d'une maladie ou la dette publique), la formulation de transformation est la suivante:

$$-6 \times \left(\frac{\text{score du pays} - \text{minimum échantillon}}{\text{maximum échantillon} - \text{minimum échantillon}} \right) + 7$$

On peut ainsi s'assurer que 1 et 7 correspondent toujours, respectivement, au score le moins bon et au score le meilleur possible

- d Pour les catégories qui comportent une ou plusieurs variables assorties d'une pondération d'un demi, les scores sont calculés comme suit:

$$\frac{(\text{somme des scores à pondération entière}) + \frac{1}{2} \times (\text{somme des scores à demi-pondération})}{(\text{nbre de } V \text{ à pondération entière}) + \frac{1}{2} \times (\text{nbre de } V^* \text{ à demi-pondération})}$$

* *V* = variable.

- e La mention « sans objet » indique que le pays ne dispose pas d'un service ferroviaire régulier ou que son réseau ferroviaire ne dessert qu'une très faible partie du territoire national. C'est le Forum économique mondial qui a évalué l'existence d'un réseau, sur la base de différentes sources.

- f Afin de rendre compte de l'idée qu'une inflation forte est tout aussi préjudiciable que la déflation, le modèle intègre l'inflation sous la forme d'une courbe en U: dans le cas d'une inflation comprise entre 0,5 et 2,9 pour cent, le pays reçoit la meilleure note possible, à savoir 7. En dehors de cette fourchette, les scores décroissent linéairement à mesure qu'ils s'écartent de ces valeurs.

- g L'impact du paludisme, de la tuberculose et du VIH/sida sur la compétitivité dépend non seulement de leur incidence respective, mais également du coût qu'ils représentent pour les entreprises. En conséquence, pour estimer l'impact de chacun, nous combinons leur taux d'incidence avec le coût perçu au niveau des entreprises d'après l'Enquête. Pour ce faire, nous divisons le taux d'incidence de la maladie dans le pays par le taux d'incidence le plus élevé de l'échantillon. Nous multiplions ensuite l'inverse de ce ratio par le score du pays à la question correspondante de l'Enquête. Ce produit est ensuite normalisé sur une échelle de 1 à 7. Notons que les pays où l'incidence communiquée est nulle reçoivent un 7, quel que soit le score enregistré à la question correspondante de l'Enquête. Concernant le paludisme, les pays reçoivent un 7 si l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) les a classés dans la catégorie des pays non endémiques ou les a inclus sur la liste supplémentaire des zones où il n'y a jamais eu de paludisme ou où le paludisme a disparu sans que des mesures spécifiques n'aient été mises en œuvre.

- h Le sous-pilier *concurrence* est la moyenne pondérée de deux composantes: la *concurrence sur le marché intérieur* et la *concurrence étrangère*. Dans chacune de ces deux composantes, les indicateurs inclus donnent une idée de l'ampleur de la distorsion de la concurrence. L'importance relative de ces distorsions dépend de la taille relative de la concurrence sur le marché intérieur par rapport à la concurrence étrangère. Cette interaction entre marché local et marché extérieur est prise en compte dans la façon dont nous calculons les pondérations de ces deux composantes. La concurrence sur le marché intérieur est la somme de la consommation (C), de l'investissement (I), des dépenses de l'État (E) et des exportations (X), alors que la concurrence étrangère est égale aux importations (M). On affecte donc une pondération de (C + I + E + X)/(C + I + E + X + M) à la *concurrence sur le marché intérieur* et une pondération de M/(C + I + G + X + M) à la *concurrence étrangère*.

- i Les indicateurs 6.06 et 6.07 sont combinés en un indicateur unique.

- j Pour l'indicateur 6.14 (importations en pourcentage du PIB), on applique d'abord une transformation logarithmique, puis une transformation min-max.

- k On calcule la taille du marché intérieur en prenant le logarithme naturel de la somme du produit intérieur brut (PIB), valorisé à parité de pouvoir d'achat (PPA), et de la valeur totale (estimations à PPA) des importations de biens et services, moins la valeur totale (estimations à PPA) des exportations de biens et services. Le résultat est ensuite normalisé sur une échelle de 1 à 7. Les estimations des importations et des exportations à PPA sont obtenues au moyen du produit des exportations en pourcentage du PIB et du PIB valorisé à PPA. Les données sous-jacentes sont présentées dans la section des tableaux de données (voir les tableaux 10.03, 6.14 et 10.04).
- l La taille du marché extérieur est calculée au moyen du logarithme naturel de la valeur totale (estimations à PPA) des exportations de biens et services, normalisé sur une échelle de 1 à 7. Les estimations des exportations à PPA sont obtenues au moyen du produit des exportations en pourcentage du PIB et du PIB valorisé à PPA. Les données sous-jacentes sont présentées dans les tableaux de données).

Annexe B: L'indice de compétitivité mondiale 2014–2015: Afrique et pays de référence, par sous-indice

SOUS-INDICES								
Pays/région	GCI 2014–2015		Paramètres de base		Sources d'efficience		Sources d'innovation et de sophistication	
	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur
AFRIQUE DU NORD								
Maroc	72	4.21	57	4.74	78	3.92	82	3.50
Algérie	79	4.08	65	4.64	125	3.34	133	2.91
Tunisie	87	3.96	85	4.38	94	3.74	93	3.40
Égypte	119	3.60	121	3.73	106	3.58	113	3.18
Libye	126	3.48	111	3.86	137	3.03	143	2.49
Moyenne Afrique du Nord		3.87		4.27		3.52		3.09
AFRIQUE SUBSAHARIENNE								
Maurice	39	4.52	38	5.04	59	4.24	53	3.85
Afrique du Sud	56	4.35	89	4.30	43	4.45	37	4.07
Rwanda	62	4.27	67	4.62	91	3.77	66	3.64
Botswana	74	4.15	72	4.53	84	3.87	110	3.22
Namibie	88	3.96	81	4.40	97	3.71	91	3.41
Kenya	90	3.93	115	3.82	66	4.12	40	4.03
Seychelles	92	3.91	50	4.85	105	3.58	69	3.62
Zambie	96	3.86	109	3.88	86	3.85	57	3.76
Gabon	106	3.74	95	4.15	119	3.37	131	2.93
Lesotho	107	3.73	102	4.09	130	3.21	117	3.12
Ghana	111	3.71	123	3.68	89	3.78	68	3.62
Sénégal	112	3.70	120	3.75	102	3.62	65	3.65
Cabo Verde	114	3.68	91	4.27	127	3.29	109	3.23
Côte d'Ivoire	115	3.67	119	3.75	108	3.58	86	3.47
Cameroun	116	3.66	116	3.79	113	3.48	84	3.47
Éthiopie	118	3.60	117	3.78	120	3.37	119	3.09
Tanzanie	121	3.57	124	3.67	114	3.43	107	3.26
Ouganda	122	3.56	126	3.59	110	3.53	104	3.30
Swaziland	123	3.55	108	3.92	126	3.32	108	3.25
Zimbabwe	124	3.54	114	3.83	133	3.12	127	2.95
Gambie	125	3.53	125	3.60	117	3.40	79	3.52
Nigéria	127	3.44	140	3.18	82	3.89	103	3.30
Mali	128	3.43	128	3.54	129	3.25	97	3.36
Madagascar	130	3.41	129	3.52	128	3.25	105	3.27
Malawi	132	3.25	139	3.20	122	3.35	115	3.17
Mozambique	133	3.24	133	3.29	131	3.19	120	3.05
Burkina Faso	135	3.21	135	3.25	132	3.16	128	2.95
Sierra Leone	138	3.10	141	3.14	136	3.06	130	2.93
Burundi	139	3.09	130	3.40	144	2.62	137	2.68
Angola	140	3.04	137	3.21	140	2.84	144	2.36
Mauritanie	141	3.00	138	3.21	143	2.69	138	2.63
Tchad	143	2.85	143	2.93	142	2.74	141	2.55
Guinée	144	2.79	144	2.76	138	2.88	142	2.55
Moyenne Afrique subsaharienne		3.58		3.76		3.42		3.25
BRIC								
Chine	28	4.89	28	5.34	30	4.68	33	4.14
Fédération de Russie	53	4.37	44	4.94	41	4.49	75	3.54
Brésil	57	4.34	83	4.40	42	4.46	56	3.82
Inde	71	4.21	92	4.25	61	4.19	52	3.86
Moyenne BRIC		4.45		4.73		4.45		3.84
Moyenne Amérique latine et Caraïbes		3.97		4.32		3.87		3.49
Moyenne Asie du Sud-Est		4.29		4.62		4.10		3.74

Annexe C: L'indice de compétitivité mondiale 2014–2015: Afrique et pays de référence, par pilier

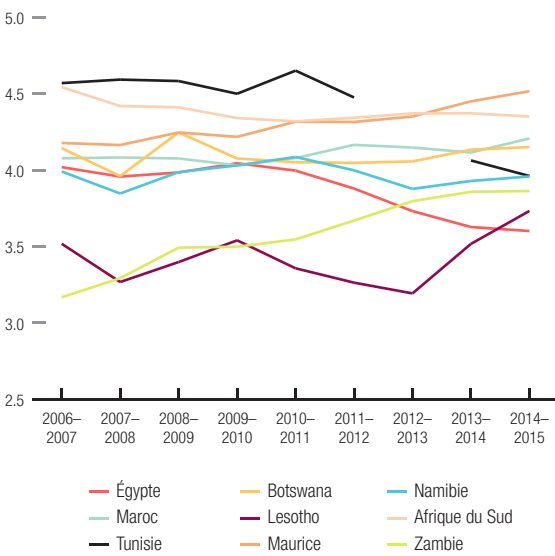
Pays/région	SOUS-INDICES (1ER–5E PILIERS)											
	GCI 2014–2015		1er pilier: Institutions		2e pilier: Infrastructure		3e pilier: Environnement macroéconomique		4e pilier: Santé et enseignement primaire		5e pilier: Enseignement supérieur et formation	
	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur
AFRIQUE DU NORD												
Maroc	72	4.21	49	4.21	55	4.38	66	4.72	76	5.66	104	3.56
Algérie	79	4.08	101	3.41	106	3.12	11	6.41	81	5.61	98	3.69
Tunisie	87	3.96	81	3.70	79	3.80	111	4.03	53	6.00	73	4.28
Égypte	119	3.60	100	3.41	100	3.20	141	2.96	97	5.37	111	3.27
Libye	126	3.48	142	2.62	113	2.88	41	5.36	119	4.55	102	3.59
Moyenne Afrique du Nord		3.87		3.47		3.48		4.70		5.44		3.68
AFRIQUE SUBSAHARIENNE												
Maurice	39	4.52	35	4.60	42	4.74	74	4.66	42	6.14	54	4.66
Afrique du Sud	56	4.35	36	4.50	60	4.29	89	4.45	132	3.96	86	4.04
Rwanda	62	4.27	18	5.21	105	3.14	79	4.62	86	5.52	122	2.98
Botswana	74	4.15	39	4.47	101	3.19	13	6.30	127	4.14	101	3.59
Namibie	88	3.96	50	4.19	66	4.17	78	4.62	115	4.63	115	3.23
Kenya	90	3.93	78	3.73	96	3.27	126	3.73	120	4.55	95	3.77
Seychelles	92	3.91	54	4.04	53	4.50	57	4.89	55	5.98	85	4.04
Zambie	96	3.86	52	4.12	118	2.67	103	4.16	118	4.56	80	4.16
Gabon	106	3.74	79	3.72	114	2.86	18	6.03	130	4.01	126	2.78
Lesotho	107	3.73	68	3.86	116	2.77	28	5.69	128	4.03	116	3.23
Ghana	111	3.71	69	3.85	108	3.03	133	3.38	121	4.46	106	3.46
Sénégal	112	3.70	74	3.81	111	2.93	97	4.29	131	3.96	119	3.18
Cabo Verde	114	3.68	66	3.89	104	3.14	106	4.11	57	5.96	89	3.91
Côte d'Ivoire	115	3.67	86	3.64	93	3.41	68	4.70	140	3.25	121	3.12
Cameroun	116	3.66	91	3.53	126	2.47	90	4.45	112	4.70	117	3.22
Éthiopie	118	3.60	96	3.46	125	2.49	95	4.36	110	4.82	131	2.63
Tanzanie	121	3.57	93	3.49	130	2.26	109	4.06	108	4.86	134	2.45
Ouganda	122	3.56	115	3.29	129	2.28	96	4.36	122	4.45	129	2.68
Swaziland	123	3.55	61	3.94	97	3.26	60	4.79	134	3.69	120	3.18
Zimbabwe	124	3.54	113	3.31	124	2.54	87	4.48	106	4.99	118	3.18
Gambie	125	3.53	44	4.29	95	3.27	142	2.96	133	3.88	107	3.45
Nigéria	127	3.44	129	3.01	134	2.13	76	4.62	143	2.97	124	2.88
Mali	128	3.43	126	3.18	103	3.15	86	4.48	138	3.33	128	2.70
Madagascar	130	3.41	128	3.13	135	2.10	81	4.60	125	4.26	130	2.64
Malawi	132	3.25	77	3.74	131	2.21	144	2.42	123	4.42	132	2.57
Mozambique	133	3.24	127	3.16	128	2.36	110	4.06	135	3.58	138	2.39
Burkina Faso	135	3.21	117	3.28	141	2.01	83	4.55	141	3.18	136	2.42
Sierra Leone	138	3.10	107	3.37	136	2.07	117	3.94	142	3.18	137	2.39
Burundi	139	3.09	132	2.92	140	2.01	112	4.02	114	4.64	142	2.14
Angola	140	3.04	143	2.61	139	2.01	71	4.70	136	3.54	144	1.94
Mauritanie	141	3.00	138	2.76	123	2.59	115	4.00	137	3.48	141	2.16
Tchad	143	2.85	140	2.66	144	1.67	73	4.68	144	2.72	143	2.05
Guinée	144	2.79	134	2.81	143	1.78	138	3.20	139	3.25	140	2.19
Moyenne Afrique subsaharienne		3.58		3.62		2.81		4.38		4.21		3.01
BRIC												
Chine	28	4.89	47	4.22	46	4.66	10	6.41	46	6.08	65	4.42
Fédération de Russie	53	4.37	97	3.45	39	4.82	31	5.54	56	5.97	39	4.96
Brésil	57	4.34	94	3.47	76	3.98	85	4.49	77	5.65	41	4.92
Inde	71	4.21	70	3.84	87	3.58	101	4.22	98	5.35	93	3.86
Moyenne BRIC		4.45		3.74		4.26		5.17		5.76		4.54
Moyenne Amérique latine et Caraïbes		3.97		3.51		3.72		4.58		5.46		4.15
Moyenne Asie du Sud-Est		4.29		3.94		3.88		5.08		5.56		3.94

SOUS-INDICES (6E-12E PILIERS)														
Pays/région	6e pilier: Efficience du marché des produits		7e pilier: Efficience du marché du travail		8e pilier: Développement des marchés financiers		9e pilier: Ouverture à la technologie		10e pilier: Taille du marché		11e pilier: Sophistication des entreprises		12e pilier: Innovation	
	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur
AFRIQUE DU NORD														
Maroc	58	4.41	111	3.81	69	4.02	78	3.57	56	4.17	78	3.88	90	3.11
Algérie	136	3.48	139	3.15	137	2.72	129	2.59	47	4.39	131	3.22	128	2.60
Tunisie	107	4.03	129	3.51	117	3.35	90	3.38	64	3.87	88	3.78	99	3.01
Égypte	118	3.95	140	3.08	125	3.19	95	3.21	29	4.78	95	3.70	124	2.65
Libye	139	3.32	133	3.41	144	1.95	130	2.56	85	3.33	135	3.01	144	1.98
Moyenne Afrique du Nord		3.84		3.39		3.05		3.06		4.11		3.52		2.67
AFRIQUE SUBSAHARIENNE														
Maurice	25	4.92	52	4.33	26	4.74	63	3.97	113	2.83	33	4.48	76	3.22
Afrique du Sud	32	4.71	113	3.80	7	5.37	66	3.86	25	4.91	31	4.49	43	3.64
Rwanda	42	4.62	9	5.08	55	4.26	98	3.14	125	2.52	84	3.83	53	3.46
Botswana	97	4.12	36	4.56	57	4.22	76	3.58	97	3.12	116	3.47	102	2.97
Namibie	96	4.13	55	4.31	46	4.43	89	3.42	119	2.74	94	3.72	91	3.10
Kenya	62	4.40	25	4.68	24	4.77	87	3.48	74	3.62	44	4.38	38	3.69
Seychelles	88	4.18	44	4.44	103	3.65	70	3.73	143	1.46	66	3.99	73	3.25
Zambie	37	4.65	88	4.06	50	4.37	105	2.99	110	2.88	60	4.10	54	3.42
Gabon	126	3.81	69	4.23	105	3.57	108	2.95	109	2.89	133	3.18	122	2.68
Lesotho	80	4.24	76	4.16	123	3.27	137	2.37	139	2.01	123	3.37	110	2.87
Ghana	67	4.34	98	3.94	62	4.15	100	3.11	69	3.71	70	3.94	63	3.31
Sénégal	68	4.34	68	4.23	85	3.80	96	3.21	104	2.96	77	3.90	57	3.39
Cabo Verde	110	4.01	126	3.59	115	3.36	80	3.54	144	1.30	114	3.48	101	2.98
Côte d'Ivoire	82	4.23	73	4.21	78	3.86	117	2.81	94	3.23	100	3.66	69	3.28
Cameroun	113	3.99	81	4.11	108	3.51	120	2.76	91	3.30	98	3.68	71	3.27
Éthiopie	124	3.84	78	4.15	120	3.33	133	2.46	66	3.81	127	3.32	109	2.87
Tanzanie	122	3.90	47	4.39	96	3.72	131	2.51	75	3.61	112	3.49	98	3.03
Ouganda	119	3.95	27	4.66	81	3.81	119	2.78	86	3.32	109	3.53	96	3.06
Swaziland	98	4.09	105	3.86	71	4.00	125	2.66	136	2.09	101	3.63	112	2.86
Zimbabwe	133	3.58	137	3.25	112	3.44	109	2.95	132	2.31	130	3.28	125	2.63
Gambie	111	4.00	38	4.54	94	3.74	103	3.02	142	1.65	71	3.93	89	3.11
Nigéria	87	4.19	40	4.53	67	4.06	104	3.02	33	4.70	87	3.78	114	2.82
Mali	104	4.07	102	3.89	122	3.32	112	2.86	122	2.66	102	3.62	92	3.10
Madagascar	102	4.08	39	4.53	132	2.85	127	2.63	114	2.77	117	3.46	94	3.09
Malawi	108	4.03	28	4.63	79	3.82	135	2.41	123	2.63	108	3.54	115	2.80
Mozambique	116	3.99	104	3.88	126	3.14	122	2.71	101	3.07	125	3.34	118	2.76
Burkina Faso	127	3.81	70	4.22	127	3.14	132	2.49	111	2.87	136	3.00	107	2.89
Sierra Leone	117	3.98	95	4.01	116	3.36	138	2.36	133	2.27	128	3.28	130	2.58
Burundi	135	3.49	103	3.89	142	2.37	142	2.10	141	1.74	139	2.91	133	2.46
Angola	143	2.92	128	3.52	140	2.50	140	2.34	65	3.84	144	2.61	142	2.12
Mauritanie	138	3.35	141	3.07	141	2.50	123	2.71	131	2.33	142	2.85	136	2.41
Tchad	142	2.94	120	3.72	136	2.74	143	2.09	106	2.92	143	2.77	139	2.34
Guinée	137	3.40	89	4.05	134	2.85	139	2.35	127	2.44	141	2.85	141	2.25
Moyenne Afrique subsaharienne		4.01		4.14		3.64		2.89		2.86		3.54		2.96
BRIC														
Chine	56	4.42	37	4.55	54	4.30	83	3.53	2	6.86	43	4.38	32	3.91
Fédération de Russie	99	4.09	45	4.42	110	3.50	59	4.19	7	5.77	86	3.79	65	3.29
Brésil	123	3.85	109	3.83	53	4.30	58	4.21	9	5.66	47	4.32	62	3.31
Inde	95	4.13	112	3.81	51	4.34	121	2.75	3	6.26	57	4.18	49	3.53
Moyenne BRIC		4.12		4.15		4.11		3.67		6.14		4.17		3.51
Moyenne Amérique latine et Caraïbes		4.06		3.85		3.92		3.62		3.60		3.89		3.10
Moyenne Asie du Sud-Est		4.47		4.41		4.14		3.48		4.15		4.04		3.43

Annexe D: Tendances des scores, tous pays d'Afrique, échantillon constant de 2006

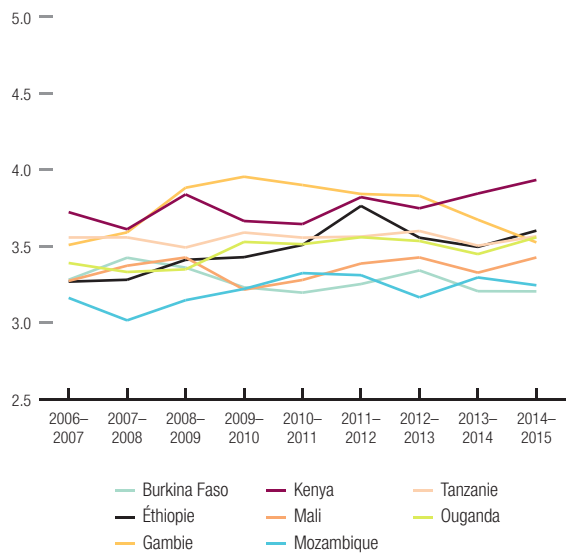
Cette annexe chiffre les performances des 24 économies couvertes par l'indice de compétitivité mondiale depuis 2006. Afin de permettre l'examen des tendances par type de pays, chaque catégorie est représentée séparément. Ces groupes de pays, qui correspondent aux classifications du Fonds monétaire international, sont analysés dans la section consacrée au déficit de compétitivité de l'Afrique et représentés également sur le graphique 12.

Graphique D1: Pays à revenu intermédiaire
Score GCI (1-7)

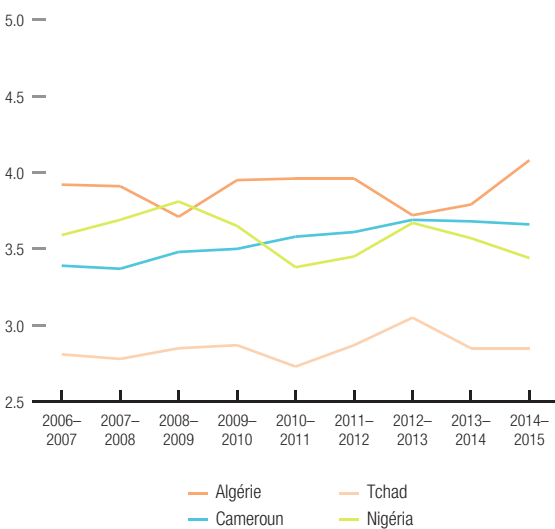


Note: Les données pour la Tunisie n'ont pas été collectées en 2012-2013.

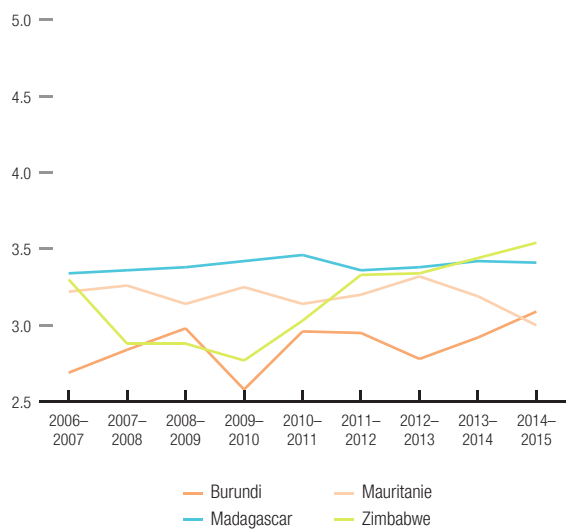
Graphique D2: Pays à revenu faible
Score GCI (1-7)



Graphique D3: Pays exportateurs de pétrole
Score GCI (1-7)



Graphique D4: États fragiles
Score GCI (1-7)



Sources: Forum économique mondial, 2006-2014.

Note: Seuls les pays couverts sans interruption depuis 2006 sont représentés ici, à l'exception de la Tunisie (non incluse sur 2012-2013).

Partie 2

**Transformer
les économies
africaines**

Transformer l'agriculture africaine pour en améliorer la compétitivité

JENNIFER MBABAZI MOYO

EL-HADJ M. BAH

AUDREY VERDIER-CHOUGHANE

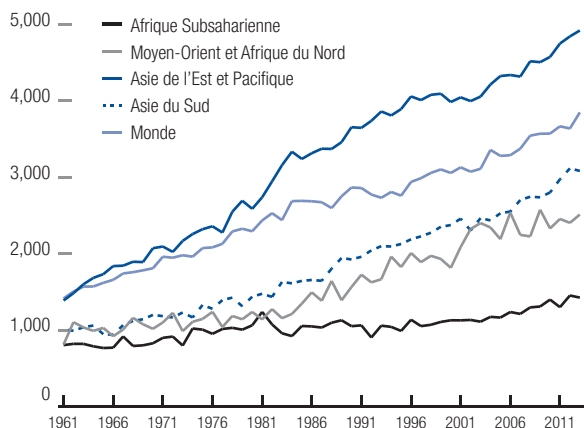
Banque africaine de développement

L'agriculture reste un secteur économique important en Afrique. Même si son poids dans l'économie diffère largement d'un pays de la région à l'autre, elle demeure vitale dans la plupart. Elle contribue à hauteur de 2,4 pour cent au PIB de la Guinée équatoriale et de 70 pour cent à celui du Libéria¹, avec une moyenne de 15 pour cent pour l'ensemble du continent. Le recul de sa part dans le produit intérieur brut (PIB) est un signe de faiblesse de la productivité et de la valeur ajoutée des produits agricoles de base, pour un secteur qui emploie 50 pour cent de la population active (chapitre 1.1, graphique 4), dont 47 pour cent de femmes.² L'agriculture reste la principale source de revenus de la population rurale, avec, selon les estimations, 64 pour cent du total. Plusieurs cultures vivrières de base (maïs, riz, sorgho, mil, manioc, ignames, patates douces, etc.) et quelques cultures commerciales traditionnelles (café, coton, cacao, palmier à huile, sucre, thé et tabac) dominent le secteur agricole africain. Ce dernier se caractérise aussi par un pourcentage élevé de petits producteurs (80 pour cent), qui font pousser des cultures vivrières de base à faible rendement sur de petites parcelles en utilisant très peu d'intrants. Ces exploitations sont tributaires des eaux pluviales, et la production est soumise aux aléas climatiques.

Malgré l'importance de ce secteur, sa productivité reste médiocre et menace la productivité et la sécurité alimentaire de l'ensemble du continent. En Afrique, elle est considérablement en retard sur celle des autres régions en développement (graphique 1 pour les rendements céréaliers et chapitre 1.1, graphique 5a) et, contrairement à d'autres régions du globe, le continent n'a pas profité de la révolution verte.³ Malgré l'abondance de ses ressources naturelles, et en particulier de ses vastes étendues de terres arables, l'Afrique affiche l'incidence la plus élevée au monde pour la malnutrition (qui touche près d'une personne sur quatre, selon les estimations). Elle importe pour environ 25 milliards de dollars EU par an de denrées de base, essentiellement parce que ses systèmes de production, d'approvisionnement et de consommation fonctionnent de manière sous-optimale. La valeur ajoutée et la transformation des matières premières agricoles sont faibles et, en Afrique subsaharienne, les pertes après récolte avoisinent 30 pour cent de la production totale, ce qui signifie que la région perd plus de 4 milliards de dollars EU chaque année.⁴

Les auteurs souhaitent remercier pour leurs commentaires très précieux Steve Kayizzi-Mugerwa, économiste en chef et vice-président par intérim, BAD; Issa Faye, chef de la division Recherche sur le développement; Zuzana Brixiova, Complexe économique de la BAD; ainsi que Xavier Boulenger, Joseph Coopson, Ken John, Benedict Kanu et Damian Onyema, Département agriculture et agro-industries, BAD. Ils tiennent également à remercier tout particulièrement Charlotte Karagueuzian et Anna von Wachenfelt (consultantes à la BAD) pour l'excellente aide qu'elles ont apportée lors des recherches.

Graphique 1: Rendements céréaliers par région, 1961–2013
En kilogrammes par hectare



Source: Banque mondiale, 2015.

De plus, la faiblesse des rendements agricoles sape les efforts de lutte contre la pauvreté et en faveur de la croissance inclusive. Malgré la vigueur de la croissance économique ces deux dernières décennies, l'Afrique peine à réduire la pauvreté. D'après le *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement*, en Afrique subsaharienne, la part de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a légèrement décliné, passant de 56 pour cent en 1990 à 48 pour cent en 2010.⁵ La légère diminution de la pauvreté tient en partie au fait que la croissance est principalement tirée par des secteurs à faible intensité de main-d'œuvre, comme les activités minières, et que l'agriculture joue un rôle mineur. Selon de nombreuses études, lorsque la croissance est tirée par l'agriculture, elle contribue davantage à la réduction de la pauvreté que lorsqu'elle est tirée par d'autres secteurs.⁶ Or, le secteur agricole est indispensable à la croissance inclusive car, en Afrique, il se compose essentiellement de petits producteurs, en majorité des femmes.⁷ Si la productivité agricole s'améliore, si l'accès à la terre, aux semences et aux engrais est plus équitable pour les femmes et que les économies rurales affichent globalement de meilleures performances, les plus défavorisés, à savoir les femmes et les jeunes, bénéficieront eux aussi de la croissance. Cependant, il faudra déployer des efforts considérables pour que les institutions et les mécanismes d'inclusion soient mis en place, tout en favorisant le développement de l'agriculture commerciale à grande échelle.

La lenteur de la croissance de la productivité agricole freine également le processus de transformation structurelle et de diversification économique de l'Afrique. Comme l'expliquent plusieurs études sur la transformation structurelle, la dépendance vis-à-vis de l'agriculture vivrière et les faibles gains de productivité agricole empêchent la main-d'œuvre de quitter ce secteur pour rejoindre l'industrie manufacturière et les services.⁸ À l'échelle mondiale, les pays qui ont réussi

à se développer sont ceux qui ont su réaffecter leurs ressources de l'agriculture à l'industrie manufacturière.⁹ Cependant, comme l'indique le graphique 4, du chapitre 1.1, ce n'est pas le cas de l'Afrique, où la main-d'œuvre a tendance à se réorienter vers les services, en particulier le commerce, plutôt que vers le secteur manufacturier. Comme les services se caractérisent par une faible productivité et sont dominés par le secteur informel, le schéma actuel de transformation structurelle ne permettra ni une croissance durable du revenu pour la majorité de la population ni le développement économique des pays.¹⁰ Si l'on veut que la croissance soit inclusive et que les revenus augmentent, il faut une hausse de la productivité dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, dont fait partie l'agriculture. Comme énoncé dans sa stratégie décennale 2013–22,¹¹ la Banque africaine de développement (BAD), dont l'objectif premier est de promouvoir la croissance inclusive, prônera une attention particulière à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, aux États fragiles et à l'égalité entre hommes et femmes.

Ce chapitre présente les ingrédients nécessaires à la transformation de l'agriculture africaine en vue d'en améliorer la compétitivité. La première section explique pourquoi l'Afrique n'a pas réussi à opérer sa révolution verte, et tire les enseignements de l'expérience asiatique. La deuxième section analyse les mécanismes susceptibles d'améliorer la productivité de l'agriculture, en se concentrant en particulier sur le rôle des technologies de l'information et des communications (TIC) et sur l'importance de la réforme foncière. Elle analyse aussi les avantages et les inconvénients des biotechnologies pour stimuler la productivité. La troisième section étudie comment les chaînes de valeur peuvent ouvrir les marchés aux petits exploitants, qui forment l'essentiel des producteurs agricoles en Afrique. Elle s'ouvre par une discussion sur le positionnement de l'Afrique et sur son potentiel au sein des chaînes de valeur mondiales et régionales, puis s'intéresse aux moyens de créer un environnement propice à une intégration accrue dans les chaînes de valeur. Le chapitre décrit ensuite l'appui que la BAD a récemment apporté et apportera aux secteurs agricole et agro-industriel afin d'en renforcer la compétitivité et de favoriser une croissance inclusive. Enfin, il présente des conclusions et formule des recommandations pour l'action publique.

LES OBSTACLES À LA RÉVOLUTION VERTE EN AFRIQUE

La révolution verte a profité à la plupart des régions du monde, en particulier à l'Asie de l'Est, qui a réussi en 25 ans à dégager des excédents alimentaires.

C'est l'Asie qui en a profité le plus, avec des hausses significatives de ses rendements céréaliers (graphique 1). Ainsi dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, ces rendements ont été multipliés par près de quatre entre

1960 et 1990. Mus par la volonté politique d'assurer leur autonomie alimentaire, les pays d'Asie ont doublé leur production de céréales entre 1970 et 1995, tandis que la superficie totale des cultures céréalières n'a augmenté que de 4 pour cent.¹² Ces pays ont tiré les leçons de l'expérience de l'Inde et plusieurs facteurs expliquent ce succès.¹³ Premièrement, l'adoption de variétés de semences à haut rendement a permis une forte augmentation de la production de céréales alimentaires, en particulier le blé et le riz. Deuxièmement, l'utilisation de pesticides a favorisé la hausse des rendements, même si cela s'est fait aux dépens de l'environnement, comme nous le verrons plus loin. Troisièmement, la disponibilité et l'expansion des infrastructures agricoles, telles que les systèmes d'irrigation, les machines, les services de vulgarisation et des infrastructures plus vastes (réseaux de transport et de communication ou installations de stockage et d'entreposage), ont été propices à la révolution verte. Quatrièmement, la diffusion des bonnes techniques de gestion des cultures et des sols, comme les cultures multiples, ont favorisé la révolution verte. Cinquièmement, le crédit agricole et la réforme agraire ont été déterminants pour améliorer la productivité agricole. Les banques coopératives ont accordé des facilités à court terme, et les banques de développement ont proposé des crédits à long terme. Ces évolutions se sont accompagnées de réformes agraires visant à renforcer la propriété foncière et à accorder aux agriculteurs des droits sur les terres, ce qui leur a permis d'accéder aux facilités de crédit.

Cependant, la révolution verte est plus qu'une solution technologique, et sa réussite est fortement tributaire d'un environnement économique et politique favorable. Il fallait à la fois veiller à ce qu'il y ait des marchés qui fonctionnent et puissent faire face à l'explosion de la production et à ce que les agriculteurs soient informés des nouvelles technologies, aient accès aux intrants et soient équitablement rétribués pour leurs investissements. En outre, l'intervention de l'État a été cruciale car elle a évité que les agriculteurs soient laissés pour compte.¹⁴ Par exemple, les pays d'Asie ont adopté diverses mesures favorables aux petites exploitations, notamment en matière de crédit, défini des tarifs incitatifs pour les céréales et subventionné les intrants. Par conséquent, les populations rurales pauvres habitant des régions reculées du continent asiatique ont pu bénéficier de la révolution verte.

Contrairement à l'Asie, l'Afrique n'a pas profité de la révolution verte. Le graphique 1 montre que les rendements céréaliers y sont restés quasi constants sur la période 1960–90. C'est à cause de cette absence de progrès, ainsi que d'autres facteurs (forte croissance démographique, distorsions dues aux politiques publiques, faiblesse des institutions, infrastructure insuffisante, événements climatiques extrêmes et instabilité politique), que les pays africains restent tributaires de leurs importations de denrées

alimentaires. Si, pour augmenter la production, les pays d'Asie ont fortement accru leurs rendements céréaliers par hectare, les pays d'Afrique ont eux essentiellement augmenté les superficies cultivées. Cette augmentation des superficies cultivées associée à des pratiques culturales médiocres ont provoqué d'importants problèmes environnementaux: épuisement des nutriments, désertification, dégradation des sols et disparition de forêts, de zones humides et de pâturages. Ces pratiques entraînent en outre des problèmes de productivité à long terme en Afrique et empêche la production agricole de cette région d'être durable. En conséquence, pour faire face à sa forte croissance démographique, l'Afrique subsaharienne doit importer environ 25 milliards de dollars EU de denrées de consommation courante chaque année, alors même que le continent dispose d'un vaste potentiel agricole, ce qui pèse sur ses maigres réserves de change.

Ce chapitre explique ensuite pourquoi l'Afrique a manqué sa révolution verte. Il se concentre tout d'abord sur les facteurs écologiques, techniques, politiques et institutionnels, puis tire les leçons des expériences de l'Asie en la matière et les adaptent à la situation de l'Afrique.

LES RAISONS DE L'ÉCHEC DE LA RÉVOLUTION VERTE EN AFRIQUE

Concernant les facteurs écologiques, les sols différent d'une région africaine à l'autre et sont, en général, très différents et moins fertiles que les sols volcaniques et les vallées alluviales d'Asie.

Les chocs climatiques, tels que les sécheresses, sont fréquents, et la pluviosité varie grandement entre les régions africaines, la partie septentrionale du continent renfermant de vastes étendues arides. Ces facteurs écologiques sont un obstacle significatif au développement agricole de l'Afrique, car ce continent recourt peu à l'irrigation et il est fortement tributaire de l'agriculture pluviale.

La recherche internationale consacrée aux cultures à haut rendement ne s'est pas intéressée aux aliments de base et aux systèmes agro-écologiques de l'Afrique. Même si la révolution verte en Asie peut s'expliquer par un recours massif à l'irrigation, à des variétés améliorées et aux engrais chimiques, la mise en œuvre de stratégies analogues en Afrique ne s'est pas révélée fructueuse.¹⁵ Selon la Banque mondiale, l'hétérogénéité des conditions agro-écologiques et de la production agricole (maïs, manioc, millet, sorgho, ignames, patates douces, etc.) montre que les technologies « extérieures » ne peuvent souvent pas être directement transposées afin d'améliorer la productivité. En d'autres termes, pour que l'Afrique « révolutionne » sa productivité agricole, elle doit suivre une approche adaptée et l'adapter de façon réfléchie au contexte local afin qu'elle corresponde mieux aux conditions spécifiques de son agriculture.¹⁶ Il lui

Encadré 1: Les leçons de la révolution verte en Asie

Enseignements que l'Afrique peut tirer de la révolution verte en Asie:

- **Rendre la « révolution doublement verte » dans l'agriculture.** En Asie, la hausse de la productivité s'est faite aux dépens de l'environnement. En Afrique, ses effets dépendront fortement des sources de croissance de la productivité. Les innovations visant à protéger l'eau et le sol ont des effets positifs, mais nécessitent souvent un recours intensif à des intrants manufacturés aux externalités négatives (engrais ou produits chimiques). On peut néanmoins améliorer la productivité en utilisant les meilleures pratiques en termes d'impact sur l'environnement à tous les niveaux de la chaîne de valeur. La résilience au changement climatique sera un défi de plus en plus difficile à relever.
- **Promouvoir un endettement responsable des agriculteurs.** En Asie, la dimension technologique de la révolution verte s'est accompagnée d'une forte intervention de l'État, qui a subventionné les intrants. Ces dépenses publiques massives n'ont toutefois pas suffi à limiter l'endettement des agriculteurs. Nombre d'entre eux se sont ainsi retrouvés sans terres et sont tombés dans la pauvreté.
- **Développer les activités rurales non agricoles pour diversifier le revenu.** La révolution verte en Asie s'est concentrée sur les activités rurales agricoles. Kanu et al. insistent sur l'importance des activités non agricoles pour diversifier les sources de revenus, financer des investissements sur l'exploitation, acheter de la nourriture et stabiliser le revenu des ménages en période de difficultés (sécheresse ou choc sur les prix).¹ Pour être durable, le revenu doit provenir de sources diverses.

Note

1 Kanu et al. 2014.

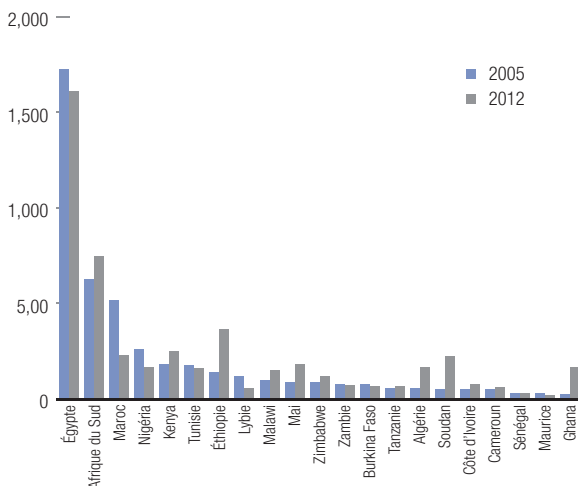
Sources: D'après Lappé et al., deuxième édition, 1998; Kanu et al., 2014.

faut concevoir des technologies plus adaptées, qui permettront non seulement d'accroître la productivité des systèmes de culture des racines et des arbres, mais aussi d'économiser de la main-d'œuvre pour la production céréalière.¹⁷ De même, elle doit mettre au point des variétés améliorées, qui tiennent compte de l'environnement local et de ses particularités. C'est le cas du riz NERICA (voir également l'encadré 2) et du manioc à haut rendement.

Des politiques publiques inadaptées ont introduit un biais dans le secteur agricole africain, car elles ont freiné l'adoption de technologies. Par le passé, la fiscalité indirecte et directe a faussé les prix et empêché les agriculteurs d'adopter des intrants modernes, comme les engrais. En outre, de nombreux pays africains ont créé des offices de commercialisation des produits agricoles qui achetaient les produits aux agriculteurs à prix fixe et les revendaient sur les

Graphique 2: Consommation d'engrais dans différents pays africains, 2005–12

En tonnes de nutriments (milliers)



Source: Département des statistiques de la BAD, 2015.

marchés nationaux et internationaux au prix du marché en vigueur, tout en encadrant le taux de change afin de protéger le marché local. Ce dispositif servait à contrôler les prix de manière à garantir aux agriculteurs la stabilité de leurs revenus. En conséquence, ces derniers n'étaient pas incités à investir dans des intrants intermédiaires tels que les engrais.¹⁸

Les déficiences des politiques publiques et des marchés expliquent la lenteur de l'adoption d'intrants susceptibles d'améliorer la productivité: machines, engrais et pesticides.

Le graphique 2 montre que les engrais restent peu utilisés dans la plupart des pays africains. Selon Voortman, plusieurs facteurs liés aux marchés et aux institutions dissuadent les agriculteurs africains d'utiliser des engrais.¹⁹ Premièrement, la disponibilité des engrais est limitée par le sous-développement des marchés (faibles volumes), la cherté des produits et les coûts de transport. En effet, comme le montre le chapitre 1.1, l'Afrique subsaharienne, en particulier les petits pays enclavés, pâtit d'un déficit infrastructurel significatif (routes et électricité, essentiellement, mais aussi TIC), qui empêche les agriculteurs d'accéder aux intrants favorisant les gains de productivité. Par exemple, comme l'expliquent Gollin et Rogerson, en Ouganda, la médiocrité des réseaux de transport est en grande partie responsable de la faible productivité de l'agriculture.²⁰ Deuxièmement, et surtout, le coût des engrais n'est pas amorti car il n'y a pas d'analyse des sols pour déterminer quels sont les engrais appropriés. Les engrais les plus utilisés (à base d'azote et de phosphore) ont été mis au point pour les sols d'Asie et d'Amérique latine et ne produisent qu'un effet limité, dans le meilleur des cas, sur les rendements en Afrique.²¹ En effet, l'hétérogénéité des sols africains requiert des engrais ciblés.

Bien que l'importance de ce secteur en Afrique soit officiellement reconnue, les autorités des pays africains et les donateurs investissent peu dans l'agriculture. Même si l'aide publique au développement a augmenté d'environ 250 pour cent entre les années 1980 et les années 2010, les sommes allouées à l'agriculture ont été divisées par deux. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les pays africains ont en moyenne réduit l'enveloppe budgétaire de l'agriculture, qui est passée de 4,5 pour cent du total des dépenses en 2001 à 2,5 pour cent en 2012,²² alors même que ces pays s'étaient engagés en 2003 à consacrer au moins 10 pour cent de leur budget à ce secteur, conformément à l'objectif fixé par l'Union africaine en 2003 dans la Déclaration de Maputo. L'insuffisance des fonds freine le développement des capacités de recherche en biotechnologie, la fourniture d'un appui adéquat à la recherche agronomique et la participation du secteur privé à l'agriculture.

La faiblesse des investissements dans l'agriculture explique en partie la trop grande dépendance de l'Afrique vis-à-vis de l'agriculture pluviale et la très faible utilisation des systèmes d'irrigation. Les cultures irriguées en Afrique représentent moins d'un quart de la moyenne mondiale.²³ En Afrique subsaharienne, 4 pour cent seulement des superficies cultivées sont irriguées, contre 39 pour cent en Asie du Sud et 29 pour cent en Asie de l'Est.²⁴ En revanche, l'Afrique compte de nombreux systèmes fluviaux et d'importantes ressources en eaux souterraines qui sont largement inexploités. Les eaux souterraines sont inégalement réparties sur une grande diversité de zones agro-écologiques, en particulier en Afrique australe et dans certaines parties de l'Afrique du Nord. Le faible recours à l'irrigation s'explique aussi par une mauvaise gestion de l'eau, qui est l'une des conséquences du sous-développement des institutions. En outre, si, en Asie, la révolution verte a essentiellement concerné le blé et le riz irrigués, l'Afrique subsaharienne compte une plus vaste palette d'aliments de base: maïs, manioc, millet, sorgho, igname, patate douce et banane plantain. La diversité des cultures vivrières renforce l'idée que l'agriculture africaine doit se concentrer sur ses conditions spécifiques, comme nous l'avons vu plus haut.

De surcroît, l'absence de bonne gouvernance et d'institutions économiques de qualité en Afrique, en particulier pour la finance et l'assurance, empêche les agriculteurs de se développer. L'inclusion financière, généralement faible en Afrique, l'est encore plus dans l'agriculture, où le cycle de production se caractérise par un investissement initial élevé, par une période moyenne à longue sans entrée de fonds pendant la saison de végétation et par d'importantes entrées de fonds après la récolte. Nombre des produits proposés par les banques et les intermédiaires financiers

Encadré 2: Variétés à haut rendement récemment développées en Afrique

Ces dernières décennies, la recherche a mis au point des variétés à haut rendement.

La productivité du manioc, deuxième aliment de base par ordre d'importance en Afrique, a évolué avec l'introduction, en 1977, d'une variété plus résistante à la sécheresse. Avec l'amélioration continue de la sélection et de la lutte contre les ravageurs, le rendement du manioc a augmenté de plus de 40 pour cent en trente ans. En Afrique de l'Ouest, la productivité a progressé de 60 pour cent, faisant nettement reculer la pauvreté. Plus récemment, la production s'est rapidement accrue au Malawi et au Rwanda, où elle a triplé entre 2007 et 2011.¹

Dans les années 1960, **l'introduction de variétés modernes à haut rendement en Afrique de l'Est et en Afrique australe a permis au maïs** de devenir l'une des principales sources d'apport calorique sur le continent. Sur la dernière décennie, le rendement de cette céréale a progressé grâce à l'adoption de variétés améliorées et hybrides, résistantes à la sécheresse. Entre 2000 et 2010, la production s'est accrue de 5,5 pour cent par an en moyenne, alors que les superficies cultivées restaient inférieures à celles de 1990, signe des progrès des technologies de production.²

Les haricots sont un aliment de base important en Afrique, en particulier en Afrique de l'Est. Près de 10 millions d'agriculteurs, surtout au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, utilisent depuis peu des haricots grimpants à haut rendement, qui supportent mieux la chaleur. Ces variétés améliorent substantiellement la productivité: hausse des rendements de 53 pour cent au Rwanda et de 60 pour cent en Ouganda.³ En outre, en République démocratique du Congo et au Rwanda, les haricots biofortifiés ont été plus largement diffusés et, en 2014, ils étaient cultivés et consommés par environ un tiers des Rwandais.

Le riz NERICA (New Rice for Africa), spécifiquement développé pour l'Afrique, a été diffusé auprès des agriculteurs en 1999. Ce mélange de variétés africaines et asiatiques, à haut rendement, précoce et résistant à la sécheresse, ainsi qu'aux principaux nuisibles et maladies en Afrique, est aujourd'hui cultivé sur quelque 200 000 hectares dans cette région. Entre 2007 et 2012, le rendement du riz s'est fortement accru (+30 pour cent) en Afrique subsaharienne, enregistrant une hausse supérieure à la moyenne mondiale.⁴ D'autres variétés de riz à haut rendement sont actuellement à l'étude pour d'autres types de sols.⁵

Notes

- 1 FAO 2013.
- 2 Cadoni & Angelucci 2013.
- 3 Pabra 2015.
- 4 AfricaRice 2015.
- 5 Kimani et al. 2011; Singh et al. 2013.

ne sont pas adaptés à la situation des petits exploitants étant donné que les calendriers de remboursement des prêts ne tiennent pas compte des cycles agricoles. Des services financiers modernes (microprêts, registres de crédit et financement tout au long de la chaîne de valeur) sont donc nécessaires car ils améliorent l'accès des petits exploitants au crédit. Il est très difficile d'apporter des garanties acceptables pour les prêts dans le secteur agricole. En outre, la plupart des pays ne disposent pas de produits d'assurance adaptés aux besoins. Par conséquent, les chocs négatifs, comme les sécheresses, entraînent souvent une famine car les agriculteurs y sont mal préparés. Dans un tel contexte, la micro-assurance apparaît comme un précieux moyen de protection des agriculteurs. La gestion foncière (accès aux terres, répartition des terres et propriété foncière des femmes) sera analysée de manière plus approfondie dans la section consacrée aux mécanismes d'amélioration de la productivité. Dans de nombreux pays, la propriété foncière est régie par le droit coutumier, ce qui se traduit par de fortes inégalités. En effet, même si les femmes constituent l'essentiel de la main-d'œuvre agricole en Afrique, les règles de propriété et de transfert des droits fonciers ne leur sont pas favorables.²⁵

La révolution verte en Afrique n'est pas une cause perdue. Si elle met en place le bon ensemble de politiques publiques, d'institutions et de ressources et qu'elle tire les leçons de la révolution verte en Asie, l'Afrique peut enregistrer des gains de productivité (encadré 1). Aujourd'hui, de nombreuses organisations travaillent en ce sens, notamment l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), née d'un partenariat entre la Fondation Rockefeller et la Fondation Bill et Melinda Gates. L'AGRA s'intéresse à nombre des problèmes évoqués ci-dessus, comme par exemple la mise au point et la distribution de semences à haut rendement et l'amélioration de la santé des sols, de l'accès aux marchés et aux services financiers. D'autres institutions de recherche, telles que le Centre du riz pour l'Afrique et l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), cherchent elles aussi à développer des cultures à haut rendement. En général, le financement et la coordination de la recherche au niveau international et entre les acteurs du secteur agricole augmentent à mesure que l'on reconnaît la valeur ajoutée que peut apporter la révolution verte à la lutte contre la pauvreté et à l'éradication de la famine. L'encadré 2 présente quelques exemples de réussites.

La section suivante s'intéresse aux moyens d'améliorer la productivité agricole grâce à la technologie et à la réforme de la gouvernance foncière.

MÉCANISMES D'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ DANS LE CADRE DE LA RÉVOLUTION VERTE: LA TECHNOLOGIE ET LA RÉFORME FONCIÈRE

Le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) est la principale initiative visant l'amélioration de la productivité agricole en Afrique. Élaboré par l'Union africaine et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en 2003, il a pour objectif de faire progresser la productivité d'au moins 6 pour cent par an.²⁶ Ce programme repose sur quatre piliers: (1) la gestion des terres et des eaux, (2) l'accès aux marchés, (3) la sécurité alimentaire et l'éradication de la faim et (4) la recherche agronomique. Depuis 2003, le PIB agricole a augmenté de 4 pour cent en moyenne et, selon les estimations de Nin-Pratt et al., la productivité totale des facteurs (PTF) s'est accrue de 2.1 pour cent en moyenne sur la période 2001–10.²⁷ Même si la croissance s'est considérablement améliorée par rapport aux 1,4 pour cent observés dans les années 1990, elle reste inférieure aux prévisions. Dans l'hypothèse où le taux de croissance des intrants restera identique à celui des années 1990, Ludena estime que la PTF doit progresser de 4,4 pour cent pour que la production augmente de 6,2 pour cent.²⁸ Pour y parvenir, il faudra s'appuyer les facteurs qui ont contribué à la révolution verte (voir section précédente): introduction de variétés à haut rendement, irrigation, utilisation accrue et mieux ciblée des engrais. Comme le dit fort justement Hazell, « il est urgent de faire entrer la révolution verte sous la forme qui convient en Afrique subsaharienne ». ²⁹ En effet, l'agriculture africaine doit tirer parti des progrès récents des TIC et de la recherche génétique, car ils sont susceptibles de révolutionner ce secteur. Les politiques de redistribution des terres jouent elles aussi un rôle crucial dans l'amélioration de la productivité. Avant de traiter du rôle joué par les TIC et par la réforme foncière dans ces efforts, ce chapitre synthétise les facteurs évoqués dans la section consacrée à la révolution verte, qui sont nécessaires à la transformation de l'agriculture africaine.

Les moteurs de la productivité dans le contexte de la révolution verte

La mise au point et l'introduction de cultures à haut rendement sont au cœur de la transformation agricole de l'Afrique. Elles ont été essentielles pour la productivité agricole en Asie, et elles le seront également en Afrique. Elles nécessitent de renforcer la recherche internationale et nationale sur la sélection des végétaux, en tenant compte des différents types de sols en Afrique. Comme indiqué plus haut, la recherche axée sur les conditions agricoles de l'Afrique s'est intensifiée grâce aux travaux de diverses organisations, donnant un regain d'espoir pour la transformation du secteur agricole. Le CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche

agricole internationale) et l'AGRA, par exemple, travaillent activement au développement de céréales de qualité pour les sols africains. Les investissements des organisations internationales et des autorités nationales dans la recherche ont des répercussions très positives. On estime qu'un dollar investi par le CGIAR produit 6 dollars EU d'effets bénéfiques, contre 3 dollars EU seulement lorsque cette même somme est investie par les pays d'Afrique subsaharienne.³⁰ Cependant, la découverte de nouvelles variétés ne produira pas de transformation si les autorités nationales n'intensifient pas leurs efforts visant à promouvoir l'adoption de ces cultures, ce qui passera par des services de vulgarisation efficaces et par l'appui des administrations locales.

Avec l'intensification des effets du changement climatique sur les régimes pluviométriques, l'irrigation doit être développée. à l'aide d'un modèle économétrique et de données portant sur 31 pays d'Afrique subsaharienne, Fuglie et Rada constatent que les exploitations irriguées affichent un rendement moyen supérieur de 90 pour cent à celui des exploitations voisines qui pratiquent l'agriculture pluviale.³¹ Selon You et al., le taux de rentabilité interne des projets d'irrigation en Afrique va de 6,6 à 28,0 pour cent, en fonction du type d'irrigation et d'autres conditions.³² D'après les estimations, l'irrigation présente un potentiel important en Afrique. Cependant, les aléas climatiques sont de moins en moins prévisibles et l'Afrique en pâtit considérablement. Il n'est donc plus possible de s'appuyer sur l'agriculture pluviale, et l'Afrique doit non seulement recourir davantage à l'irrigation, mais également développer des mécanismes plus performants pour faire face à la variabilité des conditions climatiques. Les organisations internationales et les autorités nationales travaillent à une « agriculture climato-intelligente » afin de préparer la planète au changement climatique et d'en atténuer les effets sur la sécurité alimentaire, ce qui présentera à l'évidence un grand intérêt pour l'agriculture africaine.

À mesure que la fertilité des sols se dégrade, il faut recourir davantage aux engrais. Or, comme noté plus haut, les engrais ne sont pas largement utilisés, pour diverses raisons, notamment à cause des défaillances du marché. Les pouvoirs publics doivent donc veiller à ce que le bon type d'engrais soit disponible, au bon prix et au bon moment. Les subventions peuvent se révéler utiles à cet égard,³³ mais la bonne gouvernance et la formation des agriculteurs sont les clés de la réussite.³⁴ Les écoles d'agriculture appliquée, qui proposent des cours et des services de vulgarisation agricole, sont extrêmement utiles pour améliorer la productivité et les revenus. En outre, si les agriculteurs savent mieux utiliser les engrais, ces derniers pourraient avoir un impact délétère moindre sur l'environnement. Davis et al., qui ont évalué l'incidence de ces programmes en Afrique de l'Est, constatent qu'ils

permettent une augmentation des revenus de 61 pour cent en moyenne, même si les écarts sont substantiels entre les pays.³⁵ Outre les engrais, les agriculteurs doivent protéger leurs cultures des insectes et des parasites en utilisant insecticides et pesticides à bon escient.

L'accès au marché, la réglementation et la gouvernance doivent être améliorés. Comme nous l'avons vu au début de ce chapitre, c'est l'échec des politiques publiques qui a empêché l'Afrique de tirer parti de la révolution verte. Il faut donc améliorer les politiques publiques si l'on veut que le secteur agricole génère des effets bénéfiques sensibles. Selon Fuglie et Rada, si l'on supprimait les distorsions imputables à la politique publique dans l'agriculture, la production progresserait de 4,7 pour cent.³⁶ L'amélioration de l'infrastructure rurale, comme les routes, est également indispensable au renforcement de la productivité.³⁷ La réduction du temps et des coûts de transport fera significativement diminuer les pertes de denrées périssables et rendra les exportateurs plus compétitifs. Comme l'explique la section suivante, les TIC peuvent favoriser et compléter ces réformes.

Comment les TIC peuvent améliorer la productivité agricole

L'adoption rapide des TIC en Afrique permettra d'améliorer sensiblement les performances des chaînes de valeur agricoles (CVA), qui vont de l'exploitation agricole au marché. En effet, les TIC, notamment la téléphonie mobile, la radio, les systèmes d'information géographique (SIG), ainsi que l'imagerie par satellite, se développent en Afrique. On peut envisager leur contribution du point de vue des acteurs potentiels situés le long de la chaîne de valeur: les entreprises et les organisations d'entreprises, les exploitants (petits exploitants, exploitations commerciales et organismes de promotion du commerce), les chercheurs et les ministères. Dans l'agriculture, les TIC peuvent également être envisagés du point de vue de leurs applications tout au long du cycle de production: avant la mise en culture, pendant la culture et la récolte, et après la récolte.³⁸ à chaque étape, il existe plusieurs possibilités de les utiliser pour améliorer la productivité agricole. L'analyse qui suit s'intéresse à diverses applications des TIC aux différents stades du cycle de production agricole et met en avant les cas de réussites.

Avant la mise en culture, les TIC peuvent être utilisées à diverses fins, notamment pour sélectionner les terres et les variétés de cultures ou pour concevoir des produits d'assurance-récolte. Les TIC peuvent également servir à améliorer la gestion et l'utilisation des terres et de l'eau. Elles peuvent faciliter l'inscription au registre foncier, la répartition des terres et leur utilisation, ce qui permet de sélectionner les cultures; la réalisation d'inventaires, l'obtention d'informations météorologiques sur le

calendrier des plantations et l'accès des agriculteurs au crédit. Au Kenya, M-PESA est un exemple bien connu de système de paiement reposant sur la téléphonie mobile, qui améliore l'inclusion financière, y compris dans les zones rurales. Les TIC peuvent contribuer à la création d'une assurance-récolte, qui protège les agriculteurs contre les chocs météorologiques et les mauvaises récoltes. Kilimo Salama³⁹ est un exemple d'assurance reposant sur la technologie mobile. Cette assurance couvre les intrants achetés (semences certifiées, engrais et produits phytosanitaires) et protège les agriculteurs en cas de mauvaises conditions météorologiques. Les agriculteurs scannent le code-barres des produits qu'ils ont achetés avec leur téléphone portable et, s'il y a eu des intempéries, ils sont remboursés au moyen du système M-PESA à la fin de la saison de végétation. En outre, les systèmes SIG et de télédétection servent de plus en plus à améliorer la gestion de l'utilisation des terres et de l'eau.⁴⁰ En couplant les SIG et la télédétection, on peut évaluer les capacités d'utilisation des sols, la nature des sols, l'état et le rendement des cultures, le risque d'inondation et de sécheresse, la contamination des eaux souterraines et les infestations parasitaires.⁴¹ L'Égypte a, par exemple, constitué une base de données sur les sols et les terrains pour la Péninsule du Sinaï et d'autres régions. L'Éthiopie et le Mozambique s'appuient aussi sur des données satellitaires et sur les SIG pour les inscriptions au registre foncier et le stockage des récoltes. L'Inde dispose de nombreuses applications reposant sur les SIG dans un objectif de développement agricole durable. Par exemple, l'une de ces applications analyse les systèmes de cultures afin de repérer les zones peu productives.⁴²

Au stade de la culture et de la récolte, les TIC ont encore d'autres usages. Les TIC peuvent produire de précieuses informations sur la préparation des sols et les semis, l'état de santé des cultures et la gestion des intrants, en particulier le choix et l'emploi des engrais, ainsi que la gestion des nuisibles et de l'eau. Les TIC peuvent également servir à communiquer des informations aux agriculteurs, en particulier aux petits exploitants, qui sinon seraient injoignables. En 2011, en partenariat avec la Fondation Bill et Melinda Gates, le Programme mAgri de GSMA a lancé l'initiative mFarmer qui vise à développer des services mobiles à valeur ajoutée dans l'agriculture (Agri VAS) dans quatre pays: l'Inde, le Kenya, le Mali et la Tanzanie. Conçu par des opérateurs de téléphonie mobile, Agri VAS donne aux agriculteurs des informations sur les cultures et les prix du marché.⁴³

Comme dans les exemples précédents, au stade de l'après-récolte, les TIC peuvent communiquer des informations déterminantes pour améliorer l'efficacité des marchés. Par manque d'informations suffisantes, notamment sur les prix pratiqués et les conditions de marché, ainsi qu'en raison de l'asymétrie de l'information sur les prix, les agriculteurs

peinent en effet à obtenir des prix équitables. Les incertitudes qui en découlent peuvent également les décourager d'investir davantage dans des intrants et des technologies. Certains pays d'Afrique tentent cependant de remédier aux problèmes de production et de communication de l'information sur les bourses des produits de base. Ainsi, l'Esoko Ghana Commodity Exchange (EGCI),⁴⁴ opérationnelle depuis 2005, publie chaque semaine un indice des prix au comptant des produits de base. Esoko est aujourd'hui présente dans une dizaine de pays et transmet des données sur les prix et des informations aux agriculteurs via des SMS. L'Ethiopia Commodity Exchange (ECX) est encore plus connue. Elle a permis de surmonter une inefficacité majeure du marché qui empêchait les acheteurs de produits de base de traiter directement avec les vendeurs, et inversement. En outre, l'information sur les prix et la qualité des produits était asymétrique. ECX diffuse désormais des informations sur les classifications et les prix des produits et facilite la mise en relation des acheteurs avec les vendeurs, ainsi que l'exécution des contrats. Tous les agriculteurs du pays, notamment les coopératives de petits exploitants qui représentent 2,4 millions d'agriculteurs, sont membres d'ECX. Un centre d'appel leur transmet les informations sur les prix. L'information relative aux prix sur différents marchés n'étant aujourd'hui plus asymétrique, les agriculteurs disposent de davantage de possibilités de commercialiser leurs produits et d'un plus grand pouvoir de négociation, et leur revenu s'est accru de 10 à 30 pour cent.⁴⁵

Les TIC peuvent également contribuer à l'amélioration de la productivité agricole en permettant la traçabilité des aliments et des animaux, ce qui est capital pour participer aux chaînes mondiales de valeur. La traçabilité consiste à afficher le numéro de lot et le nom de l'usine de production sur chaque caisse et à reporter ces informations sur les factures et les connaissements. Les données peuvent être enregistrées et transmises via différentes plateformes de TIC.⁴⁶ Le Kenya vient de lancer l'application iCow, qui permet un suivi du bétail et communique des données utiles. L'application vetAfrica fournit, quant à elle, des informations vétérinaires. De surcroît, plusieurs pays sont en train de développer des plateformes d'information communes, dans l'objectif de mettre tous les acteurs en relation, de faciliter le partage d'informations et de faire baisser les coûts de maintenance. Ainsi, au Kenya, le système M-Kilimo comporte une base de données avec des renseignements sur les agriculteurs (taille du terrain, culture, langue, etc.). Les agriculteurs peuvent téléphoner pour faire part de leurs problèmes et poser des questions. La réponse est adaptée à la situation de chaque agriculteur, dont les informations sont déjà enregistrées dans le système. Les services de

vulgarisation publics utilisent également ce système pour proposer aux agriculteurs des solutions personnalisées.

Les innovations récentes en biotechnologie et en génétique exercent un profond impact sur l'agriculture mondiale. Nous analysons ci-dessous le potentiel de ces technologies pour transformer l'agriculture africaine.

Avantages et inconvénients des cultures génétiquement modifiées (GM)

Les cultures GM restent rares en Afrique.

En 2014, la BAD et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ont publié un rapport intitulé *Les technologies agricoles GM pour l'Afrique: situation*⁴⁷. Cette étude examine la situation, les problèmes, les obstacles et les opportunités que présentent actuellement les technologies GM en Afrique. Elle fait observer que ces technologies sont de plus en plus utilisées dans d'autres pays en développement, et très peu en Afrique. Quatre pays d'Afrique seulement (Afrique du Sud, Burkina Faso, Égypte et Soudan) pratiquent actuellement des cultures GM (coton et maïs). D'autres, comme le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, le Nigéria et l'Ouganda, expérimentent certaines cultures GM (banane, manioc, niébé, etc.).

Avec la croissance démographique rapide et l'intensification des effets du changement climatique sur les conditions météorologiques en Afrique, les cultures GM à haut rendement et résistantes aux chocs climatiques permettraient à ce continent

d'être à l'abri de l'insécurité alimentaire. Une majorité de scientifiques affirment que les cultures GM sont sans danger pour l'homme, et qu'elles réduisent l'utilisation d'insecticides, les émissions de gaz à effet de serre et les activités de labour qui dégradent les sols. Elles font en outre progresser le revenu des agriculteurs et la production agricole sans accroître la superficie cultivée.⁴⁸ Une méta-analyse de 147 études d'impact montre qu'en moyenne, l'adoption de cultures GM (soja, maïs et coton) réduit l'utilisation de pesticides chimiques de 37 pour cent, augmente les rendements de 22 pour cent et améliore le revenu des agriculteurs de 68 pour cent.⁴⁹ Selon une enquête récente auprès de membres de l'Association américaine pour le progrès de la science, 89 pour cent des scientifiques estiment que la consommation de produits GM est sans danger pour la santé.⁵⁰ Malgré ces avantages tangibles, le problème de l'innocuité fait toujours débat, et ces produits rencontrent une vive opposition, en particulier en Europe. Ce débat influence les perceptions en Afrique, et de nombreuses informations erronées circulent. Ainsi, en 2002, alors qu'elle connaissait une grave famine, la Zambie a refusé l'aide alimentaire au nom du principe de précaution, car cette aide comportait des produits GM.⁵¹

Les cultures GM présentent des avantages manifestes, mais elles ne constituent pas la solution universelle au problème de l'insécurité alimentaire dans le monde. La sécurité alimentaire dépend non

seulement de la production effective, mais aussi de la distribution et de la disponibilité des produits à des prix raisonnables. En outre, le rendement des cultures GM est tributaire des conditions agronomiques, et, si les conditions sont défavorables, leurs coûts peuvent se révéler supérieurs à leurs avantages. D'autres pratiques agricoles peuvent accroître autant les rendements que les cultures GM. Autre sujet de préoccupation: étant donné que les semences sont produites par une poignée de multinationales, les agriculteurs seront toujours obligés d'acheter des semences. Il faut approfondir les recherches consacrées aux effets délétères des cultures GM sur la biodiversité et le flux génétique.⁵²

Le rapport BAD-IFPRI de 2014 insiste sur les conditions nécessaires à une utilisation accrue des cultures GM en Afrique.⁵³ Il faut financer davantage les activités de recherche et de développement afin d'améliorer les capacités biotechnologiques et les modifications génétiques. Les capacités des systèmes réglementaires à informer les décideurs doivent elles aussi être développées. Pour que les Africains soient pleinement informés des risques et des avantages des cultures GM, il faut en outre renforcer la sensibilisation et la communication.

La section suivante détermine comment la réforme agraire peut remédier au problème de l'accès aux terres et de leur distribution pour permettre des gains de productivité agricole.

La réforme agraire au service d'une hausse de la productivité et de l'inclusion

L'Afrique possède la plus vaste superficie au monde de terres arables non cultivées (202 millions d'hectares), et pourtant la plupart de ses exploitations agricoles comptent moins de 2 hectares.⁵⁴ Cette situation s'explique par les carences de la gouvernance et de la propriété foncières, qui reposent essentiellement sur des lois coutumières et qui sont à l'origine de la distribution inégale des terres et de l'incertitude qui entoure les droits fonciers. Avec l'apparition de marchés fonciers, les inégalités foncières et la dépossession progressent dans certains pays, comme la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Libéria, ainsi qu'en Afrique australe. Selon l'enquête auprès des ménages pour la Côte d'Ivoire de 1998, 5,56 pour cent des femmes possèdent des terres, contre 7,14 pour cent des hommes, et les fonctionnaires possèdent de vastes superficies agraires.⁵⁵ Le droit coutumier, qui empêche souvent les femmes d'accéder à la propriété, fait obstacle à la croissance inclusive. Pour Byamugisha, la réforme agraire est une voie vers la prospérité partagée en Afrique.⁵⁶

De nombreux pays d'Afrique devront mettre en œuvre une réforme agraire définissant clairement les droits de propriété, garantissant les droits fonciers, permettant d'apporter la propriété foncière en garantie et améliorant la répartition de ces

biens. Bien souvent, le droit coutumier ne garantit pas les droits fonciers, et les propriétaires ne peuvent pas apporter leurs biens fonciers en garantie pour accéder aux financements pour acheter des intrants. En outre, certains agriculteurs très productifs risquent de ne pas avoir suffisamment de terres pour développer leur production. Selon le pays, la réforme agraire doit porter sur l'accès aux terres et sur la distribution des terres. Certains pays, comme le Cameroun, utilisent des systèmes SIG pour enregistrer les terres avant de mettre en œuvre des mécanismes de redistribution. Ces réformes devraient également garantir les droits fonciers afin que les agriculteurs puissent tirer parti de leurs actifs.

Dans les pays africains où le système colonial a engendré de profondes inégalités, la réforme agraire produit des résultats mitigés. En Afrique australe essentiellement, le système colonial avait réquisitionné de vastes superficies au profit d'une minorité. La plupart de ces pays ont engagé une réforme agraire afin de redistribuer leurs terres et de faire reculer les inégalités, mais ils ont échoué. Le Zimbabwe a tenté d'exproprier les agriculteurs blancs pour redistribuer les terres aux agriculteurs noirs. Mais cette stratégie a en grande partie échoué parce que les réformes ont transformé le pays, qui est passé du statut de producteur et d'exportateur à celui d'importateur de denrées alimentaires. En Afrique du Sud, les réformes qui ont tenté d'éviter ces erreurs en adoptant une approche reposant sur le marché n'ont jusqu'ici pas permis de redistribuer de vastes portions de terres. En effet, le système s'est révélé inefficace et les mesures de transfert des terres n'ont pas été suffisamment mises en œuvre. Les inégalités foncières se sont donc accentuées et, d'après les autorités nationales, 50 pour cent des projets de transfert ont échoué.⁵⁷ La Namibie, qui a pourtant adopté une approche analogue, a enregistré de meilleurs résultats. En 20 ans, l'Afrique du Sud a redistribué 8 pour cent de ses terres arables à des agriculteurs noirs, contre 27 pour cent en Namibie.⁵⁸ La grande différence entre les deux systèmes tient à ce que la Namibie ne reconnaît pas les droits fonciers ancestraux, et que l'État a un droit de préemption sur toute vente foncière dans le pays. Pour Byamugisha, la réforme agraire au Malawi est un modèle de réussite dont d'autres pays pourraient s'inspirer.⁵⁹ Elle repose sur la redistribution volontaire de grands domaines à des groupes d'agriculteurs pauvres disposant de droits fonciers communautaires. Ces groupes reçoivent des fonds pour l'achat d'intrants agricoles qui leur permettront d'exploiter les terres qu'ils viennent d'acquérir ou de diversifier leur production. Ce dispositif a jusqu'ici permis à 15 000 ménages, soit environ 0,5 pour cent du total, de posséder des terres. Le Malawi doit encore résoudre les problèmes de répartition des terres.

Les politiques de redistribution des terres ne devraient toutefois pas empêcher les mécanismes de marché de favoriser le développement de l'agriculture commerciale à grande échelle.

Adamopoulos et Restuccia observent que la réforme agraire de 1988 aux Philippines, qui a plafonné la propriété foncière et limité le transfert des terres distribuées, a réduit la taille des exploitations agricoles de 34 pour cent, et fait reculer la productivité agricole de 17 pour cent.⁶⁰ Les effets de la mauvaise répartition des terres s'observent également au Malawi. Restuccia et Santaaulalia-Llopis utilisent les micro-données de l'enquête intégrée sur l'agriculture au Malawi (Malawi Integrated Survey on Agriculture) réunies par la Banque mondiale en 2010–11 afin d'étudier le lien entre répartition des terres et productivité agricole.⁶¹ Ces auteurs constatent que la taille de l'exploitation n'est pas liée à la productivité et au capital agricoles, ce qui sous-entend que les terres sont mal réparties. Dans l'ensemble, 78,3 pour cent des agriculteurs du Malawi cultivent moins d'un hectare, et 0,3 pour cent seulement des exploitations dépassent les 5 hectares. La taille moyenne d'une parcelle est de 0,83 hectare. Il n'y a quasiment pas de marchés fonciers, et l'essentiel des terres transférées relève du droit coutumier. Ce système est responsable de la mauvaise répartition des terres et empêche les agriculteurs productifs d'acquérir des parcelles plus vastes. Une redistribution efficace des terres agricoles améliorerait la productivité totale d'un facteur de 3,6. Cette très forte augmentation imposerait la création d'un marché foncier au Malawi.

À l'avenir, pour réduire la dépendance excessive vis-à-vis des petits exploitants et développer l'agriculture commerciale à grande échelle, qui est indispensable, il faudra impérativement mettre à profit la complémentarité entre ces deux formes d'agriculture. Même si les résultats sont pour l'instant mitigés, des analyses récentes montrent qu'il est possible d'exploiter davantage cette complémentarité, et d'améliorer la productivité de l'agriculture à grande échelle.⁶² Pour que le secteur opère une transformation réussie, il faudra admettre que, comme l'affirment Collier et Dercon, « les petits exploitants présentent un potentiel hétérogène et les grosses exploitations peuvent devenir des entreprises commerciales, souvent en relation avec de plus petits exploitants utilisant les cadres institutionnels qui favorisent l'intégration verticale et les économies d'échelle dans les activités de transformation et de commercialisation ». ⁶³ Si elle est bien réglementée, l'agriculture à grande échelle peut bénéficier aux petits exploitants, notamment en termes d'emplois, de revenus et de transfert de savoir et de savoir-faire. C'est notamment le cas de l'agriculture sous contrat: de petits exploitants fournissent des produits à une entreprise plus grande, dans des conditions mutuellement avantageuses qui sont convenues à l'avance. Cette complémentarité sera analysée à la section suivante pour les chaînes de valeur.

INTENSIFIER L'INTÉGRATION DANS LES CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES (CVA)

L'accélération de la mondialisation engendre des défis et des opportunités pour l'agriculture africaine, qui sont notamment liés à l'intégration accrue du continent dans les CVA. La mondialisation permet désormais aux produits africains d'accéder à des marchés plus vastes. Mais, s'ils veulent exploiter ce potentiel, les agriculteurs africains doivent proposer des produits de meilleure qualité, à des prix compétitifs, et intégrer des canaux de distribution internationaux en respectant les normes et les standards définis par leurs partenaires commerciaux.⁶⁴ C'est là un défi de taille pour les petits exploitants, qui fournissent jusqu'à 80 pour cent des denrées alimentaires en Afrique subsaharienne,⁶⁵ et qui doivent renforcer leurs capacités s'ils veulent satisfaire aux normes internationales.

L'intégration accrue dans les CVA devrait produire davantage de retombées financières positives pour les petits exploitants et faciliter la création d'entreprises agroalimentaires qui augmenteront la valeur ajoutée des biens exportés.

La participation des petits exploitants aux CVA leur permettra de mettre à profit les interactions entre les différents acteurs de la chaîne de valeur, c'est-à-dire entre les fournisseurs d'intrants et de semences, les agriculteurs, les entreprises qui apportent un appui technique aux agriculteurs (fabricants de machines agricoles, par exemple), les bailleurs de fonds, les grossistes en produits agricoles, les entreprises de transformation et les vendeurs.⁶⁶ Par conséquent, la participation aux CVA facilitera l'accès des petits exploitants aux intrants, aux moyens de financement et aux marchés finals à l'échelon local, national, régional et international. Ils pourront ainsi mieux faire entendre leur voix au sein de la chaîne de valeur et accroître leur rendement économique. Ce processus contribuera à la création d'économies modernes, intégrées et reposant sur les chaînes de valeur agroalimentaires spécialisées.⁶⁷ La participation à ces CVA permettra aux entreprises de « progresser » vers des activités à plus forte valeur ajoutée, de capter une plus grande part de la valeur sur les marchés mondiaux, et, partant, d'améliorer la compétitivité du secteur.⁶⁸

Nous allons à présent étudier la capacité des chaînes de valeur à améliorer la compétitivité de l'agriculture africaine, en examinant le positionnement mondial de l'Afrique et son potentiel d'intégration au sein des CVA mondiales, deux facteurs indispensables à la mise en place d'un environnement favorable. La BAD déploie des efforts considérables pour renforcer l'intégration du continent dans les CVA, comme nous le verrons plus loin.

Encadré 3: Appui de la BAD à la transformation de l'agriculture africaine en vue d'une croissance inclusive

Depuis la fin des années 1990, le Groupe de la BAD appuie le développement du secteur agricole des pays africains. La BAD considère que l'agriculture est essentielle au développement socioéconomique du continent. Entre 2006 et 2014, elle a engagé 198 opérations dans l'agriculture et l'agroalimentaire, pour un total de 6,33 milliards de dollars EU. Avant 2000, elle a approuvé l'application à l'agriculture de l'approche du développement rural intégré. En 2000, elle a adopté un nouveau cadre stratégique qui a été inclus dans la politique de développement agricole et rural. Celle-ci cherchait à éliminer les obstacles critiques au développement agricole: forte croissance démographique, médiocrité de l'infrastructure, tendance baissière des prix agricoles, instabilité politique persistante, dépendance vis-à-vis de l'agriculture pluviale, importance des pertes après récolte, complexité de la propriété foncière, insuffisance des capacités humaines et institutionnelles et inaccessibilité du crédit. À compter de 2010, la stratégie du secteur de l'agriculture (AgSS) pour 2010–14 a guidé les opérations de la Banque dans le secteur agricole, afin de renforcer la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté. Voici deux exemples de projets soutenus par la BAD.

Le projet Maryland Oil Palm Plantation (MOPP)

est un projet agro-industriel de 203 millions de dollars EU. En 2013, la BAD a approuvé 20 millions de dollars EU pour développer 15 000 hectares de plantations de palmiers à huile et construire une usine de traitement au Libéria. La plantation principale devait couvrir 9 000 hectares, et 6 000 hectares devraient être cultivés par 600 petits exploitants, dans le cadre de l'agriculture sous contrat. Les financements de MOPP permettront aux agriculteurs d'acheter des intrants et de rembourser une fois leur production vendue. L'accès aux intrants modernes (semences améliorées et engrais), aux services de vulgarisation agricole et aux financements devrait améliorer les conditions de vie de ces agriculteurs.

Approuvé par la BAD en 2009, *Agri-Vie* est un fonds de capital-investissement de 100 millions de dollars EU ciblant les PME agroindustrielles et agroalimentaires. Lorsqu'il a fermé en 2010, 65 pour cent des engagements provenaient d'institutions de financement du développement et le reste du secteur privé (assurance vie, fondations). *Agri-Vie* entretient une relation proactive et collaborative avec les entreprises cibles et propose des formations et des transferts de technologie aux petits exploitants. Il cherche à améliorer la gouvernance (établissement de rapports, politiques et contrôles), les conditions de travail (emploi, formation et développement des compétences), les relations communautaires et l'environnement (gestion environnementale). À la fin de 2012, il avait aidé plus de 890 PME, 2 900 agriculteurs et 312 microentreprises non agricoles. Selon ses gestionnaires, l'investissement dans l'agro-industrie et l'agroalimentaire en Afrique reste robuste, ce qui est un signe encourageant.

(A suivre)

Encadré 3: Appui de la BAD à la transformation de l'agriculture africaine en vue d'une croissance inclusive (suite)

La nouvelle stratégie du secteur de l'agriculture (AgSS) (2015–2019) de la Banque s'appuiera sur ses travaux antérieurs, qui placent l'agriculture et l'agro-industrie au cœur du programme de transformation structurelle de l'Afrique. Les deux axes d'intervention de la Banque sont: (1) l'infrastructure agricole et (2) la gestion des ressources naturelles.¹ La stratégie se concentrera sur les chaînes de valeur et les technologies innovantes afin d'encourager le développement des chaînes de valeur agricoles et la commercialisation des produits de ce secteur. Elle soutiendra la création de bourses agricoles et facilitera l'accès des PME agricoles aux financements, contribuera au renforcement des capacités en proposant des formations professionnelles spécifiques aux agriculteurs et aux distributeurs de produits agricoles, favorisera l'utilisation des services d'information mobiles, qui permettent aux agriculteurs d'accéder à des données utiles, ainsi que le recours aux bonnes pratiques d'investissement foncier, en s'assurant que les investissements privés profitent aux communautés rurales, et veillera à l'intégration plus systématique des questions d'égalité hommes-femmes dans les opérations et programmes de la Banque.² L'AgSS pour 2015–19 est axée sur:

- 1. l'infrastructure agricole:** Aider les pays membres régionaux à développer leur infrastructure agricole, et notamment à améliorer l'infrastructure rurale, l'électrification en zone rurale, l'irrigation et la gestion de l'eau, et à mettre les technologies de l'information au service du développement de l'agriculture;
- 2. l'agro-industrie et l'innovation:** Appuyer le développement de l'industrie agricole et de l'innovation, en particulier la commercialisation des produits agricoles, en développant l'agro-industrie et les chaînes de valeur, mettre en œuvre des mesures favorisant les échanges agricoles (promotion des bourses des marchandises dans le secteur agricole) et concevoir des technologies à faible coût pour que les opérations de transformation primaire conservent les nutriments essentiels;
- 3. la résilience et la gestion des ressources naturelles:** Favoriser la résilience et la gestion durable des ressources naturelles, en gérant l'impact des activités agricoles sur l'environnement.

Notes

- 1 BAD, 2015, à paraître.
- 2 BAD, 2015, à paraître.

Sources: BAD, 2010; BAD, 2015, à paraître. Compilé à partir du portefeuille d'investissements de la BAD.

Le positionnement de l'Afrique et son potentiel au sein des chaînes de valeur mondiales et régionales

Même si l'Afrique est actuellement peu intégrée dans les CVA mondiales, elle présente le potentiel nécessaire pour renforcer son intégration dans la chaîne de production de l'agriculture de rapport traditionnelle. La participation de l'Afrique aux

échanges dans les chaînes de valeur régionales et mondiales est traitée dans une autre partie du présent *Rapport* (chapitre 2.3). La participation aux CVA est plus compliquée encore parce que les normes et standards internationaux ne cessent d'évoluer et sont difficiles à satisfaire. L'Afrique est un important producteur mondial de cultures de rapport traditionnelles (café, coton, cacao, sucre, thé et tabac): ces produits de base représentent environ 50 pour cent du total des exportations agricoles de cette région.⁶⁹ Ces chaînes étant étroitement contrôlées par les producteurs chefs de file, les activités à plus forte valeur ajoutée, telles que la transformation et la fabrication, sont le plus souvent réalisées hors d'Afrique, ce qui laisse peu de possibilités de montée en gamme fonctionnelle.⁷⁰ Il existe néanmoins une marge de différenciation des produits et d'amélioration de la qualité dans les chaînes de production de cultures de rapport. La différenciation des produits offre en effet diverses opportunités d'amélioration du revenu agricole issu des cultures de rapport: labellisation et classification des cafés de spécialité, instauration de systèmes de classification, par exemple, ou distinction entre différentes qualités pour l'exportation.⁷¹

La production de cultures non traditionnelles offre cependant davantage de possibilités d'intégration dans les CVA mondiales. Les économies africaines se sont progressivement diversifiées et ne se limitent plus aux cultures de rapport traditionnelles. Elles participent de plus en plus à la production et à la vente mondiale de fruits, de légumes, de poisson et de fleurs, dans le cadre de chaînes de valeur organisées autour des acheteurs. Cette évolution s'explique en partie par la prolifération des supermarchés qui cherchent à regrouper leurs réseaux de fournisseurs afin de contrôler davantage les processus de production.⁷² Avec l'urbanisation de l'Afrique et la croissance de sa classe moyenne, la hausse de la consommation fait augmenter la demande de produits locaux.⁷³ La montée en gamme fonctionnelle peut s'opérer sur ces chaînes, car les détaillants veulent des produits prêts à être vendus et repoussent les activités de transformation et de conditionnement de plus en plus vers l'amont.⁷⁴

Les chaînes de valeur régionales peuvent grandement faciliter l'intégration de l'agriculture africaine dans les chaînes de valeur mondiales et doivent être encouragées. S'ils veulent en faire partie, les exportateurs africains de produits agricoles devront progressivement satisfaire aux normes obligatoires. En attendant, ils peuvent tirer parti de leur intégration dans des chaînes de valeur régionales. En effet, le secteur agricole de certains pays africains, en particulier le Kenya et l'Afrique du Sud, qui sont d'importants exportateurs régionaux de produits alimentaires transformés, est de plus en plus intégré dans ces chaînes régionales. Par exemple, au Kenya, les secteurs d'exportation des légumes frais (en particulier les

haricots verts) et des produits laitiers se sont fortement développés dans les années 2000, tant en termes de taille que de valeur ajoutée, de sorte qu'ils font désormais partie des principaux producteurs africains. Cette réussite s'explique par les opérations et les processus nouveaux mis en œuvre par les entreprises privées kenyanes, ainsi que par l'appui apporté au secteur public. L'agriculture africaine repose sur de petits exploitants, qui devront être aidés pour mieux s'organiser afin d'accroître leur productivité et de commercialiser leurs produits rapidement. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU) souligne la nécessité de soutenir les petits exploitants grâce à des coopératives nationales et régionales ou à d'autres organisations paysannes de manière à faciliter leur accès aux intrants, aux services financiers et aux marchés et leur permettre de défendre leurs intérêts au sein de la chaîne de valeur.⁷⁵

Cinq éléments essentiels pour un environnement propice à une intégration accrue au sein des CVA

Cette section présente cinq éléments clé pour la création d'un environnement propice à une intégration accrue dans les CVA.

Premièrement, pour accroître la participation réelle de l'Afrique dans les chaînes de valeur, il est nécessaire d'améliorer ses capacités productives et son infrastructure. L'Afrique est dotée d'abondantes ressources, mais la faiblesse de ses capacités productives et la médiocrité de son infrastructure, ainsi que la faible valeur ajoutée de ses activités, l'empêchent de participer pleinement aux chaînes de valeur. La richesse de l'Afrique en ressources naturelles et ses salaires compétitifs, de même que le potentiel significatif de ses marchés nationaux et régionaux, sont bien documentés.⁷⁶ Cependant, les capacités productives locales, c'est-à-dire les compétences et les capitaux qui permettent de produire à grande échelle et de satisfaire aux normes requises, sont limitées.

Les performances de l'agriculture africaines pâtissent également d'une infrastructure insuffisante (manque de fiabilité de l'approvisionnement énergétique, inefficacité du réseau routier urbain et rural, inefficience des ports) et d'un environnement économique et réglementaire globalement défavorable, qui renchérit les échanges. Par exemple, Bah et Fang montrent qu'en moyenne, les entreprises africaines perdent 25 pour cent de leur production à cause d'un environnement des affaires médiocre.⁷⁷ Un rapport rédigé en 2009 par la Commission du commerce international des États-Unis montre également que les carences de l'infrastructure (en particulier le transport terrestre et maritime et l'énergie) placent les exportateurs africains dans une situation de désavantage concurrentiel, car elles font augmenter les coûts et pèsent sur la qualité des exportations.⁷⁸ L'Afrique devra remédier à ces problèmes si elle veut tirer parti de sa participation aux CVA.

Encadré 4: Stratégie de Grow Africa pour des investissements privés responsables, durables et inclusifs

Créée en 2011 par la Commission de l'Union africaine, l'agence du NEPAD et le Forum économique mondial, Grow Africa est une plateforme pour des partenariats servant à catalyser les investissements et la croissance de l'agriculture africaine. Elle s'est imposée comme une plateforme fiable pour un investissement privé responsable, durable et inclusif dans l'agriculture africaine. Ce réseau veille collectivement à la concrétisation des engagements d'investissements pris par des entreprises internationales et locales en partenariat avec les autorités nationales. Ces investissements permettront d'accroître les revenus des agriculteurs et de créer des emplois au niveau local.

Le Secrétariat de Grow Africa utilise son pouvoir mobilisateur aux plus hauts niveaux pour appuyer la création de structures multi-parties prenantes solides et efficaces, qui permettront aux secteurs public et privé de travailler ensemble au service de l'investissement. Pour accélérer l'exécution des engagements d'investissements et les porter au niveau nécessaire, la coordination entre les entreprises agricoles privées et le secteur public doit être renforcée.

Il faut renforcer la coordination et l'harmonisation entre les acteurs privés, les entreprises agroalimentaires et les petits producteurs. Grow Africa explore, incube et diffuse les meilleurs modèles innovants qui assureront la pérennité des chaînes de valeur intégrant les petits exploitants. Les corridors agricoles et les zones agro-industrielles, qui orientent les investissements vers des chaînes de valeur géographiquement ciblées, peuvent accélérer significativement la réalisation des différents investissements dans ces régions.

Pour intensifier ces efforts et les positionner sur la scène mondiale, en 2015, le Forum économique mondial lance une initiative mondiale sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Cette initiative fait partie des dix initiatives institutionnelles qui s'attaquent à de grands problèmes mondiaux.¹ Elle s'appuie sur les travaux de la Nouvelle Vision pour l'Agriculture² et entend renforcer les engagements en matière de leadership et faire naître des partenariats pour l'action menés par les pays, tels que Grow Africa.

Notes

- 1 Pour des informations sur ce défi mondial: <http://www.weforum.org/projects/group/agriculture-and-food-security>.
- 2 Pour des informations sur la Nouvelle Vision pour l'Agriculture: http://www3.weforum.org/docs/WEF_CO_NVA_Overview.pdf.

Source: Secrétariat de Grow Africa.

Deuxièmement, les agriculteurs doivent pouvoir accéder à des mécanismes de financement adaptés, de manière à pouvoir effectuer les investissements nécessaires et satisfaire aux normes requises pour s'intégrer aux chaînes de valeur mondiales. L'accès insuffisant au financement empêche les agriculteurs de réaliser les investissements requis pour augmenter leurs capacités de production et répondre aux impératifs de qualité demandés par les chaînes de valeur régionales

et mondiales.⁷⁹ Les réformes foncières (voir plus haut), qui garantissent aux agriculteurs des droits de propriété sur leurs terres, devront être complétées par des efforts permettant aux agriculteurs de s'organiser, au moyen de coopératives, de syndicats paysans ou d'associations, afin de renforcer leur pouvoir de négociation et d'obtenir de meilleures conditions de financement. Ils pourront ainsi coopérer pour satisfaire aux normes définies par les chaînes de valeur. Un meilleur accès des agriculteurs aux facilités financières devra s'accompagner d'une éducation financière afin d'éviter le surendettement, comme ce fut le cas en Asie pendant la révolution verte.

Troisièmement, il faudrait encourager les liens entre les petits producteurs et les grandes exploitations pratiquant l'agriculture commerciale via l'agriculture sous contrat (ou programmes d'aide aux petits planteurs), ce qui renforcerait la contribution du secteur à l'inclusivité de la croissance. À mesure que les liens se resserreront entre les grandes exploitations et les CVA, l'agro-industrie cherchera de plus en plus à ajouter de la valeur aux produits agricoles, et les exportations de produits bruts diminueront. Il faudra accorder une attention particulière aux programmes d'aide aux petits planteurs, qui, d'un côté, aident les agriculteurs à satisfaire aux normes de production pour participer aux chaînes de valeur mondiales et, de l'autre, garantissent un approvisionnement fiable aux entreprises chefs de file. L'agriculture sous contrat consiste généralement, pour un grand groupe agroalimentaire, à conclure des contrats avec de petits exploitants agricoles. Le grand groupe leur fournit des intrants à crédit, ainsi que des services de vulgarisation, en échange d'un approvisionnement en produits garanti.⁸⁰ L'encadré 3 traite de l'appui apporté par la BAD à la transformation de l'agriculture africaine dans l'optique d'une croissance inclusive. Il donne des exemples de projets de la Banque dans le secteur agroalimentaire, notamment par le biais du capital-investissement.

Quatrièmement, les TIC contribuent fortement à l'intégration dans les chaînes de valeur. Comme noté plus haut, ils peuvent atténuer l'asymétrie de l'information et améliorer l'efficacité des marchés à tous les niveaux du processus de production, ainsi qu'après la récolte. Il y a aussi une asymétrie de l'information sur les marchés régionaux et mondiaux. Les TIC peuvent faciliter la commercialisation des produits agricoles sur les marchés régionaux et mondiaux, et permettent de recevoir des informations sur le marché en temps utile.

Enfin, l'intervention de l'État est cruciale car elle peut encourager l'intégration dans les chaînes de valeur. Dans la majorité des cas, les mauvais résultats de développement sont dus à des problèmes de coordination. Comme nous l'avons vu précédemment, si les petits exploitants s'organisent en coopératives et en groupements, ils pourront mieux s'intégrer dans les CVA. Les autorités des pays africains peuvent jouer

un rôle vital en facilitant la formation de ces réseaux. L'État peut créer des services à cette fin et expliquer aux agriculteurs comment s'intégrer au mieux dans les CVA. Les pouvoirs publics devraient également investir davantage dans l'infrastructure afin d'améliorer le climat des affaires, qui constitue actuellement un important désavantage concurrentiel pour les exportateurs africains. Les organisations internationales peuvent aussi contribuer à corriger les défaillances de la coordination en réunissant différentes parties prenantes et en favorisant l'investissement dans le secteur agricole (encadré 4).

RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

Ce chapitre rappelle les principaux facteurs qui font que l'agriculture en Afrique est l'une des moins productives de la planète, tandis que le reste du monde, en particulier l'Asie, a largement bénéficié de la révolution verte. Il analyse aussi les facteurs qui rendront le secteur agricole plus compétitif et qui accéléreront la transformation structurelle sur l'ensemble du continent.

L'agriculture reste une importante source de revenus pour une majorité d'Africains et représente une part importante de la production économique dans la plupart des pays du continent. Ce secteur se compose principalement de petits exploitants qui pratiquent une grande diversité de cultures à faible rendement sur de petites parcelles non irriguées, et qui utilisent une quantité minimale d'engrais et de pesticides. Ces caractéristiques rendent ce secteur très peu productif, d'où une situation d'insécurité alimentaire et l'obligation d'importer un volume substantiel de produits de base. L'Afrique n'a pas profité de la révolution verte qui s'est amorcée dans les années 1960, et qui a essentiellement concerné l'Asie et l'Amérique latine. Le continent africain a été laissé-pour-compte pour plusieurs raisons: (1) les cultures à haut rendement qui ont été mises au point étaient axées sur le riz et le maïs irrigués. Or, ces cultures ne sont guère adaptées aux sols et aux systèmes écologiques africains; (2) les défaillances du marché et le déficit d'infrastructures limitent la disponibilité et l'accès à des intrants favorisant la productivité, ainsi que la commercialisation de la production agricole en Afrique et (3) les politiques publiques et les institutions sont inefficaces, ce qui fausse les prix sur le marché des intrants et des produits agricoles, et se traduit par un faible niveau d'innovation et d'adoption des nouvelles technologies. Contrairement à l'Afrique, les pouvoirs publics des pays d'Asie ont activement contribué aux efforts de transformation de l'agriculture.

Pour encourager la révolution verte en Afrique, il est essentiel de remédier à ces problèmes, tout en tenant compte des spécificités du contexte africain, notamment de la diversité des sols en Afrique et des cultures qui y sont adaptées. Il faudra intensifier la recherche internationale et nationale afin de mettre au point et de

promouvoir des cultures à haut rendement adaptées à l'Afrique. Cependant, malgré un renforcement des efforts de recherche internationaux ces dernières années, les pays africains ne parviennent pas à consacrer 10 pour cent de leurs dépenses publiques à l'agriculture, comme le prévoyait l'initiative NEPAD-PDDAA. Ils devraient consacrer davantage de fonds à la gestion de leurs ressources hydriques de manière à intensifier l'irrigation, à réduire la dépendance du continent vis-à-vis de l'agriculture non irriguée et à renforcer la résilience au changement climatique. De plus, l'État doit mettre en place un solide cadre réglementaire et institutionnel afin de réduire les distorsions au minimum et de tirer parti des nouvelles opportunités fournies par la science et la technologie. Les innovations dans les TIC trouvent diverses applications dans l'agriculture qui font intervenir différents acteurs à différents stades du cycle de production. Les applications qui diffusent des informations sur le marché, des données sur la production et des informations géographiques sont de plus en plus utilisées en Afrique, mais pourraient l'être encore plus. Étant donné que la grande majorité des scientifiques sont convaincus que la consommation de produits GM ne présente aucun danger, ces technologies pourraient révolutionner l'agriculture en Afrique. La hausse des rendements et la résistance accrue aux parasites peuvent, en outre, améliorer le revenu des agriculteurs. Cependant, pour que ces technologies soient adoptées à grande échelle sur le continent, il faut des compétences en biotechnologie, ainsi que des systèmes de réglementation qui protègent l'environnement et la santé et qui communiquent des informations exactes aux agriculteurs et aux consommateurs.

Pour tirer pleinement parti de ces technologies, un certain nombre de pays devront améliorer leur gouvernance foncière. Lorsque l'accès à la terre repose sur des droits coutumiers qui pénalisent les femmes, sur une distribution inégalitaire et sur l'absence de marchés fonciers, les agriculteurs les plus performants ne sont pas en mesure de produire à plus grande échelle. De plus, la précarité du régime foncier empêche les agriculteurs d'apporter leurs terres en garantie, et donc d'accéder aux marchés du crédit. Lorsqu'elle s'accompagne d'instruments financiers adaptés au cycle de production agricole, la réforme foncière facilite l'adoption de technologies et l'utilisation d'intrants intermédiaires.

Enfin, ce chapitre reconnaît le potentiel de l'agriculture africaine et propose des mécanismes en vue de son intégration sur les marchés régionaux et mondiaux. En effet, l'intégration dans les CVA aidera les petits exploitants à adopter de meilleurs processus de production et à obtenir des prix plus élevés pour leurs produits. Les CVA leur permettent également de nouer des relations avec de grosses entreprises agro-alimentaires et de diversifier leur production au profit

de productions à plus forte valeur ajoutée, comme les fruits, les légumes, le poisson et les fleurs. Cependant, il n'est pas facile, en particulier pour les petits exploitants, de satisfaire aux normes de qualité requises sur les marchés mondiaux. Les CVA régionales peuvent aider les agriculteurs à améliorer leurs processus de production et de commercialisation, mais il leur faut être mieux organisés (par exemple faire partie d'une organisation agricole) et tisser des liens avec les grands groupes agroalimentaires via l'agriculture sous contrat. Ce système est encouragé par la BAD, car il renforce l'inclusivité à mesure que l'agriculture commerciale à grande échelle gagne en importance au sein du secteur. Un solide appui des autorités nationales et des organisations internationales limite les problèmes de coordination entre les acteurs et permet aux petits exploitants, en particulier aux femmes qui sont nombreuses à travailler dans l'agriculture, de bénéficier de l'intégration accrue dans les CVA.

NOTES

- 1 Le présent *Rapport* n'englobe pas la Guinée équatoriale dans les profils pays, car elle n'avait pas suffisamment de données à inclure dans l'indice de compétitivité mondiale.
- 2 BAD, 2014.
- 3 La *révolution verte* désigne la forte expansion de la productivité agricole mondiale qui s'explique par les progrès de l'industrie chimique et le développement de cultures à haut rendement, qui permettent d'accroître la production de denrées alimentaires et de nourrir une population en augmentation.
- 4 BAD, 2014.
- 5 PNUD, 2014.
- 6 Voir de Janvry et Saddoulet, 1996; Gallup et al. 1997; Timmer, 1997; Bourguignon et Morrisson, 1998; Thirtle et al., 2003; Salami et al., 2010.
- 7 Selon le Fonds international de développement agricole (FIDA, 2010), 70 pour cent des pauvres vivent en zone rurale et travaillent dans l'agriculture. Dans le même temps, la proportion de pauvres s'accroît rapidement dans les zones urbaines du fait d'un taux d'urbanisation galopant et de la faible création d'emplois dans les villes africaines.
- 8 Voir Berthold et al., 2014 pour une étude de la littérature consacrée à la réaffectation de la main-d'œuvre entre les différents secteurs.
- 9 Bah, 2011.
- 10 Voir Bah, 2013, pour les pays européens.
- 11 BAD, 2013. La stratégie à long terme de la BAD est disponible à l'adresse http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Strat%C3%A9gie_de_la_BAD_pour_la_p%C3%A9riode_2013-2022_-_Au_centre_de_la_transformation_de_l'E2%80%99Afrique.pdf.
- 12 Banque mondiale, 2008.
- 13 Mondal, sans date.
- 14 Hazell, 2009.
- 15 Nin-Pratt et McBride, 2014; Banque mondiale, 2008.
- 16 Nin-Pratt et McBride, 2014; Banque mondiale, 2008.
- 17 Nin-Pratt et McBride, 2014.
- 18 Kayizzi-Mugerwa, 1998.
- 19 Voortman, 2013.
- 20 Gollin et Rogerson, 2010.

- 21 Voortman, 2013.
- 22 FAO, 2015.
- 23 Svendsen et al., 2009.
- 24 Banque mondiale, 2008.
- 25 NEPAD, 2013.
- 26 Le programme n'énonce pas clairement le type de productivité qu'il cible (productivité des terres, productivité du travail ou productivité totale des facteurs).
- 27 Nin-Pratt et al., 2012. Cette estimation s'appuie sur la méthode comptable.
- 28 Ludena, 2005, cité dans FARA, 2006.
- 29 Hazell, 2009, p. 23.
- 30 Fuglie & Rada, 2013.
- 31 Fuglie & Rada, 2013.
- 32 You et al., 2011. Les autres facteurs qui influent sur le taux de rendement interne des projets d'irrigation sont des facteurs institutionnels, agronomiques, humains et environnementaux.
- 33 Africa Progress Panel, 2010.
- 34 Fuglie & Rada, 2013.
- 35 Davis et al., 2010.
- 36 Fuglie & Rada, 2013.
- 37 Gollin & Rogerson, 2010.
- 38 Deloitte, 2012.
- 39 <https://kilimosalama.wordpress.com>
- 40 La télédétection désigne l'utilisation de capteurs aériens pour détecter et classifier des objets sur Terre à l'aide de signaux propagés (comme les rayonnements électromagnétiques).
- 41 Wilson, 2005.
- 42 Deloitte, 2012.
- 43 GSMA, sans date.
- 44 <http://www.esoko.com>
- 45 Adewunmi, 2012.
- 46 Banque mondiale, 2011.
- 47 BAD-IFPRI, 2014.
- 48 Brookes & Barfoot, 2014; Nuffield Council on Bioethics, 2003.
- 49 Klümper & Qaim, 2014, p. 1.
- 50 Entine, 2015.
- 51 Lewin, 2007.
- 52 Nuffield Council on Bioethics, 2003.
- 53 BAD-IFPRI, 2014.
- 54 Indicateurs du développement dans le monde publiés par la Banque mondiale, 2015.
- 55 Aka, 2007.
- 56 Byamugisha, 2013.
- 57 The Economist, 2013.
- 58 Moneyweb, 2014.
- 59 Byamugisha, 2013.
- 60 Adamopoulos & Restuccia, 2014.
- 61 Restuccia & Santaaulalia-Llopis, 2015.
- 62 Collier & Dercon, 2009.
- 63 Collier & Dercon, 2009, p. 3.
- 64 BAD et al., 2014.
- 65 FAO, 2012.
- 66 CEA-ONU, 2012.
- 67 BAD, 2014.
- 68 Gereffi et al., 2005, cité dans BAD et al., 2014.
- 69 Diao et Hazell, 2004.
- 70 BAD et al., 2014.
- 71 Diao et Hazell, 2004.
- 72 Lee et al., 2012.
- 73 Leke et al., 2010.
- 74 BAD et al., 2014.
- 75 CEA-ONU, 2012.
- 76 James, 2013.
- 77 Bah et Fang, 2015.
- 78 United States International Trade Commission, 2009.
- 79 BAD et al., 2014.
- 80 BAD et al., 2014.

RÉFÉRENCES

- Adamopoulos, T. & D. Restuccia. 2014. "Land Reforms and Productivity: A Quantitative Analysis with Micro Data." *Working Paper* 525. Toronto: Université de Toronto, Department of Economics.
- Adewunmi, F. 2012. "Four Ways How Technology Can Boost African Farming", disponible à l'adresse <http://www.howwemadeitinafrica.com/four-ways-how-technology-can-boost-african-farming/22908/>.
- BAD (Banque africaine de développement). 2010. *Stratégie du secteur de l'agriculture 2010–2014*. Tunis, Tunisie: BAD.
- . 2013. *Au centre de la transformation de l'Afrique Stratégie pour la période 2013-2022*. Tunis, Tunisie: BAD, disponible à l'adresse http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Strat%C3%A9gie_de_la_BAD_pour_la_p%C3%A9riode_2013-2022_-_Au_centre_de_la_transformation_de_l%E2%80%99Afrique.pdf.
- . 2014. « Chaînes de valeur et intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale », chapitre 2 in *Rapport annuel 2013*. Tunis, Tunisie: BAD.
- . 2015, à paraître. *Agriculture Sector Strategy 2015–2019*. Abidjan, Côte d'Ivoire: BAD.
- , Département des statistiques. 2015. *Portail de données* (en ligne). Abidjan: Banque africaine de développement, disponible à l'adresse <http://dataportal.afdb.org/default.aspx>.
- Banque africaine de développement (BAD) & International Food Policy Research Institute (IFPRI). 2014. *GM Agricultural Technologies for Africa: A State of Affairs*. Washington, DC: IFPRI.
- BAD, OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) & PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2014. *Perspectives économiques en Afrique 2014, Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique*, Paris: Éditions OCDE, disponible à l'adresse <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>.
- Africa Progress Panel. 2010. "Raising Agricultural Productivity in Africa: Options for Actions and the Role of Subsidies." *Policy Brief*, disponible à l'adresse <http://www.africaprogresspanel.org/policy-papers/raising-agricultural-productivity-in-africa/>.
- Africa Research Institute. 2009. "Waiting for a Green Revolution." *Briefing Note* 0902. Londres: Africa Research Institute.
- AfricaRice. Sans date, disponible à l'adresse <http://africarice.org/warda/newsrel-average-yield-Mar-13.asp>, consulté le 3 mars 2015.
- AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique). 2014. "Africa Agriculture Status Report 2014: Climate Change and Small Holder Agriculture in Sub-Saharan Africa", disponible à l'adresse www.agra.com.

- Aka B. F. 2007. "Gender, Land Access and Rural Poverty in Côte d'Ivoire." *International Journal of Applied Econometrics and Quantitative Studies* 4 (1): pp. 21–34.
- Bah, E. 2011. "Structural Transformation Paths Across Countries." *Emerging Markets Finance and Trade* 47 (2): pp. 5–19.
- . 2013. "Distortions, Structural Transformation and the Europe-US Income Gap." *B.E Journal of Macroeconomics* 13 (1): pp. 681–714.
- Bah, E. & L. Fang. 2015. "Impact of the Business Environment on Output and Productivity in Africa." *Journal of Development Economics* 114: pp. 159–71.
- Banque mondiale. 2008. *Rapport sur le développement dans le monde: l'agriculture au service du développement*, Washington, DC: Banque mondiale.
- . 2011. *ICT in Agriculture*. e-sourcebook, disponible à l'adresse <http://www.ictinagriculture.org/content/ict-agriculture-0>.
- . 2015. *World Development Indicators* (en ligne). Washington, DC: Banque mondiale.
- Block, S. 2014. "The Decline and Rise of Agricultural Productivity in Sub-Saharan Africa Since 1961." *NBER Working Paper* n° 16481. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Bourguignon, F. & C. Morrisson. 1998. "Inequality and Development: The Role of Dualism." *Journal of Development Economics* 5: pp. 233–57.
- Brookes, G. & P. Barfoot. 2014. "GM Crops: Global Socio-Economic and Environmental Impacts: 1996–2012", disponible à l'adresse <http://www.pgeconomics.co.uk/page/36/gm-crop-use-continues-to-benefit-the-environment-and-farmers>.
- Byamugisha, F. K. 2013. *Securing Africa's Land for Shared Prosperity: A Program to Scale Up Reforms and Investments*. Africa Development Forum Series. Washington, DC: Banque mondiale.
- Cadoni P. & F. Angelucci. 2013. "Analysis of Incentives and Disincentives for Maize in Nigeria." *Technical Notes Series*. Rome: Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA), FAO.
- CEA-ONU (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique). 2013. *Regional Integration: Agricultural Value Chains to Integrate and Transform Agriculture in West Africa*. Addis-Abeba, Éthiopie: CEA-ONU.
- Chambers, J. A., P. Zambrano, J. Falck-Zepeda, G. Gruère, D. Sengupta et K. Hokanson. 2014. *GM Agricultural Technologies for Africa: A State of Affairs*. Washington, DC: IFPRI-BAD.
- Collier, P. & S. Dercon. 2009. "African Agriculture in 50 years: Smallholders in a Rapidly Changing World?" *Technical Paper*, FAO High-Level Expert Forum "How to Feed the World in 2050." Rome: FAO.
- Davis, K., E. Nkonya, E. Kato, D. A. Mekonnen, M. Odendo, R. Miiro & J. Nkuba. 2010. "Impact of Farmer Field Schools on Agricultural Productivity and Poverty in East Africa." *IFPRI Discussion Paper* 00992. Washington, DC: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- de Janvry A. & E. Sadoulet. 1996. "Growth, Inequality and Poverty in Latin America: A Causal Analysis, 1970–94." *Working Paper* n° 784. Californie: Université de Californie à Berkeley, Department of Agricultural and Resource Economics.
- Deloitte. 2012. *eTransform Africa: Agriculture Sector Study: Sector Assessment and Opportunities for ICT*, disponible à l'adresse http://siteresources.worldbank.org/EXTINFORMATIONANDCOMMUNICATIONANDTECHNOLOGIES/Resources/282822-1346223280837/Agriculture_FullReport.pdf.
- Diao, X. et P. Hazell. 2004. "Exploring Market Opportunities for African Smallholders." *2020 Africa Conference Brief* 6. Washington, DC: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, disponible à l'adresse www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ib22.pdf.
- The Economist. 2013. "Land Reform in South Africa: Seeds of Change." *Baobab Africa*, 20 juin, disponible à l'adresse <http://www.economist.com/blogs/baobab/2013/06/land-reform-south-africa>.
- Entine, J. 2015. "AAAs Scientists: Consensus on GMO Safety Firmer Than For Human-Induced Climate Change." *Huffington Post*, 29 janvier.
- Esoko. Sans date, disponible à l'adresse <https://esoko.com/>, consulté le 23 mars 2015.
- . 2013. *Save and Grow, Cassava: A Guide to Sustainable Production Intensification*. Rome: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- . 2015. *Government Expenditure on Agriculture: Experimental Series*, disponible à l'adresse <http://www.fao.org/economic/ess/ess-economic/expenditure/fr/>, consulté le 3 mars 2015.
- Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). 2006. *Cadre pour la productivité agricole en Afrique*. Accra, Ghana: Forum pour la Recherche Agricole en Afrique.
- Forum économique mondial, Banque africaine de développement et Banque mondiale. 2013. *Rapport sur la compétitivité en Afrique*, Genève: Forum économique mondial.
- Fuglie, K. O. & N. E. Rada. 2013. "Resources, Policies, and Agricultural Productivity in Sub-Saharan Africa." *ERR-145*. Washington, DC: US Department of Agriculture, Economic Research Service.
- Gallup J. L., S. Radelet & A. Warner. 1997. "Economic Growth and the Income of the Poor." *CAER Discussion Paper* n° 36. Cambridge, MA: Harvard Institute for International Development.
- Gollin, D. & R. Rogerson. 2010. "Agriculture, Roads, and Economic Development in Uganda." In *African Successes: Sustainable Growth*, S. Edwards, S. Johnson et D. N. Weil (dir. pub.), Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- GMSA. Sans date. "mAgri Programme Overview", disponible à l'adresse <http://www.gmsa.com/mobilefordevelopment/programmes/magri/programme-overview>, consulté le 23 mars 2015.
- Grow Africa Secretariat. Sans date, disponible à l'adresse <https://www.growafrica.com/>, consulté le 23 mars 2015.
- Hazell, P. B. R. 2009. "The Asian Green Revolution." *IFPRI Discussion Paper* 00911. Washington, DC: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Herrendorf, B., R. Rogerson & A. Valentinyi. 2014. "Growth and Structural Transformation." *Handbook of Economic Growth* 1 (2): pp. 855–941.
- Fonds international de développement agricole (FIDA). 2010. *Rural Poverty Report 2011, New Realities, New Challenges: New Opportunities for Tomorrow's Generation*. Rome: Quintily.
- James, S. 2013. "Tax and Non-Tax Incentives and Investment: Evidence and Policy Implications." *Investment Climate Advisory Services*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Kanu, B. S., A. O. Salami & K. Numasawa. 2014. *Inclusive Growth: An Imperative for African Agriculture*. Tunis, Tunisie: Banque africaine de développement
- Kayizzi-Mugerwa, S. 1998. "A Review of Macroeconomic Impediments to Technology Adoption in African Agriculture." *African Development Review* 10 (1): pp. 211–24.
- Kilimo Salama. Sans date, disponible à l'adresse <https://kilimosalama.wordpress.com/>, consulté le 23 mars 2015.
- Kimani, J. M., P. Tongoona, J. Derera & A. B. Nyende. 2011. "Upland Rice Varieties Development Through Participatory Plant Breeding." *ARP Journal of Agricultural and Bioscience* 6 (9): pp. 39–49.
- Klümper, W. & M. Qaim. 2014. "A Meta-Analysis of the Impacts of Genetically Modified Crops." *PLoS ONE* 9 (11).
- Lappé, F. M., J. Collins & P. Rosset, avec la contribution de L. Esparza. 1998. *World Hunger: Twelve Myths, 2e édition*. New York et Londres: Grove Press et Earthscan.
- Lee, J., G. Gereffi & J. Beauvais. 2012. "Global Value Chains and Agrifood Standards: Challenges and Possibilities for Small Holders in Developing Countries." *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 109 (31): pp. 12326–31, disponible à l'adresse <http://www.pnas.org/content/109/31/12326.full.pdf>.
- Leke, A., S. Lund, C. Roxburgh & A. van Wamelen. 2010. "What's Driving Africa's Growth." *Insights & Publications*, McKinsey Global Institute.

- Lewin, A. 2007. *Zambia and Genetically Modified Food Aid. Case Study #4-4 of the Program: "Food Policy for Developing Countries: The Role of Government in the Global Food System."* Ithaca, New York: Cornell University.
- Mondal, P. Sans date. "The Factors Contribution to Green Revolution in India." *YourArticleLibrary.com*, disponible à l'adresse <http://www.yourarticlelibrary.com/green-revolution/the-factors-contributing-to-green-revolution-in-india-750-words/4826/>, consulté le 3 mars 2015.
- Moneyweb. 2014. "Land Reform: Namibia 27%, South Africa 8% ", disponible à l'adresse <http://www.moneyweb.co.za/uncategorized/land-reform-namibia-27-south-africa-8/>.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2012. "Smallholders and Family Farmers." *Sustainability Pathways Fact Sheet*. Rome: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, disponible à l'adresse www.fao.org/fileadmin/templates/nr/sustainability_pathways/docs/Factsheet_SMALLHOLDERS.pdf.
- Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). 2013. *Agriculture and Africa: Transformation and Outlook*. Johannesburg, Afrique du Sud: NEPAD.
- Nin-Pratt, A., M. Johnson & Y. Bingxin. 2012. "Improved Performance of Agriculture in Africa South of the Sahara: Taking Off or Bouncing Back." *IFPRI Discussion Paper* 01224. Washington, DC: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Nin-Pratt, A. & L. McBride. 2014. "Agricultural Intensification in Ghana: Evaluating the Optimist's Case for a Green Revolution." *Food Policy* 48: pp. 153–67.
- Nuffield Council on Bioethics. 2003. "The Use of GM Crops in Developing Countries: A Follow Up Discussion Paper", disponible à l'adresse <http://nuffieldbioethics.org/project/gm-crops-developing-countries/>.
- Pan-Africa Bean Research Alliance (Pabra). Sans date, disponible à l'adresse <http://www.pabra-africa.org/impact>, consulté le 23 mars 2015.
- PNUD. 2014. *Objectifs du Millénaire pour le développement Rapport 2014*, disponible à l'adresse <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/mdg/the-millennium-development-goals-report-2014/>.
- Restuccia, D. & R. Santaeulalia-Llopis. 2015. "Land Misallocation and Productivity." *Working Paper* 533. Toronto: Université de Toronto, Department of Economics.
- Salami O. A., A. B. Kamara & Z. Brixiova. 2010. "Smallholder Agriculture in East Africa: Trends, Constraints and Opportunities." *document de travail du Groupe de la Banque africaine de développement n° 105*. Tunis, Tunisie: Banque africaine de développement.
- Singh, R. K. R. Murori, A. Ndayiragije, J. Bigirimana, J. M. Kimani, Z. L. Kanyeka, S. Surapong, Y. P. Singh, I. Ndikumana, J. Lamo, M. S. Mkuya, H. Tuskelege & J. Rickman. 2013. "Rice Breeding Activities in Eastern and Southern Africa." *SABRAO Journal of Breeding and Genetics* 45 (1): pp. 73–83.
- Svensden, M., M. Ewing & S. Msangi. 2009. "Measuring Irrigation Performance in Africa." *IFPRI Discussion Paper* 00894. Washington, DC: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Thirtle, C., L. Lin & J. Piesse. 2003. "The Impact of Research Led Agriculture Productivity Growth on Poverty Reduction in Africa, Asia and Latin America." *World Development* 31 (12): pp. 1959–75.
- Timmer, C. P. 1997. "How Well Do the Poor Connect to the Growth Process?" *CAER II Discussion Paper* n° 17. Cambridge, MA: Harvard Institute for International Development.
- United States International Trade Commission. 2009. "Sub-Saharan Africa: Effects of Infrastructure Conditions on Export Competitiveness, Third Annual Report." Investigation NP. 332–477, USITC Publication 4071. Washington DC, USITC.
- Voortman, R. 2013. "Why the Green Revolution Failed in Sub-Saharan Africa", disponible à l'adresse http://www.rural21.com/uploads/media/rural2013_03-S32-33.pdf.
- Wilson, J. P. 2005. "Local, National, and Global Applications of Global Information Systems in Agriculture." In *Geographical Information Systems: Principles, Techniques, Management and Applications, 2e édition*. Longley, P. A., M. F. Goodchild, D. J. Maguire et D. W. Rhind (dir. pub.), New York: Wiley.
- You, L., C. Ringler, U. Wood-Sichra, R. Robertson, S. Wood, T. Zhu, G. Nelson, Z. Guo & Y. Sun. 2011. "What Is the Irrigation Potential for Africa? A Combined Biophysical and Socioeconomic Approach." *Food Policy* 36: pp. 770–82.

Valoriser le commerce des services en Afrique

SEBASTIAN SÁEZ

MILES MCKENNA

BARAK HOFFMAN

Groupe de la Banque mondiale

Le rôle de plus en plus important joué par les services dans les économies d'Afrique remet en question des théories sur le développement économique qui avaient cours depuis longtemps. Pendant des décennies, les premières étapes vers la sortie de la pauvreté ont été l'augmentation de la productivité agricole, puis la croissance du secteur manufacturier. On estimait qu'il faudrait attendre bien longtemps avant de voir les services occuper une plus grande place dans l'économie, et qu'il s'agissait d'une forme d'avantage comparatif réservée aux pays plus avancés. Ces dernières années, la croissance de l'Afrique s'est engagée sur une trajectoire très différente. Dans toute la région, la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) recule et celle du secteur manufacturier, loin de progresser comme anticipé par la théorie, stagne. En revanche, la part des services dans l'emploi total et le PIB augmente, ce qui favorise la création de valeur ajoutée et engendre des facteurs essentiels pour stimuler les autres activités économiques.

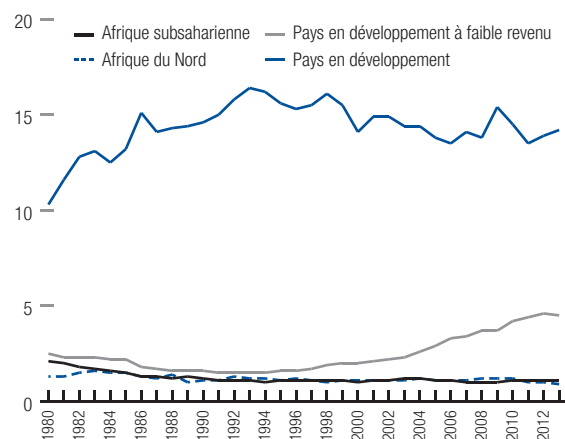
Aujourd'hui, le secteur des services a non seulement trouvé sa place sur l'agenda du développement, mais il est également devenu une priorité à part entière. Les pays ayant commencé à saisir des opportunités dans les services et grâce à eux, les autorités et les économistes doivent remettre en cause leurs anciennes hypothèses et étudier les nouvelles conséquences de cette évolution. Quel rôle tiennent les services dans la transformation structurelle et dans la compétitivité générale? Peuvent-ils contribuer à faire reculer la pauvreté? S'agit-il d'un secteur d'exportation viable pour l'Afrique? À ce stade, les questions sont peut-être plus nombreuses que les réponses. Pendant des décennies, le secteur des services n'a guère suscité d'intérêt, surtout en Afrique. Les données sont éparpillées, insuffisantes et difficiles à collecter. Cependant, en nous appuyant sur les meilleures données disponibles et sur des outils analytiques, nous pouvons commencer à rechercher des réponses à ces questions.

Ce chapitre examine les performances des exportations de services en Afrique. Une analyse approfondie des statistiques commerciales des pays de la région montre que les exportations de services sont bien plus importantes pour l'Afrique qu'on ne le pensait autrefois. Ce chapitre illustre également clairement les liens entre les services et les autres secteurs de l'économie. En désagrégant les données sur la valeur ajoutée, il met en évidence l'importance des services en tant que facteurs entrant dans d'autres activités d'exportation, surtout de produits primaires (agriculture et énergie) et manufacturiers. À partir de cette analyse,

Les auteurs souhaitent exprimer leurs sincères remerciements à William Maloney, César Calderón, Melise Jaud et Claire Hollweg pour leurs contributions et leurs suggestions précieuses, ainsi qu'à Annoula Rysova, Esteban Rojas P. et Laura Juliana Higuera Ardila pour l'aide qu'ils leur ont apportée pendant les recherches.

Graphique 1: Exportations de services – L'Afrique comparée à d'autres pays en développement

Part des exportations mondiales de services (en % des exportations totales)



Source: UNCTADStat, <http://unctadstat.unctad.org/EN/Index.html>.

ce chapitre propose des informations précieuses de nature à éclairer les politiques destinées à renforcer la compétitivité et les performances d'exportation des services en Afrique. Il explique également comment certaines mesures relatives au commerce des services, telles que la réglementation limitant la concurrence, nuisent aux exportations de services. Ces constats confirment que la libéralisation de ce secteur peut contribuer à stimuler les performances des échanges de services. Pour en maximiser les bienfaits potentiels, les pays d'Afrique doivent abaisser les obstacles directs au commerce des services ainsi que les obstacles indirects résultant d'une mauvaise réglementation.

LA MONDIALISATION DES SERVICES

Les entreprises opèrent de plus en plus dans des chaînes de production fragmentées à l'international, concept décrit dans la nouvelle littérature sur les chaînes de valeur mondiales. Considéré par ce prisme, le commerce est facilité par les flux de biens, de services, d'investissements et de savoir nécessaires pour produire en de multiples lieux, ce qui engendre ce que l'on appelle le *complexe commerce-investissement-services-propriété intellectuelle (PI)*.¹ Le commerce des services est l'une des voies qui permettent de faciliter et de coordonner les connexions nécessaires pour renforcer la participation et stimuler la compétitivité au sein de ces chaînes de valeur. Si elle veut poursuivre son développement économique, l'Afrique doit désormais impérativement accroître la compétitivité de son secteur des services, et concrètement resserrer les liens entre les pays et l'économie mondiale.

Au cours des dernières décennies, avec le recul des coûts de transport, les progrès des technologies de l'information et des communications (TIC), ainsi que le développement de l'infrastructure électronique, il est devenu beaucoup plus facile

de produire des services dans un endroit et de les consommer dans un autre. Les exportations de services ont donc fait un bond dans toutes les catégories de pays. La part croissante des exportations de services des pays en développement à revenu faible est particulièrement notable. La participation de ces pays aux exportations mondiales de services a enregistré une progression spectaculaire, passant de 1,6 pour cent en 1990 à 4,5 pour cent en 2012 (graphique 1). Mais tous ne connaissent pas le même succès.

La part de l'Afrique dans les exportations mondiales de services reste nettement à la traîne.

L'absence de données fiables sur le commerce des services sur le continent empêche dans une large mesure de comprendre pourquoi. Cependant, si l'on se fonde sur les données disponibles, il est possible de tirer une première série de conclusions. Le graphique 1 montre que la part des pays en développement et des pays à revenu faible dans les exportations mondiales de services affiche une hausse spectaculaire depuis 1980, ce qui suscite un intérêt grandissant pour ce secteur. Pourtant, la part de ces exportations dans les pays d'Afrique recule. Pourquoi? Comment y remédier? Certains pays et certains secteurs s'en sortent-ils mieux que d'autres? Que nous apprennent ces comparaisons? Ce chapitre cherche à répondre à ces questions dans les sections suivantes.

Des séries de données et des outils analytiques nouveaux confirment la place significative des services dans une économie. Deux éléments essentiels démontrent cette importance: (1) les services en tant qu'exportations finales et (2) le rôle des services dans l'amélioration de la compétitivité d'autres activités économiques, par exemple les activités manufacturières.

La productivité des services joue un rôle déterminant de moteur stratégique de la compétitivité économique. La compétitivité de la plupart des biens exportés sur les marchés mondiaux dépend non seulement de l'accès aux matières premières, mais aussi à des services essentiels, par exemple des services collectifs (TIC et transports) à des tarifs efficaces, à des services financiers (banque et assurance) ainsi qu'à d'autres services commerciaux (comptabilité, ingénierie, services juridiques, de conseil et de marketing). Les services importés peuvent servir de courroie de transmission au transfert des nouvelles technologies. Ces dernières ont le potentiel de stimuler les performances dans les secteurs à forte intensité de compétences et d'accroître la valeur ajoutée des exportations de produits manufacturés.² À mesure que le commerce des services augmente, la productivité des services tend aussi à augmenter, ce qui accentue l'effet positif sur la croissance et la productivité générales sur la durée.³ La littérature empirique consacrée à ce type d'effet en Afrique, en particulier, constate également une relation positive significative entre la productivité des

Encadré 1: La dimension du genre dans le commerce des services en Afrique

La nouvelle analyse publiée par Coste et Dihel combine des informations tirées des bases de données existantes, des données qualitatives et des avis recueillis lors d'une enquête sur les services aux entreprises menée dans 17 pays d'Afrique subsaharienne afin de déterminer la place des femmes dans le commerce des services.¹ Elle montre que la proportion des femmes employées dans des entreprises de services en Afrique dépasse celle de l'emploi féminin manufacturier. En Afrique subsaharienne, la part de l'emploi féminin dans les services se révèle en outre significativement supérieure qu'au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud, mais légèrement inférieure à celle mesurée en Asie de l'Est, en Amérique latine et en Europe de l'Est. Les auteurs constatent que l'emploi féminin est plus présent dans les services que dans le secteur manufacturier partout sauf en Asie de l'Est, où ces deux secteurs sont à peu près à égalité. Cette prédominance des femmes les services s'explique peut-être par la prédominance des petites entreprises, que les femmes ont plus de facilité à détenir, dans ce secteur. Dans les entreprises gérées par des femmes, la proportion des femmes travaillant à temps plein est nettement supérieure à celle relevée dans les entreprises gérées par des hommes, dans toutes les régions, même si ces entités exportent moins. C'est dans l'hôtellerie et la restauration, ainsi que dans le commerce de gros et de détail, que l'on trouve le plus d'emplois féminins, d'entreprises détenues par des femmes et de femmes aux postes de direction. Ainsi, une grande proportion de femmes travaillent dans des activités très marchandes.

Les femmes n'ont pas les mêmes opportunités d'accès à tout l'éventail des métiers de services que les hommes, surreprésentés aux postes d'encadrement, par exemple. Les femmes n'occupent que 6 pour cent des postes de dirigeants et que 12 pour cent des postes immédiatement inférieurs dans la hiérarchie des entreprises de services spécialisés en Afrique australe et de l'Est. De plus, à métier égal, elles ont

moins de responsabilités que les hommes, gagnent moins et ont un statut inférieur pour des raisons indépendantes de leurs compétences ou de leur expérience.²

Certains pays progressent vers l'intégration des femmes aux postes de direction dans les services. Selon Coste et Dihel, les Comores, Madagascar, le Rwanda, le Swaziland et la Zambie comptent parmi les plus avancés pour l'équilibre entre les sexes aux postes de direction des entreprises de services. Dans ces pays, les femmes comptent pour près de 15 pour cent des dirigeants. En outre, elles sont mieux représentées dans l'encadrement des cabinets comptables et juridiques, mais quasiment absentes des cabinets d'ingénierie et d'architecture.

Il reste désormais à déterminer dans quelle mesure le commerce des services peut multiplier les opportunités économiques pour les femmes et éliminer ou abaisser les obstacles à l'égalité entre les sexes. Les relations potentielles entre emploi dans les services et égalité entre les sexes sont encore plus difficiles à appréhender en Afrique, faute de données précises. Il demeure vital de systématiser la collecte afin de combler l'immense déficit d'informations à ce sujet, d'autant que l'emploi féminin dans ces secteurs augmente. Des données et une analyse plus fines permettront de mieux comprendre les opportunités offertes aux femmes et les obstacles auxquels elles se heurtent dans la recherche d'emplois de services qualifiés, et aussi, plus largement, de cerner les facteurs qui influent sur les performances commerciales des entreprises de services en Afrique.

Notes

1 Coste & Dihel 2013.

2 BIT 2012; Staritz & Reis 2013.

Source: Cet encadré a été adapté du chapitre "Services Trade and Gender", de Coste & Dihel, dans l'ouvrage *Women and Trade in Africa: Realizing the Potential*. Voir Brenton et al. 2013.

entreprises et la performance des services, et confirme que le manque d'accès aux services essentiels à la production nuit aux entreprises africaines en sapant leur productivité.⁴

Au-delà de son rôle direct dans l'économie, le développement du secteur des services est vital si l'on veut parvenir aux objectifs plus larges de réduction de la pauvreté et de développement social. Par exemple, nombre des cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement, dont ceux liés à l'éducation, à la santé ainsi qu'à l'eau et à l'assainissement, ont trait à des services. En outre, un secteur des services plus compétitif peut favoriser l'égalité entre les sexes en Afrique (encadré 1).⁵ Pour ces raisons, l'accroissement de la compétitivité des services peut engendrer de larges bienfaits pour l'économie et la société d'un pays.

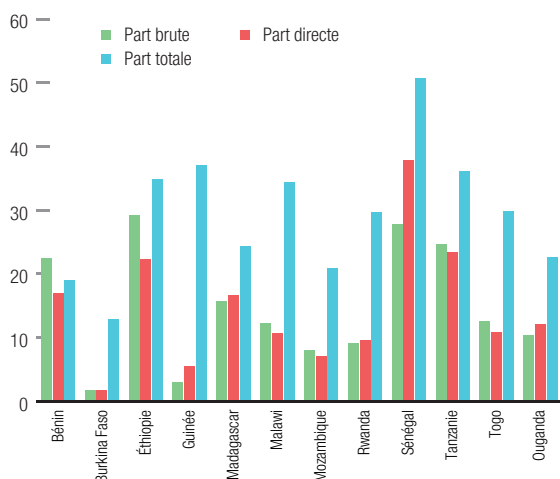
ÉVALUER LA VALEUR AJOUTÉE DES SERVICES DANS LE COMMERCE

C'est sur la base de la valeur des transactions, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou dû pour les biens et les services, que sont établies les statistiques commerciales.

La valeur des transactions correspond à la valeur brute, soit la valeur ajoutée plus les facteurs intermédiaires locaux et étrangers. La valeur ajoutée est la production nette d'un secteur obtenue lorsque l'on additionne tous les produits et que l'on soustrait tous les facteurs intermédiaires. Il est ainsi possible de calculer la contribution directe des services en faisant la somme de la valeur ajoutée du secteur dans les services vendus directement aux consommateurs finals (dans le pays ou à l'exportation). Toutefois, cette mesure ne reflète pas intégralement la contribution des services à la valeur ajoutée, puisque ces services entrent également, à titre de facteurs intermédiaires, dans la production de produits en aval dans d'autres secteurs. Pour appréhender la totalité de la valeur ajoutée des services à l'exportation, il faut mesurer non seulement

Graphique 2: Exportations de services en proportion des exportations totales dans les pays d'Afrique les moins avancés, 2011

Pourcentage des exportations totales



Source: *Export Value Added Database* de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/data-catalog/export-value-added>.

les exportations directes de services, mais également les effets de diffusion en amont et en aval engendrés avec d'autres exportations. Les *effets de diffusion en aval* correspondent à la contribution à la valeur ajoutée d'un secteur donné, sous la forme de facteurs intermédiaires pour tous les autres secteurs situés en aval. A contrario, les effets de diffusion en amont correspondent aux facteurs porteurs de valeur ajoutée acquis auprès d'autres secteurs. Ces liens dessinent l'interdépendance des secteurs dans une économie. Si elles ne tiennent pas correctement compte des effets de diffusion en aval des services intervenant à titre de facteurs intermédiaires dans les secteurs situés en aval, les statistiques des exportations brutes sous-évaluent la contribution des services aux échanges.⁶

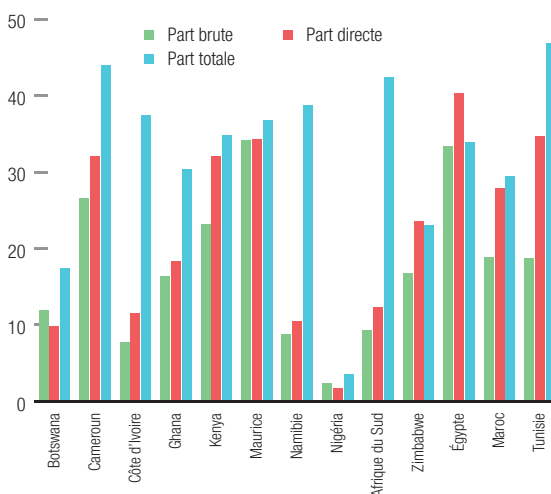
L'importance des services dans le total des exportations africaines

Les exportations directes de services constituent une composante essentielle des activités d'exportation de nombreux pays. Les graphiques 2

et 3 proposent trois mesures différentes de l'importance des exportations de services en Afrique.⁷ La première barre (en vert) représente simplement les exportations brutes de services.⁸ La deuxième (en rouge) correspond à la part des exportations directes de services mesurées par la valeur ajoutée.⁹ La troisième barre (en bleu) représente à la fois la valeur ajoutée directe et indirecte (soit la valeur ajoutée totale) des services dans toutes les exportations (c'est-à-dire effets de diffusion en aval compris).¹⁰ Il ressort clairement des données que les exportations de services constituent une part non négligeable du total des exportations dans de nombreux pays d'Afrique. Parmi les pays africains les

Graphique 3: Exportations de services en proportion des exportations totales dans divers pays d'Afrique, 2011

Pourcentage des exportations totales



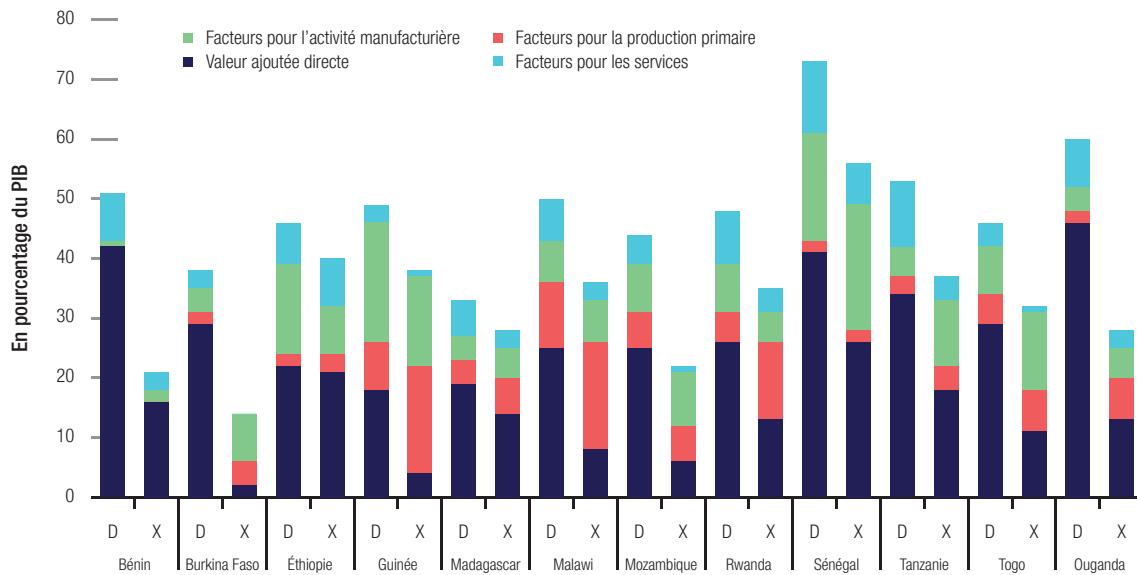
Source: *Export Value Added Database* de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/data-catalog/export-value-added>.

moins avancés, les exportations directes de services représentent plus de 20 pour cent des exportations totales en Éthiopie, au Sénégal et en Tanzanie (graphique 2). Parmi les économies régionales plus développées, elles comptent pour plus de 30 pour cent du total au Cameroun, en Égypte, au Kenya, à Maurice et en Tunisie (graphique 3). Pour les autres pays de la région, elles demeurent très faibles, particulièrement au Burkina Faso, en Guinée et au Mozambique, pour les pays les moins avancés, ainsi qu'au Nigéria.

Pour de nombreux pays d'Afrique, les services apportent une contribution significative à d'autres activités économiques. Ce constat est illustré par l'importance des exportations de services totales, effets de diffusion en aval compris, dans la part des exportations totales (les barres bleues dans les graphiques 2 et 3). Sauf pour l'Égypte et le Zimbabwe, la part des services totaux dans les exportations globales (de biens et de services) est significativement supérieure à la part directe des services dans les exportations totales (barre rouge). L'écart entre les deux indique que les services soutiennent d'autres activités d'exportation, notamment agricoles et manufacturières. Par exemple, les services comptent pour 83 pour cent du prix de vente des roses éthiopiennes aux Pays-Bas. Il est donc manifeste que les services jouent un rôle central dans les gains de compétitivité des exportations africaines.

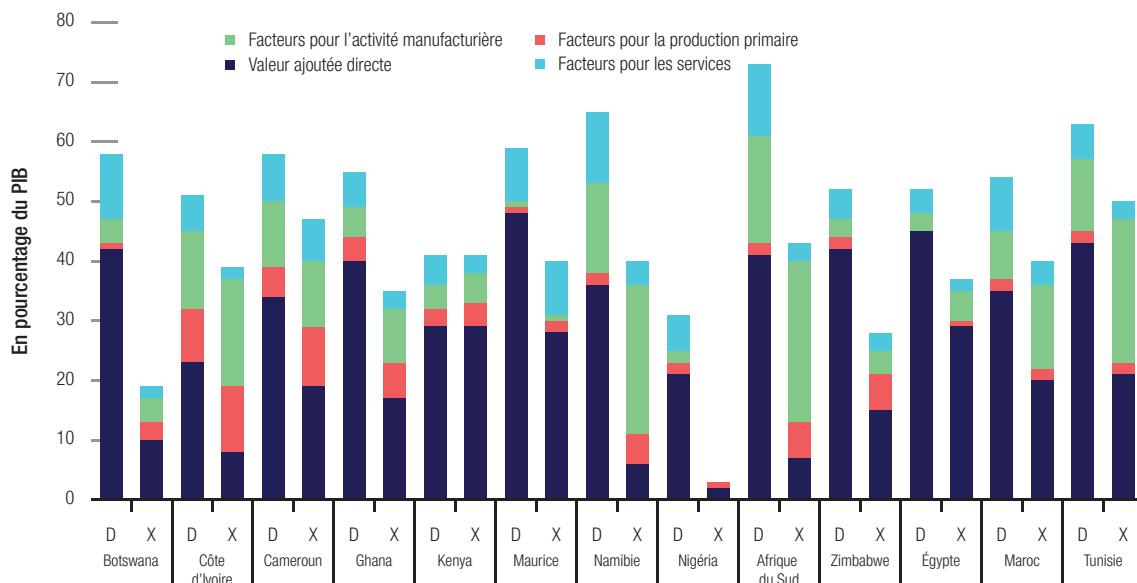
Dans certains pays, les exportations directes de services sont relativement plus importantes que la contribution des services en tant que facteurs intermédiaires d'autres activités d'exportation. Par exemple, la part des exportations de services au Kenya et à Maurice, s'établit respectivement à 25 et 34 pour cent, lorsque le commerce est mesuré en valeur brute.

Graphique 4: Liens entre les services/les autres activités économiques et les exportations dans les pays d'Afrique les moins avancés, 2011



Source: *Export Value Added Database* de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/data-catalog/export-value-added>.
Note: D = valeur ajoutée locale; X = valeur ajoutée des exportations.

Graphique 5. Liens entre les services avec les autres activités économiques et les exportations dans divers pays d'Afrique, 2011



Source: *Export Value Added Database* de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/data-catalog/export-value-added>.
Note: D = valeur ajoutée locale; X = valeur ajoutée des exportations.

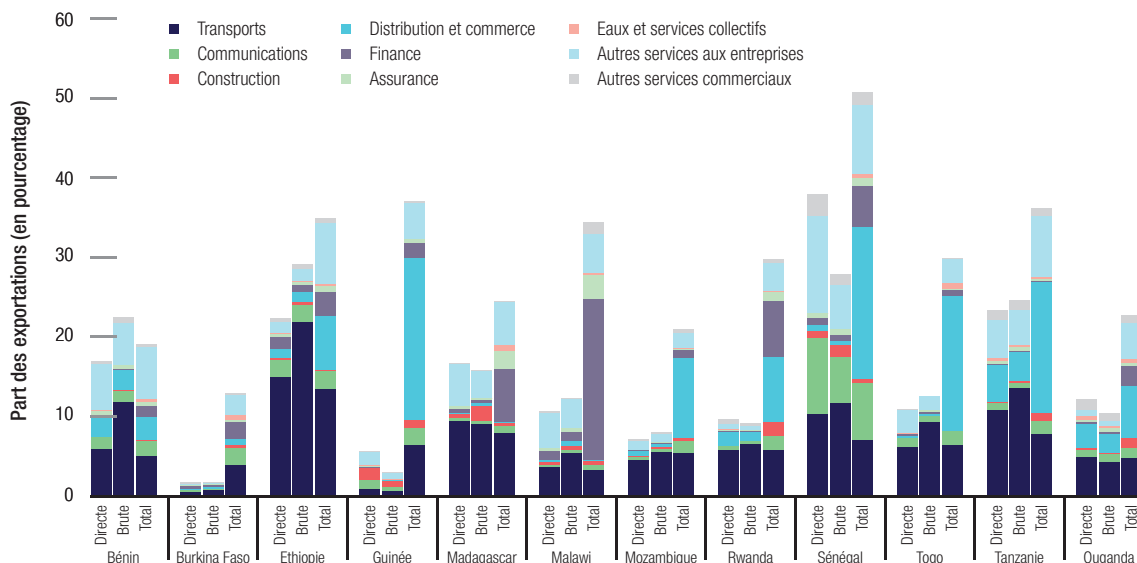
Selon les statistiques en valeur ajoutée directe, elle s'établit respectivement à 32 et 34 pour cent. Lorsque les effets de diffusion en aval sont pris en compte, la contribution totale des services à la valeur ajoutée des exportations Kenya n'augmente que légèrement, et atteint 35 pour cent au Kenya et 37 pour cent à Maurice. On observe une situation analogue au Maroc et au Zimbabwe. Un faible écart entre les mesures directes et indirectes laisse à penser que les services n'ont pas encore noué de liens solides avec d'autres activités d'exportation. Dans l'ensemble, la plupart des pays ont le potentiel d'augmenter leurs exportations directes de

services et de diversifier leur économie en resserrant leurs liens avec les secteurs situés en aval.

L'importance des services pour les autres activités économiques en Afrique

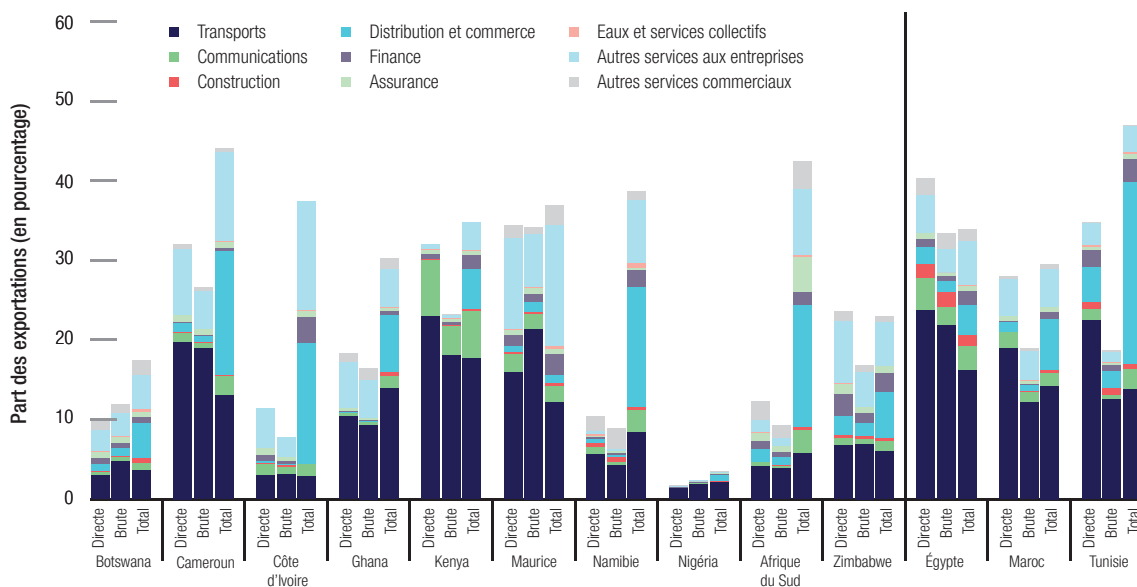
La structure des services et leurs liens avec l'économie d'un pays diffèrent de leur structure et de leurs liens avec les activités d'exportation. Par exemple, la contribution directe des services à la valeur ajoutée locale est habituellement bien supérieure à leur contribution directe aux exportations totales. En revanche, la contribution des services en tant que facteurs

Graphique 6: Structure des exportations de services dans divers pays parmi les moins avancés d'Afrique, 2011
Contribution en pourcentage à la valeur ajoutée dans les exportations totales de services



Source: *Export Value Added Database* de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/data-catalog/export-value-added>.

Graphique 7: Structure des exportations de services dans divers pays d'Afrique, 2011
Contribution en pourcentage à la valeur ajoutée dans les exportations totales de services



Source: *Export Value Added Database* de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/data-catalog/export-value-added>.

intermédiaires d'autres activités, telles que les exportations de produits primaires et manufacturés, est nettement supérieure pour les exportations totales que pour la valeur ajoutée locale. Les graphiques 4 et 5 illustrent ce point. Ils montrent la part de la contribution des services à la production d'un pays et à ses exportations en 2011. Leur contribution en tant que facteurs intermédiaires entrant dans la production primaire (agriculture et énergie) et manufacturière représente une proportion importante de la production locale dans la plupart des pays d'Afrique les moins avancés, à l'exception du Bénin et du Burkina Faso. Et là encore, la contribution des services à la valeur

ajoutée des exportations d'autres secteurs demeure plus importante. Pour le Burkina Faso, la Guinée, le Malawi, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal et le Togo, par exemple, la contribution des services comme facteurs intermédiaires d'autres activités d'exportation est supérieure à leur contribution à la valeur ajoutée locale.

Pour certains pays de la région se situant à un stade de développement plus avancé, la contribution des services aux exportations de produits manufacturés est supérieure à leur contribution à la valeur ajoutée manufacturière locale. Ce constat se vérifie dans tous les pays à l'exception de Maurice,

comme le montre le graphique 5. En Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire, au Maroc, en Namibie et en Tunisie, les services occupent une place particulièrement importante dans les exportations de biens manufacturés. Au Cameroun et en Côte d'Ivoire, ils constituent un facteur important entrant dans les exportations de produits primaires.

LES EXPORTATIONS DE SERVICES DE L'AFRIQUE

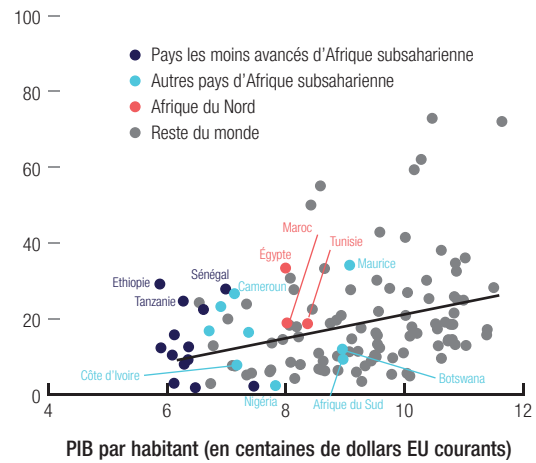
Les exportations de services des pays africains sont en augmentation. De nombreux pays d'Afrique emboîtent le pas à d'autres pays en développement qui ont enregistré des succès remarquables dans l'exportation de services à la fois dans leur région et vers de grands marchés éloignés. En tête de liste se trouvent des pays en croissance rapide, tels que l'Inde, où les exportations de services représentent une part significative des exportations totales. Le succès de l'Inde est connu de tous, mais certains pays africains participent, eux aussi, à cet essor des services. Aujourd'hui par exemple, l'Afrique du Sud, le Kenya, Maurice et le Sénégal exportent des services à l'échelle régionale, mais aussi vers les marchés européens.¹¹

Les transports, la distribution, le commerce et les activités classées dans les « autres activités de service aux entreprises » constituent les principales exportations de services de l'Afrique.¹² Les graphiques 6 et 7 mettent en évidence la contribution des sous-secteurs aux exportations totales de services pour certains pays de la région (voir l'annexe B pour une description de ces secteurs). Ces chiffres montrent très clairement la place des services de transport, qui représentent un pourcentage non négligeable du total des services exportés dans presque tous les pays. Cependant, cette importance diminue lorsque l'on fonde le calcul sur la valeur ajoutée. Le recul de la part de la valeur ajoutée témoigne de la faiblesse des liens entre les transports et les autres exportations du secteur des services. En revanche, la distribution et les services associés au commerce (incluant les hôtels et restaurants) ainsi que les autres activités de services aux entreprises (incluant les TIC et les services spécialisés) ont tendance à entretenir des liens plus étroits avec les autres secteurs d'exportation. Dans le cas de la Guinée, du Sénégal et de la Tanzanie, par exemple, ces proportions sont nettement plus élevées lorsque l'on inclut les effets de diffusion en aval. Cela confirme le rôle critique de ces services pour les autres activités d'exportation dans ces pays et dans l'ensemble de la région. Il est également intéressant de noter que les exportations d'« autres services commerciaux », tels que les services aux personnes ou les services culturels et de loisirs, revêtent un certain poids dans plusieurs des pays les moins avancés de la région, dont le Malawi, l'Ouganda et le Sénégal.

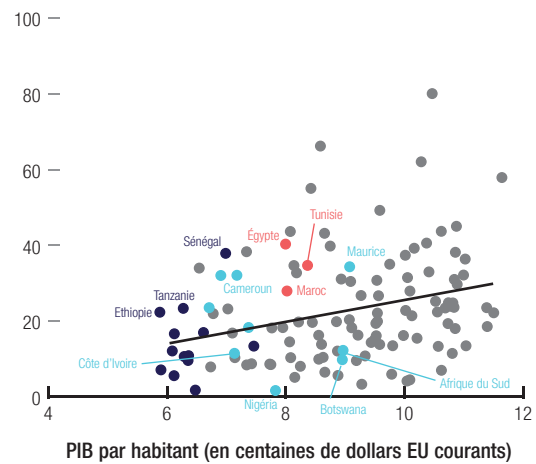
Graphique 8: Corrélation entre part des services dans le total des exportations et développement économique

Part de la valeur ajoutée totale dans les exportations totales (en pourcentage)

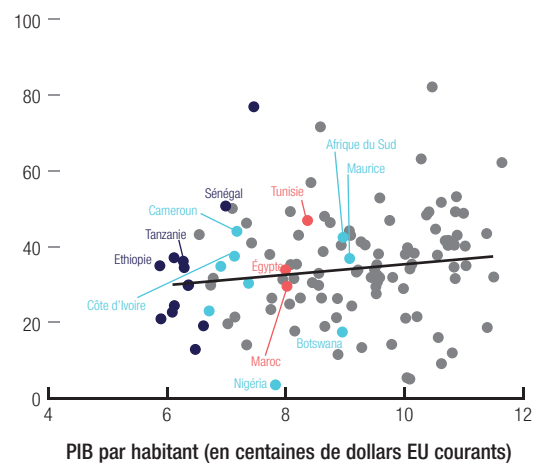
8a: Exportations de services brutes



8b: Valeur ajoutée directe des exportations de services



8c: Valeur ajoutée totale des exportations de services



Note: La valeur ajoutée totale inclut un décompte précis des effets de diffusion en aval.

Source: *Export Value Added Database* de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/data-catalog/export-value-added>.

La désagrégation des données sur les exportations de services permet aussi de comprendre exactement comment les services contribuent aux exportations totales dans ces pays.

Les graphiques 6 et 7 présentent cette information. Au Kenya, par exemple, les performances globales des exportations de services sont tirées par la valeur ajoutée directe produite par les services de transport et de communication. Au Cameroun, à Maurice et au Sénégal, les exportations d'autres services aux entreprises comptent pour une part significative des exportations directes et des exportations totales. La distribution et les services commerciaux constituent des facteurs importants entrant dans d'autres activités économiques au Cameroun, au Sénégal et en Tunisie. En Afrique du Sud, et dans une moindre mesure en Namibie, les services sont essentiellement un facteur de production pour d'autres activités d'exportation.

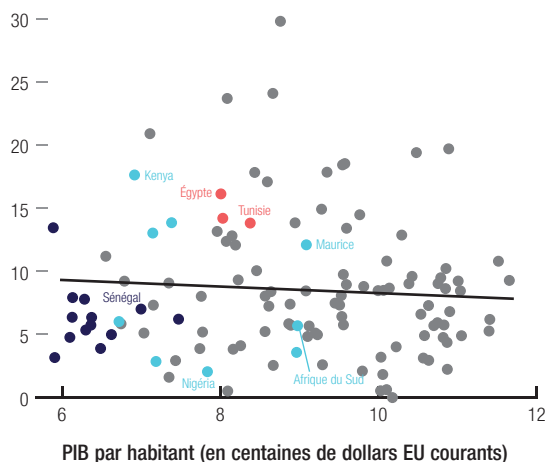
EXPORTATIONS DE SERVICES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Bien que les exportations de services jouent déjà un rôle significatif, à la fois en tant qu'exportations finales et comme facteur entrant dans d'autres exportations, dans de nombreuses économies de la région, il est encore possible d'en renforcer significativement la contribution au développement général. Sáez et al. montrent que la taille du secteur des services d'un pays constitue une condition préalable importante à la spécialisation dans les exportations de services des années plus tard,¹³ mais que cette relation s'est distendue récemment. On peut en déduire qu'au fil du temps, d'autres forces sont venues étayer le succès des exportations de services. Goswami et al., examinent la littérature empirique sur les facteurs déterminants pour le secteur des services.¹⁴ Ils relèvent l'importance de la dotation en capital humain ainsi que de l'infrastructure électronique, des institutions et d'autres facteurs géographiques et culturels. Ils notent en particulier que pour les pays industriels et en développement, l'existence d'une infrastructure électronique et les taux d'inscription dans l'enseignement supérieur exercent une influence non négligeable sur les exportations de services. Cependant, si l'on considère le seul cas des pays en développement, l'infrastructure électronique ne semble pas jouer un rôle déterminant dans la promotion des exportations de services, tandis que la scolarisation produit un effet plus marqué. La capacité des grandes entreprises exportatrices de services des pays en développement à se doter de leur propre infrastructure électronique ou à avoir accès à une infrastructure dédiée peut amoindrir la pertinence des indicateurs d'accès à l'échelle d'une économie. De plus, ces auteurs observent que les exportations bilatérales de marchandises exercent une incidence positive sur les exportations de services. Les effets de la distance, de la langue et du passé colonial entrent également

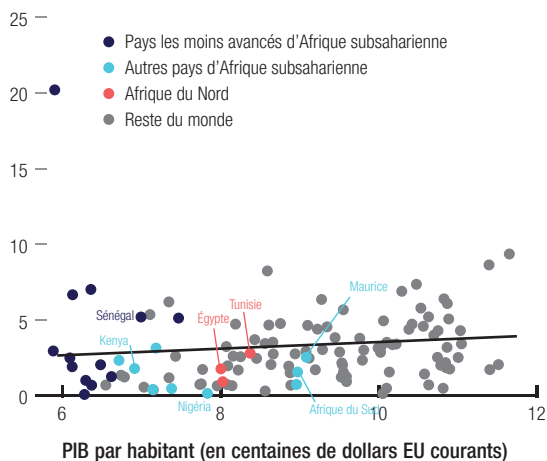
Graphique 9: Corrélation entre exportations sectorielles de services et développement économique, 2011

Part de la valeur ajoutée totale des exportations totales (en pourcentage)

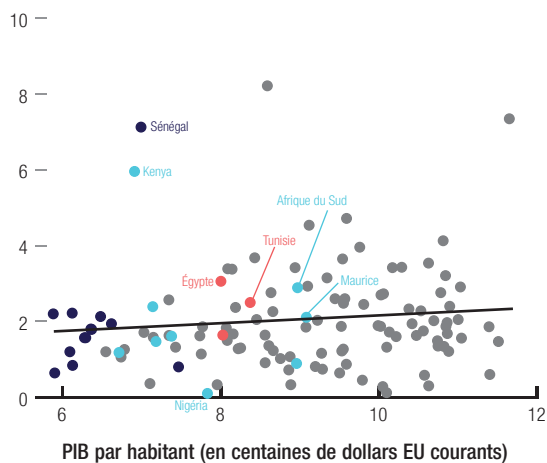
9a: Transports



9b: Finance



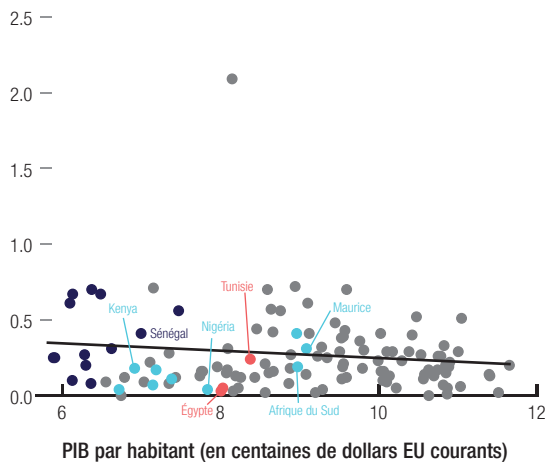
9c: Communication



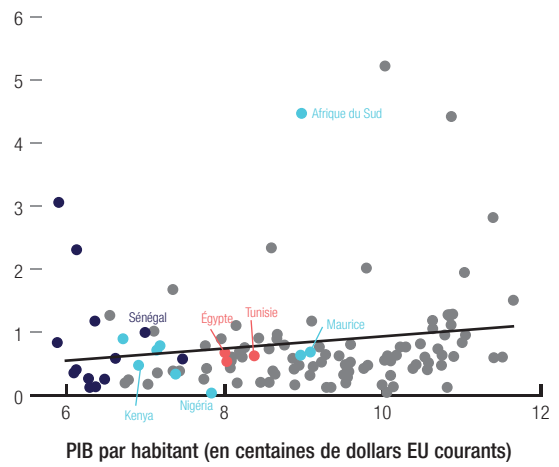
(A suivre)

Graphique 9: Corrélation entre exportations sectorielles de services et développement économique, 2011 (suite)
Part de la valeur ajoutée totale des exportations totales (en pourcentage)

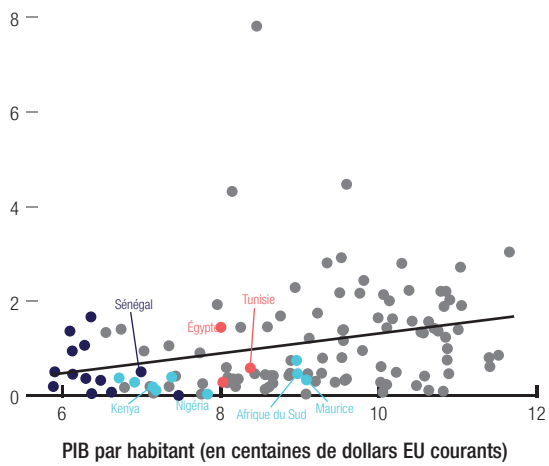
9d: Eau et autres services collectifs



9g: Assurance

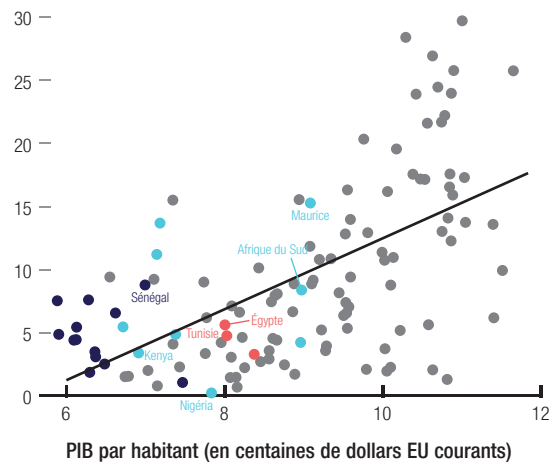


9e: Construction

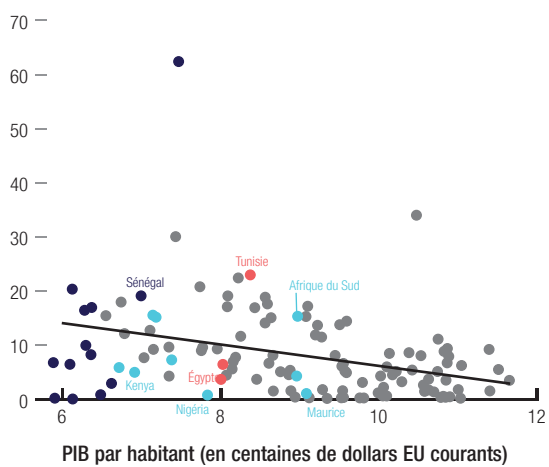


Note: La valeur ajoutée totale inclut un décompte précis des effets de diffusion en aval.

9h: Autres services aux entreprises

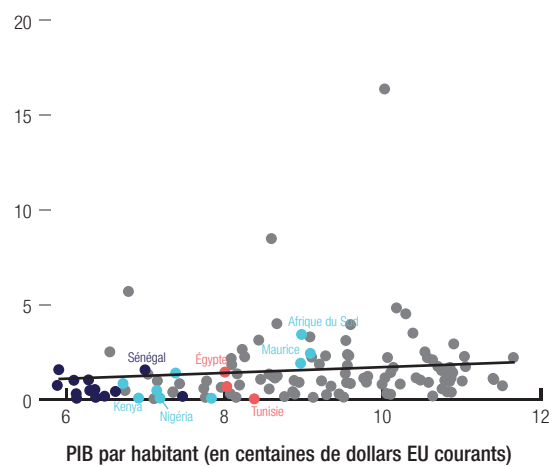


9f: Commerce et distribution



Note: La valeur ajoutée totale inclut un décompte précis des effets de diffusion en aval.

9i: Autres services commerciaux



Note: La valeur ajoutée totale inclut un décompte précis des effets de diffusion en aval.

Source: Export Value Added Database de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/data-catalog/export-value-added>.

Encadré 2: Les effets de la restrictivité sur le commerce des services spécialisés en Afrique de l'Est

En Afrique de l'Est, des enquêtes montrent qu'un grand nombre d'entreprises du secteur formel recourent à des services spécialisés.¹ Du fait de l'hétérogénéité des services et du différentiel de revenus, il est largement possible de faire progresser le commerce de ces services. Or, leur marché reste largement sous-développé et fragmenté en raison des politiques restrictives et des réglementations régionales disparates.

La réglementation locale sur l'installation et l'exercice dans le secteur des services spécialisés entrave la concurrence et freine la croissance dans toute la région. Ainsi, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie imposent des restrictions particulièrement rigoureuses à l'entrée dans les services juridiques et d'ingénierie et ont instauré des critères stricts de niveau d'études et d'autorisation. Certaines activités requièrent des droits exclusifs accordés par l'État, qui s'ajoutent aux restrictions sur les tarifs et les honoraires, la publicité et la coopération interprofessionnelle. Ces restrictions varient d'une région à l'autre: le Rwanda compte parmi les pays d'Afrique les moins restrictifs, mais le reste néanmoins fortement par rapport à d'autres économies émergentes et aux pays de l'OCDE.

Les obstacles explicites aux échanges, la réglementation et la politique d'immigration restreignant la circulation des personnes entre les pays entravent aussi le commerce des services spécialisés. Étant donné la variété des services proposés, une circulation plus facile pour les entreprises et les professionnels étrangers permettrait de répondre à la demande dans les secteurs sous-développés. Là encore, la situation au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie offre un contraste saisissant avec celle qui prévaut au Rwanda. Dans ces trois pays, les étrangers représentent moins de 10 pour cent des effectifs totaux de la comptabilité et de l'ingénierie, contre plus de 60 pour cent au Rwanda.

Dans les services juridiques, quasiment aucun prestataire étranger n'exerce en Afrique de l'Est. Les cabinets juridiques étrangers n'ont tout simplement pas l'autorisation d'exercer au Kenya ou en Tanzanie. Les cabinets comptables et d'audit se heurtent également à des interdictions très strictes.

Ces exemples des nombreuses limitations et contraintes réglementaires appliquées dans la région illustrent la nécessité d'une réforme sans laquelle les services spécialisés ne pourront pas se développer de manière compétitive et dynamique. L'équipe chargée du commerce au sein du Groupe de la Banque mondiale s'emploie à abaisser les limitations à la circulation des personnes et à l'établissement d'une présence commerciale dans ces pays, ainsi qu'à l'offre de services spécialisés transfrontières. Il reste encore à mettre en œuvre les révisions de la réglementation proposées. La coopération régionale sera déterminante pour venir à bout de l'hétérogénéité des réglementations en Afrique de l'Est, et dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Note

1 Dihel et al. 2010.

Source: adapté de "Reform and Regional Integration of Professional Services in East Africa", voir Dihel et al. 2010.

en ligne de compte: la distance produit une influence négative sur les exportations de services tandis que la communauté de langue et le passé colonial exercent une influence positive et statistiquement significative. L'incidence négative de la distance suggère que, malgré la croissance des services électroniques, la proximité entre les fournisseurs et les consommateurs compte encore.

Si une analyse initiale des données, actuellement limitées, ne se révèle pas très probante, la part des exportations de services n'en demeure pas moins positivement corrélée avec le développement économique. Ce constat se vérifie pour les trois différentes mesures de la part des services. Le graphique 8¹⁵ montre que la part des exportations directes de services (graphique 8b) pour la majorité des pays les moins avancés de la région (représentés en noir) est inférieure au niveau que l'on pourrait attendre compte tenu du stade de développement de ces pays. L'Éthiopie, le Sénégal et la Tanzanie sont les seules exceptions. Dans les pays à revenu élevé, les exportations de services sont plus hétérogènes. L'Afrique du Sud, le Botswana, la Côte d'Ivoire et le Nigéria se caractérisent par des exportations de services modestes si on les rapporte à leur niveau de développement, tandis que celles du Cameroun, de l'Égypte, du Maroc, de Maurice et de la Tunisie sont supérieures à la moyenne. L'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et la Tunisie illustrent l'importance des services lorsque l'on tient précisément compte des effets de diffusion en aval (graphique 8c). Lorsque ces effets sont inclus dans l'analyse, la part des services totaux dans les exportations totales augmente significativement pour ces trois pays, de manière plus ample que ce que l'on pourrait attendre compte tenu de leur niveau de développement. Là encore, l'importance de la contribution que les services peuvent apporter à d'autres activités d'exportation est mise en avant. Ce graphique confirme également que la disponibilité de services de qualité à faible coût est bénéfique à l'ensemble de l'économie.¹⁶

Des tendances intéressantes se font jour lorsque l'on examine la corrélation entre les exportations totales de services (effets de diffusion en aval compris) pour chaque sous-secteur et le niveau de développement du pays. Le graphique 9 met ces corrélations en évidence. Tout d'abord, on observe dans les graphiques que toutes les exportations de services n'affichent pas la même corrélation avec le développement. À mesure que le niveau de revenu d'un pays augmente, certains services tendent à acquérir plus d'importance que d'autres. Par exemple, les transports, la distribution et les services associés au commerce ainsi que des services collectifs (eau) ont tendance à afficher une corrélation négative avec le niveau de développement. D'un autre côté, la communication, la finance, l'assurance et les autres services

commerciaux présentent une corrélation positive avec le développement. Les autres activités de services aux entreprises se caractérisent par une corrélation positive particulièrement forte avec le niveau de développement.

Le fait que tous les services n'affichent pas une corrélation positive avec le développement économique confirme qu'il faut adopter une approche spécifique à chaque pays et à chaque secteur lorsque l'on envisage des mesures destinées à renforcer la compétitivité des exportations de services. Prenons quelques exemples. Par rapport à son niveau de développement, Maurice se caractérise par une proportion élevée d'exportations de services dans les transports, les autres activités de services aux entreprises et les autres services commerciaux.¹⁷ Cette situation ne saurait surprendre étant donné la volonté du pays de développer ses secteurs d'exportation de services. De son côté, le Sénégal enregistre de bons résultats pour plusieurs sous-secteurs des services. Tous types de services confondus, le Nigéria affiche lui des résultats bien inférieurs à ceux d'autres pays se situant au même stade de développement.

Dans la plupart des pays, les performances des exportations de services sont très inégales. Au Kenya, la part des services de transport dans le total des exportations est supérieure à celle de tous les autres pays de la région, et ce pays se range à la deuxième place pour les services de communication. De fait, la part du Kenya dans ces services dépasse celle de la plupart des autres pays au PIB par habitant similaire. Pourtant, ses exportations dans d'autres sous-secteurs sont analogues, voire inférieures, à celle des pays comparables. Les services de distribution, qui sont en général importants pour les échanges, constituent l'un des sous-secteurs pour lesquels le Kenya enregistre des performances particulièrement faibles. De même, l'Égypte est performante uniquement pour les exportations dans les transports, les communications et la construction, tandis que la Tunisie s'en sort bien pour les services associés au commerce et de distribution. Enfin, l'Afrique du Sud excelle pour les exportations dans les communications, la distribution, l'assurance et les autres services commerciaux, mais se situe au niveau de la moyenne, voire en dessous, pour les autres sous-secteurs.

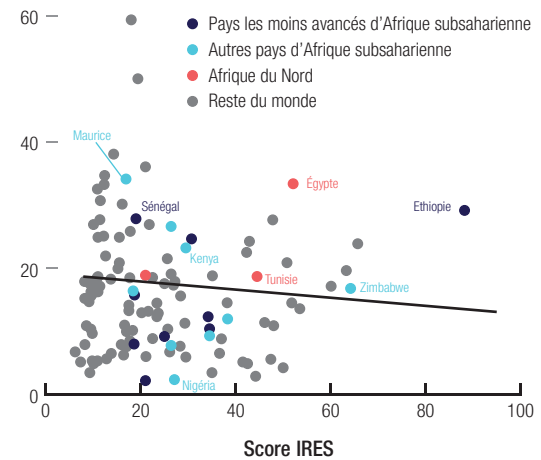
PERFORMANCES À L'EXPORTATION ET POLITIQUE COMMERCIALE

Comment la politique relative au commerce des services influe-t-elle sur les performances d'exportation des services? Pour évaluer l'impact de telle ou telle mesure sur les performances d'exportation des services, nous nous appuyons sur la base de données du Groupe de la Banque mondiale sur les politiques et la réglementation appliquées au commerce des services.¹⁸ Cette base de données contient des informations permettant de comparer les mesures

Graphique 10: Performances à l'exportation et politiques relatives au commerce des services

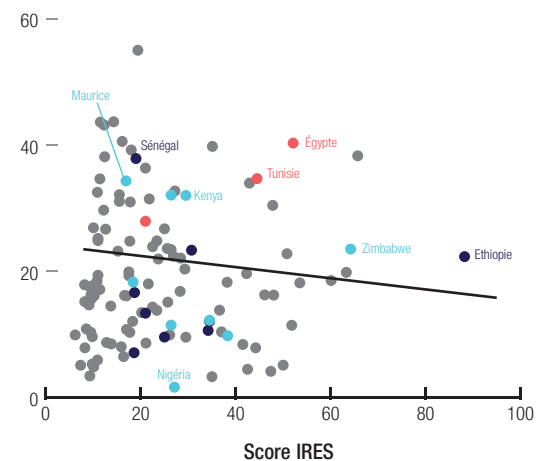
Part de la valeur ajoutée totale des exportations totales (en pourcentage)

10a: Exportations brutes de services



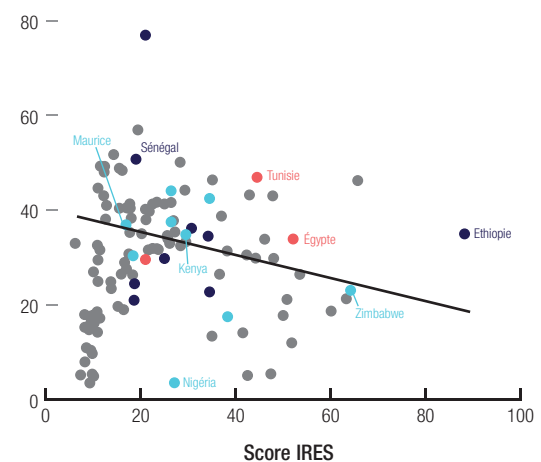
Note: L'échelle de l'indice de restrictivité des échanges de services (IRES) va de 0 à 100.

10b: Valeur ajoutée directe des exportations de services



Note: L'échelle de l'indice de restrictivité des échanges de services (IRES) va de 0 à 100.

10c: Valeur ajoutée totale des exportations de services

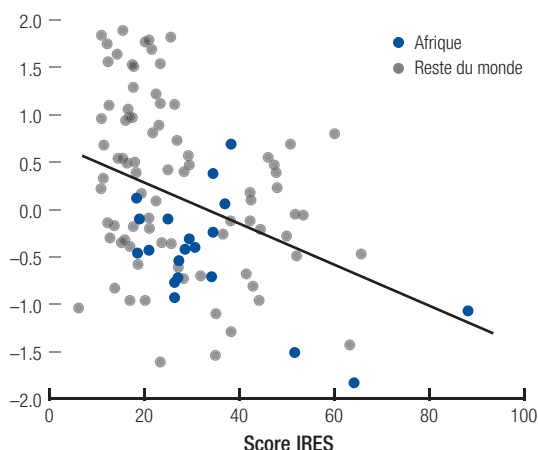


Notes: La valeur ajoutée totale inclut un décompte précis des effets de diffusion en aval. L'échelle de l'indice de restrictivité des échanges de services (IRES) va de 0 à 100.

Source: *Export Value Added Database* de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/data-catalog/export-value-added>.

Graphique 11: Politiques relatives aux services et qualité de la réglementation

Score pour la qualité de la réglementation des indicateurs de gouvernance mondiaux (WGI)



Sources: Borchert et al., 2012a; Borchert et al., 2012b; Indicateurs de gouvernance mondiaux de la Banque mondiale (WGI), <http://info.worldbank.org/governancewgiindex.aspx#home>.
Note: L'échelle de l'indice de restrictivité des échanges de services (IRES) va de 0 à 100. L'échelle des WGI pour la qualité de la réglementation est comprise entre -2,5 et +2,5.

relatives au commerce des services dans cinq secteurs: télécommunications, finance, transports, commerce de détail et services spécialisés. Cet instrument facilite grandement le dialogue sur les politiques relatives au commerce des services et leur analyse. De manière générale, le commerce des services se heurte à deux types d'obstacles: premièrement, les obstacles qui visent directement à limiter la participation étrangère à la prestation des services (encadré 2) et, deuxièmement, les dysfonctionnements des marchés, et leurs effets indésirables potentiels. Le commerce des services subit bon nombre des dysfonctionnements qui affectent tout autre marché. Il s'agit habituellement de l'imperfection et de l'asymétrie de l'information, surtout dans les secteurs à forte intensité de savoir que sont les services spécialisés et les services financiers, et/ou de l'absence de concurrence et des barrières à l'entrée, particulièrement dans les secteurs caractérisés par des externalités de réseau significatives, comme les communications et les transports. Or, bien souvent, les politiques et la réglementation qui étaient précisément conçues pour remédier à ces distorsions engendrent involontairement leurs propres obstacles aux échanges.

Les obstacles au commerce des services sont plus complexes que les obstacles au commerce des marchandises. Pour les comprendre, il faut disposer d'outils nouveaux, et c'est la raison pour laquelle la Banque mondiale a utilisé sa base de données sur les politiques et la réglementation appliquées au commerce des services afin de construire une base de données mondiale sur la restrictivité des échanges de services. Appelée *Services Trade Restrictiveness Database* (STRD), elle couvre plus de 100 économies, dont 15 pays parmi les moins avancés et plusieurs régions, dont

l'Afrique, les Amériques, l'Asie et l'Europe.¹⁹ La STRD permet aux autorités et aux parties intéressées d'évaluer les effets des politiques et de la réglementation mises en œuvre d'une manière qui s'est révélée économiquement inefficace ou qui a alourdi les coûts.

La méthodologie déployée pour la STRD définit cinq grandes catégories de politiques.²⁰ Ces catégories sont déterminées en fonction du niveau de restrictivité et un score compris entre 0 et 100 leur est associé; 0 correspond au meilleur résultat et 100 au plus mauvais résultat. Ces catégories, et les scores correspondants, sont les suivants:

1. Complètement ouverte (0)
2. Essentiellement ouverte, mais avec des restrictions mineures (25)
3. Des restrictions majeures (50)
4. Essentiellement fermée, avec des opportunités limitées d'entrer dans le secteur et d'y opérer (75)
5. Complètement fermée (100)

Des politiques réglementaires mal conçues peuvent produire deux effets potentiellement négatifs sur le commerce des services: une escalade des coûts et le freinage la croissance. Les coûts associés au commerce des services sont élevés par comparaison à ceux des échanges de marchandises, en grande partie du fait de la réglementation. En réalité, selon certaines études, ces coûts peuvent être deux fois plus lourds pour les services que pour les marchandises.²¹ Des données montrent également que les politiques choisies et la croissance des services entretiennent des liens complexes. C'est ce que l'on a constaté, par exemple, au Burkina Faso, où le secteur des télécommunications a été libéralisé, mais où un cadre réglementaire inadéquat entrave sa croissance.

L'environnement réglementaire inadéquat pour les exportations de services dans une grande partie de l'Afrique peut expliquer la faiblesse des liens au sein des secteurs et entre les marchés. Les pays qui se sont dotés d'une réglementation plus restrictive vis-à-vis des prestataires de services étrangers sont aussi ceux qui se caractérisent par de faibles exportations de services totales calculées sur la base de la valeur ajoutée. Toutefois, cette relation n'est pas aussi solide pour la part des exportations de services brutes ou pour la part de valeur ajoutée directe présente dans les exportations de services, ce qui indique que l'environnement réglementaire compte davantage pour les autres secteurs qui cherchent à utiliser les services comme facteurs intermédiaires de leurs exportations que pour les exportations de services directes. On peut donc en conclure qu'un cadre réglementaire restrictif devrait à la fois réduire les exportations de services (et donc la diversification des exportations) et limiter la compétitivité des autres secteurs de l'économie (graphique 10).

Les secteurs clés tels que les télécommunications, les services spécialisés et les

services de transport sont relativement restrictifs dans de nombreux pays.²² En Éthiopie, par exemple, les télécommunications restent un monopole. Les services spécialisés, qui sont un facteur clé pour de nombreuses activités productives, ont tendance à afficher le niveau de restrictivité le plus élevé (supérieur à 30 pour cent) de tous les sous-secteurs des services en Afrique. Les scores pour les services de transport ne sont guère meilleurs, et supérieurs à 25 pour cent dans la plupart des pays. Globalement, sur la base des classifications STRD, l'Éthiopie et le Zimbabwe enregistrent le niveau de restrictivité le plus élevé, tous secteurs confondus (graphique 10). En revanche, neuf pays se répartissent dans les catégories « complètement ouverte » ou « essentiellement ouverte ».²³

Ces obstacles sont-ils importants?

Les recherches confirment que la libéralisation du commerce des services se traduit par des gains significatifs.

²⁴ Faisant fond sur l'analyse de la STRD, une étude de Borchert et al. conclut que les restrictions aux acquisitions par des intérêts étrangers, la discrimination dans l'attribution des licences, les restrictions au rapatriement des bénéficiaires et des recours judiciaires infondés exercent tous un effet négatif non négligeable sur les entrées d'investissement dans les services²⁵. Selon ces auteurs, ces restrictions peuvent se traduire par 2,2 milliards de dollars EU d'investissements étrangers en moins dans le secteur par rapport à la valeur attendue sur une période de sept ans. Jensen et al. estiment qu'en Tanzanie, les gains de bien-être social induits par une réforme complète pourraient représenter respectivement 5,3 pour cent et 16 pour cent de croissance de la consommation à moyen et long terme.²⁶ À moyen terme, ces gains découlent principalement de la suppression des barrières réglementaires non-discriminatoires et inefficaces dressées à l'encontre des prestataires de services, et de la levée des obstacles visant les multinationales de services. Balistreri et al. observent des gains de bien-être social significatifs dans une étude similaire consacrée au Kenya.²⁷ Ils estiment qu'une réduction de 50 pour cent des obstacles non discriminatoires aux services et qu'une libéralisation unilatérale de tous les obstacles discriminatoires aux services pourraient se traduire par un bond de 10,3 pour cent de la consommation.

L'abaissement des obstacles aux échanges constitue une condition nécessaire, mais non suffisante, à la promotion de marchés de services à faibles coûts et de grande qualité. Comme indiqué plus haut, une mauvaise réglementation peut aussi, *de facto*, étouffer la compétitivité à l'exportation. Le graphique 11 illustre la relation entre restrictivité et indicateurs de la qualité de la réglementation. Il existe une corrélation généralement négative entre les deux. Cependant, le graphique montre également qu'un même

niveau de restrictivité peut s'observer avec un niveau de qualité de la réglementation similaire. En d'autres termes, réduire la restrictivité n'améliore pas nécessairement la qualité de la réglementation. Pour tirer pleinement parti des bienfaits de la libéralisation, les pouvoirs publics doivent plutôt corriger les politiques commerciales qui entravent les exportations de services et déployer des mesures qui améliorent la qualité de la réglementation.²⁸

Les lacunes de l'environnement institutionnel peuvent expliquer la piètre qualité de l'environnement réglementaire.

²⁹ En pareil cas, il n'est pas rare que les agences et les organismes publics chargés de réglementer les services n'aient pas reçu de mandat adéquat pour faire appliquer les politiques. Privés de ce pouvoir, ils s'efforcent de résister aux pressions émanant d'autres organismes publics ou d'intérêts privés qui cherchent à bloquer les réformes. Bien souvent, les agences de réglementation n'ont pas les ressources requises pour cerner complètement la complexité du marché et l'impact de la réglementation. De nombreuses limitations au commerce et à l'investissement dans les services résultent ainsi d'une gouvernance inefficace et insuffisante. Les évaluations récentes de la réglementation effectuées par la Banque mondiale dans plusieurs pays en développement, dont le Burkina Faso et le Libéria, confirment ces constats.³⁰ L'impossibilité pour la population de connaître la législation et la réglementation, ainsi que le manque de clarté de ces dernières, constituent le problème le plus fréquent identifié. Ce problème concerne non seulement les échelons inférieurs de la réglementation, comme les directives ministérielles et les recommandations procédurales, mais aussi les décrets/arrêtés et même les lois. De plus, nombre de ces pays ne se sont pas dotés de directives standard conditionnant l'entrée en vigueur d'une loi à sa publication, ou requérant des mécanismes de publication suffisants, par exemple un journal officiel ou un référentiel numérique. Effectuer une cartographie de la réglementation et la mettre à la disposition de tous peut contribuer à combler l'important déficit d'information qui existe dans le cadre réglementaire. Des évaluations qualitatives peuvent se révéler particulièrement utiles pour l'identification de nouvelles mesures de nature à améliorer les conditions du commerce des services.

ÉTENDRE LE COMMERCE DES SERVICES EN AFRIQUE

Dans tous les pays d'Afrique, les autorités sont de plus en plus conscientes de l'importance du commerce des services pour leur économie, et ce secteur n'a jamais été placé aussi haut dans la liste des priorités des gouvernements. Mais pour identifier des stratégies permettant de renforcer les résultats du commerce des services, il faut prendre en considération tout un ensemble de facteurs.³¹ Certains de ces déterminants sont fondamentaux, comme la dotation en

facteurs de base d'un pays (terres, travail et capital). Le capital humain, en particulier, joue un rôle très important dans le développement des services, principalement via les compétences et les capacités entrepreneuriales. La qualité de l'infrastructure se révèle également essentielle, car elle permet la prestation des services et la facilité.

La politique réglementaire, qui a des effets sur le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre, compte également parmi les déterminants majeurs des performances des services. Une mauvaise réglementation peut entraver l'accès aux marchés et les opérations des fournisseurs tant locaux qu'étrangers, et entraîner de ce fait une augmentation des tarifs et/ou une baisse de la qualité des services. Dans les services, les obstacles s'apparentent davantage à des barrières non douanières qu'à des droits de douane, et leur impact dépendra de la manière dont la réglementation nationale est conçue et appliquée. La réglementation peut porter atteinte à la compétitivité à bien des égards, notamment lorsqu'elle concerne la création, l'établissement et le fonctionnement d'une entreprise, ou lorsqu'elle est non-discriminatoire par rapport à une réglementation discriminatoire.³² Les obstacles peuvent aussi résulter d'une absence de réglementation, par exemple lorsque la concurrence fait défaut ou qu'il n'existe pas de règles protégeant les consommateurs.

La politique réglementaire peut avoir des conséquences très vastes pour les exportations de services, surtout en ce qui concerne l'investissement étranger, la participation des multinationales aux activités de services et la circulation des prestataires individuels. Les données STRD évoquées plus haut montrent que des restrictions non négligeables s'appliquent actuellement à plusieurs branches des services. Les pouvoirs publics disposent donc d'un volant de manœuvre pour réformer afin d'améliorer les résultats de ce secteur ainsi que sa contribution au développement économique de leur pays. De nombreux pays, dont le Ghana, Maurice et le Rwanda, ont mis en place des politiques volontaristes pour instaurer un environnement plus propice aux prestataires de services. Ce nouveau cadre comporte habituellement des mesures rationalisant la réglementation, améliorant l'accès à l'infrastructure indispensable et offrant au secteur privé, national et étranger, des incitations favorisant le commerce des services. Cependant, ces mesures ne sont pas toutes couronnées de succès. Elles échouent habituellement lorsque les pouvoirs publics n'ont pas la capacité de les mettre en œuvre et/ou lorsque ceux qui sont avantagés par les obstacles aux échanges usent de leur influence pour qu'ils soient maintenus.

Le bon développement du commerce des services passe par l'adoption de politiques à différents niveaux. Dans de nombreux pays, par exemple, grâce à la libéralisation unilatérale des

télécommunications, non seulement la téléphonie mobile, mais aussi tout un éventail de services reposant sur l'infrastructure de télécommunications désormais offerte par le secteur privé, se sont développés. Cet essor a nécessité l'élaboration d'un cadre de politique publique de nature à englober les évolutions nouvelles et peut-être imprévues du secteur. Ainsi, au Kenya, le service M-PESA, de Safaricom, est devenu un leader mondial des services financiers sur mobile en l'espace de quelques années à peine.³³ Le développement rapide de cette plateforme sur mobile a ouvert l'accès aux services financiers à des millions de personnes, dont les petits négociants et les habitants des communautés rurales. Cette plateforme de paiement sur mobile, qui a été imaginée au Kenya et dans la Tanzanie voisine, a depuis été adoptée sur toute la planète, dans des pays aussi divers que l'Inde et la Roumanie.

La politique réglementaire qui façonne l'intégration des marchés peut également occuper une place de premier plan dans le développement du commerce des services.³⁴ Malgré les avancées significatives de l'intégration régionale réalisées par l'Afrique ces dernières années, des obstacles au commerce des services demeurent. Ils continuent de brider l'essor des services en empêchant les prestataires d'étendre leurs activités aux pays voisins. Mais, comme en attestent des services tels que M-PESA, les marchés mondiaux leur offrent également de nouvelles opportunités. Au Kenya, les prestataires de services spécialisés exportent aujourd'hui dans 40 pays différents. L'obstacle de la distance n'a jamais été aussi facile à surmonter. Pour preuve, des professionnels sud-africains vendent aujourd'hui des services de santé au Canada, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni.³⁵

Les données montrent que sur de nombreux marchés où une réforme adéquate de la réglementation n'a pas été mise en œuvre de manière coordonnée et complémentaire avec celle des autres secteurs, la réforme des services n'a pas produit les résultats attendus.³⁶ Ainsi, en Zambie, malgré la libéralisation des télécommunications, un monopole *de facto* perdure dans la téléphonie fixe, alors que le secteur de la téléphonie mobile est concurrentiel. Dans les transports, des restrictions importantes continuent de gêner la concurrence internationale et locale. Dans le secteur financier, la libéralisation n'a pas été relayée par la réglementation prudentielle stricte nécessaire pour préserver la solidité et la stabilité des marchés.³⁷ Si ces réformes sont incomplètes, c'est souvent en raison de l'économie politique complexe de la réforme des services. En effet, la réforme de la politique du commerce des services fait souvent intervenir un grand nombre d'agences publiques et de représentants du secteur privé. Non seulement cette multiplicité d'acteurs engendre des problèmes de coordination énormes, mais elle tend également à renforcer le pouvoir des groupes opposés à la réforme.³⁸

Au sein du Groupe de la Banque mondiale, l'équipe chargée du commerce en Afrique travaille de manière approfondie sur ces questions, et offre son soutien par le biais d'outils analytiques, d'une assistance technique et d'interventions ciblées (encadré 2).

CONCLUSIONS

Aujourd'hui, le commerce des services constitue une composante essentielle de la stratégie commerciale globale des pays. Les progrès technologiques ayant renforcé la négociabilité des services, les pays commencent à capitaliser sur ces nouvelles opportunités. Les résultats des exportations de services de la Côte d'Ivoire, du Kenya, de Maurice et du Sénégal montrent bien comment les pays peuvent se saisir de ce potentiel. Et les données présentées dans ce chapitre prouvent que le rôle des services va bien au-delà des exportations directes. L'accès à des services de qualité à faible coût aide les pays à atteindre leurs objectifs de développement social et à participer effectivement aux chaînes de valeur locales, régionales et mondiales. Concrètement, un secteur des services solide aide les pays à se connecter au marché mondial. Lorsqu'ils contribuent aux activités situées en aval, les services permettent également de renforcer la compétitivité et les résultats d'autres secteurs économiques, surtout de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des activités manufacturières (exportations de textile et de prêt-à-porter).

Il convient de pousser les recherches plus avant afin de mieux évaluer le rôle complexe que les exportations de services jouent dans les économies africaines. Ce secteur n'est pas suffisamment étudié et reçoit trop peu d'attention dans la région. Les priorités du secteur des services doivent être mieux définies et également adaptées à la réalisation des objectifs de développement économique et social de chaque pays. Pour ce faire, il faut combler des lacunes non négligeables dans la disponibilité et l'analyse des données et s'appuyer sur les meilleurs outils et techniques qui existent, comme le montre le présent chapitre. Si elles cernent mieux ce rôle, les autorités seront à même d'élaborer les réformes nécessaires, dans les services comme dans tous les secteurs complémentaires, afin de positionner au mieux leur pays pour qu'il puisse accroître son commerce des services et sa compétitivité économique générale.

NOTES

- 1 Baldwin, 2011, 2012. Voir également Feenstra, 2010; Grossman & Rossi-Hansberg, 2008; Helpman, 2011 et Jones, 2000 pour une analyse de la défragmentation, du commerce des tâches et de la délocalisation.
- 2 Voir Francois & Woertz, 2008; pour la relation positive entre la libéralisation des échanges dans le secteur des services et la productivité des activités manufacturières, voir Arnold et al., 2007; Arnold et al., 2008.
- 3 Van der Marel, 2011a, 2011b.

- 4 Voir Triplett & Bosworth, 2004; Inklaar et al., 2007; Arnold et al., 2008; Inklaar et al., 2008; Banque mondiale, 2011; Hoekman & Kosteci, 2009.
- 5 Voir Brenton et al., 2013.
- 6 Francois et al., 2013; Francois & Woertz, 2008; Sáez et al., 2014; voir également l'annexe A. La série de données se fonde sur le Global Trade Analysis Project (GTAP). La base de données du GTAP constitue la source de données sectorielles par pays la plus complète et la plus pratique, et aussi celle qui offre le plus de possibilités de comparaisons internationales. Sur les 129 régions figurant dans la version 8 du GTAP, 112 correspondent à des pays et 17 à des régions composites. Dans le cas des pays considérés individuellement, la matrice de comptabilité sociale (MCS) pour chaque pays s'appuie sur les données d'entrée-sortie les plus récentes disponibles auprès des sources nationales (voir les données d'entrée-sortie régionales dans Aguilar et Walmsley, 2012, disponibles à l'adresse <https://www.gtap.agecon.purdue.edu/resources/download/6139.pdf>). Ces données sont harmonisées dans la base de données du GTAP selon un format standard comptant 57 secteurs, afin de faciliter les comparaisons. Les données GTAP présentent aussi un certain nombre de limites, dont la rareté des actualisations (dans la version la plus récente – version 9 de prépublication –, les données ne vont pas au-delà de 2011) et le fait que certaines données d'entrée-sortie sont parfois actualisées à des fins de cohérence avec les données macroéconomiques et sur les échanges de marchandises utilisées dans la MCS. Les résultats devraient donc être interprétés avec prudence et considérés comme une première tentative de comprendre les performances du commerce dans les pays en développement.
- 7 Les données sont extraites de l'*Export of Value Added Database* de la Banque mondiale, qui ne couvre que 25 pays d'Afrique.
- 8 Les *exportations brutes* correspondent à la valeur des transactions à l'exportation d'un secteur. Elles englobent à la fois la valeur ajoutée contenue dans la production exportée et tous les facteurs intermédiaires locaux et importés. Voir l'annexe A pour de plus amples détails.
- 9 La *valeur ajoutée directe* des exportations correspond aux exportations brutes moins les facteurs intermédiaires locaux et importés. Cet indicateur exprime la véritable contribution à la valeur ajoutée des exportations d'un secteur. Voir l'annexe A pour de plus amples détails.
- 10 La *valeur ajoutée totale* des exportations est la somme de la valeur ajoutée des facteurs intermédiaires produits localement et de la valeur ajoutée directe des exportations. Elle exprime la contribution indirecte, via les liens au sein des chaînes de valeur avec d'autres activités d'exportation, présentés sous la forme d'effets de diffusion en amont ou en aval. Voir l'annexe A pour de plus amples détails.
- 11 Cattaneo et al., 2010; Goswami et al., 2012.
- 12 Les autres activités de services aux entreprises englobent les activités immobilières, la location de matériel de transport, la location d'autres machines et équipements, la location de biens personnels et domestiques, les activités informatiques et les activités rattachées et la recherche et développement.
- 13 Sáez et al., 2014.
- 14 Goswami et al., 2012.
- 15 Les données pour les graphiques 8, 9 et 10 couvrent tous les pays représentés dans l'*Export of Value Added Database*.
- 16 Hoekman & Mattoo, 2008; Francois & Hoekman, 2010.
- 17 Les *autres services commerciaux* englobent l'administration publique et la défense, l'éducation, la santé et le travail social; voir également l'annexe B.
- 18 La base de données *Services Trade Restrictions Database* de la Banque mondiale est disponible (en anglais) à l'adresse <http://iresearch.worldbank.org/servicetrade/aboutData.htm>.
- 19 L'information sur les politiques nécessaires à l'établissement de la STRD a été recueillie sur la période 2008–09. Les sources de données sont le corpus législatif et réglementaire des pays. Borchert et al. 2012a, 2012b décrivent cette base de données en détail.
- 20 Borchert et al., 2012b.

- 21 Miroudot et al., 2013.
- 22 Pour une analyse de l'effet de la réglementation sur les services spécialisés en Afrique australe et de l'Est ainsi que de son impact sur la productivité des entreprises, voir Banque mondiale, 2011.
- 23 Les neuf économies ouvertes sont le Burundi, le Ghana, Madagascar, le Maroc, Maurice, le Mozambique, le Rwanda, le Sénégal et la Zambie. La réglementation qui explique le niveau de restrictivité est disponible dans la STRD pour tous les pays.
- 24 Francois & Hoekman, 2010.
- 25 Borchert et al., 2012a.
- 26 Jensen et al., 2008.
- 27 Balistreri et al., 2009.
- 28 Molinuevo & Sáez, 2014.
- 29 Molinuevo & Sáez, 2014.
- 30 Ces évaluations ont suivi la méthode décrite dans Molinuevo & Sáez, 2014.
- 31 Voir Goswami et al., 2012, pour une analyse plus détaillée des déterminants du commerce des services.
- 32 Molinuevo & Sáez, 2014.
- 33 The Economist 2013.
- 34 Banque mondiale, 2011.
- 35 Stern, 2008; Cattaneo et al., 2010.
- 36 Mattoo & Payton, 2007; Banque mondiale, 2011.
- 37 Mattoo & Payton, 2007.
- 38 Brenton & Hoffman, 2015.

RÉFÉRENCES

- Aguilar, A. & T. Walmsley. 2012. "Regional Input-Output Data". *GTAP 8 Database Documentation*, Chapitre 7. Disponible à l'adresse <https://www.gtapecon.purdue.edu/resources/download/6139.pdf>.
- Arnold, J., Javorcik, B. & Mattoo A. 2007. "Does Services Liberalization Benefit Manufacturing Firms? Evidence from the Czech Republic". *Policy Research Working Paper* no 4109. Washington, DC: Banque mondiale.
- Arnold, J., Mattoo, A. & Narciso, G. 2008. "Services Inputs and Firm Productivity in Sub-Saharan Africa: Evidence from Firm-Level Data". *Journal of African Economies* 17(4), pp. 578–99.
- Baldwin, R. 2011. "Trade and Industrialisation after Globalisation's 2nd Unbundling: How Building and Joining a Supply Chain Are Different and Why It Matters". *NBER Working Paper* no 17716. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. Disponible à l'adresse <http://www.nber.org/papers/w17716>.
- . 2012. "Global Supply Chains: Why They Emerged, Why They Matter, and Where They Are Going". *Centre for Economic Policy Research Discussion Paper* no 9103, août.
- Baldwin, R. & Taglioni, D. 2006. "Gravity for Dummies and Dummies for Gravity Equations". *NBER Working Paper* no 12516. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. Disponible à l'adresse <http://www.nber.org/papers/w12516>.
- Balistreri, E. J., T. F. Rutherford & D. G. Tarr. 2009. "Modeling Services Liberalization: The Case of Kenya". *Economic Modeling* 26 (3), pp. 668–79.
- Banque mondiale. 2011. *De-Fragmenting Africa: Deepening Regional Trade Integration in Goods and Services*. Washington, DC: Banque mondiale.
- . Sans date. *Export Value Added Database*. Disponible à l'adresse <http://data.worldbank.org/data-catalog/export-value-added>.
- Banque mondiale, Groupe de recherche sur le développement économique. Sans date. *Services Trade Restrictions Database*. Disponible à l'adresse <http://iresearch.worldbank.org/servicetrade/aboutData.htm>.
- Borchert, I., B. Gootiiz & A. Mattoo. 2012a. "Policy Barriers to International Trade in Services: Evidence from a New Database". *Policy Research Working Paper* no 6109. Washington, DC: Banque mondiale.
- . 2012b. "Guide to the Services Trade Restrictions Database". *Policy Research Working Paper* no 6108. Washington, DC: Banque mondiale.
- Brenton, P., E. Gamberoni & C. Sear. 2013. *Women and Trade in Africa: Realizing the Potential*. Washington, DC: Banque mondiale. Disponible à l'adresse <http://documents.worldbank.org/curated/en/2013/01/18490089/women-trade-africa-realizing-potential>.
- Brenton, P. & B. Hoffman. 2015. *The Political Economy of Regional Integration in Africa*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Cattaneo, O., M. Engman, S. Sáez & R. Stern (dir. pub.), 2010. *International Trade in Services: New Trends and Opportunities for Developing Countries*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Coste, A. & N. Dihel. 2013. "Services Trade and Gender". In Brenton, P., E. Gamberoni & C. Sear. 2013. *Women and Trade in Africa: Realizing the Potential*. Washington, DC: Banque mondiale. Disponible à l'adresse <http://documents.worldbank.org/curated/en/2013/01/18490089/women-trade-africa-realizing-potential>.
- Dihel, N., A. M. Fernandes, A. Mattoo & N. Strychacz. 2010. "Reform and Regional Integration of Professional Services in East Africa". *Economic Premise* no 32, septembre. Washington, DC: Banque mondiale. Disponible à l'adresse <http://documents.worldbank.org/curated/en/2010/09/12806166/reform-regional-integration-professional-services-east-africa>.
- The Economist. 2013. "Why Does Kenya Lead the World in Mobile Money?" *The Economist*, 27 mai. Disponible à l'adresse <http://www.economist.com/node/21578557>.
- Feenstra, R. 2010. *Offshoring in the Global Economy: Microeconomic Structure and Macroeconomic Implications*. Boston, MA: MIT Press.
- Francois, J. & B. Hoekman. 2010. "Services Trade and Policy". *Journal of Economic Literature* 48 (3), pp. 642–92.
- Francois, J., M. Manchin & P. Tomberger. 2013. "Services Linkages and the Value Added Content of Trade". *Policy Research Working Paper* no 6432. Washington, DC: Banque mondiale.
- Francois, J. & J. Woerz. 2008. "Producer Services, Manufacturing Linkages, and Trade". *Journal of Industry, Competition and Trade* 8 (3), pp. 199–229.
- Goswami, A., A. Mattoo & S. Sáez (dir. pub.), 2012. *Exporting Services: A Developing Country Perspective*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Grossman, G. E. & Rossi-Hansberg. 2008. "Task Trade Between Similar Countries". *NBER Working Paper* no 14554. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. Disponible à l'adresse <http://www.nber.org/papers/w14554>.
- Hausmann, R., J. Hwang & D. Rodrik. 2007. "What You Export Matters". *Journal of Economic Growth* 12 (1), pp. 1–25.
- Helpman, E. 2011. *Understanding Global Trade*. Cambridge, MA: Belknap Press of Harvard University Press.
- Hoekman, B. & M. Kostecki. 2009. *The Political Economy of the World Trading System*. Oxford, Royaume-Uni: Oxford University Press.
- Hoekman, B. & A. Mattoo, A. 2008. "Services Trade and Growth". In *Opening Markets for Trade in Services: Countries and Sectors in Bilateral and WTO Negotiations*, A. Juan, J. Marchetti & M. Roy, (dir. pub.), Cambridge, Royaume-Uni: Cambridge University Press. 21–58.
- Inklaar, R., M. P. Timmer & B. Van Ark. 2007. "Mind the Gap! International Comparisons of Productivity in Services and Goods Production". *German Economic Review* 8 (5), pp. 281–307.
- . 2008. "Market Services Productivity across Europe and the US". *Economic Policy* 23 (1), pp. 141–94.
- Jensen, J., T. Rutherford & D. Tarr. 2008. "Modeling Services Liberalization: The Case of Tanzania". *Policy Research Working Paper* no 4801. Washington, DC: Banque mondiale. Disponible à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/6331>.

- Jones, R. 2000. *Globalization and the Theory of Input Trade*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Mattoo, A. & L. Payton. 2007. *Services Trade and Development: The Experience of Zambia*. Washington, DC: Banque mondiale et Palgrave Macmillan.
- Molinuevo, M. & S. Sáez. 2014. *Regulatory Assessment Toolkit: A Practical Methodology for Assessing Regulation on Trade and Investment in Services*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Miroudot, S., J. Sauvage & B. Shepher. 2013. "Measuring the Cost of International Trade in Services." *World Trade Review* 12, pp. 719–35.
- Organisation internationale du travail (OIT). 2012. *Global Employment Trends for Women 2012*. Genève: OIT.
- Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales. 2008. *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI), Révision 4. Études statistiques Série M n° 4/Rev.4*. New York: Publication des Nations Unies. Disponible à l'adresse http://unstats.un.org/unsd/publication/seriesM/seriesm_4rev4f.pdf.
- Sáez, S., D. Taglioni, E. van der Marel, C. H. Hollweg & V. Zavacka. 2014. *Valuing Services in Trade: A Toolkit for Competitiveness Diagnostics*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Staritz, C. & J. G. Reis (dir. pub.), 2013. *Global Value Chains, Economic Upgrading, and Gender: Case Studies of the Horticulture, Tourism, and Call Center Industries*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Stern, M. 2008. "Moving Medics: A Case Study of South Africa". Contribution rédigée pour l'Overseas Development Institute. Development Network Africa.
- Triplet, J. & B. Bosworth. 2004. *Productivity in the U.S. Services Sector*. Washington, DC: Brookings Institution.
- Van der Marel, E. 2011a. "Determinants of Comparative Advantage in Services". *Working Paper*, Groupe d'économie mondiale, Sciences Po. Paris.
- . 2011b. « Trade in Services and TFP: The Role of Regulation ». *Working Paper*, Groupe d'économie mondiale, Sciences Po. Paris.

Annexe A: Valorisation des services

Comme indiqué dans le chapitre, des données fiables sur le commerce en Afrique font défaut. Cependant, la base de données *Export Value Added Database* de la Banque mondiale utilise les données d'entrée-sortie du Global Trade Analysis Project (GTAP) pour construire des mesures, spécifiques à chaque pays, de la contribution directe et indirecte des services à la valeur ajoutée contenue dans la production locale et dans les exportations d'un pays. Précisément, cette base de données comporte deux matrices: un tableau de la valeur ajoutée locale et un tableau de la valeur ajoutée des exportations, qui, une fois combinées, permettent de déterminer la contribution à la valeur ajoutée de facteurs particuliers apportés à des secteurs qui vendent les produits finis sur le marché local ou les exportent. Cette base de données internationale couvre une centaine de pays et 27 secteurs (neuf secteurs des services commerciaux, trois secteurs primaires et quatorze secteurs manufacturiers) pour certaines années entre 1997 et 2011.

Les exportations (de biens et de services) peuvent se mesurer en:

- **Exportations brutes:** Il s'agit de la valeur des transactions d'exportation d'un secteur. Les exportations brutes englobent la valeur ajoutée présente dans la production du bien exporté ainsi que tous les facteurs intermédiaires locaux et importés. Les valeurs brutes des statistiques commerciales sont enregistrées en douane ou dans la balance des paiements, habituellement à la valeur des transactions, c'est-à-dire au prix effectivement payé ou dû pour les biens et services. Par exemple, un service d'externalisation des processus (business process outsourcing - BPO) depuis l'Inde contient des services de télécommunications, apportés par les prestataires locaux et les propriétaires étrangers des satellites. Les exportations brutes indiennes de services d'externalisation des processus (BPO) sont calculées en fonction du prix à la livraison, lequel intègre la valeur ajoutée créée par les exportations de BPO ainsi que le coût des services de télécommunications intermédiaires.
- **Valeur ajoutée directe des exportations:** cette mesure correspond à la valeur ajoutée locale d'un secteur présente dans ses propres exportations, c'est-à-dire les exportations brutes moins les facteurs intermédiaires locaux et étrangers. Cet indicateur exprime la véritable contribution, ou la contribution directe, à la valeur ajoutée des exportations d'un secteur. Pour reprendre l'exemple ci-dessus, cette statistique compense les facteurs locaux et étrangers et exprime la valeur ajoutée directe créée par les exportations de BPO de l'Inde.
- **Valeur ajoutée totale des exportations:** Cette statistique est la somme de la valeur ajoutée des facteurs intermédiaires produits localement et de la valeur ajoutée directe des exportations. Elle exprime la contribution indirecte, via les liens au sein des chaînes de valeur avec d'autres activités d'exportation, présentés sous la forme d'effets de diffusion en amont ou en aval. Elle gagne en importance dans un environnement où la production mondiale est fragmentée entre des réseaux se partageant la production.
- **Effets de diffusion en aval:** Cette statistique mesure la valeur ajoutée en considérant la contribution d'un secteur donné comme facteur entrant dans les exportations d'autres secteurs, ce qui revient à considérer le secteur en question comme une activité située en amont. Pour poursuivre avec l'exemple ci-dessus, cette statistique mesure les contributions en valeur ajoutée du secteur des télécommunications aux exportations de tous les secteurs, y compris les services de BPO. En d'autres termes, les effets de diffusion en aval mettent en évidence l'importance des services de télécommunications comme facteurs intermédiaires entrant dans d'autres activités d'exportation.
- **Effets de diffusion en amont:** Cette statistique mesure la valeur ajoutée en considérant la contribution de tous les autres secteurs aux exportations du secteur considéré. Les effets de diffusion en amont traitent le secteur en question comme une activité située en aval. Pour poursuivre avec l'exemple ci-dessus, cette statistique mesure les contributions en valeur ajoutée de tous les facteurs intermédiaires locaux entrant dans les exportations du secteur des BPO, y compris les services de télécommunications (mais pas la valeur du service rendu par les satellites détenus par les

étrangers). En d'autres termes, les effets de diffusion en amont montrent à quel point les services de BPO sont importants pour les exportations de valeur ajoutée des autres secteurs.

Annexe B: Cartographie CITI des secteurs des services

La Classification internationale type, par industrie, (CITI) est la classification internationale de référence pour les activités de production. La présente liste fait apparaître les domaines de production en fonction de leur classification CITI.

Eau: eau et autres services collectifs

CITI 401	Production, collecte et distribution d'électricité
CITI 402	Fabrication de gaz; distribution par conduite de combustibles gazeux
CITI 403	Production et distribution de vapeur et d'eau chaude
CITI 41	Captage, épuration et distribution d'eau

Construction: Construction

CITI 45	Construction
---------	--------------

Distribution: services associés au commerce et de distribution

CITI 50	Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles et de motocycles; commerce de détail de carburants automobiles
CITI 51	Commerce de gros et activités d'intermédiaires du commerce de gros (sauf de véhicules automobiles et de motocycles)
CITI 521	Commerce de détail non spécialisé en magasin
CITI 522	Commerce de détail de produits alimentaires, boissons et tabac en magasins spécialisés
CITI 523	Autres commerces de détail de produits neufs en magasins spécialisés
CITI 524	Commerce de détail de biens d'occasion
CITI 525	Commerces de détail autres qu'en magasins
CITI 526	Réparation d'articles personnels et domestiques
CITI 55	Hôtels et restaurants

Transports: services de transport

CITI 60	Transports terrestres; transports par conduites
CITI 63	Activités annexes et auxiliaires des transports; activités d'agences de voyages
CITI 61	Transports par eau
CITI 62	Transports aériens

Communication: Postes et télécommunications services

CITI 64	Postes et télécommunications
---------	------------------------------

Finance: services financiers

CITI 65	Intermédiation financière (sauf activités d'assurance et de caisses de retraite)
CITI 67	Activités auxiliaires de l'intermédiation financière

Assurances: services d'assurance

CITI 66	Activités d'assurances et de caisses de retraite (sauf sécurité sociale obligatoire)
---------	--

ASETIC: autres services aux entreprises et services de TIC

CITI 70	Activités immobilières
CITI 711	Location de matériel de transport
CITI 712	Location de machines et équipements n.c.a.
CITI 713	Location d'articles personnels et domestiques n.c.a.
CITI 72	Activités informatiques et activités rattachées
CITI 73	Recherche & développement
CITI 74	Autres activités de services aux entreprises

Consommateurs: autres services aux consommateurs

CITI 92	Activités récréatives, culturelles et sportives
CITI 93	Autres activités de services
CITI 95	Ménages privés employant du personnel domestique

**Autres services commerciaux: services publics,
logement/habitat**

CITI 75	Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire
CITI 80	Éducation
CITI 85	Santé et action sociale
CITI 90	Assainissement et enlèvement des ordures; voirie et activités similaires
CITI 91	Activités associatives diverses
CITI 99	Organisations et organismes extra-territoriaux

Source: Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, 2008.

Exploiter le potentiel des chaînes de valeur mondiales pour l'Afrique

CARLOS CONDE

PHILIPP HEINRIGS

ANTHONY O'SULLIVAN

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Les performances économiques de l'Afrique se sont considérablement améliorées au cours des 15 dernières années. Après deux décennies de croissance négative, le PIB de la région a progressé de 5 pour cent par an en moyenne, et son PIB par habitant de 30 pour cent depuis 2000. Mais l'Afrique reste confrontée à d'importants problèmes, qui pèsent sur sa compétitivité, comme le montre le chapitre 1.1 du présent *Rapport*. L'intensification des liens entre les échanges et les investissements, et notamment l'expansion du commerce intrarégional, aurait des répercussions bénéfiques sur les pays africains. Cependant, même si la participation de l'Afrique aux flux d'échanges et d'investissements mondiaux reste modeste en valeur absolue par rapport à celle d'autres régions¹ (par exemple, le commerce en Afrique subsaharienne n'entre que pour 2 pour cent dans le total des échanges mondiaux), on constate un certain nombre d'évolutions positives: ainsi, avec 60 milliards de dollars EU, l'investissement direct étranger (IDE) est cinq fois plus élevé qu'en 2000, et les flux d'échanges ont augmenté de 10 pour cent par an sur la même période.

Ces évolutions positives s'inscrivent dans un contexte de participation accrue aux chaînes de valeur mondiales (CVM).² On cherche de plus en plus à évaluer ce qui détermine cette participation, quels peuvent en être les effets et les conséquences pour l'élaboration des politiques publiques. Ces questions revêtent une importance particulière pour nombre de pays africains dont l'environnement d'affaires est généralement peu compétitif et qui manquent de ressources publiques pour remédier à leurs problèmes. Elles montrent aussi l'importance du débat en cours sur le degré d'intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, sur l'opportunité de cette intégration et sur les bienfaits d'une participation plus large des pays en développement.³

Selon de récentes études, la participation de nombre de pays en développement aux CVM s'accroît, et elle est généralement bénéfique sur le plan économique car elle s'accompagne de gains de productivité, ainsi que d'une sophistication et d'une diversification plus grandes des exportations.⁴ Néanmoins, ces bienfaits sont très variables d'un pays à l'autre, et les pays d'Afrique ne font pas exception.

Ce chapitre vise à évaluer les progrès accomplis par ce continent pour s'intégrer aux CVM, à mettre en évidence les principaux obstacles à une intégration plus poussée et à suggérer des solutions devant permettre

Les auteurs souhaitent remercier pour leurs commentaires très précieux Marcos Bonturi, Directeur du Secrétariat des Relations mondiales (GRS), OCDE; Przemyslaw Kowalski et Javier Lopez Gonzalez, Direction du commerce et de l'agriculture, OCDE; Carole Biau, Karim Dahou et Iza Lejarraga, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE; et Henri-Bernard Solignac-Lecomte, Centre de développement de l'OCDE.

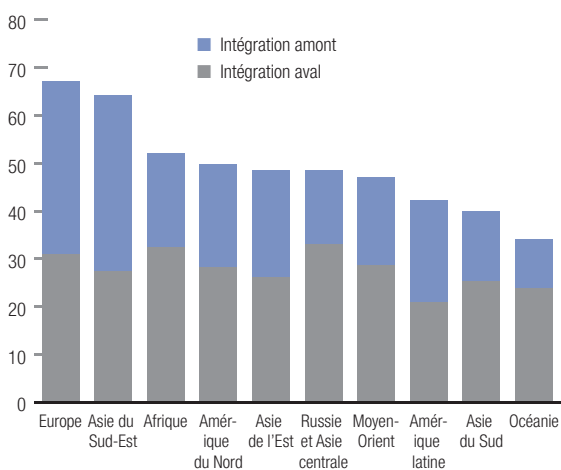
Tableau 1: Part des échanges mondiaux en valeur ajoutée, par région, en pourcentage (1995–2011)

Région	1995	2011
Europe	57.5	50.9
Asie de l'Est	14.4	16.2
Amérique du Nord	13.1	11.8
Asie du Sud-Est	6.0	6.8
Amérique latine	3.2	4.2
Moyen-Orient	2.0	3.0
Afrique	1.4	2.2
Russie et Asie centrale	0.9	2.0
Asie du Sud	0.7	1.7
Océanie	0.9	1.3

Source: BAD et al., 2014.

Graphique 1: Intégration des régions du monde dans les CVM, 2011

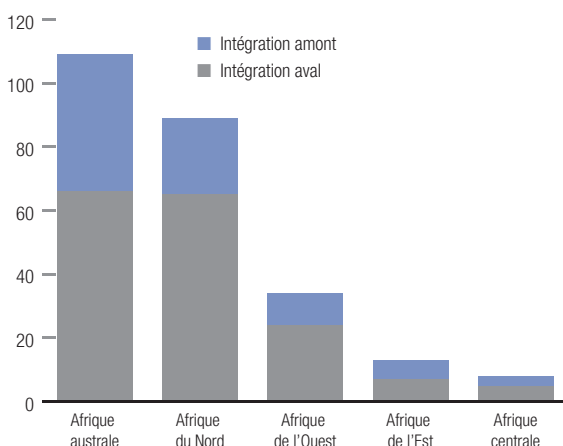
Part du total des exportations en valeur ajoutée (pourcentage)



Source: BAD et al., 2014.

Graphique 2: Intégration de l'Afrique dans les CVM, 2011

Milliards de dollars EU



Source: BAD et al., 2014.

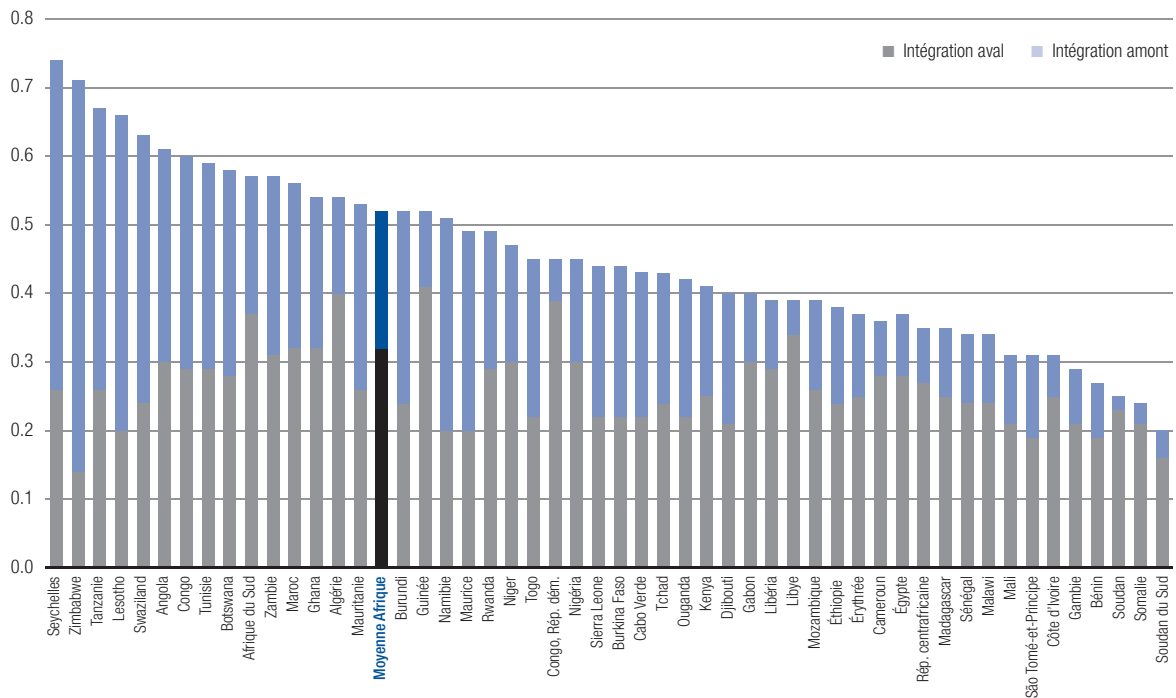
aux économies africaines de poursuivre leur intégration dans les CVM afin d'améliorer leurs performances et de créer des conditions de prospérité pour leur population. Les CVM offrent des opportunités de transformer les économies africaines en développant de nouvelles activités et en accroissant le dynamisme et la compétitivité de l'industrie manufacturière, de l'agriculture et du secteur des services. Les chaînes de valeur régionales (africaines) peuvent, elles aussi, jouer un rôle essentiel en permettant aux producteurs locaux, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME), de pénétrer sur des marchés en forte croissance et plus facilement accessibles, dans toute l'Afrique. Cependant, comme l'ont montré les chapitres précédents, la région reste aux prises avec de graves problèmes, qui nuisent à sa compétitivité, et la productivité de tous les secteurs de son économie (agriculture, industrie manufacturière et services) est encore faible. De surcroît, dans les prochaines décennies, les évolutions démographiques rendront plus difficile la transformation de ce continent. En Afrique, le nombre de travailleurs devrait augmenter de 910 millions entre 2010 et 2050, dont 830 millions en Afrique subsaharienne.⁵ Ce « dividende démographique » sans précédent nécessite également de créer des emplois. Pour se transformer, l'Afrique doit donc relever un double défi: accroître sa productivité et créer massivement des emplois.

Les recommandations sur la forme de participation aux CVM la plus souhaitable (une participation en amont est préférable dans certains cas, et une participation en aval dans d'autres), sur la manière dont la participation influence les résultats économiques et sur les segments de la chaîne de valeur à privilégier dépendront des caractéristiques du processus de production, ainsi que de celles du pays et de ses entreprises (qualifications de la main-d'œuvre et dotation en ressources naturelles, par exemple). Davantage de données et d'études empiriques sont nécessaires pour évaluer pleinement l'ampleur et les déterminants de l'intégration des différents pays dans les CVM, ainsi que les répercussions sur le développement (gains de main-d'œuvre et autres effets sociaux et environnementaux). Étant donné ces limites, l'analyse qui suit constitue un point de départ qui permettra aux pouvoirs publics d'évaluer la participation de leur pays et les mesures envisageables pour participer davantage aux CVM, avec des retombées sociales bénéfiques.

La première section de ce chapitre présente des données sur la participation de l'Afrique aux CVM. La deuxième examine les facteurs qui favorisent ou au contraire qui freinent cette participation. La troisième se penche sur les politiques publiques susceptibles d'accroître l'intégration des pays africains dans les CVM. Enfin, la dernière section souligne la nécessité d'engager de vastes plans de réformes qui favoriseront une plus grande participation de l'Afrique aux échanges au sein des chaînes de valeur: il faut en priorité s'attacher à faciliter le commerce, à améliorer le climat des affaires,

Graphique 3: Participation aux chaînes de valeur mondiales en Afrique, 2011

Part du total des exportations en valeur ajoutée (pourcentage)



Source: BAD et al., 2014.

à renforcer l'investissement et les services financiers, à changer la réglementation et à poursuivre l'intégration régionale en Afrique.

LA PARTICIPATION DE L'AFRIQUE AUX CVM

Les deux principaux modes de participation d'un pays aux échanges au sein des CVM sont *l'intégration amont*, lorsque le pays achète à l'étranger des intrants pour sa production destinée à être exportée et *l'intégration aval*, lorsque le pays fournit des intrants pour la production d'un autre pays destinée à être exportée. La combinaison de l'intégration amont et de l'intégration aval donne une indication de la participation totale d'un pays aux CVM. Même si l'objectif est clair (il s'agit de stimuler la productivité et la création d'emplois), une question se pose: cette combinaison permet-elle d'atteindre plus facilement cet objectif, ou faut-il privilégier une forme d'intégration plutôt que l'autre? De récentes recherches montrent qu'une participation en amont accrue génère une plus grande valeur ajoutée locale par habitant au niveau des exportations d'un pays.⁶ En d'autres termes, les importations de biens intermédiaires donnent accès à des intrants compétitifs, ce qui permet d'améliorer la productivité et de vendre des produits plus compétitifs sur les marchés d'exportation. Une plus forte participation en amont est également associée à la production de catégories de produits apparentés plus sophistiqués, destinés à l'exportation, ainsi qu'à une plus grande diversification des exportations sur le long terme.⁷ Les bienfaits de la participation en aval sont moins flagrants et dépendent

en grande partie de la nature des effets de diffusion en aval (matières premières versus recherche et conception, par exemple).

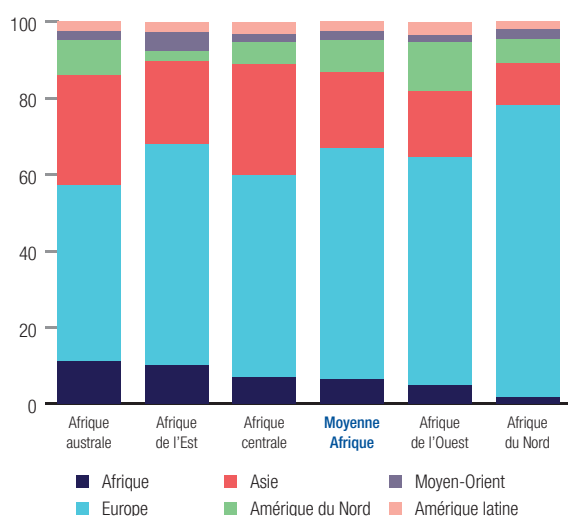
L'Afrique capte une proportion modeste mais croissante des échanges mondiaux en valeur ajoutée, et c'est l'une des régions les plus intégrées dans les CVM. Aujourd'hui, les produits et services intermédiaires et les biens d'équipement représentent plus de 70 pour cent du commerce mondial.⁸ Ces échanges restent largement concentrés dans et autour des centres manufacturiers d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie de l'Est. En 2011, ces trois blocs régionaux ont représenté quelque 80 pour cent du commerce mondial en valeur ajoutée. Cependant, la part de l'Afrique ne cesse de croître: 2,2 pour cent du total des échanges au sein des CVM, soit une progression de près de 60 pour cent depuis 1995 (tableau 1).⁹

Malgré la faible part de l'Afrique dans les échanges au sein des CVM, les chaînes de valeur africaines comptent parmi les plus intégrées au monde en termes de part relative du commerce en valeur ajoutée dans le total des échanges. Plus de la moitié des exportations de l'Afrique s'appuie sur une intégration aval ou amont. Seules l'Europe et l'Asie du Sud-Est sont davantage intégrées dans les CVM (graphique 1).¹⁰

C'est essentiellement via l'intégration aval que l'Afrique participe aux CVM, mais l'intégration amont se développe plus rapidement. Comme le montre le graphique 1, la part de l'intégration aval est légèrement supérieure à 60 pour cent. Les exportations africaines (notamment en Afrique du Nord et de l'Ouest)

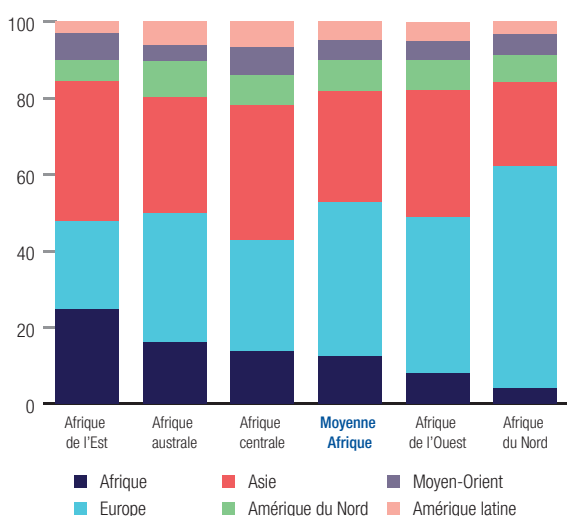
Graphique 4: Participation de l'Afrique aux CVM, 2011

4a: Participation aval de l'Afrique, destinations (% de la participation aval totale)



Source: BAD et al., 2014.

4b: Participation amont de l'Afrique, sources d'approvisionnement (% de la participation amont totale)



Source: BAD et al., 2014.

restent concentrées sur des produits de base tels que les combustibles et les ressources minérales. La part des exportations de biens intermédiaires transformés n'augmente qu'en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Cependant, la participation en amont s'accroît plus vite que la participation en aval (60 pour cent de hausse entre 1995 et 2011).¹¹ Les importations de l'Afrique révèlent une forte concentration sur les biens d'équipement, signe que la région dépend largement de la technologie étrangère. L'intensité des importations de biens intermédiaires transformés est analogue à celle d'autres régions en développement.¹²

L'Afrique australe et l'Afrique du Nord sont les deux moteurs de la participation du continent aux CVM. Ensemble, elles représentent la plus large part du commerce total en valeur ajoutée de la région (78 pour cent), contre seulement 14 pour cent pour l'Afrique de l'Ouest, 5 pour cent pour l'Afrique de l'Est et 3 pour cent pour l'Afrique centrale. À elles deux, l'Afrique australe et l'Afrique du Nord tiennent une place prépondérante dans l'intégration aval et amont au sein des chaînes de valeur (graphique 2). Elles comptent toutes les deux un vaste secteur des ressources naturelles et exportent principalement des produits miniers. De plus, l'Afrique australe représente au total 50 pour cent de l'intégration amont du continent, avec des biens intermédiaires qui proviennent essentiellement des États-Unis et de Chine.

On observe des écarts substantiels à la fois dans le taux de participation total et dans la part de l'intégration aval et amont entre les pays d'Afrique. Le taux de participation total va de 20 pour cent au Soudan du Sud à 73 pour cent aux Seychelles (graphique 3).¹³ Les cinq pays qui participent le plus aux CVM sont le Lesotho, les Seychelles, le Swaziland,

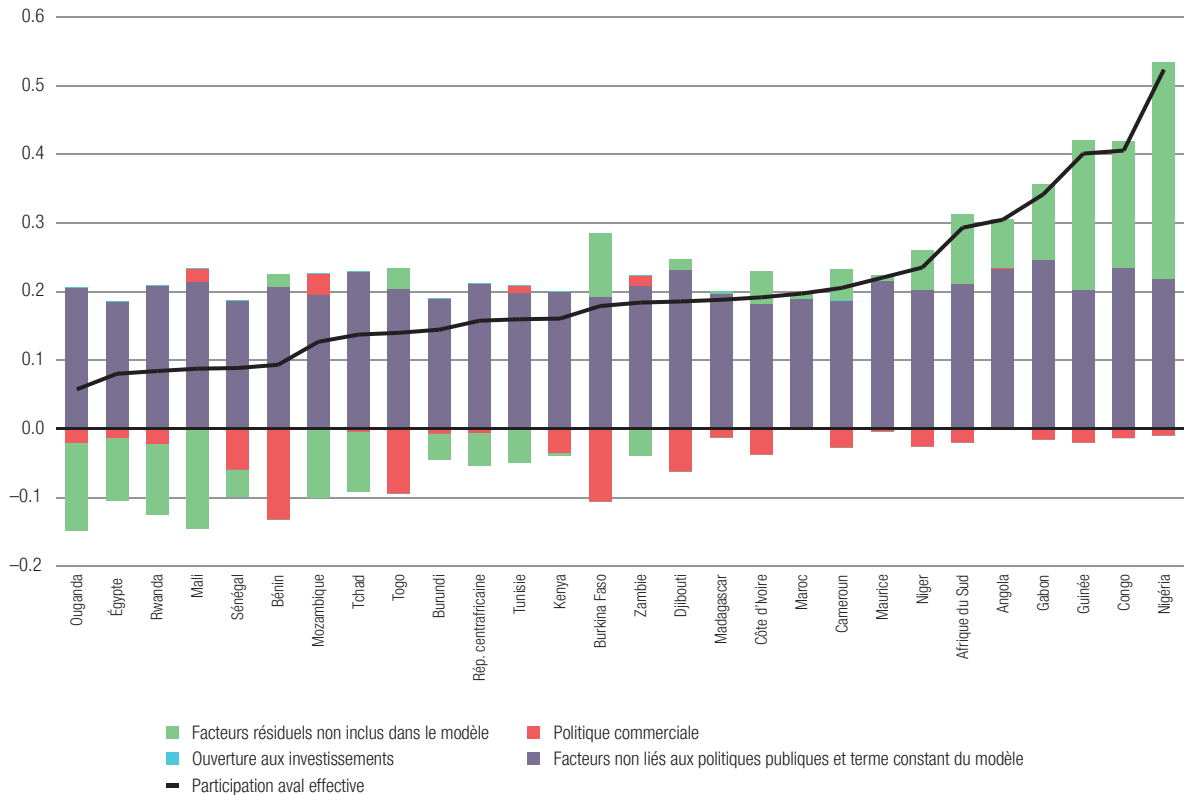
la Tanzanie et le Zimbabwe. La Guinée, l'Algérie, la République démocratique du Congo, l'Afrique du Sud et la Libye affichent les taux de participation en aval les plus élevés. Entre 1995 et 2011, la plupart des pays africains ont enregistré une hausse de leur taux de participation en aval. C'est au Soudan du Sud, à Djibouti, en Afrique du Sud, au Niger, en Éthiopie et au Congo que le taux de participation en aval a le plus augmenté (plus de 40 pour cent). Globalement, les taux de participation en aval ont progressé de 20 pour cent en Afrique depuis 1995.¹⁴ Sur la même période, la participation en amont a augmenté de 60 pour cent, soit trois fois plus vite. Les pays dont le taux de participation en amont est le plus élevé sont le Zimbabwe, les Seychelles, le Lesotho et la Tanzanie.¹⁵

Les intrants africains dans les CVM (intégration aval) sont principalement destinés à l'Europe et à l'Asie. L'Europe absorbe 61 pour cent des produits africains intégrés en aval et 40 pour cent des produits africains intégrés en amont; l'Asie respectivement 20 pour cent et près de 30 pour cent. L'Asie est le premier fournisseur pour l'intégration amont en Afrique de l'Est et en Afrique centrale, avec respectivement 36 et 35 pour cent (graphiques 4a et 4b).

En Afrique, bien que le commerce au sein des chaînes de valeur ait une faible composante régionale, l'intégration amont est deux fois plus importante que l'intégration aval. Les flux d'échanges intra-africains ne représentent en effet que 6 pour cent de l'intégration aval, mais 12 pour cent de l'intégration amont. C'est en Afrique australe que la part de l'intégration aval interrégionale est la plus élevée (11 pour cent), et en Afrique de l'Est et en Afrique australe que le taux d'intégration amont est le plus substantiel (respectivement 25 et 16 pour cent). La forte part intra-africaine (en valeur)

Graphique 5: Participation aval aux CVM: contribution relative des facteurs structurels et des facteurs liés aux politiques publiques, 2005

Part des exportations



des intrants intermédiaires importés en Afrique australe peut notamment s'expliquer par le rôle croissant de l'Afrique du Sud, qui constitue une économie de sièges sociaux (headquarter economy) pour d'autres pays africains: entre 1995 et 2011, elle a importé neuf fois plus de produits intermédiaires de ces autres pays, ce qui a porté la facture de ses importations de 78 millions à 686 millions de dollars EU. Sur la même période, l'Afrique du Sud a multiplié par cinq, de 675 millions à 3 487 millions de dollars EU, sa participation en aval dans d'autres économies africaines.¹⁶

LES MOTEURS DE LA PARTICIPATION DE L'AFRIQUE AUX CVM

L'analyse empirique montre que les facteurs structurels sont les principaux déterminants de la participation d'un pays aux CVM.¹⁷ Il est crucial de comprendre ces facteurs pour évaluer dans quelle mesure la politique publique peut influencer sur la participation aux chaînes de valeur. Il ressort d'une étude empirique récemment effectuée par l'OCDE que cette influence reste faible par rapport à celle de facteurs structurels comme la taille du marché intérieur, l'éloignement des centres manufacturiers, le niveau de développement et le degré d'industrialisation.¹⁸

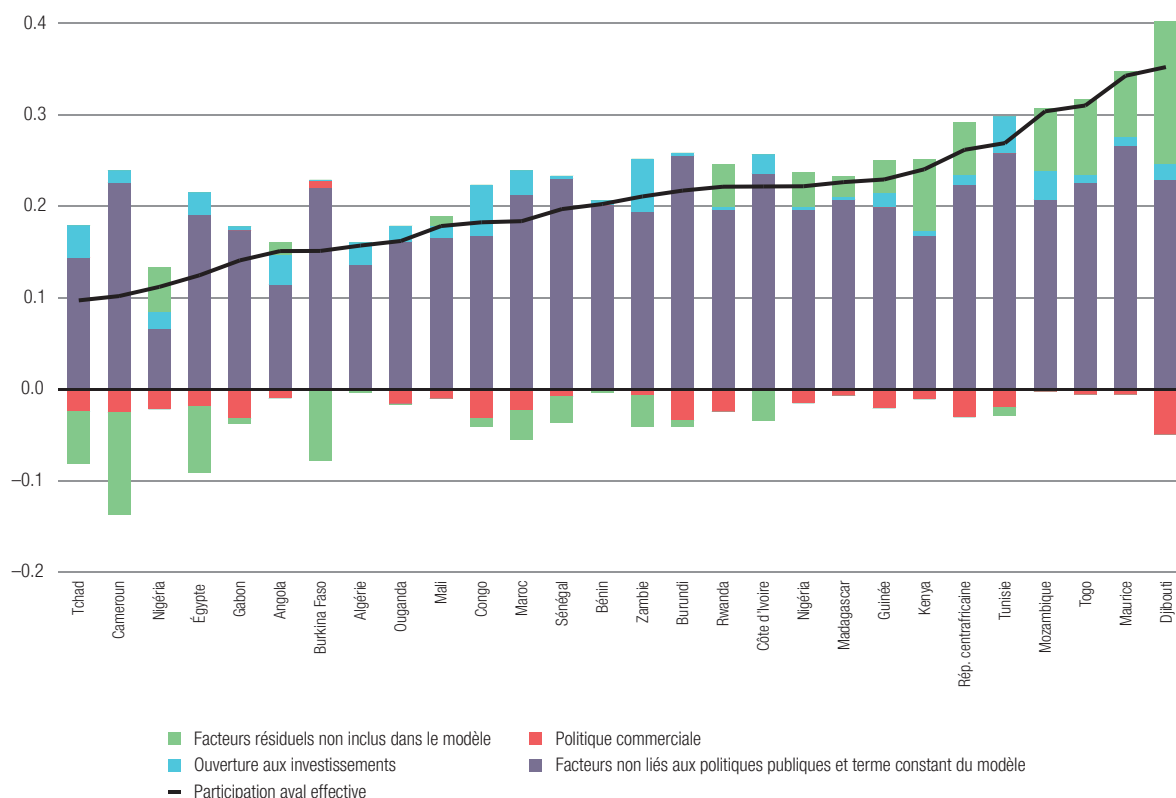
- **Taille du marché intérieur (mesurée indirectement par le PIB):** Après neutralisation des autres facteurs, on constate que, plus son marché intérieur est vaste, moins un pays est intégré en

amont et plus il est intégré en aval. En effet, les pays dont l'économie est de grande taille peuvent s'appuyer sur un plus large éventail d'intrants intermédiaires locaux et n'ont pas besoin d'importer autant que les pays dont l'économie est plus petite. La taille du marché a davantage d'impact sur la participation en amont dans les pays à revenu faible que dans les pays à revenu intermédiaire ou élevé. L'impact sur la participation en aval est moindre dans les pays à revenu faible, probablement parce que ces pays exportent surtout des ressources naturelles.

- **Éloignement des centres manufacturiers:** Comme indiqué plus haut, le commerce au sein des CVM se caractérise par une forte concentration régionale autour des trois principaux centres manufacturiers que sont l'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord. L'éloignement de ces centres influence largement sur la participation en amont, ce qui indique que la proximité d'une économie de sièges sociaux constitue un avantage. Les données le confirment. Elles mettent en évidence la part élevée des importations de biens intermédiaires provenant d'Europe (et la faible part relative des importations d'Asie), ainsi que la part élevée de l'Asie dans la participation en amont en Afrique de l'Est (graphique 4b). En revanche, l'impact de l'éloignement sur la participation en aval n'est pas significatif.

Graphique 6: Participation amont aux CVM: contribution relative des facteurs structurels et des facteurs non liés aux politiques publiques, 2005

Part des exportations



- Degré d'industrialisation (mesuré indirectement par la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB):** En présence d'un vaste secteur manufacturier, on observe une corrélation positive avec la participation en amont et une corrélation négative avec la participation en aval. Cependant, l'impact du degré d'industrialisation n'est significatif que dans les pays à revenu faible. C'est dans les pays qui participent à des activités d'usine, telles que l'assemblage, qui prédominent aux premiers stades de l'industrialisation, que les effets de diffusion en amont sont les plus marqués. Ainsi, la taille relativement modeste du secteur manufacturier dans nombre de pays d'Afrique réduit les possibilités de participation et incite encore plus ces économies à se spécialiser dans le secteur primaire.

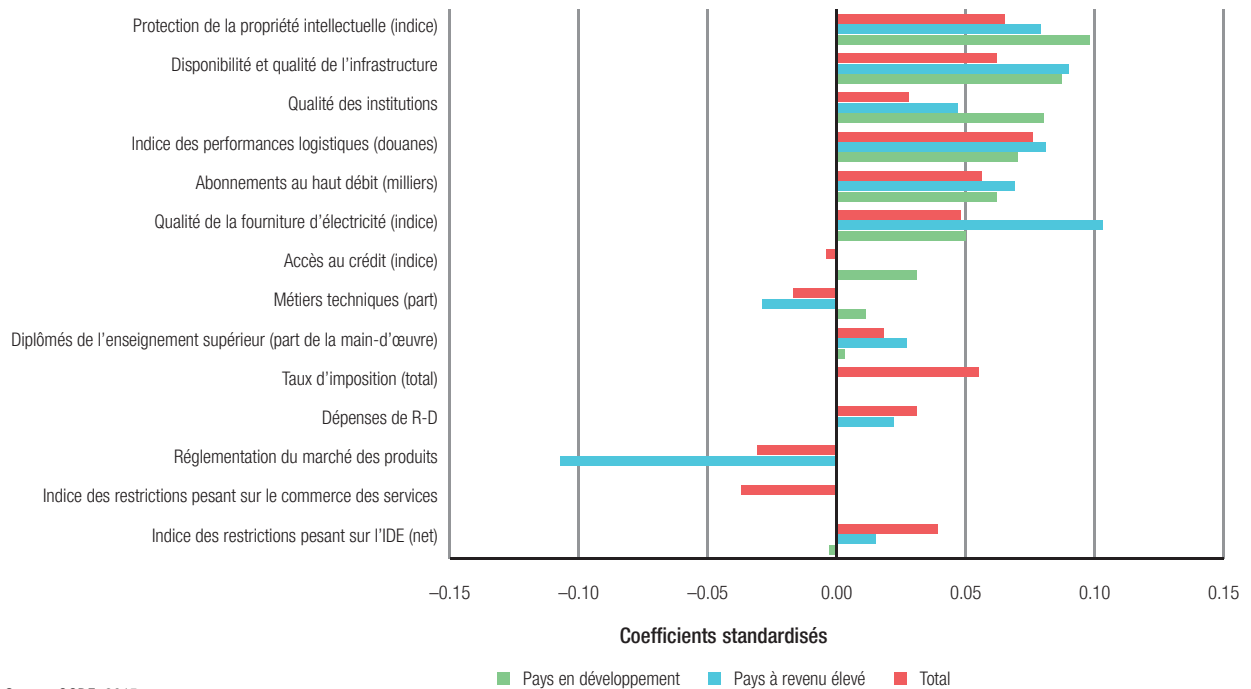
Dans l'ensemble, on comprend mieux la participation en amont que la participation en aval.¹⁹ La participation en amont correspond au côté demande des chaînes de valeur et dépend davantage des caractéristiques structurelles du pays, telles que sa taille et son degré d'industrialisation (graphique 6). La participation en aval correspond, elle, au côté offre des chaînes de valeur et est fortement corrélée à la dotation du pays en ressources naturelles. Dans le cas des pays africains dont la participation en aval est largement associée à l'exportation de ressources naturelles, il est plus difficile de déterminer la participation en aval sur la base des caractéristiques structurelles et des

politiques publiques. Sur les graphiques 5 et 6, le terme résiduel correspond à l'écart entre la participation en aval effective et la participation théorique, d'après les caractéristiques des politiques publiques, entre autres.²⁰ Il indique si le taux de participation effectif d'un pays est plus élevé ou plus faible que ce que laissent prévoir ces caractéristiques ainsi que l'incidence des facteurs non observés. Par exemple, le taux de participation de pays comme le Nigéria, le Congo et la Guinée est nettement supérieur aux valeurs prévues dans le modèle, tandis que celui de l'Ouganda, de l'Égypte, du Rwanda et du Mali est nettement inférieur (graphique 5).

Nonobstant le rôle essentiel des facteurs structurels, diverses politiques favorisent la participation aux CVM. Dans les pays en développement, les cadres institutionnel et juridique, ainsi que l'infrastructure, sont d'importants déterminants du niveau de participation.²¹ Or, ce sont des domaines dans lesquels le continent africain reste à la traîne, comme le montre le chapitre 1.1.

Les services jouent un rôle de plus en plus central dans le fonctionnement des CVM (chapitre 2.2). La fragmentation des processus de production accroît la demande de services destinés à coordonner la production et la distribution des biens et des services. Certains services (transport et infrastructure, logistique et entreposage, facilitation des échanges, services aux entreprises, dont services de télécommunications, services bancaires, assurance

Graphique 7: Impact des politiques sur l'intégration dans les CVM



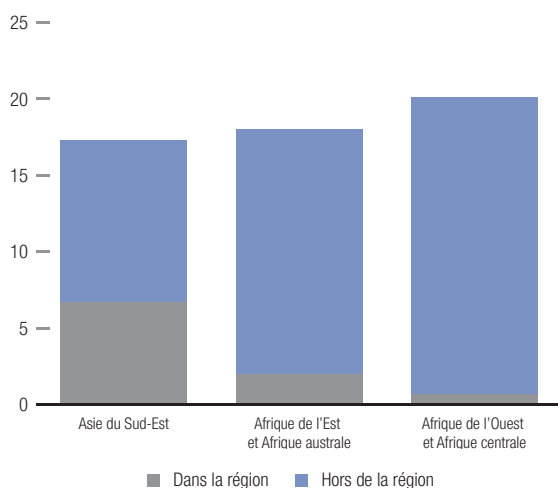
Source: OCDE, 2015a.

et autres services spécialisés) sont nécessaires à chaque étape du processus de production. Leur part dans le commerce de biens manufacturés à valeur ajoutée avoisine 30 pour cent, avec des différences intersectorielles.²² Les politiques commerciales traditionnelles (droits de douane et mesures aux frontières, essentiellement) restent importantes, mais les droits de douane sont aujourd'hui nettement plus faibles, plus transparents et plus prévisibles. Les

procédures douanières et portuaires inefficaces, les retards imprévus et le manque d'infrastructures adéquates peuvent être bien plus coûteux que les droits de douane pour les échanges. En résumé, l'attractivité d'un pays pour les échanges au sein des chaînes de valeur dépend fortement de la disponibilité de services et d'infrastructures permettant le transfert des produits et des services de manière fiable et efficace.²³

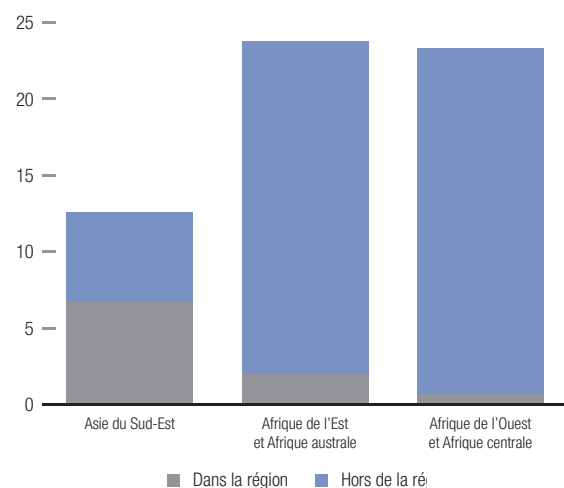
Graphique 8: Participation intrarégionale aux CVM, en pourcentage des exportations brutes, 2011

8a: Participation amont



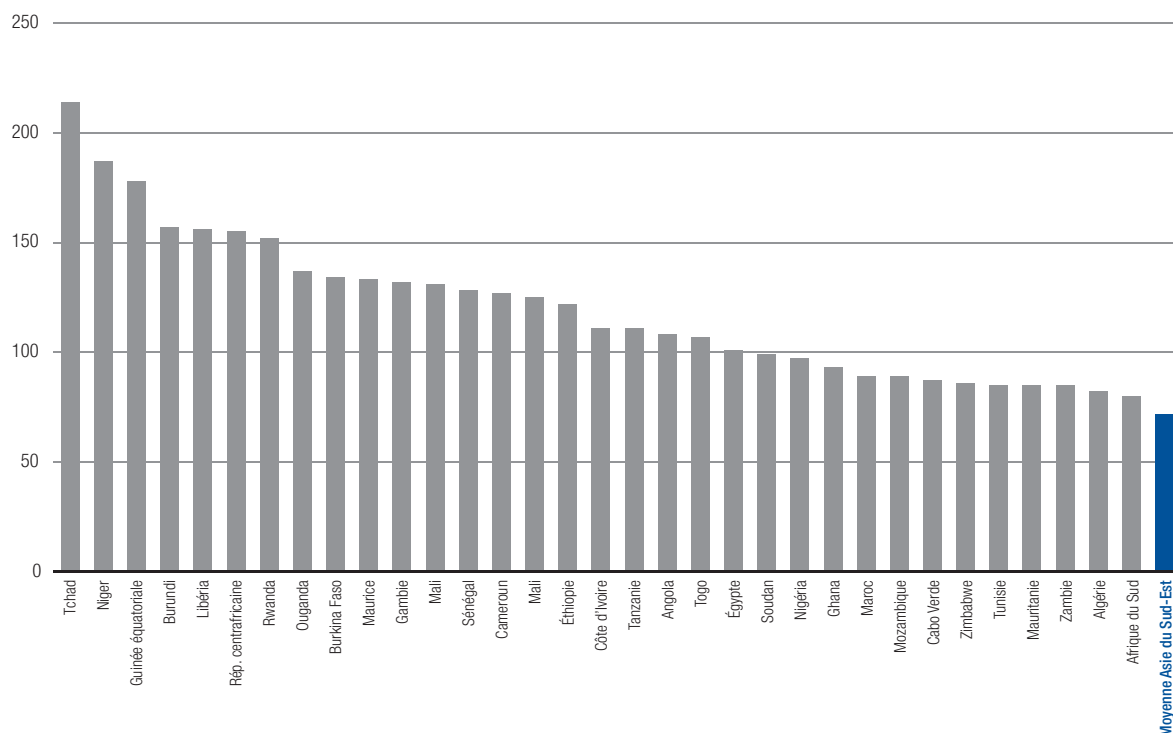
Source: OCDE, 2015a.

8b: Participation aval



Source: OCDE, 2015a.

Graphique 9: Le coût des échanges en Afrique, 2010



Source: OCDE, 2015a.

Notes: Les barres représentent l'équivalent ad valorem du coût des échanges. Les valeurs ont été pondérées des échanges par pays. À des fins de comparaisons, la moyenne pour l'Asie du Sud-Est est présentée à l'extrémité du graphique.

La section suivante examine quelques-uns des domaines d'action importants qui déterminent la participation d'un pays aux CVM, tels que la politique commerciale et la politique de l'investissement (droits de propriété intellectuelle, entre autres), la logistique, les formalités douanières, l'infrastructure et l'accès au financement (graphique 7).

La politique commerciale

Même si, pour nombre de pays d'Afrique, l'impact global de la politique commerciale traditionnelle sur la participation aux CVM reste faible, certains pays peuvent largement bénéficier de l'élimination des obstacles tarifaires aux échanges. De fait, les processus de production fragmentés qui sont inhérents aux CVM nécessitent de multiples franchissements de frontières, qui peuvent amplifier l'effet des droits de douane.²⁴ Dans les chaînes de valeur longues et complexes, comme celles des véhicules à moteur, des métaux de base, des textiles, du cuir et des chaussures, ces effets d'amplification peuvent être de grande ampleur.

Les accords de libre-échange et les accords commerciaux régionaux qui s'appliquent à une large part des importations sont importants pour maintenir les droits de douane à un niveau faible et pour encourager une plus grande participation aux CVM. Les régions en développement qui ont signé de vastes accords de libre-échange, comme par exemple l'Asie du Sud-Est, tirent également parti de leur forte intégration dans les

CVM régionales (graphiques 8a et 8b).²⁵ En Afrique, la Communauté d'Afrique de l'Est et la Communauté de développement de l'Afrique australe ont nettement réduit les obstacles aux échanges, mais les droits de douane appliqués au commerce intrarégional restent relativement élevés, et parfois supérieurs aux droits de douane entre l'Afrique et le reste du monde. Ainsi, selon les estimations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), une entreprise africaine qui exporte sur des marchés hors d'Afrique doit acquitter des droits de douane de 2,5 pour cent. Ces droits de douane se monteraient à 8,7 pour cent si elle exportait ce produit dans un autre pays d'Afrique.²⁶

D'après les estimations de l'OCDE, ce sont la République démocratique du Congo, le Cameroun, Djibouti, le Rwanda et le Nigéria qui bénéficieraient le plus d'une réforme de la politique commerciale.²⁷ Les performances commerciales des pays d'Afrique du Nord s'expliquent essentiellement par le fait que les accords régionaux couvrent une grande partie des importations et exportations de biens intermédiaires. Mais le Maroc et la Tunisie, par exemple, pourraient accroître d'au moins 15 pour cent leur participation aux CVM en libéralisant leur politique commerciale. Cependant, pour produire le plus d'impact, l'abaissement des droits de douane devrait s'accompagner d'autres mesures, visant notamment à faciliter les échanges, à améliorer les conditions de concurrence et à protéger la propriété intellectuelle.

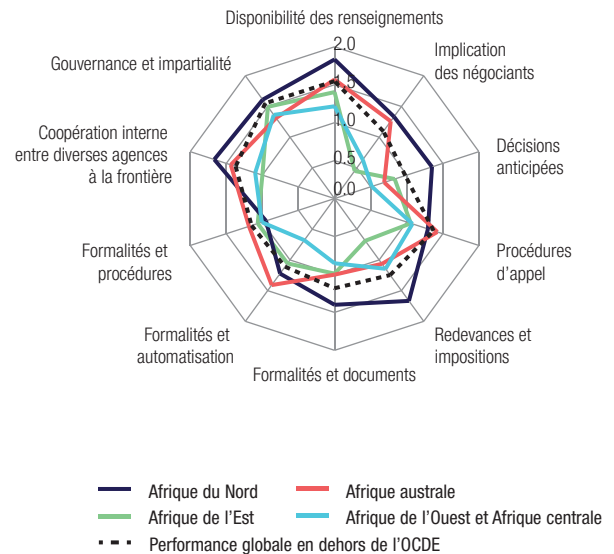
Facilitation des échanges, logistique et infrastructure

La facilitation des échanges, qui recouvre des procédures commerciales, de transport, réglementaires et financières, complète la politique commerciale et constitue un axe prioritaire pour l'intégration de l'Afrique dans les CVM. Même si les droits de douane ne représentent que 0 à 10 pour cent du coût total des échanges, et le coût des échanges réels quelque 10 à 30 pour cent supplémentaires, les 60 à 90 pour cent restants sont constitués de coûts qui ne sont pas liés aux droits de douane: procédures commerciales, connectivité et services maritimes, environnement réglementaire, fluctuations des taux de change et disponibilité de services de communication.²⁸ L'impact de la facilitation des échanges sur le coût des échanges est encore plus fort sur les produits dont la valeur ajoutée et le rapport valeur-poids sont faibles, pour lesquels certains pays africains disposent d'un solide avantage comparatif.

L'isolement géographique de nombre de pays africains est aggravé par la mauvaise qualité des infrastructures essentielles ou par leur absence (chapitre 1.1). En conséquence, les entreprises implantées en Afrique subissent des coûts commerciaux parmi les plus élevés au monde. Ainsi, exporter un conteneur standard de 20 pieds coûte plus de douze fois plus cher au Tchad (6 600 dollars EU), six fois plus au Rwanda (3 200 dollars EU) et trois fois plus en Afrique du Sud (1 531 dollars EU) qu'en Chine (500 dollars EU).²⁹ Les coûts commerciaux sont les plus élevés pour les pays enclavés, comme le Niger, la République centrafricaine et le Tchad (graphique 9).

Des facteurs tels que la qualité des routes, la qualité du matériel roulant, les droits de douane et les taxes portuaires, les retards, les problèmes de coordination et les pots-de-vin contribuent à la cherté du transport. Outre la piètre qualité de l'infrastructure et des services de transport, l'importance des coûts de transport en Afrique s'explique aussi par l'absence de concurrence et par l'inefficacité de

Graphique 10: Facilitation des échanges, 2013
Scores (0.0–2.0)



la réglementation de la logistique du fret. L'absence de concurrence contribue à l'importance des marges bénéficiaires des transporteurs, qui dépassent 150 pour cent sur certains corridors. La forte influence des cartels sur la qualité et le coût de la logistique a été analysée en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.³⁰ De plus, les retards et l'imprévisibilité des CVM peuvent constituer un frein à la participation aussi puissant que les coûts. Dans nombre de secteurs, les réseaux mondiaux pratiquent une production en flux tendu et sont tributaires de la sécurité de l'approvisionnement en intrants intermédiaires.³¹

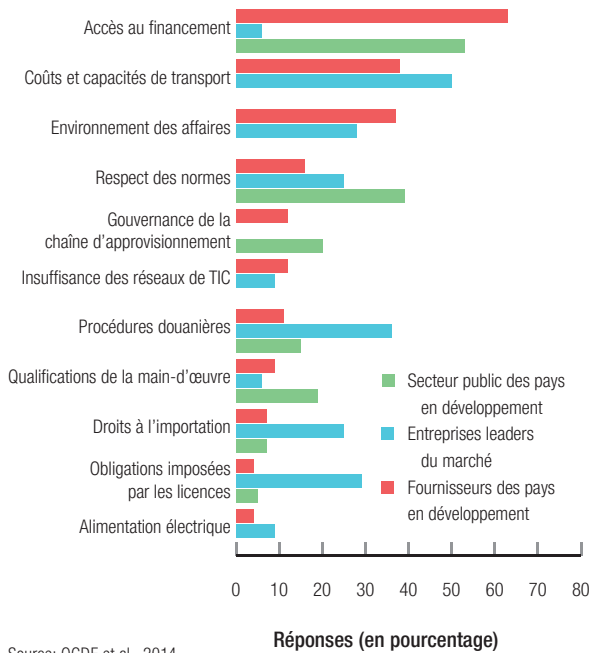
L'analyse effectuée par l'OCDE montre que l'Afrique subsaharienne obtient des résultats inférieurs à ceux des 107 pays non-OCDE en ce qui concerne la facilitation des échanges. Ce continent

Graphique 11: Coûts pondérés des échanges région par région, 2010

Régions	Amérique du Nord	Europe des 27	Moyen Orient et Afrique du Nord	Asie du Sud-Est	Asie de l'Est	Afrique de l'Est et Afrique australe	Afrique de l'Ouest et Afrique centrale
Amérique du Nord	15						
Europe des 27	66	34					
Moyen Orient et Afrique du Nord	72	76	48				
Asie du Sud-Est	72	88	69	69			
Asie de l'Est	89	95	61	104	92		
Afrique de l'Est et Afrique australe	125	112	91	155	162	104	
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	105	107	112	162	100	94	104

Source: OCDE, 2015a.

Notes: Les chiffres représentent l'équivalent ad valorem du coût des échanges. Les données correspondent au coût moyen pondéré des échanges par région pour l'année 2010. Les cellules comportant des chiffres en gras correspondent à des échanges intrarégionaux.

Graphique 12: Obstacles à l'entrée dans les chaînes de valeur: opinion des secteurs privé et public

Source: OCDE et al., 2014.

affiche des résultats particulièrement faibles dans des domaines tels que l'harmonisation et la rationalisation des documents, les décisions anticipées, les procédures d'appel et les redevances et impositions.³² Cependant, l'Afrique australe se distingue dans le domaine de l'automatisation et affiche des performances analogues à la moyenne des pays non-OCDE concernant la disponibilité de l'information, les procédures d'appel et la coopération interne entre diverses agences à la frontière (graphique 10). L'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est enregistrent toutes des performances inférieures à la moyenne globale, et pourraient tirer considérablement parti, en termes de volume et de coût des échanges, d'améliorations au niveau des décisions anticipées, des procédures d'appel, des redevances et des impositions, de l'harmonisation et de la rationalisation de documents, de l'automatisation et de la coopération interne entre diverses agences à la frontière (graphique 10). Les entreprises africaines pâtissent également de l'inefficacité des procédures douanières et portuaires, ainsi que de la corruption. Dans de nombreux pays africains, les échanges transfrontières sont longs et coûteux, même si la situation diffère largement d'un pays à l'autre. D'après les indicateurs de la Banque mondiale sur la pratique des affaires (Doing Business), il faut 51 jours et 7 documents pour exporter un conteneur depuis la Zambie, 40 jours et 10 documents depuis l'Angola et 26 jours et six documents depuis le Mali, mais seulement 10 jours et quatre documents depuis le Maroc.³³

C'est à cause des effets cumulés des facteurs que nous venons de décrire (inefficiences, lourdeurs administratives et corruption) sur le coût des

échanges que l'Afrique affiche le coût des échanges interrégionaux le plus élevé au monde, ce qui limite la marge de progression et l'approfondissement de la portée et de l'impact des chaînes de valeur régionales (graphique 11).³⁴ L'Afrique compte encore très peu de liaisons intrarégionales. Les investissements d'infrastructure, en particulier dans des liaisons intrarégionales, revêtiront une importance particulière pour renforcer la participation aux CVM au-delà de l'exportation de matières premières et de produits primaires.

Politique d'investissement

Avec la politique commerciale et la facilitation des échanges, la politique d'investissement constitue un facteur déterminant de la capacité d'un pays à participer aux réseaux de production mondiaux, et à en tirer parti. L'investissement direct étranger (IDE) est un élément essentiel des CVM. Il est le fait

de multinationales qui sont sensibles aux limitations le concernant et à la protection des droits de propriété intellectuelle. La contribution exacte de la politique d'investissement dépend de facteurs structurels propres à chaque pays, du type d'investissement et de la nature des liens noués avec l'économie hôte.³⁵

Les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale affichent généralement les ratios IDE sur PIB les plus faibles d'Afrique, à l'exception notable de quelques pays, tels que la République du Congo dont les performances égalent celles de pays moyens d'Asie du Sud-Est. Sur le continent africain, les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe affichent la plus grande ouverture aux investissements, mais on constate de fortes disparités entre les pays les plus ouverts (comme la Zambie ou l'Afrique du Sud) et les pays les plus fermés (comme le Rwanda).³⁶ Dans l'ensemble, l'ouverture aux investissements en Afrique contribue à peu près autant à la participation aux CVM qu'en Asie du Sud-Est.

Des comparaisons régionales plus détaillées, ainsi que des comparaisons portant sur des obstacles spécifiques, peuvent indiquer dans quelle mesure des politiques relatives à l'IDE appropriées pourraient faciliter la participation.³⁷ L'Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE, établi par l'OCDE, mesure le caractère restrictif des règles d'un pays en matière d'IDE, qui est un facteur déterminant de l'attrait d'un pays pour les investisseurs étrangers. Cet indice porte sur quatre types de restrictions: 1) seuils autorisés pour les participations étrangères, 2) mécanismes de filtrage et d'autorisations préalables, 3) restrictions à l'emploi d'étrangers à des postes clés et 4) restrictions à l'exploitation d'entreprises étrangères. L'indice compte huit pays africains, dont les quatre meilleurs (Afrique du Sud, Égypte, Maurice et Maroc) ont un environnement réglementaire plus ouvert que la moyenne de l'OCDE vis-à-vis de l'IDE.³⁸

Accès au financement

Le manque de financement est l'un des principaux obstacles à la pratique des affaires dans les pays en développement, et constitue donc un facteur important pour l'accès aux chaînes de valeur, leur création ou la progression le long de ces chaînes (graphique 12).³⁹ Même si les systèmes financiers africains ont considérablement évolué ces dernières décennies, en particulier en Afrique du Sud, ils restent très limités et onéreux dans nombre de pays.⁴⁰ Les entreprises africaines, quelle que soit leur taille (petites, moyennes ou grandes)⁴¹, ont généralement plus difficilement accès au crédit que les entreprises des autres régions du monde. Il existe toutefois quelques exceptions: l'Afrique du Sud, le Burundi et Maurice, où un tiers des entreprises bénéficient de prêts formels.⁴² Pour que la diversification se poursuive en Afrique et que les entreprises passent de la participation à des chaînes de valeur reposant sur les produits de base à des activités manufacturières à plus forte valeur ajoutée et aux services, des investissements significatifs sont nécessaires, et, dans de nombreux pays, les investissements dépendront également de l'amélioration des performances du secteur financier.

COMMENT ENTRER DANS LES CVM ET Y ACCROÎTRE SA PARTICIPATION

Les CVM ont profondément transformé la production mondiale et déterminent de plus en plus les futurs flux d'échanges et d'IDE. La politique publique doit tenir compte de cette nouvelle réalité et promouvoir un environnement des affaires qui rende les pays et les entreprises plus attractifs et plus concurrentiels pour les CVM et qui offre des possibilités de progression le long de la chaîne de valeur.⁴³ L'analyse qui précède montre qu'aucun type de politique publique ne peut seul offrir de solution qui permette aux entreprises d'un pays de s'intégrer davantage dans les chaînes de valeur mondiales et régionales, et que les politiques publiques sont interdépendantes. Pour favoriser l'intégration au sein des CVM, les pays devront mettre en œuvre un vaste ensemble de réformes, comme par exemple des mesures de facilitation des échanges, ce qui nécessite de rationaliser les procédures douanières et les procédures à la frontière; ils devront aussi investir dans des biens publics, en particulier dans l'infrastructure de transport, améliorer le climat des affaires, notamment en facilitant l'accès au financement, et le climat d'investissement et de la concurrence, mais aussi approfondir les accords commerciaux régionaux. Nombre de ces domaines d'intervention s'inscrivent dans le cadre d'un programme de réformes plus vaste, susceptible de bénéficier à l'ensemble de l'économie, au-delà de la simple intégration dans les CVM. Sur certains de ces points, l'OCDE peut aider les

Encadré 1: Fourniture de biens publics: fiscalité, CVM, BEPS et pays en développement

Les chaînes de valeur mondiales (CVM) posent un défi particulier pour la fiscalité. La législation fiscale nationale ne progresse pas toujours au rythme de l'interconnexion croissante de la production mondiale et du mouvement des capitaux. Les entreprises mondiales ont des stratégies de planification fiscale agressives qui exploitent les brèches entre les règles fiscales pour transférer des bénéfices vers des lieux où ils sont peu imposés. Ce phénomène, appelé *érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices* (BEPS), est un domaine de travail essentiel pour l'OCDE. Il revêt une acuité majeure pour les pays de la région, fortement dépendants de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, notamment de celui acquitté par les multinationales, ainsi que de ces entreprises qui structurent le commerce lié aux CVM. Le Projet BEPS OCDE/G20 permet, par exemple, à des pays de l'OCDE et du G-20 ainsi qu'à des organisations, telles que le Forum africain sur l'administration fiscale, de discuter et d'élaborer les instruments nationaux et internationaux nécessaires pour lutter contre ce problème.¹

Ces efforts ont débouché sur le Plan d'action BEPS, publié en 2013 par l'OCDE, qui tient compte des préoccupations et du contexte propres aux pays en développement pour élaborer des solutions. Des consultations régionales, menées avec plus de 80 pays en développement, ont permis de prendre en compte ces inquiétudes, qui ont été directement intégrées dans les mesures concrètes du Plan d'action:

- Limitation de l'érosion de la base d'imposition via les déductions d'intérêts et autres frais financiers (Action 4),
- Prévention de l'utilisation abusive des conventions fiscales et mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable (Actions 6 et 7),
- Prix de transfert, en particulier les paiements induisant une érosion de la base d'imposition (Actions 8, 9 et 10) et
- Documentation des prix de transfert et établissement de déclarations pays par pays (Action 13).

Ces mesures donneront aux pays les outils nécessaires pour que les bénéfices soient imposés là où sont réalisées les activités économiques qui en sont à l'origine et là où de la valeur est créée. Elles apportent aux entreprises une plus grande certitude en atténuant les différends relatifs à l'application des règles fiscales internationales et des règles d'harmonisation. En collaboration avec d'autres organisations internationales et organisations fiscales régionales, l'OCDE traduira le Plan d'action en moyens d'appui pratique.

Note

- 1 OCDE 2013e.

Source: OCDE, 2013e.

Encadré 2: Améliorer les données sur les échanges: *TiVA*, nouvelle méthode de mesure des échanges au sein des CVM

Les chaînes de valeur mondiales (CVM) et la forte augmentation des flux d'échanges de facteurs intermédiaires faussent de plus en plus la vision du commerce mondial que donnent les statistiques commerciales traditionnelles. En mesurant les échanges internationaux en termes bruts, ces statistiques tiennent compte des facteurs intermédiaires et non des facteurs présents tout au long de la chaîne de valeur. La mesure des échanges en valeur ajoutée évite cet écueil, mais ces données ne sont compilées que depuis peu, notamment par la base de données conjointe OCDE-OMC sur le commerce en valeur ajoutée (*TiVA*) et par la base *EORA* de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

TiVA est une méthode statistique permettant d'estimer la source de la valeur ajoutée (par pays et par secteur) dans la production de biens et de services destinés à l'exportation (et à l'importation). À mesure que les CVM se développent, les exportations d'un pays comportent de plus en plus de biens intermédiaires. Par exemple, un véhicule à moteur exporté par le pays A peut avoir besoin de nombreuses pièces (moteur, sièges, etc.) produites dans d'autres pays, qui utilisent à leur tour des facteurs intermédiaires importés (acier, caoutchouc, etc.) pour fabriquer les pièces qu'ils exportent vers A. La mesure des échanges en valeur ajoutée identifie la valeur ajoutée par chaque secteur et chaque pays dans la chaîne de production et attribue la valeur ajoutée à ces secteurs et pays sources.

Des travaux sont en cours afin d'étendre la couverture géographique de *TiVA* pour en améliorer la pertinence et le niveau de détail par secteur d'activité. L'intégration croissante des économies africaines permettra de mieux comprendre les CVM et leurs effets sur le développement.

pays avec ses examens des politiques qui éclairent et guident les réformes à l'échelon national et infrarégional, en favorisant l'adhésion à certains instruments et en renforçant les capacités statistiques, ainsi qu'en compilant des données de meilleure qualité.

Facilitation des échanges axée sur la connectivité

Les politiques publiques devraient inclure des mesures qui facilitent l'accès aux intrants les plus concurrentiels en remédiant aux obstacles non tarifaires aux échanges et en veillant à la qualité des services de logistique et de transport.⁴⁴ Comme nous l'avons déjà vu, la participation aux chaînes de valeur dépend de la facilitation, du coût et de la fiabilité des flux internationaux de biens et de services. Les pays d'Afrique qui sont à même de lever les principaux obstacles non tarifaires et de rendre les processus de facilitation des échanges plus rapides et plus fiables mais aussi moins coûteux, parviendront plus facilement à pénétrer dans les CVM.⁴⁵ Les pouvoirs publics peuvent utiliser des indicateurs, tels que ceux de l'OCDE sur la facilitation des échanges, afin d'identifier les domaines

d'action prioritaires et d'évaluer la mise en œuvre des réformes.

La médiocrité des services de logistique et de transport est tout aussi problématique que les obstacles non tarifaires. Si l'on veut améliorer le secteur de la logistique et du transport en Afrique, il faut non seulement accroître l'efficacité de la réglementation des licences et des normes, mais aussi intensifier la concurrence dans les transports. Les pouvoirs publics doivent continuer à abaisser les obstacles à la circulation des biens et des personnes tant au sein des pays que dans l'ensemble de la région. En Afrique, de nombreuses communautés économiques régionales prévoient la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, mais la législation existante doit être davantage mise en œuvre.

Mise en place et financement de l'infrastructure

La qualité et la disponibilité de l'infrastructure jouent un rôle déterminant dans l'attrait d'un lieu pour les décisions d'investissement des CVM.⁴⁶ Si l'on veut améliorer les transports en Afrique, en particulier au niveau intrarégional et entre la côte et l'arrière-pays, il faudra investir massivement dans de nouvelles liaisons, mais aussi améliorer l'infrastructure existante. En Afrique, la plupart des projets d'infrastructure sont actuellement financés sur des fonds publics et par les partenaires au développement. Il est rare que ces projets bénéficient d'investissements privés. Une partie du financement nécessaire pourrait provenir d'un recouvrement plus efficace de l'impôt (encadré 1). En outre, l'amélioration massive de l'infrastructure en Afrique imposera non seulement de renforcer le cadre réglementaire qui régit les marchés publics et les partenariats public-privé dans ce secteur, mais aussi d'accroître les capacités de l'État à gérer ces contrats. Si l'on veut renforcer la réglementation économique de l'infrastructure de transport, il faut également donner à des organismes de réglementation indépendants la possibilité de fixer les tarifs d'utilisation de l'infrastructure, faire participer les autorités de la concurrence à tout dégroupement nécessaire des services d'infrastructure et veiller à l'existence de conditions de concurrence entre les opérateurs publics et privés sur les marchés des infrastructures. Lors de la planification et de la conception de l'infrastructure, il convient également de porter une attention particulière aux liaisons intrarégionales et à l'aménagement du territoire. Le renforcement des liens entre les pays, entre les pôles de croissance et les villes secondaires en pleine expansion, ainsi qu'entre les zones urbaines et rurales, produira des opportunités de croissance au niveau local.⁴⁷

Les *Principes applicables à la gouvernance publique des partenariats public-privé* et les *Principes de l'OCDE pour la participation du secteur privé aux infrastructures* peuvent s'avérer utiles pour aider les décideurs africains à attirer de nouveaux investissements

privés dans l'infrastructure.⁴⁸ Les principes de l'OCDE couvrent des aspects qui vont de la conception des institutions, de la réglementation et de la concurrence à la transparence budgétaire et à l'intégrité à tous les niveaux de gouvernement. Ils donnent des orientations concrètes sur la manière de rendre l'environnement local plus propice aux investissements dans les infrastructures, tout en veillant à ce que les nouveaux projets d'infrastructure soient rentables et utiles au consommateur final, y compris aux entreprises qui cherchent à se positionner au sein des CVM.⁴⁹

Investissement et accès au financement

Dans les pays en développement, les entreprises considèrent que le manque d'accès au financement, en particulier au financement commercial, constitue le principal obstacle à l'entrée et à la progression dans une chaîne de valeur (graphique 12). La capacité d'exportation et d'importation d'une entreprise dépend des coûts financiers. En élargissant l'accès et en diminuant les coûts, les systèmes financiers efficaces peuvent accroître le nombre de partenaires commerciaux potentiels ainsi que le volume des échanges.⁵⁰ Les programmes de réformes visant à favoriser l'intégration dans les CVM devraient avoir pour priorité de rendre le financement, notamment les crédits à l'exportation et les financements commerciaux, plus facile d'accès et financièrement plus accessible pour les entreprises et les entrepreneurs africains. Les stratégies de développement du système financier doivent encourager la concurrence dans le secteur bancaire et introduire des mesures qui contribuent à limiter les obligations de garantie et à réduire le manque d'informations sur les crédits.⁵¹

Les travaux de l'OCDE sur le financement des PME et de l'entrepreneuriat procurent des outils concrets qui aident les décideurs à concevoir des stratégies adaptées. Par exemple, les rapports *Le financement des PME et des entrepreneurs 2013 – Tableau de bord de l'OCDE* et les Politiques en faveur des PME comparent les avancées des pays en termes de résultats et de politiques concernant l'accès au financement.⁵²

Si l'on veut améliorer les capacités productives, il est également nécessaire d'attirer des investissements, en particulier des flux d'IDE, plus volumineux et de meilleure qualité. Par exemple, les Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement et le Cadre d'action de l'OCDE pour l'investissement aident à identifier les réformes prioritaires pour améliorer le climat de l'investissement.⁵³ D'après ces examens des politiques des pays africains, la protection de la propriété intellectuelle, la concurrence, la gouvernance du secteur public, la lutte contre la corruption et les transactions en devises, sont particulièrement importantes pour attirer de nouveaux investissements.

Accords commerciaux régionaux et intégration régionale

En Afrique, différentes communautés économiques régionales contribuent à la réduction des obstacles aux échanges et à la promotion des flux commerciaux intrarégionaux.⁵⁴ Toutefois, le commerce intrarégional reste pénalisé par des droits de douane élevés, par l'incompatibilité des règles d'origine entre les différents blocs commerciaux ainsi que par des problèmes de mise en œuvre.⁵⁵ Des accords commerciaux régionaux complets comportant des mesures d'intégration profondes (OMC+), et prévoyant des barrières non tarifaires aux échanges (investissement, politique de la concurrence, protection de la propriété intellectuelle et règlement des différends) peuvent contribuer à l'intégration dans les chaînes de valeur, en particulier régionales.⁵⁶ Il convient d'appuyer davantage les initiatives africaines prometteuses dans ce domaine, comme le groupe de travail technique mis sur pied par l'Union africaine pour évaluer la compatibilité des règles d'origine entre les trois blocs commerciaux (le Marché commun de l'Afrique de l'Est de l'Afrique australe, la Communauté de l'Afrique de l'Est et la Communauté de développement de l'Afrique australe).⁵⁷

Les avantages potentiels d'une intégration intrarégionale accrue semblent particulièrement essentiels en Afrique en raison de l'importance des facteurs structurels qui déterminent la participation aux CVM. La taille du marché, la structure industrielle et le niveau de développement influençant fortement la participation aux CVM, nombre de petites économies présentant un faible niveau de développement industriel devraient bénéficier du renforcement des liens avec les grandes économies de la région.⁵⁸

L'intégration régionale peut également être une forme d'apprentissage par l'expérience pour de nombreux pays africains et une préparation à la concurrence accrue qu'ils rencontreront sur les marchés mondiaux.⁵⁹ En particulier, les PME locales sont plus susceptibles de réussir d'abord sur les marchés régionaux, qu'elles connaissent généralement bien, dont elles connaissent bien les exigences et qui leur permettent d'accéder aux entreprises leaders sur ces marchés. En outre, les pressions concurrentielles sur certains segments sont généralement moindres sur les marchés régionaux que sur les marchés mondiaux.

Dialogue sur les politiques et meilleure qualité des données

Étant donné la complexité et les nombreuses questions que les décideurs doivent aborder pour promouvoir l'intégration dans l'économie mondiale, la réussite des programmes de réformes dépendra également du dialogue actif entre les principales parties prenantes dans des forums tels que les comités de l'OCDE, les réseaux régionaux réunissant des responsables de politiques publiques ou l'initiative de l'OCDE pour le

dialogue politique sur les CVM, la transformation de la production et le développement.⁶⁰ Ce dialogue sur les politiques encourage le partage du savoir et l'apprentissage par les pairs entre les pays, en vue de partager les bonnes pratiques et de renforcer l'effet des politiques publiques. Les pays améliorent ainsi leur capacité à concevoir et à mettre en œuvre des politiques de manière empirique et en apprenant de l'expérience des autres.⁶¹ Les mécanismes de dialogue public-privé au niveau national et international peuvent également favoriser la transparence et la pertinence des choix de politique publique.⁶²

Outre un dialogue politique efficace, on doit disposer de données de meilleure qualité sur les pays africains si l'on veut que ces derniers puissent concevoir les politiques qui leur permettront de renforcer leur participation dans les CVM. Ainsi, les pays africains pourraient participer davantage à des initiatives telles que *TIVA*, la base de données conjointe OCDE-OMC (encadré 2). L'inclusion d'un plus grand nombre de pays africains dans d'autres bases de données importantes pour les CVM, telles que *l'indice de restrictivité de l'IDE*, *le tableau de bord du financement des PME et des entrepreneurs* et *l'indice de restrictivité des échanges de services*, contribueront indubitablement à améliorer l'élaboration des politiques.

CONCLUSIONS

La participation aux CVM peut accélérer la transformation économique de l'Afrique, en particulier grâce aux avantages associés aux gains de productivité, au développement des compétences et à la diversification des exportations. Cependant, la participation aux CVM ne produit pas systématiquement des effets bénéfiques. Il faut un vaste ensemble de politiques, résolument axées sur la facilitation des échanges, sur l'investissement, sur l'infrastructure de transport et sur l'accès au financement. Nombre de ces domaines de la politique publique devraient avoir des effets bénéfiques sur l'ensemble de l'économie, au-delà de l'intégration dans les CVM.

L'accélération de l'harmonisation et de la mise en œuvre des accords commerciaux régionaux constitue une autre priorité susceptible d'aider les entreprises africaines, en particulier les PME, qui rencontrent le plus d'obstacles lorsqu'elles cherchent à s'intégrer aux CVM, à renforcer leur compétitivité à l'échelle mondiale.

Le niveau d'intégration dans les CVM diffère significativement en fonction du niveau de développement économique du pays, de la taille de son marché, de sa dotation en facteurs et du secteur concerné. Les politiques publiques devront donc être propres à chaque pays. De surcroît, si l'on veut comprendre pleinement l'impact des CVM sur les pays africains, il est indispensable d'approfondir l'analyse et de mieux appréhender les chaînes de valeur et leurs effets sur le développement économique des pays.

Il faut donc poursuivre les travaux, en particulier sur la progression au sein des CVM, sur l'incidence des chaînes de valeur sur l'emploi et les compétences, et sur la relation entre les chaînes de valeur, l'investissement et le transfert de technologies.

Le partenariat croissant entre l'OCDE et l'Afrique couvre de nombreux aspects de la recherche et de l'action publique qui peuvent améliorer l'élaboration des politiques afin que l'Afrique exploite pleinement le potentiel des CVM. Grâce à ses principes directeurs et à ses instruments, à ses examens des politiques et à ses ensembles de données comparées, l'OCDE est prête à aider les pays africains à s'intégrer davantage dans les chaînes de valeur mondiales et régionales. Les comités, les réseaux régionaux réunissant des responsables de politiques publiques et les autres forums de l'OCDE permettent aux pays d'Afrique d'apprendre les uns des autres afin de concevoir et de mettre en œuvre de meilleures politiques qui se traduiront in fine par une amélioration des conditions de vie de leur population.

NOTES

- 1 Voir par exemple le *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2013*, (Forum économique mondial et al., 2013).
- 2 On parle souvent de « chaîne de valeur mondiale » ou de « réseau de production international » pour désigner le processus interconnecté de production de biens et de services qui va de la conception à la distribution, en passant par la production et le marketing (Gereffi & Fernandez-Stark, 2011; OCDE, 2013b).
- 3 OCDE, 2015a.
- 4 OCDE, 2015a; BAD et al., 2014.
- 5 Nations Unies, *Perspectives de la population mondiale, révision de 2012*, disponible à l'adresse <http://esa.un.org/wpp/>.
- 6 OCDE, 2015a; BAD et al., 2014.
- 7 OCDE, 2015a.
- 8 OCDE et al., 2014.
- 9 BAD et al., 2014.
- 10 BAD et al., 2014.
- 11 *Perspectives économiques en Afrique 2014*.
- 12 OCDE, 2015a.
- 13 Le taux de participation est calculé en pourcentage des exportations brutes. Il inclut à la fois la teneur en importations des exportations et les exportations de biens intermédiaires produits localement et entrant dans la production de pays tiers destinée à l'exportation.
- 14 BAD et al., 2014.
- 15 BAD et al., 2014.
- 16 BAD et al., 2014.
- 17 Cette section s'appuie sur les résultats de récents travaux de l'OCDE, en particulier sur le Trade Policy Paper intitulé « Participation of Developing Countries in Global Value Chains: Implications for Trade and Trade-Related Policies » (OCDE, 2015a).
- 18 OCDE, 2015a.
- 19 OCDE, 2015a. Les caractéristiques propres à un pays expliquent 59 pour cent de la variation de sa participation en amont, et 22 pour cent de la variation de sa participation en aval. Pour la spécification économétrique détaillée et les résultats obtenus, voir OCDE, 2015a.

- 20 Les variables explicatives incluses dans la spécification économétrique de référence sont regroupées dans trois grandes catégories: (1) facteurs non liés aux politiques publiques: taille du marché, part de l'industrie manufacturière dans le PIB, éloignement de l'activité économique et éloignement des principaux centres manufacturiers; (2) facteurs essentiels liés à la politique commerciale et à la politique de l'investissement: droits de douane sur les importations de biens intermédiaires, droits de douane sur les importations de biens intermédiaires sur les marchés d'exportation, couverture des importations et des exportations de biens intermédiaires par des accords commerciaux régionaux, ouverture « révélée » aux entrées d'IDE; et (3) autres facteurs liés aux politiques publiques: la couverture des données n'étant pas homogène, l'impact de facteurs tels que la logistique et les formalités aux frontières, la qualité de l'infrastructure de transport et la protection de la propriété intellectuelle est examiné dans une spécification économétrique distincte. Pour une description détaillée de la spécification du modèle, voir OCDE, 2015a.
- 21 OCDE, 2015a; Banque mondiale, 2014.
- 22 OCDE, 2015a.
- 23 OCDE et al., 2014.
- 24 L'effet d'amplification peut se produire via deux canaux: premièrement, lorsque des biens intermédiaires franchissent plusieurs frontières, des droits de douane sont prélevés à chaque franchissement de frontière; deuxièmement, les droits de douane sont prélevés sur la valeur brute des importations plutôt que sur la valeur ajoutée (OCDE, 2013b).
- 25 OCDE, 2015a.
- 26 CNUCED, 2013. Le faible niveau des droits de douane prélevés sur les exportations hors du continent africain résulte en grande partie d'accords préférentiels, tels que l'Initiative Tout sauf les armes, entre l'Union européenne et les pays les moins avancés, ou la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA).
- 27 OCDE, 2015A.
- 28 OCDE, 2014.
- 29 Banque mondiale, 2015. Les pays d'Asie, en particulier la Chine, bénéficient également d'économies d'échelle au niveau du transport, ce qui abaisse le coût des échanges. Les pays asiatiques ont également massivement investi dans l'infrastructure.
- 30 Teravaninthorn & Raballand, 2008; BAD, 2012; OCDE, 2013.
- 31 Djankov et al., 2010.
- 32 Moisé et al., 2013.
- 33 Banque mondiale, 2015.
- 34 OCDE, 2015a.
- 35 OCDE, 2015a.
- 36 OCDE, 2015a.
- 37 OCDE, 2015a.
- 38 Plus d'informations sur l'Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE de l'OCDE à l'adresse <http://www.oecd.org/investment/fdiindex.htm>.
- 39 L'accès au financement est également cité comme étant le facteur le plus problématique dans la pratique générale des affaires, voir chapitre 1.1, graphiques 14a et 14b. Voir également OCDE et al., 2014.
- 40 Beck & Cull, 2014.
- 41 On considère qu'une entreprise est petite si elle compte moins de 20 salariés, de taille moyenne si elle en compte de 20 à 99 et grande à partir de 100 salariés.
- 42 Beck & Cull, 2014.
- 43 OCDE et al., 2014.
- 44 OCDE, 2015a.
- 45 OCDE/OMC, 2014.
- 46 OCDE et al, 2014; Forum économique mondial et al., 2013.
- 47 BAD et al., 2015.
- 48 OCDE, 2007; OCDE, 2012.
- 49 OCDE, 2007; OCDE, 2012.
- 50 OCDE, et al, 2014.
- 51 OCDE, et al., 2014.
- 52 OCDE, 2013f.
- 53 Le *Cadre d'action pour l'investissement (CAI)* de l'OCDE constitue une approche globale et systématique de l'amélioration des conditions d'investissement. Il formule des recommandations dans 10 domaines, notamment l'investissement, la concurrence, la fiscalité, le gouvernement d'entreprise, la lutte contre la corruption, l'infrastructure, la gouvernance publique, ainsi que dans d'autres domaines qui influent sur le climat des affaires. Le CAI et les examens des politiques d'investissement, menés dans le cadre de l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement, aident les pouvoirs publics et les institutions des pays africains à concevoir et à mettre en œuvre des réformes de leur politique d'investissement.
- 54 Les exportations intrarégionales africaines se composent surtout de biens intermédiaires transformés, de produits agricoles/agroalimentaires, de produits manufacturés, de matières plastiques et de caoutchouc.
- 55 OCDE, 2015a.
- 56 OECD et al., 2014; OCDE, 2015a.
- 57 OCDE, 2015a.
- 58 BAD, 2014.
- 59 OCDE, 2015a.
- 60 OCDE et al., 2014.
- 61 OCDE, 2013c.
- 62 Par exemple, le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE est une association indépendante et internationale d'entreprises qui a pour vocation de conseiller les décideurs politiques à l'OCDE et autres forums similaires sur des questions nombreuses et variées qui ont trait à la mondialisation et à l'économie mondiale.

RÉFÉRENCES

- Banque Africaine de Développement (BAD). 2014. *Rapport sur le développement en Afrique 2014. L'intégration régionale au service de la croissance inclusive*. Abidjan: Banque africaine de développement.
- BAD, Organisation de coopération et de développement économiques* (OCDE) & Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2014. *Perspectives économiques en Afrique 2014*. Paris: Éditions OCDE. Disponible à l'adresse <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>.
- . 2015. *Perspectives économiques en Afrique 2015*. Paris: Éditions OCDE.
- BAD, OCDE, PNUD & Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU). 2013. *Perspectives économiques en Afrique 2013*. Paris: Éditions OCDE.
- Baldwin, R. et J. Lopez-Gonzalez. 2013. "Supply-Chain Trade: A Portrait of Global Patterns and Several Testable Hypotheses" *CEPR Discussion Paper Series*, n° 9421, avril. Centre for Economic Policy Research.
- Banque mondiale. 2015. *Doing Business 2015: Au-delà de l'efficacité*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Beck, T. & R. Cull. 2014. "SME Finance in Africa", *Policy Research Working Paper*, n° 7018. Washington, DC: Banque mondiale.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). 2013. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2013, Vue d'ensemble: Les chaînes de valeur mondiales, l'investissement et le commerce au service du développement*. New York et Genève: Nations Unies. Disponible à l'adresse http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2013overview_fr.pdf.

- . 2014. *Rapport sur le commerce et le développement, 2014*. New York et Genève: Nations Unies.
- De Backer, K. & S. Miroudot. 2013. "Mapping Global Value Chains." *OECD Trade Policy Papers*, n° 159. Paris: Éditions OCDE.
- Djankov, D., C. Freund & C. Pham. 2010. "Trading on Time." *Review of Economics and Statistics*. 92 (1): 166–73.
- Forum économique mondial. 2012. *The Shifting Geography of Global Value Chains: Implications for Developing Countries and Trade Policy*. Genève: Forum économique mondial. Disponible à l'adresse http://www3.weforum.org/docs/WEF_GAC_GlobalTradeSystem_Report_2012.pdf.
- Forum économique mondial, Banque mondiale et Banque africaine de développement. 2013. *The Africa Competitiveness Report 2013*. Genève: Forum économique mondial.
- Gereffi, G. & K. Fernandez-Stark. 2011. "Global Value Chain Analysis: A Primer." Durham, NC: Center of Globalization, Governance and Competitiveness.
- Lesser, C. 2014. "African Economic Outlook 2014 Background Paper: Implications of Global Value Chains for African Trade Policy." Document de travail non publié.
- Miroudot, S., D. Rouzet & F. Spinelli. 2013. "Trade Policy Implications of Global Value Chains: Case Studies." *OECD Trade Policy Paper*, n° 161. Paris: Éditions OCDE.
- Moisé E., S. Sorescu, D. Hummels & P. Minor. 2013. "Trade Facilitation Indicators: The Potential Impact of Trade Facilitation on Developing Countries Trade." *OECD Trade Policy Paper*, n° 144. Paris: Éditions OCDE.
- OCDE. 2007. *Principes de l'OCDE pour la participation du secteur privé aux infrastructures*. Paris: Éditions OCDE. Disponible à l'adresse <http://www.oecd.org/fr/daf/inv/politiques-investissement/38297833.pdf>.
- . 2012. *Principes de l'OCDE applicables à la gouvernance publique des partenariats public-privé*. Paris: Éditions OCDE. Disponible à l'adresse <http://acts.oecd.org/Instruments/ShowInstrumentView.aspx?InstrumentID=275&Book=False>.
- . 2013a. "Aid for Trade and Value Chains in Transport and Logistics." Paris: Éditions OCDE.
- . 2013b. *Économies interconnectées: Comment tirer parti des chaînes de valeur mondiales. Rapport de synthèse*. Paris: Éditions OCDE. Disponible à l'adresse <http://www.oecd.org/fr/sti/ind/economies-interconnectees-CVM-synthese.pdf>.
- . 2013c. *Perspectives du développement mondial 2013: Les politiques industrielles dans un monde en mutation*. Paris: Éditions OCDE.
- . 2013d. *OECD Investment Policy Reviews: Mozambique*. Paris: Éditions OCDE.
- . 2013e. *Plan d'action concernant l'érosion de la base fiscale et le transfert de bénéfices*. Paris: Éditions OCDE. Disponible à l'adresse <http://dx.doi.org/10.1787/9789264202719-fr>.
- . 2013f. *Financing SMEs and Entrepreneurs 2013: An OECD Scoreboard*. Paris: Éditions OCDE.
- . 2014. « Le Projet BEPS et les pays en développement: de la consultation à la participation », *Le Projet BEPS*. Novembre. Paris: Éditions OCDE.
- . 2015a. "Participation of Developing Countries in Global Value Chains: Implications for Trade and Trade-Related Policies." *OECD Trade Policy Paper*, n° 179. Paris: Éditions OCDE.
- . 2015b. *Cadre d'action pour l'investissement*. Paris: Éditions OCDE. Disponible à l'adresse <http://www.oecd.org/fr/investissement/cadre-action-pour-investissement.htm>.
- OCDE & Organisation mondiale du commerce (OMC). 2013. *Panorama de l'aide pour le commerce 2013: Se connecter aux chaînes de valeur*. Paris: Éditions OCDE.
- OCDE, OMC & Banque mondiale. 2014. *Global Value Chains: Challenges, Opportunities and Implications for Policy*. Rapport destiné à la réunion des ministres du Commerce du G20, Sydney, Australie, juillet 2014.
- Salazar-Xirinachs, J. M., I. Nübler & R. Kozul-Wright (dir. pub.). 2014. *Transforming Economies: Making Industrial Policy Work for Growth, Jobs and Development*. Genève: Bureau international du travail.
- Taglioni, D. & D. Winkler. 2014. "Making Global Value Chains Work for Development." *Economic Premise*, n° 143, mai. Washington, DC: Banque mondiale.
- Teravaninthorn, S. & G. Raballand. 2008. *Transport Prices and Cost in Africa: A Review of the Main International Corridors*. Directions in Development Series. Washington, DC: Banque mondiale.
- Union africaine. 2013. *État de l'intégration en Afrique (ARIA VI)*. Addis-Abeba: Commission de l'Union africaine, Département des affaires économiques.

Partie 3

Profils de compétitivité

Guide de lecture des profils de compétitivité

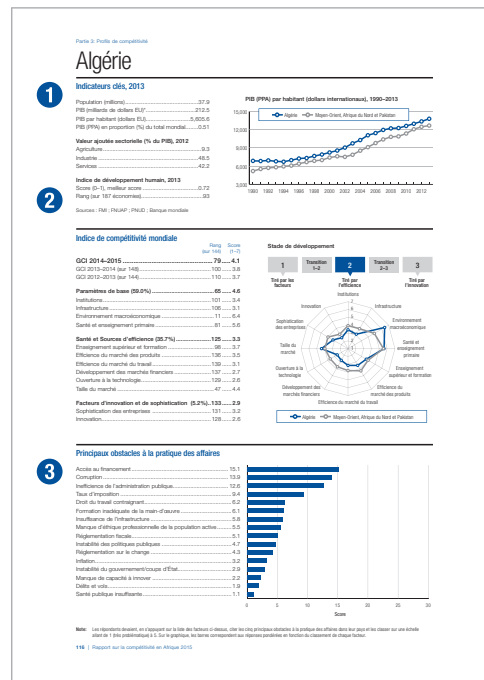
La section sur les Profils de compétitivité du *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015* donne, pour chacun des 38 pays africains étudiés, un profil sur deux pages présentant ses performances au regard de l'indice de compétitivité mondiale (Global Competitiveness Index, GCI), analysé au chapitre 1.1. Afin d'offrir le tableau le plus complet de la situation de l'Afrique, les données relatives au Bénin et au Libéria, qui s'appuient sur le *Rapport sur la compétitivité mondiale 2013-2014*, qui n'apparaissent pas dans le GCI 2014-2015, sont également incluses dans ces Profils.

PAGE 1

1 Principaux indicateurs

La première section répertorie un certain nombre d'indicateurs clés pour l'économie examinée :

- Les données sur la population, de même que les chiffres du produit intérieur brut (PIB), proviennent de l'édition d'octobre 2014 de la *base de données des Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international (FMI).
- Le PIB et le PIB par habitant sont indiqués en prix courants.
- Les données sur la valeur ajoutée sectorielle (en pourcentage du PIB) proviennent de la *base de données en ligne des Indicateurs du développement dans le monde* de la Banque mondiale (téléchargées le 15 décembre 2014).
- Le classement selon l'indice de développement humain (IDH) est calculé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et présenté dans le *Human Development Report : Statistical Update 2014*.
- Le graphique en haut à droite montre l'évolution du PIB par habitant calculé à parité de pouvoir d'achat (PPA) entre 1990 et 2013 (ou sur la période pour laquelle des données sont disponibles) de l'économie examinée (ligne bleue). La ligne grise représente la moyenne pondérée par le PIB du PIB par habitant du groupe d'économies auquel appartient l'économie examinée. Nous nous appuyons sur la classification du FMI (définie dans l'édition d'octobre 2014 des *Perspectives de l'économie mondiale*, qui



scinde le monde en six régions: *Europe émergente et en développement*; *Communauté des États Indépendants (CEI)*, qui inclut la Géorgie bien que ce pays ne soit pas membre de cette Communauté ; *Asie émergente et en développement*; *Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MENAP)*; *Afrique subsaharienne* ; *Amérique latine et Caraïbes et économies avancées*, ces dernières constituant une catégorie à part entière. Pour de plus amples informations concernant cette classification et les données, veuillez consulter le site www.imf.org/weo.

2 L'indice de compétitivité mondiale

Cette section sur les profils de compétitivité présente les performances de l'économie dans les différentes dimensions de l'indice de compétitivité mondiale (GCI). La première colonne de chiffres indique le classement du pays parmi les 144 économies prises en compte dans le GCI, et la seconde, ses scores. La contribution (en pourcentage) de chaque sous-indice au score

global selon le GCI est indiquée à côté de l'énoncé du sous-indice. Cette pondération dépend du stade de développement du pays. Pour des précisions sur la méthodologie de calcul du GCI, voir le chapitre 1.1.

Sur la droite, le graphique illustre les performances du pays pour chacun des 12 piliers du GCI (ligne bleue) par rapport au score moyen de l'ensemble des économies se trouvant au même stade de développement (ligne grise).

3 Principaux obstacles à la pratique des affaires

Le diagramme à barres situé au bas de la page résume les éléments jugés par les dirigeants d'entreprise comme les plus gênants pour la pratique des affaires dans leur pays. Ces informations sont tirées de l'édition 2014 de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise (l'Enquête) réalisée par le Forum économique mondial.¹ Les personnes interrogées devaient désigner, dans une liste de 16 éléments, les cinq les plus problématiques, et les classer de 1 (le plus problématique) à 5. Les résultats ont été compilés et pondérés en fonction du classement effectué par les répondants.

PAGE 2

4 L'indice de compétitivité mondiale en détail

Cette page détaille les performances du pays pour chacun des indicateurs entrant dans la composition de l'indice de compétitivité mondiale (GCI) 2014-2015. Les indicateurs sont organisés en piliers. Si un indicateur entre dans la composition du GCI au niveau de deux piliers différents, cette page n'en présente que la première occurrence.

- INDICATEUR, UNITE:** Cette colonne énonce l'intitulé de chaque indicateur et, le cas échéant, son unité de mesure (par exemple « jours » ou « % du PIB »). Les indicateurs qui ne sont pas issus de l'Enquête sont repérés par un astérisque (*). Les indicateurs provenant de l'Enquête sont toujours exprimés avec un score sur une échelle de 1 à 7, 7 correspondant au meilleur résultat.
- VALEUR:** Cette colonne présente le score du pays pour chaque variable composant le GCI.
- RANG/144:** Cette colonne présente la position du pays par rapport aux 144 économies couvertes par le GCI 2014-2015.

Les sections suivantes apportent des informations complémentaires et des définitions pour chacun de ces indicateurs.

1 Pour de plus amples informations sur l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise, voir le chapitre 1.3 du *Rapport sur la compétitivité mondiale 2014-2015*.

Page 3 Profils de compétitivité
Algérie

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	UNITE	VALEUR	RANG/144
Le pilier Infrastructures			
1.01 Coût de transport	...	2,7	37
1.02 Production de l'énergie industrielle	...	4,9	114
1.03 Débarquement de fret public	...	2,8	112
1.04 Coût de la téléphonie fixe	...	2,8	80
1.05 Rendement fibre et pots de sol	...	2,9	120
1.06 Rendement de la poste publique	...	3,5	85
1.07 Coût des services de transport	...	3,1	74
1.08 Coût des services de transport	...	3,1	74
1.09 Efficacité du cadre juridique, différencié	...	3,2	108
1.10 Efficacité du cadre juridique, réglementaire	...	2,9	104
1.11 Transparence des politiques publiques	...	3,6	107
1.12 Coût de la banque pour les entreprises	...	3,8	104
1.13 Coût de la banque et des services pour entreprises	...	4,0	93
1.14 Coût énergétique	...	4,5	84
1.15 Rendement des services de police	...	4,1	74
1.16 Coût de la téléphonie mobile	...	4,1	104
1.17 Régularité des services de transport	...	4,1	104
1.18 Efficacité des conseils d'administration	...	3,5	107
1.19 Production des services gouvernementaux	...	3,5	113
1.20 Production des services gouvernementaux	...	3,5	113
1.21 Production des services gouvernementaux	...	3,5	113
Le pilier Développement des marchés financiers			
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	...	3,6	102
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	...	3,1	107
2.03 Qualité de l'infrastructure financière	...	2,7	85
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	...	2,8	117
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	...	3,0	108
2.06 Qualité des services d'infrastructure financière	...	1,7	136
2.07 Qualité de l'infrastructure d'électricité	...	4,0	81
2.08 Amélioration des modes "100 habitant"	...	4,0	81
2.09 Logement intermédiaire basé "100 habitant"	...	4,0	81
Le pilier Environnement macroéconomique			
3.01 Score de crédit au FMI, % PIB	...	5,1	30
3.02 Épargne nationale brute, % PIB	...	5,1	4
3.03 Épargne nationale nette, % PIB	...	3,3	65
3.04 Dette publique, % PIB	...	3,2	8
3.05 Nette de crédit au pays, 0-100 (meilleur score)	...	3,0	65
Le pilier Santé et aménagement précoce			
4.01 Coût de la téléphonie fixe	...	2,8	80
4.02 Coût de la téléphonie mobile	...	4,0	47
4.03 Impact de la téléphonie sur les entreprises	...	4,0	47
4.04 Impact de la téléphonie sur les entreprises	...	4,0	47
4.05 Rendement de la fibre optique	...	4,1	114
4.06 Rendement de la fibre optique	...	4,1	114
4.07 Rendement de la fibre optique	...	4,1	114
4.08 Rendement de la fibre optique	...	4,1	114
4.09 Rendement de la fibre optique	...	4,1	114
4.10 Rendement de la fibre optique	...	4,1	114
Le pilier Développement humain et formation			
5.01 Taux d'inscription dans la scolarité, taux %	...	3,7	46
5.02 Taux d'inscription dans la scolarité, taux %	...	3,5	78
5.03 Qualité de l'éducation	...	3,0	114
5.04 Qualité de l'éducation	...	3,0	114
5.05 Qualité de l'éducation	...	3,0	114
5.06 Qualité de l'éducation	...	3,0	114
5.07 Qualité de l'éducation	...	3,0	114
5.08 Qualité de l'éducation	...	3,0	114
5.09 Qualité de l'éducation	...	3,0	114
5.10 Qualité de l'éducation	...	3,0	114
Le pilier Développement des marchés de produits			
6.01 Investissement en recherche et développement	...	3,8	106
6.02 Concentration de marché	...	3,3	108
6.03 Efficacité de la politique de concurrence	...	3,3	104
6.04 Effet de la fiscalité sur les investissements	...	3,3	85
6.05 Taux d'innovation, % de la production	...	7,5	127
Le pilier Efficacité des marchés de produits			
6.06 Nouveaux brevets pour invention enregistrée	...	1,4	139
6.07 Nouveaux brevets pour invention enregistrée	...	1,4	139
6.08 Coût de la politique agricole	...	3,3	114
6.09 Coût de la politique agricole	...	3,3	114
6.10 Taux des droits de douane, %	...	14,5	134
6.11 Rendement des services de transport	...	3,3	108
6.12 Rendement des services de transport	...	3,3	108
6.13 Rendement des services de transport	...	3,3	108
6.14 Rendement des services de transport	...	3,3	108
6.15 Rendement des services de transport	...	3,3	108
6.16 Rendement des services de transport	...	3,3	108
Le pilier Efficacité du marché de travail			
7.01 Rendement des services de transport	...	3,3	108
7.02 Rendement des services de transport	...	3,3	108
7.03 Profits d'entreprise et de financement	...	3,1	120
7.04 Coût de la banque et des services pour entreprises	...	3,8	104
7.05 PIB par tête de la population	...	3,3	108
7.06 Rendement des services de transport	...	3,3	108
7.07 Rendement des services de transport	...	3,3	108
7.08 Capacité du pays à attirer les talents	...	2,3	133
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	...	2,3	133
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. actif	...	0,21	144
Le pilier Développement des marchés financiers			
8.01 Disponibilité des services financiers	...	3,0	120
8.02 Accessibilité économique des services financiers	...	3,1	126
8.03 Rendement des services de transport	...	2,8	114
8.04 Disponibilité de la capital-risque	...	2,2	138
8.05 Sécurité des dépôts	...	2,4	132
8.06 Régulation des services financiers	...	2,2	136
8.07 Efficacité des services financiers	...	2,2	136
Le pilier Openness et la technologie			
9.01 Disponibilité des techniques les plus récentes	...	3,4	126
9.02 Acquisition des technologies par les entreprises	...	3,4	126
9.03 Coût de la banque et des services pour entreprises	...	3,8	104
9.04 International, %	...	16,5	138
9.05 Rendement de la fibre optique	...	4,1	114
9.06 Largeur de bande passante internationale, Mbps	...	25,2	72
9.07 Amélioration des modes "100 habitant"	...	4,0	81
Le pilier Taille de marché			
10.01 Taille du marché intérieur	...	4,2	45
10.02 Taille du marché intérieur	...	4,2	45
10.03 PIB interne de valeur ajoutée	...	285,5	45
10.04 Expansion du commerce du FMI	...	10,8	84
Le pilier Sophistication des entreprises			
11.01 Taux d'innovation	...	4,3	102
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	...	3,3	126
11.03 Niveau de développement des chaînes d'approvisionnement	...	3,3	126
11.04 Niveau de l'innovation commerciale	...	3,1	124
11.05 Rendement des services de transport	...	3,3	108
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	...	2,4	127
11.07 Disponibilité des processus de production	...	2,8	114
11.08 Disponibilité des processus de production	...	2,8	114
11.09 Disponibilité des processus de production	...	2,8	114
11.10 Disponibilité des processus de production	...	2,8	114
11.11 Disponibilité des processus de production	...	2,8	114
Le pilier Innovation			
12.01 Capacité d'innovation	...	2,7	143
12.02 Qualité des données de recherche	...	2,6	127
12.03 Capacité de R-D des entreprises	...	2,2	134
12.04 Collaboration université-entreprises pour la R-D	...	2,3	137
12.05 Acquisition par l'État de technologies innovantes	...	3,1	129
12.06 Disponibilité locale de compétences et d'ingénierie	...	4,2	61
12.07 Demande de brevets "100 habitant"	...	0,2	147

Note: Les scores indiqués sur une échelle de 1 à 7, 7 correspondant au meilleur résultat. (*) Pour de plus amples informations sur l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise, voir le chapitre 1.3 du *Rapport sur la compétitivité mondiale 2014-2015*.

L'ÉDITION EN LIGNE DU RAPPORT SUR LA COMPÉTITIVITÉ EN AFRIQUE 2015

Outre l'analyse présentée dans ce *Rapport*, le portail du *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015*, à l'adresse www.weforum.org/acr, propose des analyses supplémentaires et un certain nombre d'outils de visualisation, notamment des classements selon des critères de tri, des nuages de points, des graphiques à barres et des cartes. Ce portail offre aussi la possibilité de télécharger des parties de l'ensemble des données du GCI.

Notes techniques et sources

La présente section détaille les définitions et les sources de tous les indicateurs qui composent l'indice de compétitivité mondiale (GCI) 2014–2015. Pour de plus amples informations, veuillez vous reporter au *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015* (en anglais seulement: The Global Competitiveness Report 2014–2015).

Le GCI fait appel à deux types de données: des données de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise et des données provenant de sources autres que le Forum économique mondial (autorités nationales, organisations internationales et sources privées). Les données utilisées représentent les meilleures estimations disponibles au moment de la rédaction du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*. Il est possible que certaines aient été actualisées ou révisées après la publication du présent rapport.

Pour chaque indicateur, l'intitulé figure à la première ligne, précédé d'un numéro, qui permet de s'y reporter rapidement. La numérotation renvoie à la section des tableaux de données dans le *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*. Suit une description de l'indicateur ou, pour les données provenant de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise, l'intégralité de la question et les réponses correspondantes.

Indicateurs clés

0.01 Produit intérieur brut

[Produit intérieur brut en milliards de dollars EU courants | 2013](#)

Sources: Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'octobre 2014); sources nationales

0.02 Population

[Population totale en millions | 2013](#)

Sources: Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'octobre 2014); sources nationales

0.03 PIB par habitant

[Produit intérieur brut par habitant, en dollars EU courants | 2013](#)

Sources: Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'octobre 2014); sources nationales

0.04 PIB en part du PIB mondial

[Produit intérieur brut en parité de pouvoir d'achat, en pourcentage du PIB mondial | 2013](#)

Sources: Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'octobre 2014); sources nationales

1er pilier: Institutions

1.01 Droits de propriété

[Comment qualifieriez-vous la protection des droits de propriété, y compris de ceux portant sur les actifs financiers, dans votre pays? \[1 = très faible; 7 = très forte\] | moyenne pondérée sur 2013–14](#)

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.02 Protection de la propriété intellectuelle

[Comment qualifieriez-vous la protection de la propriété intellectuelle dans votre pays, mesures de lutte contre la contrefaçon comprises? \[1 = très faible; 7 = très forte\] | moyenne pondérée sur 2013–14](#)

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.03 Détournement de fonds publics

[Dans quelle mesure le détournement de fonds publics au profit d'entreprises, d'individus ou de groupes lié à la corruption est-il fréquent dans votre pays? \[1 = très fréquent; 7 = inexistant\] | moyenne pondérée sur 2013–14](#)

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.04 Confiance de la population dans la classe politique

[Comment jugeriez-vous le degré d'éthique de la classe politique de votre pays? \[1 = extrêmement faible; 7 = extrêmement élevé\] | moyenne pondérée sur 2013–14](#)

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.05 Paiements illicites et pots-de-vin

[Score moyen pour les cinq composantes de la question suivante de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise: Dans votre pays, dans quelle mesure est-il courant pour les entreprises de procéder à des paiements supplémentaires occultes ou de verser des pots-de-vin en rapport avec \(a\) des importations et des exportations; \(b\) des services publics; \(c\) le paiement annuel des impôts et taxes; \(d\) l'adjudication de marchés publics et l'attribution de licences; \(e\) l'obtention d'une décision judiciaire favorable? Dans chaque cas, la réponse s'échelonne entre 1 = très fréquent et 7 = inexistant | moyenne pondérée sur 2013–14](#)

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire

Dans votre pays, quel est le degré d'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis de l'influence des membres du gouvernement, des citoyens ou des entreprises? [1 = fortement influencé; 7 = complètement indépendant] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires

Dans votre pays, de quel degré de népotisme les agents de l'État font-ils généralement preuve vis-à-vis des entreprises et des individus avec lesquels ils ont de bonnes relations dans leurs décisions relatives aux politiques et aux marchés publics? [1 = font toujours preuve de népotisme; 7 = ne font jamais preuve de népotisme] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.08 Gaspillage des fonds publics

Comment qualifieriez-vous l'efficacité des dépenses publiques dans votre pays? [1 = source d'un gaspillage extrême; 7 = extrêmement efficace pour la délivrance des biens et services nécessaires] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.09 Poids de la réglementation

Dans quelle mesure est-il pesant pour les entreprises dans votre pays de se conformer aux exigences administratives de l'État (autorisations, réglementations, information financière)? [1 = extrêmement pesant; 7 = pas pesant du tout] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.10 Efficacité du cadre juridique pour le règlement des différends

Avec quelle efficacité le cadre juridique de votre pays permet-il aux entreprises privées de régler des différends? [1 = très grande inefficacité; 7 = grande efficacité] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.11 Efficacité du cadre juridique pour la contestation de la réglementation

Avec quelle efficacité le cadre juridique de votre pays permet-il aux entreprises privées de contester la légalité des actions publiques et/ou de la réglementation? [1 = très grande inefficacité; 7 = grande efficacité] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.12 Transparence des politiques publiques

Avec quelle facilité les entreprises de votre pays peuvent-elles obtenir des informations sur les changements apportés à la politique publique et à la réglementation applicables dans leur secteur? [1 = impossibilité; 7 = très grande facilité] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises

Dans quelle mesure la menace terroriste fait-elle peser des coûts sur les entreprises dans votre pays? [1 = dans une large mesure; 7 = pas du tout] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.14 Coût des délits et de la violence pour les entreprises

Dans quelle mesure les délits et la violence font-ils peser des coûts sur les entreprises dans votre pays? [1 = dans une large mesure; 7 = pas du tout] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.15 Crime organisé

Dans quelle mesure le crime organisé (racket de type mafieux, extorsion de fonds) fait-il supporter des coûts aux entreprises dans votre pays? [1 = dans une large mesure; 7 = pas du tout] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.16 Fiabilité des services de police

Dans quelle mesure est-il possible de se fier aux services de police dans votre pays pour faire régner l'ordre public? [1 = totalement impossible; 7 = entièrement possible] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.17 Comportement éthique des entreprises

Comment évalueriez-vous l'éthique des entreprises (respect de la déontologie dans les interactions avec les représentants des pouvoirs publics, les hommes politiques et les autres entreprises) de votre pays par rapport à celles des autres pays? [1 = très mauvaise, parmi les pires au monde; 7 = excellente, parmi les meilleures au monde] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.18 Rigueur des normes d'audit et d'information financière

Comment qualifieriez-vous les normes d'audit financier et d'information financière applicables aux entreprises de votre pays? [1 = extrêmement laxistes; 7 = extrêmement strictes] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.19 Efficacité des conseils d'administration

Comment caractériseriez-vous la gouvernance d'entreprise pratiquée par les investisseurs et les conseils d'administration dans votre pays? [1 = la direction a peu de comptes à rendre aux investisseurs et au conseil d'administration; 7 = la direction rend compte de manière poussée aux investisseurs et au conseil d'administration] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.20 Protection des intérêts des actionnaires minoritaires

Dans votre pays, dans quelle mesure les intérêts des actionnaires minoritaires sont-ils protégés par le système juridique? [1 = pas protégés du tout; 7 = intégralement protégés] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

1.21 Protection des investisseurs

Indice de protection des investisseurs sur une échelle de 0 à 10 (10 étant le meilleur score) | 2013

Cet indicateur combine l'indice de divulgation de l'information (transparence des transactions), l'indice mesurant la responsabilité des dirigeants (responsabilité pour les opérations avec des parties apparentées) et l'indice de facilité des poursuites judiciaires par les actionnaires (capacité des actionnaires à poursuivre les dirigeants et les administrateurs pour faute). Pour des détails sur la méthodologie employée et les hypothèses retenues pour calculer cet indicateur, veuillez consulter <http://www.doingbusiness.org/methodologysurveys/>.

Source: Banque mondiale/Société financière internationale, *Doing Business 2014: Comprendre les réglementations pour les petites et moyennes entreprises*

2e pilier: Infrastructure**2.01 Qualité générale de l'infrastructure**

Comment qualifieriez-vous l'infrastructure générale (par exemple l'infrastructure de transport, l'infrastructure de téléphonie et l'infrastructure énergétique) dans votre pays? [1 = extrêmement peu développée, parmi les pires au monde; 7 = étendue et efficiente, parmi les meilleures au monde] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

2.02 Qualité de l'infrastructure routière

Comment qualifieriez-vous l'infrastructure routière dans votre pays? [1 = extrêmement peu développée, parmi les pires au monde; 7 = étendue et efficiente, parmi les meilleures au monde] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire

Comment qualifieriez-vous le réseau ferré dans votre pays? [1 = extrêmement peu développé, parmi les pires au monde; 7 = étendu et efficient, parmi les meilleurs au monde] | moyenne pondérée sur 2013–14.

Cet indicateur ne s'applique pas aux économies dépourvues de liaisons ferroviaires régulières ou où le réseau ne couvre qu'une portion négligeable du territoire. L'évaluation de l'existence d'un réseau a été réalisée par le Forum économique mondial à partir de diverses sources.

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire

Comment qualifieriez-vous les installations portuaires dans votre pays? (Pour les pays enclavés: quel est le niveau d'accessibilité des installations portuaires?) [1 = extrêmement peu développées, parmi les pires au monde; 7 = bien développées et efficaces, parmi les meilleures au monde] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien

Comment qualifieriez-vous l'infrastructure de transport aérien dans votre pays? [1 = extrêmement peu développée, parmi les pires au monde; 7 = étendue et efficiente, parmi les meilleures au monde] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

2.06 Sièges-kilomètres aériens offerts

Nombre de sièges-kilomètres aériens offerts sur des vols réguliers, par semaine, au départ du pays (en millions) | 2014

Cet indicateur mesure la capacité totale de transport de passagers sur l'ensemble des vols réguliers, vols intérieurs compris, au départ d'un pays. On le calcule en additionnant, pour l'ensemble des vols réguliers sur une semaine, le nombre de sièges disponibles sur chaque vol multiplié par la distance du vol, en kilomètres. La valeur finale correspond à la moyenne hebdomadaire pour l'année (jan.-déc.), sur la base des vols planifiés à l'avance par les compagnies aériennes.

Source: Association internationale du transport aérien, SRS Analyser

2.07 Qualité de la fourniture d'électricité

Comment qualifieriez-vous la qualité de la fourniture d'électricité dans votre pays (absence de coupures et de variations de tension)? [1 = pas fiable du tout; 7 = extrêmement fiable] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

2.08 Abonnements de téléphonie mobile

Nombre d'abonnements à la téléphonie mobile cellulaire pour 100 habitants | 2013

Un abonnement à la téléphonie mobile est un abonnement à un service téléphonique mobile public qui donne accès au réseau téléphonique public commuté (RTPC) et qui utilise une technologie cellulaire, y compris les cartes SIM prépayées actives pendant les trois derniers mois. L'indicateur inclut les systèmes cellulaires tant analogiques que numériques (systèmes IMT-2000 de 3e génération, 3G) et les abonnements 4G, mais exclut les abonnements à des services de téléphonie mobile à large bande nécessitant des cartes de données ou des modems USB. Les abonnements aux services publics de données mobiles, aux services de radiocommunications privées mobiles multivoies, au service télépoint, aux services de radiomessagerie ou aux services de télémesure sont également exclus. On tient compte de tous les abonnements à des services mobiles cellulaires permettant des communications vocales.

Source: Union internationale des télécommunications, *ITU World Telecommunication/ICT Indicators Database 2014* (édition de juin 2014)

2.09 Lignes téléphoniques fixes

Nombre de lignes téléphoniques fixes actives pour 100 habitants | 2013

Une ligne téléphonique fixe est une ligne active qui relie l'équipement terminal de l'abonné au réseau public commuté (RTPC) et qui dispose d'un accès individualisé dans l'équipement de commutation téléphonique. Par ligne active, on entend une ligne qui a enregistré une activité au cours des trois derniers mois.

Source: Union internationale des télécommunications, *ITU World Telecommunication/ICT Indicators Database 2014* (édition de juin 2014)

3e pilier: Environnement macroéconomique

3.01 Solde du budget de l'État

Solde du budget de l'État en pourcentage du PIB | 2013

On calcule le solde du budget général de l'État en soustrayant le total des dépenses des recettes publiques globales. Il s'agit de l'un des principaux soldes des statistiques de finances publiques (SFP) qui mesure à quel point les administrations publiques mettent des ressources financières à la disposition d'autres secteurs de l'économie et des non-résidents (prêts nets), ou au contraire utilisent les ressources financières générées par d'autres secteurs et les non-résidents (emprunts nets). Ce solde peut donc être considéré comme un indicateur de l'impact financier de l'action des administrations publiques sur le reste de l'économie et sur les non-résidents. Les recettes se composent des recettes fiscales, des cotisations sociales, des dons à recevoir et d'autres recettes. Les recettes augmentent la valeur nette (différence entre les actifs et les passifs) dont dispose l'État. Le total des dépenses publiques générales se compose du total des dépenses et des acquisitions nettes d'actifs non financiers.

Sources: Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'avril 2014); sources nationales

3.02 Épargne nationale brute

Épargne nationale brute en proportion du PIB | 2013

L'*épargne nationale agrégée* se définit comme l'épargne du secteur public et du secteur privé en pourcentage du PIB, en valeur nominale. L'épargne nationale est égale à l'investissement intérieur brut plus le solde du compte courant.

Sources: Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'avril 2014); Banque mondiale, tableau *At-a-Glance*; Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Perspectives économiques 2014*; sources nationales

3.03 Inflation

Variation, en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation (moyenne annuelle) | 2013

Pour un taux d'inflation compris entre 0,5 et 2,9%, un pays reçoit le score le plus élevé possible, soit 7. En dehors de cette fourchette, le score décroît linéairement à mesure que le taux d'inflation s'éloigne de ces valeurs.

Sources: Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'avril 2014); sources nationales

3.04 Dette publique

Dette brute des administrations publiques, en pourcentage du PIB | 2013

La *dette brute* est constituée de tous les passifs obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Il s'agit d'engagements au titre de la dette sous la forme de droits de tirage spéciaux, de numéraire et de dépôts, de titres de dette, de crédits, d'assurances, de pensions et de dispositifs de garantie standardisés, ainsi que d'autres comptes à payer. Par conséquent, dans le système du *Manuel de statistiques de finances publiques 2001*, tous les passifs sont des dettes, sauf les actions, les parts de fonds d'investissement, les produits financiers dérivés et les options de souscription d'actions accordées à des salariés. Pour l'Australie, la Belgique, le Canada, Hong Kong (RAS), l'Islande, la Nouvelle-Zélande et la Suède, la dette publique englobe également les réserves techniques d'assurance, conformément à la définition du *Manuel de statistiques de finances publiques 2001*.

Sources: Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'avril 2014) et *Notes d'information au public* (diverses éditions); Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Programme des Nations Unies pour le développement, *Perspectives économiques en Afrique 2014*; sources nationales.

3.05 Note de crédit du pays

L'évaluation de la note de crédit du pays par Institutional Investor™ mesure la probabilité d'un défaut sur la dette souveraine, sur une échelle de 0 à 100 (100 étant la probabilité la plus faible) | mars 2014

L'évaluation de la note de crédit d'un pays élaborée par *Institutional Investor* repose sur les informations communiquées par les économistes seniors et les analystes de la dette souveraine des grandes banques, sociétés de gestion d'actifs et sociétés de placement en valeurs mobilières du monde entier. Deux fois par an, les répondants notent chaque pays sur une échelle de 0 à 100, 100 correspondant au risque de défaut le plus faible.

Institutional Investor's Country Credit Ratings (évaluation de la note de crédit des pays) est une marque de commerce déposée par Institutional Investor, LLC. Toute reproduction ou transmission de ce matériau requiert impérativement l'autorisation écrite de l'éditeur d'Institutional Investor, lequel peut être contacté à l'adresse publisher@institutionalinvestor.com. Copyright © Institutional Investor, LLC 2014.

Source: Institutional Investor

4e pilier: Santé et enseignement primaire

4.01 Incidence du paludisme

Nombre de cas de paludisme pour 100 000 habitants | 2012

Cet indicateur renvoie au nombre estimé de nouveaux cas de paludisme dans l'économie pour 100 000 habitants. *N.E.* et *L.S.* indiquent respectivement que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré la zone non endémique (*N.E.*) ou qu'elle l'a inscrite dans la liste supplémentaire (*L.S.*) des zones où le paludisme n'a jamais existé ou a disparu sans l'adoption de mesures spécifiques. Hong Kong, RAS et Porto Rico sont considérés comme non endémiques (*N.E.*) à la suite de l'évaluation par les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis.

Sources: Organisation mondiale de la Santé, *World Malaria Report 2013*; Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis, *Malaria Information and Prophylaxis* (consulté le 11 juillet 2014)

4.02 Impact du paludisme sur les entreprises

Quel impact aura, d'après vous, le paludisme sur votre entreprise dans les cinq prochaines années (par exemple en termes de décès, de cas d'incapacité, de dépenses médicales et funéraires, de productivité et d'absentéisme, de dépenses de recrutement et de formation, de recettes)? [1 = un impact grave; 7 = aucun impact] | moyenne pondérée sur 2013–14

Cet indicateur ne s'applique pas aux économies considérées comme non endémiques ou inscrites dans la liste supplémentaire, établie par l'Organisation mondiale de la Santé, des zones où le paludisme n'a jamais existé ou a disparu sans l'adoption de mesures spécifiques.

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

4.03 Incidence de la tuberculose

Nombre de cas de tuberculose pour 100 000 habitants | 2013

L'incidence de la tuberculose est le nombre estimatif des nouveaux cas de tuberculose pulmonaire ou extra-pulmonaire à frottis positif.

Sources: Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* (consulté le 18 juin 2014); sources nationales

4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises

Quel impact aura, d'après vous, la tuberculose sur votre entreprise dans les cinq prochaines années (par exemple en termes de décès, de cas d'incapacité, de dépenses médicales et funéraires, de productivité et d'absentéisme, de dépenses de recrutement et de formation, de recettes)? [1 = un impact grave; 7 = aucun impact] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

4.05 Prévalence du VIH

Taux de prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 49 ans | 2013

La *prévalence du VIH* désigne le pourcentage de personnes de 15 à 49 ans qui sont infectées à un moment donné, quel que soit le moment où la personne a été infectée. Les économies présentant un taux de prévalence inférieur ou égal à 0,2 pour cent sont toutes classées au premier rang et énumérées par ordre alphabétique.

Sources: Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* (consulté le 18 juin 2014); ONUSIDA, *Rapport sur l'épidémie mondiale de sida* (éditions de 2008, 2010, 2012 et 2013); sources nationales

4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises

Quel impact aura, d'après vous, le VIH/sida sur votre entreprise dans les cinq prochaines années (par exemple en termes de décès, de cas d'incapacité, de dépenses médicales et funéraires, de productivité et d'absentéisme, de dépenses de recrutement et de formation, de recettes)? [1 = un impact grave; 7 = aucun impact] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

4.07 Mortalité infantile

Mortalité des enfants de 0 à 12 mois pour 1 000 naissances vivantes | 2013

Le *taux de mortalité infantile* est le nombre d'enfants qui décèdent avant d'atteindre l'âge d'un an pour 1 000 naissances vivantes au cours d'une année donnée.

Sources: Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* (consulté le 18 juin 2014); sources nationales

4.08 Espérance de vie

Espérance de vie à la naissance (en années) | 2013

L'*espérance de vie à la naissance* indique le nombre d'années qu'un nouveau-né devrait vivre si les modèles de mortalité généraux au moment de sa naissance devaient rester les mêmes tout au long de sa vie.

Sources: Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* (consulté le 18 juin 2014); sources nationales

4.09 Qualité de l'enseignement primaire

Comment qualifieriez-vous la qualité des écoles primaires dans votre pays? [1 = mauvaise, parmi les pires au monde; 7 = excellente, parmi les meilleures au monde] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

4.10 Taux d'inscription dans le primaire

Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire | 2012

La valeur indiquée correspond au ratio des enfants ayant l'âge officiel de fréquenter l'école (tel que défini par le système d'éducation nationale) qui sont inscrits à l'école sur la population des enfants ayant l'âge officiel de fréquenter l'école. L'enseignement primaire (CITE niveau 1) vise à donner aux élèves un solide enseignement de base en lecture, en écriture et en mathématiques et des connaissances élémentaires dans d'autres matières telles que l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, les sciences sociales, le dessin et la musique.

Sources: *Centre de données* de l'Institut de statistique de l'UNESCO (consulté le 21 mai 2014); Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Regards sur l'éducation 2013*; Sistema de Información de tendencias Educativas de América Latina (SITEAL); sources nationales

5e pilier: Enseignement supérieur et formation**5.01 Taux d'inscription dans le secondaire**

Taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire | 2012

La valeur indiquée correspond au ratio des inscriptions totales dans le secondaire, quel que soit l'âge, sur la population du groupe d'âge qui correspond officiellement au niveau d'enseignement secondaire. L'enseignement secondaire (CITE niveaux 2 et 3) est destiné à compléter l'éducation de base commencée au niveau primaire et à jeter les bases de l'apprentissage tout au long de la vie et du développement humain, avec des programmes davantage orientés sur les matières ou les compétences, et recourant à des enseignants plus spécialisés.

Sources: *Centre de données* de l'Institut de statistique de l'UNESCO (consulté le 21 mai 2014); Sistema de Información de tendencias Educativas de América Latina (SITEAL); sources nationales

5.02 Taux d'inscription dans le supérieur

Taux brut d'inscription dans l'enseignement supérieur | 2012

La valeur indiquée correspond au ratio des inscriptions totales dans le supérieur, quel que soit l'âge, sur la population du groupe d'âge qui correspond officiellement au niveau d'enseignement supérieur. L'admission aux programmes d'enseignement supérieur (CITE niveaux 5 et 6), qu'il conduise ou non à un titre de chercheur de haut niveau, exige normalement que l'étudiant ait achevé avec succès le niveau secondaire..

Centre de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (consulté le 21 mai 2014); sources nationales

5.03 Qualité du système éducatif

Dans quelle mesure le système éducatif de votre pays répond-il aux besoins d'une économie compétitive? [1 = très mal; 7 = très bien] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

5.04 Qualité de l'enseignement mathématique et scientifique

Comment qualifieriez-vous la qualité de l'enseignement mathématique et scientifique dans les écoles de votre pays? [1 = mauvaise, parmi les pires au monde; 7 = excellente, parmi les meilleures au monde] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

5.05 Qualité des écoles de commerce

Comment qualifieriez-vous la qualité des écoles de commerce et de management de votre pays? [1 = mauvaise, parmi les pires au monde; 7 = excellente, parmi les meilleures au monde] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

5.06 Accès à Internet dans les écoles

Comment qualifieriez-vous le niveau d'accès à Internet dans les écoles de votre pays? [1 = inexistant; 7 = généralisé] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

5.07 Services de recherche et de formation spécialisés disponibles dans le pays

Dans quelle mesure trouvez-vous des services de recherche et de formation spécialisés de qualité dans votre pays? [1 = non disponibles; 7 = largement disponibles] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

5.08 Formation du personnel

Dans quelle mesure les entreprises de votre pays investissent-elles dans la formation et le développement de leur personnel? [1 = pas du tout; 7 = beaucoup] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

6e pilier: Efficience du marché des produits**6.01 Intensité de la concurrence locale**

Comment qualifieriez-vous l'intensité de la concurrence sur le marché local? [1 = pas intense du tout; 7 = extrêmement intense] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

6.02 Concentration du marché

Comment caractériseriez-vous l'activité des entreprises dans votre pays? [1 = dominée par quelques groupes; 7 = répartie entre de nombreuses entreprises] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

6.03 Efficacité de la politique de la concurrence

Dans quelle mesure la politique de la concurrence favorise-t-elle la concurrence dans votre pays? [1 = ne favorise pas la concurrence; 7 = favorise efficacement la concurrence] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir

Dans quelle mesure la fiscalité atténue-t-elle les incitations à investir dans votre pays? [1 = atténue significativement les incitations à investir; 7 = n'atténue pas du tout les incitations à investir] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

6.05 Taux d'imposition total

Cet indicateur combine l'impôt sur les bénéfices, les cotisations sociales et autres charges patronales et autres impôts et taxes (en pourcentage des bénéfices) | 2013

Le taux d'imposition total mesure le volume des taxes, des impôts et des cotisations obligatoires qu'une entreprise moyenne doit payer au cours de son deuxième exercice, exprimé en proportion du bénéfice commercial. Cinq catégories de taxes et impôts sont additionnées, après prise en compte des abattements et des exonérations: l'impôt sur les bénéfices ou sur le revenu des sociétés, les cotisations sociales et autres charges patronales payées par l'employeur, les impôts fonciers, la taxe sur le chiffre d'affaires et d'autres petites taxes. Pour des détails sur la méthodologie employée et les hypothèses retenues pour calculer cet indicateur, veuillez consulter <http://www.doingbusiness.org/methodologysurveys/>.

Source: Banque mondiale/Société financière internationale, *Doing Business 2014: Comprendre les réglementations pour les petites et moyennes entreprises*

6.06 Nombre de démarches nécessaires à la création d'une entreprise

Nombre de démarches nécessaires à la création d'une entreprise | 2013

Pour des détails sur la méthodologie employée et les hypothèses retenues pour calculer cet indicateur, veuillez consulter <http://www.doingbusiness.org/methodologysurveys/>.

Source: Banque mondiale/Société financière internationale, *Doing Business 2014: Comprendre les réglementations pour les petites et moyennes entreprises*

6.07 Délai nécessaire à la création d'une entreprise

Nombre de jours nécessaires au démarrage d'une entreprise | 2013

Pour des détails sur la méthodologie employée et les hypothèses retenues pour calculer cet indicateur, veuillez consulter <http://www.doingbusiness.org/methodologysurveys/>.

Source: Banque mondiale/Société financière internationale, *Doing Business 2014: Comprendre les réglementations pour les petites et moyennes entreprises*

6.08 Coût de la politique agricole

Comment caractériseriez-vous la politique agricole dans votre pays? [1 = est excessivement lourde pour l'économie; 7 = ménage un équilibre entre les intérêts des contribuables, des consommateurs et des producteurs] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

6.09 Prévalence des obstacles aux échanges commerciaux

Dans votre pays, dans quelle mesure les barrières non tarifaires (par exemple les normes sanitaires et sur les produits, les règles techniques et d'étiquetage) limitent-elles la capacité des biens importés à être compétitifs sur le marché national? [1 = la limitent fortement; 7 = ne la limitent pas du tout] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

6.10 Taux des droits de douane**Taux des droits de douane moyens pondérés par les échanges | 2013**

Un *droit de douane appliqué* est un droit de douane prélevé sur les importations de marchandises. Cet indicateur se calcule comme la moyenne pondérée de l'ensemble des droits de douane appliqués, y compris les droits préférentiels qu'un pays applique au reste du monde. Les pondérations dépendent de la structure des échanges du groupe de référence du pays importateur (données de 2012).

Source: Centre du commerce international, données Trade Competitiveness Map

6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger**Quelle est la prévalence de la participation des actionnaires étrangers au capital des entreprises de votre pays? [1 = très rare; 7 = très élevée] | moyenne pondérée sur 2013–14**

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

6.12 Impact de la réglementation de l'IDE sur les entreprises**Dans quelle mesure les règles et la réglementation encouragent ou au contraire découragent l'investissement direct étranger (IDE) dans votre pays? [1 = découragent fortement l'IDE; 7 = encouragent fortement l'IDE] | moyenne pondérée sur 2013–14**

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

6.13 Poids des procédures douanières**Comment qualifieriez-vous l'efficacité des procédures douanières (à l'entrée et à la sortie des marchandises) dans votre pays? [1 = pas efficaces du tout; 7 = extrêmement efficaces] | moyenne pondérée sur 2013–14**

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

6.14 Importations en pourcentage du PIB**Importations de biens et services en pourcentage du produit intérieur brut | 2013**

Le *total des importations* est la somme des importations totales de marchandises et de services commerciaux.

Sources: Organisation mondiale du commerce, base de données statistiques: séries temporelles sur les marchandises et les services commerciaux (consultée le 2 juillet 2014); Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'avril 2014); sources nationales

6.15 Degré d'orientation client**Comment les entreprises traitent-elles leurs clients dans votre pays? [1 = sont indifférentes à la satisfaction des clients; 7 = cherchent activement à répondre aux besoins des clients et à les fidéliser] | moyenne pondérée sur 2013–14**

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

6.16 Sophistication des acheteurs**Dans votre pays, comment les acheteurs prennent-ils leurs décisions d'achat? [1 = uniquement en recherchant le prix le plus bas; 7 = sur la base d'une analyse sophistiquée des caractéristiques de performances] | moyenne pondérée sur 2013–14**

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

7e pilier: Efficience du marché du travail**7.01 Coopération dans les relations personnel/employeurs****Comment qualifieriez-vous les relations personnel/employeurs dans votre pays? [1 = généralement conflictuelles; 7 = généralement coopératives] | moyenne pondérée sur 2013–14**

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

7.02 Souplesse dans la fixation des salaires**Comment les salaires sont-ils généralement fixés dans votre pays? [1 = via un processus de négociation centralisé; 7 = laissés à l'appréciation de chaque entreprise] | moyenne pondérée sur 2013–14**

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement**Comment caractériseriez-vous l'embauche et le licenciement de salariés dans votre pays? [1 = fortement entravés par la réglementation; 7 = extrêmement souples] | moyenne pondérée sur 2013–14**

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

7.04 Coût du licenciement**Coût du licenciement, en semaines de salaire | 2013**

Cet indicateur mesure le coût des exigences liées au préavis de licenciement, le coût des indemnités de licenciement et celui des amendes dues en cas de licenciement pour sureffectif, le tout exprimé en semaines de salaire. Pour des détails sur la méthodologie employée et les hypothèses retenues pour calculer cet indicateur, veuillez consulter <http://www.doingbusiness.org/methodologysurveys/>.

Sources: Banque mondiale/Société financière internationale, *Doing Business 2014: Comprendre les réglementations pour les petites et moyennes entreprises*; calculs du Forum économique mondial

7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler**Dans quelle mesure la fiscalité atténue-t-elle les incitations à travailler dans votre pays? [1 = atténue significativement les incitations à travailler; 7 = n'atténue pas du tout les incitations à travailler] | moyenne pondérée sur 2013–14**

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

7.06 Rémunération et productivité**Dans quelle mesure la rémunération est-elle liée à la productivité des travailleurs dans votre pays? [1 = n'est pas liée à la productivité des travailleurs; 7 = est fortement liée à la productivité des travailleurs] | moyenne pondérée sur 2013–14**

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

7.07 Professionnalisme de l'encadrement

Dans votre pays, qui occupe les postes d'encadrement supérieur? [1 = souvent des membres de la famille ou des amis, quel que soit leur niveau de compétence; 7 = essentiellement des cadres professionnels choisis pour leurs aptitudes et leurs qualifications] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

7.08 Capacité du pays à retenir les talents

Votre pays sait-il retenir les personnes talentueuses? [1 = les meilleurs et les plus brillants partent pour saisir des opportunités dans d'autres pays; 7 = les meilleurs et les plus brillants restent pour saisir des opportunités dans le pays] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

7.09 Capacité du pays à attirer les talents

Votre pays attire-t-il des personnes talentueuses de l'étranger? [1 = pas du tout; 7 = attire les meilleurs et les plus talentueux du monde entier] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

7.10 Participation des femmes à la population active

Ratio femmes/hommes dans la population active | 2012

Cette mesure correspond à la proportion de femmes de 15 à 64 ans dans la population active divisée par la proportion d'hommes de 15 à 64 ans dans la population active.

Sources: Organisation internationale du travail, *Key Indicators of the Labour Markets, 8th Edition*; sources nationales

8e pilier: Développement des marchés financiers**8.01 Disponibilité des services financiers**

Quelle est l'étendue de l'éventail des produits et services financiers que le secteur financier de votre pays propose aux entreprises à des coûts abordables? [1 = nulle; 7 = un vaste éventail] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

8.02 Accessibilité économique des services financiers

Dans quelle mesure les services financiers sont-ils économiquement accessibles pour les entreprises dans votre pays? [1 = pas accessibles du tout; 7 = accessibles] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

8.03 Financement via le marché boursier local

Dans quelle mesure est-il facile de lever des fonds par l'émission d'actions en Bourse dans votre pays? [1 = extrêmement difficile; 7 = extrêmement facile] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

8.04 Facilité d'accès aux prêts

Dans quelle mesure est-il facile ou difficile, dans votre pays, d'obtenir un prêt bancaire avec seulement un bon business plan et sans aucune garantie matérielle? [1 = extrêmement difficile; 7 = extrêmement facile] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

8.05 Disponibilité du capital-risque

Dans votre pays, dans quelle mesure est-il facile ou difficile, pour les entrepreneurs ayant des projets innovants mais risqués, de trouver du capital-risque? [1 = extrêmement difficile; 7 = extrêmement facile] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

8.06 Solidité des banques

Comment qualifieriez-vous la solidité des banques dans votre pays? [1 = extrêmement faible, les banques doivent parfois être recapitalisées; 7 = extrêmement forte, les banques sont généralement saines et présentent un bilan solide] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

8.07 Réglementation des Bourses des valeurs mobilières

Comment qualifieriez-vous la réglementation et la supervision des places boursières dans votre pays? [1 = pas du tout efficaces; 7 = extrêmement efficaces] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

8.08 Indice de fiabilité des garanties

Degré de protection juridique des emprunteurs et des prêteurs, sur une échelle de 0 à 10 (10 étant le meilleur score) | 2013

Cet indice évalue dans quelle mesure les lois sur le nantissement et la faillite protègent les droits des emprunteurs et des prêteurs, et donc facilitent les opérations de prêt. Pour des détails sur la méthodologie employée et les hypothèses retenues pour calculer cet indicateur, veuillez consulter [//www.doingbusiness.org/methodology-surveys/](http://www.doingbusiness.org/methodology-surveys/).

Source: Banque mondiale/Société financière internationale, *Doing Business 2014: Comprendre les réglementations pour les petites et moyennes entreprises*

9e pilier: Ouverture à la technologie**9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes**

Dans quelle mesure les dernières technologies en date sont-elles disponibles dans votre pays? [1 = pas du tout disponibles; 7 = largement disponibles] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

9.02 Assimilation des technologies par les entreprises

Dans quelle mesure les entreprises dans votre pays adoptent-elles les nouvelles technologies? [1 = ne les adoptent pas du tout; 7 = cherchent activement à les adopter] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

9.03 IDE et transfert de technologies

Dans quelle mesure les investissements directs étrangers (IDE) permettent-ils de faire entrer des technologies nouvelles dans votre pays? [1 = pas du tout; 7 = dans une large mesure, l'IDE constitue une source majeure de technologies nouvelles] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

9.04 Internautes

Pourcentage d'utilisateurs d'Internet | 2013

Internautes désigne les personnes ayant utilisé Internet par l'intermédiaire de tout type de dispositif (y compris un téléphone mobile) pendant l'année considérée. Ces données s'appuient sur des enquêtes menées généralement par les bureaux nationaux de la statistique, ou sont estimées à partir du nombre d'abonnements à Internet.

Source: Union internationale des télécommunications, *World Telecommunication/ICT Indicators 2014* (édition de juin 2014)

9.05 Abonnés Internet à haut débit

Nombre d'abonnés à Internet à haut débit pour 100 habitants | 2013

Cet indicateur correspond au nombre total d'abonnements à l'Internet (fixe) à haut débit (c'est-à-dire d'abonnements à un accès à haut débit à l'Internet public fixe, par une connexion TCP/IP, à un débit descendant supérieur ou égal à 256 kbit/s).

Source: Union internationale des télécommunications, *World Telecommunication/ICT Indicators 2014* (édition de juin 2014)

9.06 Largeur de bande Internet

Largeur de bande passante internationale (en kbits par seconde) par usager d'Internet | 2013

La *largeur de bande passante internationale* désigne la capacité totale de la largeur de bande Internet internationale mesurée en kbits par seconde (kb/s).

Source: Union internationale des télécommunications, *World Telecommunication/ICT Indicators 2014* (édition de juin 2014)

9.07 Abonnements mobiles à haut débit

Nombre d'abonnements mobiles à haut débit pour 100 habitants | 2013 ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles

Les *abonnements mobiles à haut débit* sont des cartes SIM actives ou, sur les réseaux CDMA, les connexions accédant à Internet à des débits de large bande supérieurs à 512 kb/s, à savoir des technologies cellulaires telles que HSPA, EVDO et autres. Cela inclut des connexions utilisés sur n'importe quel type d'appareil ayant accès à des réseaux mobiles à haut débit, notamment les smartphones, les modems USB, les hotspots mobiles ou d'autres appareils mobiles connectés.

Source: Union internationale des télécommunications, *World Telecommunication/ICT Indicators 2014* (édition de juin 2014)

10e pilier: Taille du marché

10.01 Indice de la taille du marché intérieur

Somme du produit intérieur brut et de la valeur des importations de biens et services, moins la valeur des exportations de biens et services, normalisée sur une échelle de 1 à 7 (7 étant le meilleur score) | 2013

On calcule la dimension du marché intérieur en prenant le logarithme naturel de la somme du produit intérieur brut (PIB), valorisé à parité de pouvoir d'achat (PPA), et de la valeur totale (estimations à PPA) des importations de biens et services, moins la valeur totale (estimations à PPA) des exportations de biens et services. Le résultat est ensuite normalisé sur une échelle de 1 à 7. Les estimations des importations et des exportations à PPA sont obtenues au moyen du produit des exportations en pourcentage du PIB et du PIB valorisé à PPA.

Source: Calculs du Forum économique mondial. Pour plus de détails, veuillez vous référer à l'annexe A du chapitre 1.1 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

10.02 Indice de la taille du marché extérieur

Valeur des exportations de biens et services, normalisée sur une échelle de 1 à 7 (7 étant le meilleur score) | 2013

On calcule la dimension du marché extérieur par le logarithme naturel de la valeur totale (estimations à PPA) des exportations de biens et services, normalisé sur une échelle de 1 à 7. Les estimations des exportations à PPA sont obtenues au moyen du produit des exportations en pourcentage du PIB et du PIB valorisé à PPA.

Source: Calculs du Forum économique mondial. Pour plus de détails, veuillez vous référer à l'annexe A du chapitre 1.1 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

10.03 PIB (PPA)

Produit intérieur brut valorisé à parité de pouvoir d'achat, en milliards de dollars internationaux | 2013

Sources: Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'avril 2014); sources nationales

10.04 Exportations en pourcentage du PIB

Total des exportations de biens et services en pourcentage du produit intérieur brut | 2013

Le *total des exportations* est la somme de l'ensemble des exportations de biens et services commerciaux.

Sources: Organisation mondiale du Commerce, base de données statistiques en ligne (consultée le 18 juin 2014); Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'avril 2014); sources nationales

11e pilier: Sophistication des entreprises

11.01 Nombre de fournisseurs locaux

Comment qualifieriez-vous la présence des fournisseurs locaux dans votre pays? [1 = quasiment inexistant; 7 = très nombreux] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

11.02 Qualité des fournisseurs locaux

Comment qualifieriez-vous la qualité des fournisseurs locaux dans votre pays? [1 = très mauvaise; 7 = très bonne] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

11.03 Niveau de développement des pôles d'entreprises

Comment qualifieriez-vous la prévalence de pôles d'entreprises bien développés et denses (concentrations géographiques d'entreprises, de fournisseurs, de producteurs de biens et de services liés et d'institutions spécialisées dans un domaine particulier) dans votre pays? [1 = inexistant; 7 = répandus dans de nombreux domaines] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

11.04 Nature de l'avantage concurrentiel

En quoi réside l'avantage concurrentiel des entreprises de votre pays sur les marchés internationaux? [1 = une main-d'œuvre ou des ressources naturelles à bon marché; 7 = des produits et procédés uniques en leur genre] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

11.05 Présence dans la chaîne de valeur

Quelle est l'ampleur de la présence des entreprises exportatrices de votre pays dans la chaîne de valeur? [1 = étroite, entreprises présentes avant tout à des niveaux isolés de la chaîne de valeur, par exemple dans l'extraction de ressources ou la production; 7 = large, entreprises présentes tout au long de la chaîne de valeur, par exemple non seulement dans la fabrication, mais aussi dans la conception, le marketing et la distribution] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

11.06 Contrôle local de la distribution à l'international

Dans quelle mesure la distribution et le marketing internationaux depuis votre pays sont-ils détenus et contrôlés par des entreprises locales? [1 = pas du tout, ils se font grâce à des entreprises étrangères; 7 = beaucoup, ils sont essentiellement détenus par des entreprises locales et sous leur contrôle] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

11.07 Sophistication des processus de production

Dans votre pays, quel est le niveau de sophistication des processus de production? [1 = nul, la production recourt à des processus à forte intensité de main-d'œuvre ou à des technologies anciennes; 7 = élevé, la production recourt à des processus sophistiqués, à forte intensité de savoir] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

11.08 Utilisation du marketing

Dans votre pays, dans quelle mesure les entreprises recourent-elles à des outils et techniques de marketing sophistiqués? [1 = pas du tout; 7 = beaucoup] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs

Dans votre pays, comment qualifieriez-vous la volonté de déléguer des pouvoirs à des subordonnés? [1 = inexistante, les cadres supérieurs prennent toutes les décisions importantes; 7 = forte, le pouvoir est largement délégué aux responsables de divisions et à d'autres cadres intermédiaires] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

12e pilier: Innovation**12.01 Capacité d'innovation**

Dans quelle mesure les entreprises ont-elles la capacité d'innover dans votre pays? [1 = pas du tout, 7 = beaucoup] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

12.02 Qualité des établissements de recherche scientifique

Comment qualifieriez-vous la qualité des établissements de recherche scientifique dans votre pays? [1 = extrêmement mauvaise, parmi les pires au monde; 7 = extrêmement bonne, parmi les meilleures au monde] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

12.03 Dépenses de R-D des entreprises

Quelle est l'ampleur des dépenses de recherche et développement (R-D) des entreprises dans votre pays? [1 = nulles; 7 = massives] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D

Dans quelle mesure les entreprises et les universités collaborent-elles en matière de recherche et développement (R-D) dans votre pays? [1 = ne collaborent pas du tout; 7 = collaborent beaucoup] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées

Dans quelle mesure les décisions d'achats des pouvoirs publics favorisent-elles l'innovation technologique dans votre pays? [1 = pas du tout; 7 = dans une large mesure] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs

Dans quelle mesure des scientifiques et des ingénieurs sont-ils disponibles dans votre pays? [1 = pas du tout; 7 = disponibles en grand nombre] | moyenne pondérée sur 2013–14

Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.3 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*

12.07 Demandes de brevets PCT

Nombre de demandes de brevets déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), par million d'habitants | moyenne sur 2010–2011

Cet indicateur mesure le nombre total de demandes de brevets déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), selon la date de priorité et la nationalité de l'inventeur, avec un calcul fractionnaire si une demande de brevet est déposée par plusieurs inventeurs. Le nombre moyen de demandes de brevets déposées en 2010 et 2011 est rapporté à la population de 2011. En l'absence de données fiables sur les demandes de brevets déposées en vertu du PCT pour Taïwan (Chine) et Hong Kong, RAS, deux économies avancées qui ne sont pas signataires du Traité, le nombre des demandes est estimé de la manière suivante: nous commençons par calculer le nombre moyen de toutes les demandes de brevets d'utilité déposées auprès de l'United States Patents and Trademarks Office (USPTO) pour 2010 et 2011. Nous calculons ensuite le nombre moyen de demandes de brevets au titre du PCT pour 2010 et 2011, avant de faire le ratio de ces deux moyennes (1,59). Pour le calcul des deux moyennes, seules les économies ayant déposé en moyenne au moins 100 demandes auprès de l'USPTO et 50 demandes au titre du PCT sur deux ans sont prises en compte. Taïwan et Hong Kong, RAS sont exclus dans les deux cas. Nous divisons ensuite le nombre de demandes déposées auprès de l'USPTO par des résidents de Taïwan (19 892) et de Hong Kong, RAS (1 024), respectivement, par le ratio ci-dessus afin de produire une estimation des demandes déposées au titre du PCT. Enfin, nous calculons les estimations par million d'habitants, soit 537,2 pour Taïwan et 90,3 pour Hong Kong, RAS. Ces estimations servent ensuite au calcul des scores de ces deux économies pour le pilier Innovation.

Sources: Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Base de données de brevets*, (juin 2014); pour la population: Fonds monétaire international, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (édition d'avril 2014); calculs du Forum économique mondial

Liste des pays

Pays	Page	Pays	Page	Pays	Page
Afrique du Sud	114	Ghana	142	Nigéria	170
Algérie	116	Guinée	144	Ouganda	172
Angola	118	Kenya	146	Rwanda	174
Bénin*	120	Lesotho	148	Sénégal	176
Botswana	122	Libéria*	150	Seychelles	178
Burkina Faso	124	Libye	152	Sierra Leone	180
Burundi	126	Madagascar	154	Swaziland	182
Cameroun	128	Malawi	156	Tanzanie	184
Cabo Verde	130	Mali	158	Tchad	186
Côte d'Ivoire	132	Mauritanie	160	Tunisie	188
Égypte	134	Maurice	162	Zambie	190
Éthiopie	136	Maroc	164	Zimbabwe	192
Gabon	138	Mozambique	166		
Gambie	140	Namibie	168		

* Les données relatives au Bénin et au Libéria s'appuient sur le GCI 2013–2014.

Afrique du Sud

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	53.0
PIB (milliards de dollars EU)*.....	350.8
PIB par habitant (dollars EU).....	6,621.1
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.65

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

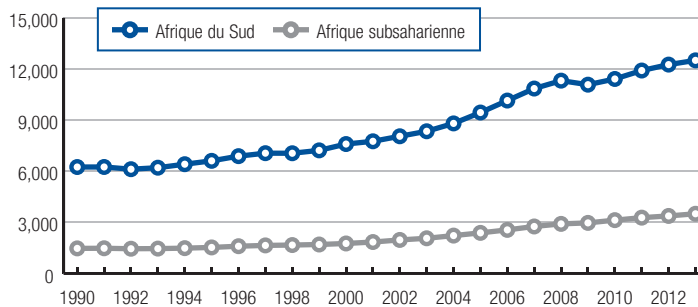
Agriculture.....	2.4
Industrie.....	27.6
Services.....	70.0

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.66
Rang (sur 187 économies).....	118

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

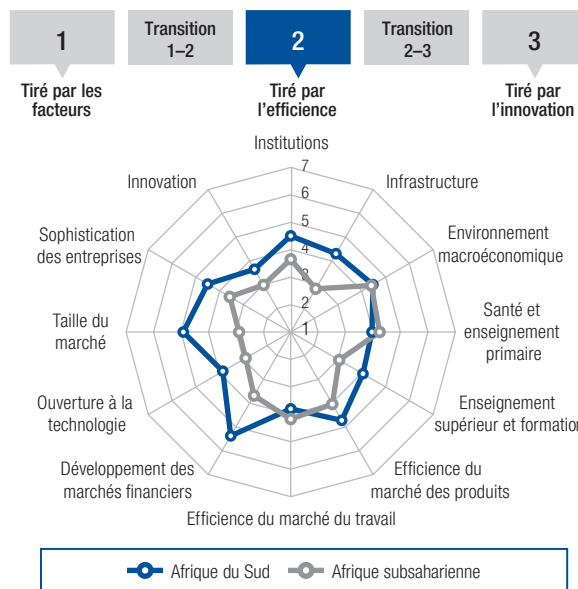
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



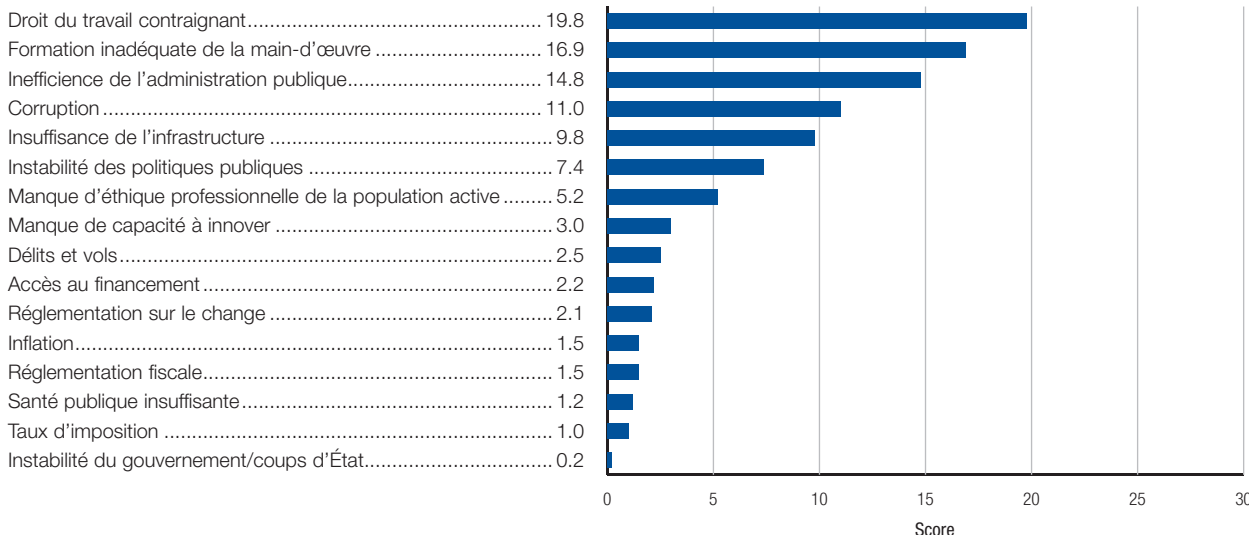
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	56	4.4
GCI 2013–2014 (sur 148).....	53	4.4
GCI 2012–2013 (sur 144).....	52	4.4
Paramètres de base (40.0%)	89	4.3
Institutions.....	36	4.5
Infrastructure.....	60	4.3
Environnement macroéconomique.....	89	4.5
Santé et enseignement primaire.....	132	4.0
Santé et Sources d'efficacité (50.0%)	43	4.4
Enseignement supérieur et formation.....	86	4.0
Efficacité du marché des produits.....	32	4.7
Efficacité du marché du travail.....	113	3.8
Développement des marchés financiers.....	7	5.4
Ouverture à la technologie.....	66	3.9
Taille du marché.....	25	4.9
Facteurs d'innovation et de sophistication (10.0%)	37	4.1
Sophistication des entreprises.....	31	4.5
Innovation.....	43	3.6

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

Afrique du Sud

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	5.6	20
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	5.3	22
1.03 Détournement de fonds publics	2.8	96
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.6	90
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	4.5	48
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	5.4	24
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.6	104
1.08 Gaspillage des fonds publics.....	2.8	89
1.09 Poids de la réglementation	2.8	120
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	5.2	15
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation.....	4.9	9
1.12 Transparence des politiques publiques.....	4.5	35
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	6.0	30
1.14 Coût délits et violence pour entreprises.....	2.8	133
1.15 Crime organisé.....	4.3	99
1.16 Fiabilité des services de police	3.6	102
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.7	35
1.18 Rigueur audit et info financière	6.7	1
1.19 Efficacité des conseils d'administration	6.0	3
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	6.1	2
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	8.0	10
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	4.5	59
2.02 Qualité de l'infrastructure routière.....	4.9	37
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire.....	3.4	44
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire.....	4.9	46
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	6.0	11
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*..	1,117.0	28
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	3.6	99
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	147.5	25
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	9.2	90
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-4.3	97
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	13.5	119
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	5.8	102
3.04 Dette publique, % PIB*	45.2	77
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	59.1	51
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	32.5	27
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	5.1	30
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	1,003.0	143
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	3.7	136
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*.....	17.9	140
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.4	136
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	33.3	105
4.08 Espérance de vie, années*.....	56.1	129
4.09 Qualité de l'enseignement primaire.....	2.4	133
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	85.0	118
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %* ...	101.9	24
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	19.2	93
5.03 Qualité du système éducatif	2.2	140
5.04 Qualité enseignement math et sciences	1.9	144
5.05 Qualité des écoles de commerce	5.2	24
5.06 Accès à Internet dans les écoles.....	3.2	117
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	4.5	44
5.08 Formation du personnel	4.9	18
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	5.5	36
6.02 Concentration du marché.....	4.0	48
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence.....	5.1	14
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir.....	4.3	26
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéficiaires*	30.1	41

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	5	32
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	19.0	90
6.08 Coût de la politique agricole.....	3.9	65
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux.....	4.8	23
6.10 Taux des droits de douane, %*	6.0	76
6.11 Prévalence de l'actionariat étranger.....	5.1	42
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.0	104
6.13 Poids des procédures douanières	4.1	62
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	40.7	85
6.15 Degré d'orientation client	4.6	67
6.16 Sophistication des acheteurs	4.0	31
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs.....	2.5	144
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires.....	2.7	139
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement.....	2.1	143
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	9.3	33
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler.....	4.5	15
7.06 Rémunération et productivité	2.7	136
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	5.5	21
7.08 Capacité du pays à retenir les talents.....	3.7	50
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.9	39
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.77	84
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers.....	6.1	6
8.02 Accessibilité économique des services financiers... 5.3	21	
8.03 Financement via le marché boursier local.....	5.4	3
8.04 Facilité d'accès aux prêts.....	3.5	32
8.05 Disponibilité du capital-risque.....	3.2	37
8.06 Solidité des banques.....	6.5	6
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières.....	6.4	1
8.08 Fiabilité des garanties*.....	7	43
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	5.5	39
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises... 5.4	29	
9.03 IDE et transfert de technologies	4.8	50
9.04 Internauts, %*	48.9	69
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	3.1	89
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	3.7	126
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* 25.2	74	
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	4.8	24
10.02 Taille du marché extérieur*	5.3	34
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	596.5	25
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	31.3	92
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux.....	4.8	47
11.02 Qualité des fournisseurs locaux.....	4.9	38
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	4.2	44
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.7	62
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.8	68
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international....	4.4	35
11.07 Sophistication des processus de production.....	4.5	38
11.08 Utilisation du marketing	5.2	24
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	4.5	27
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation.....	4.3	35
12.02 Qualité établissements de recherche.....	4.7	34
12.03 Dépenses de R-D des entreprises.....	3.4	48
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D... 4.5	31	
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.0	112
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs.	3.5	102
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*.....	6.5	45

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Algérie

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	37.9
PIB (milliards de dollars EU)*.....	212.5
PIB par habitant (dollars EU).....	5,605.6
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.51

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

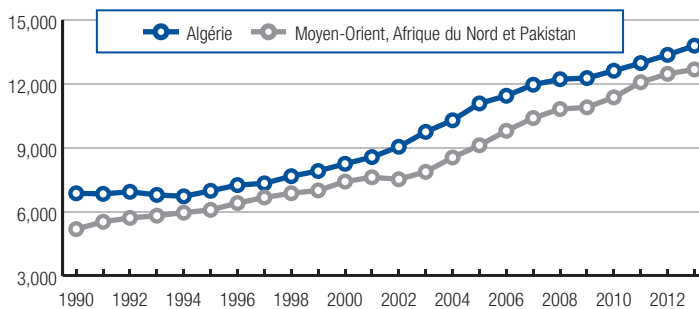
Agriculture.....	9.3
Industrie.....	48.5
Services.....	42.2

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.72
Rang (sur 187 économies).....	93

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

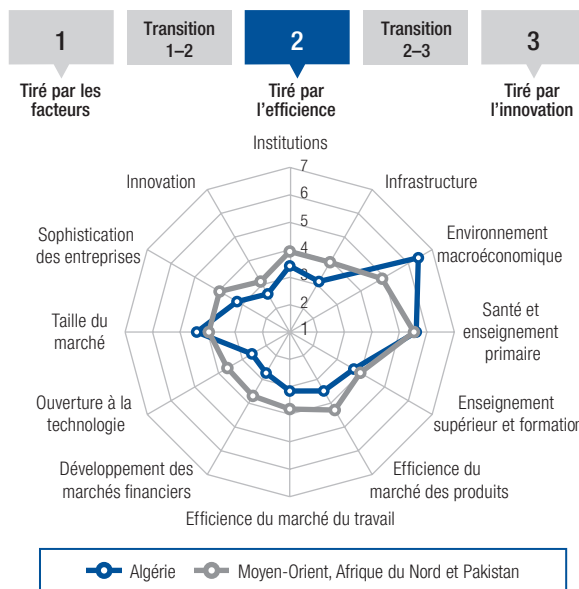
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



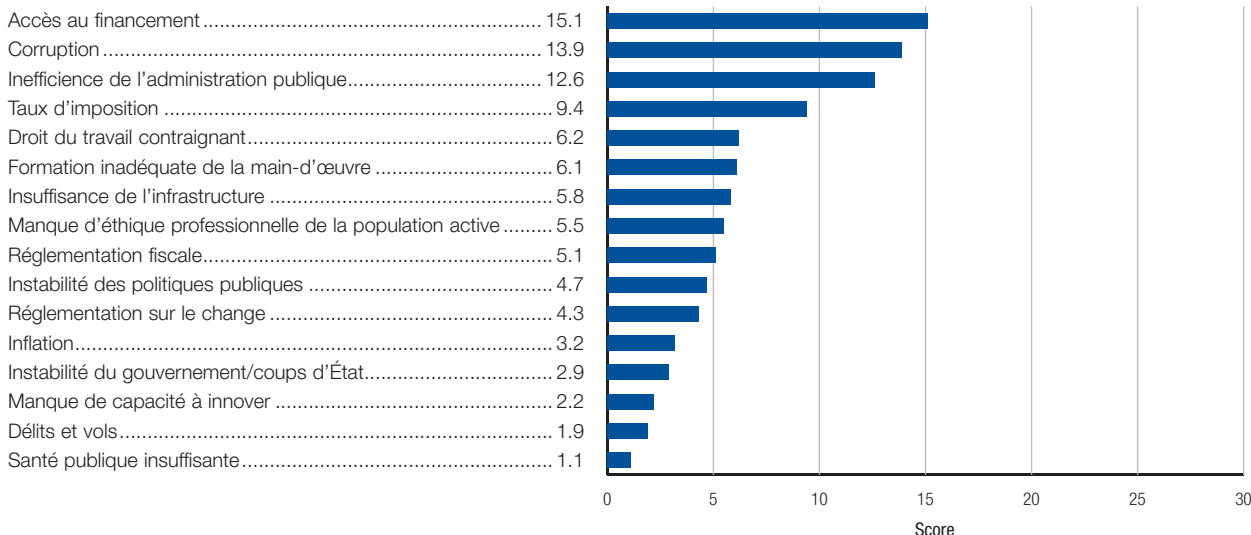
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	79	4.1
GCI 2013–2014 (sur 148).....	100	3.8
GCI 2012–2013 (sur 144).....	110	3.7
Paramètres de base (59.0%)	65	4.6
Institutions.....	101	3.4
Infrastructure.....	106	3.1
Environnement macroéconomique.....	11	6.4
Santé et enseignement primaire.....	81	5.6
Santé et Sources d'efficacité (35.7%)	125	3.3
Enseignement supérieur et formation.....	98	3.7
Efficacité du marché des produits.....	136	3.5
Efficacité du marché du travail.....	139	3.1
Développement des marchés financiers.....	137	2.7
Ouverture à la technologie.....	129	2.6
Taille du marché.....	47	4.4
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.2%) ..	133	2.9
Sophistication des entreprises.....	131	3.2
Innovation.....	128	2.6

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.7	97
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.9	114
1.03 Détournement de fonds publics	2.6	112
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.8	80
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.9	120
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.5	85
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.0	77
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.1	74
1.09 Poids de la réglementation	3.1	104
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.2	108
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	2.9	104
1.12 Transparence des politiques publiques	3.6	107
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	3.8	129
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.0	93
1.15 Crime organisé	4.3	94
1.16 Fiabilité des services de police	4.1	74
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.7	100
1.18 Rigueur audit et info financière	3.4	134
1.19 Efficacité des conseils d'administration	3.5	137
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.5	113
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)*	5.0	83
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.6	102
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.1	107
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.7	65
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	2.8	117
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.0	128
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	177.3	69
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	4.0	91
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	102.0	91
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	8.0	99
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	0.1	20
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	51.1	4
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	3.3	66
3.04 Dette publique, % PIB*	9.2	5
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	52.6	66
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	0.2	10
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	4.5	47
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	89.0	88
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.0	131
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	0.1	1
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.3	118
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	17.2	83
4.08 Espérance de vie, années*	70.9	90
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.8	121
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	97.3	41
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	97.6	46
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	31.5	78
5.03 Qualité du système éducatif	3.0	114
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.2	113
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.5	115
5.06 Accès à Internet dans les écoles	2.4	133
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.1	126
5.08 Formation du personnel	3.4	118
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	3.8	136
6.02 Concentration du marché	3.3	108
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.3	124
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.5	86
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	71.9	137

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	14	139
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	25.0	101
6.08 Coût de la politique agricole	3.3	114
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	3.7	135
6.10 Taux des droits de douane, %*	14.5	134
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	3.2	131
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	3.3	128
6.13 Poids des procédures douanières	2.8	137
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	31.7	111
6.15 Degré d'orientation client	3.6	125
6.16 Sophistication des acheteurs	3.0	102
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.6	130
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.6	104
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.1	122
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	17.3	83
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.3	97
7.06 Rémunération et productivité	3.3	123
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	2.6	141
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.3	133
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.3	133
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.21	144
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.0	133
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.1	135
8.03 Financement via le marché boursier local	2.1	134
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.8	72
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.2	108
8.06 Solidité des banques	3.4	133
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	2.2	136
8.08 Fiabilité des garanties*	3	113
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.4	136
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	3.4	138
9.03 IDE et transfert de technologies	3.9	115
9.04 Internauts, %*	16.5	108
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	3.3	87
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	26.3	72
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.0	133
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	4.2	45
10.02 Taille du marché extérieur*	4.9	52
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	285.5	45
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	33.8	84
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.3	102
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.3	136
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.3	105
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.1	104
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.1	126
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.4	127
11.07 Sophistication des processus de production	2.8	131
11.08 Utilisation du marketing	2.8	139
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.1	125
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	2.7	143
12.02 Qualité établissements de recherche	2.6	127
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.2	138
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	2.3	137
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.1	99
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	4.2	61
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.2	97

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Angola

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	20.8
PIB (milliards de dollars EU)*.....	124.2
PIB par habitant (dollars EU).....	5,964.5
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.16

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

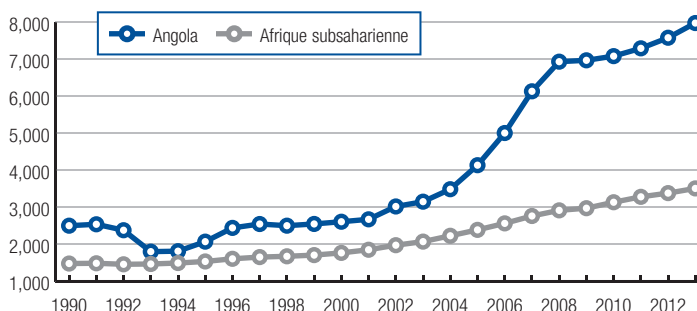
Agriculture.....	10.8
Industrie.....	57.0
Services.....	32.2

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.53
Rang (sur 187 économies).....	149

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

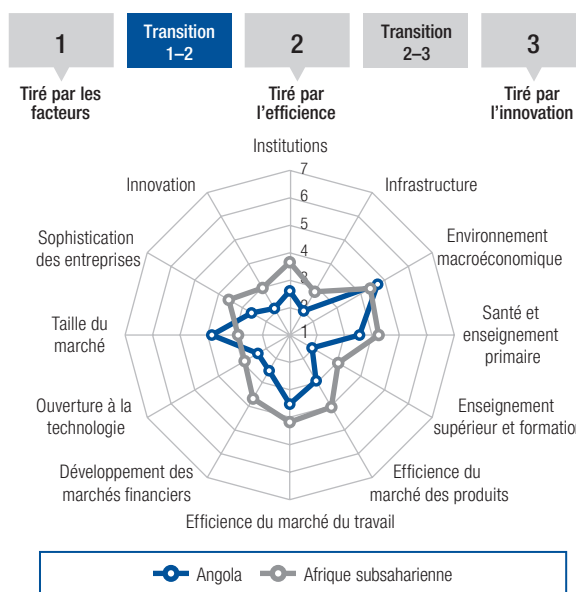
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



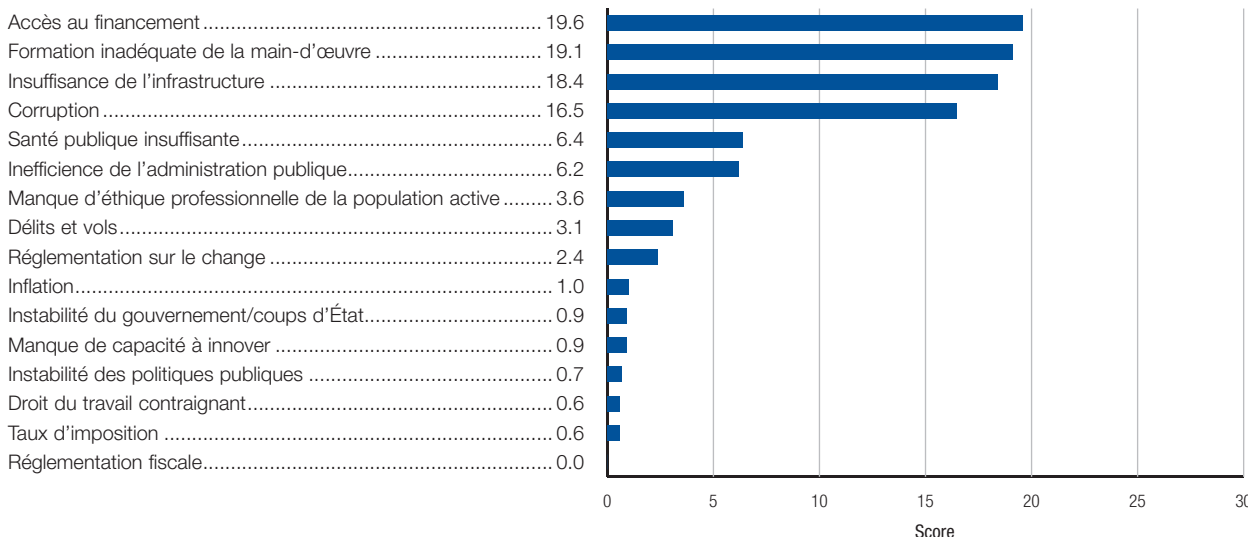
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	140	3.0
GCI 2013–2014 (sur 148).....	142	3.1
GCI 2012–2013 (sur 144).....	n/a	n/a
Paramètres de base (59.3%)	137	3.2
Institutions.....	143	2.6
Infrastructure.....	139	2.0
Environnement macroéconomique.....	71	4.7
Santé et enseignement primaire.....	136	3.5
Santé et Sources d'efficacité (35.6%)	140	2.8
Enseignement supérieur et formation.....	144	1.9
Efficacité du marché des produits.....	143	2.9
Efficacité du marché du travail.....	128	3.5
Développement des marchés financiers.....	140	2.5
Ouverture à la technologie.....	140	2.3
Taille du marché.....	65	3.8
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.2%) ..	144	2.4
Sophistication des entreprises.....	144	2.6
Innovation.....	142	2.1

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	2.5	141
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.3	138
1.03 Détournement de fonds publics	1.8	139
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	1.8	135
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.4	136
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.1	137
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.0	140
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.8	93
1.09 Poids de la réglementation	2.7	128
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	2.3	140
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	2.0	141
1.12 Transparence des politiques publiques	2.9	137
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	4.8	96
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.6	114
1.15 Crime organisé	3.5	128
1.16 Fiabilité des services de police	2.8	129
1.17 Comportement éthique des entreprises	2.6	144
1.18 Rigueur audit et info financière	2.6	141
1.19 Efficacité des conseils d'administration	2.7	143
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	2.5	142
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	5.3	68
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	2.2	141
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	2.3	138
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/Appl.	n/a
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	2.7	121
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.3	117
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	130.5	74
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	1.7	138
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	61.9	132
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	1.0	126
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-1.5	42
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	18.2	80
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	8.8	130
3.04 Dette publique, % PIB*	26.6	29
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	35.8	91
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	18,251.2	61
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	1.4	76
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	316.0	130
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	2.8	143
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	2.3	125
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	2.5	143
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	99.5	143
4.08 Espérance de vie, années*	51.5	137
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.0	143
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	85.7	115
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	31.5	135
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	7.5	121
5.03 Qualité du système éducatif	2.1	142
5.04 Qualité enseignement math et sciences	1.9	143
5.05 Qualité des écoles de commerce	2.3	140
5.06 Accès à Internet dans les écoles	2.4	132
5.07 Services de recherche et de formation disponibles ..	2.5	144
5.08 Formation du personnel	2.8	141
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	2.6	144
6.02 Concentration du marché	2.2	144
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	2.0	144
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.5	89
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	52.1	120

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	8	93
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	66.0	134
6.08 Coût de la politique agricole	3.2	118
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	2.9	144
6.10 Taux des droits de douane, %*	9.3	100
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	2.9	138
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	2.6	141
6.13 Poids des procédures douanières	1.8	143
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	38.9	92
6.15 Degré d'orientation client	2.4	144
6.16 Sophistication des acheteurs	2.3	138
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.2	142
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.1	122
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	2.6	137
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	31.0	132
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	4.0	41
7.06 Rémunération et productivité	2.5	141
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	2.2	142
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.7	53
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.8	50
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.83	66
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	2.3	143
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.2	128
8.03 Financement via le marché boursier local	1.4	144
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.2	122
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.3	98
8.06 Solidité des banques	4.1	115
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	1.2	144
8.08 Fiabilité des garanties*	3	113
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.2	139
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	2.9	143
9.03 IDE et transfert de technologies	3.9	117
9.04 Internauts, %*	19.1	104
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.2	119
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	2.0	140
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	12.1	94
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	3.5	69
10.02 Taille du marché extérieur*	4.8	56
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	130.1	63
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	62.3	32
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	2.4	144
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	2.2	144
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	2.6	141
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.6	135
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	2.6	144
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.5	118
11.07 Sophistication des processus de production	2.4	137
11.08 Utilisation du marketing	2.9	135
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	2.4	142
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	2.7	142
12.02 Qualité établissements de recherche	1.9	142
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.1	141
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	2.0	142
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	2.6	135
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs ..	2.5	144
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	119

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Bénin*

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	10.3
PIB (milliards de dollars EU)*.....	8.3
PIB par habitant (dollars EU).....	805.1
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.02

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2010

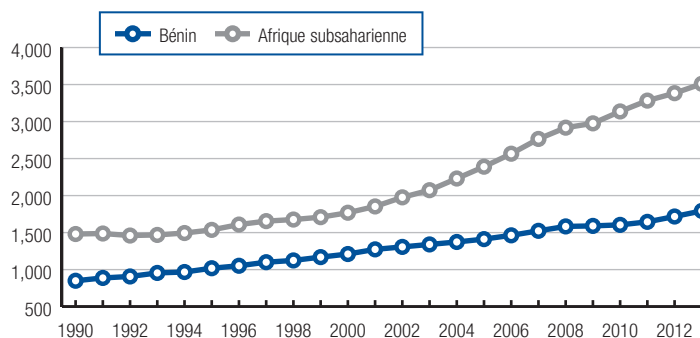
Agriculture.....	32.4
Industrie.....	13.2
Services.....	54.3

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.48
Rang (sur 187 économies).....	165

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

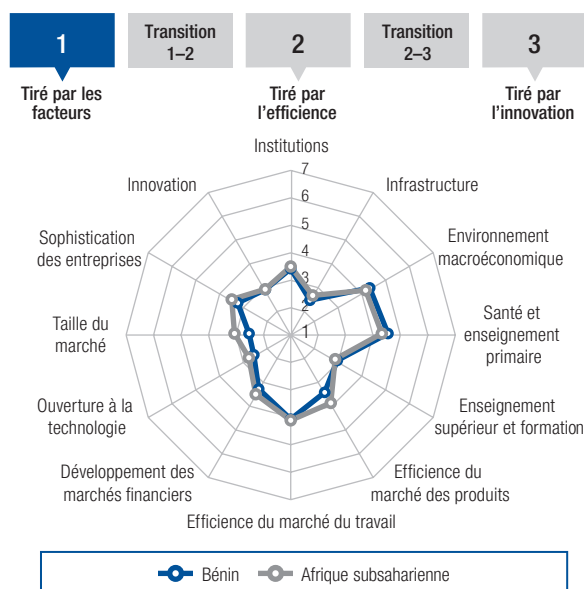
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



Indice de compétitivité mondiale

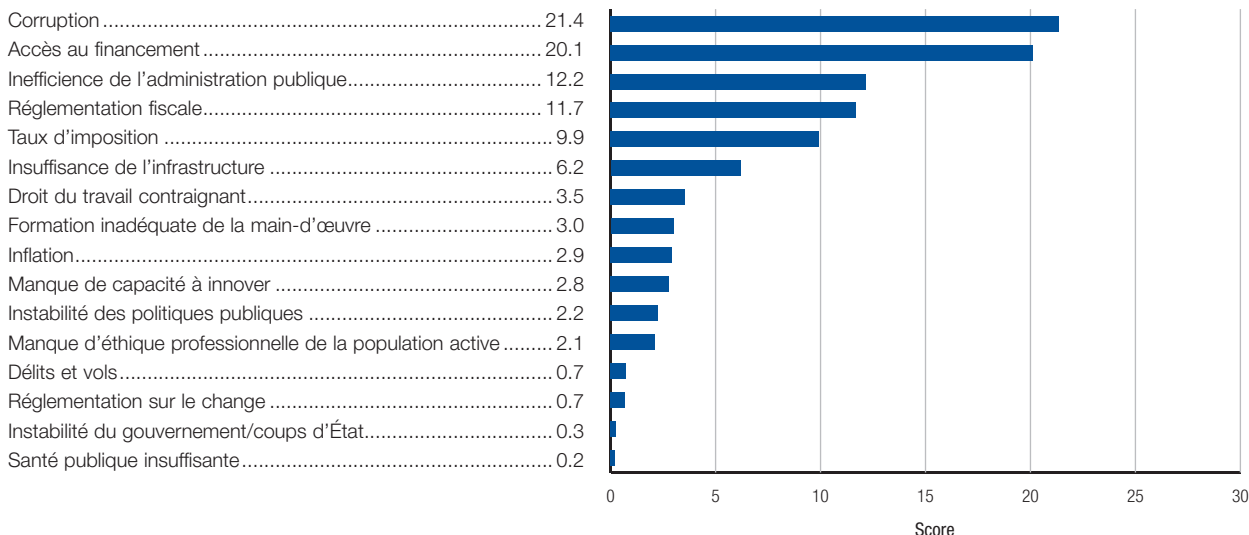
	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	n/a	n/a
GCI 2013–2014 (sur 148).....	130	3.4
GCI 2012–2013 (sur 144).....	119	3.6
Paramètres de base (60.0%)	125	3.7
Institutions.....	108	3.4
Infrastructure.....	129	2.4
Environnement macroéconomique.....	99	4.3
Santé et enseignement primaire.....	117	4.5
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	134	3.2
Enseignement supérieur et formation.....	123	3.0
Efficacité du marché des produits.....	139	3.5
Efficacité du marché du travail.....	94	4.1
Développement des marchés financiers.....	125	3.3
Ouverture à la technologie.....	134	2.5
Taille du marché.....	125	2.5
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	123	3.0
Sophistication des entreprises.....	132	3.2
Innovation.....	113	2.8

Stade de développement



* Le Bénin et le Libéria n'ont pas été inclus dans le GCI 2014–2015. Les données dans cette section renvoient donc au GCI 2013–2014.

Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur. Le Bénin et le Libéria n'ont pas été inclus dans le GCI 2014–2015. Les principaux obstacles à la pratique des affaires pour ces deux pays sont donc tirés de l'édition de 2013 de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise menée par le Forum économique mondial.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATOR	VALUE	RANK/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.4	118
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.1	101
1.03 Détournement de fonds publics	2.4	119
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.3	107
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.5	140
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.7	116
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.8	98
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.2	70
1.09 Poids de la réglementation	2.8	124
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	3.3	104
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	3.2	91
1.12 Transparence des politiques publiques	3.6	122
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.0	103
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.2	98
1.15 Crime organisé	4.6	92
1.16 Fiabilité des services de police	4.4	60
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.7	99
1.18 Rigueur audit et info financière	3.8	124
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.5	77
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.4	127
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	3.3	129
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	2.8	135
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	2.8	121
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	1.4	115
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.7	95
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.0	133
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	20.2	127
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.2	132
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	89.9	106
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	1.7	123
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-0.8	39
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	6.2	135
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	8.7	110
3.04 Dette publique, % PIB*	32.5	43
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	24.2	120
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	28,228.7	141
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.4	132
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	70.0	84
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	3.9	130
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	1.2	116
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.9	129
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	67.9	135
4.08 Espérance de vie, années*	56.0	128
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.3	100
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	92.1	92
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	51.4	119
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	10.6	115
5.03 Qualité du système éducatif	3.2	101
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.2	66
5.05 Qualité des écoles de commerce	4.3	73
5.06 Accès à Internet dans les écoles	2.0	140
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.8	95
5.08 Formation du personnel	3.1	136
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.7	89
6.02 Concentration du marché	3.4	104
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.2	134
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	2.5	141
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéficiaires*	65.9	135

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	5	30
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	26.0	99
6.08 Coût de la politique agricole	2.8	143
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	3.4	144
6.10 Taux des droits de douane, %*	10.5	112
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	3.2	138
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	3.2	138
6.13 Poids des procédures douanières	3.0	138
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	38.1	96
6.15 Degré d'orientation client	4.2	107
6.16 Sophistication des acheteurs	2.2	144
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.7	127
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.3	46
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.7	89
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	11.6	53
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.2	110
7.06 Rémunération et productivité	3.0	134
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.1	139
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.5	128
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.6	114
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.87	42
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.3	134
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.2	132
8.03 Financement via le marché boursier local	2.6	114
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.2	117
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.2	113
8.06 Solidité des banques	4.5	96
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	2.7	132
8.08 Fiabilité des garanties*	6	65
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.8	131
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.0	122
9.03 IDE et transfert de technologies	3.6	136
9.04 Internauts, %*	3.8	136
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.1	133
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	3.5	123
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.3	125
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.3	124
10.02 Taille du marché extérieur*	3.1	130
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	15.6	123
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	23.8	127
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	3.4	142
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.5	132
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	2.9	134
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.1	101
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.6	80
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.0	144
11.07 Sophistication des processus de production	3.3	108
11.08 Utilisation du marketing	3.2	126
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.1	132
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.0	114
12.02 Qualité établissements de recherche	2.9	118
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.7	118
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	2.7	131
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.2	100
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	4.3	59
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	112

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99. Le Bénin et le Libéria n'ont pas été inclus dans le GCI 2014-2015. Les données dans cette section renvoient donc au GCI 2013-2014.

Botswana

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	2.1
PIB (milliards de dollars EU)*.....	14.8
PIB par habitant (dollars EU).....	7,119.9
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.03

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

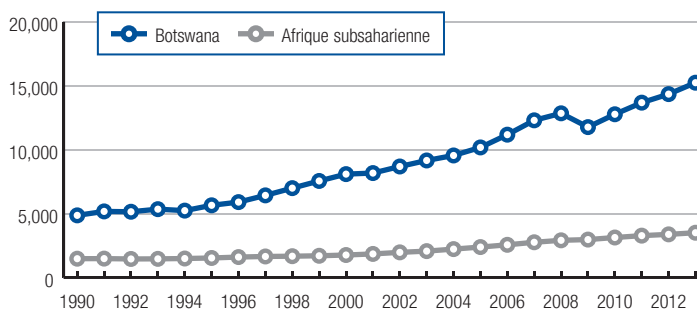
Agriculture.....	2.5
Industrie.....	36.9
Services.....	60.6

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.68
Rang (sur 187 économies).....	109

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

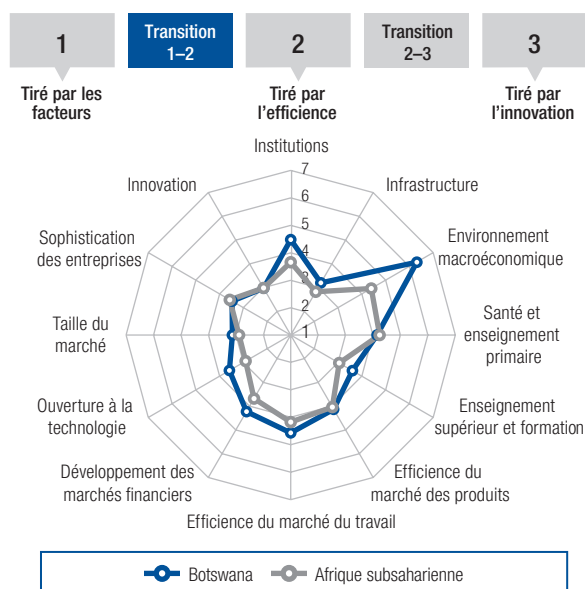
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



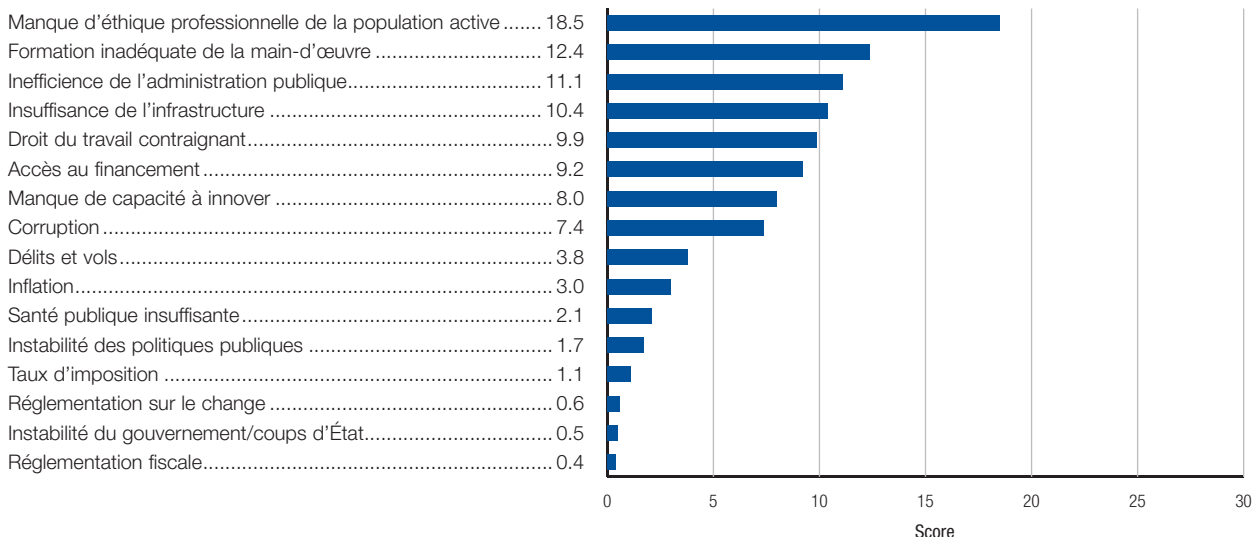
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	74	4.2
GCI 2013–2014 (sur 148).....	74	4.1
GCI 2012–2013 (sur 144).....	79	4.1
Paramètres de base (50.2%)	72	4.5
Institutions.....	39	4.5
Infrastructure.....	101	3.2
Environnement macroéconomique.....	13	6.3
Santé et enseignement primaire.....	127	4.1
Santé et Sources d'efficacité (42.4%)	84	3.9
Enseignement supérieur et formation.....	101	3.6
Efficacité du marché des produits.....	97	4.1
Efficacité du marché du travail.....	36	4.6
Développement des marchés financiers.....	57	4.2
Ouverture à la technologie.....	76	3.6
Taille du marché.....	97	3.1
Facteurs d'innovation et de sophistication (7.5%) ..	110	3.2
Sophistication des entreprises.....	116	3.5
Innovation.....	102	3.0

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148	INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions			6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
1.01 Droits de propriété	4.9	39	6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	9	106
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	4.2	42	6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	60.0	132
1.03 Détournement de fonds publics	4.3	36	6.08 Coût de la politique agricole.....	4.0	48
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.6	39	6.09 Obstacles aux échanges commerciaux.....	4.4	67
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	4.8	40	6.10 Taux des droits de douane, %*	5.9	75
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	4.9	35	6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger.....	5.5	16
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.5	42	6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.3	83
1.08 Gaspillage des fonds publics.....	4.1	26	6.13 Poids des procédures douanières	4.2	60
1.09 Poids de la réglementation	3.5	67	6.14 Importations en pourcentage du PIB*	59.5	43
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	4.4	32	6.15 Degré d'orientation client	3.5	132
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation.....	3.8	41	6.16 Sophistication des acheteurs	2.9	112
1.12 Transparence des politiques publiques.....	4.3	49	7e pilier: Efficience du marché du travail		
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	6.1	20	7.01 Relations personnel/employeurs.....	4.3	69
1.14 Coût délits et violence pour entreprises.....	4.1	90	7.02 Souplesse dans la fixation des salaires.....	5.4	42
1.15 Crime organisé.....	5.6	38	7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement.....	3.8	82
1.16 Fiabilité des services de police	4.3	63	7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	21.7	103
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.5	39	7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler....	4.6	14
1.18 Rigueur audit et info financière	5.2	43	7.06 Rémunération et productivité	3.8	82
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.8	57	7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.8	36
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.6	43	7.08 Capacité du pays à retenir les talents.....	3.5	59
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	6.0	45	7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.7	51
2e pilier: Infrastructure			7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.91	28
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.8	89	8e pilier: Développement des marchés financiers		
2.02 Qualité de l'infrastructure routière.....	4.0	67	8.01 Disponibilité des services financiers.....	4.4	72
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire.....	2.8	62	8.02 Accessibilité économique des services financiers... ..	4.2	67
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire.....	3.0	114	8.03 Financement via le marché boursier local.....	3.6	56
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.7	101	8.04 Facilité d'accès aux prêts.....	3.0	54
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	6.1	139	8.05 Disponibilité du capital-risque.....	2.7	67
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.4	127	8.06 Solidarité des banques.....	5.6	43
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	160.6	11	8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières.....	4.4	57
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	8.6	95	8.08 Fiabilité des garanties*.....	6	63
3e pilier: Environnement macroéconomique			9e pilier: Ouverture à la technologie		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	0.2	18	9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.4	92
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	38.7	12	9.02 Assimilation des technologies par les entreprises... ..	4.3	92
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	5.8	103	9.03 IDE et transfert de technologies	4.2	94
3.04 Dette publique, % PIB*	15.9	14	9.04 Internauts, %*	15.0	116
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	62.8	45	9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	1.1	104
4e pilier: Santé et enseignement primaire			9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	6.6	109
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	29.9	26	9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	74.1	19
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	4.8	39	10e pilier: Taille du marché		
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	408.0	133	10.01 Taille du marché intérieur*	2.9	97
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	3.7	138	10.02 Taille du marché extérieur*	3.9	97
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*.....	23.0	141	10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	34.1	99
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.2	139	10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	42.8	62
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	41.0	112	11e pilier: Sophistication des entreprises		
4.08 Espérance de vie, années*.....	47.0	143	11.01 Nombre de fournisseurs locaux.....	3.8	129
4.09 Qualité de l'enseignement primaire.....	3.7	85	11.02 Qualité des fournisseurs locaux.....	3.5	130
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	83.8	122	11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.3	104
5e pilier: Enseignement supérieur et formation			11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.2	92
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	81.7	94	11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.3	115
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	7.4	123	11.06 Contrôle local de la distribution à l'international....	3.2	134
5.03 Qualité du système éducatif	3.5	82	11.07 Sophistication des processus de production.....	3.3	109
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.6	96	11.08 Utilisation du marketing	3.6	110
5.05 Qualité des écoles de commerce.....	3.6	112	11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.4	99
5.06 Accès à Internet dans les écoles.....	3.4	108	12e pilier: Innovation		
5.07 Services de recherche et de formation disponibles ..	3.4	114	12.01 Capacité d'innovation.....	3.3	106
5.08 Formation du personnel	4.0	68	12.02 Qualité établissements de recherche.....	3.2	100
6e pilier: Efficience du marché des produits			12.03 Dépenses de R-D des entreprises.....	2.6	118
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.7	95	12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D... ..	3.1	105
6.02 Concentration du marché.....	3.1	121	12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.7	45
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence.....	3.9	75	12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs..	3.2	120
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir.....	4.7	14	12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.2	96
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	25.4	22			

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Burkina Faso

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	16.8
PIB (milliards de dollars EU)*.....	12.0
PIB par habitant (dollars EU).....	711.0
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.03

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

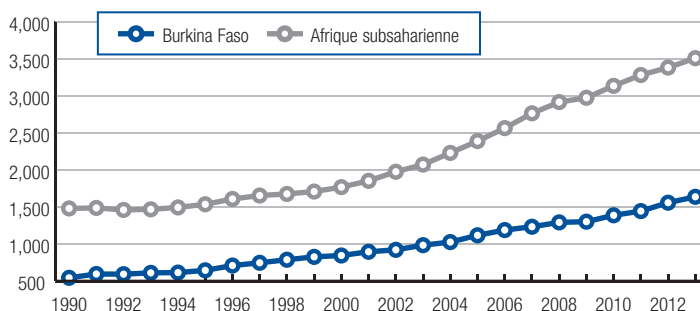
Agriculture.....	35.3
Industrie.....	26.2
Services.....	38.5

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.39
Rang (sur 187 économies).....	181

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

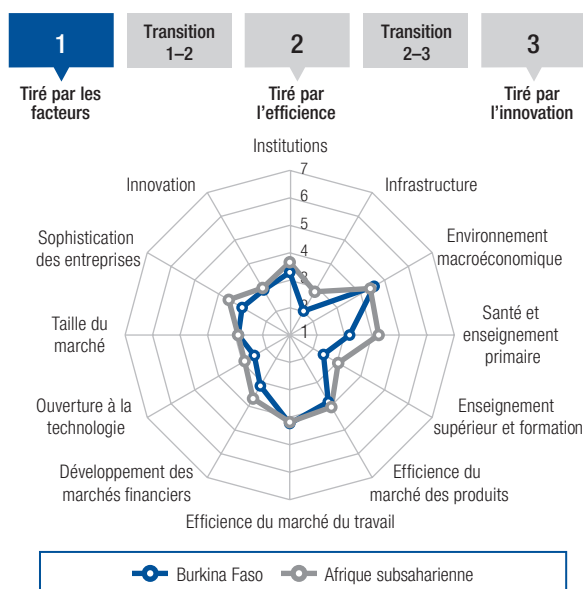
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



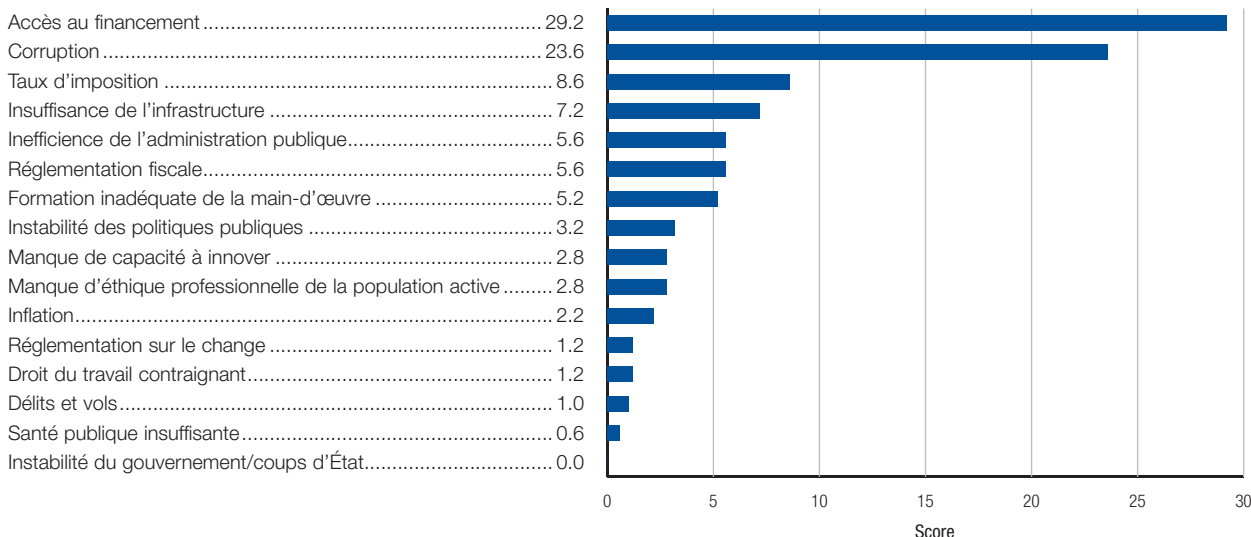
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	135	3.2
GCI 2013–2014 (sur 148).....	140	3.2
GCI 2012–2013 (sur 144).....	133	3.3
Paramètres de base (60.0%)	135	3.3
Institutions.....	117	3.3
Infrastructure.....	141	2.0
Environnement macroéconomique.....	83	4.5
Santé et enseignement primaire.....	141	3.2
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	132	3.2
Enseignement supérieur et formation.....	136	2.4
Efficacité du marché des produits.....	127	3.8
Efficacité du marché du travail.....	70	4.2
Développement des marchés financiers.....	127	3.1
Ouverture à la technologie.....	132	2.5
Taille du marché.....	111	2.9
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	128	2.9
Sophistication des entreprises.....	136	3.0
Innovation.....	107	2.9

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

Burkina Faso

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.5	109
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.4	85
1.03 Détournement de fonds publics	2.1	131
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.6	92
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.9	121
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.1	136
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.8	85
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.8	91
1.09 Poids de la réglementation	3.6	56
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.5	81
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	2.8	107
1.12 Transparence des politiques publiques	3.3	123
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	3.9	128
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.8	103
1.15 Crime organisé	4.6	84
1.16 Fiabilité des services de police	4.0	77
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.4	122
1.18 Rigueur audit et info financière	4.3	86
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.6	65
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.6	102
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	3.7	117
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	2.4	137
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	2.5	132
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	1.8	93
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.1	111
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.0	126
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	15.8	128
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	1.7	139
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	66.4	129
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.8	127
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-3.0	76
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	15.4	104
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	2.0	1
3.04 Dette publique, % PIB*	33.3	46
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	21.0	127
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	34,021.6	75
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.1	70
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	54.0	76
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.4	107
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	1.0	109
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.3	116
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	65.8	135
4.08 Espérance de vie, années*	55.9	130
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.1	109
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	66.4	137
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	25.9	141
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	4.6	130
5.03 Qualité du système éducatif	2.9	120
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.8	88
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.8	97
5.06 Accès à Internet dans les écoles	1.8	140
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.5	105
5.08 Formation du personnel	2.8	140
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.6	110
6.02 Concentration du marché	2.7	138
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.5	113
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.1	119
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéficiaires*	43.9	95

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	3	10
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	13.0	67
6.08 Coût de la politique agricole	3.7	82
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.3	83
6.10 Taux des droits de douane, %*	10.8	112
6.11 Prévalence de l'actionariat étranger	4.1	105
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.6	53
6.13 Poids des procédures douanières	3.6	93
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	39.2	90
6.15 Degré d'orientation client	4.1	101
6.16 Sophistication des acheteurs	1.9	144
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.1	94
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.3	50
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.1	53
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	10.5	43
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.7	63
7.06 Rémunération et productivité	3.1	130
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	2.9	136
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.0	99
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.4	125
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.88	39
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.4	130
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.1	134
8.03 Financement via le marché boursier local	2.2	127
8.04 Facilité d'accès aux prêts	1.6	138
8.05 Disponibilité du capital-risque	1.5	144
8.06 Solidité des banques	4.1	116
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.1	122
8.08 Fiabilité des garanties*	6	63
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.5	133
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	3.7	132
9.03 IDE et transfert de technologies	4.2	92
9.04 Internauts, %*	4.4	133
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.1	129
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	3.1	131
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	9.0	99
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.7	104
10.02 Taille du marché extérieur*	3.4	119
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	26.6	108
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	23.0	121
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.2	105
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.1	85
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	2.9	132
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.0	144
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.0	132
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.0	138
11.07 Sophistication des processus de production	2.4	138
11.08 Utilisation du marketing	3.1	129
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	2.1	144
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.4	99
12.02 Qualité établissements de recherche	3.4	90
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.3	128
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.2	103
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.2	96
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.5	107
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	113

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Burundi

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	9.0
PIB (milliards de dollars EU)*.....	2.7
PIB par habitant (dollars EU).....	303.0
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.01

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

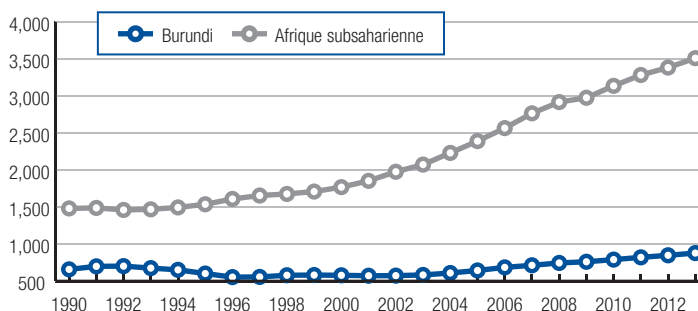
Agriculture.....	40.6
Industrie.....	16.9
Services.....	42.5

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.39
Rang (sur 187 économies).....	180

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

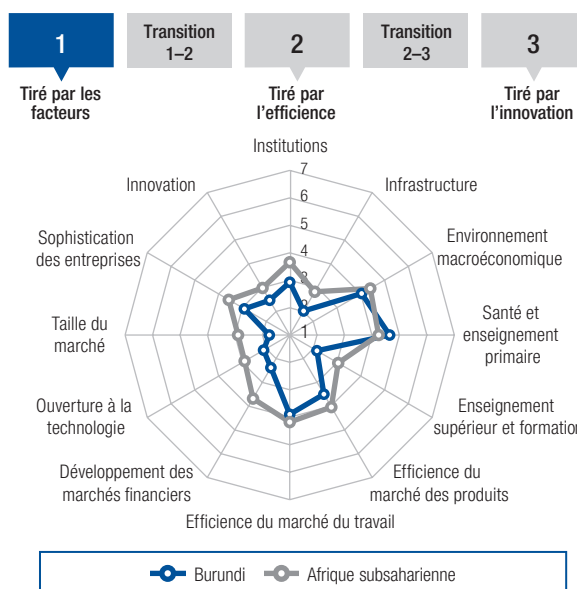
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



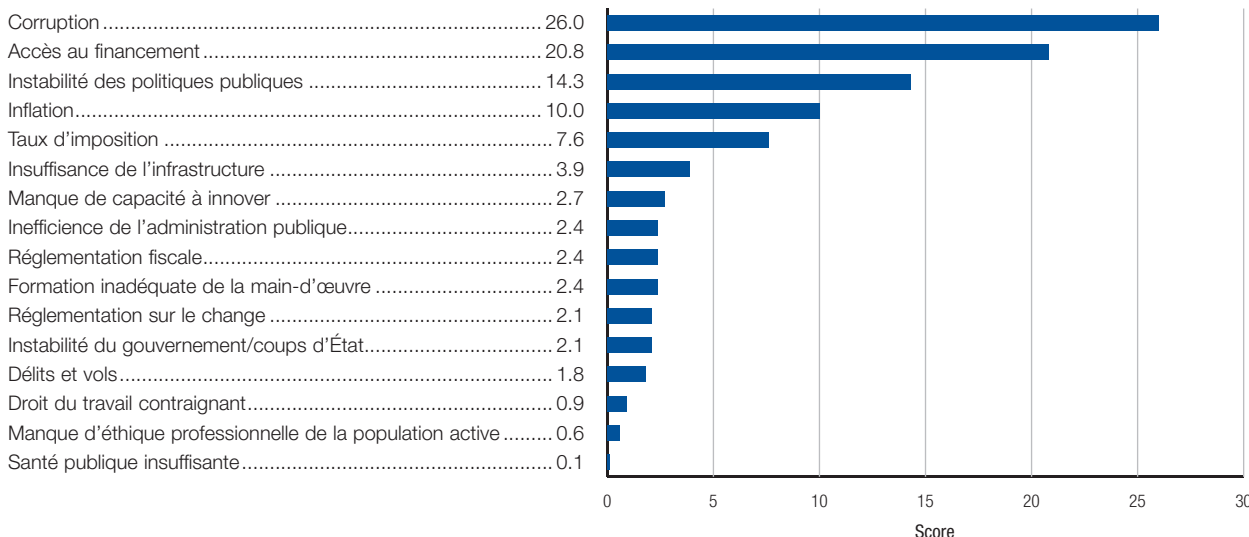
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	139	3.1
GCI 2013–2014 (sur 148).....	146	2.9
GCI 2012–2013 (sur 144).....	144	2.8
Paramètres de base (60.0%)	130	3.4
Institutions.....	132	2.9
Infrastructure.....	140	2.0
Environnement macroéconomique.....	112	4.0
Santé et enseignement primaire.....	114	4.6
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	144	2.6
Enseignement supérieur et formation.....	142	2.1
Efficacité du marché des produits.....	135	3.5
Efficacité du marché du travail.....	103	3.9
Développement des marchés financiers.....	142	2.4
Ouverture à la technologie.....	142	2.1
Taille du marché.....	141	1.7
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	137	2.7
Sophistication des entreprises.....	139	2.9
Innovation.....	133	2.5

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	2.8	134
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.6	131
1.03 Détournement de fonds publics	2.2	129
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.3	104
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.9	125
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	1.6	143
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.4	121
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.3	124
1.09 Poids de la réglementation	3.1	97
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	2.9	121
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	2.9	100
1.12 Transparence des politiques publiques	3.2	131
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	4.6	106
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.5	115
1.15 Crime organisé	3.8	122
1.16 Fiabilité des services de police	2.2	142
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.1	135
1.18 Rigueur audit et info financière	3.6	129
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.3	91
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.1	131
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	6.3	34
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	2.8	131
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.2	101
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/Apl.	n/a
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	2.8	119
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	2.6	135
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	1.8	142
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.1	132
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	25.0	143
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.2	141
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-1.9	52
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	-3.2	142
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	8.8	131
3.04 Dette publique, % PIB*	31.7	40
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	13.9	139
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	8,528.3	57
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.3	66
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	130.0	101
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	3.9	132
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	1.3	114
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.9	127
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	66.9	136
4.08 Espérance de vie, années*	53.6	135
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.5	131
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	94.0	70
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	28.5	137
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	3.2	136
5.03 Qualité du système éducatif	2.6	133
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.5	100
5.05 Qualité des écoles de commerce	2.6	138
5.06 Accès à Internet dans les écoles	1.7	142
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	2.8	138
5.08 Formation du personnel	2.9	137
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	3.9	134
6.02 Concentration du marché	3.4	99
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.1	134
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	2.6	138
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	51.6	118

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	3	10
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	5.0	14
6.08 Coût de la politique agricole	2.8	136
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	3.5	139
6.10 Taux des droits de douane, %*	8.7	95
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	2.8	139
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	3.3	129
6.13 Poids des procédures douanières	2.9	136
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	37.4	97
6.15 Degré d'orientation client	3.3	139
6.16 Sophistication des acheteurs	2.2	141
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.4	138
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.1	61
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.3	118
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	15.9	76
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	2.7	133
7.06 Rémunération et productivité	2.6	137
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	2.8	139
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.0	138
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	1.9	138
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	1.02	4
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	2.8	140
8.02 Accessibilité économique des services financiers ...	2.7	142
8.03 Financement via le marché boursier local	1.8	138
8.04 Facilité d'accès aux prêts	1.8	131
8.05 Disponibilité du capital-risque	1.9	129
8.06 Solidité des banques	2.9	140
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	1.9	141
8.08 Fiabilité des garanties*	3	113
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.1	141
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ...	3.2	141
9.03 IDE et transfert de technologies	3.3	140
9.04 Internauts, %*	1.3	142
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.0	142
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	11.2	95
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.0	132
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	1.8	139
10.02 Taille du marché extérieur*	1.7	143
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	5.8	139
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	6.0	143
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	3.6	137
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.3	135
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	2.7	138
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.7	122
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	2.9	136
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.1	135
11.07 Sophistication des processus de production	2.4	140
11.08 Utilisation du marketing	2.6	142
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	2.8	137
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	2.8	140
12.02 Qualité établissements de recherche	2.4	134
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.2	137
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ...	2.8	122
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	2.7	128
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.3	116
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	124

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Cameroun

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	22.0
PIB (milliards de dollars EU)*.....	29.3
PIB par habitant (dollars EU).....	1,330.7
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.06

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2007

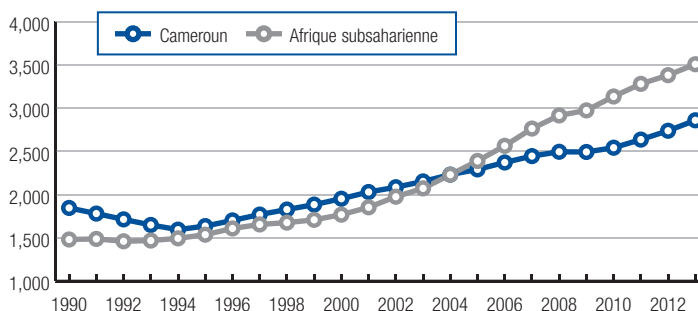
Agriculture.....	19.7
Industrie.....	31.0
Services.....	49.3

Indice de développement humain, 2013

Score (0-1), meilleur score.....	0.50
Rang (sur 187 économies).....	152

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

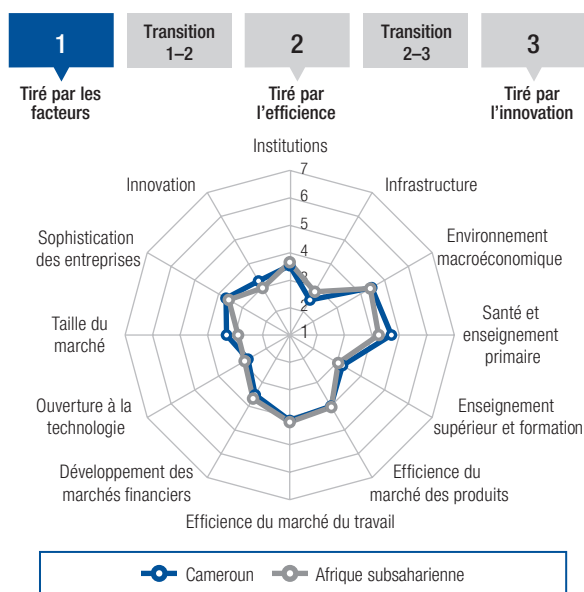
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990-2013



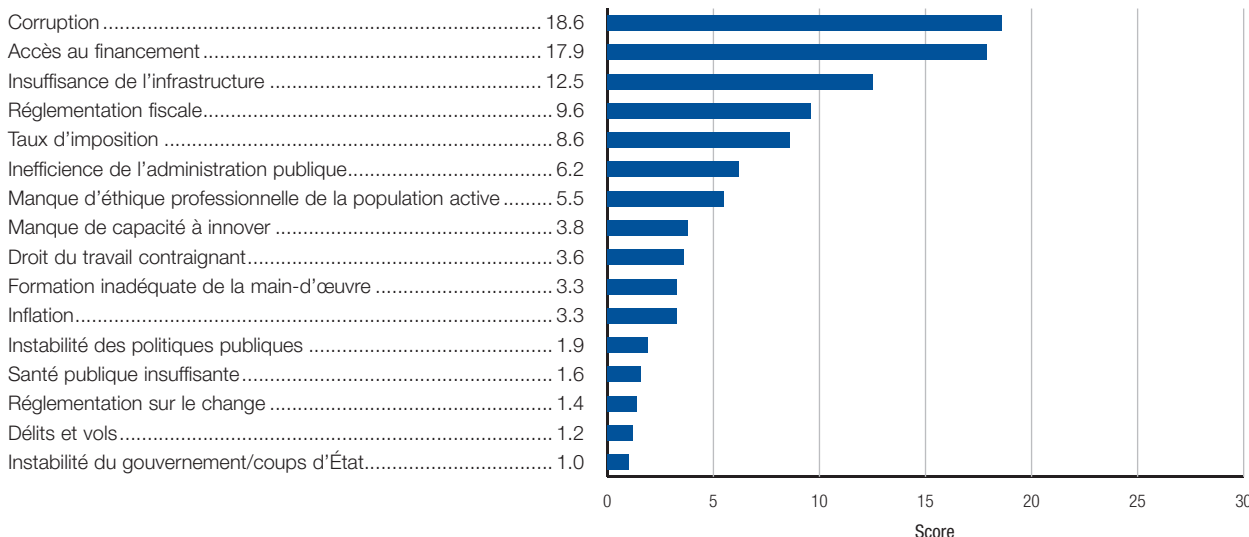
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1-7)
GCI 2014-2015	116	3.7
GCI 2013-2014 (sur 148).....	115	3.7
GCI 2012-2013 (sur 144).....	112	3.7
Paramètres de base (60.0%)	116	3.8
Institutions.....	91	3.5
Infrastructure.....	126	2.5
Environnement macroéconomique.....	90	4.4
Santé et enseignement primaire.....	112	4.7
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	113	3.5
Enseignement supérieur et formation.....	117	3.2
Efficacité du marché des produits.....	113	4.0
Efficacité du marché du travail.....	81	4.1
Développement des marchés financiers.....	108	3.5
Ouverture à la technologie.....	120	2.8
Taille du marché.....	91	3.3
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%)	84	3.5
Sophistication des entreprises.....	98	3.7
Innovation.....	71	3.3

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148	INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions			6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
1.01 Droits de propriété	3.6	99	6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	5	32
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.4	87	6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	15.0	75
1.03 Détournement de fonds publics	2.4	121	6.08 Coût de la politique agricole.....	3.3	112
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.6	87	6.09 Obstacles aux échanges commerciaux.....	3.9	120
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.1	115	6.10 Taux des droits de douane, %*	14.3	132
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.8	113	6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger.....	4.8	61
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.8	92	6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.5	69
1.08 Gaspillage des fonds publics.....	3.4	86	6.13 Poids des procédures douanières	3.6	90
1.09 Poids de la réglementation	2.8	79	6.14 Importations en pourcentage du PIB*	33.9	104
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.5	78	6.15 Degré d'orientation client	4.2	96
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation.....	3.3	74	6.16 Sophistication des acheteurs	2.8	123
1.12 Transparence des politiques publiques.....	4.0	62	7e pilier: Efficience du marché du travail		
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.0	87	7.01 Relations personnel/employeurs.....	3.6	128
1.14 Coût délits et violence pour entreprises.....	4.4	72	7.02 Souplesse dans la fixation des salaires.....	4.7	98
1.15 Crime organisé.....	4.6	79	7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement.....	4.2	38
1.16 Fiabilité des services de police	4.3	62	7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	15.3	72
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.7	97	7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler....	3.5	84
1.18 Rigueur audit et info financière	3.9	115	7.06 Rémunération et productivité	3.4	114
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.8	54	7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.6	109
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.9	86	7.08 Capacité du pays à retenir les talents.....	3.0	102
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	4.3	105	7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.9	101
2e pilier: Infrastructure			7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.85	55
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.2	116	8e pilier: Développement des marchés financiers		
2.02 Qualité de l'infrastructure routière.....	2.9	116	8.01 Disponibilité des services financiers.....	3.8	106
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire.....	2.8	63	8.02 Accessibilité économique des services financiers... 3.7	109	
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire.....	3.6	95	8.03 Financement via le marché boursier local.....	2.9	101
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.3	118	8.04 Facilité d'accès aux prêts.....	2.5	92
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	51.4	99	8.05 Disponibilité du capital-risque.....	2.3	102
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.4	126	8.06 Solidité des banques.....	4.5	92
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	70.4	123	8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières.....	2.9	126
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	3.6	109	8.08 Fiabilité des garanties*.....	6	63
3e pilier: Environnement macroéconomique			9e pilier: Ouverture à la technologie		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-4.2	95	9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.1	112
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	16.2	96	9.02 Assimilation des technologies par les entreprises... 4.4	84	
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	2.1	1	9.03 IDE et transfert de technologies	4.4	83
3.04 Dette publique, % PIB*	18.6	16	9.04 Internauts, %*	6.4	127
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	25.9	118	9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.1	130
4e pilier: Santé et enseignement primaire			9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	3.2	130
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	17,051.0	58	9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.0	133
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.8	59	10e pilier: Taille du marché		
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	238.0	125	10.01 Taille du marché intérieur*	3.1	85
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.1	127	10.02 Taille du marché extérieur*	3.8	99
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*.....	4.5	131	10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	53.3	88
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.0	124	10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	23.0	124
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan* 61.1	131		11e pilier: Sophistication des entreprises		
4.08 Espérance de vie, années*.....	54.6	134	11.01 Nombre de fournisseurs locaux.....	4.4	93
4.09 Qualité de l'enseignement primaire.....	3.7	81	11.02 Qualité des fournisseurs locaux.....	3.9	103
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	91.5	93	11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.5	87
5e pilier: Enseignement supérieur et formation			11.04 Nature de l'avantage concurrentiel.....	3.2	97
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	50.4	121	11.05 Présence dans la chaîne de valeur	4.0	48
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	11.9	110	11.06 Contrôle local de la distribution à l'international....	3.4	125
5.03 Qualité du système éducatif	3.8	62	11.07 Sophistication des processus de production.....	3.5	93
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.3	65	11.08 Utilisation du marketing.....	3.8	98
5.05 Qualité des écoles de commerce.....	4.4	58	11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.4	108
5.06 Accès à Internet dans les écoles.....	2.7	127	12e pilier: Innovation		
5.07 Services de recherche et de formation disponibles 4.0	77		12.01 Capacité d'innovation.....	3.8	64
5.08 Formation du personnel	4.0	69	12.02 Qualité établissements de recherche.....	3.5	83
6e pilier: Efficience du marché des produits			12.03 Dépenses de R-D des entreprises.....	3.3	53
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.6	109	12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D... 3.4	82	
6.02 Concentration du marché.....	3.8	65	12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.8	41
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence.....	3.9	78	12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs. 4.1	64	
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir.....	3.4	98	12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.1	107
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	48.8	108			

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Cabo Verde

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	0.5
PIB (milliards de dollars EU)*.....	1.9
PIB par habitant (dollars EU).....	3,633.1
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.00

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

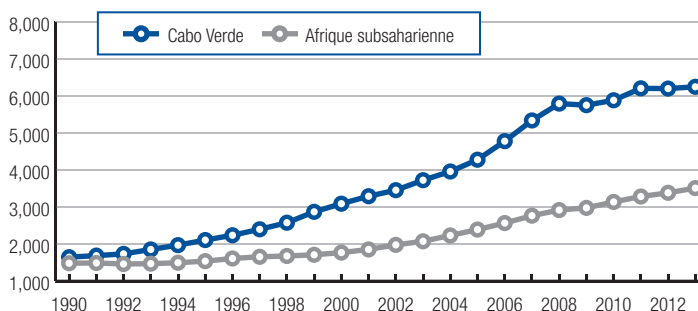
Agriculture.....	8.1
Industrie.....	17.0
Services.....	74.9

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.64
Rang (sur 187 économies).....	123

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

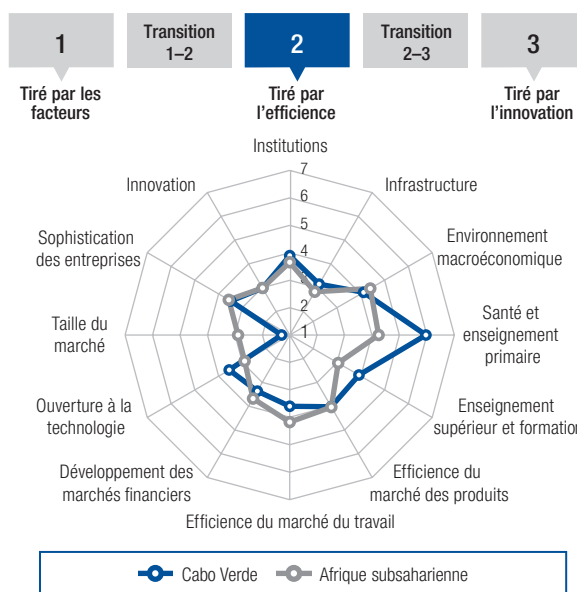
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



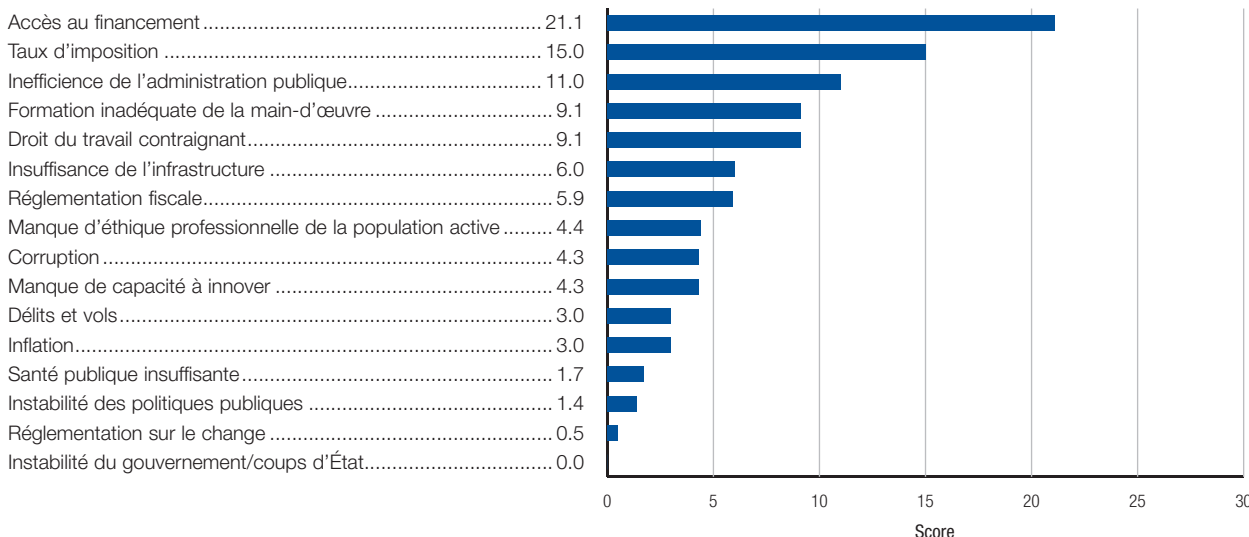
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	114	3.7
GCI 2013–2014 (sur 148).....	122	3.5
GCI 2012–2013 (sur 144).....	122	3.5
Paramètres de base (40.0%)	91	4.3
Institutions.....	66	3.9
Infrastructure.....	104	3.1
Environnement macroéconomique.....	106	4.1
Santé et enseignement primaire.....	57	6.0
Santé et Sources d'efficacité (50.0%)	127	3.3
Enseignement supérieur et formation.....	89	3.9
Efficacité du marché des produits.....	110	4.0
Efficacité du marché du travail.....	126	3.6
Développement des marchés financiers.....	115	3.4
Ouverture à la technologie.....	80	3.5
Taille du marché.....	144	1.3
Facteurs d'innovation et de sophistication (10.0%)	109	3.2
Sophistication des entreprises.....	114	3.5
Innovation.....	101	3.0

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.8	93
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.2	97
1.03 Détournement de fonds publics	3.8	48
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.6	40
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	4.4	51
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	4.2	51
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.4	50
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.6	42
1.09 Poids de la réglementation	3.6	49
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.6	77
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	3.4	66
1.12 Transparence des politiques publiques	4.1	60
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.2	75
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.8	101
1.15 Crime organisé	4.3	100
1.16 Fiabilité des services de police	4.4	56
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.1	60
1.18 Rigueur audit et info financière	3.9	112
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.1	107
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.7	98
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	4.0	113
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.7	94
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	4.0	64
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/ Appl.	n/a
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.9	84
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.8	95
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	40.4	106
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.7	120
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	100.1	94
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	13.3	80
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-7.7	133
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	34.6	16
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	1.5	1
3.04 Dette publique, % PIB*	95.0	131
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	31.9	102
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	22.2	21
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	5.5	20
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	144.0	105
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	5.3	82
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	0.2	1
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	5.4	74
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	18.9	90
4.08 Espérance de vie, années*	74.5	63
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	4.0	68
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	97.2	43
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	92.7	63
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	20.6	90
5.03 Qualité du système éducatif	3.9	57
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.9	86
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.7	107
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.8	90
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.5	108
5.08 Formation du personnel	3.7	104
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.5	117
6.02 Concentration du marché	3.9	53
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.8	88
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.2	116
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	37.2	70

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	7	78
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	10.0	52
6.08 Coût de la politique agricole	4.0	53
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.1	101
6.10 Taux des droits de douane, %*	10.3	105
6.11 Prévalence de l'actionariat étranger	4.5	69
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.3	85
6.13 Poids des procédures douanières	3.2	120
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	51.0	61
6.15 Degré d'orientation client	3.6	129
6.16 Sophistication des acheteurs	2.9	110
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.9	114
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.9	80
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.4	111
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	29.5	127
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.4	89
7.06 Rémunération et productivité	3.3	118
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.4	121
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.7	54
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.6	62
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.64	108
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.7	119
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.8	100
8.03 Financement via le marché boursier local	3.0	94
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.5	100
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.5	91
8.06 Solidité des banques	4.4	96
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.7	96
8.08 Fiabilité des garanties*	3	113
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.7	75
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.6	69
9.03 IDE et transfert de technologies	4.7	61
9.04 Internauts, %*	37.5	89
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	4.3	86
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	11.6	94
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	42.6	48
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	1.0	144
10.02 Taille du marché extérieur*	2.2	142
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	2.2	144
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	36.5	75
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	3.8	128
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.7	117
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.4	101
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.3	89
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.3	114
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.3	130
11.07 Sophistication des processus de production	3.5	94
11.08 Utilisation du marketing	3.7	108
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.3	110
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.5	97
12.02 Qualité établissements de recherche	3.1	108
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.8	107
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.2	97
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.9	36
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.3	112
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	124

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Côte d'Ivoire

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	24.1
PIB (milliards de dollars EU)*.....	32.1
PIB par habitant (dollars EU).....	1,332.1
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.06

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

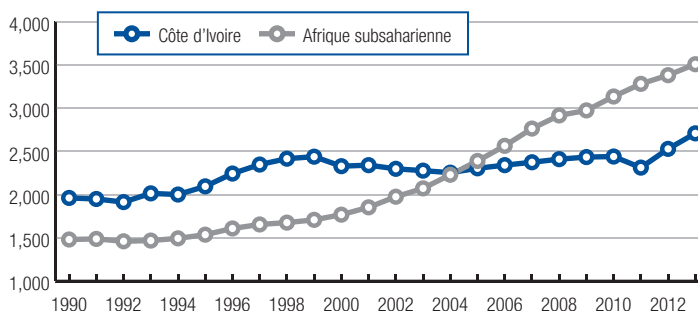
Agriculture.....	26.9
Industrie.....	25.9
Services.....	47.2

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.45
Rang (sur 187 économies).....	171

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

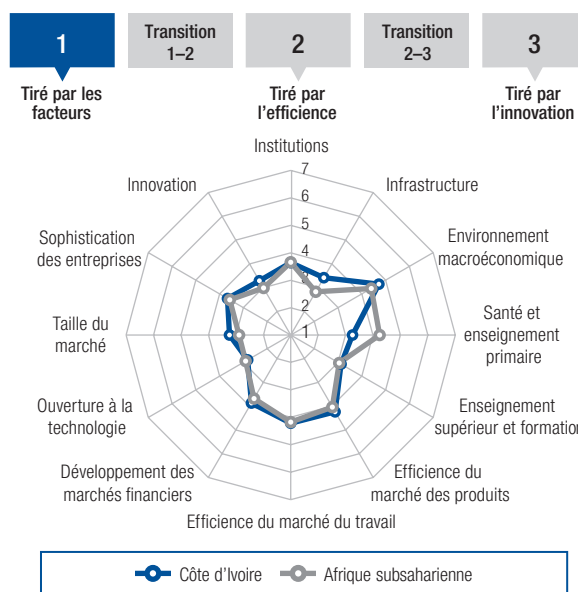
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



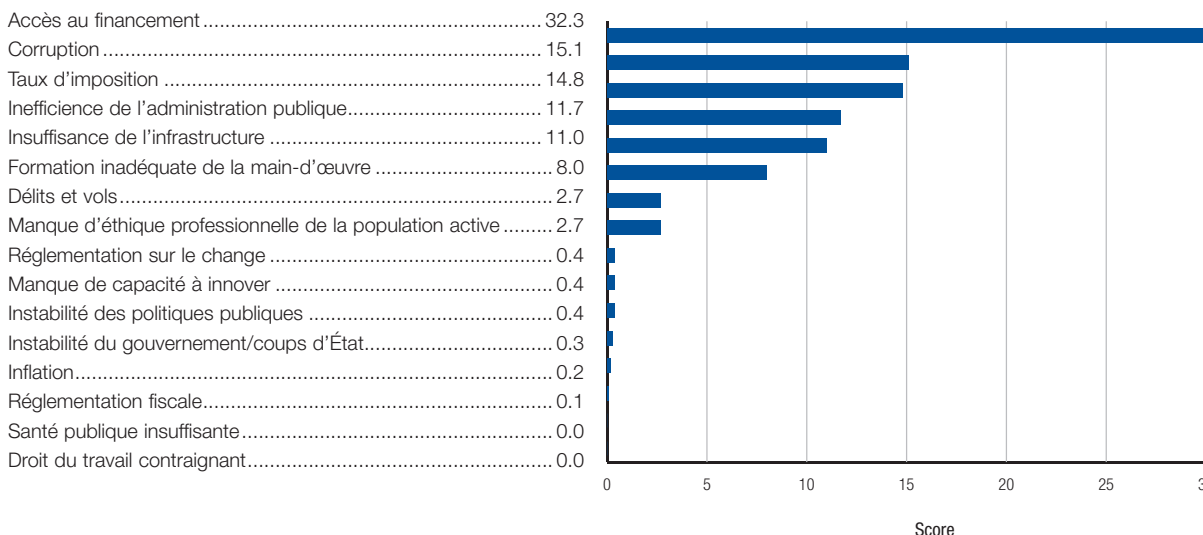
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	115	3.7
GCI 2013–2014 (sur 148).....	126	3.5
GCI 2012–2013 (sur 144).....	131	3.4
Paramètres de base (60.0%)	119	3.7
Institutions.....	86	3.6
Infrastructure.....	93	3.4
Environnement macroéconomique.....	68	4.7
Santé et enseignement primaire.....	140	3.2
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	108	3.6
Enseignement supérieur et formation.....	121	3.1
Efficacité du marché des produits.....	82	4.2
Efficacité du marché du travail.....	73	4.2
Développement des marchés financiers.....	78	3.9
Ouverture à la technologie.....	117	2.8
Taille du marché.....	94	3.2
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%)	86	3.5
Sophistication des entreprises.....	100	3.7
Innovation.....	69	3.3

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

Côte d'Ivoire

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.5	107
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.1	99
1.03 Détournement de fonds publics	3.2	70
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.2	60
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.9	71
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.2	95
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.2	56
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.7	38
1.09 Poids de la réglementation	3.6	50
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.7	67
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	3.6	48
1.12 Transparence des politiques publiques	3.8	83
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	4.7	103
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.3	120
1.15 Crime organisé	4.2	104
1.16 Fiabilité des services de police	3.8	92
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.7	93
1.18 Rigueur audit et info financière	4.5	80
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.5	72
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.3	65
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	3.3	123
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	4.0	77
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.9	73
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.8	60
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	5.1	34
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	4.8	53
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	48.5	102
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	3.9	96
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	95.4	103
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	1.3	121
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-2.5	63
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	16.0	99
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	2.6	91
3.04 Dette publique, % PIB*	43.2	72
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	27.2	114
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	20,665.6	64
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	4.6	41
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	172.0	112
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.1	125
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	3.2	129
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.5	109
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	76.2	139
4.08 Espérance de vie, années*	50.4	139
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.2	103
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	61.9	140
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	24.3	143
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	4.5	131
5.03 Qualité du système éducatif	3.6	80
5.04 Qualité enseignement math et sciences	5.1	22
5.05 Qualité des écoles de commerce	4.8	37
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.4	110
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	4.3	62
5.08 Formation du personnel	4.0	70
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.6	112
6.02 Concentration du marché	3.4	97
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.9	82
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.4	100
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	46.4	103

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	5	32
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	8.0	39
6.08 Coût de la politique agricole	4.2	32
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.2	92
6.10 Taux des droits de douane, %*	10.8	114
6.11 Prévalence de l'actionariat étranger	4.9	55
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.6	54
6.13 Poids des procédures douanières	3.3	119
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	50.3	64
6.15 Degré d'orientation client	4.4	86
6.16 Sophistication des acheteurs	3.3	82
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.7	40
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.7	95
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.4	29
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	13.1	60
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.7	66
7.06 Rémunération et productivité	4.1	54
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.0	83
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.8	49
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.9	41
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.65	107
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.7	113
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.9	93
8.03 Financement via le marché boursier local	3.3	75
8.04 Facilité d'accès aux prêts	3.1	44
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.8	55
8.06 Solidité des banques	4.8	77
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.6	100
8.08 Fiabilité des garanties*	6	63
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.5	88
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.6	73
9.03 IDE et transfert de technologies	3.8	120
9.04 Internauts, %*	2.6	135
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.3	116
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	22.7	78
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.0	133
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.9	94
10.02 Taille du marché extérieur*	4.1	85
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	43.8	91
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	51.4	45
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.2	104
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.2	79
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.3	109
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.1	100
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.5	98
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.4	126
11.07 Sophistication des processus de production	3.4	104
11.08 Utilisation du marketing	4.0	89
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.6	86
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.5	88
12.02 Qualité établissements de recherche	3.9	62
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	3.2	57
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.3	86
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.8	38
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	4.2	60
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	110

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Égypte

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	84.2
PIB (milliards de dollars EU)*.....	271.4
PIB par habitant (dollars EU).....	3,242.9
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.89

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

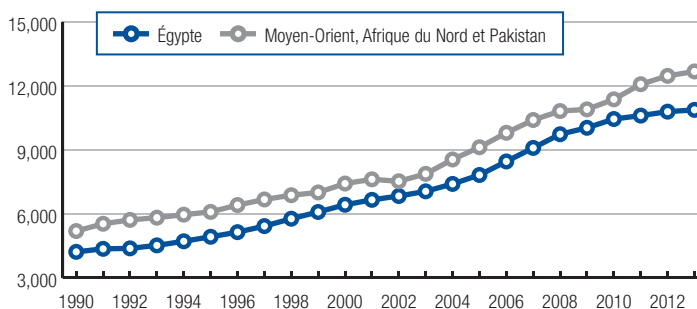
Agriculture.....	14.5
Industrie.....	39.2
Services.....	46.3

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.68
Rang (sur 187 économies).....	110

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

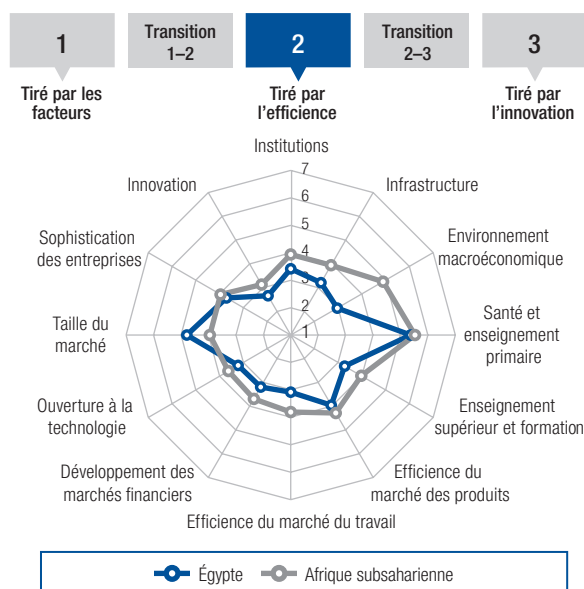
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



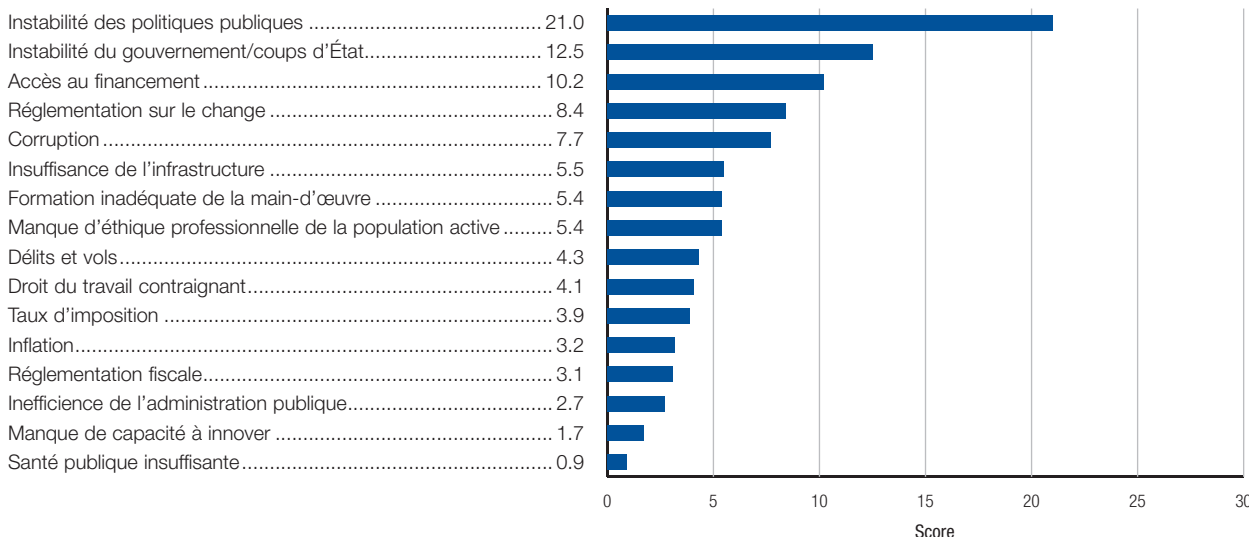
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	119	3.6
GCI 2013–2014 (sur 148).....	118	3.6
GCI 2012–2013 (sur 144).....	107	3.7
Paramètres de base (40.0%)	121	3.7
Institutions.....	100	3.4
Infrastructure.....	100	3.2
Environnement macroéconomique.....	141	3.0
Santé et enseignement primaire.....	97	5.4
Santé et Sources d'efficacité (50.0%)	106	3.6
Enseignement supérieur et formation.....	111	3.3
Efficacité du marché des produits.....	118	4.0
Efficacité du marché du travail.....	140	3.1
Développement des marchés financiers.....	125	3.2
Ouverture à la technologie.....	95	3.2
Taille du marché.....	29	4.8
Facteurs d'innovation et de sophistication (10.0%)	113	3.2
Sophistication des entreprises.....	95	3.7
Innovation.....	124	2.7

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148	INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions			6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
1.01 Droits de propriété	3.6	104	6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	7	78
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.9	110	6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	8.0	39
1.03 Détournement de fonds publics	2.7	101	6.08 Coût de la politique agricole.....	3.1	123
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.5	93	6.09 Obstacles aux échanges commerciaux.....	3.9	121
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	4.0	65	6.10 Taux des droits de douane, %*	16.0	136
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	4.0	57	6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger.....	3.3	126
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.7	36	6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	3.6	124
1.08 Gaspillage des fonds publics.....	2.2	130	6.13 Poids des procédures douanières	3.8	81
1.09 Poids de la réglementation	3.7	46	6.14 Importations en pourcentage du PIB*	27.5	124
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.3	105	6.15 Degré d'orientation client	5.1	36
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation.....	3.2	82	6.16 Sophistication des acheteurs	2.6	131
1.12 Transparence des politiques publiques.....	3.9	72	7e pilier: Efficience du marché du travail		
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	2.4	143	7.01 Relations personnel/employeurs.....	4.0	95
1.14 Coût délits et violence pour entreprises.....	2.5	137	7.02 Souplesse dans la fixation des salaires.....	5.1	67
1.15 Crime organisé.....	3.5	127	7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement.....	3.9	69
1.16 Fiabilité des services de police	3.3	111	7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	36.8	134
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.9	69	7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler.....	3.0	117
1.18 Rigueur audit et info financière	3.8	117	7.06 Rémunération et productivité	3.0	131
1.19 Efficacité des conseils d'administration	3.6	136	7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.1	134
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.5	109	7.08 Capacité du pays à retenir les talents.....	2.9	110
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	3.7	117	7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.7	108
2e pilier: Infrastructure			7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.32	139
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	2.9	125	8e pilier: Développement des marchés financiers		
2.02 Qualité de l'infrastructure routière.....	2.9	118	8.01 Disponibilité des services financiers.....	3.4	129
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire.....	2.4	78	8.02 Accessibilité économique des services financiers... 3.3	126	
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire.....	4.2	66	8.03 Financement via le marché boursier local.....	3.6	60
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	4.6	60	8.04 Facilité d'accès aux prêts.....	1.9	129
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	654.0	34	8.05 Disponibilité du capital-risque.....	2.3	103
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.7	121	8.06 Solidité des banques.....	4.2	110
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	121.5	55	8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières.....	3.5	107
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	8.3	97	8.08 Fiabilité des garanties*.....	3	113
3e pilier: Environnement macroéconomique			9e pilier: Ouverture à la technologie		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-14.1	142	9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.8	127
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	12.1	122	9.02 Assimilation des technologies par les entreprises... 3.8	126	
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	6.9	118	9.03 IDE et transfert de technologies	4.4	85
3.04 Dette publique, % PIB*	89.2	125	9.04 Internauts, %*	49.6	68
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	28.8	112	9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	3.3	88
4e pilier: Santé et enseignement primaire			9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	5.3	115
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	0.0	1	9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* 31.1	126	
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	6.8	1	10e pilier: Taille du marché		
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	17.0	40	10.01 Taille du marché intérieur*	4.7	27
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	6.7	16	10.02 Taille du marché extérieur*	4.9	51
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*.....	0.1	1	10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	553.6	27
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	6.9	1	10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	17.4	134
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan* 17.9	85				
4.08 Espérance de vie, années*.....	70.9	89	11e pilier: Sophistication des entreprises		
4.09 Qualité de l'enseignement primaire.....	2.1	141	11.01 Nombre de fournisseurs locaux.....	4.6	68
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	95.1	64	11.02 Qualité des fournisseurs locaux.....	3.9	106
5e pilier: Enseignement supérieur et formation			11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	4.3	38
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	86.3	81	11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.2	96
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	30.1	80	11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.7	81
5.03 Qualité du système éducatif	2.2	141	11.06 Contrôle local de la distribution à l'international.....	3.3	131
5.04 Qualité enseignement math et sciences	2.4	136	11.07 Sophistication des processus de production.....	3.1	120
5.05 Qualité des écoles de commerce.....	2.0	144	11.08 Utilisation du marketing	3.5	118
5.06 Accès à Internet dans les écoles.....	2.5	131	11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	4.2	35
5.07 Services de recherche et de formation disponibles 3.2	124				
5.08 Formation du personnel	2.8	142	12e pilier: Innovation		
6e pilier: Efficience du marché des produits			12.01 Capacité d'innovation.....	2.9	132
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.0	133	12.02 Qualité établissements de recherche.....	2.4	135
6.02 Concentration du marché.....	3.1	123	12.03 Dépenses de R-D des entreprises.....	2.3	133
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence.....	3.5	111	12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D... 2.4	133	
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir.....	3.6	79	12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.0	113
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	42.6	90	12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs. 4.4	41	
			12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.6	77

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Éthiopie

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	88.9
PIB (milliards de dollars EU)*.....	46.0
PIB par habitant (dollars EU).....	517.7
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.12

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

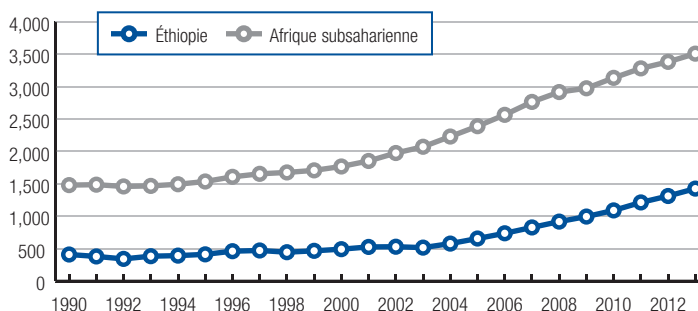
Agriculture.....	48.6
Industrie.....	10.4
Services.....	41.0

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.44
Rang (sur 187 économies).....	173

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

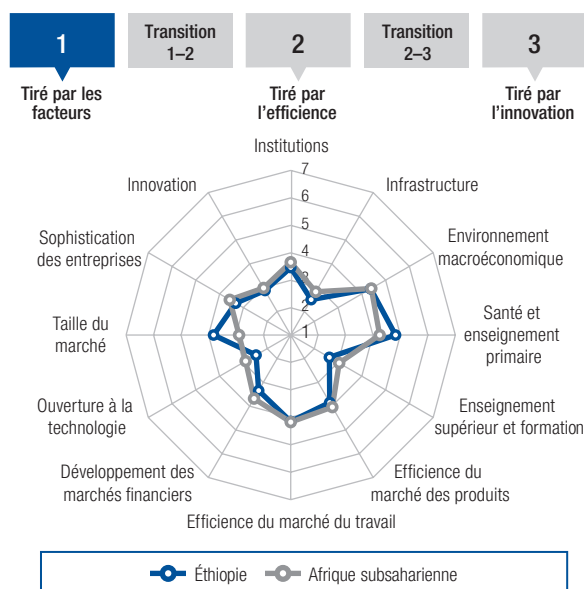
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



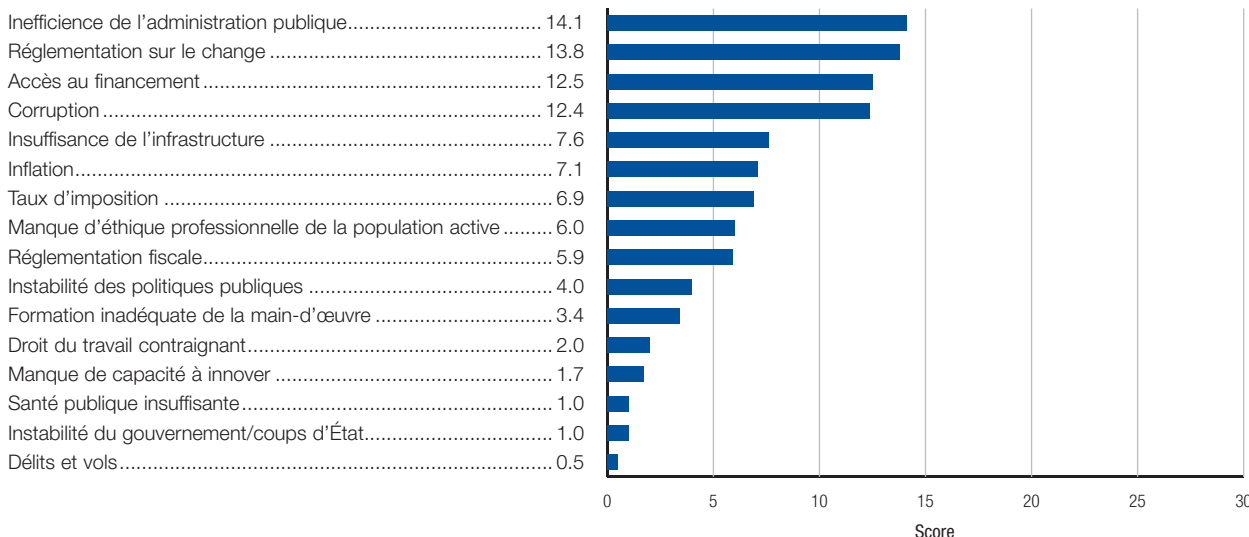
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	118	3.6
GCI 2013–2014 (sur 148).....	127	3.5
GCI 2012–2013 (sur 144).....	121	3.6
Paramètres de base (60.0%)	117	3.8
Institutions.....	96	3.5
Infrastructure.....	125	2.5
Environnement macroéconomique.....	95	4.4
Santé et enseignement primaire.....	110	4.8
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	120	3.4
Enseignement supérieur et formation.....	131	2.6
Efficacité du marché des produits.....	124	3.8
Efficacité du marché du travail.....	78	4.1
Développement des marchés financiers.....	120	3.3
Ouverture à la technologie.....	133	2.5
Taille du marché.....	66	3.8
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	119	3.1
Sophistication des entreprises.....	127	3.3
Innovation.....	109	2.9

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.4	115
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.1	98
1.03 Détournement de fonds publics	3.2	69
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.9	77
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.1	112
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.9	110
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.8	86
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.4	54
1.09 Poids de la réglementation	3.3	90
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	3.3	97
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	2.4	125
1.12 Transparence des politiques publiques	3.3	125
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	4.9	90
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	5.0	44
1.15 Crime organisé	5.4	48
1.16 Fiabilité des services de police	3.8	93
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.3	129
1.18 Rigueur audit et info financière	4.0	108
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.0	117
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.9	85
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)*	3.3	123
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.2	115
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.8	77
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	1.6	97
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	2.6	126
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	5.3	38
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	288.7	54
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.8	118
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	27.3	142
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	4.8	128
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-3.4	82
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	22.2	54
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	8.0	126
3.04 Dette publique, % PIB*	22.2	21
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	18.2	135
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	4,578.7	50
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	5.0	33
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	247.0	126
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.3	119
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	1.3	114
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.2	121
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	46.5	120
4.08 Espérance de vie, années*	63.0	118
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.5	95
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	85.4	117
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	28.9	136
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	5.4	127
5.03 Qualité du système éducatif	3.6	74
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.6	94
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.8	95
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.2	115
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.3	122
5.08 Formation du personnel	3.4	123
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.5	113
6.02 Concentration du marché	3.0	128
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.8	91
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.2	111
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéficiaires*	33.4	51

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	9	106
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	15.0	75
6.08 Coût de la politique agricole	4.1	42
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.0	113
6.10 Taux des droits de douane, %*	12.7	126
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	3.2	132
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.2	94
6.13 Poids des procédures douanières	2.9	135
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	36.4	99
6.15 Degré d'orientation client	3.7	124
6.16 Sophistication des acheteurs	2.7	125
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.0	97
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.0	74
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.8	78
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	19.1	91
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.2	106
7.06 Rémunération et productivité	3.6	99
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.4	124
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.1	88
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.8	105
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.90	33
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.7	117
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.6	112
8.03 Financement via le marché boursier local	3.0	98
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.1	123
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.2	110
8.06 Solidité des banques	4.3	102
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.5	105
8.08 Fiabilité des garanties*	4	96
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.0	119
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	3.8	128
9.03 IDE et transfert de technologies	4.0	111
9.04 Internauts, %*	1.9	139
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.3	118
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	6.7	108
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	4.8	109
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	3.8	58
10.02 Taille du marché extérieur*	3.9	94
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	121.4	64
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	12.9	138
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.1	116
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.7	116
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.0	127
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.4	140
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.1	124
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	4.1	62
11.07 Sophistication des processus de production	3.0	126
11.08 Utilisation du marketing	3.1	132
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.4	109
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	2.9	134
12.02 Qualité établissements de recherche	3.1	106
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.6	122
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.5	78
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.7	52
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.3	117
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	123

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Gabon

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	1.6
PIB (milliards de dollars EU)*.....	19.3
PIB par habitant (dollars EU).....	12,326.2
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.03

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

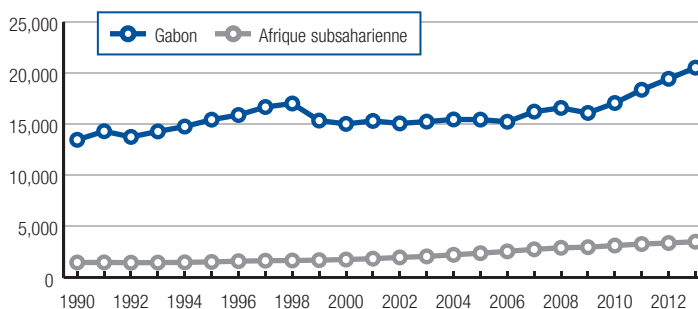
Agriculture.....	4.0
Industrie.....	64.0
Services.....	32.0

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.67
Rang (sur 187 économies).....	112

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

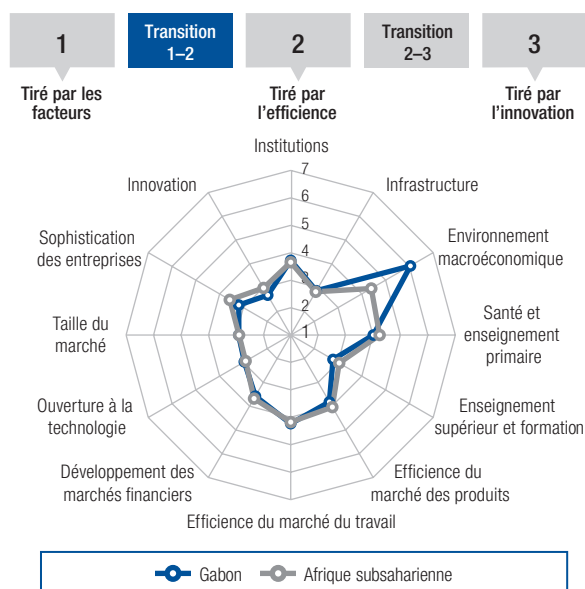
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



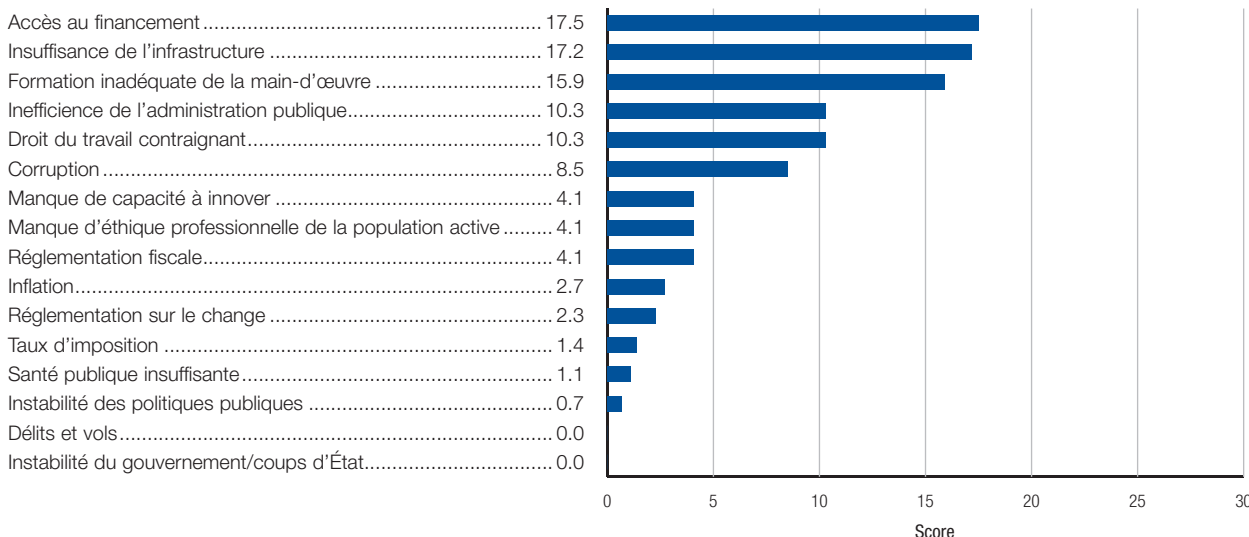
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	106	3.7
GCI 2013–2014 (sur 148).....	112	3.7
GCI 2012–2013 (sur 144).....	99	3.8
Paramètres de base (51.5%)	95	4.2
Institutions.....	79	3.7
Infrastructure.....	114	2.9
Environnement macroéconomique.....	18	6.0
Santé et enseignement primaire.....	130	4.0
Santé et Sources d'efficacité (41.4%)	119	3.4
Enseignement supérieur et formation.....	126	2.8
Efficacité du marché des produits.....	126	3.8
Efficacité du marché du travail.....	69	4.2
Développement des marchés financiers.....	105	3.6
Ouverture à la technologie.....	108	3.0
Taille du marché.....	109	2.9
Facteurs d'innovation et de sophistication (7.1%) ..	131	2.9
Sophistication des entreprises.....	133	3.2
Innovation.....	122	2.7

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148	INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions			6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
1.01 Droits de propriété	3.9	81	6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	7	78
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.8	121	6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	50.0	131
1.03 Détournement de fonds publics	2.9	87	6.08 Coût de la politique agricole	3.2	121
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.0	70	6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.3	86
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	4.1	62	6.10 Taux des droits de douane, %*	14.3	133
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.9	111	6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	5.4	20
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.1	65	6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.2	89
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.2	65	6.13 Poids des procédures douanières	3.5	101
1.09 Poids de la réglementation	3.4	78	6.14 Importations en pourcentage du PIB*	34.1	103
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.5	79	6.15 Degré d'orientation client	4.0	112
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	3.0	97	6.16 Sophistication des acheteurs	2.8	119
1.12 Transparence des politiques publiques	3.7	93	7e pilier: Efficience du marché du travail		
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.5	59	7.01 Relations personnel/employeurs	3.9	113
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.4	71	7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.5	111
1.15 Crime organisé	4.6	81	7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.4	108
1.16 Fiabilité des services de police	3.5	107	7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	14.8	68
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.3	50	7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	4.2	25
1.18 Rigueur audit et info financière	4.6	74	7.06 Rémunération et productivité	3.4	112
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.9	44	7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.8	102
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.1	70	7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.4	66
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	3.3	123	7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.6	57
2e pilier: Infrastructure			7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.86	50
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	2.9	128	8e pilier: Développement des marchés financiers		
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	2.4	135	8.01 Disponibilité des services financiers	3.5	128
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.4	76	8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.3	127
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.1	113	8.03 Financement via le marché boursier local	2.9	103
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.6	109	8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.7	83
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	29.4	110	8.05 Disponibilité du capital-risque	2.0	123
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.3	129	8.06 Solidité des banques	4.9	70
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	214.8	2	8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.3	111
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	1.2	122	8.08 Fiabilité des garanties*	6	63
3e pilier: Environnement macroéconomique			9e pilier: Ouverture à la technologie		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-1.7	45	9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.0	117
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	41.3	10	9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.4	86
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	0.5	56	9.03 IDE et transfert de technologies	4.3	86
3.04 Dette publique, % PIB*	22.9	24	9.04 Internauts, %*	9.2	124
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	43.1	75	9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.5	114
4e pilier: Santé et enseignement primaire			9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	18.1	86
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	25,113.7	66	9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.0	133
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.2	69	10e pilier: Taille du marché		
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	428.0	136	10.01 Taille du marché intérieur*	2.5	116
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.4	110	10.02 Taille du marché extérieur*	3.9	92
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	4.0	130	10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	30.4	100
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.1	122	10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	54.9	39
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	42.4	114	11e pilier: Sophistication des entreprises		
4.08 Espérance de vie, années*	63.1	117	11.01 Nombre de fournisseurs locaux	3.4	141
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.3	96	11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.7	121
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	n/a	n/a	11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	2.8	137
5e pilier: Enseignement supérieur et formation			11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.1	103
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	53.9	117	11.05 Présence dans la chaîne de valeur	2.9	141
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	8.5	119	11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	2.9	142
5.03 Qualité du système éducatif	2.9	119	11.07 Sophistication des processus de production	3.3	108
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.3	110	11.08 Utilisation du marketing	3.3	128
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.5	117	11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.2	122
5.06 Accès à Internet dans les écoles	2.2	136	12e pilier: Innovation		
5.07 Services de recherche et de formation disponibles ..	3.0	134	12.01 Capacité d'innovation	3.1	126
5.08 Formation du personnel	3.7	100	12.02 Qualité établissements de recherche	3.2	98
6e pilier: Efficience du marché des produits			12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.3	132
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.3	124	12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	2.6	129
6.02 Concentration du marché	3.1	127	12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.3	85
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.5	115	12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs ..	3.2	121
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.9	58	12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.3	85
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	43.5	93			

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Gambie

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	1.9
PIB (milliards de dollars EU)*.....	0.9
PIB par habitant (dollars EU).....	453.1
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.00

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

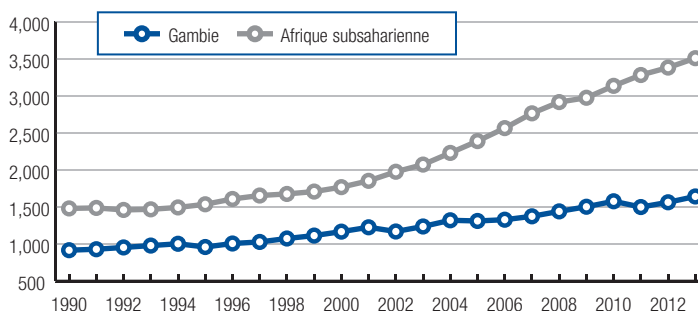
Agriculture.....	20.3
Industrie.....	12.9
Services.....	66.8

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.44
Rang (sur 187 économies).....	172

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

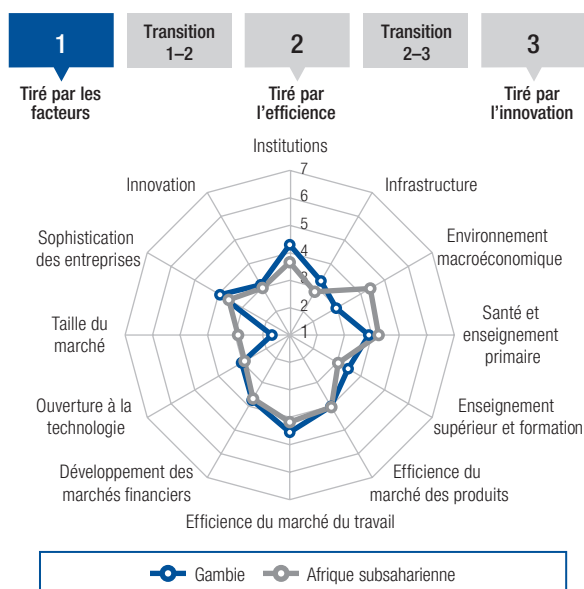
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



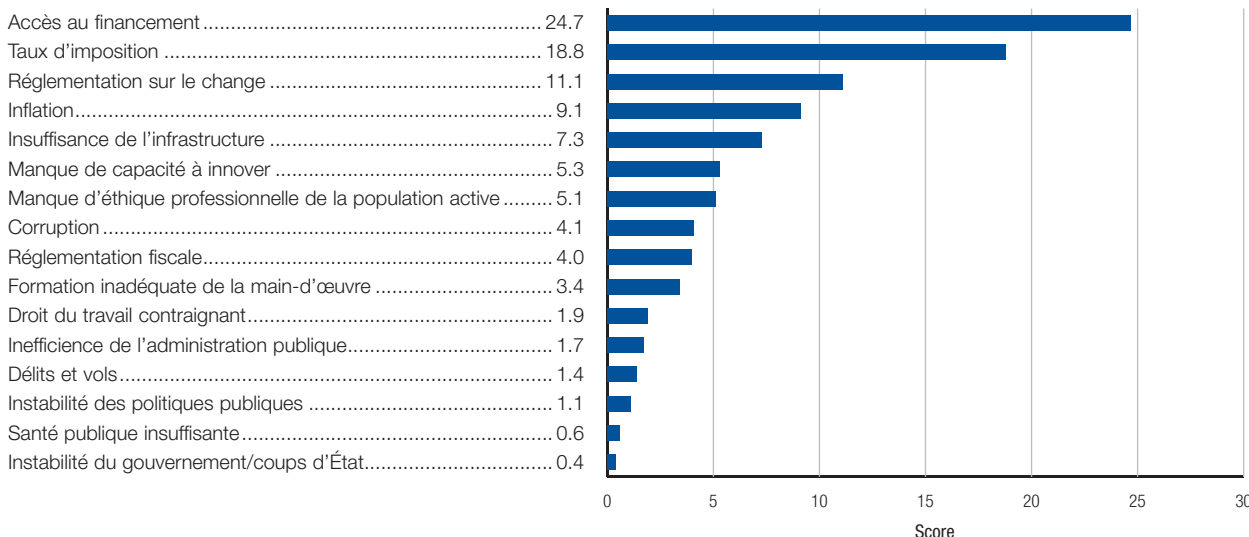
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	125	3.5
GCI 2013–2014 (sur 148).....	116	3.7
GCI 2012–2013 (sur 144).....	98	3.8
Paramètres de base (60.0%)	125	3.6
Institutions.....	44	4.3
Infrastructure.....	95	3.3
Environnement macroéconomique.....	142	3.0
Santé et enseignement primaire.....	133	3.9
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	117	3.4
Enseignement supérieur et formation.....	107	3.5
Efficacité du marché des produits.....	111	4.0
Efficacité du marché du travail.....	38	4.5
Développement des marchés financiers.....	94	3.7
Ouverture à la technologie.....	103	3.0
Taille du marché.....	142	1.6
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%)	79	3.5
Sophistication des entreprises.....	71	3.9
Innovation.....	89	3.1

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	4.2	63
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	4.1	46
1.03 Détournement de fonds publics	4.2	38
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.8	32
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	4.1	60
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.8	66
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.9	32
1.08 Gaspillage des fonds publics	4.0	27
1.09 Poids de la réglementation	4.0	25
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	4.4	35
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	3.3	76
1.12 Transparence des politiques publiques	4.4	41
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.8	44
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	5.2	40
1.15 Crime organisé	5.7	32
1.16 Fiabilité des services de police	4.6	49
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.5	40
1.18 Rigueur audit et info financière	4.7	71
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.9	46
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.4	48
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	2.7	138
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	4.2	71
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	4.1	62
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/Apl.	n/a
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	4.2	64
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	4.5	66
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	7.7	138
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	3.3	106
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	100.0	95
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	3.5	112
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-8.2	135
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	1.8	137
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	5.2	95
3.04 Dette publique, % PIB*	82.1	121
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	18.7	133
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	29,030.4	74
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.8	58
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	284.0	129
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	5.1	88
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	1.3	114
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	5.3	79
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	49.2	125
4.08 Espérance de vie, années*	58.6	126
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	4.1	63
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	70.9	134
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	57.5	115
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	3.4	135
5.03 Qualité du système éducatif	4.3	39
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.6	97
5.05 Qualité des écoles de commerce	4.2	75
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.8	86
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	4.0	78
5.08 Formation du personnel	4.3	42
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.9	87
6.02 Concentration du marché	4.0	51
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.3	53
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.3	104
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	283.2	144

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	8	93
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	27.0	106
6.08 Coût de la politique agricole	4.8	5
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.5	49
6.10 Taux des droits de douane, %*	13.7	130
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	5.1	37
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.7	48
6.13 Poids des procédures douanières	4.6	42
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	53.2	57
6.15 Degré d'orientation client	4.7	53
6.16 Sophistication des acheteurs	3.1	99
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.7	38
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.7	23
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.2	37
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	26.0	114
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.6	77
7.06 Rémunération et productivité	4.3	45
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.9	30
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.4	70
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.9	42
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.88	38
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	4.1	96
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	4.0	87
8.03 Financement via le marché boursier local	3.1	88
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.5	95
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.4	93
8.06 Solidité des banques	4.9	68
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.9	81
8.08 Fiabilité des garanties*	5	85
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.8	73
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.5	76
9.03 IDE et transfert de technologies	4.5	80
9.04 Internauts, %*	14.0	117
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.0	136
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	7.2	106
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	1.2	122
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	1.4	142
10.02 Taille du marché extérieur*	2.3	141
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	3.7	142
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	27.7	106
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.5	89
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.3	77
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.8	73
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.4	70
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.7	74
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.9	80
11.07 Sophistication des processus de production	3.4	100
11.08 Utilisation du marketing	3.9	95
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.9	50
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.7	78
12.02 Qualité établissements de recherche	3.3	95
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.9	90
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.3	87
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.9	32
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.1	129
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	124

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Ghana

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	25.6
PIB (milliards de dollars EU)*.....	47.8
PIB par habitant (dollars EU).....	1,871.1
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.10

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

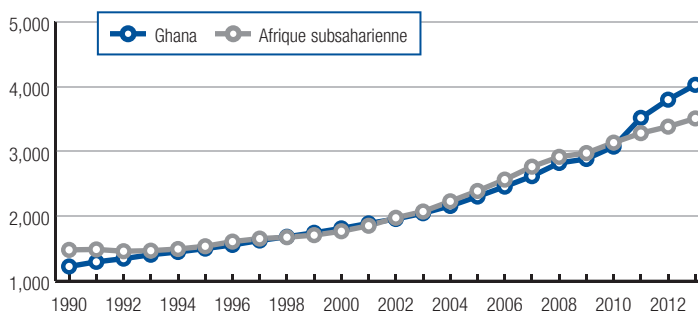
Agriculture.....	22.0
Industrie.....	28.6
Services.....	49.5

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.57
Rang (sur 187 économies).....	138

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

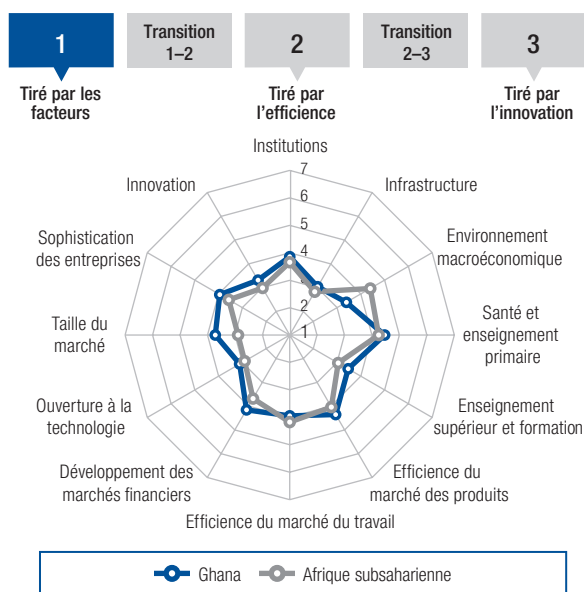
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



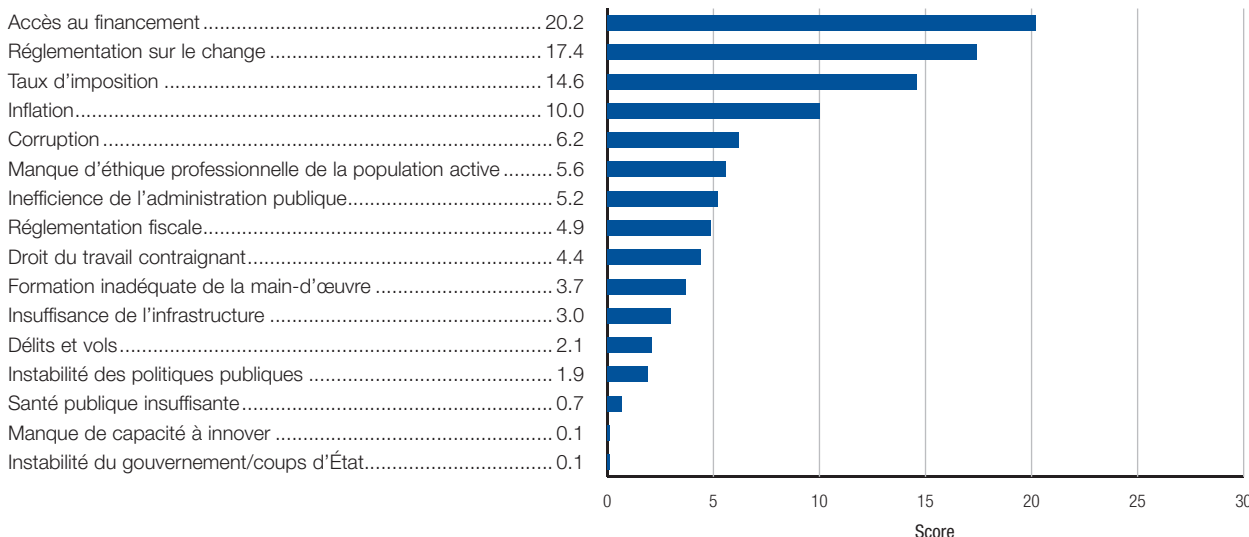
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	111	3.7
GCI 2013–2014 (sur 148).....	114	3.7
GCI 2012–2013 (sur 144).....	103	3.8
Paramètres de base (60.0%)	123	3.7
Institutions.....	69	3.9
Infrastructure.....	108	3.0
Environnement macroéconomique.....	133	3.4
Santé et enseignement primaire.....	121	4.5
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	89	3.8
Enseignement supérieur et formation.....	106	3.5
Efficacité du marché des produits.....	67	4.3
Efficacité du marché du travail.....	98	3.9
Développement des marchés financiers.....	62	4.1
Ouverture à la technologie.....	100	3.1
Taille du marché.....	69	3.7
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%)	68	3.6
Sophistication des entreprises.....	70	3.9
Innovation.....	63	3.3

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148	INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions			6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
1.01 Droits de propriété	4.3	60	6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	8	93
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	4.1	45	6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	14.0	69
1.03 Détournement de fonds publics	3.4	58	6.08 Coût de la politique agricole.....	3.6	93
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.2	55	6.09 Obstacles aux échanges commerciaux.....	3.9	127
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.4	98	6.10 Taux des droits de douane, %*	10.4	106
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	4.4	48	6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger.....	4.5	72
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.0	76	6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.2	87
1.08 Gaspillage des fonds publics.....	3.5	47	6.13 Poids des procédures douanières	3.4	113
1.09 Poids de la réglementation	3.4	74	6.14 Importations en pourcentage du PIB*	50.5	63
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	4.1	45	6.15 Degré d'orientation client	4.5	73
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation.....	3.4	64	6.16 Sophistication des acheteurs	3.4	69
1.12 Transparence des politiques publiques.....	3.9	77	7e pilier: Efficience du marché du travail		
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	3.9	126	7.01 Relations personnel/employeurs.....	4.1	85
1.14 Coût délits et violence pour entreprises.....	3.7	104	7.02 Souplesse dans la fixation des salaires.....	3.3	137
1.15 Crime organisé.....	3.9	118	7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement.....	3.9	72
1.16 Fiabilité des services de police	4.1	72	7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	49.8	137
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.9	77	7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler....	4.0	38
1.18 Rigueur audit et info financière	4.2	101	7.06 Rémunération et productivité	4.0	63
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.2	100	7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.4	58
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.0	78	7.08 Capacité du pays à retenir les talents.....	3.6	57
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	6.3	34	7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.4	69
2e pilier: Infrastructure			7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.96	10
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.4	110	8e pilier: Développement des marchés financiers		
2.02 Qualité de l'infrastructure routière.....	3.7	79	8.01 Disponibilité des services financiers.....	4.0	99
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire.....	2.7	66	8.02 Accessibilité économique des services financiers... 3.8	97	
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire.....	3.7	92	8.03 Financement via le marché boursier local.....	4.0	38
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	4.1	80	8.04 Facilité d'accès aux prêts.....	2.9	58
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	124.2	77	8.05 Disponibilité du capital-risque.....	3.2	36
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	3.0	112	8.06 Solidité des banques.....	4.4	97
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	108.2	76	8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières.....	3.9	80
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	1.0	124	8.08 Fiabilité des garanties*.....	8	29
3e pilier: Environnement macroéconomique			9e pilier: Ouverture à la technologie		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-10.8	141	9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.3	104
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	20.2	67	9.02 Assimilation des technologies par les entreprises... 4.3	95	
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	11.7	140	9.03 IDE et transfert de technologies	4.2	100
3.04 Dette publique, % PIB*	60.1	100	9.04 Internauts, %*	12.3	121
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	35.7	92	9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.3	117
4e pilier: Santé et enseignement primaire			9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	5.2	116
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	27,201.3	69	9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* 39.9	54	
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.7	60	10e pilier: Taille du marché		
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	72.0	83	10.01 Taille du marché intérieur*	3.5	68
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.6	103	10.02 Taille du marché extérieur*	4.3	76
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*.....	1.4	119	10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	88.5	72
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.9	92	10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	36.7	74
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan* 48.6	122				
4.08 Espérance de vie, années*.....	60.9	123	11e pilier: Sophistication des entreprises		
4.09 Qualité de l'enseignement primaire.....	3.0	112	11.01 Nombre de fournisseurs locaux.....	4.2	106
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	87.1	108	11.02 Qualité des fournisseurs locaux.....	3.9	107
5e pilier: Enseignement supérieur et formation			11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.7	77
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	61.1	112	11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.9	47
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	12.2	106	11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.9	61
5.03 Qualité du système éducatif	3.8	59	11.06 Contrôle local de la distribution à l'international....	4.0	71
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.4	52	11.07 Sophistication des processus de production.....	3.9	68
5.05 Qualité des écoles de commerce.....	4.6	50	11.08 Utilisation du marketing	4.0	91
5.06 Accès à Internet dans les écoles.....	3.2	113	11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.9	58
5.07 Services de recherche et de formation disponibles 3.8	92				
5.08 Formation du personnel	4.1	61	12e pilier: Innovation		
6e pilier: Efficience du marché des produits			12.01 Capacité d'innovation.....	4.0	49
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.4	118	12.02 Qualité établissements de recherche.....	3.7	73
6.02 Concentration du marché.....	4.1	42	12.03 Dépenses de R-D des entreprises.....	3.5	44
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence.....	4.0	70	12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D... 3.5	77	
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir.....	4.2	32	12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.5	65
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	22.9	18	12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs. 3.6	95	
			12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	108

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Guinée

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	11.1
PIB (milliards de dollars EU)*.....	6.2
PIB par habitant (dollars EU).....	560.0
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.01

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2011

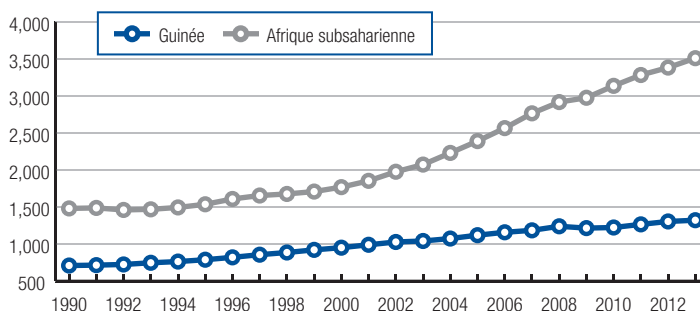
Agriculture.....	20.2
Industrie.....	44.8
Services.....	33.1

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.39
Rang (sur 187 économies).....	179

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

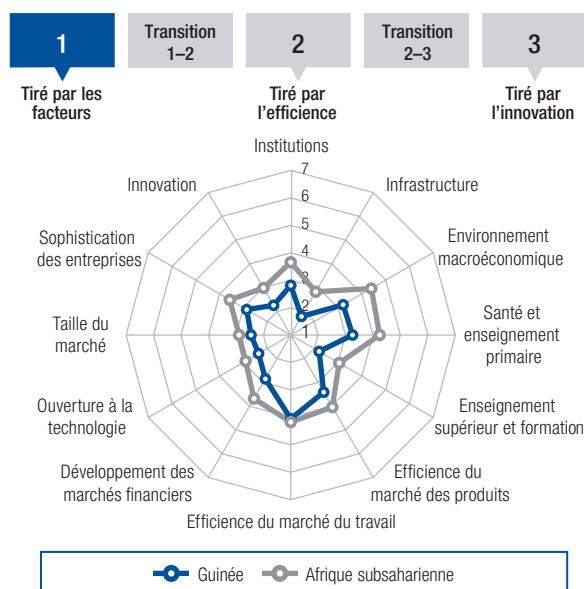
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



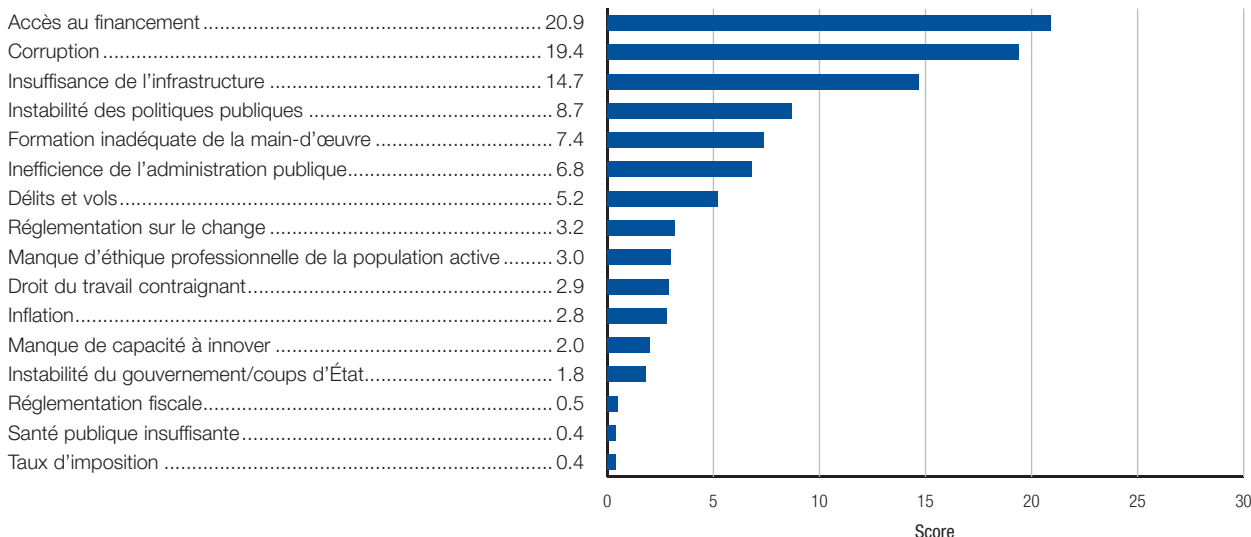
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	144	2.8
GCI 2013–2014 (sur 148).....	147	2.9
GCI 2012–2013 (sur 144).....	141	2.9
Paramètres de base (60.0%)	144	2.8
Institutions.....	134	2.8
Infrastructure.....	143	1.8
Environnement macroéconomique.....	138	3.2
Santé et enseignement primaire.....	139	3.3
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	138	2.9
Enseignement supérieur et formation.....	140	2.2
Efficacité du marché des produits.....	137	3.4
Efficacité du marché du travail.....	89	4.0
Développement des marchés financiers.....	134	2.8
Ouverture à la technologie.....	139	2.4
Taille du marché.....	127	2.4
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	142	2.6
Sophistication des entreprises.....	141	2.9
Innovation.....	141	2.2

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	2.6	137
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.2	140
1.03 Détournement de fonds publics	2.0	136
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.3	107
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.1	143
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.0	139
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.0	138
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.6	97
1.09 Poids de la réglementation	3.5	68
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	2.3	142
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	2.4	126
1.12 Transparence des politiques publiques	3.0	134
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.5	61
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.6	109
1.15 Crime organisé	4.1	107
1.16 Fiabilité des services de police	3.0	119
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.1	137
1.18 Rigueur audit et info financière	3.1	137
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.2	102
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.0	135
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	2.7	138
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	2.1	143
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	1.9	143
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/ Appl.	n/a
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	2.9	116
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	2.5	138
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	8.6	137
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	1.3	144
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	63.3	131
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.0	144
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-5.3	111
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	-1.0	141
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	12.0	141
3.04 Dette publique, % PIB*	37.8	57
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	12.5	140
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	38,423.7	76
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.2	67
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	178.0	114
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.5	105
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	1.7	122
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.6	106
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	65.2	134
4.08 Espérance de vie, années*	55.8	131
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.3	135
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	74.4	130
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	38.1	129
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	9.9	114
5.03 Qualité du système éducatif	2.4	137
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.1	115
5.05 Qualité des écoles de commerce	2.3	141
5.06 Accès à Internet dans les écoles	1.8	139
5.07 Services de recherche et de formation disponibles ..	2.8	139
5.08 Formation du personnel	3.2	128
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.2	129
6.02 Concentration du marché	3.3	104
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	2.9	138
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.5	87
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	91.2	142

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	5	32
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	16.0	79
6.08 Coût de la politique agricole	3.3	113
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.0	108
6.10 Taux des droits de douane, %*	11.5	120
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	3.5	119
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	3.4	127
6.13 Poids des procédures douanières	3.3	117
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	53.6	55
6.15 Degré d'orientation client	3.4	136
6.16 Sophistication des acheteurs	1.9	143
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.7	124
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.3	47
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.4	105
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	7.9	23
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler ..	3.8	57
7.06 Rémunération et productivité	2.8	134
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	2.8	138
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.5	126
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.7	112
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.84	58
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	2.9	137
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	2.8	141
8.03 Financement via le marché boursier local	1.6	142
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.4	105
8.05 Disponibilité du capital-risque	1.9	130
8.06 Solidité des banques	3.6	127
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	1.9	139
8.08 Fiabilité des garanties*	6	63
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.3	137
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	3.7	133
9.03 IDE et transfert de technologies	3.8	121
9.04 Internauts, %*	1.6	141
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.0	141
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	2.5	135
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.0	133
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.3	128
10.02 Taille du marché extérieur*	3.0	132
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	12.5	129
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	25.9	111
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	3.8	131
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.1	137
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.0	123
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.6	133
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	2.9	135
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.0	140
11.07 Sophistication des processus de production	2.3	144
11.08 Utilisation du marketing	2.7	140
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	2.3	143
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	2.7	141
12.02 Qualité établissements de recherche	2.3	137
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.0	142
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	2.2	140
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	2.6	131
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs ..	2.9	137
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	124

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Kenya

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	44.4
PIB (milliards de dollars EU)*.....	55.0
PIB par habitant (dollars EU).....	1,315.6
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.12

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

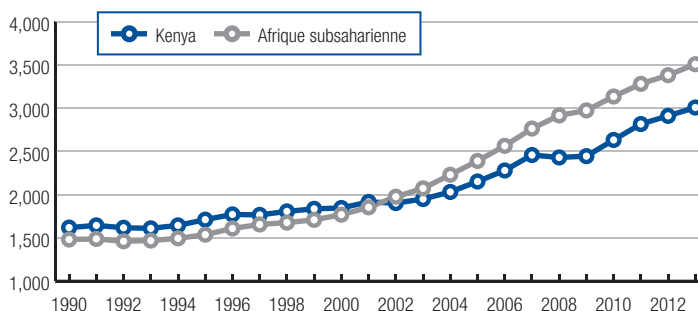
Agriculture.....	29.9
Industrie.....	17.4
Services.....	52.7

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.54
Rang (sur 187 économies).....	147

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

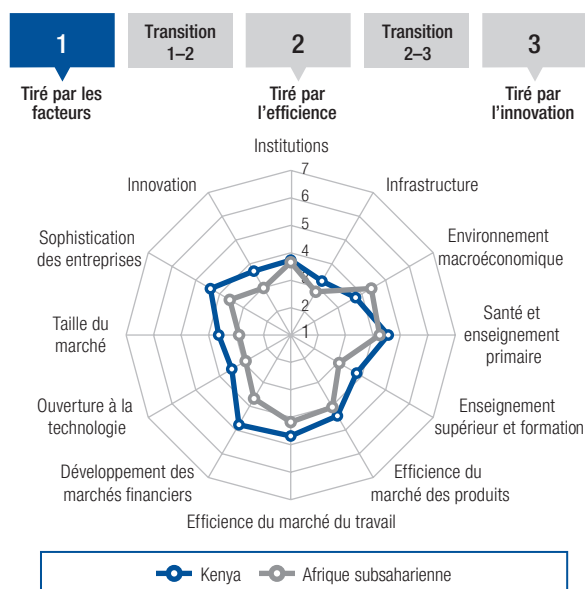
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



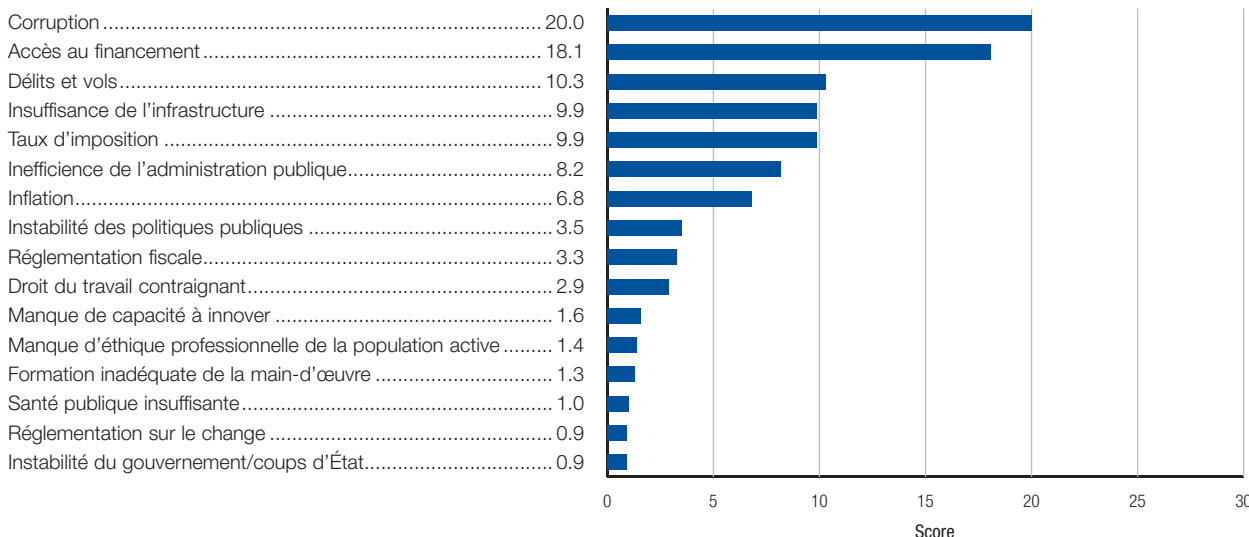
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	90	3.9
GCI 2013–2014 (sur 148).....	96	3.8
GCI 2012–2013 (sur 144).....	106	3.7
Paramètres de base (60.0%)	115	3.8
Institutions.....	78	3.7
Infrastructure.....	96	3.3
Environnement macroéconomique.....	126	3.7
Santé et enseignement primaire.....	120	4.6
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	66	4.1
Enseignement supérieur et formation.....	95	3.8
Efficacité du marché des produits.....	62	4.4
Efficacité du marché du travail.....	25	4.7
Développement des marchés financiers.....	24	4.8
Ouverture à la technologie.....	87	3.5
Taille du marché.....	74	3.6
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%)	40	4.0
Sophistication des entreprises.....	44	4.4
Innovation.....	38	3.7

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148	INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions			6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
1.01 Droits de propriété	4.2	65	6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	10	118
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.7	69	6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	32.0	112
1.03 Détournement de fonds publics	3.0	83	6.08 Coût de la politique agricole	4.0	50
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.0	69	6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.0	110
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.2	108	6.10 Taux des droits de douane, %*	8.8	98
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	4.1	52	6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.5	78
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.0	75	6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.4	70
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.3	61	6.13 Poids des procédures douanières	3.6	92
1.09 Poids de la réglementation	3.6	48	6.14 Importations en pourcentage du PIB*	45.5	75
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	4.1	47	6.15 Degré d'orientation client	5.1	35
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	3.8	42	6.16 Sophistication des acheteurs	3.2	89
1.12 Transparence des politiques publiques	4.1	58	7e pilier: Efficience du marché du travail		
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	3.0	135	7.01 Relations personnel/employeurs	4.3	70
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.0	129	7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.0	69
1.15 Crime organisé	3.7	125	7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.5	17
1.16 Fiabilité des services de police	3.9	85	7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	6.5	17
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.9	73	7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.6	75
1.18 Rigueur audit et info financière	4.7	68	7.06 Rémunération et productivité	4.1	56
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.8	55	7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.8	34
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.3	60	7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.8	47
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	5.0	83	7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.7	55
2e pilier: Infrastructure			7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.86	48
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	4.3	65	8e pilier: Développement des marchés financiers		
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	4.2	69	8.01 Disponibilité des services financiers	4.7	56
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.5	71	8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	4.2	64
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	4.3	61	8.03 Financement via le marché boursier local	4.3	30
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	4.8	54	8.04 Facilité d'accès aux prêts	3.4	33
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	301.4	53	8.05 Disponibilité du capital-risque	3.1	43
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	3.9	95	8.06 Solidité des banques	5.3	54
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	70.6	122	8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	4.6	47
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.5	133	8.08 Fiabilité des garanties*	10	1
3e pilier: Environnement macroéconomique			9e pilier: Ouverture à la technologie		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-6.2	124	9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	5.1	55
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	12.2	121	9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.8	56
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	5.7	100	9.03 IDE et transfert de technologies	4.7	59
3.04 Dette publique, % PIB*	50.5	88	9.04 Internauts, %*	39.0	85
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	34.6	94	9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.1	124
4e pilier: Santé et enseignement primaire			9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	49.9	53
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	8,106.0	54	9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	3.0	115
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	4.5	44	10e pilier: Taille du marché		
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	272.0	128	10.01 Taille du marché intérieur*	3.5	70
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.6	102	10.02 Taille du marché extérieur*	4.0	88
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	6.1	133	10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	80.4	75
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.0	125	10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	24.5	116
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	48.7	123	11e pilier: Sophistication des entreprises		
4.08 Espérance de vie, années*	61.1	122	11.01 Nombre de fournisseurs locaux	5.2	19
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.8	79	11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.7	47
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	81.8	125	11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	4.2	41
5e pilier: Enseignement supérieur et formation			11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.8	51
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	60.1	113	11.05 Présence dans la chaîne de valeur	4.3	36
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	4.0	133	11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	4.4	40
5.03 Qualité du système éducatif	4.5	90	11.07 Sophistication des processus de production	4.1	55
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.0	76	11.08 Utilisation du marketing	4.4	59
5.05 Qualité des écoles de commerce	4.7	44	11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	4.1	38
5.06 Accès à Internet dans les écoles	4.1	79	12e pilier: Innovation		
5.07 Services de recherche et de formation disponibles ..	4.8	32	12.01 Capacité d'innovation	4.5	33
5.08 Formation du personnel	4.4	34	12.02 Qualité établissements de recherche	4.2	42
6e pilier: Efficience du marché des produits			12.03 Dépenses de R-D des entreprises	3.8	28
6.01 Intensité de la concurrence locale	5.7	21	12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	4.2	37
6.02 Concentration du marché	4.1	41	12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.7	49
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.4	42	12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs ..	4.4	44
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.6	76	12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.2	95
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	44.2	98			

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Lesotho

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	1.9
PIB (milliards de dollars EU)*.....	2.3
PIB par habitant (dollars EU).....	1,190.0
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.01

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

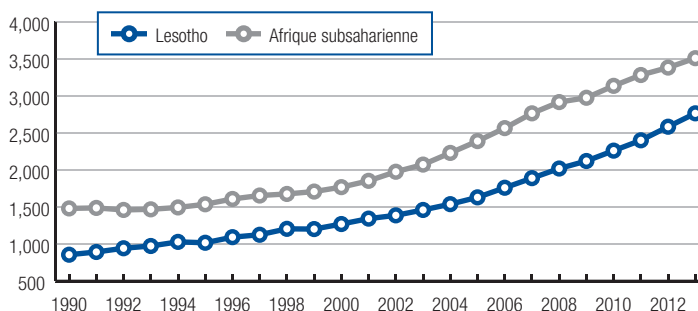
Agriculture.....	7.8
Industrie.....	36.6
Services.....	55.6

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.49
Rang (sur 187 économies).....	162

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

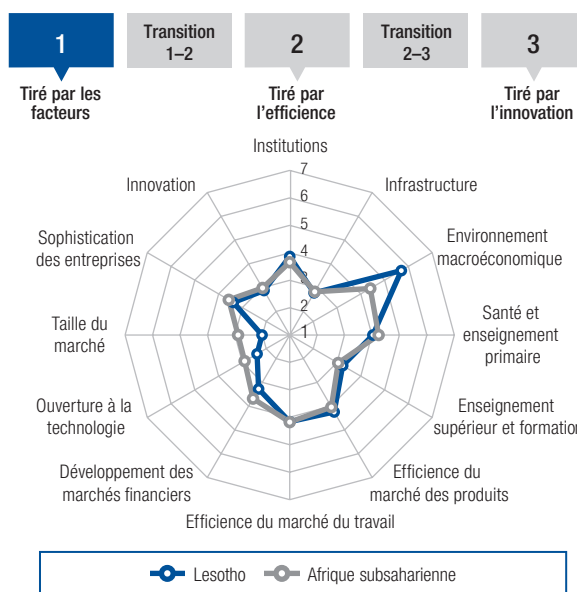
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



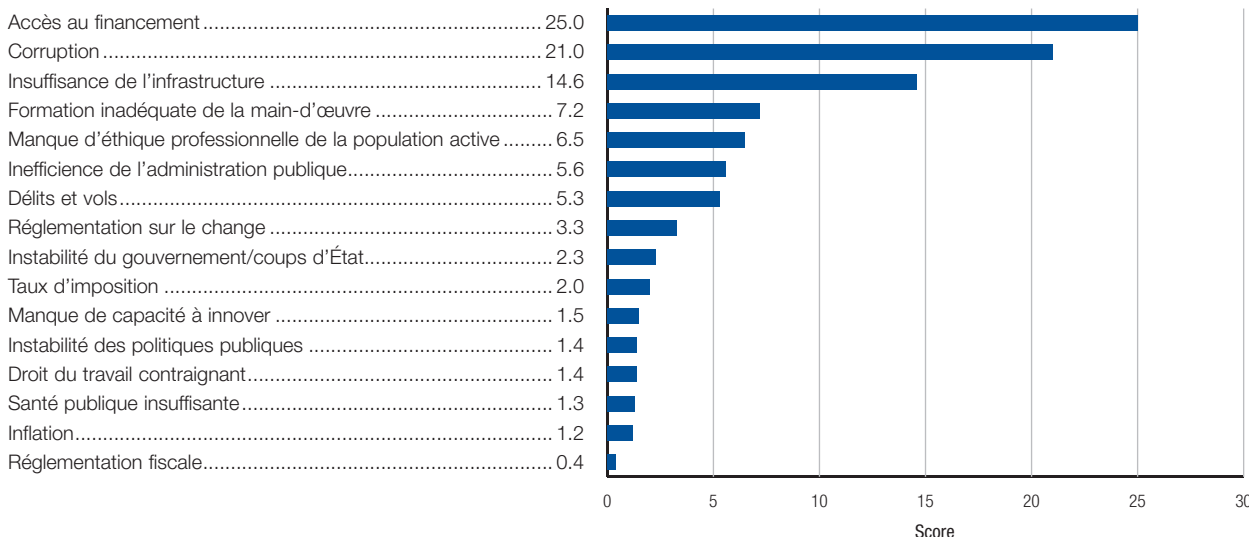
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	107	3.7
GCI 2013–2014 (sur 148).....	123	3.5
GCI 2012–2013 (sur 144).....	137	3.2
Paramètres de base (60.0%)	102	4.1
Institutions.....	68	3.9
Infrastructure.....	116	2.8
Environnement macroéconomique.....	28	5.7
Santé et enseignement primaire.....	128	4.0
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	130	3.2
Enseignement supérieur et formation.....	116	3.2
Efficacité du marché des produits.....	80	4.2
Efficacité du marché du travail.....	76	4.2
Développement des marchés financiers.....	123	3.3
Ouverture à la technologie.....	137	2.4
Taille du marché.....	139	2.0
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	117	3.1
Sophistication des entreprises.....	123	3.4
Innovation.....	110	2.9

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148	INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions			6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
1.01 Droits de propriété	3.6	103	6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	7	78
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.5	81	6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	29.0	110
1.03 Détournement de fonds publics	3.8	49	6.08 Coût de la politique agricole	3.9	61
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.4	47	6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	3.9	122
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	4.2	58	6.10 Taux des droits de douane, %*	6.1	77
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	4.1	55	6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.0	107
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.7	39	6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.7	47
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.7	39	6.13 Poids des procédures douanières	3.4	107
1.09 Poids de la réglementation	3.9	31	6.14 Importations en pourcentage du PIB*	127.4	3
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.7	70	6.15 Degré d'orientation client	3.5	133
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	3.5	62	6.16 Sophistication des acheteurs	3.6	55
1.12 Transparence des politiques publiques	3.9	71	7e pilier: Efficience du marché du travail		
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.2	76	7.01 Relations personnel/employeurs	4.0	102
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.9	96	7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.0	123
1.15 Crime organisé	4.5	85	7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.9	76
1.16 Fiabilité des services de police	4.7	45	7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	15.0	70
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.0	63	7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler ..	4.0	40
1.18 Rigueur audit et info financière	2.8	139	7.06 Rémunération et productivité	3.8	84
1.19 Efficacité des conseils d'administration	3.6	135	7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.4	119
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.1	130	7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.4	68
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	5.0	83	7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.6	63
2e pilier: Infrastructure			7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.81	71
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.6	98	8e pilier: Développement des marchés financiers		
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.3	97	8.01 Disponibilité des services financiers	3.2	131
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/Appl.	n/a	8.02 Accessibilité économique des services financiers ...	3.4	125
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	2.7	120	8.03 Financement via le marché boursier local	2.7	109
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	2.1	144	8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.9	63
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	0.3	143	8.05 Disponibilité du capital-risque	2.7	72
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	3.7	97	8.06 Solidité des banques	3.5	130
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	86.3	110	8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	2.6	130
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	2.8	115	8.08 Fiabilité des garanties*	6	63
3e pilier: Environnement macroéconomique			9e pilier: Ouverture à la technologie		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	3.0	10	9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.5	135
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	31.7	21	9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ...	3.5	136
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	5.3	96	9.03 IDE et transfert de technologies	3.5	134
3.04 Dette publique, % PIB*	39.6	61	9.04 Internauts, %*	5.0	132
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	32.7	99	9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.1	127
4e pilier: Santé et enseignement primaire			9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	5.9	112
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	S.L.	n/a	9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	7.4	103
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	N/Appl.	n/a	10e pilier: Taille du marché		
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	630.0	140	10.01 Taille du marché intérieur*	1.8	137
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	5.2	86	10.02 Taille du marché extérieur*	2.7	138
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	23.1	142	10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	4.3	141
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.4	113	10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	43.6	57
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	74.2	138	11e pilier: Sophistication des entreprises		
4.08 Espérance de vie, années*	48.8	142	11.01 Nombre de fournisseurs locaux	3.6	136
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	4.1	66	11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.5	128
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	81.6	126	11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.9	65
5e pilier: Enseignement supérieur et formation			11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.3	87
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	53.3	119	11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.5	101
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	10.8	111	11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.2	133
5.03 Qualité du système éducatif	4.1	49	11.07 Sophistication des processus de production	3.0	125
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.8	90	11.08 Utilisation du marketing	3.3	126
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.9	91	11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.0	129
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.2	114	12e pilier: Innovation		
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.9	82	12.01 Capacité d'innovation	3.1	122
5.08 Formation du personnel	4.0	75	12.02 Qualité établissements de recherche	2.9	114
6e pilier: Efficience du marché des produits			12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.9	92
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.8	93	12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ...	3.2	99
6.02 Concentration du marché	3.5	84	12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.0	106
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.7	103	12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs.	3.6	97
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.8	65	12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	124
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	16.0	9			

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Libéria*

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	4.1
PIB (milliards de dollars EU)*.....	2.0
PIB par habitant (dollars EU).....	479.0
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.00

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

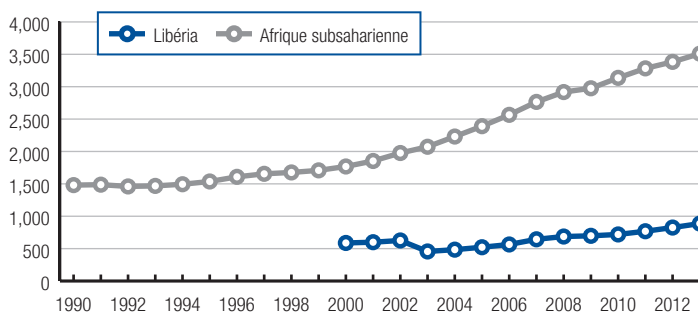
Agriculture.....	38.8
Industrie.....	16.4
Services.....	44.7

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.41
Rang (sur 187 économies).....	175

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

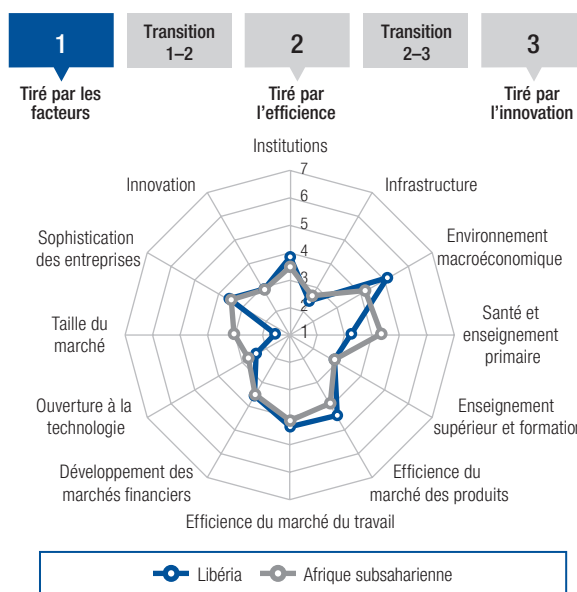
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



Indice de compétitivité mondiale

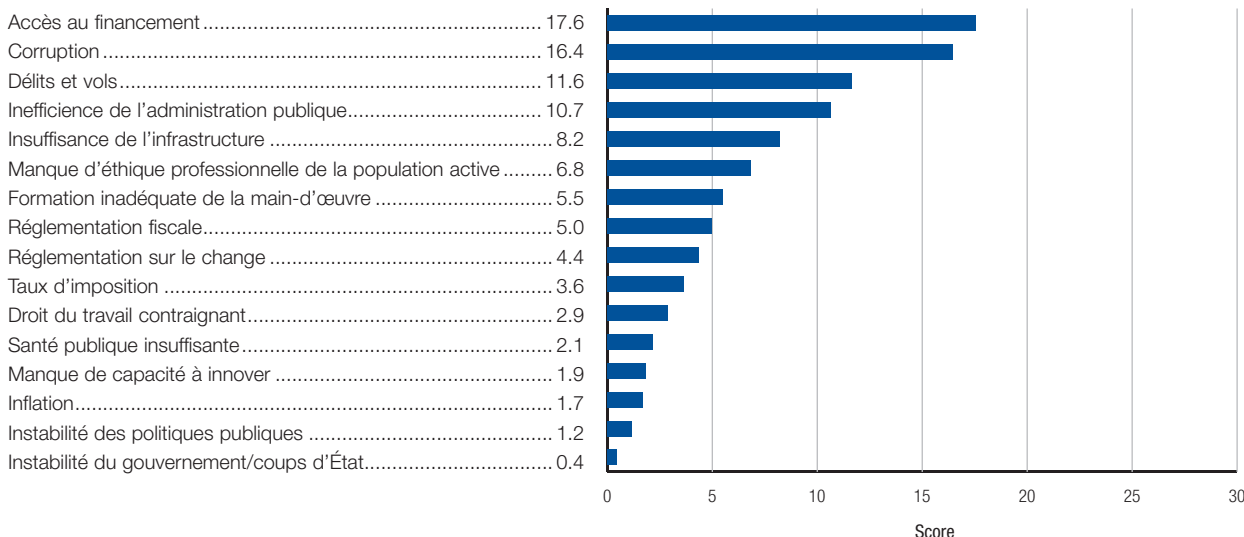
	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	n/a	n/a
GCI 2013–2014 (sur 148).....	128	3.5
GCI 2012–2013 (sur 144).....	111	3.7
Paramètres de base (60.0%)	127	3.6
Institutions.....	77	3.8
Infrastructure.....	131	2.4
Environnement macroéconomique.....	51	5.1
Santé et enseignement primaire.....	144	3.2
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	131	3.2
Enseignement supérieur et formation.....	126	2.9
Efficacité du marché des produits.....	47	4.4
Efficacité du marché du travail.....	60	4.4
Développement des marchés financiers.....	106	3.6
Ouverture à la technologie.....	141	2.4
Taille du marché.....	146	1.5
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	114	3.2
Sophistication des entreprises.....	108	3.6
Innovation.....	110	2.9

Stade de développement



* Le Bénin et le Libéria n'ont pas été inclus dans le GCI 2014–2015. Les données dans cette section renvoient donc au GCI 2013–2014.

Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur. Le Bénin et le Libéria n'ont pas été inclus dans le GCI 2014–2015. Les principaux obstacles à la pratique des affaires pour ces deux pays sont donc tirés de l'édition de 2013 de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise menée par le Forum économique mondial.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATOR	VALUE	RANK/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.8	99
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.7	68
1.03 Détournement de fonds publics	3.6	57
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.3	52
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.4	100
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.4	83
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.4	49
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.9	30
1.09 Poids de la réglementation	4.1	23
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.8	67
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	3.7	57
1.12 Transparence des politiques publiques	4.3	58
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.0	97
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.2	99
1.15 Crime organisé	4.7	87
1.16 Fiabilité des services de police	3.7	104
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.8	77
1.18 Rigueur audit et info financière	4.0	104
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.3	99
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.9	85
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	3.7	123
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.5	103
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	2.9	113
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.0	96
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.4	117
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.1	127
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	5.0	143
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.6	125
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	56.4	133
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.0	148
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-0.5	34
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	n/a	n/a
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	6.8	112
3.04 Dette publique, % PIB*	29.1	38
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	18.6	136
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	27,023.2	138
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.4	129
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	299.0	133
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	3.6	140
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	1.0	107
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.5	107
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	58.2	132
4.08 Espérance de vie, années*	56.7	127
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.8	123
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	40.8	145
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	44.8	124
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	19.1	95
5.03 Qualité du système éducatif	3.4	96
5.04 Qualité enseignement math et sciences	2.9	125
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.5	117
5.06 Accès à Internet dans les écoles	2.6	129
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.4	123
5.08 Formation du personnel	3.7	101
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.6	103
6.02 Concentration du marché	3.8	68
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.3	56
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	4.2	35
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéficiaires*	27.4	26

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	4	20
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	6.0	16
6.08 Coût de la politique agricole	3.5	109
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.4	63
6.10 Taux des droits de douane, %*	10.7	119
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	5.3	31
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.4	88
6.13 Poids des procédures douanières	3.9	79
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	85.1	19
6.15 Degré d'orientation client	4.4	90
6.16 Sophistication des acheteurs	3.4	74
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.2	78
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.8	92
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.2	47
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	25.7	113
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	4.3	23
7.06 Rémunération et productivité	3.8	87
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.5	122
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.1	89
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	4.1	36
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.92	25
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.8	114
8.02 Accessibilité économique des services financiers	3.7	108
8.03 Financement via le marché boursier local	2.5	117
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.5	92
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.7	63
8.06 Solidité des banques	4.6	91
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	2.6	134
8.08 Fiabilité des garanties*	7	42
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.6	136
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises	3.8	136
9.03 IDE et transfert de technologies	3.8	122
9.04 Internauts, %*	3.8	137
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.0	147
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	2.0	135
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.0	135
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	1.2	146
10.02 Taille du marché extérieur*	2.5	144
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	2.7	146
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	47.6	58
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.1	119
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.9	109
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.7	77
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.3	83
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.5	99
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.5	124
11.07 Sophistication des processus de production	3.2	118
11.08 Utilisation du marketing	3.3	123
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.5	95
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.5	68
12.02 Qualité établissements de recherche	2.8	122
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.9	95
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	2.9	122
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.8	40
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	2.8	142
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	126

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99. Le Bénin et le Libéria n'ont pas été inclus dans le GCI 2014-2015. Les données dans cette section renvoient donc au GCI 2013-2014

Libye

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	6.1
PIB (milliards de dollars EU)*.....	65.5
PIB par habitant (dollars EU).....	10,702.4
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.12

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2008

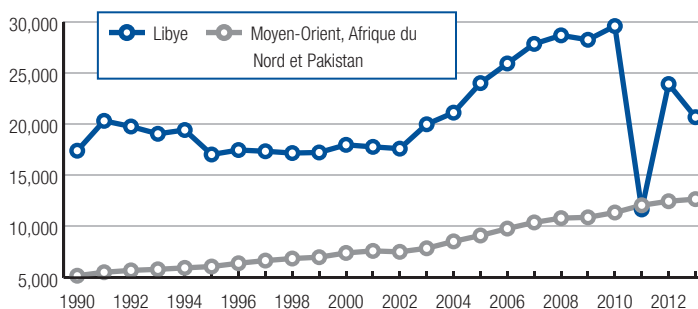
Agriculture.....	1.9
Industrie.....	78.2
Services.....	19.9

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.78
Rang (sur 187 économies).....	55

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

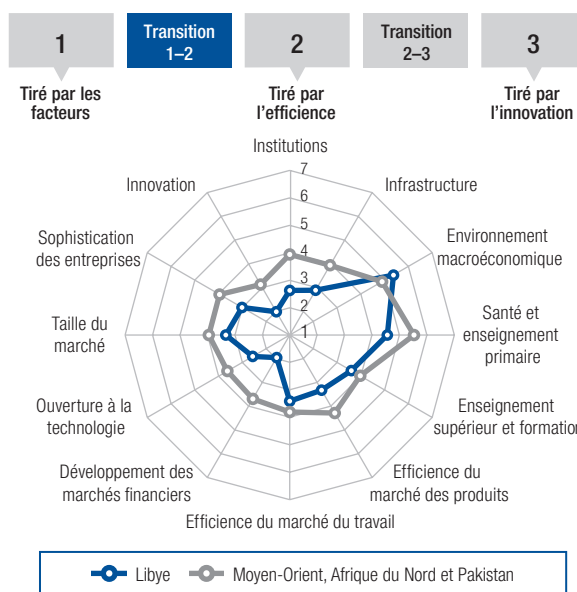
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



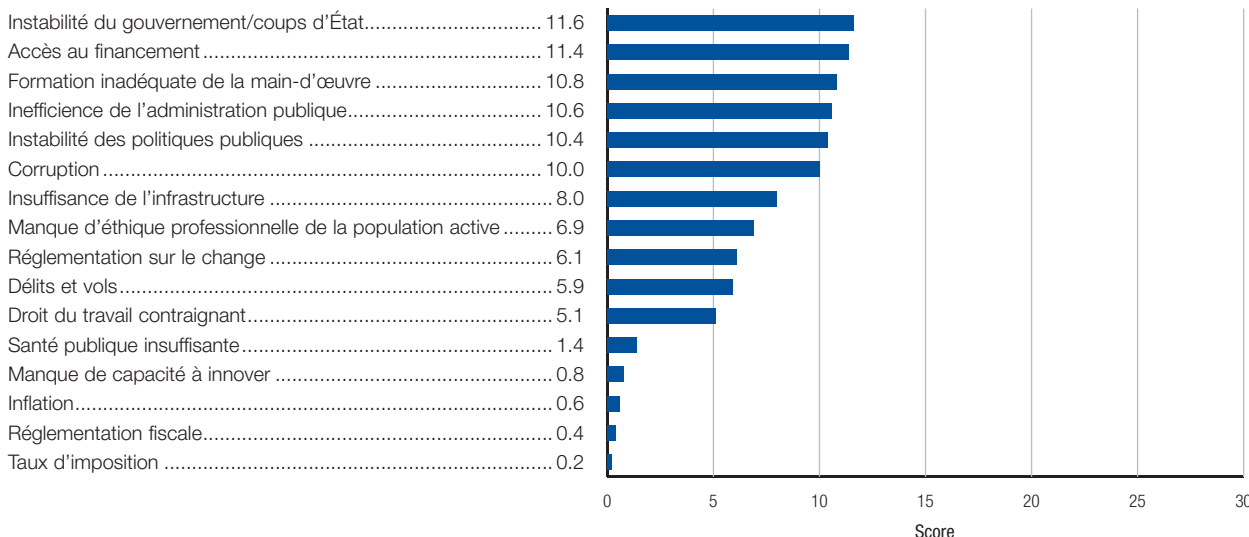
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	126	3.5
GCI 2013–2014 (sur 148).....	108	3.7
GCI 2012–2013 (sur 144).....	113	3.7
Paramètres de base (58.5%)	111	3.9
Institutions.....	142	2.6
Infrastructure.....	113	2.9
Environnement macroéconomique.....	41	5.4
Santé et enseignement primaire.....	119	4.6
Santé et Sources d'efficacité (36.1%)	137	3.0
Enseignement supérieur et formation.....	102	3.6
Efficacité du marché des produits.....	139	3.3
Efficacité du marché du travail.....	133	3.4
Développement des marchés financiers.....	144	1.9
Ouverture à la technologie.....	130	2.6
Taille du marché.....	85	3.3
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.4%)	143	2.5
Sophistication des entreprises.....	135	3.0
Innovation.....	144	2.0

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.0	131
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	1.8	143
1.03 Détournement de fonds publics	2.1	133
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.3	112
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.9	122
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.0	104
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.3	124
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.0	136
1.09 Poids de la réglementation	2.5	134
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	2.4	135
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	2.4	127
1.12 Transparence des politiques publiques	2.9	139
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	2.4	142
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	2.5	138
1.15 Crime organisé	4.0	116
1.16 Fiabilité des services de police	2.0	143
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.4	127
1.18 Rigueur audit et info financière	2.2	144
1.19 Efficacité des conseils d'administration	2.4	144
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	2.4	144
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	1.7	143
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	1.9	144
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	2.1	142
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/Appl.	n/a
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	2.6	131
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	2.4	139
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	111.2	79
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.8	116
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	165.0	9
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	12.7	82
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	1.6	12
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	18.4	78
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	2.6	1
3.04 Dette publique, % PIB*	0.0	1
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	35.6	93
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	S.L.	n/a
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	N/Appl.	n/a
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	40.0	65
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	5.0	91
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	<0.2	1
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.9	93
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	13.2	68
4.08 Espérance de vie, années*	75.2	54
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.5	128
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	n/a	n/a
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %* ..	104.3	20
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	60.9	41
5.03 Qualité du système éducatif	1.9	144
5.04 Qualité enseignement math et sciences	2.9	125
5.05 Qualité des écoles de commerce	2.3	142
5.06 Accès à Internet dans les écoles	1.6	143
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	2.5	143
5.08 Formation du personnel	2.7	143
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	3.7	141
6.02 Concentration du marché	2.7	137
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	2.1	143
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.2	109
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	31.6	44

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	10	118
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	35.0	119
6.08 Coût de la politique agricole	2.1	143
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	3.7	132
6.10 Taux des droits de douane, %*	0.0	1
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	2.4	143
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	3.0	135
6.13 Poids des procédures douanières	2.6	139
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	34.5	101
6.15 Degré d'orientation client	3.4	137
6.16 Sophistication des acheteurs	2.3	139
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.0	103
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.9	82
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.6	95
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	10.3	42
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.8	52
7.06 Rémunération et productivité	3.0	132
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	2.7	140
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.7	118
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.3	132
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.40	131
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	2.1	144
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	2.0	144
8.03 Financement via le marché boursier local	1.8	140
8.04 Facilité d'accès aux prêts	1.5	142
8.05 Disponibilité du capital-risque	1.6	142
8.06 Solidité des banques	2.7	142
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	2.0	137
8.08 Fiabilité des garanties*	1	143
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.1	140
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	3.2	142
9.03 IDE et transfert de technologies	2.7	144
9.04 Internauts, %*	16.5	108
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	1.0	106
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	21.5	82
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	n/a	n/a
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.9	95
10.02 Taille du marché extérieur*	4.6	67
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	70.4	78
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	76.1	19
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.7	58
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	2.8	142
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	2.7	140
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.6	134
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	2.7	143
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.9	83
11.07 Sophistication des processus de production	2.3	142
11.08 Utilisation du marketing	2.5	143
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.1	128
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	2.5	144
12.02 Qualité établissements de recherche	1.7	143
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	1.8	144
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	1.7	144
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	1.9	143
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.3	119
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	124

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Madagascar

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	23.0
PIB (milliards de dollars EU)*.....	10.6
PIB par habitant (dollars EU).....	463.4
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.03

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2009

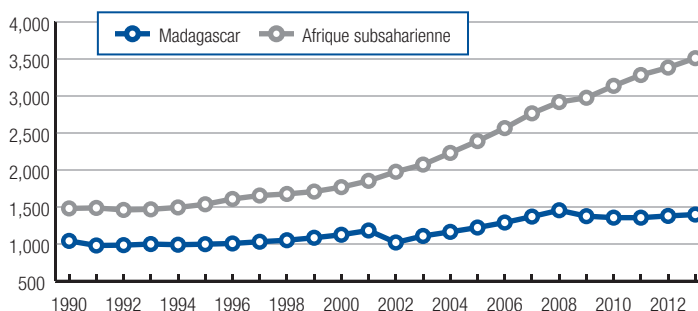
Agriculture.....	29.1
Industrie.....	16.0
Services.....	54.9

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.50
Rang (sur 187 économies).....	155

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

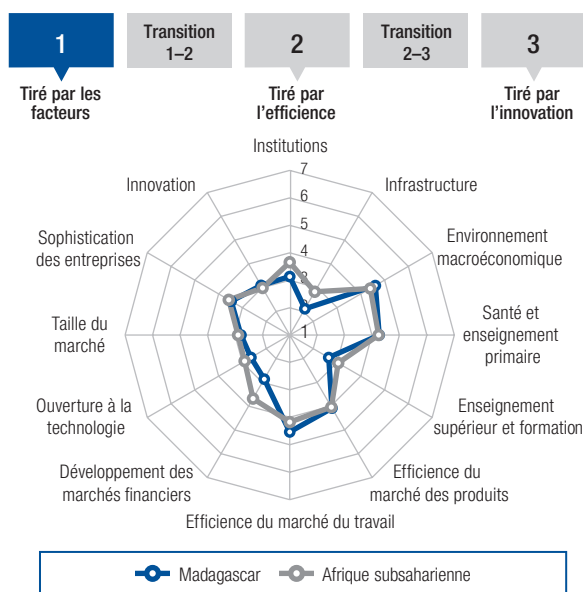
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



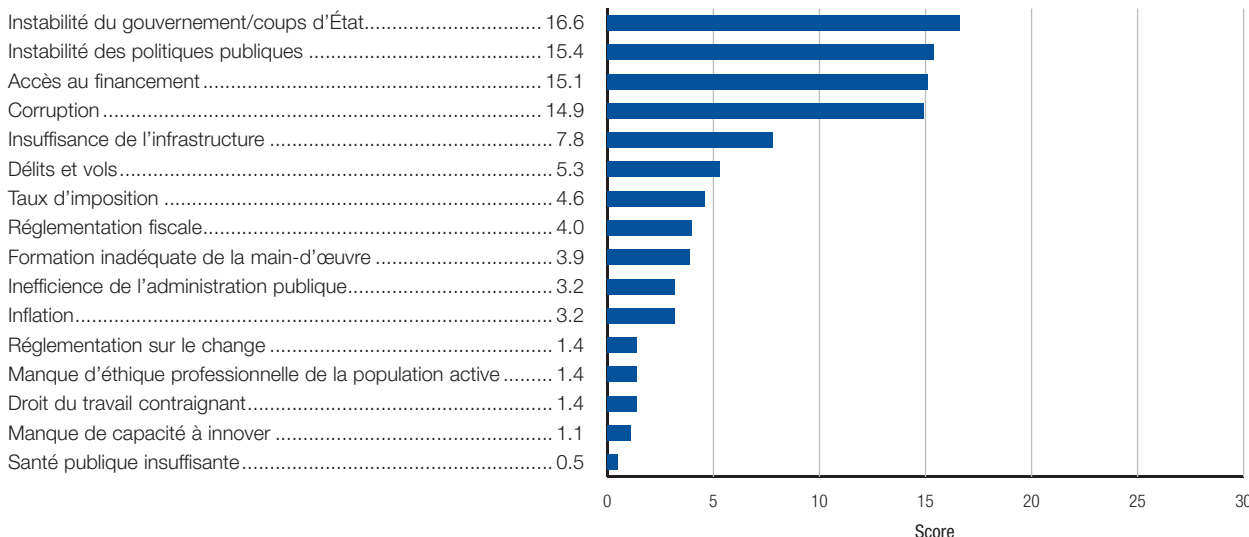
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	130	3.4
GCI 2013–2014 (sur 148).....	132	3.4
GCI 2012–2013 (sur 144).....	130	3.4
Paramètres de base (60.0%)	129	3.5
Institutions.....	128	3.1
Infrastructure.....	135	2.1
Environnement macroéconomique.....	81	4.6
Santé et enseignement primaire.....	125	4.3
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	128	3.3
Enseignement supérieur et formation.....	130	2.6
Efficacité du marché des produits.....	102	4.1
Efficacité du marché du travail.....	39	4.5
Développement des marchés financiers.....	132	2.9
Ouverture à la technologie.....	127	2.6
Taille du marché.....	114	2.8
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	105	3.3
Sophistication des entreprises.....	117	3.5
Innovation.....	94	3.1

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.1	130
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.9	115
1.03 Détournement de fonds publics	2.3	126
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.1	120
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.0	117
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.2	134
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.7	96
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.4	117
1.09 Poids de la réglementation	3.5	69
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	2.9	117
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	2.7	117
1.12 Transparence des politiques publiques	3.1	132
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	4.5	112
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.7	106
1.15 Crime organisé	4.1	110
1.16 Fiabilité des services de police	2.8	130
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.4	120
1.18 Rigueur audit et info financière	4.1	104
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.4	85
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.4	120
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)*	5.7	57
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.1	122
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	2.6	129
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	1.8	92
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.4	103
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.4	114
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	40.0	107
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.3	130
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	36.1	139
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	1.1	123
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-1.5	44
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	19.2	74
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	5.8	106
3.04 Dette publique, % PIB*	49.8	86
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	18.2	136
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	5,831.2	52
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.4	64
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	234.0	124
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.4	112
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	0.5	88
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	5.0	87
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	40.9	111
4.08 Espérance de vie, années*	64.2	113
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.6	123
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	77.1	129
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	38.0	130
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	4.2	132
5.03 Qualité du système éducatif	3.0	115
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.7	93
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.8	93
5.06 Accès à Internet dans les écoles	2.4	135
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.4	117
5.08 Formation du personnel	3.7	102
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.8	90
6.02 Concentration du marché	3.3	112
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.4	119
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.1	125
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	35.8	63

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	2	3
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	8.0	39
6.08 Coût de la politique agricole	3.5	100
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.0	109
6.10 Taux des droits de douane, %*	7.6	88
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.3	96
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.0	102
6.13 Poids des procédures douanières	3.4	114
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	42.0	82
6.15 Degré d'orientation client	4.5	74
6.16 Sophistication des acheteurs	2.5	133
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.2	77
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.2	57
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.2	36
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	12.3	54
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.1	111
7.06 Rémunération et productivité	3.9	71
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.9	91
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.9	104
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.0	96
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.97	8
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.5	127
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.1	132
8.03 Financement via le marché boursier local	2.3	125
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.7	78
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.5	89
8.06 Solidité des banques	4.0	119
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	2.5	133
8.08 Fiabilité des garanties*	2	137
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.3	103
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.4	87
9.03 IDE et transfert de technologies	4.2	103
9.04 Internauts, %*	2.2	138
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.1	135
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	0.4	143
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.4	128
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.6	114
10.02 Taille du marché extérieur*	3.4	117
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	22.3	114
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	28.8	100
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.4	94
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.9	101
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	2.9	133
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.7	124
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.5	99
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.3	128
11.07 Sophistication des processus de production	3.3	110
11.08 Utilisation du marketing	3.4	123
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.6	83
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.6	83
12.02 Qualité établissements de recherche	3.2	104
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.9	88
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.3	93
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.3	83
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	4.4	38
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	109

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Malawi

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	17.1
PIB (milliards de dollars EU)*.....	3.8
PIB par habitant (dollars EU).....	223.4
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.01

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

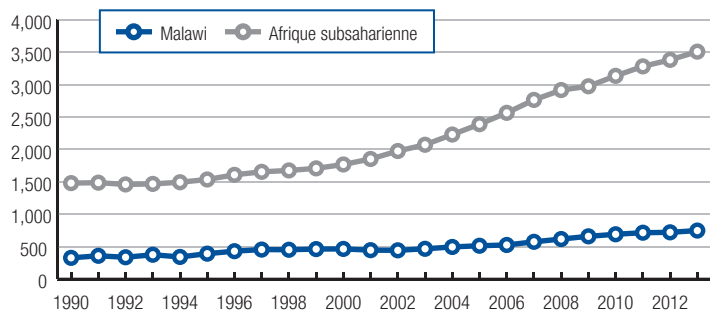
Agriculture.....	27.0
Industrie.....	18.8
Services.....	54.2

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.41
Rang (sur 187 économies).....	174

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

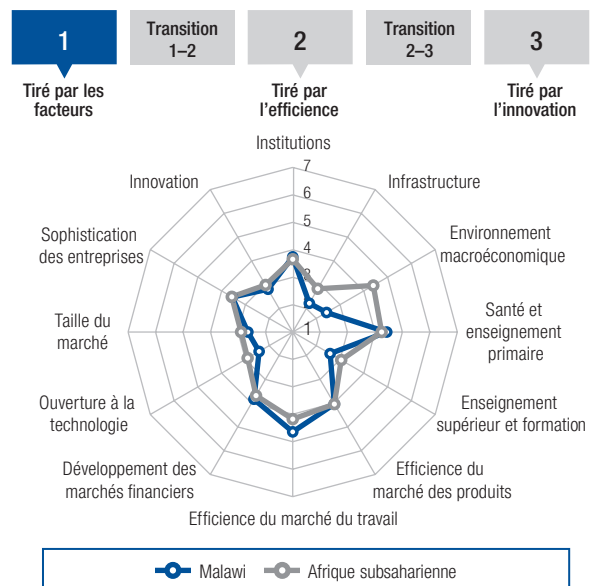
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



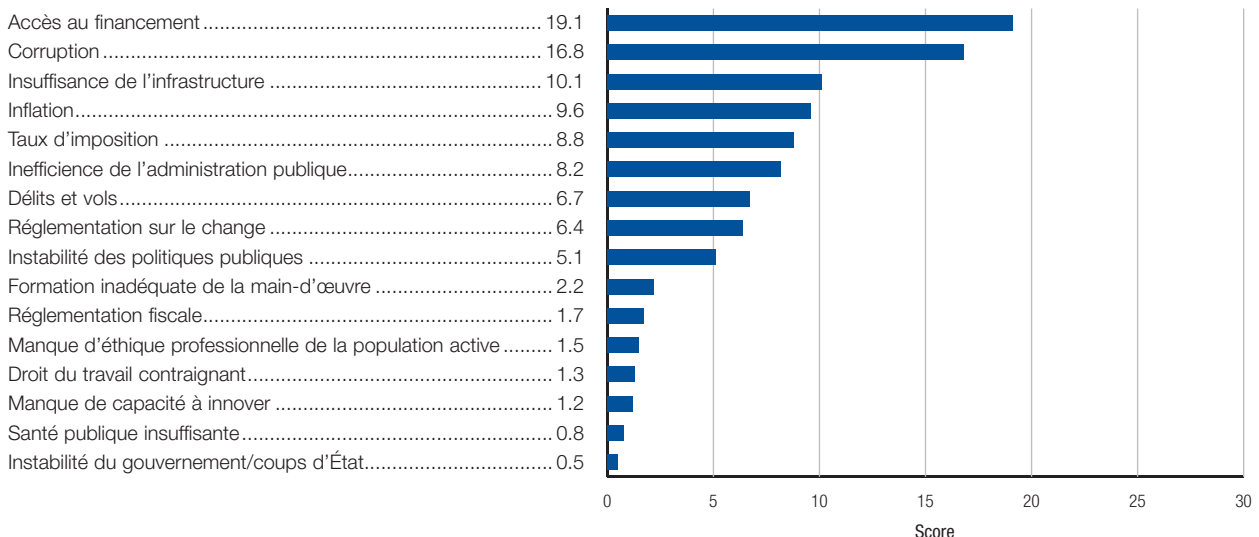
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	132	3.2
GCI 2013–2014 (sur 148).....	136	3.3
GCI 2012–2013 (sur 144).....	129	3.4
Paramètres de base (60.0%)	139	3.2
Institutions.....	77	3.7
Infrastructure.....	131	2.2
Environnement macroéconomique.....	144	2.4
Santé et enseignement primaire.....	123	4.4
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	122	3.4
Enseignement supérieur et formation.....	132	2.6
Efficacité du marché des produits.....	108	4.0
Efficacité du marché du travail.....	28	4.6
Développement des marchés financiers.....	79	3.8
Ouverture à la technologie.....	135	2.4
Taille du marché.....	123	2.6
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	115	3.2
Sophistication des entreprises.....	108	3.5
Innovation.....	115	2.8

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.9	83
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.1	100
1.03 Détournement de fonds publics	2.6	107
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.7	86
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.5	94
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	4.0	59
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.7	97
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.6	106
1.09 Poids de la réglementation	3.7	44
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	3.7	72
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	3.6	49
1.12 Transparence des politiques publiques	3.6	102
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.7	47
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.6	111
1.15 Crime organisé	5.1	56
1.16 Fiabilité des services de police	4.0	82
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.9	78
1.18 Rigueur audit et info financière	4.7	70
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.7	58
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.4	50
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)*	5.3	68
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.1	118
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.3	99
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	1.9	89
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	2.6	132
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	2.8	132
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	9.3	136
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.9	113
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	32.3	141
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.2	143
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-6.7	125
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	16.9	93
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	27.7	142
3.04 Dette publique, % PIB*	68.9	112
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	19.7	130
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	27,661.7	70
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.1	71
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	163.0	109
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	3.7	137
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	10.8	135
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.1	142
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	46.0	118
4.08 Espérance de vie, années*	54.7	132
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.5	127
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	96.9	46
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	34.2	133
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	0.8	141
5.03 Qualité du système éducatif	3.2	99
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.0	119
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.2	127
5.06 Accès à Internet dans les écoles	2.7	128
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.4	113
5.08 Formation du personnel	4.0	65
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.9	76
6.02 Concentration du marché	3.1	122
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.9	79
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.3	103
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	34.9	57

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	10	118
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	40.0	127
6.08 Coût de la politique agricole	3.6	91
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.6	34
6.10 Taux des droits de douane, %*	9.7	103
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.6	67
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.1	99
6.13 Poids des procédures douanières	3.8	80
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	70.2	32
6.15 Degré d'orientation client	4.0	108
6.16 Sophistication des acheteurs	2.9	117
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.3	68
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.3	48
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.6	90
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	16.7	80
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.3	100
7.06 Rémunération et productivité	4.0	61
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.7	40
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.3	78
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.5	64
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	1.05	1
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.8	112
8.02 Accessibilité économique des services financiers ...	3.1	133
8.03 Financement via le marché boursier local	3.5	63
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.3	114
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.2	112
8.06 Solidité des banques	4.8	74
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	4.0	74
8.08 Fiabilité des garanties*	7	43
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.8	129
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ...	3.8	125
9.03 IDE et transfert de technologies	3.8	119
9.04 Internauts, %*	5.4	130
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.0	139
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	2.2	138
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	3.9	112
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.4	122
10.02 Taille du marché extérieur*	3.2	124
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	15.0	124
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	30.9	93
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.4	92
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.7	119
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.7	79
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.8	120
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.2	119
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.5	116
11.07 Sophistication des processus de production	3.0	127
11.08 Utilisation du marketing	3.4	122
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.6	87
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.2	116
12.02 Qualité établissements de recherche	3.1	110
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.8	105
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ...	2.8	120
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.0	110
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.5	103
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	122

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Mali

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	16.9
PIB (milliards de dollars EU)*.....	10.9
PIB par habitant (dollars EU).....	645.7
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.03

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

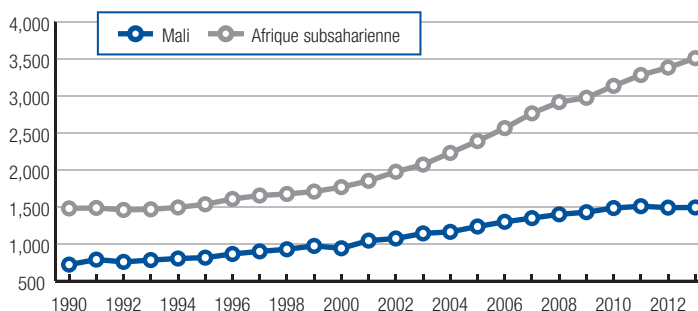
Agriculture.....	42.3
Industrie.....	22.7
Services.....	35.0

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.41
Rang (sur 187 économies).....	176

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

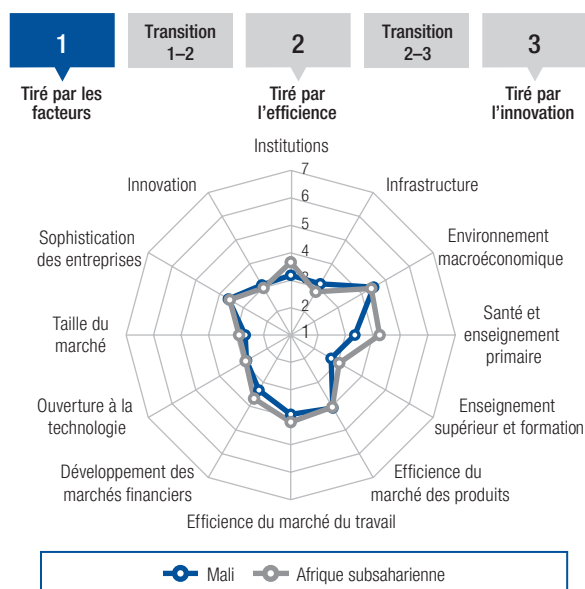
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



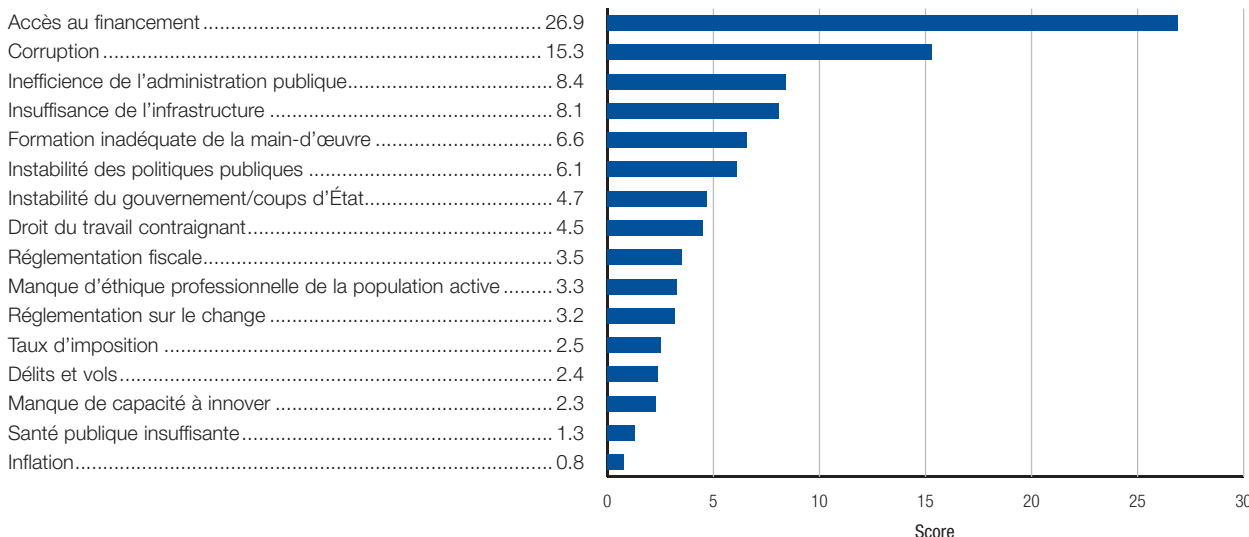
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	128	3.4
GCI 2013–2014 (sur 148).....	135	3.3
GCI 2012–2013 (sur 144).....	128	3.4
Paramètres de base (60.0%)	128	3.5
Institutions.....	126	3.2
Infrastructure.....	103	3.2
Environnement macroéconomique.....	86	4.5
Santé et enseignement primaire.....	138	3.3
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	129	3.2
Enseignement supérieur et formation.....	128	2.7
Efficacité du marché des produits.....	104	4.1
Efficacité du marché du travail.....	102	3.9
Développement des marchés financiers.....	122	3.3
Ouverture à la technologie.....	112	2.9
Taille du marché.....	122	2.7
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%)	97	3.4
Sophistication des entreprises.....	102	3.6
Innovation.....	92	3.1

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.4	114
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.0	109
1.03 Détournement de fonds publics	2.5	116
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.8	82
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.5	134
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.1	103
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.7	95
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.2	69
1.09 Poids de la réglementation	3.2	95
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	3.4	87
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	3.5	58
1.12 Transparence des politiques publiques	3.7	97
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	2.5	141
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	2.9	131
1.15 Crime organisé	3.2	134
1.16 Fiabilité des services de police	3.8	90
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.8	87
1.18 Rigueur audit et info financière	3.3	135
1.19 Efficacité des conseils d'administration	3.5	138
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.6	104
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	3.7	117
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.6	101
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.4	94
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.1	85
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.1	112
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.8	96
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	28.3	113
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	3.5	101
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	129.1	44
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.7	130
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-2.7	68
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	14.9	108
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	-0.6	79
3.04 Dette publique, % PIB*	31.5	39
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	18.5	134
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	20,197.2	63
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.2	68
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	60.0	78
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.0	129
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	0.9	106
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.9	128
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	79.6	141
4.08 Espérance de vie, années*	54.6	133
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.8	120
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	68.7	136
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	44.5	126
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	7.5	122
5.03 Qualité du système éducatif	3.0	110
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.1	114
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.4	120
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.4	109
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.4	115
5.08 Formation du personnel	3.3	126
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.7	97
6.02 Concentration du marché	4.2	33
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.0	69
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.2	113
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	49.5	112

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	5	32
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	11.0	57
6.08 Coût de la politique agricole	3.9	59
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	3.2	141
6.10 Taux des droits de douane, %*	10.8	111
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	3.5	120
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	3.9	109
6.13 Poids des procédures douanières	3.2	121
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	42.3	80
6.15 Degré d'orientation client	4.2	95
6.16 Sophistication des acheteurs	2.9	114
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.5	53
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.7	94
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.3	35
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	13.7	63
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.3	96
7.06 Rémunération et productivité	3.5	106
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	2.9	135
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.4	65
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.3	78
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.63	109
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.5	126
8.02 Accessibilité économique des services financiers ...	3.6	113
8.03 Financement via le marché boursier local	2.4	118
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.7	84
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.4	94
8.06 Solidité des banques	3.9	123
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	2.6	129
8.08 Fiabilité des garanties*	6	63
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.2	105
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ...	4.1	107
9.03 IDE et transfert de technologies	4.3	88
9.04 Internauts, %*	2.3	136
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.0	138
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	5.9	113
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	1.8	119
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.5	121
10.02 Taille du marché extérieur*	3.3	123
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	18.6	120
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	27.4	107
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.7	63
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.2	84
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.9	56
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.4	78
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.3	111
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.7	107
11.07 Sophistication des processus de production	3.0	128
11.08 Utilisation du marketing	3.5	112
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.3	114
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.3	112
12.02 Qualité établissements de recherche	3.6	79
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.8	99
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ...	3.2	100
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.6	58
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs.	4.3	50
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	124

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Mauritanie

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	3.7
PIB (milliards de dollars EU)*.....	4.2
PIB par habitant (dollars EU).....	1,128.0
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.01

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

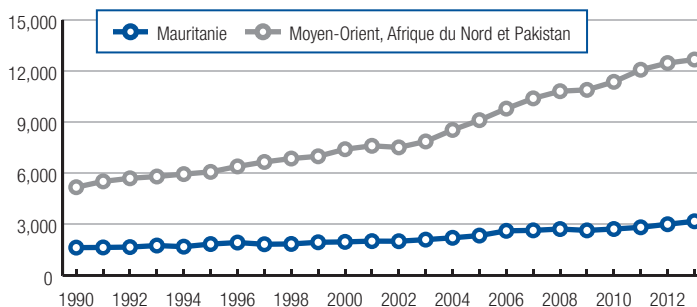
Agriculture.....	17.0
Industrie.....	46.1
Services.....	36.9

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.49
Rang (sur 187 économies).....	161

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

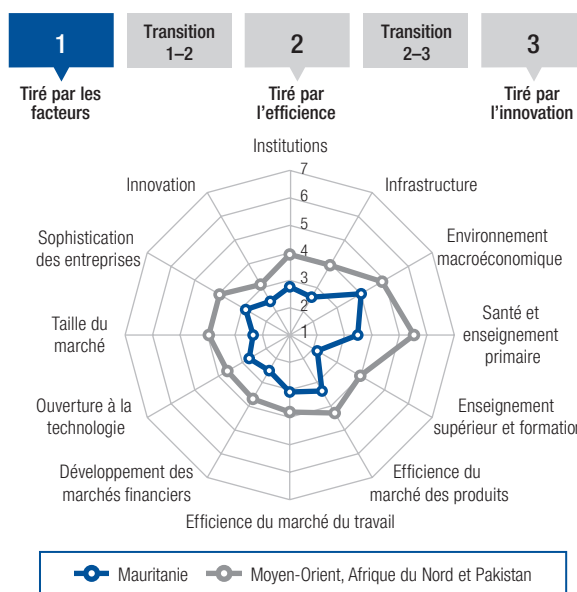
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



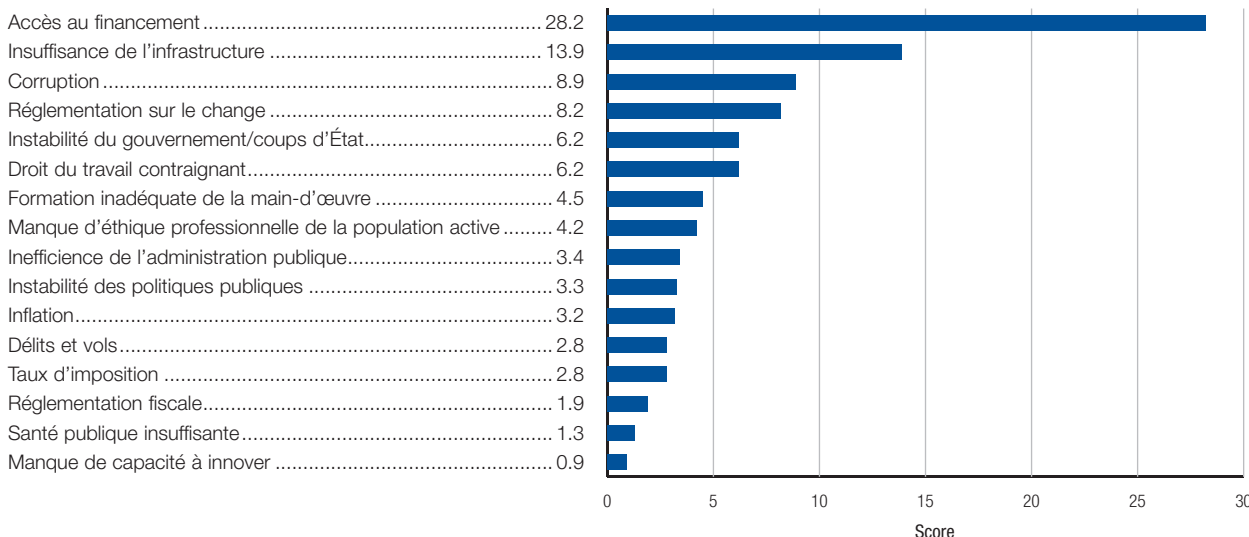
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	141	3.0
GCI 2013–2014 (sur 148).....	141	3.2
GCI 2012–2013 (sur 144).....	134	3.3
Paramètres de base (60.0%)	138	3.2
Institutions.....	138	2.8
Infrastructure.....	123	2.6
Environnement macroéconomique.....	115	4.0
Santé et enseignement primaire.....	137	3.5
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	143	2.7
Enseignement supérieur et formation.....	141	2.2
Efficacité du marché des produits.....	138	3.4
Efficacité du marché du travail.....	141	3.1
Développement des marchés financiers.....	141	2.5
Ouverture à la technologie.....	123	2.7
Taille du marché.....	131	2.3
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	138	2.6
Sophistication des entreprises.....	142	2.9
Innovation.....	136	2.4

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

Mauritanie

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	2.5	139
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.2	141
1.03 Détournement de fonds publics	2.5	115
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.2	115
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.3	141
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.3	125
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.3	128
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.6	100
1.09 Poids de la réglementation	3.1	98
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	2.4	138
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	2.1	140
1.12 Transparence des politiques publiques	2.6	142
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	4.4	116
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.7	57
1.15 Crime organisé	4.9	64
1.16 Fiabilité des services de police	3.0	121
1.17 Comportement éthique des entreprises	2.7	143
1.18 Rigueur audit et info financière	2.6	142
1.19 Efficacité des conseils d'administration	2.8	142
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	2.4	143
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	3.7	117
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	2.6	134
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	2.3	137
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.4	77
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	2.4	135
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	2.4	140
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	11.4	133
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	3.3	105
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	102.5	90
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	1.4	120
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-1.1	38
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	10.0	129
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	4.1	82
3.04 Dette publique, % PIB*	87.7	122
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	21.1	126
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	17,649.5	60
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	4.0	54
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	350.0	131
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	3.4	141
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	0.4	75
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.7	133
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	64.8	133
4.08 Espérance de vie, années*	61.4	121
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.5	129
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	69.6	135
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	26.8	139
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	5.1	128
5.03 Qualité du système éducatif	2.7	128
5.04 Qualité enseignement math et sciences	2.9	123
5.05 Qualité des écoles de commerce	2.8	136
5.06 Accès à Internet dans les écoles	2.1	138
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.1	128
5.08 Formation du personnel	2.6	144
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.1	131
6.02 Concentration du marché	3.1	126
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	2.8	139
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.1	120
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	68.2	135

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	9	106
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	19.0	90
6.08 Coût de la politique agricole	3.0	130
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	3.2	140
6.10 Taux des droits de douane, %*	11.1	116
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	2.7	140
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	3.1	132
6.13 Poids des procédures douanières	3.0	134
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	102.0	7
6.15 Degré d'orientation client	2.8	142
6.16 Sophistication des acheteurs	2.5	135
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.4	136
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.6	101
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.3	117
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	10.5	43
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	2.8	126
7.06 Rémunération et productivité	2.5	140
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	2.0	144
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.3	131
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.5	123
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.37	132
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	2.9	138
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.2	129
8.03 Financement via le marché boursier local	2.0	136
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.0	125
8.05 Disponibilité du capital-risque	1.9	134
8.06 Solidité des banques	3.1	135
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	1.9	138
8.08 Fiabilité des garanties*	3	113
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.5	86
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.2	104
9.03 IDE et transfert de technologies	3.4	135
9.04 Internauts, %*	6.2	128
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.2	121
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	2.6	134
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	5.4	108
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.0	133
10.02 Taille du marché extérieur*	3.3	121
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	8.2	133
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	69.6	28
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	3.8	127
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	2.8	141
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	2.8	135
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.8	116
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.1	130
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	2.8	143
11.07 Sophistication des processus de production	2.6	134
11.08 Utilisation du marketing	2.9	138
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	2.4	141
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	2.9	131
12.02 Qualité établissements de recherche	2.7	124
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.7	109
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	2.0	141
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	2.8	126
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	2.9	139
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	124

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Maurice

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	1.3
PIB (milliards de dollars EU)*.....	11.9
PIB par habitant (dollars EU).....	9,164.9
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.02

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

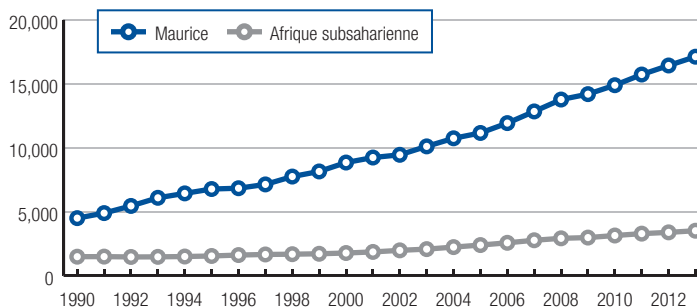
Agriculture.....	3.3
Industrie.....	23.1
Services.....	73.7

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.77
Rang (sur 187 économies).....	63

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

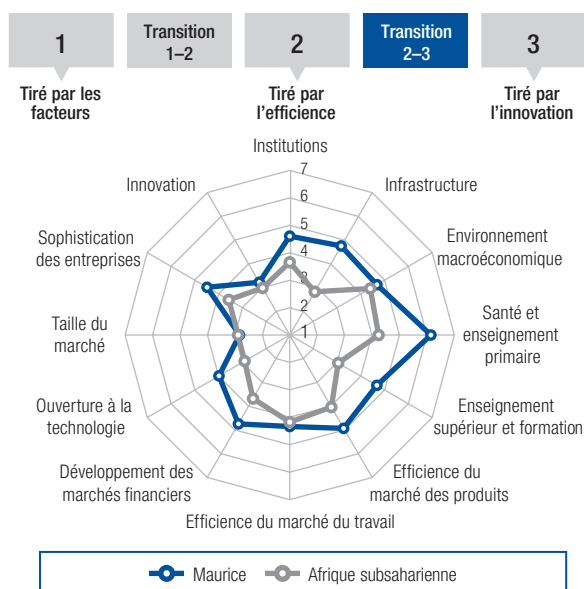
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



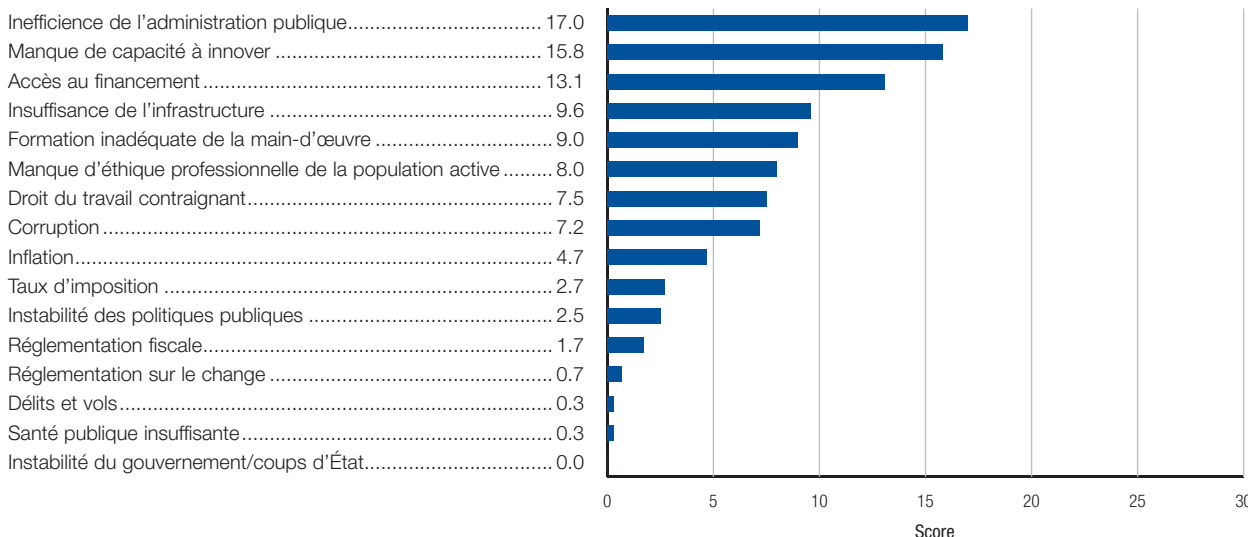
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	39	4.5
GCI 2013–2014 (sur 148).....	45	4.4
GCI 2012–2013 (sur 144).....	54	4.4
Paramètres de base (39.6%)	38	5.0
Institutions.....	35	4.6
Infrastructure.....	42	4.7
Environnement macroéconomique.....	74	4.7
Santé et enseignement primaire.....	42	6.1
Santé et Sources d'efficacité (50.0%)	59	4.2
Enseignement supérieur et formation.....	54	4.7
Efficacité du marché des produits.....	25	4.9
Efficacité du marché du travail.....	52	4.3
Développement des marchés financiers.....	26	4.7
Ouverture à la technologie.....	63	4.0
Taille du marché.....	113	2.8
Facteurs d'innovation et de sophistication (10.4%) ..	53	3.8
Sophistication des entreprises.....	33	4.5
Innovation.....	76	3.2

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	5.1	33
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	4.2	41
1.03 Détournement de fonds publics	3.9	46
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.1	66
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	4.6	45
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	5.1	31
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.0	73
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.6	44
1.09 Poids de la réglementation	3.9	36
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	4.9	22
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	4.1	30
1.12 Transparence des politiques publiques	4.5	34
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	6.3	12
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	5.2	35
1.15 Crime organisé	6.0	20
1.16 Fiabilité des services de police	4.5	51
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.6	37
1.18 Rigueur audit et info financière	5.5	25
1.19 Efficacité des conseils d'administration	5.0	39
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	5.2	18
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	7.7	12
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	4.7	49
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	4.8	42
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/Appl.	n/a
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	5.0	36
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	5.0	46
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	158.1	70
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	5.5	45
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	123.2	52
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	29.2	38
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-3.5	84
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	14.1	113
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	3.5	71
3.04 Dette publique, % PIB*	53.8	89
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	59.0	52
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	M.F.	n/a
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	N/Appl.	n/a
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	21.0	46
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	6.0	52
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	1.2	113
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	5.6	70
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	13.0	66
4.08 Espérance de vie, années*	73.6	79
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	4.5	45
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	97.8	34
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	95.9	52
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	40.3	68
5.03 Qualité du système éducatif	4.2	42
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.6	40
5.05 Qualité des écoles de commerce	4.4	55
5.06 Accès à Internet dans les écoles	4.4	65
5.07 Services de recherche et de formation disponibles ..	4.4	52
5.08 Formation du personnel	4.4	35
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	5.6	24
6.02 Concentration du marché	3.6	79
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.4	45
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	5.3	9
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	28.2	32

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	5	32
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	6.0	21
6.08 Coût de la politique agricole	4.3	26
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.6	33
6.10 Taux des droits de douane, %*	0.8	4
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.7	65
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	5.6	7
6.13 Poids des procédures douanières	4.7	38
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	67.1	36
6.15 Degré d'orientation client	4.8	50
6.16 Sophistication des acheteurs	3.8	36
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.9	31
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.7	99
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.2	42
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	10.6	45
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	5.1	9
7.06 Rémunération et productivité	4.2	47
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.4	55
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.2	85
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.9	38
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.61	115
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	5.2	34
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	4.9	40
8.03 Financement via le marché boursier local	4.2	32
8.04 Facilité d'accès aux prêts	3.5	31
8.05 Disponibilité du capital-risque	3.1	41
8.06 Solidité des banques	6.1	15
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	5.2	24
8.08 Fiabilité des garanties*	6	63
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	5.2	48
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	5.0	44
9.03 IDE et transfert de technologies	4.7	57
9.04 Internauts, %*	39.0	85
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	12.5	56
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	24.4	76
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	28.8	68
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.5	115
10.02 Taille du marché extérieur*	3.7	104
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	20.9	116
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	51.0	46
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.9	35
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.6	53
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	4.3	35
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	4.1	39
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	4.6	26
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	4.7	18
11.07 Sophistication des processus de production	4.5	35
11.08 Utilisation du marketing	4.6	48
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	4.1	43
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	4.0	50
12.02 Qualité établissements de recherche	3.4	91
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	3.3	54
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.2	101
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.5	66
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs ..	3.7	93
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.2	94

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Maroc

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	32.9
PIB (milliards de dollars EU)*.....	103.8
PIB par habitant (dollars EU).....	3,160.3
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.24

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

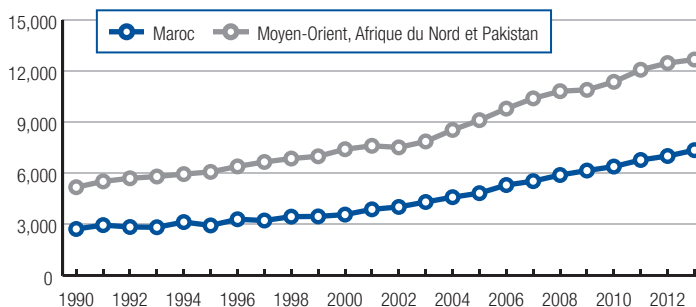
Agriculture.....	14.6
Industrie.....	29.6
Services.....	55.8

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.62
Rang (sur 187 économies).....	129

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

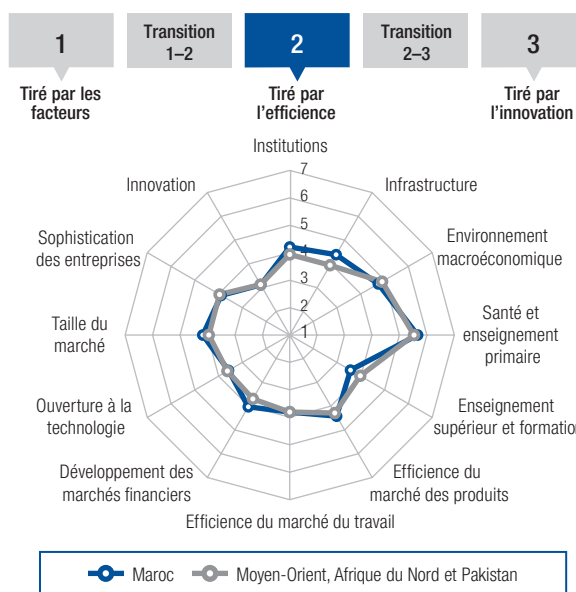
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



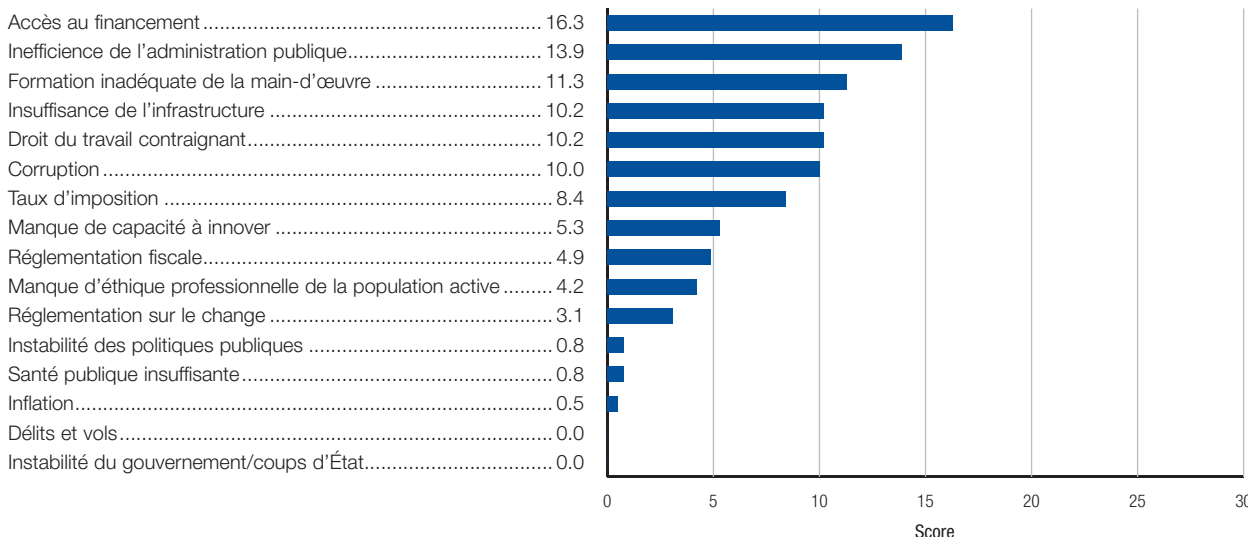
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	72	4.2
GCI 2013–2014 (sur 148).....	77	4.1
GCI 2012–2013 (sur 144).....	70	4.1
Paramètres de base (40.0%)	57	4.7
Institutions.....	49	4.2
Infrastructure.....	55	4.4
Environnement macroéconomique.....	66	4.7
Santé et enseignement primaire.....	76	5.7
Santé et Sources d'efficacité (50.0%)	78	3.9
Enseignement supérieur et formation.....	104	3.6
Efficacité du marché des produits.....	58	4.4
Efficacité du marché du travail.....	111	3.8
Développement des marchés financiers.....	69	4.0
Ouverture à la technologie.....	78	3.6
Taille du marché.....	56	4.2
Facteurs d'innovation et de sophistication (10.0%)	82	3.5
Sophistication des entreprises.....	78	3.9
Innovation.....	90	3.1

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	4.9	41
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.7	64
1.03 Détournement de fonds publics	3.8	47
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.3	53
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	4.3	53
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.5	81
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.5	44
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.6	41
1.09 Poids de la réglementation	3.6	53
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.7	73
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	3.3	73
1.12 Transparence des politiques publiques	4.3	47
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.4	67
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	5.3	28
1.15 Crime organisé	5.7	33
1.16 Fiabilité des services de police	4.9	41
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.2	52
1.18 Rigueur audit et info financière	5.0	49
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.8	52
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.3	59
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	4.7	98
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	4.6	55
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	4.5	51
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	3.9	34
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	4.9	43
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	4.8	51
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	451.3	46
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	5.4	48
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	128.5	45
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	8.9	94
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-5.4	113
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	27.2	32
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	1.9	1
3.04 Dette publique, % PIB*	61.9	101
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	52.6	67
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	M.F.	n/a
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	N/ Appl.	n/a
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	103.0	94
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	5.7	69
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	0.1	1
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	5.7	61
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	26.8	99
4.08 Espérance de vie, années*	70.6	92
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.1	105
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	97.5	39
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	68.9	105
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	16.2	100
5.03 Qualité du système éducatif	3.2	102
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.2	68
5.05 Qualité des écoles de commerce	4.5	54
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.3	112
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	4.1	72
5.08 Formation du personnel	3.6	106
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	5.3	48
6.02 Concentration du marché	4.0	47
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.2	64
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.9	53
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	49.6	113

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	5	32
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	11.0	57
6.08 Coût de la politique agricole	4.5	15
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.7	25
6.10 Taux des droits de douane, %*	11.7	122
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	5.1	40
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	5.5	10
6.13 Poids des procédures douanières	4.3	57
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	49.1	69
6.15 Degré d'orientation client	4.4	82
6.16 Sophistication des acheteurs	3.1	100
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.2	83
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.4	37
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.7	86
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	20.7	97
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.9	42
7.06 Rémunération et productivité	4.0	65
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.3	64
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.8	45
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.9	40
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.34	137
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	4.6	59
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	4.2	63
8.03 Financement via le marché boursier local	3.8	49
8.04 Facilité d'accès aux prêts	3.1	46
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.9	49
8.06 Solidité des banques	5.6	42
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	4.5	49
8.08 Fiabilité des garanties*	3	113
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	5.1	57
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.5	75
9.03 IDE et transfert de technologies	4.8	45
9.04 Internauts, %*	56.0	59
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	2.5	94
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	22.3	80
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	15.0	90
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	4.0	53
10.02 Taille du marché extérieur*	4.7	65
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	179.2	58
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	33.3	86
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.8	43
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.4	70
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.8	71
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.2	98
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.9	60
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	4.0	75
11.07 Sophistication des processus de production	3.4	105
11.08 Utilisation du marketing	3.8	103
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.6	84
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.2	118
12.02 Qualité établissements de recherche	3.5	85
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.6	112
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.2	96
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.4	78
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs.	4.6	34
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.5	78

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Mozambique

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	25.9
PIB (milliards de dollars EU)*.....	15.3
PIB par habitant (dollars EU).....	592.7
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.03

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

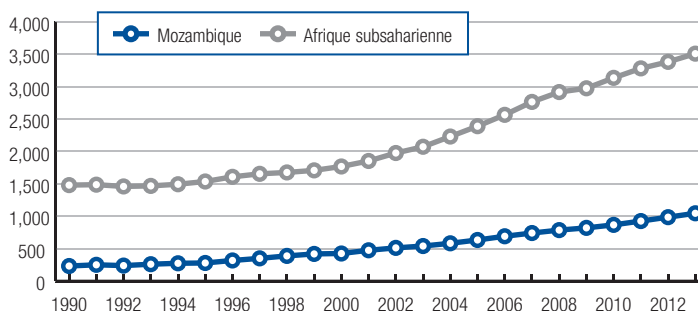
Agriculture.....	29.3
Industrie.....	23.7
Services.....	47.1

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.39
Rang (sur 187 économies).....	178

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

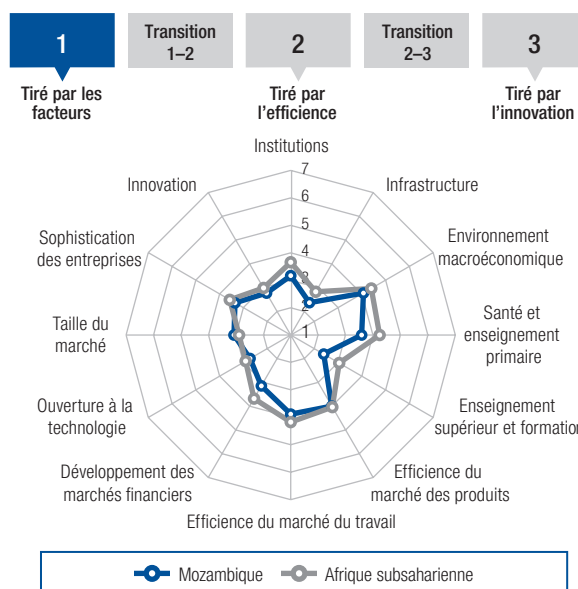
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



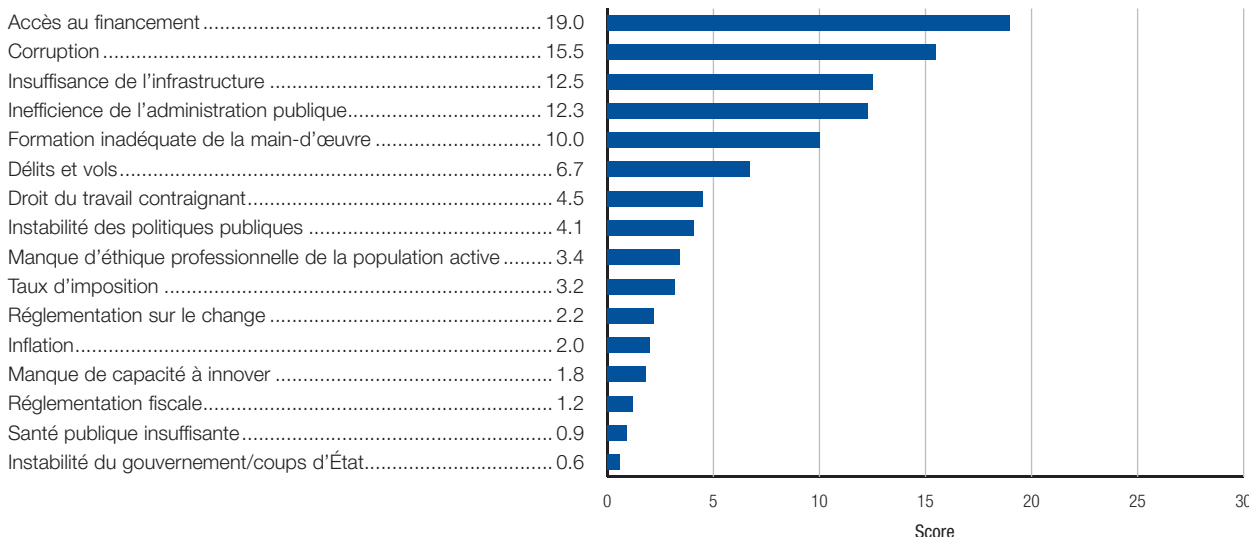
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	133	3.2
GCI 2013–2014 (sur 148).....	137	3.3
GCI 2012–2013 (sur 144).....	138	3.2
Paramètres de base (60.0%)	133	3.3
Institutions.....	127	3.2
Infrastructure.....	128	2.4
Environnement macroéconomique.....	110	4.1
Santé et enseignement primaire.....	135	3.6
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	131	3.2
Enseignement supérieur et formation.....	138	2.4
Efficacité du marché des produits.....	116	4.0
Efficacité du marché du travail.....	104	3.9
Développement des marchés financiers.....	126	3.1
Ouverture à la technologie.....	122	2.7
Taille du marché.....	101	3.1
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	120	3.1
Sophistication des entreprises.....	125	3.3
Innovation.....	118	2.8

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

Mozambique

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.4	117
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.7	122
1.03 Détournement de fonds publics	2.3	125
1.04 Confiance de la population dans la classe politique .. 2.4	2.4	99
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.1	114
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.5	123
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires .. 2.5	2.5	115
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.7	95
1.09 Poids de la réglementation	2.5	65
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.3	103
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	2.8	112
1.12 Transparence des politiques publiques	3.6	112
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	4.4	113
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.4	117
1.15 Crime organisé	3.5	130
1.16 Fiabilité des services de police	2.9	125
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.3	130
1.18 Rigueur audit et info financière	3.9	110
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.2	99
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.5	114
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* .. 6.0	6.0	45
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.0	124
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	2.1	141
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.1	84
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.7	94
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.3	119
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	35.8	109
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	3.1	108
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	48.0	136
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.3	137
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-4.6	101
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	6.8	132
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	4.2	83
3.04 Dette publique, % PIB*	43.3	73
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ... 31.5	31.5	106
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	27,774.0	72
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.6	63
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	552.0	138
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.1	126
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	11.1	136
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.6	134
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan* 63.1	63.1	132
4.08 Espérance de vie, années*	49.8	140
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.2	139
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	86.2	113
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	25.9	142
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	4.9	129
5.03 Qualité du système éducatif	2.8	124
5.04 Qualité enseignement math et sciences	2.6	133
5.05 Qualité des écoles de commerce	2.9	134
5.06 Accès à Internet dans les écoles	2.8	123
5.07 Services de recherche et de formation disponibles 3.4	3.4	112
5.08 Formation du personnel	3.4	121
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.7	96
6.02 Concentration du marché	3.3	105
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.4	121
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.6	84
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	37.5	71

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	9	106
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	13.0	67
6.08 Coût de la politique agricole	3.2	119
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.5	56
6.10 Taux des droits de douane, %*	7.7	89
6.11 Prévalence de l'actionariat étranger	4.8	56
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.7	39
6.13 Poids des procédures douanières	3.5	104
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	75.4	28
6.15 Degré d'orientation client	3.7	122
6.16 Sophistication des acheteurs	2.7	129
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.6	131
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	3.9	128
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.4	102
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire* 37.5	37.5	135
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler 3.6	3.6	78
7.06 Rémunération et productivité	2.9	133
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.4	120
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.4	73
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.6	58
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	1.04	2
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.7	118
8.02 Accessibilité économique des services financiers ... 3.6	3.6	117
8.03 Financement via le marché boursier local	2.4	119
8.04 Facilité d'accès aux prêts	1.9	127
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.1	120
8.06 Solidité des banques	4.6	84
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.2	116
8.08 Fiabilité des garanties*	3	113
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes 4.3	4.3	102
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ... 4.2	4.2	99
9.03 IDE et transfert de technologies	4.6	75
9.04 Internauts, %*	5.4	130
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.1	133
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	2.9	132
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* .. 1.8	1.8	120
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.9	98
10.02 Taille du marché extérieur*	3.7	103
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	28.2	102
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	38.4	71
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.1	111
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.4	131
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises 3.5	3.5	85
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.7	126
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.0	131
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international 3.3	3.3	129
11.07 Sophistication des processus de production	3.1	123
11.08 Utilisation du marketing	3.7	106
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.2	119
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.2	114
12.02 Qualité établissements de recherche	2.9	115
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.6	113
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ... 3.3	3.3	89
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées 3.3	3.3	86
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs. 3.0	3.0	132
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants* 0.0	0.0	124

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Namibie

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	2.2
PIB (milliards de dollars EU)*.....	12.3
PIB par habitant (dollars EU).....	5,636.1
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.02

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

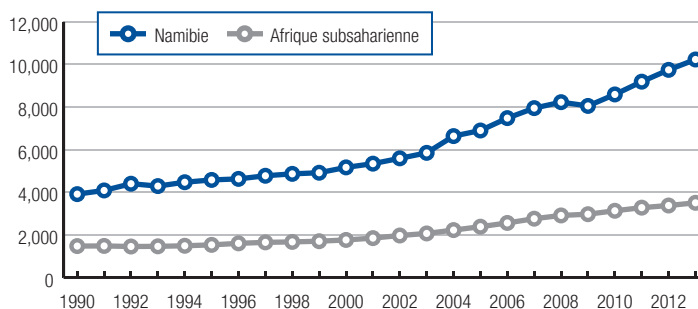
Agriculture.....	7.1
Industrie.....	29.6
Services.....	63.3

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.62
Rang (sur 187 économies).....	127

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

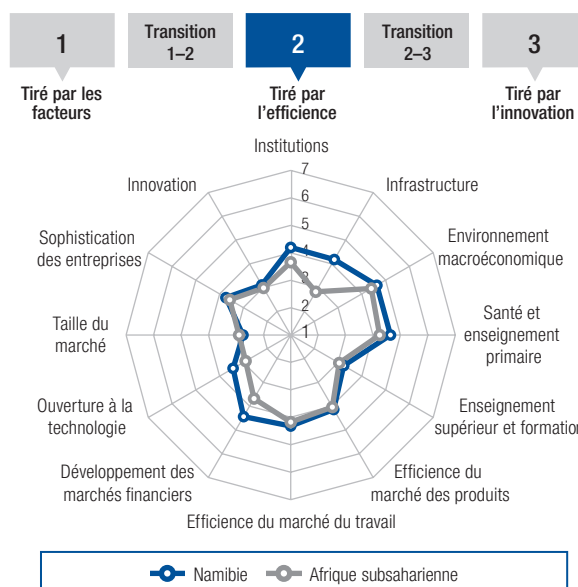
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



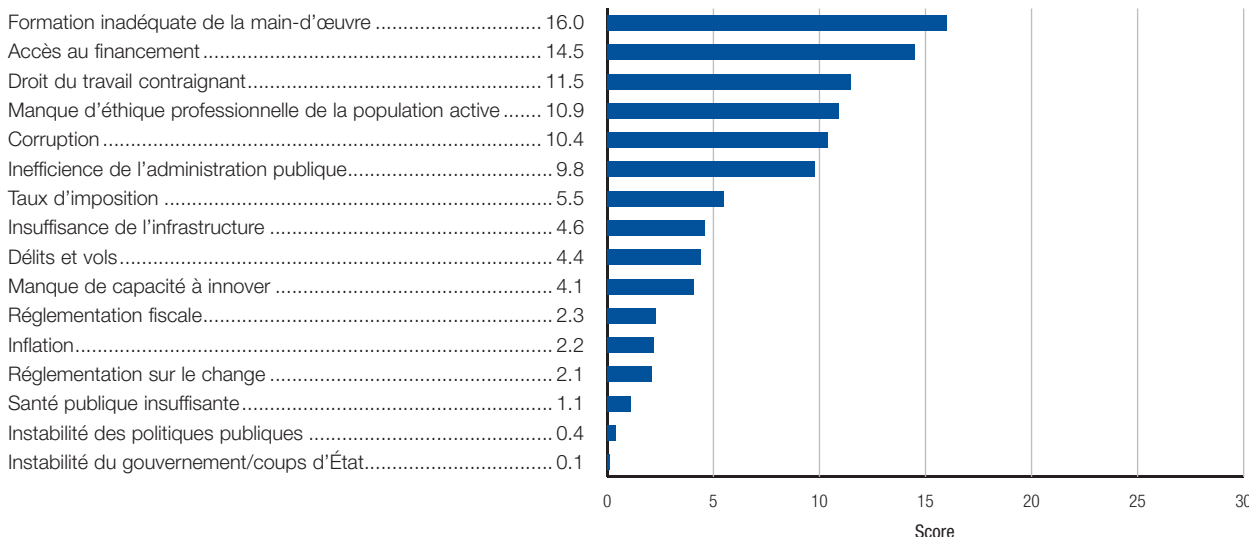
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	88	4.0
GCI 2013–2014 (sur 148).....	90	3.9
GCI 2012–2013 (sur 144).....	92	3.9
Paramètres de base (40.0%)	81	4.4
Institutions.....	50	4.2
Infrastructure.....	66	4.2
Environnement macroéconomique.....	78	4.6
Santé et enseignement primaire.....	115	4.6
Santé et Sources d'efficacité (50.0%)	97	3.7
Enseignement supérieur et formation.....	115	3.2
Efficacité du marché des produits.....	96	4.1
Efficacité du marché du travail.....	55	4.3
Développement des marchés financiers.....	46	4.4
Ouverture à la technologie.....	89	3.4
Taille du marché.....	119	2.7
Facteurs d'innovation et de sophistication (10.0%) ..	91	3.4
Sophistication des entreprises.....	94	3.7
Innovation.....	91	3.1

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

Namibie

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148	INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions			6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
1.01 Droits de propriété	5.1	35	6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	10	118
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	4.3	40	6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	66.0	134
1.03 Détournement de fonds publics	3.2	73	6.08 Coût de la politique agricole	3.9	55
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.2	59	6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.4	64
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	4.1	61	6.10 Taux des droits de douane, %*	6.1	78
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	4.7	39	6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	5.1	36
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.9	84	6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.2	97
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.2	70	6.13 Poids des procédures douanières	4.1	64
1.09 Poids de la réglementation	3.5	72	6.14 Importations en pourcentage du PIB*	68.1	34
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	4.5	29	6.15 Degré d'orientation client	3.5	134
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	3.9	36	6.16 Sophistication des acheteurs	3.3	81
1.12 Transparence des politiques publiques	3.9	78	7e pilier: Efficience du marché du travail		
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.8	39	7.01 Relations personnel/employeurs	4.0	101
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.0	94	7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.8	91
1.15 Crime organisé	4.7	76	7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	2.9	128
1.16 Fiabilité des services de police	3.9	84	7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	9.7	35
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.2	53	7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	4.0	39
1.18 Rigueur audit et info financière	5.4	34	7.06 Rémunération et productivité	3.5	107
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.6	67	7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.2	69
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.8	30	7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.4	72
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	5.3	68	7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.4	71
2e pilier: Infrastructure			7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.87	46
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	5.0	42	8e pilier: Développement des marchés financiers		
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	5.2	28	8.01 Disponibilité des services financiers	4.7	54
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	3.3	47	8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	4.4	49
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	5.2	30	8.03 Financement via le marché boursier local	3.7	54
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	4.6	62	8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.8	68
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	29.3	111	8.05 Disponibilité du capital-risque	2.5	88
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	5.4	52	8.06 Solidité des banques	5.7	36
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	110.2	74	8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	4.8	37
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	8.0	100	8.08 Fiabilité des garanties*	7	43
3e pilier: Environnement macroéconomique			9e pilier: Ouverture à la technologie		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-4.7	103	9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	5.1	54
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	20.1	68	9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.9	54
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	6.2	109	9.03 IDE et transfert de technologies	4.7	58
3.04 Dette publique, % PIB*	26.6	28	9.04 Internauts, %*	13.9	118
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	54.1	62	9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	1.3	102
4e pilier: Santé et enseignement primaire			9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	3.4	128
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	23.0	22	9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	34.2	61
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	4.6	42	10e pilier: Taille du marché		
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	655.0	141	10.01 Taille du marché intérieur*	2.5	117
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	3.9	133	10.02 Taille du marché extérieur*	3.4	120
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	13.3	138	10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	17.8	121
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.4	137	10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	33.8	83
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	28.3	100	11e pilier: Sophistication des entreprises		
4.08 Espérance de vie, années*	63.9	114	11.01 Nombre de fournisseurs locaux	3.7	132
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.1	107	11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.2	82
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	87.7	107	11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.8	68
5e pilier: Enseignement supérieur et formation			11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.5	66
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	64.8	111	11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.2	117
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	9.3	117	11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.6	111
5.03 Qualité du système éducatif	3.1	107	11.07 Sophistication des processus de production	3.7	83
5.04 Qualité enseignement math et sciences	2.9	126	11.08 Utilisation du marketing	3.9	96
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.4	118	11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.6	78
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.5	106	12e pilier: Innovation		
5.07 Services de recherche et de formation disponibles ..	3.6	102	12.01 Capacité d'innovation	3.7	79
5.08 Formation du personnel	4.1	57	12.02 Qualité établissements de recherche	3.5	84
6e pilier: Efficience du marché des produits			12.03 Dépenses de R-D des entreprises	3.1	69
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.6	104	12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.5	79
6.02 Concentration du marché	3.5	90	12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.3	82
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.2	59	12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs ..	3.0	130
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	4.0	39	12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	1.7	59
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	21.8	15			

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Nigéria

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	169.3
PIB (milliards de dollars EU)*.....	521.8
PIB par habitant (dollars EU).....	3,082.5
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.95

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

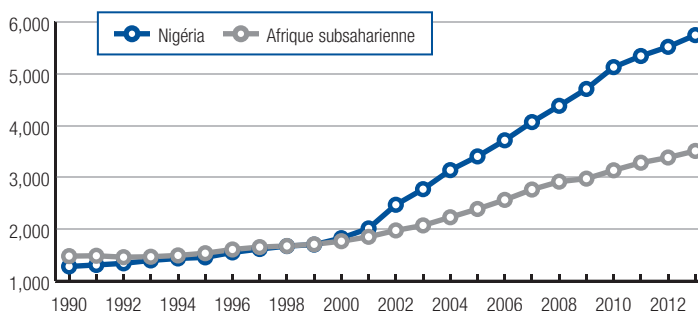
Agriculture.....	21.0
Industrie.....	22.0
Services.....	57.0

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.50
Rang (sur 187 économies).....	152

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

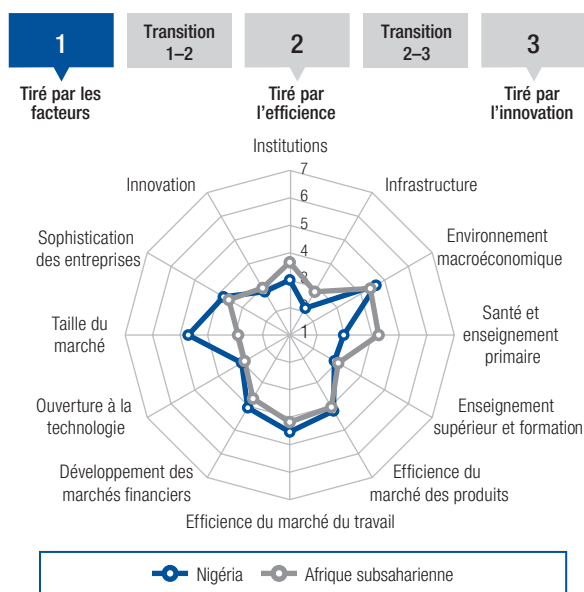
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



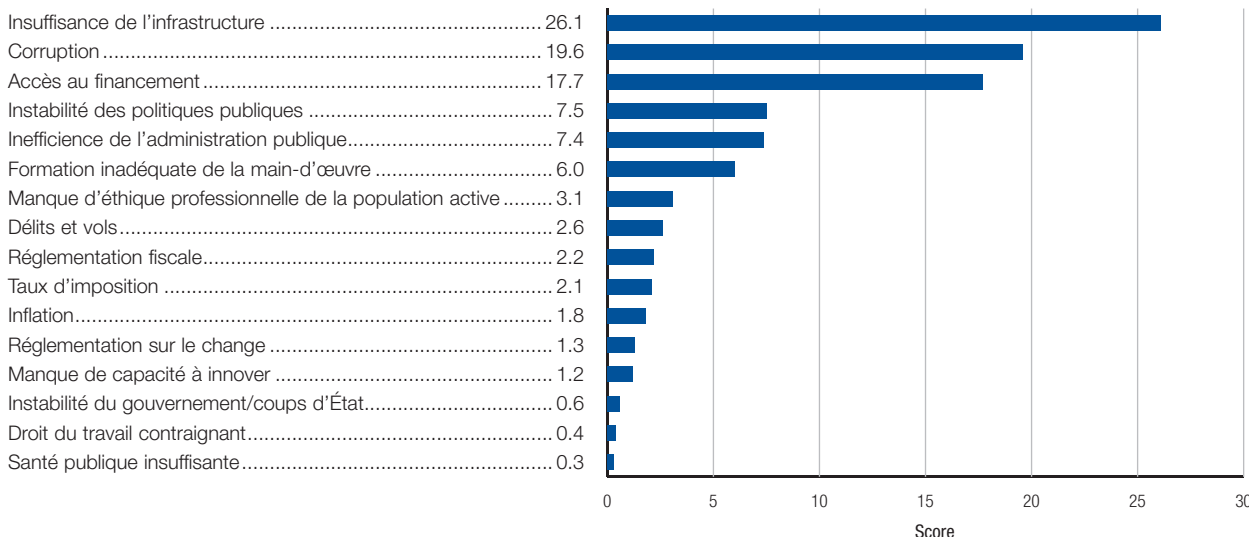
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	127	3.4
GCI 2013–2014 (sur 148).....	120	3.6
GCI 2012–2013 (sur 144).....	115	3.7
Paramètres de base (60.0%)	140	3.2
Institutions.....	129	3.0
Infrastructure.....	134	2.1
Environnement macroéconomique.....	76	4.6
Santé et enseignement primaire.....	143	3.0
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	82	3.9
Enseignement supérieur et formation.....	124	2.9
Efficacité du marché des produits.....	87	4.2
Efficacité du marché du travail.....	40	4.5
Développement des marchés financiers.....	67	4.1
Ouverture à la technologie.....	104	3.0
Taille du marché.....	33	4.7
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	103	3.3
Sophistication des entreprises.....	87	3.8
Innovation.....	114	2.8

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.4	116
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.7	126
1.03 Détournement de fonds publics	1.8	142
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	1.8	134
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.5	135
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.1	102
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.3	126
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.2	134
1.09 Poids de la réglementation	3.1	99
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	3.3	98
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	2.9	105
1.12 Transparence des politiques publiques	3.2	126
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	2.8	137
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	2.9	130
1.15 Crime organisé	3.7	124
1.16 Fiabilité des services de police	2.6	136
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.3	132
1.18 Rigueur audit et info financière	4.3	88
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.4	80
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.8	90
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)*	5.7	57
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	2.7	133
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	2.7	125
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	1.5	100
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.2	110
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.2	121
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	302.6	52
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	1.6	141
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	73.3	116
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.2	142
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-4.9	106
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	29.3	26
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	8.5	127
3.04 Dette publique, % PIB*	19.4	18
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	39.7	80
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	28,430.3	73
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.6	62
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	108.0	95
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	5.0	92
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	3.1	128
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.5	108
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	77.8	140
4.08 Espérance de vie, années*	52.1	136
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.6	124
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	63.9	138
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	43.8	127
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	10.4	112
5.03 Qualité du système éducatif	2.9	122
5.04 Qualité enseignement math et sciences	2.6	132
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.8	101
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.4	111
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.7	95
5.08 Formation du personnel	4.3	48
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	5.3	50
6.02 Concentration du marché	3.8	63
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.6	110
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	4.0	40
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	33.8	53

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	8	93
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	28.0	109
6.08 Coût de la politique agricole	4.2	30
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.6	42
6.10 Taux des droits de douane, %*	11.4	119
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.9	49
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.7	45
6.13 Poids des procédures douanières	3.0	132
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	27.0	125
6.15 Degré d'orientation client	3.9	113
6.16 Sophistication des acheteurs	3.3	88
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.4	61
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.5	35
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	5.2	7
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	16.2	79
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	4.3	21
7.06 Rémunération et productivité	4.2	51
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.5	52
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.1	92
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.8	47
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.76	85
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	4.1	87
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.5	122
8.03 Financement via le marché boursier local	3.8	46
8.04 Facilité d'accès aux prêts	1.6	137
8.05 Disponibilité du capital-risque	1.9	131
8.06 Solidité des banques	4.8	78
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	4.2	65
8.08 Fiabilité des garanties*	9	11
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.4	94
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.3	91
9.03 IDE et transfert de technologies	4.5	77
9.04 Internauts, %*	38.0	87
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.0	140
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	0.8	141
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	10.1	96
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	4.5	31
10.02 Taille du marché extérieur*	5.3	37
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	479.3	30
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	35.6	77
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.8	46
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.9	99
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.8	72
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.8	117
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.6	92
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.8	98
11.07 Sophistication des processus de production	3.3	106
11.08 Utilisation du marketing	4.1	77
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.6	90
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.7	73
12.02 Qualité établissements de recherche	2.8	120
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.8	106
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	2.8	123
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.0	109
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.8	89
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	117

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Ouganda

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	36.8
PIB (milliards de dollars EU)*.....	22.9
PIB par habitant (dollars EU).....	622.6
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.06

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

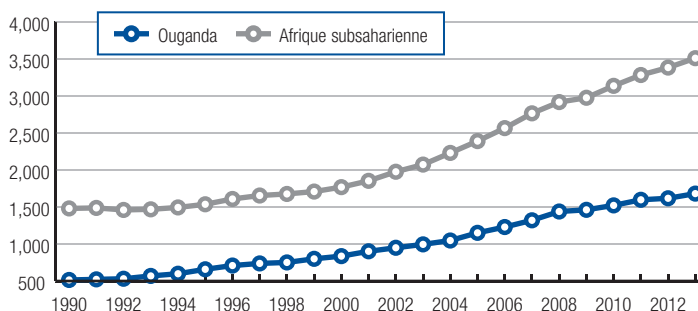
Agriculture.....	25.0
Industrie.....	28.7
Services.....	46.2

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.48
Rang (sur 187 économies).....	164

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

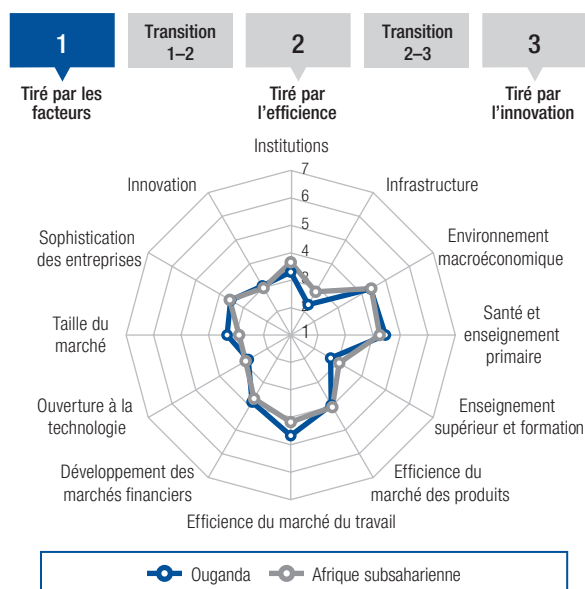
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



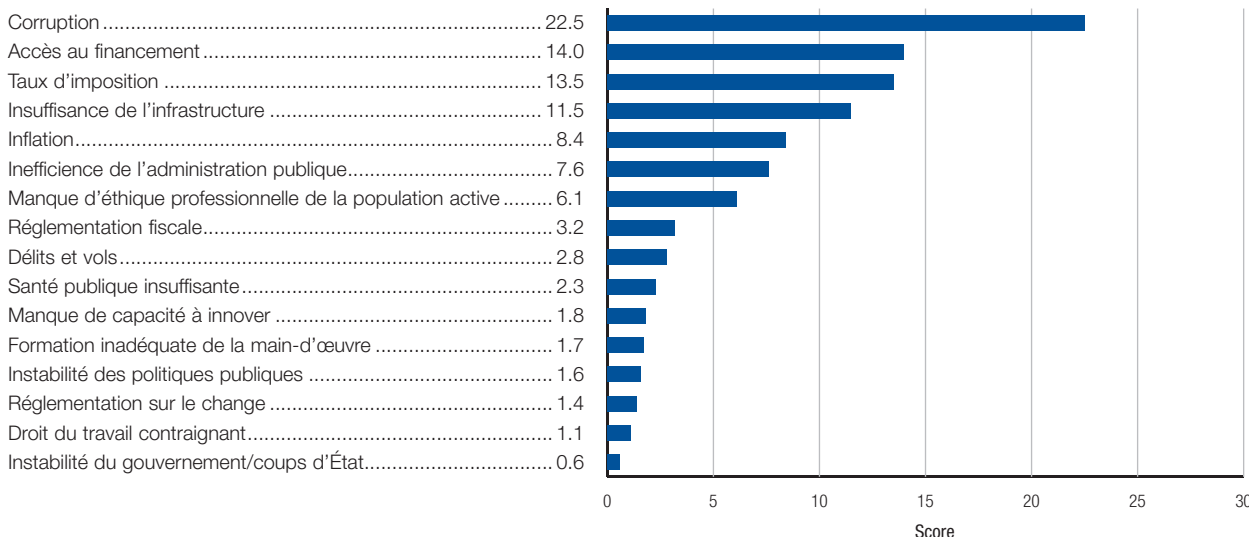
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	122	3.6
GCI 2013–2014 (sur 148).....	129	3.4
GCI 2012–2013 (sur 144).....	123	3.5
Paramètres de base (60.0%)	126	3.6
Institutions.....	115	3.3
Infrastructure.....	129	2.3
Environnement macroéconomique.....	96	4.4
Santé et enseignement primaire.....	122	4.4
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	110	3.5
Enseignement supérieur et formation.....	129	2.7
Efficacité du marché des produits.....	119	3.9
Efficacité du marché du travail.....	27	4.7
Développement des marchés financiers.....	81	3.8
Ouverture à la technologie.....	119	2.8
Taille du marché.....	86	3.3
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	104	3.3
Sophistication des entreprises.....	109	3.5
Innovation.....	96	3.1

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.4	112
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.7	124
1.03 Détournement de fonds publics	2.0	134
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.5	94
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.8	128
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.0	106
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.6	103
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.5	109
1.09 Poids de la réglementation	3.7	42
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	3.8	61
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	3.2	84
1.12 Transparence des politiques publiques	3.9	80
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	3.6	131
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.4	118
1.15 Crime organisé	4.1	108
1.16 Fiabilité des services de police	3.7	95
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.8	83
1.18 Rigueur audit et info financière	3.9	114
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.6	63
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.4	123
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	4.7	98
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.5	104
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.2	105
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	1.5	101
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	2.8	118
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.2	124
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	49.6	101
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.9	114
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	44.1	138
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.6	132
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-3.7	87
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	14.7	109
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	5.4	97
3.04 Dette publique, % PIB*	33.9	49
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	32.2	101
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	24,487.0	65
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.3	65
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	179.0	115
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.3	115
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	7.2	134
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.1	141
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	45.4	117
4.08 Espérance de vie, années*	58.6	125
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.9	115
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	90.9	100
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	27.6	138
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	9.1	118
5.03 Qualité du système éducatif	3.6	78
5.04 Qualité enseignement math et sciences	3.1	117
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.8	96
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.2	116
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.7	98
5.08 Formation du personnel	3.6	110
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	5.2	55
6.02 Concentration du marché	3.1	124
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.5	40
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.4	94
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	36.6	68

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	15	141
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	32.0	112
6.08 Coût de la politique agricole	3.8	71
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.4	62
6.10 Taux des droits de douane, %*	9.0	99
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	5.2	33
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.9	30
6.13 Poids des procédures douanières	3.8	84
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	36.2	100
6.15 Degré d'orientation client	4.1	102
6.16 Sophistication des acheteurs	2.4	136
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.1	91
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	6.2	2
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.9	10
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	8.7	26
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.6	74
7.06 Rémunération et productivité	3.2	126
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.9	88
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.8	113
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.0	95
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.96	9
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	4.1	86
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.5	121
8.03 Financement via le marché boursier local	3.1	85
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.5	93
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.2	106
8.06 Solidité des banques	4.6	83
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.7	92
8.08 Fiabilité des garanties*	7	43
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.3	98
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.1	110
9.03 IDE et transfert de technologies	4.7	56
9.04 Internauts, %*	16.2	110
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.1	126
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	4.2	121
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	7.4	102
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	3.2	82
10.02 Taille du marché extérieur*	3.7	105
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	54.6	87
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	19.2	131
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.7	59
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.5	129
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.5	86
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.8	121
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.6	93
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.7	100
11.07 Sophistication des processus de production	3.2	115
11.08 Utilisation du marketing	3.4	119
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.1	124
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.5	90
12.02 Qualité établissements de recherche	3.6	78
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.9	97
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.7	62
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.4	72
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.5	105
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	112

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Rwanda

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	10.6
PIB (milliards de dollars EU)*.....	7.6
PIB par habitant (dollars EU).....	703.8
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.02

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

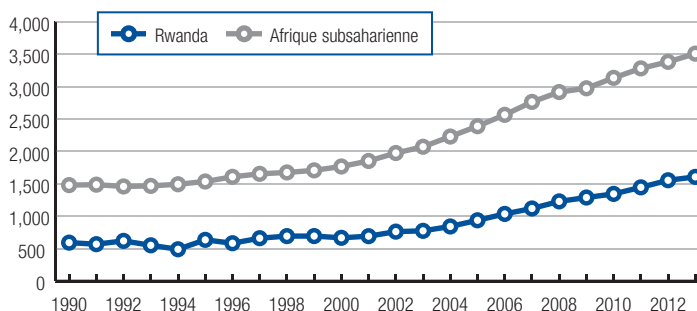
Agriculture.....	33.3
Industrie.....	14.7
Services.....	52.0

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.51
Rang (sur 187 économies).....	151

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

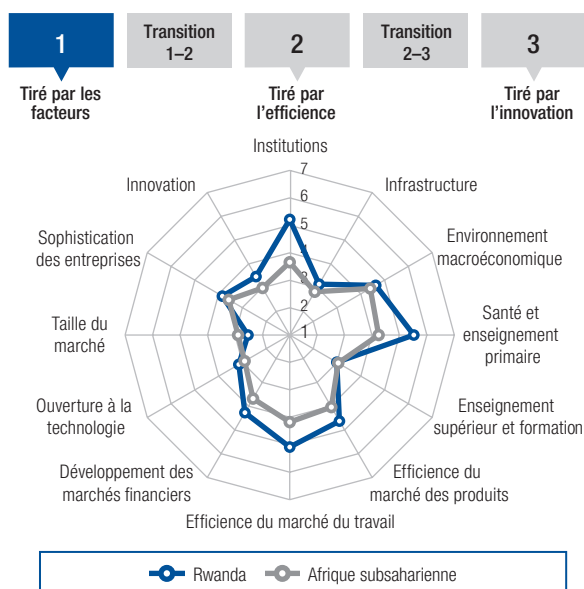
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



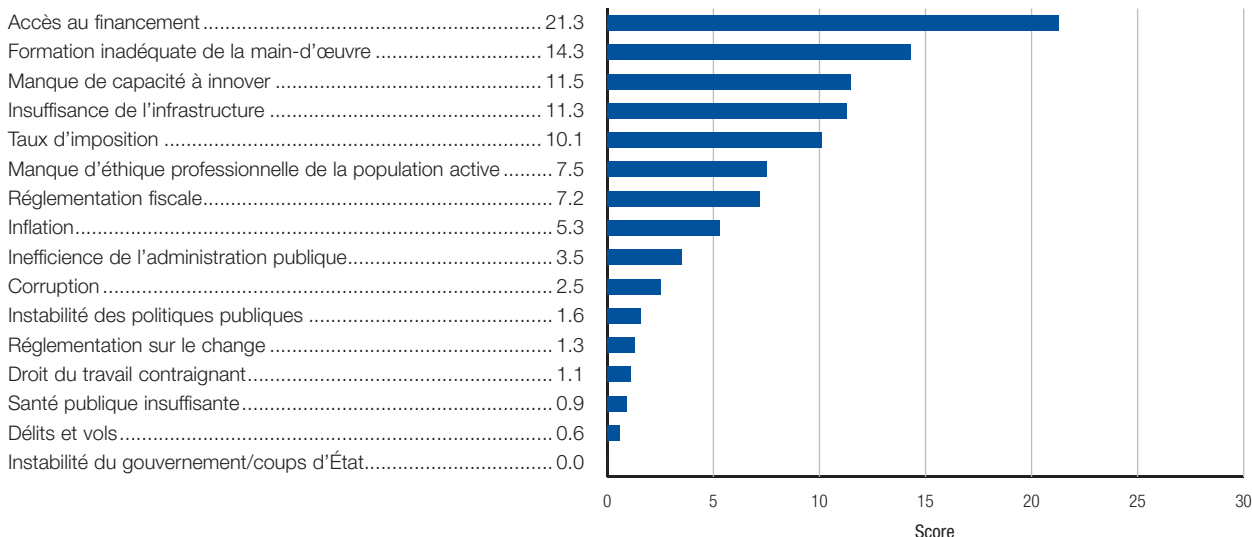
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	62	4.3
GCI 2013–2014 (sur 148).....	66	4.2
GCI 2012–2013 (sur 144).....	63	4.2
Paramètres de base (60.0%)	67	4.6
Institutions.....	18	5.2
Infrastructure.....	105	3.1
Environnement macroéconomique.....	79	4.6
Santé et enseignement primaire.....	86	5.5
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	91	3.8
Enseignement supérieur et formation.....	122	3.0
Efficacité du marché des produits.....	42	4.6
Efficacité du marché du travail.....	9	5.1
Développement des marchés financiers.....	55	4.3
Ouverture à la technologie.....	98	3.1
Taille du marché.....	125	2.5
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%)	66	3.6
Sophistication des entreprises.....	84	3.8
Innovation.....	53	3.5

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148	INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions			6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
1.01 Droits de propriété	5.3	28	6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	2.0	3
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	4.6	32	6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	2.0	2
1.03 Détournement de fonds publics	5.3	19	6.08 Coût de la politique agricole	4.5	18
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	5.3	10	6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.5	53
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	5.5	27	6.10 Taux des droits de douane, %*	8.7	96
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	4.9	34	6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.4	83
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	4.5	16	6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	5.8	5
1.08 Gaspillage des fonds publics	5.7	4	6.13 Poids des procédures douanières	5.2	16
1.09 Poids de la réglementation	4.8	6	6.14 Importations en pourcentage du PIB*	39.9	88
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	5.2	16	6.15 Degré d'orientation client	4.1	107
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	4.3	24	6.16 Sophistication des acheteurs	3.5	61
1.12 Transparence des politiques publiques	5.5	8	7e pilier: Efficience du marché du travail		
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.9	37	7.01 Relations personnel/employeurs	5.0	24
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	6.1	6	7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.3	54
1.15 Crime organisé	6.4	9	7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.3	31
1.16 Fiabilité des services de police	5.8	21	7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	13.0	56
1.17 Comportement éthique des entreprises	5.3	22	7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler ..	4.5	16
1.18 Rigueur audit et info financière	4.8	63	7.06 Rémunération et productivité	4.0	68
1.19 Efficacité des conseils d'administration	5.0	35	7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.8	35
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.7	34	7.08 Capacité du pays à retenir les talents	4.3	27
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	6.7	22	7.09 Capacité du pays à attirer les talents	4.6	20
2e pilier: Infrastructure			7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	1.02	3
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	4.3	68	8e pilier: Développement des marchés financiers		
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	4.7	46	8.01 Disponibilité des services financiers	4.4	69
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/Apl.	n/a	8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	4.3	56
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.6	98	8.03 Financement via le marché boursier local	3.4	73
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	4.3	73	8.04 Facilité d'accès aux prêts	3.2	41
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	15.7	130	8.05 Disponibilité du capital-risque	3.1	39
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	4.0	92	8.06 Solidité des banques	4.7	82
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	56.8	134	8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	4.0	73
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.4	135	8.08 Fiabilité des garanties*	8	29
3e pilier: Environnement macroéconomique			9e pilier: Ouverture à la technologie		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-2.5	62	9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	5.3	46
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	15.7	100	9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	5.0	49
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	4.2	84	9.03 IDE et transfert de technologies	5.1	25
3.04 Dette publique, % PIB*	29.4	34	9.04 Internaute, %*	8.7	125
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	25.2	120	9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.0	137
4e pilier: Santé et enseignement primaire			9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	9.8	103
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	5,673.0	51	9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	5.8	106
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	4.8	38	10e pilier: Taille du marché		
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	86.0	87	10.01 Taille du marché intérieur*	2.4	125
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	5.3	85	10.02 Taille du marché extérieur*	2.8	136
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	2.9	127	10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	16.4	123
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.7	98	10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	13.4	136
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	38.8	110	11e pilier: Sophistication des entreprises		
4.08 Espérance de vie, années*	63.5	115	11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.2	107
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.7	82	11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.0	96
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	98.7	16	11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.9	59
5e pilier: Enseignement supérieur et formation			11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.6	65
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	31.8	134	11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.7	71
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	7.2	124	11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	4.0	67
5.03 Qualité du système éducatif	4.0	50	11.07 Sophistication des processus de production	3.4	102
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.1	71	11.08 Utilisation du marketing	3.3	125
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.8	99	11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.8	65
5.06 Accès à Internet dans les écoles	4.3	70	12e pilier: Innovation		
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.7	96	12.01 Capacité d'innovation	3.5	86
5.08 Formation du personnel	4.0	66	12.02 Qualité établissements de recherche	3.7	72
6e pilier: Efficience du marché des produits			12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.9	94
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.9	78	12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ...	3.7	64
6.02 Concentration du marché	4.0	52	12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	4.8	5
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.7	28	12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs.	4.0	74
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	4.3	29	12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	124
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	29.9	38			

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Sénégal

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	14.1
PIB (milliards de dollars EU)*.....	14.8
PIB par habitant (dollars EU).....	1,047.5
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.03

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

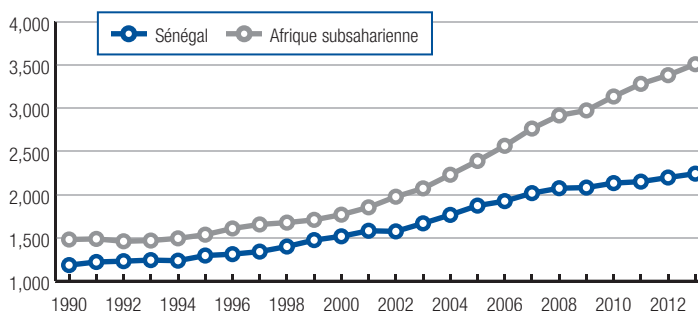
Agriculture.....	16.7
Industrie.....	24.2
Services.....	59.0

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.49
Rang (sur 187 économies).....	163

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

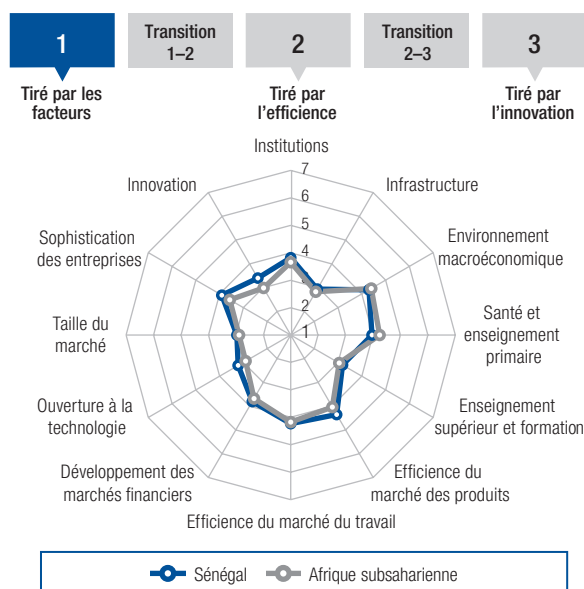
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



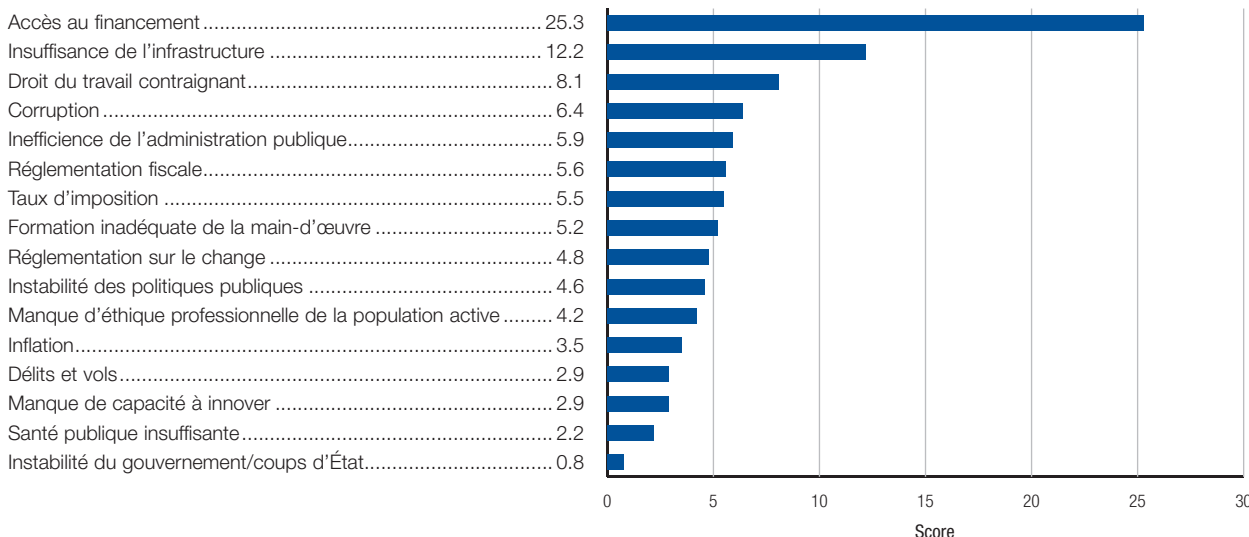
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	112	3.7
GCI 2013–2014 (sur 148).....	113	3.7
GCI 2012–2013 (sur 144).....	117	3.7
Paramètres de base (60.0%)	120	3.7
Institutions.....	74	3.8
Infrastructure.....	111	2.9
Environnement macroéconomique.....	97	4.3
Santé et enseignement primaire.....	131	4.0
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	102	3.6
Enseignement supérieur et formation.....	119	3.2
Efficacité du marché des produits.....	68	4.3
Efficacité du marché du travail.....	68	4.2
Développement des marchés financiers.....	85	3.8
Ouverture à la technologie.....	96	3.2
Taille du marché.....	104	3.0
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%)	65	3.6
Sophistication des entreprises.....	77	3.9
Innovation.....	57	3.4

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.9	80
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.4	86
1.03 Détournement de fonds publics	3.2	72
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.1	64
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.5	92
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.5	80
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.2	58
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.6	45
1.09 Poids de la réglementation	4.0	29
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.8	58
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	3.7	46
1.12 Transparence des politiques publiques	4.1	57
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	4.7	101
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.5	65
1.15 Crime organisé	4.3	96
1.16 Fiabilité des services de police	4.6	47
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.0	62
1.18 Rigueur audit et info financière	4.5	76
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.7	59
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.7	95
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	3.0	130
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.6	97
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.4	92
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.3	79
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	4.4	58
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.8	94
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	103.4	82
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	3.0	111
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	92.9	106
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	2.4	117
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-5.4	112
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	17.5	86
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	0.8	1
3.04 Dette publique, % PIB*	45.9	79
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	32.5	100
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	27,684.6	71
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.9	55
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	137.0	102
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.6	101
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	0.5	88
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.6	104
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	45.2	116
4.08 Espérance de vie, années*	63.2	116
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.3	98
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	73.3	131
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	41.0	128
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	7.6	120
5.03 Qualité du système éducatif	3.8	66
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.0	77
5.05 Qualité des écoles de commerce	4.6	51
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.9	85
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	4.4	56
5.08 Formation du personnel	3.9	78
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.9	81
6.02 Concentration du marché	3.8	60
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.2	61
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.8	61
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	48.5	107

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	4	22
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	6.0	21
6.08 Coût de la politique agricole	3.5	97
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.1	98
6.10 Taux des droits de douane, %*	10.8	113
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.5	73
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.5	68
6.13 Poids des procédures douanières	4.3	56
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	53.7	54
6.15 Degré d'orientation client	4.7	58
6.16 Sophistication des acheteurs	3.2	92
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.4	57
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.5	112
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.1	56
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	13.7	64
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.9	44
7.06 Rémunération et productivité	3.8	90
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.1	81
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.4	77
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.7	54
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.75	90
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.7	114
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.7	102
8.03 Financement via le marché boursier local	3.3	77
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.9	61
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.9	53
8.06 Solidité des banques	4.8	79
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.5	106
8.08 Fiabilité des garanties*	6	63
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.9	68
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	5.0	43
9.03 IDE et transfert de technologies	4.6	74
9.04 Internauts, %*	20.9	101
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.8	109
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	5.4	114
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	15.3	88
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.8	100
10.02 Taille du marché extérieur*	3.4	116
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	27.7	105
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	24.7	114
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.5	86
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.4	74
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.3	103
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.4	74
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	4.0	55
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	3.9	85
11.07 Sophistication des processus de production	3.9	69
11.08 Utilisation du marketing	4.1	73
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.6	89
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.9	56
12.02 Qualité établissements de recherche	3.9	66
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	3.2	58
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.6	65
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	4.0	27
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	4.1	68
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.1	104

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Seychelles

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	0.1
PIB (milliards de dollars EU)*.....	1.4
PIB par habitant (dollars EU).....	14,918.4
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.00

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

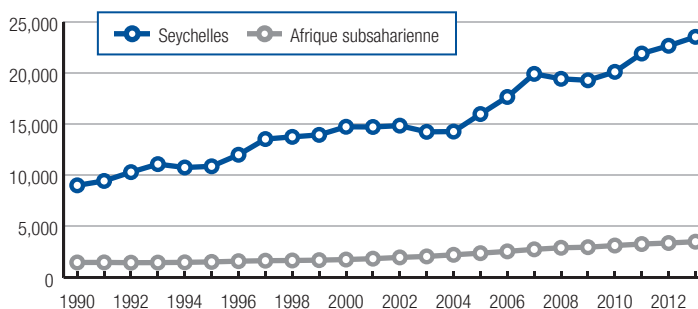
Agriculture.....	2.1
Industrie.....	15.4
Services.....	82.5

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.76
Rang (sur 187 économies).....	71

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

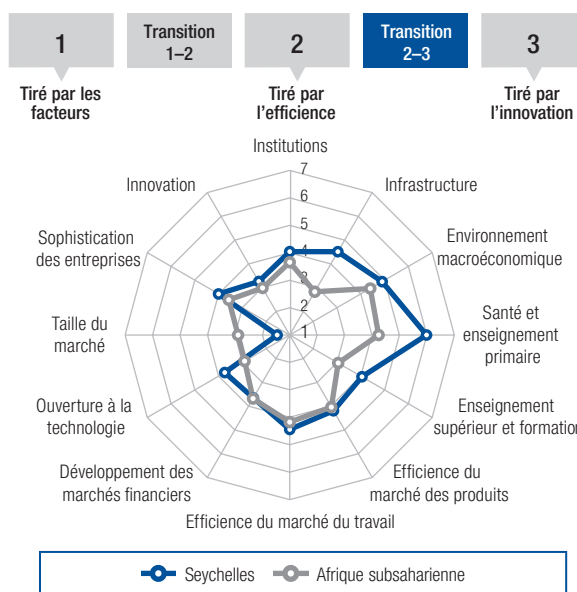
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



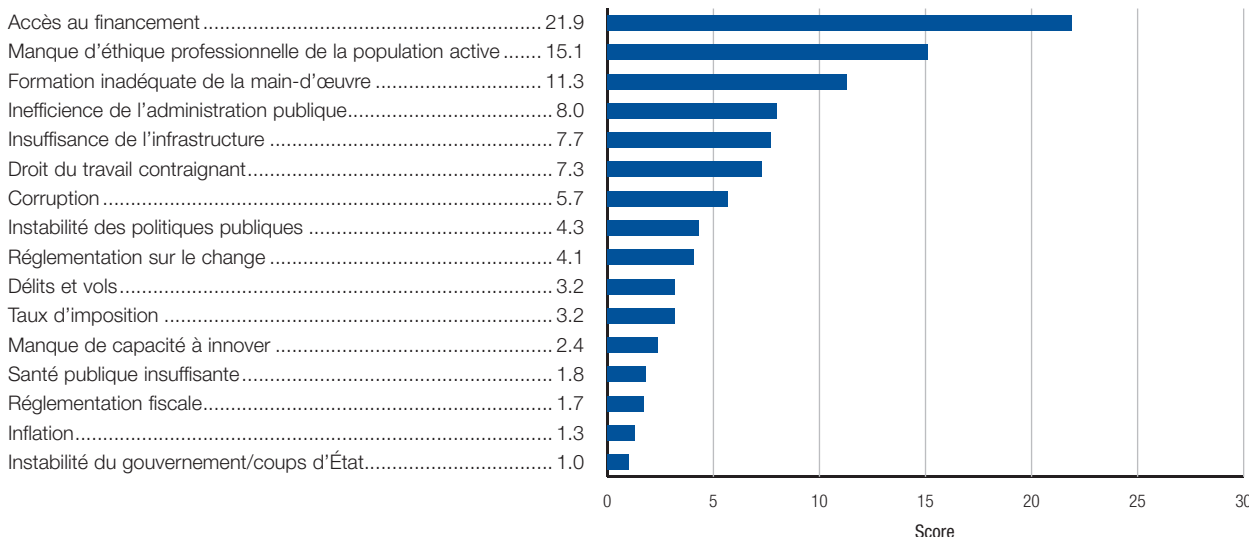
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	92	3.9
GCI 2013–2014 (sur 148).....	80	4.1
GCI 2012–2013 (sur 144).....	76	4.1
Paramètres de base (24.9%)	50	4.9
Institutions.....	54	4.0
Infrastructure.....	53	4.5
Environnement macroéconomique.....	57	4.9
Santé et enseignement primaire.....	55	6.0
Santé et Sources d'efficacité (50.0%)	105	3.6
Enseignement supérieur et formation.....	85	4.0
Efficacité du marché des produits.....	88	4.2
Efficacité du marché du travail.....	44	4.4
Développement des marchés financiers.....	103	3.6
Ouverture à la technologie.....	70	3.7
Taille du marché.....	143	1.5
Facteurs d'innovation et de sophistication (25.1%)	69	3.6
Sophistication des entreprises.....	66	4.0
Innovation.....	73	3.3

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

Seychelles

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	4.2	68
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.8	60
1.03 Détournement de fonds publics	3.7	53
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.4	45
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	4.1	63
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	4.1	53
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.2	57
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.5	48
1.09 Poids de la réglementation	4.2	13
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	4.0	52
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	3.4	70
1.12 Transparence des politiques publiques	4.1	59
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	4.6	107
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.2	87
1.15 Crime organisé	4.9	61
1.16 Fiabilité des services de police	4.1	68
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.1	58
1.18 Rigueur audit et info financière	4.3	92
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.9	48
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.4	52
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	5.7	57
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	4.7	51
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	4.2	60
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/Appl.	n/a
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	5.0	41
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	4.9	49
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	26.8	116
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	4.8	75
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	147.3	26
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	23.4	47
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	1.2	13
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	18.7	77
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	4.3	87
3.04 Dette publique, % PIB*	62.0	103
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	25.2	122
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	S.L.	n/a
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	N/Appl.	n/a
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	30.0	59
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.4	109
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	0.8	105
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.1	123
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	11.2	60
4.08 Espérance de vie, années*	72.7	83
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	4.6	42
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	93.8	71
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %* ..	101.3	28
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	1.4	140
5.03 Qualité du système éducatif	4.3	37
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.3	57
5.05 Qualité des écoles de commerce	4.3	63
5.06 Accès à Internet dans les écoles	4.2	74
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.6	99
5.08 Formation du personnel	4.0	67
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.2	127
6.02 Concentration du marché	3.9	56
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.1	66
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.9	47
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéficiaires*	25.7	23

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	10	118
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	39.0	125
6.08 Coût de la politique agricole	3.9	66
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.4	60
6.10 Taux des droits de douane, %*	16.0	137
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.4	87
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.1	98
6.13 Poids des procédures douanières	3.8	79
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	88.8	13
6.15 Degré d'orientation client	3.9	115
6.16 Sophistication des acheteurs	3.6	57
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.0	99
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.9	83
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.6	88
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	13.5	62
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.9	48
7.06 Rémunération et productivité	3.5	102
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.4	56
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.1	90
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	4.0	31
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.91	29
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.9	103
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.9	95
8.03 Financement via le marché boursier local	3.1	89
8.04 Facilité d'accès aux prêts	3.0	50
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.7	62
8.06 Solidité des banques	4.5	87
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	4.0	71
8.08 Fiabilité des garanties*	4	96
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.9	65
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.7	63
9.03 IDE et transfert de technologies	4.2	102
9.04 Internauts, %*	50.4	66
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	12.9	54
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	23.6	77
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	9.9	97
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	1.0	143
10.02 Taille du marché extérieur*	2.7	137
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	2.5	143
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	82.3	18
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.0	119
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.8	109
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.9	63
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	4.7	27
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.9	58
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.8	90
11.07 Sophistication des processus de production	3.9	67
11.08 Utilisation du marketing	3.9	92
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.7	71
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.9	59
12.02 Qualité établissements de recherche	3.6	76
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	3.1	64
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.4	80
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.7	46
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	2.8	140
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	30.2	28

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Sierra Leone

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	6.1
PIB (milliards de dollars EU)*.....	4.9
PIB par habitant (dollars EU).....	805.1
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.01

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2011

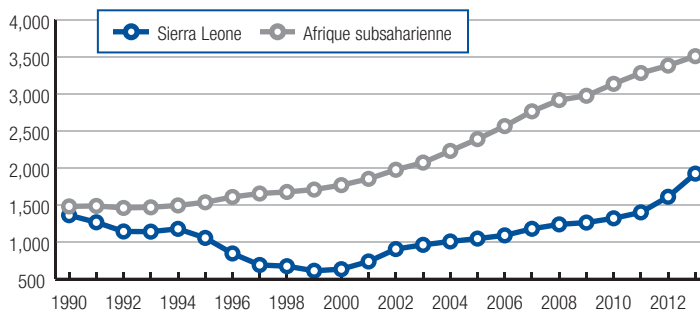
Agriculture.....	56.7
Industrie.....	8.3
Services.....	35.0

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.37
Rang (sur 187 économies).....	183

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

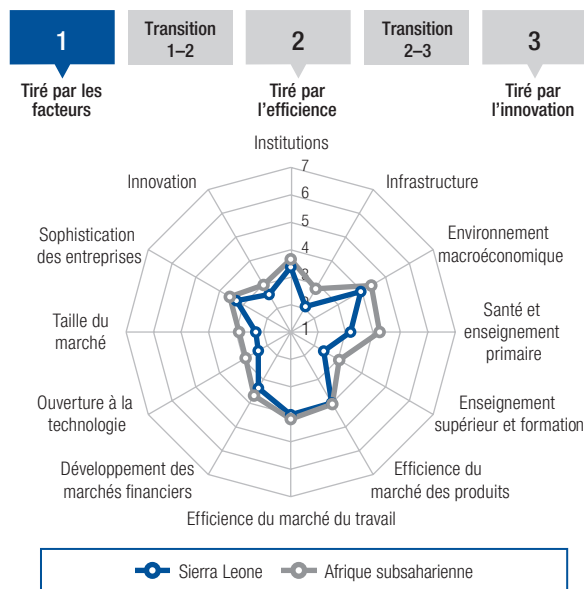
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



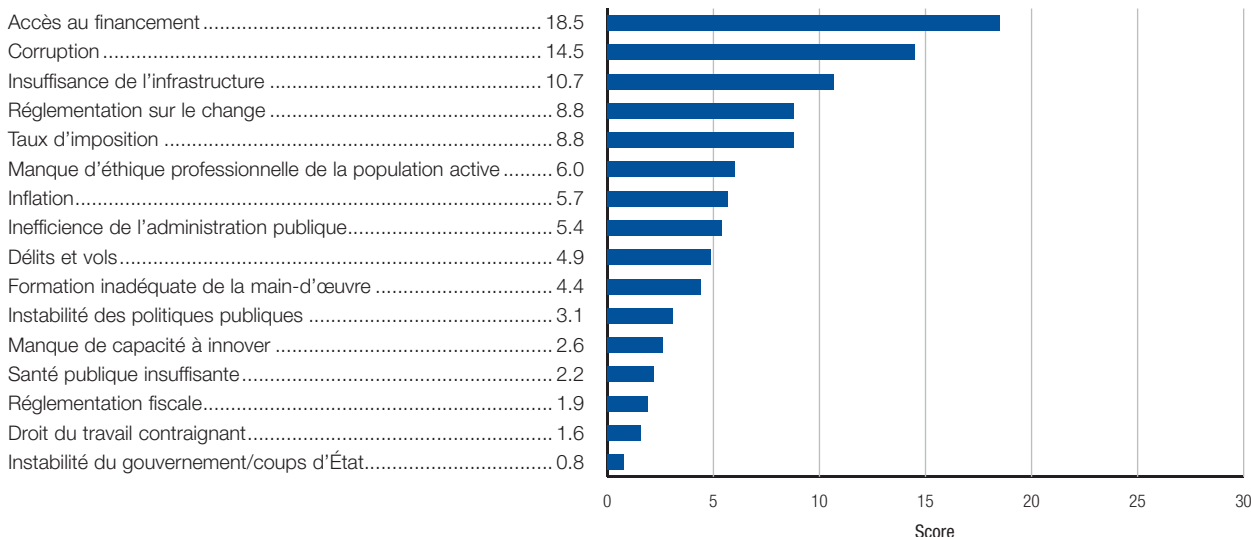
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	138	3.1
GCI 2013–2014 (sur 148).....	144	3.0
GCI 2012–2013 (sur 144).....	143	2.8
Paramètres de base (60.0%)	141	3.1
Institutions.....	107	3.4
Infrastructure.....	136	2.1
Environnement macroéconomique.....	117	3.9
Santé et enseignement primaire.....	142	3.2
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	136	3.1
Enseignement supérieur et formation.....	137	2.4
Efficacité du marché des produits.....	117	4.0
Efficacité du marché du travail.....	95	4.0
Développement des marchés financiers.....	116	3.4
Ouverture à la technologie.....	138	2.4
Taille du marché.....	133	2.3
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	130	2.9
Sophistication des entreprises.....	128	3.3
Innovation.....	130	2.6

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

Sierra Leone

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.4	113
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.2	93
1.03 Détournement de fonds publics	2.7	100
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.6	88
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.7	130
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.8	115
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.5	118
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.0	75
1.09 Poids de la réglementation	3.6	52
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	3.4	92
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	2.3	132
1.12 Transparence des politiques publiques	3.8	91
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.0	86
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.8	102
1.15 Crime organisé	4.0	111
1.16 Fiabilité des services de police	3.4	110
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.5	113
1.18 Rigueur audit et info financière	4.1	107
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.5	69
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.6	103
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)*	6.7	22
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	2.9	127
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.0	111
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/Apl.	n/a
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.4	105
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	2.7	134
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	10.7	134
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.0	134
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	44.1	137
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.3	139
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-2.2	56
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	0.7	140
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	9.8	135
3.04 Dette publique, % PIB*	32.6	44
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	17.7	137
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	18,398.6	62
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	2.9	74
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	674.0	142
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.2	121
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	1.5	120
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	4.3	114
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	117.4	144
4.08 Espérance de vie, années*	45.3	144
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.9	117
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	n/a	n/a
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	26.4	140
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	2.0	139
5.03 Qualité du système éducatif	3.0	112
5.04 Qualité enseignement math et sciences	2.5	134
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.1	128
5.06 Accès à Internet dans les écoles	2.4	134
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.2	125
5.08 Formation du personnel	3.6	107
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.5	116
6.02 Concentration du marché	3.3	113
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.6	107
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.6	78
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	32.4	47

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	6	57
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	12.0	62
6.08 Coût de la politique agricole	3.7	78
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.6	32
6.10 Taux des droits de douane, %*	13.8	131
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	5.1	43
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.3	80
6.13 Poids des procédures douanières	3.4	110
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	55.3	51
6.15 Degré d'orientation client	3.7	123
6.16 Sophistication des acheteurs	2.6	130
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.1	84
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.0	71
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.5	19
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	78.3	141
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.8	54
7.06 Rémunération et productivité	3.5	105
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.2	70
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.5	124
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.3	86
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.97	7
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.6	124
8.02 Accessibilité économique des services financiers ...	3.4	124
8.03 Financement via le marché boursier local	2.3	124
8.04 Facilité d'accès aux prêts	1.8	130
8.05 Disponibilité du capital-risque	1.8	137
8.06 Solidité des banques	4.1	117
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.1	120
8.08 Fiabilité des garanties*	7	43
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.5	134
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ...	3.5	137
9.03 IDE et transfert de technologies	4.1	104
9.04 Internauts, %*	1.7	140
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.0	143
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	2.0	139
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	n/a	n/a
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.0	132
10.02 Taille du marché extérieur*	3.0	134
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	9.4	132
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	34.0	81
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.4	97
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.7	122
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.2	114
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.7	125
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.0	134
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.0	137
11.07 Sophistication des processus de production	2.8	132
11.08 Utilisation du marketing	3.0	134
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.3	111
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.2	117
12.02 Qualité établissements de recherche	2.5	133
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.5	124
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ...	2.4	134
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.2	94
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.0	134
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	111

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Swaziland

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	1.1
PIB (milliards de dollars EU)*.....	3.8
PIB par habitant (dollars EU).....	3,473.4
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.01

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2011

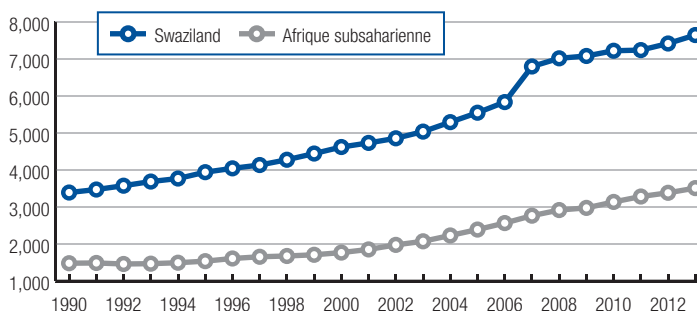
Agriculture.....	7.5
Industrie.....	47.7
Services.....	44.8

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.53
Rang (sur 187 économies).....	148

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

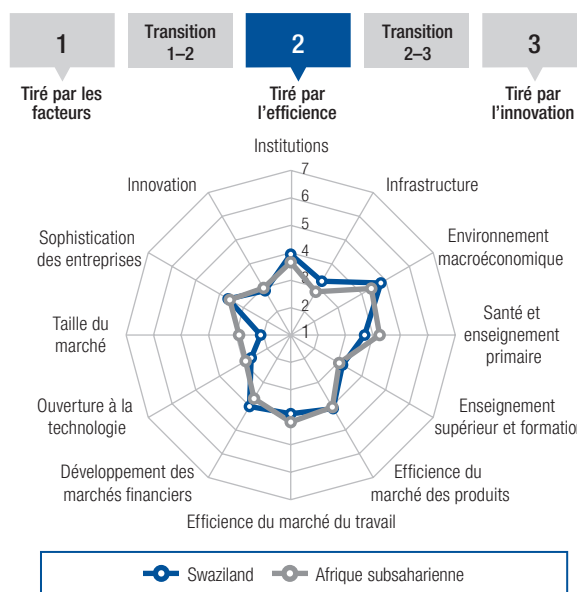
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



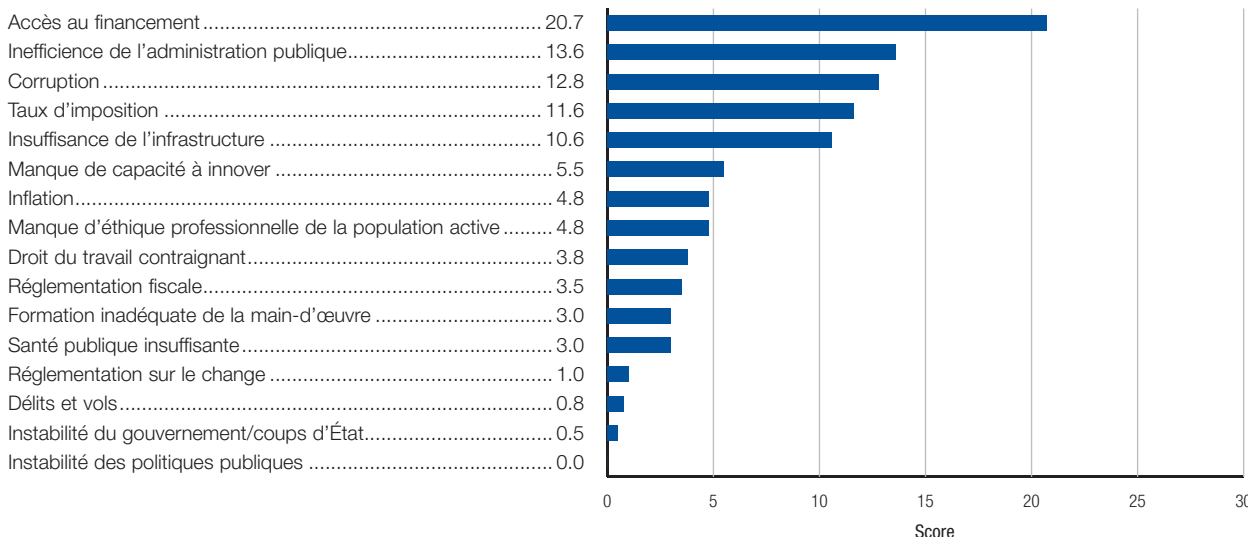
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	123	3.6
GCI 2013–2014 (sur 148)	124	3.5
GCI 2012–2013 (sur 144)	135	3.3
Paramètres de base (40.0%)	108	3.9
Institutions	61	3.9
Infrastructure	97	3.3
Environnement macroéconomique	60	4.8
Santé et enseignement primaire	134	3.7
Santé et Sources d'efficacité (50.0%)	126	3.3
Enseignement supérieur et formation	120	3.2
Efficacité du marché des produits	98	4.1
Efficacité du marché du travail	105	3.9
Développement des marchés financiers	71	4.0
Ouverture à la technologie.....	125	2.7
Taille du marché	136	2.1
Facteurs d'innovation et de sophistication (10.0%)	108	3.2
Sophistication des entreprises	101	3.6
Innovation.....	112	2.9

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	4.3	58
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.8	59
1.03 Détournement de fonds publics	3.4	62
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.3	54
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.8	73
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.5	83
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.2	64
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.0	81
1.09 Poids de la réglementation	3.6	60
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	3.9	55
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	3.5	59
1.12 Transparence des politiques publiques	3.9	79
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	5.3	71
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.5	69
1.15 Crime organisé	4.8	68
1.16 Fiabilité des services de police	4.6	50
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.1	59
1.18 Rigueur audit et info financière	4.8	64
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.5	75
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.3	56
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	4.3	105
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	4.0	78
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	4.9	41
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	3.5	43
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	4.0	79
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	4.0	88
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	0.3	144
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	4.1	90
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	71.5	119
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	3.7	108
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-0.7	33
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	15.5	102
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	5.6	99
3.04 Dette publique, % PIB*	18.8	17
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	22.8	124
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	43.1	30
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	4.1	52
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	1,349.0	144
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	2.4	144
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	26.5	143
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	2.1	144
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	55.7	127
4.08 Espérance de vie, années*	48.9	141
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	4.4	49
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	84.7	119
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	59.9	114
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	6.0	125
5.03 Qualité du système éducatif	3.8	64
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.0	78
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.4	122
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.1	119
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.3	121
5.08 Formation du personnel	3.9	79
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.5	115
6.02 Concentration du marché	3.3	111
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.4	116
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.8	62
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	36.5	67

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	12	131
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	38.0	124
6.08 Coût de la politique agricole	3.6	95
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.6	36
6.10 Taux des droits de douane, %*	6.1	79
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.8	58
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	3.9	106
6.13 Poids des procédures douanières	3.5	102
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	68.8	33
6.15 Degré d'orientation client	4.1	104
6.16 Sophistication des acheteurs	3.4	78
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.3	72
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.5	109
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.8	81
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	14.6	67
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.6	69
7.06 Rémunération et productivité	3.7	93
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.3	62
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.8	114
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.2	87
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.62	110
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	4.4	66
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	4.2	60
8.03 Financement via le marché boursier local	3.5	66
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.7	81
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.7	74
8.06 Solidité des banques	4.9	65
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	4.0	77
8.08 Fiabilité des garanties*	6	63
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.9	121
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	3.9	119
9.03 IDE et transfert de technologies	3.8	118
9.04 Internauts, %*	24.7	97
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.3	115
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	3.2	129
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.7	126
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	1.8	138
10.02 Taille du marché extérieur*	3.1	130
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	6.8	137
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	55.8	37
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	3.9	125
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.9	102
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.4	100
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.3	82
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.3	108
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.5	114
11.07 Sophistication des processus de production	3.6	85
11.08 Utilisation du marketing	3.6	111
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.8	63
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.5	93
12.02 Qualité établissements de recherche	2.9	116
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.8	104
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.3	85
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.3	87
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	2.7	141
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.2	92

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Tanzanie

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	46.3
PIB (milliards de dollars EU)*.....	33.3
PIB par habitant (dollars EU).....	719.3
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.08

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

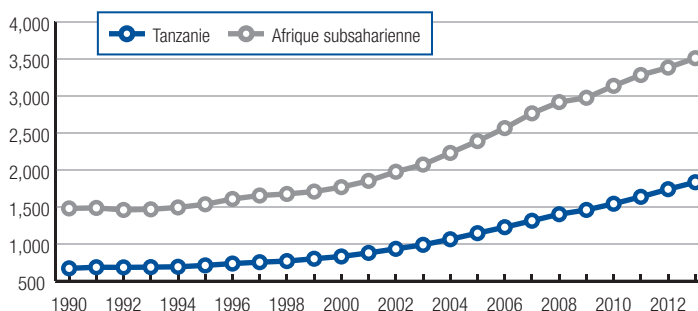
Agriculture.....	27.0
Industrie.....	25.2
Services.....	47.8

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.49
Rang (sur 187 économies).....	159

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

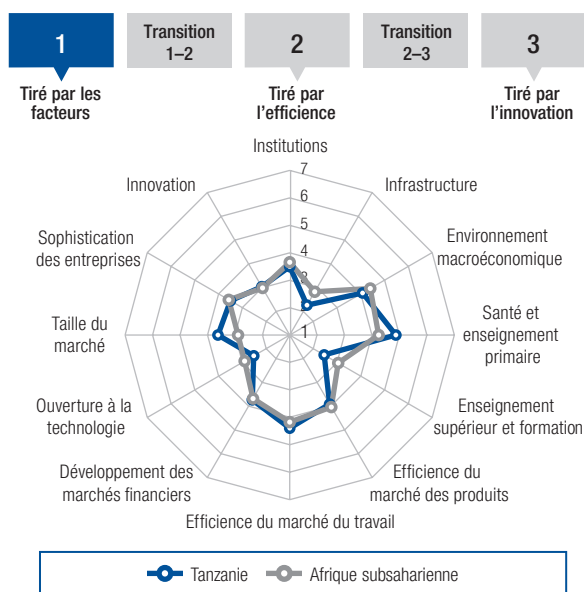
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



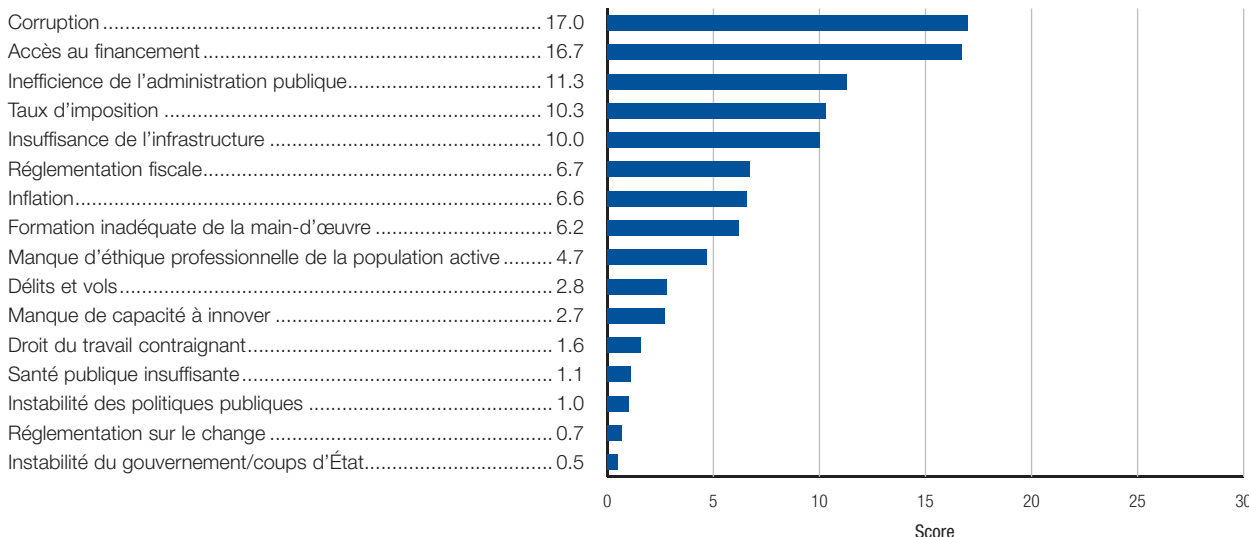
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	121	3.6
GCI 2013–2014 (sur 148).....	125	3.5
GCI 2012–2013 (sur 144).....	120	3.6
Paramètres de base (60.0%)	124	3.7
Institutions.....	93	3.5
Infrastructure.....	130	2.3
Environnement macroéconomique.....	109	4.1
Santé et enseignement primaire.....	108	4.9
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	114	3.4
Enseignement supérieur et formation.....	134	2.4
Efficacité du marché des produits.....	122	3.9
Efficacité du marché du travail.....	47	4.4
Développement des marchés financiers.....	96	3.7
Ouverture à la technologie.....	131	2.5
Taille du marché.....	75	3.6
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	107	3.3
Sophistication des entreprises.....	112	3.5
Innovation.....	98	3.0

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

Tanzanie

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	3.5	105
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.3	91
1.03 Détournement de fonds publics	2.8	91
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.9	78
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.9	124
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.2	96
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.2	61
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.9	84
1.09 Poids de la réglementation	3.6	61
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	3.7	64
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	3.3	78
1.12 Transparence des politiques publiques	3.6	111
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	4.7	99
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.1	88
1.15 Crime organisé	4.7	77
1.16 Fiabilité des services de police	3.5	108
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.5	116
1.18 Rigueur audit et info financière	3.8	119
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.0	116
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	3.6	106
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)*	5.0	83
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.2	117
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.0	112
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.0	88
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.3	106
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	2.8	131
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	81.9	87
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.5	125
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	55.7	135
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.3	136
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-5.6	115
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	19.9	69
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	7.9	125
3.04 Dette publique, % PIB*	41.0	65
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	31.9	103
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	17,370.2	59
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.0	72
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	165.0	111
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.2	120
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	5.1	132
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.8	131
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	37.7	109
4.08 Espérance de vie, années*	60.8	124
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.5	132
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	97.6	38
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	35.0	132
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	3.9	134
5.03 Qualité du système éducatif	3.0	109
5.04 Qualité enseignement math et sciences	2.4	137
5.05 Qualité des écoles de commerce	3.2	126
5.06 Accès à Internet dans les écoles	2.8	124
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.5	109
5.08 Formation du personnel	3.5	116
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.3	123
6.02 Concentration du marché	3.5	95
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.8	96
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.4	96
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	44.9	101

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	9	106
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	26.0	105
6.08 Coût de la politique agricole	3.4	101
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	3.9	125
6.10 Taux des droits de douane, %*	9.7	104
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.1	104
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.3	82
6.13 Poids des procédures douanières	3.2	123
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	45.2	76
6.15 Degré d'orientation client	3.9	117
6.16 Sophistication des acheteurs	3.1	101
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.8	117
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.6	105
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.9	73
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	9.3	33
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.2	105
7.06 Rémunération et productivité	3.3	122
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.7	106
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.0	98
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.3	84
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.99	6
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.7	122
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.6	116
8.03 Financement via le marché boursier local	3.2	82
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.7	86
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.6	81
8.06 Solidité des banques	4.2	107
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.5	104
8.08 Fiabilité des garanties*	7	43
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	3.8	126
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	3.8	129
9.03 IDE et transfert de technologies	4.2	99
9.04 Internauts, %*	4.4	133
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.1	128
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	6.5	111
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	2.7	117
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	3.5	71
10.02 Taille du marché extérieur*	4.0	89
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	79.4	76
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	24.6	115
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.1	115
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.8	112
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.4	98
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.0	108
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.5	102
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.5	119
11.07 Sophistication des processus de production	3.2	111
11.08 Utilisation du marketing	3.5	117
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.4	105
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.4	102
12.02 Qualité établissements de recherche	3.6	80
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	3.0	86
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	3.4	83
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.3	84
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.6	98
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	116

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Tchad

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	11.0
PIB (milliards de dollars EU)*.....	13.4
PIB par habitant (dollars EU).....	1,218.3
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.03

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2012

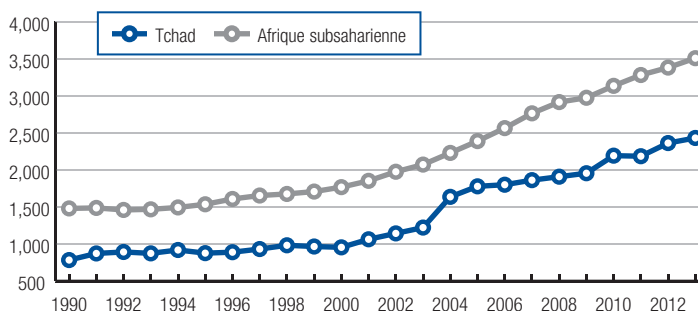
Agriculture.....	55.8
Industrie.....	12.7
Services.....	31.5

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.37
Rang (sur 187 économies).....	184

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

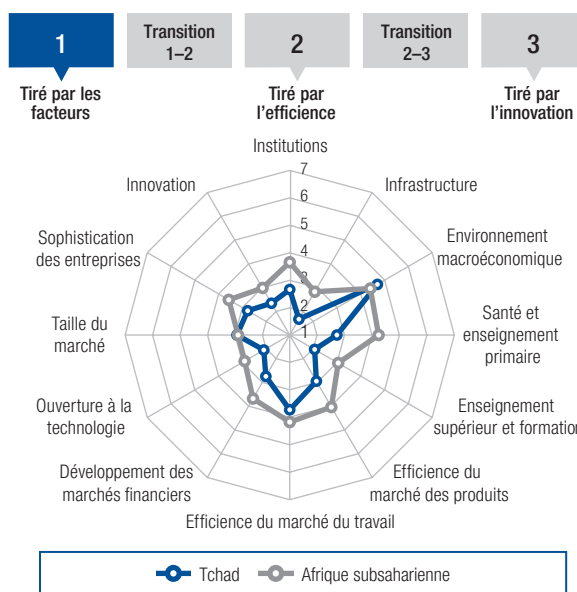
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



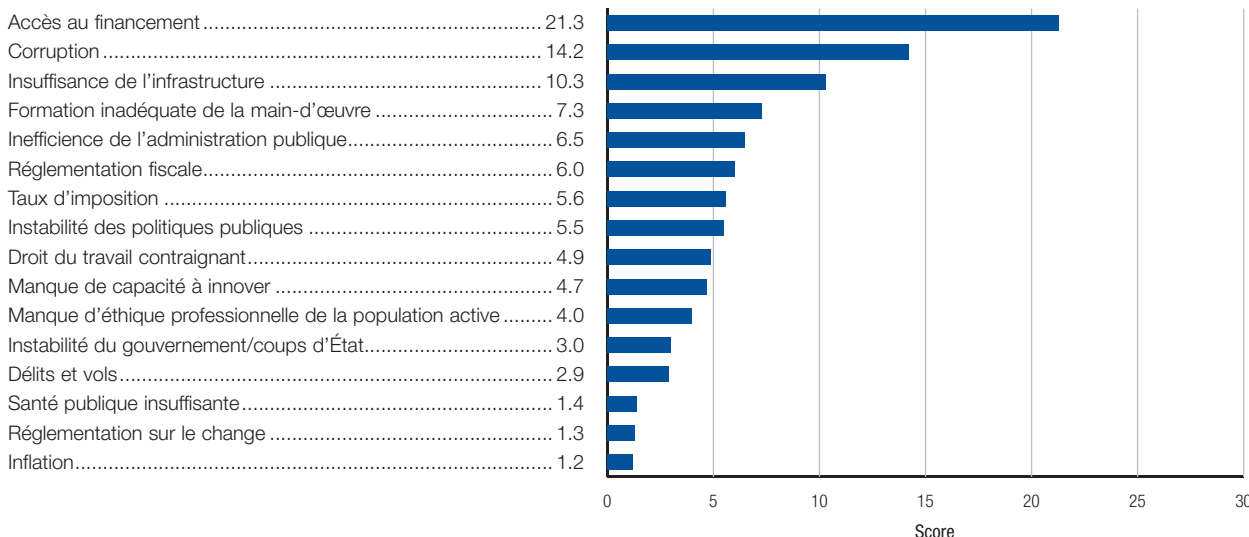
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	143	2.8
GCI 2013–2014 (sur 148).....	148	2.9
GCI 2012–2013 (sur 144).....	139	3.1
Paramètres de base (60.0%)	143	2.9
Institutions.....	140	2.7
Infrastructure.....	144	1.7
Environnement macroéconomique.....	73	4.7
Santé et enseignement primaire.....	144	2.7
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	142	2.7
Enseignement supérieur et formation.....	143	2.0
Efficacité du marché des produits.....	142	2.9
Efficacité du marché du travail.....	120	3.7
Développement des marchés financiers.....	136	2.7
Ouverture à la technologie.....	143	2.1
Taille du marché.....	106	2.9
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	141	2.6
Sophistication des entreprises.....	143	2.8
Innovation.....	139	2.3

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	2.5	140
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.5	134
1.03 Détournement de fonds publics	1.8	138
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	2.4	103
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	2.3	138
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.2	133
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.1	133
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.6	105
1.09 Poids de la réglementation	2.9	113
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	2.5	133
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	2.0	142
1.12 Transparence des politiques publiques	2.8	140
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	3.2	134
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.0	126
1.15 Crime organisé	3.5	131
1.16 Fiabilité des services de police	2.6	134
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.2	134
1.18 Rigueur audit et info financière	3.2	136
1.19 Efficacité des conseils d'administration	3.5	139
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	2.8	140
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	3.3	123
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	2.3	139
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	2.6	128
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	N/Apl.	n/a
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	1.8	142
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	2.3	142
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	10.1	135
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	1.7	140
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	35.6	140
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.2	140
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-2.4	61
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	18.3	79
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	0.2	65
3.04 Dette publique, % PIB*	30.2	36
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	15.5	138
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	26,509.9	67
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	2.8	75
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	151.0	107
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	3.4	140
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	2.7	126
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.4	138
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	89.4	142
4.08 Espérance de vie, années*	50.7	138
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	2.3	134
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	63.1	139
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	22.8	144
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	2.3	138
5.03 Qualité du système éducatif	2.5	135
5.04 Qualité enseignement math et sciences	2.8	127
5.05 Qualité des écoles de commerce	2.7	137
5.06 Accès à Internet dans les écoles	1.5	144
5.07 Services de recherche et de formation disponibles ..	2.7	142
5.08 Formation du personnel	2.8	139
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	3.8	137
6.02 Concentration du marché	2.7	139
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	2.7	141
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	2.4	140
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	73.8	138

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	9	106
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	62.0	133
6.08 Coût de la politique agricole	3.4	108
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	3.2	142
6.10 Taux des droits de douane, %*	14.6	135
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	3.3	128
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	3.1	131
6.13 Poids des procédures douanières	2.1	141
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	42.1	81
6.15 Degré d'orientation client	2.8	143
6.16 Sophistication des acheteurs	2.0	142
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.6	127
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.1	66
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.3	114
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	13.0	57
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler ..	2.7	134
7.06 Rémunération et productivité	2.8	135
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	2.1	143
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.4	129
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.9	99
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.82	68
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	2.6	142
8.02 Accessibilité économique des services financiers ...	2.9	140
8.03 Financement via le marché boursier local	1.8	139
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.1	124
8.05 Disponibilité du capital-risque	1.9	136
8.06 Solidité des banques	3.2	134
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	1.8	142
8.08 Fiabilité des garanties*	6	63
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	2.9	143
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ...	3.3	140
9.03 IDE et transfert de technologies	3.4	137
9.04 Internauts, %*	2.3	136
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.1	125
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	0.6	142
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.0	133
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.7	108
10.02 Taille du marché extérieur*	3.7	106
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	28.0	103
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	37.3	73
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.0	118
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	2.7	143
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	2.8	136
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.7	127
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.1	125
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	2.7	144
11.07 Sophistication des processus de production	2.3	143
11.08 Utilisation du marketing	2.5	144
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	2.4	140
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	2.8	139
12.02 Qualité établissements de recherche	2.2	139
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.2	136
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ...	2.2	139
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	2.6	133
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs ..	3.2	124
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	124

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Tunisie

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	10.9
PIB (milliards de dollars EU)*.....	47.0
PIB par habitant (dollars EU).....	4,316.8
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.12

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

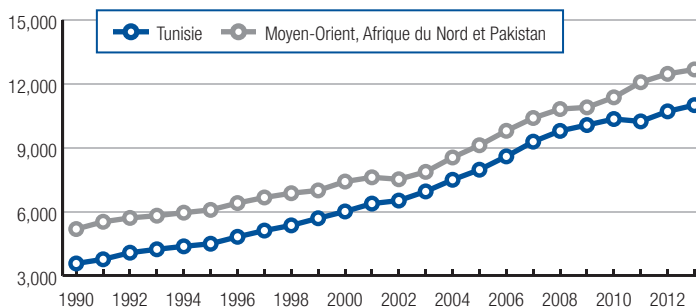
Agriculture.....	8.7
Industrie.....	29.4
Services.....	61.9

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.72
Rang (sur 187 économies).....	90

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

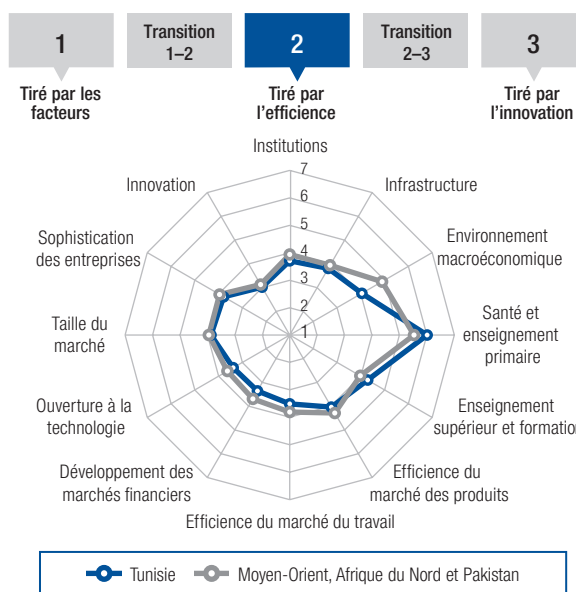
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



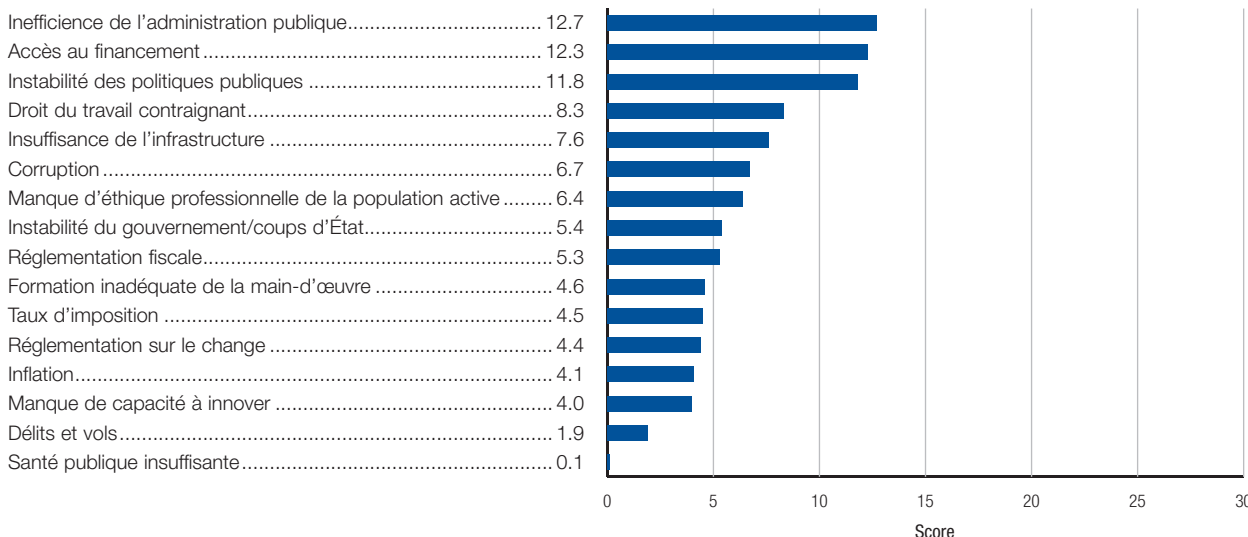
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	87	4.0
GCI 2013–2014 (sur 148).....	83	4.1
GCI 2012–2013 (sur 144).....	n/a	n/a
Paramètres de base (40.0%)	85	4.4
Institutions.....	81	3.7
Infrastructure.....	79	3.8
Environnement macroéconomique.....	111	4.0
Santé et enseignement primaire.....	53	6.0
Santé et Sources d'efficacité (50.0%)	94	3.7
Enseignement supérieur et formation.....	73	4.3
Efficacité du marché des produits.....	107	4.0
Efficacité du marché du travail.....	129	3.5
Développement des marchés financiers.....	117	3.4
Ouverture à la technologie.....	90	3.4
Taille du marché.....	64	3.9
Facteurs d'innovation et de sophistication (10.0%)	93	3.4
Sophistication des entreprises.....	88	3.8
Innovation.....	99	3.0

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	4.0	76
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	3.1	102
1.03 Détournement de fonds publics	3.5	56
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.1	63
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.8	77
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.6	75
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.2	60
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.3	64
1.09 Poids de la réglementation	3.5	66
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	3.6	75
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	3.4	63
1.12 Transparence des politiques publiques	3.8	90
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	3.3	133
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	3.6	107
1.15 Crime organisé	4.2	103
1.16 Fiabilité des services de police	4.1	70
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.9	75
1.18 Rigueur audit et info financière	4.5	78
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.1	108
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.0	82
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	6.0	45
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.9	83
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.7	83
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	3.3	48
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.9	83
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	4.2	77
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	190.7	67
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	5.0	65
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	115.6	63
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	9.3	89
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-5.9	121
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	14.9	106
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	6.1	108
3.04 Dette publique, % PIB*	44.4	75
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ..	44.4	73
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	S.L.	n/a
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	N/ Appl.	n/a
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	31.0	60
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	5.6	73
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	0.1	1
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	5.7	67
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	13.8	70
4.08 Espérance de vie, années*	75.1	56
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.9	72
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	98.9	13
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	91.1	67
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	35.2	73
5.03 Qualité du système éducatif	3.7	68
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.7	32
5.05 Qualité des écoles de commerce	4.4	61
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.6	96
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.8	89
5.08 Formation du personnel	3.7	99
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.8	92
6.02 Concentration du marché	3.7	77
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.0	71
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.8	69
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	62.4	129

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	10	118
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	11.0	57
6.08 Coût de la politique agricole	3.4	105
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	3.9	124
6.10 Taux des droits de douane, %*	16.3	138
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.4	81
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	4.6	49
6.13 Poids des procédures douanières	3.4	106
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	58.0	44
6.15 Degré d'orientation client	4.3	89
6.16 Sophistication des acheteurs	3.2	91
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.8	118
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	4.2	119
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	3.5	97
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	12.1	52
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.6	71
7.06 Rémunération et productivité	3.6	97
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	3.8	94
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.0	95
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.8	104
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.36	134
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.7	120
8.02 Accessibilité économique des services financiers ..	3.9	91
8.03 Financement via le marché boursier local	3.6	57
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.8	70
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.7	68
8.06 Solidité des banques	3.5	128
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	3.7	90
8.08 Fiabilité des garanties*	3	113
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.7	79
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ..	4.5	79
9.03 IDE et transfert de technologies	4.4	84
9.04 Internauts, %*	43.8	78
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	4.8	81
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	19.1	84
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	26.1	71
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	3.6	63
10.02 Taille du marché extérieur*	4.6	69
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	108.4	67
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	46.5	53
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.6	75
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.1	89
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	3.5	88
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.2	91
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.8	70
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international ..	4.0	68
11.07 Sophistication des processus de production	3.5	96
11.08 Utilisation du marketing	3.8	101
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.4	103
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.3	107
12.02 Qualité établissements de recherche	3.1	109
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.9	95
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ..	2.9	117
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	3.1	103
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	4.7	26
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	1.2	68

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Zambie

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	14.5
PIB (milliards de dollars EU)*.....	26.8
PIB par habitant (dollars EU).....	1,845.4
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.06

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

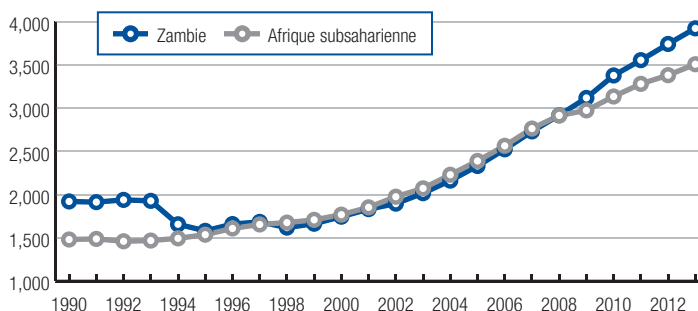
Agriculture.....	17.7
Industrie.....	37.3
Services.....	45.1

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.56
Rang (sur 187 économies).....	141

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

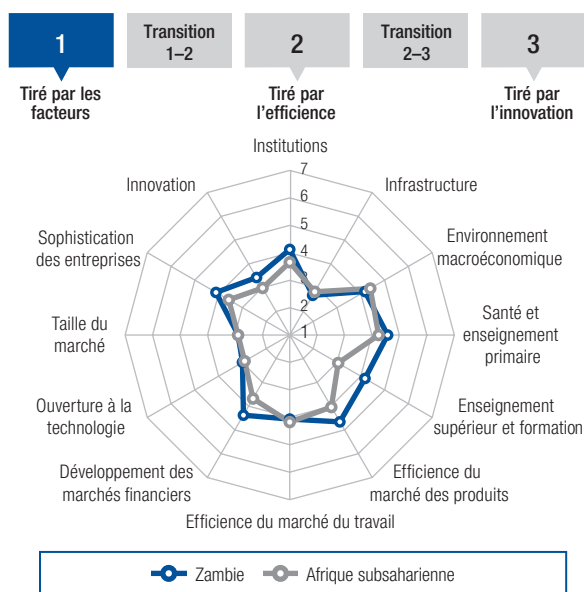
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



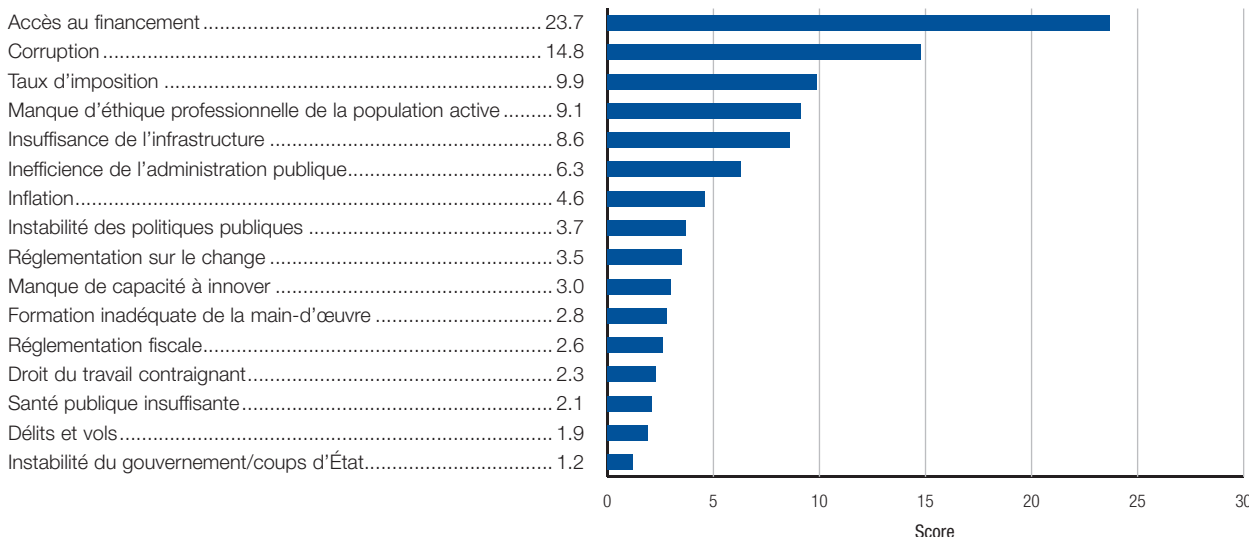
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	96	3.9
GCI 2013–2014 (sur 148).....	93	3.9
GCI 2012–2013 (sur 144).....	102	3.8
Paramètres de base (60.0%)	109	3.9
Institutions.....	52	4.1
Infrastructure.....	118	2.7
Environnement macroéconomique.....	103	4.2
Santé et enseignement primaire.....	118	4.6
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	86	3.9
Enseignement supérieur et formation.....	80	4.2
Efficacité du marché des produits.....	37	4.6
Efficacité du marché du travail.....	88	4.1
Développement des marchés financiers.....	50	4.4
Ouverture à la technologie.....	105	3.0
Taille du marché.....	110	2.9
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%)	57	3.8
Sophistication des entreprises.....	60	4.1
Innovation.....	54	3.4

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	4.6	44
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	4.0	50
1.03 Détournement de fonds publics	3.3	65
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	3.0	73
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.7	83
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	3.7	69
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	3.4	51
1.08 Gaspillage des fonds publics	3.9	46
1.09 Poids de la réglementation	3.9	35
1.10 Efficience du cadre juridique, différends	4.4	33
1.11 Efficience du cadre juridique, réglementation	3.3	71
1.12 Transparence des politiques publiques	4.5	36
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	6.0	29
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.6	62
1.15 Crime organisé	5.5	47
1.16 Fiabilité des services de police	4.0	79
1.17 Comportement éthique des entreprises	4.0	66
1.18 Rigueur audit et info financière	4.7	67
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.9	47
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.7	36
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)* ..	5.3	68
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.7	92
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.6	86
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.0	87
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	2.7	124
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.5	111
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	37.6	108
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	3.3	104
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	71.5	118
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	0.8	129
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-8.6	137
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	25.5	38
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	7.0	119
3.04 Dette publique, % PIB*	35.1	51
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)* ...	35.9	90
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	26,650.2	68
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	3.9	57
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	427.0	135
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.3	116
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	12.7	137
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.9	129
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	56.4	129
4.08 Espérance de vie, années*	57.0	128
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	3.8	77
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	93.7	74
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %* ...	100.8	32
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	2.4	137
5.03 Qualité du système éducatif	4.3	36
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.3	62
5.05 Qualité des écoles de commerce	4.7	42
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.6	97
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	4.4	48
5.08 Formation du personnel	4.1	63
6e pilier: Efficience du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	5.6	25
6.02 Concentration du marché	4.2	38
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	4.5	36
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.9	56
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéficiaires*	15.1	8

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficience du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	5	32
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	6.5	31
6.08 Coût de la politique agricole	4.1	35
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.5	52
6.10 Taux des droits de douane, %*	10.7	110
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	5.3	26
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	5.0	24
6.13 Poids des procédures douanières	4.2	59
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	48.6	70
6.15 Degré d'orientation client	4.7	56
6.16 Sophistication des acheteurs	3.4	74
7e pilier: Efficience du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	4.4	60
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	5.1	63
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	4.5	16
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	50.6	138
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	4.2	26
7.06 Rémunération et productivité	3.6	96
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.7	38
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	3.4	67
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	3.9	43
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.85	53
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	4.3	74
8.02 Accessibilité économique des services financiers ...	3.9	94
8.03 Financement via le marché boursier local	3.7	52
8.04 Facilité d'accès aux prêts	2.5	99
8.05 Disponibilité du capital-risque	2.4	95
8.06 Solidité des banques	5.1	59
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	4.7	44
8.08 Fiabilité des garanties*	9	11
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.6	82
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises ...	4.7	67
9.03 IDE et transfert de technologies	4.7	64
9.04 Internauts, %*	15.4	114
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.1	131
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	4.2	122
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants* ..	0.7	125
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.6	113
10.02 Taille du marché extérieur*	3.8	101
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	25.5	111
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	47.8	50
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	4.9	34
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	4.2	80
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	4.1	46
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	3.8	49
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	3.9	59
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.8	93
11.07 Sophistication des processus de production	3.8	74
11.08 Utilisation du marketing	4.1	75
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	4.0	48
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	4.1	45
12.02 Qualité établissements de recherche	3.4	89
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	3.4	49
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D ...	3.5	75
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	4.0	25
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs.	4.3	51
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.0	124

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Zimbabwe

Indicateurs clés, 2013

Population (millions).....	13.1
PIB (milliards de dollars EU)*.....	13.2
PIB par habitant (dollars EU).....	1,006.8
PIB (PPA) en proportion (%) du total mondial.....	0.03

Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB), 2013

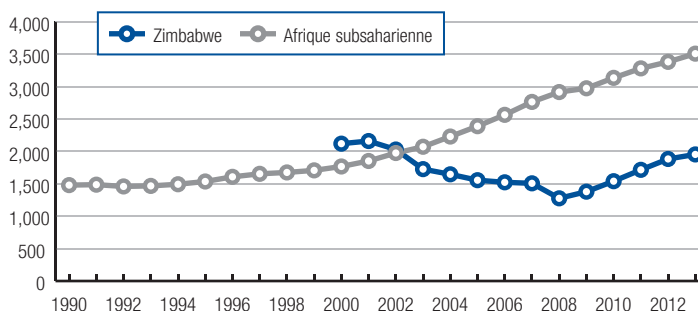
Agriculture.....	12.4
Industrie.....	31.3
Services.....	56.3

Indice de développement humain, 2013

Score (0–1), meilleur score.....	0.49
Rang (sur 187 économies).....	156

Sources : FMI ; FNUAP ; PNUD ; Banque mondiale

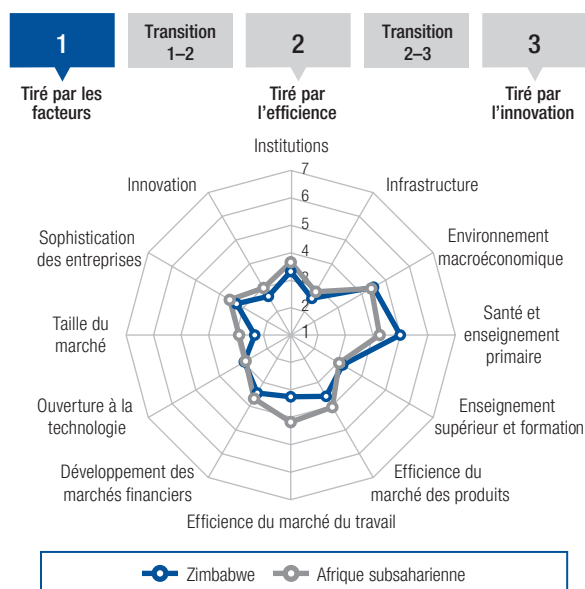
PIB (PPA) par habitant (dollars internationaux), 1990–2013



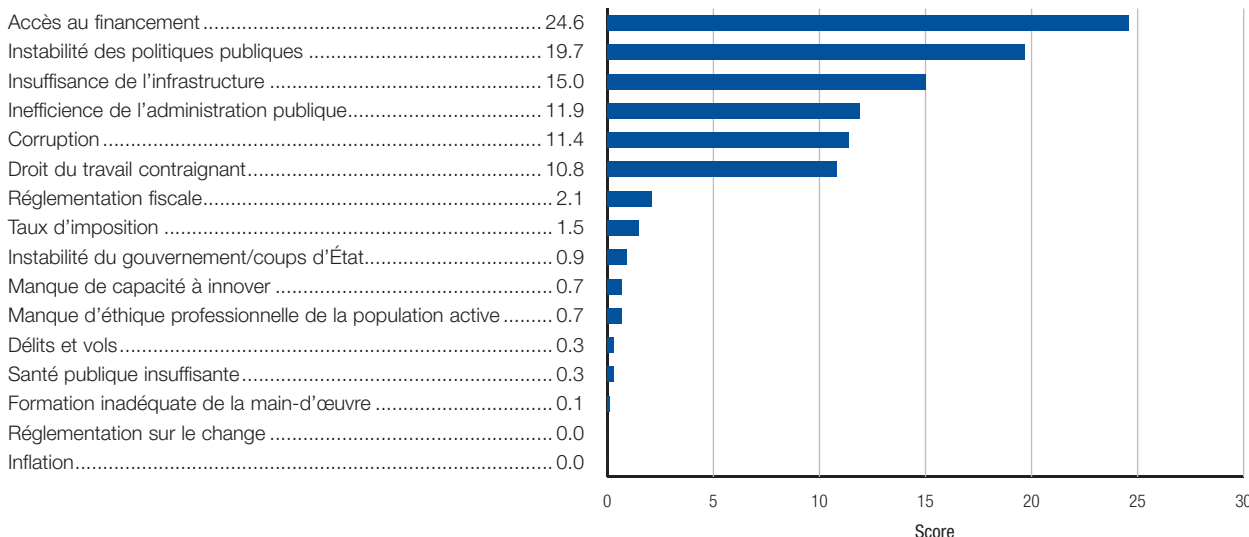
Indice de compétitivité mondiale

	Rang (sur 144)	Score (1–7)
GCI 2014–2015	124	3.5
GCI 2013–2014 (sur 148).....	131	3.4
GCI 2012–2013 (sur 144).....	132	3.3
Paramètres de base (60.0%)	114	3.8
Institutions.....	113	3.3
Infrastructure.....	124	2.5
Environnement macroéconomique.....	87	4.5
Santé et enseignement primaire.....	106	5.0
Santé et Sources d'efficacité (35.0%)	133	3.1
Enseignement supérieur et formation.....	118	3.2
Efficacité du marché des produits.....	133	3.6
Efficacité du marché du travail.....	137	3.2
Développement des marchés financiers.....	112	3.4
Ouverture à la technologie.....	109	2.9
Taille du marché.....	132	2.3
Facteurs d'innovation et de sophistication (5.0%) ..	127	3.0
Sophistication des entreprises.....	130	3.3
Innovation.....	125	2.6

Stade de développement



Principaux obstacles à la pratique des affaires



Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur le graphique, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

Zimbabwe

L'indice de compétitivité mondiale (GCI) en détail

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
1er pilier: Institutions		
1.01 Droits de propriété	2.4	142
1.02 Protection de la propriété intellectuelle	2.9	116
1.03 Détournement de fonds publics	2.6	109
1.04 Confiance de la population dans la classe politique ..	1.9	132
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	3.4	101
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	2.5	120
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires ..	2.5	117
1.08 Gaspillage des fonds publics	2.1	135
1.09 Poids de la réglementation	2.8	119
1.10 Efficacité du cadre juridique, différends	3.4	93
1.11 Efficacité du cadre juridique, réglementation	2.5	120
1.12 Transparence des politiques publiques	3.5	115
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	6.5	8
1.14 Coût délits et violence pour entreprises	4.7	58
1.15 Crime organisé	5.7	31
1.16 Fiabilité des services de police	3.0	122
1.17 Comportement éthique des entreprises	3.6	106
1.18 Rigueur audit et info financière	5.2	38
1.19 Efficacité des conseils d'administration	4.3	88
1.20 Protection des actionnaires minoritaires	4.1	74
1.21 Protection des investisseurs, 0-10 (meilleur score)*	4.3	105
2e pilier: Infrastructure		
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	3.1	121
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	3.3	100
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire	2.2	82
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	3.6	96
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	3.3	116
2.06 Sièges kms aériens offerts/semaine, millions*	19.0	124
2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	2.1	131
2.08 Abonnements tel. mobile, 100 habitants*	96.3	99
2.09 Lignes téléphoniques fixes/100 habitants*	2.1	119
3e pilier: Environnement macroéconomique		
3.01 Solde du budget de l'État, % PIB*	-0.1	26
3.02 Épargne nationale brute, % PIB*	-5.7	143
3.03 Inflation, variation annuelle en %*	1.6	1
3.04 Dette publique, % PIB*	54.7	90
3.05 Note de crédit du pays, 0-100 (meilleur score)*	6.0	143
4e pilier: Santé et enseignement primaire		
4.01 Cas de paludisme /100 000 habitants*	8,452.6	56
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises	4.9	36
4.03 Cas de tuberculose/100 000 habitants*	562.0	139
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises	4.3	118
4.05 Prévalence du HIV, % population adulte*	14.7	139
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises	3.9	126
4.07 Mortalité infantile, décès/1 000 naissances vivan*	55.7	127
4.08 Espérance de vie, années*	58.0	127
4.09 Qualité de l'enseignement primaire	4.3	54
4.10 Taux d'inscription dans le primaire, net %*	95.6	59
5e pilier: Enseignement supérieur et formation		
5.01 Taux d'inscription dans le secondaire, brut %*	51.9	120
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur, brut %*	5.9	126
5.03 Qualité du système éducatif	4.2	43
5.04 Qualité enseignement math et sciences	4.2	66
5.05 Qualité des écoles de commerce	4.1	80
5.06 Accès à Internet dans les écoles	3.1	118
5.07 Services de recherche et de formation disponibles	3.5	107
5.08 Formation du personnel	3.9	84
6e pilier: Efficacité du marché des produits		
6.01 Intensité de la concurrence locale	4.9	77
6.02 Concentration du marché	3.3	102
6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	3.7	99
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	3.5	88
6.05 Taux d'imposition total, % des bénéfices*	35.3	62

INDICATEUR	VALEUR	RANG/148
6e pilier: Efficacité du marché des produits (suite)		
6.06 Nbre démarches pour création entreprise*	9	106
6.07 Nbre jours pour démarrage entreprise*	90.0	137
6.08 Coût de la politique agricole	2.5	142
6.09 Obstacles aux échanges commerciaux	4.9	17
6.10 Taux des droits de douane, %*	21.0	142
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	4.3	94
6.12 Impact réglementation IDE sur entreprises	1.8	142
6.13 Poids des procédures douanières	3.0	133
6.14 Importations en pourcentage du PIB*	50.1	65
6.15 Degré d'orientation client	3.6	127
6.16 Sophistication des acheteurs	2.9	115
7e pilier: Efficacité du marché du travail		
7.01 Relations personnel/employeurs	3.9	112
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	2.6	141
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	2.2	142
7.04 Coût du licenciement, en semaines de salaire*	82.3	142
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	3.3	101
7.06 Rémunération et productivité	2.3	143
7.07 Professionnalisme de l'encadrement	4.7	41
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	2.7	120
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	2.8	102
7.10 Ratio femmes/hommes dans pop. active*	0.93	16
8e pilier: Développement des marchés financiers		
8.01 Disponibilité des services financiers	3.8	107
8.02 Accessibilité économique des services financiers	3.1	131
8.03 Financement via le marché boursier local	3.2	80
8.04 Facilité d'accès aux prêts	1.7	135
8.05 Disponibilité du capital-risque	1.6	140
8.06 Solidité des banques	3.1	136
8.07 Réglementation Bourses, valeurs mobilières	4.3	63
8.08 Fiabilité des garanties*	7	43
9e pilier: Ouverture à la technologie		
9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	4.3	101
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises	4.1	111
9.03 IDE et transfert de technologies	3.5	133
9.04 Internauts, %*	18.5	105
9.05 Abonnés Internet à haut débit/100 habitants*	0.7	111
9.06 Largeur bande passante internationale, kb/s*	3.5	127
9.07 Abonnements mobiles haut débit /100 habitants*	37.8	56
10e pilier: Taille du marché		
10.01 Taille du marché intérieur*	2.1	131
10.02 Taille du marché extérieur*	3.1	131
10.03 PIB (milliards de dollars internationaux)*	10.3	131
10.04 Exportations en pourcentage du PIB*	35.1	79
11e pilier: Sophistication des entreprises		
11.01 Nombre de fournisseurs locaux	3.7	133
11.02 Qualité des fournisseurs locaux	3.5	126
11.03 Niveau développement des pôles d'entreprises	2.9	131
11.04 Nature de l'avantage concurrentiel	2.5	137
11.05 Présence dans la chaîne de valeur	2.9	138
11.06 Contrôle local de la distribution à l'international	3.7	101
11.07 Sophistication des processus de production	2.5	135
11.08 Utilisation du marketing	3.4	124
11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs	3.6	91
12e pilier: Innovation		
12.01 Capacité d'innovation	3.1	121
12.02 Qualité établissements de recherche	3.0	112
12.03 Dépenses de R-D des entreprises	2.3	129
12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D	2.8	121
12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées	2.4	140
12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs	3.6	99
12.07 Demandes de brevets PCT/million d'habitants*	0.1	98

Notes: Les valeurs s'inscrivent sur une échelle de 1 à 7, sauf celles qui sont repérées par un astérisque (*). Pour de plus amples détails et des explications, veuillez vous reporter à la section « Guide de lecture des profils de compétitivité », à la page 99.

Biographie des auteurs

El-hadj M. Bah

El-hadj M. Bah est économiste de recherche principal au département Recherche sur le développement de la Banque africaine de développement. Il est essentiellement chargé de mener des recherches sur les thématiques du développement et d'évaluer les effets des opérations du secteur privé sur le développement. Avant de rejoindre la Banque, il a été professeur assistant en économie à l'Université d'Auckland. Il a obtenu un BSc en ingénierie industrielle, avec une spécialisation en gestion de projet, à l'École Mohammadia d'ingénieurs (Rabat, Maroc), ainsi qu'un MSE en ingénierie industrielle et un PhD d'économie à l'Arizona State University (États-Unis). Il effectue des recherches dans le domaine de la macroéconomie, du développement économique, de l'économie du travail et de l'économie internationale. Il a publié de nombreux articles dans des revues et présenté plusieurs contributions. Ses recherches sont publiées dans *The Journal of Development Economics*, *Macroeconomic Dynamics*, *The Journal of Comparative Economics*, *B.E. Journal of Macroeconomics*, *The Journal of Comparative Economics*, *Comparative Economic Studies* et *Emerging Markets Finance and Trade*.

Carlos Conde

Carlos Conde est directeur de la Division Moyen-Orient et Afrique du Secrétariat des relations mondiales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). À ce titre, il dirige la mise en œuvre de l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement. Depuis 2005, cette Initiative encourage le dialogue sur la gouvernance, l'investissement et le développement du secteur privé entre les pays MENA et ceux de l'OCDE. Pendant cette période, l'Initiative MENA a introduit le processus OCDE d'examen par les pairs dans la région MENA et encouragé les programmes de réformes au niveau national (par exemple avec le gouvernement tunisien, avec l'Autorité palestinienne, et, plus récemment, avec le Maroc). Carlos Conde est également chargé de la coordination et de la promotion d'initiatives de l'OCDE en Afrique subsaharienne, ainsi que de la collaboration avec l'Afrique du Sud, un partenaire clé de l'OCDE. Avant de rejoindre l'OCDE, M. Conde a été professeur associé à l'Institut de Sciences politiques et de politique publique à l'Université de Grenade en Espagne. Il a dirigé plusieurs projets sur la coopération universitaire, la recherche et la constitution de réseaux entre universités arabes et européennes. M. Conde a obtenu divers postes de professeur invité à l'Université d'Harvard et à l'Université Al Akhawayn au Maroc (de 2001 à 2003). Il est titulaire d'un PhD en sciences politiques et en administration publique de l'Université Complutense de Madrid.

Attilio Di Battista

Attilio Di Battista est spécialiste junior de l'économie quantitative auprès de l'équipe chargée d'évaluer la compétitivité et les risques à l'échelle du globe au Forum économique mondial. Il développe et calcule divers indices et a co-écrit plusieurs études, notamment la publication phare qu'est le *Rapport mondial sur la compétitivité*. Ses domaines de compétences sont le commerce international et la compétitivité internationale, les institutions et le développement, les flux d'investissement et la stabilité financière. Avant de rejoindre le Forum, il a travaillé au Centre du commerce international (CNUCED/OMC) sur l'analyse des stratégies d'exportation, de la politique publique et de la compétitivité des échanges. Il est titulaire d'un diplôme en sciences internationales et diplomatiques de l'Università degli Studi di Trieste à Gorizia (Italie) et d'un master d'économie internationale de l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement de Genève, où il a effectué des recherches sur l'attrait des provinces italiennes pour les investissements directs étrangers, en se concentrant sur le rôle des institutions et de la géographie économique.

Margareta Drzeniek Hanouz

Margareta Drzeniek Hanouz est responsable de l'équipe chargée d'évaluer la compétitivité et les risques à l'échelle du globe et économiste senior au Forum économique mondial, où elle dirige les travaux sur la compétitivité et les risques mondiaux. À ce titre, elle est l'auteur principal du *Rapport mondial sur la compétitivité* et du *Rapport mondial sur les risques*, deux publications phares du Forum économique mondial. Auparavant, elle a supervisé la modélisation économique de plusieurs projets de scénarios du Forum économique mondial et a été chargée de développer la section de la réunion annuelle du Forum à Davos consacrée à l'économie. Avant de rejoindre le Forum économique mondial, Margareta Drzeniek Hanouz a travaillé pendant plusieurs années pour le Centre du commerce international à Genève, où elle s'occupait des relations avec les pays d'Europe centrale et orientale. Ses domaines de compétences sont la compétitivité nationale, le développement du secteur privé, le commerce international, l'économie des régions MENA et CEI, et les risques et la résilience. Margareta Drzeniek Hanouz est titulaire d'un diplôme d'économie de l'Université de Münster et d'un doctorat en économie internationale de l'Université de Bochum (Allemagne).

Caroline Galvan

Caroline Galvan est économiste au sein de l'équipe chargée d'évaluer la compétitivité et les risques à l'échelle du globe au Forum économique mondial. Elle effectue des recherches et rédige des contributions sur les questions de compétitivité nationale en Afrique subsaharienne et en Europe, supervisant les travaux sur le *Rapport sur la compétitivité en Afrique* et *The Europe 2020 Competitiveness Report*. Elle participe également au *Rapport sur les risques mondiaux* du Forum économique mondial. Avant de rejoindre ce dernier, elle a travaillé pour un cabinet de consultants en économie basé au Royaume-Uni et pour la Direction générale des Affaires économiques et financières de la Commission européenne. Elle est titulaire d'un diplôme de premier cycle en économie de l'Université de Groningue et d'un MSc en économie de l'Université de Tilburg (Pays-Bas).

Philipp Heinrichs

Philipp Heinrichs est conseiller pour l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Sud au Secrétariat des relations mondiales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). M. Heinrichs a plus de 10 ans d'expérience de la recherche sur les économies africaines, axée sur l'intégration régionale, le développement agricole, la transformation structurelle et la géographie humaine. Avant de rejoindre l'OCDE, il a travaillé dans le département de politique économique de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et à l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale (Allemagne). Il a étudié l'économie à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres et à l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale.

Barak Hoffman

Barak Hoffman est spécialiste du secteur public à la Banque mondiale. Ses travaux sont axés sur l'économie politique du développement en Afrique. Avant de rejoindre la Banque mondiale, il a dirigé le Center for Democracy and Civil Society à l'Université de Georgetown (États-Unis). Il a également travaillé en qualité d'économiste à l'Agence pour le développement international, au Département du Trésor et à la Banque fédérale de réserve des États-Unis. Il a aussi été chargé de recherche au Center on Democracy, Development, and the Rule of Law de l'Université de Stanford. Il est titulaire d'un PhD de sciences politiques de l'Université de Californie, à San Diego.

Miles McKenna

Miles McKenna est consultant. Il travaille au sein du pôle mondial Échanges et compétitivité du Groupe de la Banque mondiale. Ses travaux l'ont récemment conduit à analyser le rôle des normes et de la durabilité dans les chaînes de valeur mondiales, en particulier dans l'agro-industrie. Il s'intéresse à l'évolution des accords de l'Organisation mondiale du commerce sur les biens et les services écologiques, ainsi qu'à d'autres liens transversaux entre les échanges et le climat. Récemment diplômé de l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres, M. McKenna est titulaire d'un MSc en politiques énergétiques et climatiques mondiales.

Jennifer Mbabazi Moyo

Jennifer Mbabazi Moyo est économiste de recherche senior au Département de la recherche sur le développement à la Banque africaine de développement. Elle a rejoint la Banque en mars 2012 pour travailler au sein de l'équipe chargée de l'évaluation ex-ante de l'additionnalité et des résultats en matière de développement (ADOA). Elle a précédemment travaillé pour le Fonds monétaire international (FMI), à Washington, DC, au Département des marchés monétaires et des capitaux et au Département Moyen-Orient et Asie centrale. Plus récemment, elle a mené à bien des missions de conseil sur les marchés financiers, la formation et d'autres questions de renforcement des capacités pour le FMI, la Banque africaine de développement et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ, anciennement GTZ). Elle a également enseigné à l'Université Makerere en Ouganda. Elle est titulaire d'un doctorat d'économie de l'Université de Nottingham, au Royaume-Uni. Ses axes de recherche sont les marchés financiers, les échanges, la pauvreté, les inégalités de revenus et la croissance, sujets sur lesquels elle a publié de multiples contributions. Elle a contribué à l'édition 2013 du *Rapport sur la compétitivité en Afrique*.

Anthony O'Sullivan

Anthony O'Sullivan est directeur adjoint du Secrétariat des relations mondiales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il a commencé sa carrière comme consultant en stratégie chez Accenture, où il était spécialiste des fusions et acquisitions et de l'intégration post-acquisition. Il a ensuite rejoint le cabinet de conseil en stratégie Monitor Group de Michael Porter, où il a développé ses compétences en matière de compétitivité des pays. M. O'Sullivan a ensuite été associé fondateur de Cell Strategy, spécialisé dans la due diligence et la création d'entreprises pour des fonds d'investissement dans la haute technologie. Avant de rejoindre l'OCDE en 2005, il était gestionnaire principal en stratégie pour A.T. Kearney et représentant Europe du Global Business Policy Council, un think tank mondial sur la stratégie des pouvoirs publics et la compétitivité des pays. M. O'Sullivan a contribué à plusieurs publications sur la compétitivité, le climat des affaires et l'investissement sur les marchés émergents. Il est titulaire d'un diplôme d'honneur en économie, finance et sciences politiques de l'Université McGill au Canada et d'un MSc en études du développement de la London School of Economics.

Sebastian Sáez

Sebastian Sáez est économiste principal chargé du commerce au pôle mondial Échanges et compétitivité de la Banque mondiale. De 1990 à 1994, il a été conseiller auprès du ministre des Finances du Chili et a participé au cycle d'Uruguay des négociations du GATT. De 1994 à 1997, il a fait partie de la mission chilienne auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en qualité de représentant permanent adjoint. En 1998, alors en poste au ministère des Affaires étrangères du Chili, il a dirigé le Département AELE-Amérique du Nord, où il était chargé des négociations sur l'Accord de libre-échange des Amériques (ALEA). D'août 2001 à juillet 2003, il a dirigé le Département du commerce extérieur du ministère de l'Économie du Chili. À ce titre, il a participé aux négociations commerciales avec l'Union européenne, la République de Corée et les États-Unis. En 2005, il a rejoint le Département d'Intégration et Commerce International de la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) des Nations Unies. En janvier 2009, il a rejoint le Groupe de la Banque mondiale où il travaille sur les échanges de services. Il a co-écrit *Regulatory Assessment Toolkit: A Practical Methodology to Assess Services Trade and Investment Regulations* (2014) et *Valuing Services in Trade: A Competitiveness Diagnostic Toolkit* (2014).

John Speakman

John Speakman dirige le pôle mondial Échanges et compétitivité à la Banque mondiale, et axe ses travaux sur l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Il travaille à la Banque mondiale depuis 20 ans, s'intéressant à diverses activités relatives au développement du secteur privé pour la plupart des Régions de la Banque. Il étudie les pays les plus divers, des économies richement dotées en ressources naturelles jusqu'aux États fragiles. Avant de rejoindre la Banque, il a été associé chez Deloitte New Zealand, où il aussi a travaillé sur des aspects relatifs au développement du secteur privé. Ses domaines de compétences sont le droit, la comptabilité et l'économie.

Audrey Verdier-Chouchane

Audrey Verdier-Chouchane est économiste en chef chargée de recherche au Département régional d'Afrique du Nord à la Banque africaine de développement. Avant de rejoindre la Banque en 2004, Audrey Verdier-Chouchane enseignait la macroéconomie et l'économie du développement à l'Université de Nice, en France. Elle possède un doctorat en économie et un DEA en macrodynamique et finance internationale, obtenus dans cette université. En plus de ses premiers travaux sur le développement financier et la croissance, ses domaines de recherche concernent l'analyse et la mesure de la pauvreté et des inégalités en Afrique. Elle a coordonné de nombreuses publications phares de la Banque africaine de développement, auxquelles elle a également contribué, dont les *Perspectives économiques en Afrique*, le *Rapport sur le développement en Afrique* et le *Rapport sur la compétitivité en Afrique*, en collaboration avec des institutions sœurs.

Le *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015* est publié à un moment prometteur pour l'Afrique: depuis une quinzaine d'années, cette région affiche une croissance solide, qui ressort à 5 pour cent en moyenne; ses ressources naturelles abondantes et sa main-d'œuvre jeune et en expansion constituent deux puissants leviers pour une croissance soutenue. Mais cette croissance n'est pas équitable et ne bénéficie pas au plus grand nombre, et les niveaux de productivité demeurent faibles dans tous les secteurs. De surcroît, les données disponibles montrent que l'Afrique ne suit pas la même trajectoire de développement que les autres régions. On observe une dichotomie entre un vaste secteur agricole, qui emploie un Africain sur deux, et un secteur des services qui ne cesse de gagner en importance, à la fois en part du PIB et en part dans l'emploi, tandis que la contribution du secteur manufacturier reste minime. Ce sont toutefois les pays africains riches en ressources naturelles et peu compétitifs qui sont à l'origine des taux de croissance élevés de la région.

Ce *Rapport* a pour objectif d'explorer des trajectoires viables pour le développement de l'Afrique en se penchant sur les problèmes et les facteurs qui font obstacle à l'amélioration de la productivité dans l'agriculture et dans les services. Il examine également le potentiel que renferment les chaînes de valeur régionales et mondiales pour aider les économies africaines à se développer et à passer à de nouvelles activités. Ce faisant, il a pour ambition d'éclairer le débat sur la trajectoire de développement de ce continent et sur sa capacité à ne pas suivre l'exemple d'autres régions où l'industrie manufacturière a joué un rôle central.

Publié tous les deux ans, ce *Rapport* est le cinquième d'une série consacrée à des aspects qui nécessitent une intervention des pouvoirs publics et des investissements pour créer les conditions de base d'une croissance soutenue en Afrique. Il s'appuie sur le savoir et sur l'expertise de la Banque africaine de développement, de la Banque mondiale et du Forum économique mondial et de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour présenter une vision commune destinée à revoir les politiques publiques afin de permettre à l'Afrique de devenir plus compétitive, et aux pays de cette région de se transformer.

Ce *Rapport* inclut également le profil de compétitivité détaillé de 40 pays africains, qui synthétise leurs forces et leurs faiblesses. Le *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2015* constitue ainsi un outil précieux pour les autorités nationales, les stratèges des entreprises, les partenaires au développement et d'autres acteurs de premier plan. C'est aussi une lecture essentielle pour tous ceux qui s'intéressent à cette région.